



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Call. cor.
375 5

Quincy



HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
ET DE
L'EMPIRE.

TOME V.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, RUE JACOB, 56.

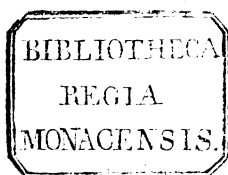
HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
ET DE
L'EMPIRE,

PAR M. AMÉDÉE GABOURD.

DIRECTOIRE.

PARIS,
JACQUES LECOFFRE ET C^e, ÉDITEURS,
RUE DU VIEUX-COLOMBIER, 29,
Ci-devant rue du Pot de Fer Saint-Sulpice, 8.

1847.



Voilà ce que dit le Seigneur, le Dieu d'Israël :

« Je vais visiter, dans ma colère, le roi de

« Babylone et son pays... »

(JÉRÉMIE, chap. L.)

« ... J'étendrai ma main sur vous, je vous pu-

« rifierai de toute votre écume par le feu... »

(ISAÏE, chap. II.)

HISTOIRE

DE

LA RÉVOLUTION

FRANÇAISE.

DIRECTOIRE.

LIVRE PREMIER.

La révolution allait parcourir une de ces périodes de transition qui conduisent de l'anarchie au despotisme, du gouvernement de la multitude à celui du sabre. La convention, en abdiquant, avait légué à la France un de ces codes de hasard que les hommes de cabinet élaborent avec orgueil et amour, et que la pratique et l'épreuve des faits ne tardent pas à détruire. Empreinte d'idées libérales, cette constitution était remplie, à chaque page, de garanties contre la tyrannie d'en haut et celle d'en bas. La part du pouvoir exécutif y avait été faite étroite et mes-

Oct. 1795.

La
révolution
entre
dans une
phase
nouvelle.

—
Constitution
de
l'an III.

Oct. 1795.

quine, en haine de l'antique royauté et des souvenirs récents du régime de Robespierre : en revanche, le législateur de l'an III avait entouré de tant de précautions l'exercice de la souveraineté populaire, que l'abus semblait impossible. C'était le système représentatif établi avec bonne foi, mais par des mains sans expérience, et qui n'avaient point encore rencontré le juste équilibre. On allait cependant essayer d'appliquer les dispositions d'un code imaginé par des théoriciens, et dont le moindre vice était de ne tenir compte ni des besoins sérieux de la société, ni des mœurs publiques. La bourgeoisie, vaincue au 10 août et au 31 mai, voulait reprendre possession du pouvoir et des affaires; elle se proposait de recommencer, sous des formes différentes et avec des mots nouveaux, l'épreuve d'ailleurs assez malheureuse de l'œuvre de l'assemblée constituante : seulement, Dieu et le culte avaient, dans la constitution récente, une place de plus en plus étroite et petite. Les dédaigneux philosophes de l'an III n'avaient point cru que de pareilles préoccupations dussent entrer sérieusement dans la pensée du législateur. Ils s'étaient bornés à formuler quelques aphorismes de morale et de vertu, destinés, selon eux, à tenir la place de l'ancien Décalogue; ils avaient soumis à la sanction du peuple cette espèce de religion légale et sociale, que la majorité des suffrages pouvait accepter, modifier ou rejeter : de telle sorte qu'en poussant à l'extrême conséquence une blasphématoire logique, l'idée de Dieu s'était vue subordonnée à la souveraineté du peuple. Ajoutons que, par un adroit mécanisme constitutionnel, cette dernière

souveraineté se trouvait en partie éludée et confis- Oct. 1795.
quée au profit de la classe moyenne.

Les lois sont l'expression des besoins généraux ; elles ne durent que par les mœurs. En révolution , on se sert d'elles, ou on les élude. Dès qu'elles émanent du nombre et non de la justice, on les considère comme des accidents variables, comme des positions stratégiques qu'il faut aborder de front, ou défendre ; on les subit sans les respecter, jusqu'au jour où on aura la force de les détruire. C'est la condition nécessaire des sociétés qui ont cru qu'on inventait le droit, qu'on substituait arbitrairement le gouvernement des chiffres à celui de l'éternelle vérité. Aucune forme politique n'a le droit absolu de se dire la seule bonne et la seule nécessaire ; mais toute loi dont la puissance et le principe ne découlent pas de la justice immuable est à coup sûr mauvaise et dangereuse, et l'avenir ne lui appartient pas. Il en fut ainsi de la constitution de l'an III, quoique assez habilement combinée : elle n'était point encore promulguée, que chacun cherchait à l'exploiter et à l'utiliser dans les intérêts de sa propre cause ; et il arriva que le législateur avait tout prévu, sinon la double résistance des habitudes et de l'égoïsme.

La société était ce que nous l'avons vue au déclin de la convention nationale : elle courait ardemment à la satisfaction de ses cupidités et de ses plaisirs ; elle se décomposait, sans qu'on entrevît, au-dessous des décombres, les éléments à l'aide desquels l'édifice pourrait un jour être reconstruit. Les victimes du dernier régime ne pensaient guère à Dieu, qui les

État de la
société
française.

Oct. 1795.

avait sauvées ; elles dégradèrent , dans la volupté et dans les fêtes, leur bonheur présent et leur misère récente. Quant aux meurtriers, dépossédés du droit de tuer au gré de leurs emportements , ils avaient trop versé de sang pour songer à la Providence ; et la partie s'offrait encore à eux trop belle, pour qu'ils ne cherchassent pas à se consoler de leurs défaites dans les spéculations et dans les calculs de l'agiotage. Ce qui distinguait profondément la société d'alors de la France de 1789, c'est qu'au début de la révolution l'enthousiasme était sincère aussi bien que les croyances ; c'est qu'alors on avait foi dans la liberté , dans l'égalité, dans les promesses de la philosophie , et que la foi entraînait à sa suite le dévouement et le sacrifice. Mais, en l'an quatrième de la république, on se disait revenu de ces utopies : la liberté s'était montrée si atroce et si cruelle dans ses manifestations ; l'égalité, si grossière et si fâcheuse dans son ignoble malpropreté ; la fraternité , à ce point tyrannique et spoliatrice , qu'on se souciait peu de leur empire quand on ne le redoutait pas. On trouvait plus légitime et plus commode de s'enrichir en invoquant un vaste droit d'épave, en s'appropriant les dépouilles des moins habiles ou des dupes. Le jeu sur les assignats permettait aux premiers enrichis d'amasser, en peu de jours, des fortunes honteuses et colossales ; on volait la nation , le gouvernement, les armées ; on réalisait d'énormes bénéfices sur les fournitures et sur la vente des domaines confisqués. L'ancien régime avait reparu avec ses saturnales, son insolence et ses débauches : il n'y avait de changé que les acteurs et les

formes. Des laquais dénonciateurs, des intendants agioteurs, beaucoup de coupeurs de bourse qu'il serait fastidieux de dénombrer, trônaient dans les hôtels, dans les châteaux, dans les palais révolutionnairement acquis, grâce au bourreau et au papier-monnaie : ces gens-là avaient encore l'hypocrisie de s'appeler citoyens, et de tonner contre la corruption de l'ancienne cour ; et le hideux cynisme de leurs désordres et de leur luxe faisait regretter le régime de la régence et les supercheries de Law.

Que vouliez-vous qu'une société pareille fit d'une constitution rédigée en haine de la dictature et de l'unité ? Plus ce code multipliait les rouages politiques, plus la corruption avait de chances pour parvenir, plus l'esprit révolutionnaire devait se décourager et faire place à l'esprit d'intrigue. Les précautions législatives multipliées à l'infini pouvaient-elles, au demeurant, tenir lieu de la sincérité et de la vertu ? Devait-il leur être donné de faire accepter la république par un pays qui n'y tenait guère, de rassurer des révolutionnaires parvenus et des marchands à demi ruinés, les uns et les autres peu soucieux du règne de la liberté orageuse ? La révolution avait vécu deux siècles en moins de six ans : elle avait dépensé dans les luttes du forum, sur l'échafaud, à la guerre civile, ses hommes les plus hardis, ses chefs les plus dévoués ; elle était épuisée et lasse, et ne retrouvait quelques restes d'énergie que sous les drapeaux et dans les camps. Ceux de ses adeptes qui survivaient, la plupart meneurs subalternes, étaient impuissants à conduire une nation dont la masse regrettait l'an-

Oct. 1795.

cien régime, impuissants à contenir les agioteurs, les intrigants, les ambitieux, par lesquels seulement ils conservaient un peu de pouvoir et d'influence. De toutes parts on pressentait qu'on allait vivre au jour le jour, et les habiles ne se proposaient autre chose que de gagner le plus possible au jeu politique, laissant aux trainards toutes les chances défavorables, abandonnant aux niais le soin d'idolâtrer la constitution.

On constitue
le
directoire.

—
Choix des
cinq
directeurs.

On put le voir dès le premier moment. D'après le mécanisme politique nouvellement introduit, le conseil des cinq-cents devait présenter au conseil des anciens une liste de cinquante candidats pris entre les plus dignes, et dans le nombre desquels le conseil des anciens avait à choisir lui-même les cinq membres du directoire. Quoique existant à peine depuis quelques heures, le conseil des cinq-cents était vieux par la ruse et le machiavélisme. Il dressa une liste de cinquante noms, parmi lesquels il ne s'en trouvait que cinq qui eussent figuré aux affaires et brillé par des services rendus à la révolution : les quarante-cinq autres appartenaient à des individus obscurs, inconnus, sans gloire, et auxquels il ne pouvait être sérieusement question de remettre la puissance exécutive. Par cette manœuvre déloyale, le conseil des cinq-cents forçait la main au conseil des anciens ; il circonscrivait ses choix, et élisait lui-même, sans contrôle, les cinq membres du directoire. Le texte de la loi était respecté, tandis que le sens était outrageusement méconnu : il ne resta autre chose à faire au conseil des anciens que de se

plaindre, et se résigner à proclamer directeurs les cinq candidats placés en tête de la liste. Comme on pouvait s'y attendre, ils avaient tous donné à la révolution un gage criminel en votant la mort de Louis XVI : c'étaient Larevellière-Lépeaux, Sieyes, Rewbell, Letourneur (de la Manche), et Barras. Soit timidité, soit orgueil, Sieyes refusa de faire partie du directoire, et fut remplacé par le régicide Carnot. Bien que choisis parmi les notabilités républicaines, les cinq directeurs attestaient, par leur présence au pouvoir, l'amoindrissement des partis et des hommes. Larevellière-Lépeaux était un petit homme contre-fait. Ancien député à l'assemblée constituante, et faible jurisconsulte, il avait la réputation assez peu méritée d'un savant et d'un philosophe : on parlait de son goût pour la culture des fleurs, on le citait comme l'apôtre d'une nouvelle religion imitée des rêveries de J.-J. Rousseau, et qu'on désignait sous le nom pompeux de *théophilanthropie*. Cet ami fervent de la nature avait voté froidement, sans appel et sans sursis, le supplice du roi : depuis lors, il s'était assez courageusement associé aux efforts de la Gironde, et il avait enduré une longue proscription. Rewbell, son collègue, ancien avocat au conseil souverain d'Alsace, et député aux états généraux par les bailliages de Schélestadt et de Colmar, s'était autrefois acquis la réputation d'un praticien fort habile : depuis, il avait rempli les fonctions de procureur général syndic dans le département du Haut-Rhin. Complice silencieux de la Montagne et des jacobins pendant la durée de leur pouvoir, accusé un moment de s'être vendu à la

Oct. 1795.

Larevellière-
Lépeaux. †

Rewbell.

Oct. 1795. Prusse, il s'était rallié, dans la journée du 9 thermidor, aux ennemis de Robespierre et du parti terroriste. Il avait ensuite siégé dans les comités de salut public et de sûreté générale, sans y acquérir beaucoup de renommée. C'était un homme âpre et orgueilleux, toujours disposé à humilier les représentants des cours étrangères devant le grossier sayon du paysan du Danube : les esprits étroits préférèrent ces jouissances à celles de la gloire. Barras, en revanche, affectait les vices et le luxe d'un grand seigneur du dernier régime. Teint du sang de Louis XVI, il aimait les voluptés, la bonne chère, la débauche, le repos; et il ne sortait volontiers de sa léthargie nonchalante que dans les occasions où il se voyait sérieusement forcé de montrer l'homme de guerre, et de payer de sa personne. A Toulon, il avait proscrit les royalistes; au 9 thermidor, il avait présenté bataille à la commune de Paris; dans la journée du 13 vendémiaire, il avait mitraillé la bourgeoisie rebelle : mais, au milieu de ces luttes et de ces crimes, il était toujours demeuré le même homme, ne recherchant que lui seul, n'ambitionnant que le plaisir, ne croyant ni au patriotisme ni à la bonne foi, méprisant beaucoup les autres, et s'estimant fort peu lui-même. Letourneur (de la Manche), ancien membre de l'assemblée législative et de la convention, ne s'était fait connaître que par des rapports sur la réorganisation de l'armée. Carnot avait bien autrement marqué; mais son amitié pour Robespierre, et le crime d'avoir été le collaborateur assidu de Collot-d'Herbois et de Billaud-Varennés,

pesaient sur lui, et faisaient oublier la part qu'il avait prise à la défense de la patrie et à trois ans de victoires. Les souvenirs du terrible comité de salut public étaient seuls invoqués contre lui, et l'opinion, douloureusement préoccupée de cette pensée, s'obstinait à ne voir en lui que le proscripteur et le régicide. Les directeurs répartirent entre eux les affaires générales : Carnot eut la guerre; Letourneur (de la Manche) fut chargé d'organiser la marine; Larevelière-Lépeaux, à raison de ses tendances philosophiques, fut préposé à l'instruction publique, à la morale, au commerce, à l'industrie, aux sciences; Rewbell eut dans ses attributions toutes les affaires étrangères; on confia la police à Barras. Il fut convenu que toutes les questions importantes seraient discutées en conseil. Quant aux départements ministériels, ils furent ainsi distribués : Merlin (de Douai) eut la justice, Charles Lacroix, les affaires extérieures; Gaudin, les finances; Aubert-Dubayet, la guerre; Truguet, la marine; Benezech, l'intérieur. Le citoyen Trouvé, rédacteur en chef du *Moniteur*, fut nommé secrétaire du directoire : sur son refus d'accepter, on nomma à cette fonction le citoyen Lagarde. Le jour même où les directeurs entrèrent au Luxembourg pour y exercer officiellement le pouvoir exécutif, on arrangea assez adroitement une de ces comédies politiques dont l'effet est toujours certain. Il ne se trouva pas un meuble dans le palais; les cinq chefs du gouvernement se virent réduits à emprunter au concierge quelques chaises de paille et une petite table rongée de vétusté. L'un d'eux avait eu la précaution d'apporter

Oct. 1795.

Ministère.

Installation
du
directoire.

Oct. 1795. avec lui une écritoire à calumet. Le directoire se procura une feuille de papier, et sur-le-champ il annonça, par un message aux deux conseils législatifs, qu'il était définitivement constitué. Sous cet étalage de misère apparente, on sentait percer l'orgueil et l'hypocrisie; mais le peuple a pour habitude de se laisser prendre à ces faux semblants d'austérité.

Les deux
conseils
législatifs.

En vertu des décrets des 5 et 13 fructidor, les deux tiers des conseils législatifs se composaient d'anciens conventionnels. Les choix des électeurs, forcés de se porter sur les membres de l'assemblée régicide, s'étaient souvent réunis, dans les divers départements, sur les mêmes hommes; et les nominations doubles et triples auraient laissé, dans les deux nouvelles assemblées, beaucoup de places vides, si la convention elle-même n'avait pris soin d'y pourvoir. Au dernier jour de sa puissance, elle s'était elle-même investie du droit électoral, et elle avait complété, par des hommes recrutés dans son sein, le conseil des cinq-cents d'abord, et ensuite celui des anciens. Le dernier tiers, dans chaque conseil, se composait de députés nouveaux, ou qui avaient autrefois siégé sur les bancs de la constituante et de la législative. En général, les choix des électeurs, lorsqu'ils avaient pu s'exercer en toute liberté, s'étaient réunis sur des partisans modérés du principe monarchique. MM. Barbé-Marbois, Henri Larivière, Dupont de Nemours, Matthieu Dumas et Portalis, étaient de ce nombre : l'un de leurs collègues, M. Tronchet, avait eu l'honneur de faire partie du conseil de défense de Louis XVI. Ces noms disaient jusqu'à quel point la

réaction royaliste avait marché. Quelques députés étaient soupçonnés d'incliner en secret vers l'orléanisme, mais ils dissimulaient avec soin leurs sympathies et leurs espérances.

Le conseil des cinq-cents siégeait au Manège, dans le local autrefois affecté aux travaux de l'assemblée constituante. Les anciens tenaient séance au palais des Tuileries. Ces députés, pour rehausser aux yeux de la multitude la dignité de leurs fonctions, portaient un costume dont la forme grecque et romaine était assez ridiculement alliée aux modes françaises de l'an IV. Par-dessus le pantalon et le justaucorps modernes, ils revêtaient une tunique et un manteau ornés de broderies. Chez les cinq-cents, la tunique était blanche, le manteau écarlate. Les anciens portaient la tunique bleue et le manteau blanc. Les directeurs, en grand costume, revêtaient un habit bleu à revers richement brodé d'or, et, par-dessus, un large manteau nacarat : pour coiffure, ils avaient un chapeau rond, orné d'un panache.

Le 14 brumaire, le directoire adressa une proclamation au peuple français : il y parlait un langage énergiquement hostile à toute idée royaliste ; il demandait aux esprits de se pacifier ; il insistait pour qu'on lui laissât le temps de se concerter et d'agir, pour qu'on s'abstînt d'entraver le gouvernement, encore au berceau. Le lendemain, il songea aux moyens de remplir le trésor public, et d'assurer la levée des contributions nécessaires au service. Jamais préoccupation ne mérita mieux d'être mise à l'ordre du jour. Paris manquait de pain ; l'agiotage effréné, en cons-

Nov. 1795.

Palais des
conseils.—
Costumes.Le directoire
commence
à
gouverner.—
Embarras
financiers.

Nov. 1795. truisant à la hâte la fortune d'un petit nombre d'aventuriers et de spoliateurs, avait multiplié les progrès de la misère et le désespoir des masses. Les variations dans le prix des assignats étaient si rapides, que personne n'était sûr d'amasser la veille, en papier-monnaie, une somme assez forte pour parer aux besoins du lendemain. Le louis d'or représentait plus de 3,000 livres en assignats. L'État, ne percevant de ressources que par l'impôt, était, entre tous les capitalistes, le premier ruiné, le premier trompé. Le chiffre des assignats émis depuis 1790 s'élevait à la somme énorme de trente milliards : beaucoup de papier-monnaie ayant été officiellement brûlé ou retiré de la circulation, on ne pouvait guère évaluer à plus de dix-neuf milliards la masse des assignats ayant cours ; mais c'était là un signe discrédité par l'abus, et le gouvernement se trouvait trop heureux encore de pouvoir exiger une moitié de la contribution foncière en nature. Nonobstant ce rendement de l'impôt, qui permettait de faire face à quelques besoins impérieux, la situation allait en s'aggravant : les généraux étaient réduits à vivre avec une solde de huit francs par mois en numéraire ; le tiers de l'armée avait abandonné les drapeaux, faute d'argent et de solde ; les employés civils et les fonctionnaires, ne recevant aucun salaire, donnaient leur démission, et abandonnaient au hasard le soin de l'administration et de la justice. Pour subvenir à des nécessités si dures, on passait la nuit à imprimer les assignats qu'on aurait à dépenser le lendemain ; et cette ressource extrême devenait de plus en plus illusoire, en avilissant jus-

qu'aux dernières limites le gage des créanciers de l'État. Cependant il fallait nourrir Paris, recruter les armées, entretenir de vastes garnisons à l'intérieur, des troupes nombreuses sur la frontière, gouverner la France, et la faire respecter.

Le directoire ne recula pas devant les difficultés de l'œuvre ; il accepta des devoirs presque impossibles, parce qu'il comptait sur le besoin d'ordre qui domine toutes les sociétés, et ne permet pas aux nations de se dissoudre faute d'argent. Le 15 brumaire, il demanda au conseil des cinq-cents un budget provisoire de trois milliards en assignats, chiffre qui représentait à peine trente millions en espèces métalliques. L'urgence était devenue telle, que le conseil des cinq-cents vota, séance tenante, les contributions réclamées par le gouvernement. Le lendemain, la *résolution* du conseil fut portée aux anciens pour être sanctionnée ; mais le conseil modérateur la rejeta, sous prétexte d'un vice de forme. Déjà se révélait l'existence d'un nouveau principe dans le gouvernement : aux procédés rapides et dictatoriaux des premières assemblées nationales et de la convention elle-même, on avait substitué des lenteurs et des chicanes parlementaires qui sont parfois des garanties sérieuses, mais qui, d'ordinaire, ne trompent personne. Le 17 brumaire, le directoire envoya un nouveau message aux conseils pour leur soumettre encore sa demande, et cette fois la loi votée par les cinq-cents reçut l'approbation des anciens.

Le gouvernement avait donc devant lui quelques semaines : il en profita pour étudier les moyens de

Nov. 1795.

Premiers
expédients.

Nov. 1795. terminer la crise financière et de relever le crédit. Il était évident que la révolution ne pouvait plus songer à se créer des ressources en émettant des assignats.

Dépréciation
énorme
du
papier-mon-
naie. Que devait-on faire pour prolonger la mise en circulation du papier-monnaie? Sans nul doute, on ne pouvait en venir là qu'en donnant plus de certitude et plus de validité au gage des créanciers de l'État. Or, les assignats étant réduits à une valeur réelle qui s'élevait à peine au centième, parfois au deux-centième de la valeur officielle et fictive, les vingt milliards de papier-monnaie ne représentaient guère que cent cinquante millions en numéraire : ils n'étaient pas cotés autrement dans les transactions ordinaires de la vie. Le gouvernement pouvait se borner à constater le fait, et à démonétiser sur-le-champ les assignats mis en circulation, sauf à rembourser les détenteurs de ce papier en leur fournissant une hypothèque sérieuse et certaine sur des valeurs en biens nationaux. Avec deux cents millions de biens nationaux, on pouvait mener à terme l'opération du remboursement; et les biens nationaux provenant des confiscations et des spoliations révolutionnaires dépassaient la somme de sept milliards. Alors même qu'on eût affecté à ce remboursement forcé quatre cents millions de propriétés domaniales, afin de tenir compte aux détenteurs d'assignats de la difficulté et des lenteurs de la vente ou du morcellement des biens destinés à leur servir de gage, on aurait pu délivrer la France d'une masse incalculable de monnaie fictive, et faire rentrer dans la circulation les espèces d'or et d'argent, qui avaient peur. La multi-

tude, il est vrai, aurait crié à la banqueroute ; mais, en se plaçant au point de vue de la révolution, ce reproche n'aurait été ni fondé ni sérieux. La banqueroute, si l'on pouvait qualifier ainsi la démonétisation de l'assignat, devait atteindre tout le monde ; et une banqueroute qui frappe le pays tout entier, sans profiter à personne, ne mérite pas ce nom : ce n'est qu'une crise financière, une calamité regrettable, et rien de plus. Les faits dominaient d'ailleurs la fiction. Puisque les assignats, cotés à la bourse et dans les marchés, n'étaient plus acceptés que pour le centième de leur valeur nominale, de quel droit aurait-on refusé à l'État de les lui céder pour une valeur réelle de plus de deux centièmes de la valeur fictive ? Les intérêts de l'État n'étaient-ils pas ceux du pays lui-même, et de chaque citoyen en particulier ? et si le pays ne permettait pas à son gouvernement d'opérer un remboursement opportun, sérieux et facile à admettre, n'était-ce pas que le pays, en prolongeant indéfiniment une situation impossible, allait lui-même réduire à néant la valeur du papier-monnaie, et prendre l'initiative d'une banqueroute bien autrement désastreuse ? Ces idées nous paraissent simples ; mais le moment n'était pas encore venu de les faire accepter : on recula devant une nécessité démontrée, on eut recours à des expédients dilatoires qui retardèrent la prétendue banqueroute, et ne purent l'empêcher dans un très-prochain avenir. Le directoire obtint du conseil des cinq-cents, dans les premiers jours de frimaire, une résolution en vertu de laquelle les assignats mis en circulation n'excéderaient jamais

Déc. 1795. la somme de trente milliards. Ce chiffre énorme, eu égard à la valeur réelle du papier-monnaie, signifiait à peine 300 millions de francs en espèces métalliques. Le conseil des cinq-cents statua en outre qu'à dater du 30 nivôse, la planche des assignats serait brisée, et la fabrication de ce papier désormais interdite; qu'un milliard de biens nationaux, en valeur métallique, serait affecté au retrait de trente milliards d'assignats, par le moyen d'une autre monnaie fictive, d'une espèce de *billets au porteur* qui fut désignée sous le nom de *cédules hypothécaires*. Un autre milliard de biens nationaux, distrait de la masse, devait être affecté à la récompense et à la solde arriérée des officiers et des soldats. La valeur des assignats dans les transactions, et jusqu'au jour du retrait complet de ce papier, devait être fixée d'après le cours du change avec le numéraire; et ce cours serait réglé et publié tous les quinze jours, suivant les transactions dans les principales places de commerce. Ce plan adopté, on aurait à créer des cédules hypothécaires pour une somme proportionnée aux besoins publics, et l'on aviserait à négocier ces cédules avec des compagnies de finances. Dès que la résolution des cinq-cents fut portée aux anciens, elle y rencontra l'opposition la plus vive : une partie de ce conseil recula devant les difficultés pratiques du plan proposé; les uns crurent que l'on ne devait point encore renoncer aux assignats; les autres éprouvèrent la crainte de voir les contribuables repousser les cédules et les frapper de discrédit, auquel cas on ne serait arrivé qu'à abolir les assignats sans

On cherche à
créer
des cédules
hypothé-
caires.

les remplacer par une valeur sérieuse. Après une vive discussion, la résolution financière des cinq-cents fut écartée par le vote des anciens, et la crise, un moment suspendue, ne tarda pas à recommencer.

De désastreuses nouvelles arrivaient du théâtre de la guerre. Les Autrichiens, habilement commandés par Clairfayt, avaient rejeté l'armée de Pichegru sur Landau et la ligne des Vosges. Jourdan, engagé dans un pays difficile, voyait ses opérations déjouées ou compromises. Ce n'était pas le moment d'hésiter, faute de fonds; et l'opinion publique, déjà inquiète, sollicitait le gouvernement à prendre un parti. Le directoire proposa un emprunt forcé de six cents millions en valeur réelle, et qui serait levé sur les riches. C'était là une de ces ressources violentes qui rappelait les temps où Chaumette et Marat battaient monnaie, où Cambon administrait les finances par la terreur; mais l'esprit de la convention avait été transmis aux conseils, et la loi fut adoptée. Au moyen d'une combinaison assez habile, on se proposa d'arriver indirectement à la démonétisation de l'assignat, et, mieux encore, à la hausse subite de cette valeur fictive : on décida que, pour l'emprunt forcé, les assignats seraient reçus au centième de leur valeur nominale, et que tous ceux qui rentreraient seraient brûlés : il est vrai de dire qu'on ne devait pas briser la planche qui servait à les fabriquer, et qu'on pourrait en créer d'autres. En compensation, on revint à l'idée des cédules hypothécaires, et l'on se proposa d'en émettre en grand nombre. De plus, et afin de donner à ces cédules une valeur positive, on statua qu'une

Emprunt
forcé
de six cents
millions.

Déc. 1795.

partie des biens nationaux serait immédiatement aliénée, en commençant par celle dont la réalisation était la plus facile, comme les maisons situées dans les villes, les domaines ruraux de peu d'étendue, les biens du clergé belge, et une portion des maisons ci-devant royales. Enfin, les assignats n'ayant point eu un cours habituel dans les nouveaux départements réunis à la république en vertu de la conquête, on décida que, dans ces contrées, l'emprunt forcé serait payé en argent.

Choix
administratifs
et
judiciaires.

—
Conflits entre
le
directoire
et
l'opposition
royaliste.

Le directoire obtint des conseils les pouvoirs nécessaires pour la réorganisation des armées. Lorsqu'il s'agissait de la défense des frontières, toutes les nuances du parti républicain se mettaient facilement d'accord : la difficulté fut plus grande lorsque, dès les premiers jours, on mit en discussion une grave question de principe. La constitution de l'an III confiait aux assemblées électorales la plupart des choix administratifs et judiciaires. Or, un grand nombre de ces assemblées n'avaient point eu le temps, dans les dix jours assignés pour leur session, de procéder à ces élections nombreuses ; beaucoup d'autres, et spécialement dans l'Ouest, avaient été dans l'impossibilité de se réunir : la guerre civile ne le leur avait pas permis. Il fallait néanmoins pourvoir aux fonctions vacantes dans les tribunaux, dans les justices de paix et les administrations municipales. Quand cette question fut portée aux conseils, elle y souleva de vives résistances. Les royalistes, qui se savaient en majorité dans les assemblées électorales, demandaient que ces assemblées fussent de nouveau convoquées, et mises

en demeure de compléter leurs opérations : la constitution s'y opposait. Les républicains avaient adopté un tout autre système : ils déclaraient que c'était au directoire à pourvoir aux vacances de place, les électeurs qui n'avaient usé de leur droit ne devant point être l'objet d'une faveur inconstitutionnelle et abusive. Ainsi les royalistes demandaient qu'on en référât au peuple, tandis que les républicains voulaient accroître et fortifier la prérogative du gouvernement. Cet étrange oubli des principes tenait à une vérité incontestable pour quiconque a observé l'homme : c'est que les partis se préoccupent moins de la logique que du succès. Les républicains étaient en forte majorité dans les deux conseils : leur système prévalut. Vainement donc les députés Gilbert Desmolières, Villers, Hardy, Pastoret, au conseil des cinq-cents; Dupont de Nemours, Larmagnac, Portalis, Lanjuinais, Tronchet, Barbé-Marbois, au conseil des anciens, demandèrent-ils avec instance qu'on respectât la souveraineté du peuple et le droit des assemblées électorales : leurs réclamations furent étouffées ou repoussées par le nombre, et le directoire fut investi du droit de nommer lui-même aux places vacantes (25 brumaire). Deux jours après, les partis eurent une nouvelle occasion de se compter. Le député Barbé-Marbois, appuyé par son collègue Dupont de Nemours, demanda qu'il fût fait au conseil un rapport sur la situation de la république. Les royalistes aimaient à étaler sous les yeux du peuple le tableau des misères que lui avait imposées la révolution. La proposition de Barbé-Marbois fut mise aux voix et rejetée.

Proposition
de
M. Barbé-
Marbois.

Déc. 1795.

Le directoire, placé entre les républicains et les royalistes, cherchait à gouverner pacifiquement et sans bruit : avant tout, il voulait gagner du temps, et faire prendre racine aux institutions nouvelles.

Système de
bascule.

Très-sincèrement voué à la cause révolutionnaire, il s'efforçait de résoudre le problème de neutraliser les opinions extrêmes l'une par l'autre : il avait donc imaginé un système de bascule qui consistait à donner alternativement à chacun des deux partis des semblants de faveur ou des satisfactions sans portée, qui devaient leur permettre d'attendre. Sans avoir demandé aux conseils l'abolition des lois qui interdisaient les sociétés populaires et les clubs, il tolérait que les jacobins commençassent de nouveau à se réunir ; il s'imaginait que la recrudescence du jacobinisme tiendrait en échec la ferveur royaliste, que beaucoup d'assemblées électorales avaient laissé apercevoir. Les jacobins se rassemblèrent donc de nouveau, sous l'œil du gouvernement, dans un local voisin de l'église Sainte-Genève ; et leur société, spontanément reconstituée, prit le nom de club du Panthéon. De leur côté, les royalistes organisèrent des clubs qui, pour le moment, eurent peu de crédit et d'importance.

Les clubs se
reforment.

Madame
Royale, fille
de Louis XVI,
sort du
Temple.

Le directoire mena à terme une négociation poursuivie secrètement avec l'Autriche : elle avait pour but d'échanger Madame Royale, fille de Louis XVI, contre l'ancien ministre de la guerre Beurnonville et les députés Quinette, Bancal, Camus et Lamarque (les uns et les autres livrés par Dumouriez aux armées du prince de Cobourg), contre le député Drouet,

l'ancien maître de postes de Varennes, fait prisonnier à l'armée du Nord, et, en outre, contre les citoyens Maret et Sémonville, agents diplomatiques de la propagande, tous deux arrêtés en pays étranger, au mépris du droit des gens. La jeune princesse survivait seule aux captifs de la tour du Temple ; elle ignorait encore la mort de sa mère et de sa tante. Jusqu'au 9 thermidor, elle avait été soumise aux traitements les plus durs et au régime le plus grossier ; plus tard, on commença à lui témoigner quelque pitié, sans jamais se relâcher envers elle de la sévérité des réglemens, sans lui permettre de revoir son frère, sans répondre aux questions pressantes qu'elle ne cessait d'adresser, dans le but de connaître la destinée de Marie-Antoinette et de madame Élisabeth. La petite-fille de Marie-Thérèse, à peine âgée de dix-sept ans, se montrait digne de la maison de Bourbon et de la maison de Lorraine ; elle ne daignait parler à aucun de ses persécuteurs, et quand on lui faisait officiellement subir des interrogatoires, ses réponses brèves déconcertaient l'insolence aussi bien que la curiosité. Elle occupait au Temple une grande chambre, sombre, humide, sans ornemens, éclairée par des fenêtres grillées, ouvertes dans la muraille à plusieurs pieds au-dessus de la hauteur d'homme, et protégées au dehors par des abat-jour qui laissaient à peine entrer un rayon de soleil. Madame Royale était ordinairement vêtue d'une toile grise unie de coton ; elle tricotait, et lisait quelques livres de piété, seul et précieux héritage de sa tante. L'hiver, pour se réchauffer, elle avait la permission de brûler quelques

Déc. 1795. morceaux de ce bois réservé pour les ouvriers et les pauvres, et qu'on appelle à Paris bois de cotrets. On ne lui donnait des vêtements et du linge qu'avec une odieuse parcimonie ; sa nourriture était en harmonie avec cette triste situation. Quand la fille de Louis XVI échangea enfin ce misérable séjour contre l'exil, les commissaires purent lire à leur aise, sur la muraille, ces mots, que venait d'y tracer la main de la royale orpheline : « O mon Dieu ! pardonnez à ceux qui ont « fait mourir mes parents ! »

Le 28 frimaire, le ministre de l'intérieur se rendit au Temple, et en fit sortir la jeune princesse : des voitures se trouvaient prêtes non loin de là, qui la transportèrent à Bâle, où devait se faire l'échange. Le comte de Carletti, ministre de Toscane, accrédité auprès de la république française, demanda, « comme seul ministre étranger qui représentât un souverain parent de la fille de Louis XVI, la permission d'aller présenter ses hommages à la princesse. » Le directeur, qui avait peur de déplaire aux jacobins, saisit l'occasion de cette démarche si naturelle pour faire une sorte de coup d'État diplomatique : il rompit toute communication officielle avec le comte Carletti, et demanda publiquement au grand-duc de Toscane le rappel de ce ministre. Contre toute attente, ce souverain accéda au désir du gouvernement français ; et, après avoir désavoué son agent, il le remplaça par M. Neri Corsini. Le 5 nivôse (26 décembre), l'échange de la princesse contre les représentants du peuple et les otages républicains fut opéré dans la forme accoutumée : Madame Royale, accompagnée de ma-

dame de Soucy, fille de madame de Mackau, sa gouvernante d'enfance, fut remise aux envoyés de l'Autriche, et reçut les honneurs également dus à sa grande infortune et à son rang. Ce n'était là, de la part du gouvernement impérial, que la réparation faible et tardive d'un trop long oubli, et encore s'y mêlait-il une arrière-pensée politique fort peu honorable. L'Autriche s'était dit que la petite-fille de Marie-Thérèse, héritière de Louis XVI et de Marie-Antoinette, possédait des droits, à la vérité douteux et contestables, sur la Lorraine, la Franche-Comté et l'Alsace; et, à ce titre, elle méditait de contraindre la jeune princesse à épouser l'archiduc Charles, et à reporter, dans la maison régnante, les vastes provinces que Louis XIV et Louis XV avaient, l'une après l'autre, détachées de l'Empire. C'était là un étrange rêve; mais le cabinet de Vienne se faisait volontiers illusion : aussi aimait-il mieux voir en Madame Royale une princesse de la maison de Lorraine qu'une fille des Bourbons. Par suite de ce calcul, les instructions de ce cabinet ne permirent qu'à un fort petit nombre d'émigrés français d'avoir l'honneur de présenter leurs hommages à la princesse. Pour la fille de Louis XVI, étrangère à ces odieuses spéculations, elle se considérait comme la première sujette de son oncle, et la première, entre toutes, elle le saluait du nom de Louis XVIII; puis, comme si elle eût eu le pressentiment de la restauration monarchique, elle écrivait à ce prince, en lui parlant des Français : « C'est celle dont ils ont fait mourir le père, la mère,

Oct. 1793. « le frère, et la tante, qui vous demande de leur par-
« donner. »

Événements
militaires
sur le Rhin.

—
Manœuvres
de
Pichegru.

Sur le Rhin, les événements militaires fournissaient à la république peu d'occasions nouvelles d'orgueil et de gloire : la défection du général Pichegru avait amené cette situation. Pendant que le vainqueur de la Hollande poursuivait le cours de ses négociations ténébreuses avec les agents du prince de Condé, et que, prêt à ouvrir toutes les portes de la France à la royauté, il cherchait, sans pouvoir y parvenir, les moyens de s'assurer la complicité de son armée, le général Jourdan, étranger à ces intrigues, ne songeait qu'à servir la France et à justifier la confiance de sa patrie. L'un et l'autre avaient passé le Rhin à la tête de leurs troupes, mais par des motifs bien différents : Jourdan était impatient d'agir avec vigueur du côté de l'Allemagne; Pichegru ne voulait que donner le change aux soupçons que sa conduite et ses lenteurs avaient éveillés, et, ne pouvant rompre ses soldats, il essayait de les faire battre. Par malheur pour la république, l'ancien comité de salut public, toujours plein de confiance en Pichegru, et méprisant les justes dénonciations portées contre ce général, lui avait subordonné Jourdan : Pichegru, en vertu de l'autorité hiérarchique, se trouvait donc à la fois en mesure de compromettre la destinée de l'armée de Rhin-et-Moselle qu'il commandait directement, et de paralyser, selon ses vues clandestines, l'ardeur de l'armée de Sambre-et-Meuse et de Jourdan. Grâce aux menées de Pichegru, les deux armées ne recevaient du gouvernement ni solde ni

vivres; et le gouvernement, qui manquait de fonds, s'accommodait facilement d'un état de choses aussi déplorable : le résultat, ainsi qu'on l'a vu plus haut, était la désorganisation des troupes par le double fléau de la désertion et de l'indiscipline.

Le gouvernement avait prescrit aux armées d'assiéger Mayence : Jourdan confia ce soin à Kléber; mais tout manquait aux Français, et l'artillerie, et le matériel de siège. Pichegru s'était rendu maître de Manheim, qu'un général ennemi, instruit de ses plans de trahison, lui avait livrée, sans même essayer de la défendre; mais, au lieu de profiter des avantages de cette position importante, Pichegru confia cette place à des lieutenants sans expérience, et finit par l'abandonner. Cet ensemble de fautes calculées et de trahisons secrètes porta promptement ses fruits; et, le 7 brumaire (29 octobre), le général Clairfayt, profitant avec habileté de la position désastreuse des Français, surprit l'armée républicaine, l'attaqua, la mit en fuite, et la contraignit de lever le siège de Mayence. Ainsi, par la défection de Pichegru, la république perdait en quelques jours, du côté du Rhin, le fruit d'une année d'efforts et de sacrifices; les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin-et-Moselle, séparément battues par l'ennemi, étaient réduites à se replier sur Landau et les Vosges; les Impériaux bombardaient Manheim; les généraux Clairfayt et Wurmsers, agissant de concert et opérant leur jonction, recouvraient le Palatinat et la plus grande partie du territoire situé entre la Moselle et le Rhin.

Dans les derniers jours de brumaire, l'armée de

Nov. 1795.
Opérations
de
l'armée de
Sambre-et-
Meuse.

Sambre-et-Meuse, réduite à un effectif de trente-cinq mille hommes, était campée dans le Hunds-Rück ; le quartier général de Jourdan était établi à Simmern, à distance égale de Coblentz et de Mayence ; vingt et un bataillons d'infanterie et quatre régiments de cavalerie couvraient Dusseldorf ; un corps d'armée assez considérable, mis sous les ordres de Kléber, avait pris position entre Coblentz et Andernach. Les forces autrichiennes, réunies sur la rive gauche du Rhin, stationnaient entre Manheim et Mayence ; Manheim était assiégé, et l'armée de Rhin et Moselle, aux ordres de Pichegru, se voyait retenue dans une impuissante inaction derrière la Queich, l'ancienne limite de l'Alsace. Le directoire, qui s'indignait d'être vaincu, prescrivit aux généraux français de se porter au secours de Manheim ; mais les Impériaux étaient trop supérieurs, par la position et le nombre, pour qu'il fût possible d'obéir à de pareils ordres. La ville de Manheim, abandonnée à ses propres ressources, capitula dans les premiers jours de frimaire, et Jourdan entreprit de se maintenir avec honneur dans le Hunds-Rück : ainsi, l'armée de Sambre-et-Meuse, démoralisée par ses revers, et livrée au plus triste dénûment, disputait encore pied à pied à l'ennemi les récentes conquêtes de la république. Tout semblait indiquer que sa résistance ne serait pas de longue durée, lorsque l'Autriche elle-même, au grand étonnement de l'Europe, fit proposer à Jourdan une suspension d'armes qui, après quelques pourparlers, fut acceptée de part et d'autre. En stipulant les conditions de cet armistice, Jourdan sut avec fierté

maintenir l'ascendant de la république; et ce ne fut pas pour les contemporains un médiocre sujet de surprise, que de voir le vaincu faire la loi au vainqueur. Jourdan exigea et obtint que les troupes du général Clairfayt se retirassent au delà de la Nahe; et les deux armées françaises purent, sans être inquiétées, prendre leurs cantonnements d'hiver.

Le directoire blâma Jourdan d'avoir consenti à une suspension d'armes; mais ensuite, mieux éclairé, il rendit justice à ce général. Vers le même temps, le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle fut enlevé à Pichegru. Ce n'était pas que le gouvernement français eût acquis la conviction de la trahison de ce général, mais il jugeait avec raison que ses lenteurs et ses fautes avaient compromis le succès de la campagne. Pour colorer la disgrâce qui frappait Pichegru, le directoire le nomma ambassadeur en Suède : le général refusa d'accepter cette mission, et rentra dans ses foyers à Arbois.

Si la république avait perdu de son ascendant sur le Rhin du côté des Alpes, l'armée d'Italie se comporta glorieusement à la bataille de Loano. Le 2 frimaire (23 novembre), s'engagea la bataille : les Austro-Sardes réunis, forts de cinquante mille hommes, occupaient entre Loano et les sommités des Apennins une ligne de positions fortifiées, liées les unes aux autres par des retranchements et des ouvrages de guerre; l'armée française, très-inférieure en nombre, s'étendait depuis le rocher de Borghetto, baigné par la Méditerranée, jusqu'à la cime des montagnes parallèles, défendues par l'ennemi. Des deux

 Nov. 1795.

 Suspension
d'armes.

 Pichegru est
révoqué.

 Événements
militaires
sur la
frontière des
Alpes.

 —
Bataille de
Loano.

Nov. 1795. côtés on se disputait la possession de la république de Gênes, qui allait devenir comme la proie du vainqueur. Il fallut six jours entiers d'attaques renouvelées et opiniâtres pour forcer les Austro-Sardes dans leurs positions; mais enfin, grâce à la science de Masséna, au dévouement de Serrurier, et aux combinaisons heureuses de Schérer, les ennemis se retirèrent, laissant sur le champ de bataille quatre mille hommes tués ou blessés, cinq mille prisonniers, la plus grande partie de leur artillerie et de leurs bagages. Cet effort fut le dernier de la campagne : la bataille de Loano, en dégagant toute la rivière de Gênes, ouvrait aux Français les routes du Piémont et de la Lombardie. En attendant qu'un chef encore plus heureux et plus habile que Schérer osât s'y faire suivre des troupes républicaines, l'armée d'Italie, doublement épuisée par la victoire et les maladies, prit à son tour ses quartiers d'hiver, et se prépara, par le repos, à de plus vastes triomphes. Cette bataille de Loano eut en Allemagne et en Italie un digne retentissement, et ce fut l'une des causes principales qui déterminèrent l'Autriche à suspendre la guerre entre la Moselle et le Rhin.

Guerre
de
la Vendée.

Dans les départements de l'Ouest, les colonnes mobiles de Hoche serraient de près Charette et les débris de l'insurrection vendéenne. Pour ranimer la guerre civile et rendre au parti royaliste sa vieille énergie, il eût été nécessaire qu'un prince du sang des Bourbons débarquât sur les côtes de la Bretagne ou du Poitou : longtemps on avait cru que le comte d'Artois seconderait ainsi les espérances de ses amis;

mais après le désastre de Quiberon toute espérance à cet égard était ajournée. Charette, toujours emporté par ses passions violentes, n'eut point assez d'intelligence et de grandeur d'âme pour laisser à ses ennemis le monopole de la vengeance et du crime. Il ordonna qu'en expiation du massacre commis dans la sanglante *Prairie des martyrs*, tous les prisonniers républicains qui se trouvaient en son pouvoir seraient immédiatement fusillés : ce n'était point ainsi que l'héroïque Bonchamp servait Dieu et le roi. Cependant l'Angleterre, qui avait aussi à prendre sa revanche du revers de Quiberon, se détermina à préparer dans ses ports un nouvel armement : sur les instances du comte d'Artois, elle permit à ce prince de faire partie de l'expédition. Le 3 vendémiaire (25 septembre), le comte d'Artois s'embarqua à Portsmouth, et mit à la voile. Le prince était monté à bord du *Jason*, et suivi d'une flotte de cent quarante bâtiments de transport, sur lesquels se trouvaient les troupes anglaises placées sous les ordres de lord Moira : l'amiral Warren, qui avait figuré à Quiberon, commandait l'escorte. L'armée expéditionnaire se composait de plusieurs régiments anglais, et d'un nombre assez considérable d'émigrés ; parmi ces derniers, il s'en trouvait plusieurs centaines ayant rang d'officiers, et qui comptaient former des régiments en recrutant ou en ralliant à eux les paysans vendéens. Charette, avec lequel on s'était mis en communication, demandait qu'on opérât le débarquement dans le pays insurgé dont il était maître : les Anglais ne voulurent pas accéder à cette juste proposition. Sous prétexte

 Oct. 1795.

Le comte
d'Artois
débarque
à
l'Île-Dieu.

Nov. 1795. d'attendre des renforts qui ne devaient pas venir, ils préférèrent débarquer à l'Ile-Dieu, rocher stérile, situé non loin des côtes de la Vendée : ce fut là qu'ils déposèrent avec des armes et des vivres quatre mille sujets britanniques, huit cents émigrés, et le comte d'Artois, prenant le titre de lieutenant général du royaume. Ce prince se mit promptement en rapport avec les chefs royalistes du Poitou, de l'Anjou, et de la Bretagne; mais en les ralliant à sa cause par des encouragements et des faveurs, il ne parvint pas à les déterminer à mettre fin aux divisions et aux querelles qui paralysaient toutes les entreprises de leur parti. Un mois se perdit en pourparlers et en retards inutiles, tandis que Hoche mettait le temps à profit pour prendre les dispositions que les circonstances lui semblaient réclamer. A la fin, le comte d'Artois manda à Charette : « Je vous ordonne de me marquer un point quelconque sur la côte, depuis Bourgneuf jusqu'à la pointe d'Aiguillon, où vous puissiez porter, à jour nommé, un corps de quelques centaines de chevaux : je m'y trouverai sans faute avec un petit nombre de personnes; je m'y réunirai à votre intrépide armée, et nous conviendrons ensuite du lieu où nous pourrons donner la main aux Anglais, et établir une communication solide avec eux. Tous les retards que j'éprouve m'affectent sensiblement; mais ils n'affaibliront point ma constance, ni la fermeté de ma résolution. » Charette, encouragé par cette promesse, se mit en marche pour protéger la descente du prince; mais les Anglais firent naître des difficultés, et le frère de Louis XVI ne parut pas

Nov. 1795.

sur la côte. Les tentatives et les espérances des royalistes furent donc cruellement déçues : et le comte d'Artois, reculant sans doute plus encore devant le mauvais vouloir de ses alliés que devant les difficultés de l'entreprise, fit savoir à Charette que ses projets de débarquement étaient ajournés. « Allez dire au prince, répondit Charette, qu'il m'envoie l'arrêt de ma mort : il m'ôte tout moyen de le servir. Vous me voyez aujourd'hui avec quinze mille hommes ; demain je n'en pourrai pas rassembler quinze cents : je n'ai plus qu'à fuir, ou à chercher une mort glorieuse. Mon choix est fait : je périrai les armes à la main. » Le 27 brumaire (18 novembre), le comte d'Artois, cédant malgré lui à des conseils trop peu dignes de sa gloire, remonta sur le *Jason*, qui appareilla pour retourner en Angleterre. Quelques jours après, la flotte de l'amiral Warren fit voile pour Portsmouth. L'histoire, aussi bien que les contemporains, se montrera sévère envers ceux qui abandonnèrent ainsi, à leur triste fortune, les généraux et les fidèles paysans de la Vendée.

Le prince
s'embarque
pour
l'Angleterre.

Charette, animé d'une résignation farouche, demeura fidèle à l'engagement qu'il avait pris de lutter sans espoir, et jusqu'à la mort. Dix mille royalistes attaquèrent la petite ville de Saint-Cyr, que défendait une petite garnison de quatre cents républicains. Les habitants avaient fui ; la garnison se retrancha dans une église. Les assaillants voulurent y mettre le feu ; mais les républicains combattirent avec tant d'énergie, que les masses vendéennes décimées et vaincues se retirèrent. Les royalistes furent également battus au

Charette
continue de
soutenir
la lutte.

Nov. 1795.

Habile
système de
Hoche.

pont de Claye; et Charette, cantonné à Belleville, s'y vit abandonné par la plus grande partie de ses troupes. Le génie de Hoche, puissamment secondé par le profond découragement du pays, prit enfin l'ascendant; et les colonnes mobiles, lancées sur toutes les routes, dans tous les villages, apparaissant presque soudainement sur tous les points menacés, déconcertaient chaque jour et à toute heure les entreprises des Vendéens et des chouans : ajoutons que le général Hoche, adroit politique autant qu'habile capitaine, savait à propos user de modération et d'indulgence; que, distinguant fort bien l'élément religieux de l'insurrection de l'élément féodal et politique, il rassurait le clergé, se montrait tolérant envers le culte, humain à l'égard des paysans, disposé au pardon quand la clémence pouvait être utile; et que par cette tactique, poursuivie avec persévérance, il réussissait à désarmer les campagnes, à isoler les laboureurs de leurs anciens chefs, à séparer les nobles de leurs vassaux et de leurs soldats. « Ne fuyez plus, disait-il aux paysans insurgés; priez Dieu, et cultivez vos terres. » En même temps il ne donnait aucun repos à Charette et aux chouans de la Bretagne. Il est vrai de dire que ses instructions n'étaient point toujours observées, et que les colonnes mobiles, souvent composées de républicains fanatiques, désolaient trop souvent encore, par le meurtre et le pillage, la contrée qu'elles avaient pour mission de cerner et de pacifier.

Vers le mois de frimaire, le corps vendéen que commandait Charette surprit, aux Quatre-Chemins,

une colonne républicaine qui fut mise en déroute, et qui eut six cents hommes tués. Cette victoire fut chèrement achetée par les royalistes, qui laissèrent sur le champ de bataille plusieurs braves officiers. Plus tard, la perfidie d'un général républicain, qui fit arrêter et fusiller un parlementaire de la Vendée, causa dans le Poitou une irritation fort vive, et la guerre civile reprit pendant quelque temps un caractère d'animosité et de violence. C'était le temps où les royalistes de l'Anjou avaient été écrasés et dispersés, et où l'intrépide Stofflet, leur chef, livré aux bleus par trahison, venait de subir à Angers le dernier supplice. La chute de cet homme, l'un des plus audacieux soutiens de la guerre, avait annoncé à Charette, son émule et son rival, une fin prochaine. Harcelé, poursuivi avec une infatigable persévérance, ce chef de partisans fuyait et combattait tour à tour, et les destinées de la cause royaliste semblaient attachées à sa personne. Cependant, pour consommer la désorganisation du parti vendéen, Hoche fit publier que les chefs royalistes et même les émigrés seraient libres de sortir de France et de passer dans l'île de Jersey : il annonça également que les soldats réfractaires de la Vendée seraient admis à déposer leurs armes, sans craindre d'être incorporés dans les armées de la république. Ces mesures politiques obtinrent un succès prodigieux : beaucoup d'ecclésiastiques se soumirent, et l'on vit des insurgés livrer eux-mêmes aux républicains ceux d'entre les chefs royalistes qui s'obstinaient à pousser à la guerre. Pour Charette, bien que vivement exhorté à

Déc. 1795.

Combat
des
Quatre-
Chemins.

Mars 1796. fuir en Angleterre, il persista à demeurer sur le territoire vendéen, et à attendre la mort.

Arrestation
et
supplice de
Charette.

Entouré de traîtres, vaincu, mis en fuite, errant dans les retraites du Bocage, il lassait encore l'ardeur du général Travot, qui, par les ordres de Hoche, s'était voué à le poursuivre. Un jour, sur la dénonciation d'une femme, il fut surpris par Travot au lieu de la Chauvière, dans la commune de Froidefond. Il n'avait avec lui que deux cents hommes : cinquante furent tués, les autres dispersés ; mais Charette réussit encore à s'échapper. Enfin, le 3 germinal (23 mars), n'ayant plus avec lui que trente-deux hommes, il fut attaqué et cerné par plusieurs colonnes républicaines. Atteint de plusieurs blessures, entouré d'ennemis, il ne pouvait résister ; mais il chercha à vendre chèrement sa vie. Un de ceux qui l'accompagnaient eut le sublime courage de lui donner son chapeau et de prendre le sien, garni du panache blanc, signe distinctif du chef vendéen. « Ils me prendront pour vous, disait ce généreux royaliste ; ils me tueront, et vous vous sauverez. » Ce dévouement fut inutile. Après avoir lutté pendant quatre heures, Charette tomba de lassitude et d'épuisement. Un Vendéen, le seul de ses compagnons qui survécût encore, voulut le charger sur ses épaules et l'emporter dans les bois ; mais il était trop tard, et le plus redoutable ennemi de la république tomba entre les mains du général Travot. La guerre de la Vendée était terminée.

Charette fut conduit à Angers, et pendant la route on se livra, à son égard, à une insultante barbarie. On

le fit embarquer sur la Loire, pour être transféré dans les prisons de Nantes. Le 8 germinal, on le fit entrer, en grand appareil, dans les murs de cette ville : sans égard pour ses blessures, on le força de suivre à pied, sous bonne escorte, et au milieu d'un concours immense de soldats et d'habitants, les rues de cette grande cité dont il avait été si longtemps la terreur. Quand il fut traduit devant la commission militaire chargée de le juger, son caractère farouche ne se démentit pas : on aurait dit qu'il donnait des ordres, au lieu de disputer pour sa vie. Condamné à mort, il fit appeler un prêtre : sa confession dura deux heures. Comme le prêtre l'exhortait à ne point perdre courage : « J'ai été à la mort sans crainte, lui dit Charette : la mort n'a rien qui m'épouvante. » Quand il fut conduit sur le lieu du supplice, il refusa de se laisser bander les yeux, et regarda en face le piquet qui allait le fusiller ; puis, tirant sa main blessée de l'écharpe qui la soutenait, il découvrit sa poitrine, et tomba mort, percé de balles, en poussant le cri de *Vive le roi !* Il était âgé de trente-trois ans. Dévoué et intrépide dans le combat, la jalousie, l'ambition et l'orgueil entachèrent sa gloire ; mais son nom restera comme celui de l'ennemi, sinon le plus pur, du moins le plus dangereux et le plus digne de la république.

Il venait à peine de rendre le dernier soupir, qu'une insurrection royaliste éclatait dans le Berri : le comte de Rochecotte, émigré, clandestinement rentré en France, et l'un des plus courageux adversaires du parti républicain, avait organisé, à Paris, cette

Insurrection
royaliste
dans le
Berri.

Avril 1796.

nouvelle conspiration, qui devait embrasser le Maine, la Touraine, l'Orléanais, le Berri, le Bourbonnais et l'Auvergne, s'étendre ensuite sur la Franche-Comté, et prêter la main aux émigrés campés au delà du Rhin. Dans le Berri, où le drapeau royaliste fut d'abord relevé, le mouvement était dirigé par l'émigré Philippeaux, et par un jeune homme du département de la Nièvre, nommé Hyde de Neuville : ces deux agents de M. de Rochecotte avaient pour mission de soulever tout le pays, depuis Bourges jusqu'à la Loire; un autre émigré, M. Dupin, également connu sous le nom de Fauconet, devait insurger le département de l'Indre. Leurs armées, si les rassemblements dont ils disposaient pouvaient mériter ce nom, se composaient de paysans du Berri, de déserteurs républicains, et d'un petit nombre d'anciens émigrés, appartenant presque tous aux familles nobles de la province. Les chefs voulaient attendre que les projets de soulèvement, tentés dans les contrées voisines, eussent eu un commencement de réalisation; mais les déserteurs républicains, impatientes d'agir, ne leur permirent pas de différer davantage le signal de l'attaque. Le mouvement commença le 13 germinal (2 avril). Les insurgés s'emparèrent de la petite ville de Sury-en-Vaux, qui ne fit aucune résistance; ils marchèrent ensuite, armés de fusils, de piques, de faux et de fourches, sur la ville de Sancerre, où ils étaient attendus par de nombreux affidés. Les autorités de Sancerre résolurent de défendre la ville assez pour se mettre à couvert vis-à-vis du gouvernement républicain, et de la livrer ensuite aux insurgés, pour se

faire, auprès des Bourbons, un mérite de leur prompt soumission. Après quelques simulacres de résistance, Sancerre ouvrit ses portes, et le drapeau blanc fut arboré sur les principaux édifices (14 germinal). Quelques jours après, les royalistes évacuèrent Sancerre, et se portèrent sur les routes de Bourges; mais déjà Hoche avait eu le temps d'envoyer dans le Berri des renforts de troupes, commandés par les généraux Canuel et Devaux; d'autres corps furent expédiés en toute hâte d'Orléans et de Paris; et le 20 germinal, à la suite d'un combat meurtrier livré près du village de Sens-Beaujeu, les royalistes prirent la fuite, et l'insurrection fut étouffée dans toute l'étendue du département du Cher. Elle résista avec plus d'opiniâtreté dans le département de l'Indre. Les paysans, excités par l'exemple et les discours de Dupin, leur chef, tinrent ferme au combat de Palluau; mais enfin ils furent écrasés, tués, ou mis en fuite : beaucoup d'entre eux se noyèrent dans l'Indre. Ainsi se termina l'insurrection inattendue de la contrée la plus calme et la plus pacifique de la France. Le gouvernement républicain n'usa point rigoureusement du droit de la victoire, et plus tard il n'eut pas à se repentir de cette modération.

Pendant que la république triomphait de ses ennemis de l'intérieur, et gardait, sur la frontière, l'attitude de la force, il se faisait, en Angleterre, un mouvement d'opinion favorable au parti de la France et de la paix. Si, en poussant à la guerre, le ministère de George III avait eu l'intelligence des besoins et de la grandeur de son pays, les événements ne s'é-

État des esprits en Angleterre.

1795.

Troubles
à l'occasion
de
l'ouverture
du parlement.

taient point prêtés à justifier une semblable politique : aussi le peuple anglais, exalté par les orateurs de l'opposition, ne voyait-il que ses revers et ses souffrances. La tâche de M. Pitt était donc devenue bien difficile; elle s'aggravait encore des difficultés que faisait naître la rareté toujours croissante des subsistances. Le peuple et ses meneurs manifestèrent donc leurs répugnances pour le cabinet par les démonstrations tumultueuses que la liberté anglaise autorise : on tint des assemblées, des *meetings* ; la populace jeta de la boue et des pierres contre les carrosses des ministres et du roi, on cria : *Du pain ! la paix ! A bas George ! point de roi !* Près du palais de Westminster, un coup de fusil à vent brisa l'une des glaces de la voiture qui conduisait le roi au parlement. Arrivé, au milieu de ce tumulte, à la chambre des lords (1), George III parla avec dignité : il fit allusion aux vices du gouvernement français, à ce qu'on pouvait attendre d'un pays livré à l'esprit de désordre ; puis, sans renoncer à l'espoir de conclure plus tard une paix honorable, il déclara formellement que le seul moyen d'y parvenir était de savoir continuer avec fermeté et courage les sacrifices réclamés par la guerre. Au retour, le tumulte fut encore plus grave : on défendit de saluer le monarque, on maltraita ceux qui lui donnaient cette marque de respect ; on brisa les glaces du carrosse royal, et il fallut l'intervention de la troupe pour sauver le roi du péril. L'opposition

(1) 29 octobre 1795.

dans le parlement se manifesta d'une manière moins odieuse , mais elle fut également vive. Erskine, Fox, Sheridan , à la chambre des communes ; le comte Grey , le duc de Norfolk, lord Holland, à la chambre des pairs, triomphèrent', avec une aigreur plus éloquente que patriotique, des nombreuses déconvenues qui avaient déjoué les plans de M. Pitt. Lorsqu'il fut question de voter les remerciements d'usage , M. Fox, prenant la parole , dit qu'avant tout il fallait accuser le ministère de haute trahison. Il ajouta qu'on devait passer en revue tout le sang inutilement versé, toutes les défaites subies, la défection de plusieurs souverains alliés, les désastreuses expéditions de Quiberon et de l'Île-Dieu ; et qu'après cet examen rétrospectif, il n'y avait d'autre parti à prendre que de conclure la paix. Parmi les orateurs qui prirent la défense de M. Pitt, on remarqua M. Stewart, fils du marquis de Londonderry, et le même qui fut plus tard célèbre sous le nom de lord Castlereagh : Sheridan lui répondit en termes amers, et protesta contre le mot de *satisfaction*, placé par les ministres dans le discours de la couronne. « On pensait autrefois, dit-il « avec ironie, que c'était une marque de piété et « de vertu que d'être facilement *satisfait* : s'il en est « encore ainsi, on ne peut accorder plus de piété à per- « sonne qu'aux ministres de Sa Majesté, puisque, « sans aucun sujet, ils expriment par la bouche de « leur roi qu'ils sont satisfaits. Ils parlent en outre « de l'*amélioration* de nos affaires... J'en cherche la « preuve... On nous dit que les Français sont conte- « nus en Italie, qu'ils sont arrêtés sur le Rhin ; l'an-

Discours
de Sheridan.

1795.

« née dernière, ils n'avaient point franchi le Rhin,
« et aujourd'hui ils sont sur l'autre rive : est-ce là
« une des améliorations que nous annonce le dis-
« cours du roi ?... La Hollande était envahie l'année
« dernière; cette année, elle est amie de la France,
« et en guerre ouverte contre nous : est-ce là encore
« une amélioration dans la situation de nos affaires ?...
« L'année dernière, les ministres nous vantaient l'al-
« liance du roi de Prusse; il fallait, pour la maintenir
« ou l'acheter, épuiser le trésor national : eh bien !
« cette année, ce même roi est en paix avec nos en-
« nemis... Oh ! honte ! honte éternelle aux ministres
« qui placent de tels discours dans la bouche de leur
« prince au milieu de telles circonstances, et le font
« sourire avec *satisfaction* aux malheurs de son peu-
« ple !... Je tiens à la main une proclamation de
« Louis XVIII : si ce manifeste , contraire à la liberté,
« a été rédigé et répandu de concert avec nos mi-
« nistres ; si les armées de la Grande-Bretagne sont
« destinées à agir pour les Bourbons et pour de telles
« doctrines, le ministre qui a prêté la main à ce sys-
« tème devrait perdre la tête, comme traître à son
« pays. Le grand crime des malheureux Stuarts était
« leur attachement au sang des Bourbons , qui fu-
« rent toujours les plus funestes voisins et les plus
« redoutables ennemis de la Grande-Bretagne : des
« ministres qui ne désavoueraient pas leur alliance
« avec ces princes montreraient que leur but est de
« rétablir l'ancien despotisme... Je conclus en reje-
« tant le projet d'adresse. »

M. Fox, après une harangue plus virulente encore,

proposa un amendement qui portait, en substance, « que Sa Majesté serait suppliée de considérer qu'elle était abandonnée de presque tous ses alliés; que la plupart des îles anglaises, dans les Indes occidentales, avaient été ruinées ou pillées; que toutes les expéditions dirigées contre les côtes de la France avaient été funestes, qu'elles n'avaient servi qu'à déshonorer le nom et le caractère anglais; qu'en conséquence Sa Majesté voudrait bien ne chercher d'indemnité que là seulement où elle pouvait trouver une indemnité réelle, c'est-à-dire, dans le prompt rétablissement de la paix. » Cet amendement fut énergiquement repoussé par M. Pitt, dont la vie s'usait à ces luttes orageuses : enfin, la discussion étant épuisée de part et d'autre, une majorité imposante se prononça dans les deux chambres en faveur de la politique du cabinet. Quelques jours après, le ministère anglais proposa et fit adopter, en dépit des plus violentes réclamations, un ensemble de mesures destinées à prévenir les complots et les attentats régicides, et à réprimer les assemblées provoquées par les perturbateurs du repos public. Ces bills de coercion alarmèrent le parti ami de la France : Sheridan demanda, avec l'accent de la douleur, « pourquoi l'on traitait ainsi la malheureuse Angleterre ? » Erskine s'étonna de ce que les lois d'Édouard III, roi absolu et méfiant, ne suffisaient plus pour garantir la royauté. Fox renchérit encore sur ces plaintes : « Si vous consentez, dit-il, à accepter le despotisme comme une faveur, ne heurtez pas le bon sens et les sentiments de la nature humaine, en publiant

1795.

Un
amendement
de Fox
est rejeté.

1795.

« que vous êtes libres. » Ces déclamations n'empêchèrent rien : le système de la guerre prévalut, et le parlement fut ajourné.

Essai de
gouvernement
en
France.

A l'intérieur de la France, le gouvernement du directoire montrait assez de fermeté, et commençait à rallier à lui les opinions flottantes ou inquiètes. Sur la proposition du ministre de l'intérieur Benezech, il prit une détermination hardie. Depuis plus de deux ans, en vertu des décrets de la convention sur les subsistances, l'administration surveillait l'arrivage des grains à Paris ; elle traitait avec les fournisseurs, alimentait les marchés, et vendait au peuple le pain nécessaire à la consommation de la capitale. Or, c'était là une opération des plus onéreuses, puisque l'autorité payait aux fermiers, en espèces monnayées, le prix du blé et des farines, et n'était remboursée qu'en assignats par les acheteurs de détail : il ne rentrait guère au trésor que la centième et bientôt la deux-centième partie de ses avances. Le directoire vit que le commerce tendait à se rétablir, que l'argent commençait à reparaitre dans les transactions privées ; il crut que le moment était venu de rejeter le fardeau sous le poids duquel il succombait, et il décida qu'à l'avenir les distributions de rations seraient supprimées : on devait seulement les continuer aux indigents, aux petits rentiers, et aux employés subalternes. Cette résolution, contre toute attente, ne souleva aucune résistance tumultueuse ; le peuple se soumit, et consentit à se pourvoir de nouveau chez les boulangers ; il se montra également résigné à une mesure

qui pesa principalement sur les classes riches et sur la propriété agricole : ce fut la levée forcée des chevaux. Le directoire obtint des deux conseils une loi qui permit au gouvernement de prendre, pour la remonte de la cavalerie, les chevaux de luxe, et le trentième cheval de labour et de roulage. Ceux qui étaient dans la nécessité de livrer ainsi leurs chevaux étaient déclarés exempts d'impôt pour la valeur de l'animal dont l'abandon était requis au profit de la république.

Le 12 nivôse, une loi institua le ministère de la police générale de la république. Les fonctions de ce ministère, précédemment exercées, sous la convention nationale, par le comité de sûreté générale et par le bureau de haute police que dirigeait Robespierre, avaient été, à une époque plus récente, comprises dans les attributions du ministère de l'intérieur ; mais la surveillance, mal dirigée, était exercée sans ensemble et par des magistrats d'un ordre subalterne, que ne rattachait l'un à l'autre aucun lien assez étroit de subordination et de hiérarchie. Aussi l'action de la police, devenue illusoire et presque nulle, ne se faisait-elle sentir sur aucun point du territoire. On peut facilement se faire une idée du désordre des mœurs, des abus, des spoliations, et des actes effrénés de brigandage qu'entraînait à sa suite l'absence d'une magistrature de sûreté ; mais ce qui contribuait surtout à effrayer le gouvernement républicain, c'est que les partis, ayant cessé d'être contenus et observés, conspiraient ouvertement, et peuplaient la république de leurs émissaires. Les puissances étrangères

On institue
le ministère
de
la police
générale.

Janv. 1796.

Janv. 1796. et la cour de Louis XVIII, alors installée à Vérone, entretenaient également en France de nombreux agents. Pour neutraliser ces attaques, le directoire était contraint de les combattre à armes égales, de suivre ses ennemis sur le terrain qu'ils avaient eux-mêmes choisi. Lorsque fut proposée la loi qui organisait le nouveau ministère, l'opposition éleva, dans les deux conseils, les réclamations les plus vives : elle rappela les souvenirs inquisitoriaux de Venise, les anciennes lettres de cachet, tous les abus, encore de fraîche date, qui s'étaient impunément produits sous la monarchie, et que les voûtes de la Bastille avaient dérobés à la connaissance des contemporains. Les orateurs républicains, parmi lesquels on remarqua Marie-Joseph Chénier, combattirent ces alarmes plus ou moins sérieuses, et insistèrent pour qu'on ne refusât pas au gouvernement de la France les moyens nécessaires pour éclairer et déjouer les manœuvres des conspirateurs : leurs réclamations prévalurent, et la loi obtint, dans les deux conseils, une assez forte majorité. Merlin (de Douai), ministre de la justice, fut nommé ministre de la police générale : il n'exerça ces fonctions que pendant un temps de courte durée, et on le remplaça par le député Cochon, ancien conventionnel, élu dans les Deux-Sèvres.

Embarras
du
gouvernement.

La mission du nouveau ministre était difficile à remplir. De toutes parts, on faisait servir à la ruine de la constitution et au renversement de la république les libertés et les droits dont la loi fondamentale de l'an III avait garanti la jouissance au peuple. Les journaux, pour la plupart rédigés dans le sens de

l'opinion royaliste (1), sans déployer ouvertement le drapeau de la monarchie, vouaient chaque jour au mépris ou au ridicule les institutions et les hommes en qui la révolution avait foi. Des comités secrets, formés à Paris, correspondaient avec les chefs de la Vendée et de la chouannerie; ils fomentaient des insurrections sur les bords de la Loire et en Provence. Tantôt ils entretenaient des relations mystérieuses avec la cour de Vérone, tantôt ils transmettaient des instructions aux émigrés réfugiés en Angleterre, des avis utiles et de l'argent aux compagnons du prince de Condé. L'opinion publique voyait ces démarches avec indifférence, sinon avec faveur, et le gouvernement directorial se trouvait circonvenu dans un vaste réseau d'espérances ou de tentatives royalistes : mais les dangers lui venaient encore d'autre part. Déposés de la souveraineté qu'ils avaient autrefois exercée; vaincus en thermidor, en germinal, en prairial, un moment réhabilités par la victoire du 13 vendémiaire, et depuis lors réduits à comploter, les jacobins ne se tenaient point pour battus, et ne renonçaient en aucune manière à faire subir au pays l'application de leurs doctrines. Si le parti de Robespierre continuait à demeurer silencieux, à ne se manifester que par des haines et des ressentiments, celui d'Hébert et de Chaumette se montrait de nouveau en ligne, et redoublait de vigilance à mesure que le terrain manquait sous ses pieds. Il avait aussi

Janv. 1799.

(1) C'étaient : *la Quotidienne*, *l'Éclair*, *le Véristique*, *le Postillon*, *le Messager*, *la Feuille du jour*, Paris en 1795, etc.

Janv. 1796. ses journaux (1) et ses pamphlétaires. Royalistes et jacobins se réunissaient d'ailleurs, chacun de leur côté, dans des clubs, qui étaient comme autant de foyers d'opposition permanente. Le plus célèbre de ces conciliabules était encore le club du Panthéon, où se rendaient les débris de la faction hébertiste, et où cette secte prêtait avidement l'oreille aux enseignements de *Gracchus* Babeuf, rédacteur du *Tribun du peuple*.

Conspiration
de
Babeuf.

C'était un ancien *commissaire à terriers*, employé subalterne, qui, sous le régime monarchique, avait injustement perdu un procès contre un adversaire noble. De là était née en lui, contre les abus de l'inégalité, une haine ardente qui, depuis 1789, aurait dû trouver amplement les moyens de s'assouvir. Mais bien qu'il eût embrassé avec ardeur les principes révolutionnaires, Babeuf avait encore rencontré en chemin des rivaux et des ennemis; et leur influence l'avait de nouveau comprimé, elle avait failli le déshonorer et le perdre. En thermidor, il s'était réuni aux amis de Robespierre; plus tard, il avait écrit contre Carrier; et, dès cette époque, il avait hautement formulé en principe une doctrine étrange, perdue de vue dans l'histoire depuis la révolte des anabaptistes, et dans laquelle se réunissaient ou venaient aboutir, comme au terme extrême de tout progrès révolutionnaire, les théories et les rêves de la démocratie la plus absolue. Babeuf s'était fait l'apô-

(1) *L'Ami du peuple*, *l'Éclaireur du peuple*, *l'Orateur plébéien*, *le Journal des hommes libres*, etc.

tre du communisme, secte politique qui, sans se Janv. 1796. préoccuper des formes sociales et sans se passionner pour la liberté, cherche à établir entre les hommes la communauté entière des biens et des jouissances, des travaux et des peines. Selon ce dogme insensé, l'homme, la famille, la propriété, Dieu lui-même, tout disparaît, devant un être collectif qui est le peuple : l'homme n'a pour devoir que le travail, pour droit que la rémunération proportionnée à son labeur ; quiconque consomme sans produire, à moins qu'il ne soit infirme, est exclu de la société. Le gain des travailleurs est mis en commun ; la terre est la propriété égale de tous, aussi bien que l'air et le feu ; nul n'a le droit de transmettre à d'autres, par héritage, le fruit de son travail ; le peuple hérite de tous les individus ; l'enfant appartient au peuple, et non au père ; le mariage est une association que la volonté prolonge ou dissout, et que ne cimente aucun principe ; l'amour de la mère est une affection aristocratique, remplacée par l'amour de la patrie. Tout égoïsme individuel est proscrit, toute agglomération d'homme n'a pour but que le *bonheur commun*.

Les partisans de Babeuf s'appelaient les *Égaux* ; ils poursuivaient, par l'application des théories délirantes que nous venons de résumer, le fantôme toujours insaisissable du bonheur commun, la satisfaction de jouissances impossibles, qui n'étaient, à leur insu, que la formule philosophique du grossier matérialisme d'Hébert, de l'inepte athéisme de Chaumette. Dès que l'homme écarte Dieu de son œuvre,

Fév. 1796. c'est à ces extrémités fatales que tôt ou tard il doit logiquement aboutir : toutes les autres doctrines fausses, mais moins antisociales, ne sont que des jalons ou des occasions de repos ; et l'esprit humain, en pleine révolte, ne doit aboutir que là. Dans le principe, les débris de l'école de Marat et du parti cordelier avaient formé le noyau de la secte de Babeuf ; les Égaux recrutèrent d'autres adeptes parmi les jacobins incarcérés à la suite des événements de thermidor et de prairial. Après le 13 vendémiaire, ils se donnèrent rendez-vous au club du Panthéon, afin d'y imprimer, dans le sens de leur doctrine, une sorte de direction à l'opinion démocratique. Cette société publique, où chacun parlait à haute voix, permit aux communistes de se compter, de se connaître, et d'organiser une société secrète dans le sein de laquelle on enseignait que la propriété individuelle est la cause de l'esclavage, et qu'il faut répartir également entre tous les hommes les biens et les maux, la fatigue et les jouissances. Comme moyen de transition, et comme doctrine préparatoire à ce bouleversement social, les communistes consentirent à adopter la constitution de 1793 : les individus initiés à leurs théories étaient encore trop clair-semés pour qu'ils n'essayassent pas de prendre un drapeau connu des jacobins de toutes nuances, le drapeau des insurgés de germinal et de prairial. Le directoire, qui, par sa police, surveillait toutes ces tentatives, fit fermer la plupart des clubs, et, avec eux, celui du Panthéon. Le général Bonaparte, alors commandant de Paris et de l'armée de l'intérieur, vint lui-même

présider à l'exécution des actes du gouvernement. Cependant les Égaux ne se découragèrent pas. Babeuf, l'ex-marquis d'Antonelle, l'athée Sylvain Maréchal, Ph. Buonarotti, qui a écrit l'histoire de ce complot; le député Drouet, cet ancien maître de postes de Varennes qui avait fait arrêter Louis XVI; l'ex-conventionnel Ricord; Félix Lepelletier, frère du régicide de ce nom; Amar, Vadier, Rossignol, et quelques autres chefs de la secte, constituèrent une sorte de *directoire secret de salut public*, auquel ils confièrent le soin de tout organiser pour tenter une révolution prochaine. Ce directoire, que présidait Babeuf, fit publier et répandre dans le peuple une analyse de ses doctrines : il chargea douze agents révolutionnaires de créer des affiliations dans chaque arrondissement de Paris; il fit travailler l'esprit de l'armée par des émissaires et des affidés; enfin, il recruta de très-nombreux adhérents dans la légion de police, la gendarmerie de l'époque, qu'on avait formée à l'aide de patriotes fougueux, de jacobins forcenés, et des débris des anciennes gardes françaises. Pour y parvenir, on se confia à un officier nommé George Grisel; mais cet homme, jouant un double rôle, révéla secrètement au directoire et au ministre de la police tout ce qu'il savait des projets de Babeuf. Par suite de ces avis, le gouvernement éloigna de Paris la légion de police, et obtint des conseils une loi qui lui permettait de l'envoyer aux frontières. Indépendamment du *Tribun du peuple*, les Égaux publiaient, à l'usage des ouvriers et des faubourgs, un journal intitulé *l'Éclaireur*, et bon nombre

Avril 1796.

Les
Égaux
préparent
tout
pour un
mouvement
insurrection-
nel.

de brochures rédigées dans le style du père Duchesne. Le directoire, au lieu de sévir, voyait avec une satisfaction secrète des manifestations et des écrits qui épouvantaient la bourgeoisie, et forçaient la propriété menacée à se réfugier sous l'égide du gouvernement. Néanmoins, la propagande communiste prit bientôt un tel développement, qu'il ne fut plus permis au pouvoir de s'abstenir. Le *directoire secret de salut public* ayant dressé toutes ses batteries, se mit en rapport avec un comité insurrecteur composé d'anciens députés montagnards; ils convinrent de commencer de concert l'attaque, sauf à s'entendre sur les principes après la victoire. Les uns et les autres comptaient être en mesure de faire marcher une armée de douze à quinze mille hommes, forces évidemment exagérées, mais qui leur semblaient plus que suffisantes pour un coup de main hardi. Afin d'intéresser le peuple pauvre au succès de ce mouvement, les Égaux décidèrent, 1° qu'après le combat distribution serait faite, aux défenseurs de la patrie et aux malheureux, des biens appartenant aux émigrés, aux conspirateurs et aux *ennemis du peuple*; 2° que les citoyens malheureux seraient immédiatement logés dans les maisons des partisans du gouvernement directorial; 3° qu'on restituerait au peuple les effets déposés au mont-de-piété; 4° que le peuple adopterait les épouses, enfants, pères, mères, frères et sœurs des citoyens morts dans l'insurrection. C'était la lutte brutale de celui qui n'a rien contre celui qui possède, et jamais conspiration n'avait revêtu des formes plus sauvages et plus menaçantes : il était temps de préve-

nir le pillage de Paris et la guerre des esclaves. Le directoire et le ministre de la police se montrèrent.

Dans la nuit du 20 floréal, la plupart des chefs du complot furent arrêtés, réunis ou séparément ; on les mit en prison, et l'on trouva dans leurs papiers la preuve écrite de leur conspiration. Parmi ces pièces figurait un plan d'insurrection en forme de manifeste, qu'avait rédigé Babeuf. Il y était dit, en substance, que la misère et l'oppression du peuple étant arrivées à leur comble par la tyrannie du gouvernement, le moment était venu, pour les citoyens, d'user de l'insurrection, désormais le *plus sacré et le plus indispensable de leurs devoirs* ; qu'en vertu des droits de l'homme, chaque homme libre était dans l'obligation de mettre à mort ceux qui usurpaient la souveraineté du peuple ; que la convention nationale n'était point dissoute légitimement, mais seulement dispersée par une faction contre-révolutionnaire ; qu'elle existait donc encore de droit ; que les soixante-huit conventionnels montagnards encore vivants devaient se réunir en convention, et que le peuple leur adjoindrait un patriote par département ; que chaque acte du gouvernement directorial étant criminel et *populicide*, il appartenait au peuple de Paris d'être le premier à punir cette longue série de forfaits : en conséquence, 1° le peuple était déclaré en insurrection contre la tyrannie ; 2° le but de l'insurrection était le rétablissement de la constitution de 1793, de la liberté, de l'égalité, et du bonheur de tous ; 3° au jour fixé, les citoyens et les citoyennes étaient provoqués à partir en désordre de tous les

Mai 1796.

Arrestation
des
chefs du
complot.

Plan et
manifeste
de
Babeuf.

Mai 1796.

points, et sans attendre le mouvement des quartiers voisins; ils auraient ensuite à se rallier, au son du tocsin et des trompettes, sous la conduite d'un certain nombre de patriotes désignés par le comité insurrecteur, et portant des guidons ornés de l'une des inscriptions suivantes : *Constitution de 1793! — Égalité, liberté, bonheur commun! — Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs! — Ceux qui usurpent la souveraineté doivent être mis à mort par les hommes libres!* Les généraux du peuple devaient être distingués par de larges rubans tricolores flottant autour de leurs chapeaux. D'autres articles de l'acte d'insurrection prescrivaient au peuple d'enlever les armes de toute espèce, de faire soigneusement garder les barrières et le cours de la Seine, afin que personne ne s'évadât de Paris; de s'emparer de la trésorerie nationale, de la monnaie, de la poste aux lettres, des hôtels des ministres, de tous les magasins publics. Le peuple était en outre invité à exercer sa justice souveraine (la justice du 2 septembre) sur les membres du directoire et des deux conseils; sur les étrangers, à quelque nation qu'ils appartenissent, et qui oseraient se trouver dans les rues; sur les présidents, secrétaires et commandants de la conspiration royaliste de vendémiaire. Pendant le combat, il y avait ordre de tuer les cinq directeurs, les sept ministres, le général de l'intérieur et les officiers de son état-major, le commandant temporaire de Paris, et quiconque serait trouvé sié-

geant dans l'enceinte des conseils législatifs; enfin, comme première récompense et comme première application de la doctrine des Égaux, le plan de Babeuf renfermait cette disposition formelle : « *Les braves qui auront concouru à renverser le gouvernement seront logés, hébergés et nourris chez les citoyens.* »

Babeuf, interrogé par le ministre de la police générale, reconnut l'authenticité de cet acte d'insurrection et de tous les documents qui lui furent représentés; il refusa de nommer ses complices, et, pour se justifier, il alléguait « que tous les moyens sont légitimes contre les tyrans. » Cependant, après quelques heures d'emprisonnement, il changea de langage, et, sous prétexte de traiter de puissance à puissance avec le directoire, il demanda au gouvernement d'entrer en arrangements avec lui : c'était un moyen assez indirect de solliciter sa grâce, et de se dresser en même temps, à force de bravades, une sorte de piédestal. L'opinion publique ne prit pas le change sur le vrai sens de cette missive. « Regardez-vous au-dessous de vous, citoyens directeurs, disait Babeuf, de traiter avec moi de puissance à puissance? Vous avez vu de quelle vaste confiance je suis le centre, et que mon parti peut bien balancer le vôtre... Je suis convaincu que cet aperçu vous a fait trembler. Eh bien ! est-il de votre intérêt, est-il de l'intérêt de la patrie de donner de l'éclat à la conjuration découverte? je ne le pense pas. Si cette affaire paraissait au jour, j'y jouerais le plus glorieux de tous les rôles; j'y démontrerais, avec la grandeur d'âme et l'énergie que vous me connais-

Interrogatoire
et
lettre
de Babeuf.

Juin 1796. « sez, la sainteté de la conspiration dont je n'ai ja-
« mais nié d'être membre; j'oserais développer les
« grands principes, et plaider la cause éternelle du
« peuple; je démontrerais que ce procès est celui
« des oppresseurs contre les opprimés. On pourrait
« me condamner, mais mon échafaud figurerait glo-
« rieusement à côté de ceux de Barneveldt et de
« Sydney... Citoyens directeurs, je ne suis qu'un
« point de la longue chaîne dont la conspiration se
« compose; vous avez à redouter toutes les autres
« parties; vous les frapperiez toutes en me frappant,
« et vous les irriteriez, et vous irriteriez avec elles
« toute la démocratie de la république française...
« Entreprendriez-vous de vous délivrer de cette vaste
« secte sans-culottide, qui n'est pas vaincue? Mais où
« vous trouveriez-vous ensuite?... en face des roya-
« listes, et privés du secours des patriotes... Ne don-
« nez donc aucune célébrité à cette affaire... la mort
« ou l'exil serait pour moi le chemin de l'immortalité;
« mais ma proscription n'avancerait pas vos affaires,
« et n'assurerait pas le salut du peuple. J'ai réfléchi
« que vous ne fûtes pas constamment les ennemis de
« la république; vous êtes égarés par l'effet assez
« inévitable d'exaspérations différentes des nôtres :
« pourquoi ne reviendrions-nous pas tous de notre
« état extrême, pour embrasser un terme raisonna-
« ble?... Vous aurez, quand il vous plaira, l'initiative
« du bien... Citoyens directeurs, gouvernez popu-
« lairement, voilà tout ce que les patriotes vous de-
« mandent... Je suis sûr de n'être pas démenti par
« eux... Ils vous couvriront de leurs corps, et vous

« n'aurez plus besoin d'armée pour vous défendre. Les « patriotes ne vous haïssent pas... » Le directoire ne répondit que par le mépris à cette amende honorable de Babeuf, et il fit imprimer dans tous les journaux la lettre du conspirateur : le même jour, par un message solennel, il informa les deux conseils des dangers auxquels la république venait d'échapper.

Cette affaire causa dans Paris une sensation profonde. Les deux conseils s'en saisirent : ils autorisèrent l'arrestation de Drouet, membre du corps législatif, et compromis dans le complot. Drouet, récemment de retour des prisons de l'Autriche, fut enfermé à l'Abbaye ; mais il parvint à fuir, en sciant les barreaux de sa fenêtre. Le bureau central de la police de Paris reçut de la loi les pouvoirs nécessaires pour lancer des mandats d'arrêt. On remarqua que les mesures prises par les conseils, contre Babeuf et ses complices, furent repoussées aux cinq-cents par soixante-douze voix, aux anciens par quarante-une ; d'où l'on conclut que c'était là le chiffre exact des affidés que les conspirateurs comptaient dans le sein de la représentation nationale. Il s'agissait d'un complot contre la sûreté de l'État, et, aux termes de la constitution de l'an III, les accusés ne pouvaient être jugés que par la haute cour nationale. On rendit une loi pour organiser ce tribunal, et l'on décréta que le jugement ne serait point sujet à cassation. La haute cour nationale dut siéger à Vendôme, et les accusés furent transférés, sous bonne escorte, dans cette ville. Dans la nuit du 11 au 12 fructidor, les partisans de Babeuf essayèrent d'organiser une émeute pour retarder la

Mesures
prises
contre les
conspirateurs.

Août 1796.

Sept. 1796.

Les
babouvistes
et les
jacobins
attaquent le
camp de
Grenelle.

translation des chefs communistes. Ce mouvement ne réussit pas. Quelques jours après, le 23 fructidor, un attroupement de six ou sept cents hommes, armés de pistolets, de sabres, de cannes à épée, se forma à Vaugirard, et se porta sur les troupes du camp de Grenelle, dans l'intention de les pousser à la révolte. Les conspirateurs abordèrent les soldats en criant : *Vive la république ! vive la constitution de 1793 ! à bas les conseils ! à bas les nouveaux tyrans !* Plusieurs soldats du bataillon du Gard s'étaient laissé séduire par des écrits et de l'argent, et avaient promis de prêter main-forte à l'insurrection ; mais des mesures adroites, ordonnées à temps, les empêchèrent de réaliser leurs promesses. Lors donc que les révoltés, commandés par des hommes vêtus en officiers généraux, se présentèrent au camp, au lieu d'être accueillis par des complices, ils le furent à coups de fusil. Dans cette échauffourée du camp de Grenelle, les jacobins perdirent vingt morts et cent trente-trois prisonniers, presque tous blessés. Les autres, déconcertés par la résistance inattendue de la troupe, se dispersèrent au hasard et sur toutes les routes.

Les
auteurs
de
cette insur-
rection
sont jugés et
suppliciés.

Les conseils, instruits de cet événement par un message du directoire, déclarèrent que l'armée de l'intérieur avait bien mérité de la patrie. Ils rendirent une loi qui permettait au gouvernement de traduire les révoltés devant une commission militaire, et de faire opérer, jusqu'à la fin du mois, des perquisitions militaires dans Paris. Le directoire avait demandé qu'il n'y eût qu'un seul défenseur pour tous les accusés ; mais cette demande, digne des mauvais jours

de la Terreur, fut repoussée. Quoi qu'il en soit, les rebelles, au nombre de cent cinquante-deux, et partagés en plusieurs catégories, comparurent successivement devant des tribunaux militaires. Les débats furent longs et tumultueux. Les accusés récusèrent leurs juges, et protestèrent contre l'inconstitutionnalité de la loi qui les soumettait à la juridiction des conseils de guerre. En cinq jugements rendus à quelques jours d'intervalle, les commissions militaires condamnèrent trente et un accusés à subir la peine de mort, et prononcèrent contre cinquante-cinq autres, selon leur degré de culpabilité, la peine de la déportation ou celle de la réclusion. Ceux qui restaient furent renvoyés absous. Ces jugements ayant été confirmés sur appel, les coupables, condamnés à mort, furent fusillés dans la plaine de Grenelle. Parmi eux figurèrent Hugues, Cusset et Javogues, anciens membres de la convention nationale, et connus par leurs crimes; le peintre Bertrand, ancien maire de Lyon, et l'un des amis de Châlier; Gagnant, autrefois affidé de Momoro et d'Hébert. Ces incidents et ces exécutions remplirent l'espace de temps qui s'écoula entre le 27 fructidor (13 septembre) et le 6 brumaire (27 octobre); on assistait aux dernières convulsions des jacobins et de l'ancienne commune. De ces factions puissantes, qui pendant deux ans avaient gouverné la France et par la mort et par la tempête, il ne restait plus que des membres isolés et de misérables tronçons.

La nécessité d'envisager d'un coup d'œil les graves difficultés qui naissaient de l'esprit d'émeute et de la résistance des partis, nous a contraint de laisser en

Janv. 1796. arrière le récit des luttes de la tribune et celui des opérations militaires. Il importe de revenir sur nos pas, et de ne point abandonner à l'oubli cette période de l'histoire républicaine.

Le
troisième
anniversaire
de
la mort
de
Louis XVI
est
célébré par
une fête.

Le 1^{er} pluviôse de l'an IV correspondait à l'horrible date du 21 janvier. Aux approches de ce jour, le directoire se souvint que chacun de ses membres avait pris part au régicide, et que la majorité de la convention était représentée dans les deux conseils législatifs : aussi ne recula-t-on point devant la pensée de glorifier par une fête officielle l'anniversaire de la mort de Louis XVI. Peut-être même ceux qui avaient versé le sang du roi voulaient-ils étouffer leurs remords en augmentant, autant qu'il dépendait d'eux, le nombre de leurs approbateurs et de leurs complices. Le 22 nivôse, une loi honteuse fut rendue, qui prescrivait cette fête. Entre autres dispositions, cette loi ordonnait que dans la journée du 1^{er} pluviôse, *anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français*, chaque fonctionnaire et chaque membre du corps législatif prêterait serment de haine à la royauté. Vainement cette idée fut combattue par Thibaudeau et Defermon, le député Talot entraîna la majorité en s'écriant : « Le serment qu'on vous propose de re-
« nouer le jour anniversaire de la mort du tyran
« est une idée grande, faite pour exalter l'esprit pu-
« blic. On a dit que des divisions étaient déjà établies
« parmi nous : eh bien ! c'est sur la tombe de notre
« dernier roi que nous jurons d'être unis, et de mourir
« avant qu'il ait un successeur ! »

La fête fut célébrée au champ de Mars. Rewbell,

qui présidait le directoire, prononça un discours emphatique, et le termina en lisant à haute voix la formule du serment. Les assistants répondirent : *Nous le jurons !* et le bruit du canon monta dans les airs avec le chant de la *Marseillaise*. Pareille cérémonie eut lieu dans l'enceinte des conseils. Aux cinq-cents, un chœur de musique, dirigé par Cherubini, fit entendre des refrains à travers lesquels on distinguait le serment de *Haine éternelle à la royauté !* Le président, Treilhard, prit ensuite la parole. « Ce fut en ce jour, « dit-il, au moment où je parle, que le tyran subit la « peine due à ses forfaits. C'était beaucoup pour la « justice d'avoir frappé le coupable; c'était peu pour « la nation, si, du même coup, la royauté n'était pas « anéantie. Tant de maux, tant de sang, tant de crimes, ne sont pas expiés par la mort d'un homme; « et cette grande révolution, dont l'univers n'offrait « pas encore d'exemple, devait élever, sur les ruines « sanglantes du trône, l'édifice immortel d'une république pure et sans tache... Sans doute de grands « abus, des maux invétérés ne se détruisent pas sans « de grandes secousses; tant d'intérêts froissés, tant « de passions comprimées, entraînent des mouvements quelquefois convulsifs, et une régénération « absolue ne saurait s'opérer sans quelques déchirements. C'est dans ces malheurs particuliers que les « amis des rois placèrent leurs espérances... On voulait rendre affreux les effets de la révolution, pour « éteindre dans des flots de sang, s'il était possible, « l'amour des peuples pour la liberté... O jours désastreux ! jours de deuil et de sang, organisés par le

Janv. 1796. « despotisme ! puissiez-vous être toujours présents à
« la mémoire des peuples qui combattent pour leur
« liberté, comme une leçon utile et salutaire, capable
« de les préserver des orages terribles qui nous ont
« si longtemps agités !... » A ces paroles, qui condam-
naient les souvenirs de la Montagne et le régime des
jacobins, Treilhard en ajouta d'autres qui avaient
pour objet de rassurer les puissances alors en paix
avec la France, sur la portée et le but de l'horrible
fête du 1^{er} pluviôse ; puis il ajouta : « Le tyran fut
« unanimement déclaré coupable ; nous prononçons
« tous encore ici sa condamnation solennelle ; nous
« vouons à la royauté une haine qui ne pourra s'étein-
« dre... Représentants du peuple, que ne puis-je re-
« culer les bornes de cette étroite enceinte ! que ne
« suis-je au milieu de tous mes concitoyens ! C'est en
« présence de tous les peuples, c'est dans le sein de
« l'humanité entière que je voudrais déposer mon
« serment : *Je jure haine à la royauté...* » A ces mots,
des acclamations éclatèrent, et chaque membre, ap-
pelé à son tour, répéta la formule du serment. On in-
troduisit ensuite une députation de l'Institut national,
ayant à sa tête son président, Lacépède. Les régicides
sollicitaient par la menace, et obtenaient sans résis-
tance, la complicité morale des arts et des sciences.
Au conseil des anciens, la fête fut pareille ; on y
chanta des vers très-médiocres, que Chénier avait
composés en parodiant les chœurs d'*Athalie*. Vernier,
qui présidait la séance, fit entendre un assez long
discours contre les abus du despotisme, et chaque
membre jura haine à la royauté. Plusieurs ajoutè-

rent, *Haine à toutes les tyrannies!* et Dupont de Nemours vota en ces termes : « Je jure haine à la « royauté et résistance intrépide à toute espèce de « tyrans, quels que soient leur nombre et leur puissance. » Sous ces mots couverts, on distinguait les timides protestations de la minorité royaliste.

L'Église de France devait avoir sa part dans les colères de ce temps, et, pour elle seule, les persécutions ne s'étaient point adoucies. Le directoire voyait avec terreur que les édits de proscription légués par l'assemblée législative et la convention nationale ne suffisaient pas pour intimider les prêtres courageux secrètement voués, en dépit de la tyrannie, à l'exercice de leur ministère. Les mœurs publiques avaient beau flétrir ces lois sanglantes, le directoire continuait à désigner à ses justiciers de haut et de bas étage les ecclésiastiques fidèles à Dieu, et que, dans le langage de la haine, il appelait les *mauvais prêtres*. Le gouvernement mandait à ses agents : « Le mauvais « prêtre, accoutumé à publier effrontément ce qu'il « ne pense pas, vit de mensonges, de conspirations « et d'intrigues ; il est, selon l'occasion, souple, fier, « insinuant, audacieux, toujours calme, toujours « maître de sa physionomie et de ses mouvements. « Les mauvais prêtres sont les ennemis les plus dangereux de la révolution... Que vos regards n'abandonnent pas un seul moment ces instruments « de meurtre, de royalisme et d'anarchie ; et que la « loi qui comprime, qui frappe ou qui déporte les « réfractaires, reçoive une entière exécution. DÉSOLEZ « LEUR PATIENCE ; environnez-les de votre surveil-

Système
de
persécution
ouverte
contre la
religion et le
clergé.

Janv. 1796.

Fêtes
philosophi-
ques
substituées
aux fêtes
chrétiennes.

« lance; qu'elle les inquiète le jour, qu'elle les trouble la nuit; ne leur donnez pas un moment de relâche. » En même temps qu'il ne laissait pas prescrire les lois sanglantes rendues contre l'Église, le directoire, docile héritier de la convention, cherchait à organiser et à faire entrer dans les habitudes du pays le culte nouveau prêché au monde par la philosophie. Le repos du dimanche, commandé par la loi divine, était toujours proscrit; et la célébration du *décadi*, ordonnée et surveillée par la police. Aux fêtes chrétiennes qui rappelaient à l'homme les bienfaits de la création et de la rédemption, le pouvoir avait substitué des pompes toutes païennes, moins grossières, il est vrai, que les saturnales de Chaumette, mais toujours empreintes de matérialisme et d'idolâtrie. La fête de la *jeunesse* rappelait celle d'Hébé; la fête de l'*agriculture*, le vieux culte de Cérès; la fête des *époux*, celle de l'hyménée; la fête de la *souveraineté du peuple*, un droit invisible, une abstraction politique dont personne ne se rendait bien compte, et dont beaucoup avaient peur; la fête de la *vieillesse*, que les anciens séides de Rousseau et de Diderot avaient crue si touchante, n'était qu'une froide imitation de la fête du dieu Saturne. Personne ne s'y trompait, sinon les ordonnateurs de ces pompes sans puissance sur les idées, sinon peut-être le poète François de Neufchâteau, qui avait naguère provoqué la persécution contre les prêtres, et qui maintenant, érigé en pontife de la nature, dédiait à cette déesse de mauvais vers et de pauvres élégies. Remarquons, à l'honneur de la France, que ces fêtes constitution-

nelles tombèrent promptement dans le plus complet discrédit ; elles disparurent devant les sifflets et sous les vertes railleries des femmes de la halle. Les mêmes sarcasmes découragèrent les apôtres du culte naissant inventé par Larevellière-Lépeaux, sous le nom fastueux de *théophilanthropie*. Lorsqu'on vit un membre du directoire, entouré d'autres *sages*, inventer une religion comme on invente une théorie ; lorsqu'on entendit les nouveaux sectaires, affectant un maintien sérieux, adorer une divinité de leur choix, prononcer de longues harangues en l'honneur de l'*Auteur de la nature*, lui offrir, comme de nouveaux Abels, des fleurs et des fruits récoltés dans les jardins du Luxembourg, le peuple tourna en dérision ce sacerdoce usurpateur, qui osait tenir l'encensoir et revêtir l'aube blanche. En peu de temps, malgré l'appui avoué que leur prêtait le gouvernement, les théophilanthropes se virent réduits à fermer boutique, et à se consoler, en secret, des moqueries et du ridicule dont ils ne purent longtemps porter le fardeau (1).

Les embarras financiers n'avaient été assoupis que pour un moment : la crise recommença. Une loi, rendue le 10 pluviôse, ordonna de briser la planche aux assignats, et la fabrication du papier-monnaie fut enfin arrêtée. L'émission des assignats ne cessait d'ailleurs qu'au moment où les frais de fabrication atteignaient pour ainsi dire la valeur réelle de ce pa-

Embarras
financiers.

—
Une loi
interdit la
fabrication
des
assignats.

(1) Le peuple, jouant sur les mots, appelait les théophilanthropes, des *filous en troupe*.

Fév. 1796. pier : il en avait été répandu dans le public pour une valeur nominale de quarante-cinq milliards. Le 12 pluviôse, un louis d'or représentait 5,000 livres tournois en assignats ; quelques jours plus tard, on consentait à peine à l'échanger contre 10,000 francs en papier-monnaie. Il n'était plus possible désormais de payer en assignats, et déjà la monnaie de cuivre avait reparu dans les transactions ordinaires.

Nouvelle
organisation
municipale
de
Paris.

Le 13 pluviôse, une loi réorganisa l'administration municipale de Paris. Cette grande capitale fut partagée en douze arrondissements municipaux, subdivisés chacun en plusieurs quartiers : il y eut désormais douze maires et douze municipalités. Ce fut une combinaison habile, qui fit disparaître de la loi l'ancienne commune, depuis longtemps dissoute en réalité, mais dont certaines circonstances difficiles auraient pu permettre le retour. Paris cessa d'être un vaste municipe, que des agitateurs pouvaient mouvoir à leur gré ; la commune ne fut plus qu'un fantôme impossible ; les douze mairies, isolées dans leur action et dans leurs intérêts, ne purent devenir des foyers de gouvernement, d'insurrection et de résistance.

Campagne
de
l'an IV.
—
Situation
des
armées de
la
république.

On touchait au printemps, et la guerre allait de nouveau préoccuper les esprits. Il était temps, d'ailleurs, que le courage des soldats de la république couvrît un moment et fit perdre de vue la turpitude des agioteurs et l'incapacité des gouvernants. Quand la France paraîtra abattue ou avilie, si on lui donne une épée, il ne lui faudra que peu de jours pour redevenir la terreur ou l'admiration du monde.

Tandis que Hoche, toujours investi du commande-

ment des côtes de l'Océan, s'attachait à terminer la guerre de la Vendée, la campagne prochaine devait s'ouvrir à la fois sur le Rhin et au delà des Alpes. L'armée du Rhin fut placée sous les ordres de Moreau; Jourdan resta à la tête de celle de Sambre-et-Meuse, et ces deux généraux eurent mission de combiner leurs opérations offensives contre l'Autriche. D'après le plan de Carnot, l'armée de Sambre-et-Meuse devait garder son aile droite appuyée au Rhin, pendant que sa gauche s'avancerait en Allemagne, en se tenant toujours à la hauteur de l'aile gauche de l'armée du Rhin. Le centre et la droite de celle-ci devaient pénétrer en Souabe, et s'avancer, par le lac de Constance, jusqu'aux montagnes du Tyrol, d'où ils agiraient en donnant la main à l'armée d'Italie, destinée, de son côté, à envahir le Piémont et la Lombardie. La Suisse, demeurée neutre, protégeait les flancs opposés de ces deux dernières armées. Ainsi, en admettant que la victoire secondât les généraux de la république, les trois grandes colonnes expéditionnaires, par suite de mouvements coordonnés dans un même but, suivraient chacune l'une des routes qui conduisent à Vienne, et pourraient, à un moment donné, camper sous les murs de cette capitale. Ce fut d'ailleurs à l'armée d'Italie que le directoire confia le soin de porter les premiers coups. Le souvenir encore récent de la victoire de Loano permettait d'espérer des triomphes plus décisifs; mais comme Schérer, qui avait su vaincre, n'avait pas su tirer parti de sa victoire, le directoire venait de le révoquer de son commandement, et de lui donner un succes-

Mars 1796.

Le
commande-
ment de
l'armée
d'Italie est
confié à
Bonaparte.

seur. Grâce à l'influence de Barras et aux événements du 13 vendémiaire, le choix du gouvernement s'était porté sur le général Bonaparte.

L'Autriche
et le
gouvernement
d'Italie
réunissent
leurs
efforts pour
disputer
la Péninsule
aux
Français.

Avertie par la journée de Loano des périls qui la menaçaient en Italie, l'Autriche avait mis à profit l'hiver pour accroître ses moyens de défense, et pour fomenter, s'il était possible, contre la république française, une confédération de tous les gouvernements de la péninsule italienne. La Toscane ne s'était point prêtée à cette politique, elle avait voulu garder la neutralité amie que lui imposait une paix de fraîche date; la république de Venise, qu'on disait puissante, et qui n'était plus qu'un corps sans âme, vivant par la forme, mort par le cœur, sentait bien qu'elle serait détruite au premier choc, et, malgré sa haine contre la France, elle n'avait point encore osé entrer en ligne; la république de Gènes, plus impuissante encore, était en partie occupée par les Français, et son gouvernement affectait une neutralité hypocrite; Parme et Modène se laissaient volontiers entraîner à la guerre; les États romains, à leur tour, entraient dans la coalition, et promettaient à l'Autriche un contingent de vingt mille hommes; le roi de Naples, Ferdinand IV, prince indolent et faible, aurait bien voulu se contenter de haïr la France, sans avoir à la combattre; mais la reine Caroline, son épouse, n'oubliait pas que le sang de cette Marie-Antoinette, dont elle portait le deuil, criait encore vengeance; et, par ses conseils, le roi Ferdinand s'était décidé à lever une armée de soixante mille hommes, sur lesquels quarante mille devaient se met-

tre en marche au premier signal. De tous les États d'Italie, celui qui se trouvait engagé le plus avant dans la voie des efforts et des sacrifices était ce même Piémont que, depuis Louis XIV, la France avait sans cesse rattaché à elle par la communauté des intérêts et par des alliances de famille. Puissance de troisième ordre, entre la France et l'Autriche, le Piémont craint ses voisins, et n'échappe à l'ambition de l'un qu'en fournissant des garanties à la politique ou aux intérêts de l'autre. Il redoutait alors les principes de la France, et cherchait, avec une défiance presque égale, à se soustraire à la dangereuse amitié de l'Autriche. La république française multipliait donc, à l'égard du chef de la maison de Savoie, les belles paroles et les promesses décevantes. En le voyant fatigué de trois ans de guerre, elle ne négligeait rien pour le déterminer à conclure une paix séparée; elle lui promettait de le dédommager de la Savoie et de la Sardaigne en lui donnant la Lombardie; elle ne lui demandait que de se déclarer neutre, et d'accorder un libre passage à nos armées; enfin, elle lui rappelait la bataille de Loano, qui avait mis en péril son royaume et sa dynastie, et elle employait tour à tour l'intrigue et la menace. Un parti de la paix, qui s'était formé dans le Piémont et à Turin, aidait puissamment au succès de ces tentatives; mais le roi Victor-Amédée, plus docile aux instincts de la loyauté qu'à ceux de l'intérêt personnel, se roidissait contre la fortune, et persévérait dans son alliance avec l'Autriche. Les troupes de l'Empire étaient commandées, du côté des Alpes maritimes, par le gé-

Mars 1796.

néral Beaulieu, vieillard renommé par son expérience et ses longs services ; son armée principale était forte de quarante-cinq mille hommes, et devait promptement être augmentée par une autre armée de trente-cinq mille, formant la réserve ; l'armée piémontaise ne dépassait guère le chiffre de quarante mille hommes, dont vingt mille étaient répartis sur la ligne d'opérations actives, et les autres occupés à garder les places, ou à tenir en échec, dans le haut Piémont, les divisions commandées par Kellermann. Les Piémontais ne recevaient point directement les ordres de Beaulieu ; ils avaient pour général en chef le baron de Colli, qui aspirait, assez mal à propos, à la gloire d'un nouveau Fabricius. Les contingents des autres États d'Italie ne se trouvaient point encore entièrement rassemblés sur le théâtre de la guerre, mais on comptait sur leur arrivée, et on leur assignait d'ailleurs, pour le moment, un rôle purement défensif. Le général Beaulieu, déjà placé à la tête de forces numériquement supérieures, croyait qu'en peu de jours, grâce au nombre, à la science et au courage, il lui serait facile d'en finir avec une cohue de républicains évalués à quarante mille, nus, sans pain, sans chaussures, réduits, pour subsister, aux ressources de la maraude et du pillage, et exposés, par le dénûment et les souffrances, à tous les dangers qu'entraînent à leur suite le découragement et l'indiscipline.

Bonaparte
prend le
commande-
ment de
son armée.

Le nouveau général en chef de cette armée pauvre et courageuse, Bonaparte, avait alors un peu plus de vingt-six ans, l'âge d'Annibal au début des guerres

puniques : il était petit, grêle de corps, maigre, et pâle ; son visage osseux, creusé par les fatigues et les veilles, avait une empreinte jaune et malade que relevait à peine le feu du regard ; des cheveux noirs et plats, collés sur le front et sur les tempes, et tombant en arrière selon la mode des jacobins, donnaient à cette physionomie quelque chose de dur et de sauvage, qui rappelait involontairement le caractère des pâtres corses. Les généraux et l'armée s'étonnaient de ce que le directoire eût osé faire un choix pareil, et soumettre à ce jeune aventurier des hommes déjà célèbres, tels que Laharpe, Serrurier, Augereau, Cervoni, Berthier, et Masséna : ils se disaient, avec une ironie mêlée d'amertume, que c'était bien la peine d'avoir vaincu à Loano, pour recevoir les ordres d'un homme auquel, pour premier titre de gloire, il fallait imputer un combat de carrefour et la facile mitraillade de vendémiaire ; ils allaient même jusqu'à imputer la rapide fortune du nouveau chef à la complaisance peu honorable avec laquelle il avait consenti à épouser la veuve du général Beauharnais, l'une des favorites délaissées de Barras. Il y avait quelque vérité et beaucoup d'injustice dans ces accusations, mais elles créaient de sérieux embarras au jeune chef de l'armée d'Italie ; il importait que, dès le début de son commandement, il effaçât ces impressions mauvaises : « Camarades, » dit-il à ses soldats, en leur montrant du haut des montagnes les riches campagnes de l'Italie, « vous « êtes nus, sans souliers, mal nourris ; le gouverne-
« ment vous doit beaucoup, et ne peut vous payer.

Avril 1796.

« Votre patience et votre courage sont admirables, « mais ils ne vous procurent aucune gloire, aucun « avantage. Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde; de riches provinces, de « grandes villes tomberont en votre pouvoir; vous « y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats « de l'armée d'Italie, manquerez-vous de courage? » C'était là le langage d'un aventurier, mais d'un aventurié taillé à l'antique; et un vague pressentiment avertissait l'armée que celui qui parlait ainsi tiendrait ses promesses. En peu de jours on le vit à l'œuvre, et la confiance s'établit entre le chef et la troupe : la victoire devait bientôt lui ramener les généraux, et justifier la faveur de Barras.

Premières opérations.

—
Situation respective des armées.

Le quartier général fut transporté de Nice à Albenga, puis à Savone. Bonaparte y concentra toutes les administrations, en faisant filer les employés et les bagages le long de la rivière de Gênes, sous le feu des croisières anglaises. Les divisions d'Augereau et de Masséna s'échelonnèrent entre les montagnes et la mer, et prirent position à Loano, à Finale et à Savone; la division du général Serrurier occupait Garessio, sur l'autre versant de la chaîne; la division de Laharpe eut ordre de marcher sur Voltri, en côtoyant la mer, et de menacer Gênes; le reste de l'armée occupait, en arrière de Savone et du côté de Montenotte, les hauteurs de San-Giacomo et d'Altare. La principale division de l'armée piémontaise campait à Millesimo et sur les hauteurs de Cossaria, qui dominent et séparent les deux vallées de la Bormida; d'autres corps, moins considérables, de cette armée,

Avril 1796.

gardaient les vallées du Tanaro et du Belbo, et les divers passages par où les Français pouvaient entrer en Piémont; le camp retranché des troupes sardes était à Ceva, où commandait Colli. L'armée de Beaulieu, forte de quarante mille combattants, manœuvrait pour couvrir Gênes; l'une de ses divisions occupait au nord de cette ville, et à travers les monts Apennins, l'important passage de la Bochetta. Une autre division, aux ordres de Sebottendorff, campait en arrière, à Adorno, sur l'Orba; la droite des Autrichiens, commandée par le général Argenteau, occupait Sassello et Dego, dans les montagnes, et reliait ses mouvements avec la gauche de l'armée piémontaise, aux ordres du général Provera. En résumé, pour théâtre des premières opérations militaires, on avait choisi cette contrée montagneuse, qui est comme le nœud par lequel la chaîne des Apennins se rattache à celle des Alpes. L'armée française, retranchée entre la Méditerranée et les montagnes, occupait la rivière de Gênes entre Albenga et Voltri; les deux armées ennemies, disséminées sur un terrain beaucoup trop vaste, s'étendaient, à travers les hauteurs du Tanaro, au passage de la Bochetta et aux routes de la Lombardie : très-fortes sur leurs extrémités, que séparait un espace de quinze lieues entrecoupé de montagnes, elles étaient trop dégarnies sur leur centre; et c'était principalement contre le centre qu'étaient dirigées et rassemblées les principales forces de l'armée française.

Le plan de Bonaparte était de pénétrer en Italie par la route qui, partant de Savone, se développe

Plan de
Bonaparte.

Avril 1796. entre le col de San-Giacomo et le col Ca di Bona, point de jonction des Alpes maritimes et de l'Apennin. En quelques heures on pouvait arriver à Carcare, et entrer dans le Montferrat par la vallée de la Bormida : exécutée avec promptitude et bonheur, cette opération devait avoir pour résultat de séparer l'armée piémontaise de l'armée autrichienne, et de permettre aux Français de menacer à la fois Turin et Milan. Pour mieux assurer le succès de cette marche, Bonaparte avait agi de manière à laisser croire à Beaulieu que son intention était de pénétrer en Lombardie par le passage de la Bochetta ; c'est dans ce but qu'il avait donné ordre au général Laharpe de diriger une attaque simulée du côté de Gênes, et de pousser le général Cervoni jusque sur Voltri. Mais Beaulieu manœuvra avec activité pour faire échouer ces divers mouvements : il fit prendre à son aile droite position au village de Dego, et lui confia le soin de défendre la vallée de la Bormida ; il ordonna au général Argenteau de se porter, avec le centre, vers le col de Montenotte, sur le sommet de l'Apennin, d'où cette division pouvait couvrir la route de Carcare à Savone : pour lui, avec l'aile gauche, il marcha par la Bochetta et Gênes sur Voltri, afin d'attaquer de front et de culbuter la colonne française qui s'avancait le long de la mer. Bonaparte, de son côté, avait chargé le colonel Rampon de garder le col de Montenotte avec un corps de douze cents hommes : c'était là d'ailleurs une force insuffisante pour protéger le mouvement de l'armée contre l'attaque du général Argenteau ; mais Bonaparte comptait sur la

Beaulieu se
met en
devoir de
faire
échouer ce
plan.

lenteur ordinaire de l'ennemi, et il se croyait parfaitement en mesure de prendre l'offensive. Il se trompait : l'impétuosité de Beaulieu ne lui laissa d'autre parti que de se tenir sur la défensive.

Le 21 germinal (10 avril), le général ennemi, débouchant du côté de Gênes, attaqua à Voltri le général Cervoni, qui, sur ce point, commandait trois mille hommes de la division Laharpe ; les Français, cédant au nombre, se replièrent du côté de Savone. Ce léger échec avait été prévu par Bonaparte, qui n'avait attaché au mouvement de Cervoni d'autre importance que celle d'une attaque simulée, destinée à diviser les forces de l'ennemi ; mais ce que Bonaparte n'avait point fait entrer dans ses prévisions, c'est que le faible corps de Rampon, qui occupait la position de Montenotte, y fut surpris par le général Argenteau à la tête de dix mille Autrichiens. Le 22 germinal, dès quatre heures du matin, cette avant-garde des Français, écrasée par des forces huit fois plus nombreuses, se vit contrainte de rétrograder, de se replier, et de se retrancher, pour toute espérance, dans la redoute de Monte-Legino : de cette dernière position dépendait le sort de la journée et l'avenir de la campagne ; vainqueurs, les Autrichiens se seraient portés en masse par la route de Savone, et auraient opéré leur jonction avec le corps de Beaulieu, laissant les Français coupés sur plusieurs points, dispersés entre les armées de Colli et de Beaulieu, et hors d'état de reprendre l'avantage. Le brave Rampon comprit l'importance de sa position, et la nécessité de se maintenir à tout prix : entouré par

Avril 1796.

Bataille
de
Montenotte.

Avril 1796.

les ennemis, il fit prêter à ses douze cents soldats le serment, si justement fameux, de mourir en défendant la redoute; et jusqu'au lendemain la patience et le courage de cette poignée de républicains déconcertèrent et brisèrent en quelque sorte tous les assauts de l'ennemi. Le plan de la campagne, un moment compromis, était sauvé.

Le général Argenteau, déterminé à recommencer l'attaque, fit venir des renforts; mais Bonaparte, qui se trouvait à Savone, prescrivit à la division Laharpe de se porter sur Montenotte, et d'y soutenir l'intrépide colonne de Rampon. Les divisions d'Augereau et de Masséna reçurent également ordre de se concentrer autour de Montenotte : la première dut descendre par la vallée de la Bormida, et se diriger sur Caïro, afin de tenir en respect les Piémontais; l'autre fut chargée de couvrir les hauteurs d'Altare : Bonaparte, marchant avec le centre et une partie de la gauche, se proposa de déborder Argenteau sur sa droite. Par cet ensemble de mouvements, on arrivait à isoler tout le centre de l'armée ennemie, et à l'écraser avant qu'il eût pu être secouru soit par la division de Beaulieu, soit par les troupes de Colli.

Ce plan fut couronné de succès : le 23 germinal, les divisions d'Argenteau furent enveloppées de toutes parts; mais, quoique surprises, elles opposèrent aux Français une résistance acharnée. Enfin, après quelques heures de combat, cédant au nombre, elles se rejetèrent en pleine déroute sur le village de Dego, où était l'aile droite de l'armée autrichienne. L'ennemi, au combat de Montenotte, avait perdu quinze cents

Avril 1796.

hommes tués ou blessés, et deux mille prisonniers : la victoire des Français était due à la courageuse résistance de la brigade Rampon dans la redoute de Monte-Legino ; les Autrichiens pouvaient, à juste titre, imputer leur désastre aux inexplicables lenteurs que le général Argenteau avait mises à chasser des positions de Montenotte les faibles détachements français qui y étaient retranchés. Quoi qu'il en soit, l'aile droite de l'armée autrichienne était détruite ou dispersée, et huit ou neuf cents hommes du corps d'Argenteau étaient seuls parvenus à se replier en bon ordre. Or ces avantages considérables auraient été compromis, si Bonaparte avait laissé aux Autrichiens, campés à Dego et à Sassello, la liberté de communiquer avec la gauche de l'armée piémontaise, et de donner aux divisions de Beaulieu le temps nécessaire de se replier sur les montagnes, et de couvrir les routes du Piémont. Bonaparte ne laissa pas sa victoire inachevée ; le soir même du combat de Montenotte, il porta son quartier général à Carcare ; là, à l'entrée de la vallée de la Bormida, il avait en face de lui les Autrichiens, retranchés à Dego et gardant la route de la Lombardie ; à sa gauche, dans les gorges de Millesimo, les Piémontais, dont une aile couvrait les abords de Ceva et la route du Piémont. En se rendant maître de ces deux positions et de ces deux routes, il ouvrait à son armée victorieuse la Lombardie et le Piémont, et complétait la séparation des deux armées ennemies, rejetées, l'une sur sa gauche, l'autre en face de lui et sur la droite. Le 24 germinal, il fit attaquer Millesimo par la divi-

Combats
de
Dego et de
Millesimo.

Avril 1796.

sion Augereau, et Dego par les divisions Masséna et Laharpe. Situé sur une colline, le château de Cossaria couvrait le passage qui conduit de Millesimo à Ceva et à Mondovi. Provera et ses Piémontais, chargés de défendre ce poste important, résistèrent avec un dévouement courageux aux attaques d'Augereau, et imitèrent généreusement l'héroïsme de Rampon et de sa brigade. Les Autrichiens, campés autour de Dego, luttèrent avec une ardeur égale; on se battit dans ces positions avec un acharnement incroyable, et pendant quatre jours. Les lenteurs et les fausses manœuvres d'Argenteau compromirent encore la résistance de l'ennemi et les opérations de Beaulieu : à la fin Provera mit bas les armes avec quinze cents hommes, et Colli, après d'inutiles efforts pour dégager les gorges de Millesimo, fut contraint de se replier. Le village de Dego, énergiquement attaqué, et défendu avec une valeur persévérante, fut plusieurs fois pris, repris, jonché de blessés et de cadavres. Enfin les Autrichiens, cédant à l'impétuosité d'une brigade française commandée par l'intrépide Lannes, et enflammée par la présence du général en chef, abandonnèrent cette position; vaincus, ils se jetèrent sur la route d'Acqui, pendant que les Piémontais fuyaient en désordre du côté de Ceva et de Mondovi. La vallée de la Bormida était décidément conquise, et les Français pouvaient pénétrer en Italie par la Lombardie et le Piémont (26 germinal). Cette bataille de six jours, livrée sur différents points, et dont les bulletins de Bonaparte exagérèrent encore l'importance et les résultats, n'était que le prélude

d'une campagne bien autrement brillante et féconde. Avril 1796.

« Annibal avait franchi les Alpes, Bonaparte les « avait tournées (1). » Dans la nuit du 27 au 28 germinal, le général Colli, vivement attaqué par Augereau, abandonna son camp retranché de Ceva; repassant ensuite le Tanaro, il se retira derrière la Corsaglia, dans la direction de Mondovi. Cette retraite s'opéra en bon ordre; mais la séparation des Piémontais et des Autrichiens n'en fut pas moins consommée. La citadelle de Ceva était restée au pouvoir des Piémontais, et refusait de se rendre : sans perdre du temps à l'attaque de ce fort, Bonaparte poussa ses divisions sur la route de Mondovi. L'armée piémontaise avait eu le temps de s'établir en avant de cette ville, et de se couvrir à la hâte par des retranchements. La Corsaglia, qui la protégeait, est une rivière rapide et profonde; les Piémontais, ainsi garantis sur leur front, pouvaient tenir pied, et donner à l'armée de Beaulieu le temps de venir à leur aide : en ce cas, la position des Français, placés entre deux armées ennemies, eût été grave et difficile. Bonaparte sentit que les moments étaient précieux; déjà Joubert et Serrurier, ses lieutenants, avaient tenté contre Colli deux attaques malheureuses : une nouvelle attaque fut ordonnée pour le lendemain, 2 floréal (21 avril); mais ce jour-là les Piémontais s'étaient repliés sur Mondovi, en abandonnant, sans y être contraints, leurs positions de la veille. Un enga-

Mouvements
rétrogrades
de
l'ennemi.

Bataille
de
Mondovi.

(1) Paroles de Bonaparte, lorsque l'armée, du haut de Montezemoto, aperçut les vastes plaines du Piémont et de la Lombardie.

Avril 1796. gement eut lieu, sous les murs de Mondovi, entre les deux armées; après une résistance vive, mais de courte durée, les Piémontais battirent de nouveau en retraite. Mondovi tomba au pouvoir des Français, qui, manquant de tout depuis huit jours, se livrèrent au pillage. Quant à l'armée piémontaise, elle ne s'arrêta que derrière la Stura, entre Coni et Cherasco.

Premiers résultats de la campagne. Depuis l'ouverture de la campagne, l'ennemi avait perdu dix mille hommes, quarante-huit canons, un grand nombre de drapeaux : le jour même de la bataille de Mondovi, l'armée française occupait Cherasco, au confluent de la Stura et du Tanaro; le quartier général de Bonaparte était à vingt lieues de Savone et à deux étapes de Turin : la terreur et la confusion régnaient dans cette capitale, et l'opinion publique se prononçait énergiquement pour la paix.

Armistice et paix avec le Piémont.

La paix avec le Piémont était le vœu le plus ardent du directoire; dans ses instructions secrètes adressées à Bonaparte, le gouvernement lui avait mandé : « Il faut à la fois effrayer et ménager l'armée sarde. » La victoire avait momentanément isolé l'une de l'autre l'armée du roi Victor-Amédée et celle de l'empereur d'Autriche; c'était maintenant à la politique qu'il appartenait d'intervenir, et de consommer ces résultats. Le roi Victor-Amédée, chef de cette maison de Savoie que tant d'alliances de famille enchaînaient à la cause des Bourbons, résistait aux ouvertures pacifiques des héritiers de la convention : soutenu par le duc d'Aoste et par les conseils de l'Angleterre et de l'Autriche, il voulait persévérer jusqu'au bout dans la lutte entreprise contre la ré-

Avril 1796.

publique régicide; mais il était à peu près seul de son parti : sa noblesse et son peuple redoutaient également la guerre; la noblesse, parce qu'elle n'entrevoyait, à l'issue de la lutte, qu'un immense naufrage démocratique dans lequel elle serait submergée; le peuple, parce que ses souffrances étaient vives, et que, d'un autre côté, il se laissait séduire par les principes français. Le général Beaulieu, témoin de ces perplexités, demandait, au nom de l'Autriche, la concession de certaines places de sûreté, telles que Ceva, Tortone, et Alexandrie; mais le roi Victor-Amédée ne pouvait se résoudre à donner à l'Autriche de pareils gages d'alliance. Enfin, ce qui devait arriver se fit : les conseils de la peur l'emportèrent; le directoire eut la joie de conclure, avec le roi de Piémont, l'un de ces armistices qui précèdent de peu les traités de paix : l'Autriche vit le plus ancien de ses alliés poser les armes, et lui laisser à elle seule le fardeau de la guerre, et la nécessité de lutter contre le génie de Bonaparte. Toutes les villes de sûreté du Piémont, Coni, Exiles, Suze, Château-Dauphin, Tortone, Alexandrie elle-même, furent livrées à l'occupation française; et ces préliminaires furent le signal d'une paix définitive qui fut signée à Paris le 26 floréal.

« Soldats, dit Bonaparte à son armée, vous avez
 « en quinze jours remporté six victoires... Vous éga-
 « lez aujourd'hui, par vos services, l'armée conqué-
 « rante de la Hollande et celle du Rhin. Dénudés de
 « tout, vous avez suppléé à tout. Vous avez gagné
 « des batailles sans canons, passé des rivières sans

Proclamation
 de
 Bonaparte.

Avril 1796.

« pont, fait des marches forcées sans souliers, bi-
« vouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les
« phalanges de la liberté étaient seules capables de
« souffrir ce que vous avez souffert. Grâce vous en
« soient rendues!... Les deux armées qui naguère
« vous attaquèrent avec audace furent épouvantées
« devant vous; les hommes qui riaient de votre mi-
« sère, et se réjouissaient dans leur pensée des triom-
« phes de vos ennemis, sont aujourd'hui confondus
« et tremblants.

« Mais il ne faut pas vous le dissimuler; vous n'a-
« n'avez rien fait, soldats, puisqu'il vous reste en-
« core à faire.

« Vous étiez dénués de tout au commencement de
« la campagne; vous êtes aujourd'hui abondamment
« pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nom-
« breux; l'artillerie de siège et de campagne est ar-
« rivée. Soldats! la patrie a droit d'attendre de vous
« de grandes choses: justifierez-vous son attente?...

« Vous avez encore des combats à livrer, des villes
« à prendre, des rivières à passer. En est-il d'entre
« vous dont le courage s'amollisse? En est-il qui pré-
« féreraient de retourner sur le sommet de l'Apennin
« et des Alpes, essayer patiemment les injures des
« barbets? Non, il n'en est pas parmi les vainqueurs
« de Montenotte, de Millesimo, de Dego et de Mon-
« dovi: tous brûlent de porter au loin la gloire du
« peuple français; tous veulent humilier ces rois or-
« gueilleux qui osaient méditer de nous donner des
« fers; tous veulent dicter une paix glorieuse, et
« qui indemnise la patrie des immenses sacrifices

« qu'elle a faits ; tous veulent pouvoir dire avec orgueil, en rentrant dans leurs foyers : *J'étais de l'armée d'Italie !* » Avril 1796.

« Amis, je vous la promets cette conquête ; mais il est une condition que vous devez jurer de remplir, c'est de réprimer les pillages... Sans cela, vous ne seriez point les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux ; vous ne seriez pas l'honneur du peuple français ; il vous désavouerait. Vos victoires, votre courage, vos succès, le sang de nos frères morts aux combats, tout serait perdu, même l'honneur et la gloire. Peuples d'Italie ! l'armée française vient pour rompre vos chaînes ; le peuple français est l'ami de tous les peuples : venez avec confiance au-devant de nous. Vos propriétés, votre religion, vos usages seront respectés : nous ferons la guerre en ennemis généreux ; nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

Ce langage, comme celui qui parlait ainsi, rappelait les guerriers antiques. A ce style hardi et coloré, on reconnaissait en Bonaparte l'homme qui, tout jeune encore, avait nourri son âme de la lecture de Polybe et de Xénophon ; le Corse à demi sauvage qui, dans les cours de l'école de Brienne, où il avait mangé le pain du roi, n'avait eu d'autres jeux que de préluder à la guerre par des batailles feintes, à la destruction des villes par l'assaut donné à des remparts de neige. C'était de lui que Pascal Paoli avait dit autrefois : « Je vois en lui un grand homme de Plutarque ; » et Paoli s'y connaissait. C'était encore de ce jeune chef, alors enfant, qu'un de ses maîtres

Avril 1796. avait écrit : « Corse de nation et de caractère, il ira « loin, si les circonstances le favorisent. » Elles le favorisèrent.

Impression
produite
par les
premières
victoires de
l'armée d'Italie.

Ajoutons que si, dès le début de la campagne d'Italie, il avait obtenu de brillants succès, il ne craignait pas de les exagérer, et de leur donner, dans ses rapports et dans ses proclamations, des proportions parfois démesurées. Non, il n'était point vrai qu'en huit jours d'une guerre de montagnes les soldats indisciplinés et pillards de l'armée d'Italie eussent égalé leurs vieux compagnons d'armes du Rhin et de Sambre-et-Meuse : des batailles d'avant-postes, intrépidement engagées, ne pouvaient être mises en parallèle avec les sièges glorieux et les grands combats de cette vaillante armée du Nord qui, au prix de tant de sang et de patience, avait conquis la Belgique et la Hollande : Jemmapes, Mayence, Hondschoote, Wattignies, Fleurus, Aldenhoven, c'étaient là des noms immortels, que le passage des torrents de l'Apennin ne devait jamais faire oublier. Mais qu'importait à Bonaparte un peu plus ou un peu moins de justice ? Avant, il voulait exalter les imaginations, éblouir l'Europe, et enchaîner à sa fortune, par les liens de l'admiration et de la crainte, ses lieutenants et ses soldats. Il y parvint. Ceux même qui avaient le plus hautement murmuré en le voyant paraître à l'armée, se complurent à répandre sa louange. L'Europe éprouva une sorte de frémissement en voyant le Piémont vaincu et soumis, et l'épée de Beaulieu inhabile en ses vieilles mains. La France, toujours folle de gloire militaire, et qui avait à se con-

soler de ses misères, de ses mœurs et de ses gouvernants, apprit avec un indicible enthousiasme que l'armée d'Italie et son jeune chef commençaient à renouveler les triomphes des guerres puniques. Aussi accueillit-on à Paris, avec un ardent enthousiasme, les deux aides de camp de Bonaparte, Juno et Murat, lorsqu'ils vinrent, au nom de leur général, présenter au directoire les trophées et les vingt et un drapeaux enlevés aux Austro-Sardes. La cérémonie fut imposante ; plusieurs ambassadeurs étrangers y assistèrent. Au fond, les affidés de Bonaparte avaient reçu de lui une autre mission : elle consistait à former en secret, dans le gouvernement ou auprès du gouvernement, un parti assez fort pour neutraliser les intrigues dirigées contre le général. Les chefs de l'armée de Sambre-et-Meuse et de l'armée du Rhin n'avaient point recours à de pareilles précautions ; ils se contentaient de servir la république. Bonaparte aspirait à une destinée moins obscure. Voici dans quels termes il correspondait confidentiellement avec le directoire :

« C'est un roi, mandait-il de Cherasco, qui se met
 « absolument à ma discrétion, en me donnant trois de
 « ses plus fortes places et la moitié la plus riche de
 « ses États. Si vous n'acceptez pas la paix, si votre
 « projet est de détrôner le roi de Sardaigne, il faut
 « que vous l'amusiez quelques semaines, et que vous
 « me préveniez tout de suite. Je m'empare de Va-
 « lence, et je marche sur Turin...

Correspon-
 dance de
 Bonaparte.

« J'imposerai, d'un autre côté, quelques millions de
 « contributions au duc de Parme ; j'enverrai douze
 « mille hommes sur Rome lorsque j'aurai battu Beau-

Avril 1796. « lieu et l'aurai obligé de passer l'Adige, lorsque je
 « serai sûr que vous *accorderez la paix au roi de*
 « *Sardaigne*, et que vous m'enverrez une partie de
 « l'armée des Alpes. Quant à Gênes, je crois que vous
 « devez lui demander quinze millions en indemnité. »
 On sentait percer, dans ces lettres hautaines, l'homme
 qui plus tard s'accommoderait mal d'obéir.

Situation
 des
 armées en
 Italie,
 après la pa-
 cification
 du
 Piémont.

Le Piémont détaché de la coalition européenne, le
 champ de bataille de l'armée française allait se rap-
 procher des grandes possessions péninsulaires de la
 maison d'Autriche. Maître des principales places du
 Piémont, Bonaparte était en pleine sécurité sur ses
 derrières; la république de Gênes, qui n'avait plus
 que l'ombre d'un État indépendant, attendait silen-
 cieusement qu'il plût aux Français de lui dicter des
 lois, ou de déterminer le chiffre de sa rançon. L'armée
 de Bonaparte, le dos tourné aux Alpes et à la chaîne
 des Apennins de Ligurie, voyait ouvertes en face
 d'elle les routes de la Lombardie et de l'Italie cen-
 trale.

L'Italie.

L'Italie transpadane est séparée de la cispadane
 par un fleuve qui, depuis Alexandrie jusqu'à la mer
 Adriatique, coule de l'occident à l'orient, et forme
 une barrière difficile à franchir. Sur la rive gauche
 s'étendaient la Lombardie et la république de Venise;
 la rive droite baignait le duché de Parme, celui de
 Modène et les pâturages de Ferrare, dépendance
 des États de l'Église. Au delà de Parme, de Mo-
 dène et de la principauté de Lucques, était la Tos-
 cane, qu'un traité de paix rattachait à la France;
 puis le domaine de Saint-Pierre, alors en guerre avec

la république, et qui, en ce temps-là comme aujourd'hui, s'appuyait sur les deux mers : venait enfin le royaume de Naples, où l'influence anglaise, d'accord avec les haines de la reine Caroline, préparait en sécurité, et cependant à la hâte, des armements contre nous. Du nord au sud, de la rivière de Gênes jusqu'à l'extrémité de la Calabre, la chaîne des monts Apennins sépare l'Italie en deux portions inégales. Sur la rive gauche et sur la droite, le Pô, qui partage l'Italie dans un autre sens, reçoit en passant, dans son lit mal encaissé par des digues étrusques, le Tésin, l'Adda, l'Oglio, le Mincio, la Trebia, le Reno, le Taro, et plusieurs autres rivières torrentueuses; sur sa gauche, de Vérone à la mer, l'Adige, fleuve large et profond, couvre les abords du Tyrol et le territoire de Venise, comme une seconde barrière qu'il faut conquérir. Tel est le théâtre ordinaire des guerres que les Français poursuivent au delà des Alpes, et que, depuis tant de siècles, ils ont si souvent, et sans résultats, engraisé de leurs cadavres. Le dix-huitième siècle touchait à peine à sa fin, et déjà, à plusieurs reprises, ce siècle avait vu les armées de Louis XIV et de Louis XV malheureuses dans ces riches contrées, d'où s'était affermi ce dicton proverbial et populaire, que *l'Italie est fatale aux Français*. Aussi aventureux que Vendôme, aussi résolu que Catinat, le jeune Bonaparte s'attachait à les surpasser; et, par bonheur pour lui, il n'avait point à combattre le prince Eugène.

Au dix-huitième siècle, on se battait pour la querelle de la France et de l'Autriche; grande lutte ac-

Avril 1796. tuellement assoupie, et que nous avons peine à comprendre. Mais alors les armées n'avaient affaire qu'aux armées, les généraux aux généraux; on combinait des plans stratégiques, des marches hardies et imprévues; on comptait sur le canon, et le peuple entraînait pour fort peu de chose dans le débat; tout au plus si on le trouvait bon à fournir aux troupes le coucher et les vivres. En l'an IV de la république française, Bonaparte étant général, et le directoire gouvernant, on se faisait des idées une arme, et de la propagande un moyen d'invasion : les dispositions du peuple, la tendance des classes pauvres vers le radicalisme français, l'esprit philosophique ou timide de la noblesse, avaient été pour beaucoup dans la rapide soumission du Piémont et de la maison de Savoie. En Lombardie, les masses éprouvaient peu de sympathies pour l'Autriche : la bourgeoisie et une partie de la noblesse aspiraient en secret à une révolution politique qui les installerait au gouvernement ; le peuple et le clergé, profondément imbus de la doctrine catholique, puisaient dans l'amour de leurs croyances et dans la haine du josphisme tous les instincts du patriotisme et du dévouement; s'ils détestaient le joug allemand, ils avaient en horreur la révolution française et ses légions impies. De là, pour Bonaparte, un surcroît d'obstacles qu'il importait de surmonter ou de faire disparaître.

Le 10 floréal (29 avril), le jour même où avait été conclu avec le roi de Piémont l'armistice de Cherasco, le général Bonaparte donna ordre aux diverses colonnes de l'armée républicaine de se porter en

toute hâte sur Alexandrie, et de faire face à l'armée autrichienne, commandée par Beaulieu. Bonaparte avait stipulé avec le Piémont qu'on lui livrerait Valence, pour y passer le Pô; mais en faisant retentir bien haut l'avantage de cette concession, il n'avait eu d'autre but que de donner le change à l'ennemi. Beaulieu s'était donc hâté de s'emparer de Valence, et d'y jeter une division de troupes napolitaines; puis, avec le reste de son armée, il s'était précipitamment retiré sur la rive gauche du fleuve, bien résolu à disputer aux Français l'entrée du Milanais, et à leur livrer bataille sur la route de Milan ou sur celle de Pavie. Son quartier général fut établi à Valeggio, en arrière de l'Agogna, torrent considérable qui coupe la route, et dont il fit garder les passages; du côté de Pavie et sur la rive gauche du Pô, il fit occuper la position de Sommo; son avant-garde fut portée sur la Sesia, pour couvrir Novarre; une autre division fut établie à Buffarola, sur la route de Novarre à Milan; le reste de l'armée fut cantonné sur la rive gauche du Tésin. Des renforts lui arrivèrent de la Lombardie, et accrurent l'effectif de ses troupes; il disposait de cent vingt-trois pièces de canon et d'une assez forte cavalerie; enfin la ville de Pavie était protégée par des retranchements et des redoutes. Mais cette défensive devait être rendue inutile par les combinaisons hardies de Bonaparte. Le jeune chef républicain méditait de tourner l'armée de Beaulieu, et non de l'attaquer de front. Il allait renouveler contre son ennemi le mouvement stratégique par lequel il avait réussi à oc-

Avril 1796.

Bonaparte
manœuvre
pour
tourner l'ar-
mée
autrichienne.

Mai 1796. cuper le versant italien de la chaîne des Alpes, sans avoir eu à franchir ces montagnes.

Pour manœuvrer en sécurité sur la rive droite du Pô, il importait de se concilier la neutralité des princes secondaires qui gouvernaient Parme, Plaisance, et Modène. Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla étaient alors autant d'apanages de la maison d'Espagne, aux mains de l'infant don Ferdinand. Élève du philosophe Condillac, ce prince n'avait point hérité des doctrines de son maître. Pieux, résigné, mais sans énergie, il avait peur des Français, et n'osait en aucune façon retarder leur route. Il se trouva heureux de conclure avec Bonaparte un armistice, moyennant lequel il accordait aux Français le libre passage, et en outre deux millions en argent, seize cents chevaux, des secours, et, plus que tout cela, vingt tableaux des grands maîtres de l'école parmesane, l'honneur et la gloire de son peuple. Les envoyés du grand-duc, voulant racheter un célèbre tableau du Dominiquin, la *Communion de saint Jérôme*, offraient, en échange, de payer aux Français un million de plus : Bonaparte refusa, et se montra digne admirateur d'un chef-d'œuvre sans prix. Il est vrai qu'en envoyant sa conquête au directoire il eut soin de se faire pardonner cette prodigalité d'artiste, en mêlant à sa correspondance des railleries sceptiques : il écrivit que saint Jérôme *prenait mal son temps pour venir en France*. On a déjà vu que le duc de Modène était sous la menace d'une grosse rançon : Hercule-Renaud III, de la maison d'Este, ne jugea pas à propos d'entreprendre une lutte inégale ; ses ancêtres de

Le duc
de
Parme
achète la
paix.

l'époque des croisades eussent peut-être résisté jusqu'au dernier jour ; moins aventureux ; il subit les dures conditions qui lui furent imposées par la force.

Mai 1796.
Le duc de
Modène
se soumet à
payer
une rançon.

Les premiers jours de floréal furent employés à des manœuvres qui eurent pour résultat de tromper Beaulieu, et de le convaincre de plus en plus que les Français allaient franchir le Pô à Valence ; mais soudain, le 17 floréal (6 mai), par un brusque mouvement opéré sur la rive droite, Bonaparte, suivi d'un corps d'élite, descendit le Pô, et arriva le 18 à Plaisance. Là, un bac transporta sur la rive gauche un détachement commandé par le chef de brigade Lannes, et le poste autrichien chargé de défendre cette position fut surpris et dispersé. Le soir même, la division française passa le fleuve, et le lendemain les autres divisions de l'armée campaient sur la rive gauche du Pô. Une seule marche dérobée à Beaulieu avait permis à Bonaparte de tourner la Sesia, l'Agogna, le Tésin, et les retranchements élevés autour de Pavie. Par un retour offensif sur la gauche, il pouvait prendre l'ennemi à revers, et menacer la grande capitale du Milanais.

Les
Français
franchissent
le Pô.

Beaulieu, dont la vieille expérience venait d'être subitement en défaut, accourut précipitamment, suivi d'une portion de son armée, pour attaquer les Français et les rejeter sur l'autre bord du fleuve : il était temps. Le 20 floréal, Bonaparte avait écrasé à Fombio une forte division autrichienne, et forcé les vaincus à se retirer derrière l'Adda, l'un des plus considérables affluents du Pô. Beaulieu, empressé de les secourir, se porta sur le village de Codogno,

Préliminaires
du
combat de
Lodi.

Mai 1796.

que venait d'occuper la division Laharpe : il commença inopinément l'attaque, et le général Laharpe périt en disputant ce poste. Les Français, un moment découragés par la mort de ce brave chef, perdirent du terrain et se replièrent : le général Berthier les rallia, et l'ennemi fut à son tour contraint de battre en retraite et de se retirer sur Lodi, avec douze mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux. Là, il prit des dispositions pour concentrer les troupes qu'il avait disséminées sur la Sesia et le Tésin ; il prescrivit à ses lieutenants de venir le joindre, et de jeter, en passant, un renfort de soldats dans la citadelle de Milan : mais Bonaparte ne devait pas leur donner le temps d'obéir. Pendant que le vieux chef de l'armée autrichienne se retranchait à Lodi et derrière l'Adda, Bonaparte ordonnait au général Ménard, qui avait remplacé provisoirement le général Laharpe, de se diriger sur Pizzighetone, et de maintenir les communications de l'armée républicaine avec Plaisance ; il avait envoyé les grenadiers sur la route de Lodi, en les faisant appuyer par les divisions de Masséna et d'Augereau. La division Serrurier avait reçu ordre de marcher sur Pavie, d'enlever les magasins de l'ennemi, de protéger le flanc gauche de l'armée, et le mouvement offensif tenté sur Lodi.

Cette ville, située sur la rive droite de l'Adda, était au pouvoir d'un détachement de l'armée autrichienne ; mais le gros de cette armée, commandé par Beaulieu, s'était établi sur la rive gauche : là, elle se trouvait couverte par une rivière large, par des marais, et par une formidable artillerie. L'armée fran-

çaise, quoique opérant sur la rive droite, ne pouvait laisser sur ses ailes ou derrière elle des forces qui, si on négligeait de les combattre, pouvaient repasser l'Adda, et prendre Bonaparte entre Milan et Lodi. D'un autre côté, il n'avait pas été possible de tourner l'Adda au-dessous de Lodi, notamment à Pizzighetone : tous les passages praticables étaient gardés. Bonaparte jugea donc nécessaire d'attaquer de front et de disperser l'armée de Beaulieu : avant tout, il fallait la joindre. Or, le 21 floréal (10 mai), Bonaparte, dont le quartier général était à Casal-Pusterlengo, donna ordre à ses divisions de se porter sur Lodi, et de livrer bataille à l'armée autrichienne. Le plan de Beaulieu était de disputer le passage de l'Adda assez vigoureusement pour retenir les Français sur la rive droite, et, toutefois, d'éviter un engagement général, dont il redoutait l'issue. Au lieu d'attendre Bonaparte à Lodi, il se replia sur Crema, ne laissant dans la position qu'il abandonnait qu'une arrière-garde de dix mille hommes et trente pièces de canon. La ville de Lodi, attaquée le même jour, fut emportée par l'avant-garde républicaine ; mais les Autrichiens se préparèrent à défendre énergiquement le pont, long de plus de cent toises, et qui communique de Lodi à la route de Crema.

 Mai 1796.

Bataille
de
Lodi.
—
Les
Français
franchissent
l'Adda.

Par ordre de Beaulieu, une formidable artillerie avait été disposée pour foudroyer par le flanc et de front les troupes qui oseraient s'aventurer sur le pont de Lodi ; derrière ces batteries, dix mille hommes de vieilles troupes, protégés par le terrain et couverts par le large lit de la rivière, occupaient

Mai 1796. l'une de ces positions qu'à la guerre on a coutume de respecter. Cependant les divisions d'Augereau et de Masséna se tenaient abritées dans la ville; mais elles ne tardèrent pas à voir venir à elles les autres détachements de l'armée principale, et ce fut le moment que Bonaparte choisit pour ordonner à l'infanterie de franchir le pont au pas de course. En même temps il prescrivit à la cavalerie de remonter l'Adda, de passer cette rivière au gué de Mozzanica, pour venir ensuite tomber sur les ailes de l'ennemi. Pendant que la cavalerie s'éloignait en toute hâte pour opérer ce mouvement, les grenadiers républicains, formés en colonne, et ayant à leur tête le deuxième bataillon de carabiniers, se précipitèrent sur le pont, la baïonnette en avant, et au cri mille fois répété de *Vive la république!* Soudain les batteries autrichiennes dirigèrent sur eux un feu épouvantable : la tête de la colonne fut détruite par la mitraille, et les grenadiers hésitèrent; les officiers et les généraux ordonnèrent de serrer les rangs, et de reprendre le pas de course : les grenadiers obéirent, mais vers le milieu du pont, écrasés par l'artillerie, ils s'arrêtèrent de nouveau. Vainement des batteries françaises, établies sur la rive du côté de Lodi, cherchaient à les protéger, et à éteindre le feu des Autrichiens; les intrépides soldats de la république, écharpés par la fusillade et le canon, ne pouvaient ni rétrograder ni avancer. Cette incertitude allait tout compromettre; mais les généraux se dévouèrent. Berthier, Masséna, Cervoni, Dallemagne, le chef de brigade Lannes, le chef de bataillon Dupas, se por-

tèrent à la tête des soldats, les encouragèrent de la voix et de l'exemple, et leur montrèrent de nouveau le chemin. En quelques minutes le pont fut franchi, la première ligne de l'ennemi culbutée et détruite, le reste des divisions impériales dispersé et mis en fuite, abandonnant au pouvoir de l'armée française son artillerie, ses caissons, ses bagages. Aucun soldat autrichien ne s'échappait peut-être, si la cavalerie française avait pu opérer à temps le mouvement prescrit par Bonaparte; mais elle fut retardée par la profondeur des eaux, et quand elle arriva sur le champ de bataille, l'ennemi était déjà hors d'atteinte. Tel fut ce célèbre passage du pont de Lodi, dont le souvenir est encore l'orgueil des armées de la France. Les généraux ennemis, en mettant toute leur confiance dans le nombre de leurs canons, avaient compté sans le courage de nos soldats. L'Europe frémit en apprenant de quel généreux dévouement ils étaient capables, et la république éclata en longs transports d'admiration. Cette glorieuse affaire avait coûté à Bonaparte un millier d'hommes, mais elle lui avait livré la Lombardie. L'armée de Beaulieu, à cette nouvelle, abandonna précipitamment ses positions de Crema, et battit en retraite pour aller chercher un refuge derrière le Mincio et les remparts de Mantoue. Deux jours après, le 23 floréal, Pizzighetonne et Crémone ouvrirent leurs portes aux Français, et la capitale de Lombardie était à la veille de suivre leur exemple.

La terreur régnait à Milan, où l'on s'attendait d'heure en heure à voir apparaître l'armée républi-

Mai 1796.Milan et la
Lombardie
tombent
au
pouvoir
des
Français.

caine; des prières publiques avaient eu lieu, dans toutes les églises, par les soins du gouvernement impérial; les dames les plus distinguées par la noblesse de leur origine avaient quêté pour le soulagement des orphelins et des veuves. Bientôt l'épouvante fut au comble; toutes les personnes attachées à l'Autriche, ou compromises par leur situation, se hâtèrent de fuir; les émigrations furent si nombreuses, qu'il était devenu impossible de se procurer des moyens de transport ou des chevaux. Les jeunes princes fils de l'archiduc, et l'archiduchesse leur mère, prirent la route de Mantoue; et, avec eux, on vit partir les fonctionnaires, les courtisans, tout ce qui représentait le pouvoir. A la nouvelle de la bataille de Lodi, une immense agitation se manifesta, et les partisans de la démocratie ou de la France commencèrent à se montrer, à faire parade de leur joie et de leurs sympathies. Quelques heures s'écoulèrent ainsi, et l'on vit de loin déboucher par la route du sud les premières colonnes de l'avant-garde française. Ce fut le signal d'une explosion populaire. La multitude, qui est avide de changements politiques comme de représentations théâtrales, se prononça à sa manière contre l'Autriche, et détruisit partout les insignes de la domination impériale. Elle afficha, en gros caractères, sur la porte du palais de l'archiduc : *Maison à louer; s'adresser au commissaire Salicetti* (1). Enfin, le 25 flo-

(1) Salicetti était l'un des commissaires que le directoire avait envoyés en mission près de l'armée d'Italie pour surveiller les opérations militaires et les intentions de Bonaparte.

réal (14 mai), le général Masséna prit possession de Milan au nom de la république française, et, le lendemain, le général Bonaparte fit son entrée solennelle dans cette riche capitale. Depuis deux jours, une députation, présidée par le comte Melzi, était venue lui apporter les clefs de la ville à son quartier général, près du village de Marignan, ancien théâtre de la gloire de nos pères. Le 26 floréal, Bonaparte occupa le palais archiducal, où son logement avait été préparé; et les Français donnèrent un bal, où figurèrent, parées de rubans tricolores, celles des dames milanaïses qui n'avaient point émigré. C'est le malheureux sort de l'Italie de ne pouvoir arborer, dans ses joies comme dans son deuil, que des couleurs qui ne sont pas les siennes. Le jour même de son entrée à Milan, Bonaparte, après avoir pourvu au sort de ses troupes et aux nécessités de la guerre, s'occupait de donner une organisation administrative à la Lombardie. Les jours suivants, il surveillait l'envoi des trophées qu'il destinait à la France; et, par un patriotisme à la fois ardent et impie, il dépouillait l'Italie de ses gloires les plus chères, de celles que lui avaient léguées le Giorgion, le Guerchin, l'Espagnolet, le Corrège, les deux Carrache, le Dominiquin, Salvator Rosa, le Titien, et ce Raphaël qui demeurera sans égal. En même temps il achevait de déterminer la rançon du duc de Modène, et de vendre à la maison d'Este le pardon de la France. Enfin, impatient de poursuivre le cours de ses conquêtes, il adressait à son armée cette proclamation orgueilleuse :

« Soldats, vous vous êtes précipités comme un

Mai 1796.
Nouvelle
proclamation
de
Bonaparte.

« torrent du haut de l'Apennin ; vous avez culbuté,
« dispersé tout ce qui s'opposait à votre passage.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne,
« s'est livré aux sentiments naturels de paix et d'a-
« mitié qui l'attachent à la France. Milan est à vous,
« le pavillon républicain flotte dans toute la Lom-
« bardie ; les ducs de Parme et de Modène ne doi-
« vent leur existence qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil
« ne trouve plus de barrière qui la rassure contre
« votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda, n'ont pu
« vous arrêter un seul jour ; vous avez franchi ces
« boulevards vantés de l'Italie, aussi rapidement que
« l'Apennin.

« Tant de succès ont porté la joie dans le sein de
« votre patrie ; vos représentants ont ordonné une
« fête dédiée à vos victoires. Vos pères, vos mères,
« vos épouses, vos sœurs, vos amantes, se réjouis-
« sent de vos succès, et se vantent avec orgueil de
« vous appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait ; mais il
« vous reste encore beaucoup à faire. Dirait-on de
« nous que nous avons su vaincre, mais que nous
« n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité
« nous reprocherait-elle d'avoir trouvé Capoue dans
« la Lombardie ?... Non ! je vous vois courir aux
« armes, un lâche repos vous fatigue, les journées
« perdues pour la gloire le sont pour votre bon-
« heur. Eh bien, partons ! Nous avons des marches
« forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lau-
« riers à cueillir, des injures à venger... L'heure

« de la vengeance a sonné; mais que les peuples
 « soient sans crainte, nous sommes amis de tous les
 « peuples!...

Mai 1796.

« Rétablir le Capitole, y replacer avec honneur
 « les statues des héros qui le rendirent célèbre, ré-
 « veiller le peuple romain, engourdi par plusieurs
 « siècles d'esclavage, tel sera le fruit de vos vic-
 « toires!... »

Cependant l'Europe, saisie de crainte, se surprenait à croire Bonaparte sur parole, à ne pas examiner de trop près s'il ne mêlait point l'enflure à la gloire. Mais plus l'habile général attirait à lui l'attention publique, plus il inquiétait le directoire, et suscitait dans les régions du gouvernement des appréhensions secrètes et des jalousies. Le directoire, n'osant pas braver l'admiration de la France et compromettre l'avenir de la campagne, cherchait du moins à rétrécir le théâtre des opérations militaires du jeune général, à partager entre plusieurs noms l'honneur qui rendait un seul nom trop redoutable. En conséquence, il fit connaître à Bonaparte que son intention était de diviser en deux le commandement de l'armée d'Italie, et de confier à Kellermann le soin de continuer la guerre dans le Milanais, tandis que le vainqueur de Montenotte et de Lodi irait conduire une expédition contre Rome et Naples. Par cette tactique adroite, le directoire espérait réduire la gloire de Bonaparte à celle d'un brillant aventurier; il trouvait moyen de punir ce général d'avoir, sans l'aveu du gouvernement, conclu des armistices, et ouvert des négociations diplomatiques avec le Piémont, Parme et Modène. Bonaparte com-

Intrigues
 et jalousies
 du directoire
 à l'égard
 de
 Bonaparte.

Mai 1796.

prit cette pensée étroite et malveillante. Pour en neutraliser le fâcheux effet, il fit clandestinement avertir Barras qu'un million était à sa disposition à Gênes, et qu'il pouvait le faire prendre par un agent. Bonaparte estimait à cette somme la conscience ou les craintes de son protecteur ; mais comme il respectait Carnot, il s'ouvrit à lui franchement ; il lui fit part de sa répugnance à servir avec un homme *qui se croyait le premier général de l'Europe* : « d'ailleurs, ajouta-t-il, « je crois qu'il faut plutôt un mauvais général que deux « bons. » Le directoire insista ; il écrivit au général que ses répugnances n'étaient point fondées ; il lui fit observer que le gouvernement lui réservait l'honneur de délivrer du joug anglais la ville de Livourne et l'île de Corse, son pays natal ; il ajouta : « Le directoire « attache à l'exécution immédiate de ce plan un inté-
« rêt bien plus grand qu'à l'expédition dangereuse du
« Tyrol. En l'exécutant, vous ferez chanceler la
« tiare au front du prétendu chef de l'Église uni-
« verselle. » Cette perspective touchait peu l'ambition de Bonaparte ; mais le général, ne sachant comment vaincre l'obstination du gouvernement, offrit nettement sa démission : le directoire n'osa l'accepter, et Bonaparte demeura seul chargé de la conduite de la guerre.

Réaction
religieuse
et nationale
en Italie.

L'Italie est une reine vaincue, mais qui n'a pas cessé d'être reine : les Barbares ont brisé son épée, la grande épée avec laquelle Rome l'antique avait subjugué le monde ; mais ses mains désarmées ont ressaisi un sceptre non moins beau et non moins admirable, l'attribut royal de l'intelligence et des arts.

Tout ce qui portait un cœur italien voyait donc avec une douleur profonde les fourgons de l'armée française charrier par delà les Alpes les gages illustres de la gloire du siècle de Léon X ; ce peuple, dont les pères avaient dépouillé la Grèce et pillé Corinthe, s'indignait d'apprendre que les Gaulois exerçaient, après vingt siècles, de tristes et douloureuses représailles. Qu'allait faire la France impie et philosophique de ces tableaux arrachés aux cloîtres et aux églises ? N'était-ce pas méconnaître le droit des nations civilisées, que de dépouiller un pays de ses monuments artistiques ? Le privilège de la victoire et de la conquête pouvait-il aller aussi loin, et n'était-ce pas un brigandage sans excuse ? C'est là ce qu'on se disait à voix basse, mais sous l'empire d'une sincère consternation. Puis, en dehors de ces légitimes regrets du patriotisme italien, le peuple catholique exhalait des plaintes bien autrement graves. Bonaparte n'avait point tenu la promesse qu'il avait faite de respecter le culte et les temples. Comme il pratiquait cette maxime des anciens, que la guerre doit nourrir la guerre, il avait eu besoin de faire vivre son armée en Italie par les seules ressources de la conquête ; et de là des exactions, des tributs, des mesures bien autrement odieuses, et qui froissaient les croyances. L'argenterie, l'or, les diamants des tabernacles, avaient été enlevés brutalement ; les images de la Madone, objet de la vénération des fidèles, avaient été privées de leurs bijoux et de leurs ornements, amassés par la piété de plusieurs siècles ; les républicains iconoclastes avaient brisé la châsse de saint Ambroise et le reliquaire d'or de saint Charles Borromée ; les rapaces

Mai 1796.

commissaires du directoire avaient mis la main sur les trésors des cathédrales ; les religieux et les religieuses avaient été chassés de leurs monastères, les biens du clergé confisqués au profit de la nation ; on avait promené dans les rues des courtisanes transformées en déesses de la Liberté et de la Raison, et renouvelé sur la scène dramatique les orgies des mauvais jours de Chaumette et d'Hébert. Absorbé par les soins de la guerre, et encore dominé par la violence des passions soulevées autour de lui, Bonaparte n'avait point entièrement connu, ou du moins il n'avait point autorisé ces démonstrations sacrilèges ; mais Salicetti, et les aventuriers militaires que l'armée traînait dans ses rangs, s'étaient cru tout permis, et avaient tout osé. Il était certain que de pareils actes, accomplis au début de la campagne, en présageaient de plus sinistres encore ; et la population, bien que sous le poids de la menace ou de la force, éclatait en murmures, et n'attendait qu'un signal pour faire main basse sur les impies et les spoliateurs. Le clergé italien, presque entièrement sorti des rangs du peuple, y rentrait par la persécution et l'exil, et stimulait l'indignation patriotiquement pieuse de ce beau pays. Bientôt il se forma dans la haute Italie une vaste conjuration destinée à rappeler les *Vépres siciliennes*, souvenir fatal à la domination française en Italie.

Le mouvement embrassait la Lombardie et les provinces voisines de Venise ; le foyer du soulèvement était à Pavie. Pendant que les Français s'endormaient dans la pensée de leur victoire, leurs ennemis

firent circuler des bruits sinistres : ils annoncèrent que des troupes anglaises et des régiments d'émigrés venaient d'entrer en Italie, et de marcher au secours de ce pays; ils ajoutèrent que Beaulieu avait reçu un renfort de soixante mille hommes; puis, à un signal donné, l'insurrection éclata à Pavie et dans la contrée qui environne cette ville.

Pavie se montra digne des souvenirs du ^{viii}^e siècle, de cet âge reculé où, neuf mois durant, Charlemagne et ses barons, cuirassés et bardés de fer, avaient inutilement assiégé la ville lombarde. Pendant trois jours on se battit dans ses rues, et le sang français se mêla à celui des insurgés patriotes. Un mouvement analogue, mais moins grave, eut lieu à Milan : dans la campagne le peuple se souleva, coupa par le pied les arbres de la liberté, et traîna dans la boue la cocarde tricolore. Bonaparte comprit l'étendue du péril; les événements de vendémiaire l'avaient façonné aux révoltes de rues; il se montra énergique et implacable : le village de Binasco fut livré aux flammes; tous les Milanais pris les armes à la main furent fusillés, ainsi que la municipalité de la ville : trois fois l'ordre de mettre le feu à Pavie expira sur ses lèvres; il s'abstint d'ordonner cette épouvantable exécution, en voyant que la garnison française était demeurée intacte. Il somma l'archevêque de Milan d'intervenir auprès des rebelles, et de les rappeler à l'obéissance et à la paix. Le vénérable successeur de saint Charles Borromée consentit à se rendre auprès des rebelles, et, pour éviter des malheurs plus terribles, il les engagea à se soumettre. Un grand nombre

Mai 1796.

Insurrection.
Révolte
de Pavie.

Mai 1796.

de ces infortunés furent pris et fusillés, les autres posèrent les armes, et le général en chef rendit un arrêté portant : 1° que les généraux feraient marcher contre les villages les forces nécessaires pour les réduire, y mettre le feu, et faire fusiller tous ceux qu'ils trouveraient les armes à la main ; que tous les prêtres ou nobles restés dans les communes rebelles pouvaient être arrêtés comme otages, et envoyés en France ; 2° que tous les villages où l'on sonnerait le tocsin seraient sur-le-champ livrés à l'incendie ; 3° que tous les nobles et les riches qui seraient convaincus d'avoir participé à l'insurrection , soit en congédiant leurs domestiques, soit en déclamant contre les Français, seraient arrêtés comme otages, transférés en France, et punis, en outre, par la confiscation de la moitié de leurs biens. Pour mettre le comble aux exécutions et aux menaces, la malheureuse Pavie fut livrée au pillage pendant trois heures ; le mont-de-piété, la banque des pauvres, fut indignement spolié. Le général en chef n'excepta de cette dévastation que les maisons de Spallanzani et de Volta, savants illustres, dont l'Italie s'honorait d'être la mère. Jusque dans ses vengeances calculées, Bonaparte se souvenait que les conquérants antiques, en abandonnant aux flammes des cités entières, épargnaient, par respect pour leur renommée, les toits sous lesquels les grands poètes et les illustres sages avaient autrefois reçu le jour. Ainsi fut étouffée, dans le feu et dans le sang, cette vaste conjuration religieuse et nationale, qui, mieux que les armées de l'Autriche, menaça, dès l'origine, la puissance des Français en Italie. Éclairé

par cette funeste expérience, Bonaparte comprit davantage la nécessité de ne plus froisser le peuple italien dans son orgueil et dans ses croyances.

 Mai 1796.

Ces événements avaient ralenti le mouvement de l'armée française, alors en marche sur l'Oglio; ils permirent à Beaulieu de battre en retraite, et de prendre position entre Mantoue et Peschiera, sur le Mincio. C'était la dernière barrière de la Lombardie et de toutes les possessions de l'Autriche en Italie; il ne restait plus à l'empereur que l'importante place de Mantoue. Peschiera appartenait à la république de Venise; mais, malgré les protestations du gouvernement vénitien, qui prétendait se maintenir dans une neutralité impossible, l'armée impériale occupa militairement cette place; c'était pour les Impériaux le seul moyen d'empêcher les Français d'en prendre eux-mêmes possession; et déjà les républicains, fort peu soucieux de respecter les droits de Venise, s'étaient successivement emparés, au détriment de cette nation neutre, des villes de Brescia, de Crema et de Bergame. On touchait au 9 prairial (28 mai). L'armée autrichienne, protégée au nord par le lac de Garda et par les montagnes, couvrait les deux lignes du Mincio, sur une ligne longue de sept lieues; elle appuyait sa droite à Peschiera, son centre à Valleggio et à Borghetto, sa gauche à Mantoue. L'armée française, de son côté, après avoir franchi l'Oglio et la Chiese, menaçait la droite et le centre de l'ennemi; derrière elle, elle laissait la Lombardie terrifiée et soumise.

 Mouvements
et
positions
des armées.

Le gouvernement vénitien, si désireux de rester

Mai 1796.
Incertitudes
et terreurs
du
gouvernement
de
Venise.

neutre, se trouvait placé sous le poids d'un double affront : l'Autriche et la France violaient en même temps l'indépendance de ses villes ; son territoire, méconnu et flétri, allait être réduit à servir de champ de bataille aux armées étrangères. Dure extrémité, triste réveil, pour un peuple qui avait naguère joué un si vaste rôle ! Mais il est un jour marqué pour l'agonie des empires ; et si les uns meurent bravement et convulsivement, les autres s'éteignent peu à peu, faute de chaleur et de sang, comme un vieillard engourdi par la paralysie et l'âge. Vainement donc Venise se souvenait d'avoir à elle seule tenu tête à l'Europe coalisée contre elle ; vainement la sérénissime république remontait, par le souvenir, aux jours où le plus illustre de ses fils avait planté sur les murs de Constantinople le pavillon de Saint-Marc ; vainement, enfin, elle avait assisté chaque année aux pompeuses fiançailles de son doge et de sa mer : l'heure était venue où tant d'orgueil et de souvenirs allaient être reconnus impuissants. Cependant toutes les âmes n'étaient point glacées par la crainte. Si les vieux patriens consentaient à courber leur front et à laisser passer l'orage, les jeunes sénateurs demandaient à haute voix qu'on tranchât la question par l'épée. L'instinct de l'honneur national leur donnait de sages conseils. Avec une population de plus de trois millions de citoyens, une armée de trente mille hommes, une flotte qui couvrait l'Adriatique, des ressources militaires qu'on pouvait facilement doubler, Venise était encore en état de peser dans la balance et de commander le respect. Il est vrai que, pour en venir

là, il lui fallait abjurer une neutralité à la fois illusoire et impolitique, et se hâter de prendre un parti. En s'alliant à la république française, elle assurait à Bonaparte une prépondérance sans rivale dans toute la haute Italie; et Beaulieu, rejeté dans le Tyrol, pour se soustraire à un double ennemi, ne pouvait plus qu'abandonner le Milanais et le reste de la Péninsule à la domination de la France : en venant en aide à l'Autriche, Venise rendait la position des Français grave et difficile; et, quelles que fussent pour un avenir prochain les éventualités de la guerre, elle réussissait du moins à se garantir des ressentiments de l'Autriche, et à donner, au plus proche comme au plus redoutable de ses voisins, des gages sérieux de bon vouloir et d'amitié. Entre toutes ces extrémités, le gouvernement de Venise choisit celle qui convenait à sa nature craintive et inquiète : il préféra attendre les événements, et se maintenir dans une neutralité sans énergie et sans gloire; neutralité que les parties belligérantes entendaient bien n'accepter que sauf examen, et dans la limite de leur intérêt respectif.

Le Mincio séparait les deux armées. Cette rivière sort du lac de Garda à Peschiera, coule dans la direction du sud, forme une sorte de lac autour de Mantoue, et va se perdre dans le Pô, à trois lieues de cette ville, du côté de l'est. Entre Mantoue et Peschiera, trois ponts étaient jetés sur le Mincio, l'un à Rivalta, l'autre à Gioto, le troisième à Borghetto : ces divers passages étaient au pouvoir de Beaulieu. Le dessein de Bonaparte était de forcer le centre de la ligne ennemie; mais, pour y parvenir, il impor-

L'armée
française
passe
le Mincio.

Mal 1796.

tait de donner le change à l'armée autrichienne, de faire croire à son chef que l'intention des républicains était de tourner ses positions par le haut du lac de Garda, et de lui couper ainsi toute retraite du côté du Tyrol. Un tel projet n'aurait point dû abuser Beaulieu; il n'était guère possible d'admettre que les Français consentissent à faire un circuit jusqu'à Riva, à l'extrémité septentrionale du lac, et à occuper les défilés de l'Adige, tandis qu'ils laisseraient leur ennemi maître de manœuvrer dans le Milanais ou le Mantouan, et de ressaisir ses positions perdues. Cependant Bonaparte, pour mieux tromper son rival, prescrivit au général Kilmaine de se porter aux abords de Peschiera, et d'inquiéter cette ville. Le 10 prairial (29 mai), il fit occuper, par ses lieutenants, Dezenzano, Lonato, Monza, Monte-Chiaro et Castiglione, positions qui avoisinent la rive méridionale du lac et le territoire de Peschiera; mais, dans la nuit, les divers corps de l'armée française opérèrent un brusque retour vers Borghetto, village situé sur le Mincio, à peu de distance de Valeggio, quartier général de Beaulieu. Borghetto était défendu par l'avant-garde autrichienne, forte de quatre mille fantassins et de dix-huit cents chevaux. L'ennemi, soudainement attaqué sur la rive droite, se rejeta sur la gauche, en ayant soin de couper une arche du pont. Quoique foudroyés par les batteries autrichiennes, les Français parvinrent à rétablir le passage; des canons furent disposés sur la rive droite, et leur feu fit cesser celui de l'ennemi : à la fin, moitié dans l'eau, moitié sur le pont, les républicains

franchirent la rivière, et chassèrent l'avant-garde autrichienne de ses positions. Un moment après, ils atteignirent le village de Valeggio; mais ils y trouvèrent les Impériaux rangés en bataille. Pendant que Bonaparte se disposait à engager le combat, il donna ordre au général Augereau de remonter par la rive gauche, jusqu'à Peschiera, d'investir inopinément cette place, et de fermer à l'ennemi les gorges du Tyrol. Pour masquer ce mouvement, il fit canonner Valeggio; mais l'ennemi, averti du danger qui le menaçait, se replia précipitamment vers Castel-Novo, pour gagner la vallée de la haute Adige. En arrivant à Peschiera, Augereau trouva la place évacuée : il se porta en toute hâte du côté des Impériaux, pour inquiéter leur retraite. Dans cette journée importante, qui assura aux Français la ligne du Mincio et le territoire de Mantoue, la cavalerie républicaine, commandée par le jeune Joachim Murat, fit des prodiges de valeur : ce fut, pour Bonaparte, une espérance de plus; car jusqu'alors les cavaliers de l'armée d'Italie, se défiant de leurs propres forces, s'étaient tenus sur la défensive, et n'avaient point osé charger les premiers la redoutable cavalerie autrichienne. De part et d'autre on avait fait beaucoup de pertes en blessés et en morts, mais les résultats stratégiques obtenus par l'armée française ne lui semblaient point trop chèrement achetés (12 prairial).

La retraite des Autrichiens vers le Tyrol mettait à découvert la république de Venise, et Bonaparte commença à laisser percer au dehors ses projets d'envahissement. Le directoire lui avait écrit : « Venise sera

Bonaparte
menace
Venise.

Mai 1796.

« traitée comme une puissance neutre ; mais elle ne doit pas s'attendre à l'être comme une puissance amie : « elle n'a rien fait pour mériter nos égards. » Le directoire avait, en effet, contre Venise des sujets de plainte ; mais il ne voulait point les faire éclater prématurément. D'une part, il reprochait à Venise d'avoir livré passage aux Autrichiens ; de l'autre, il lui faisait un crime de ce que l'aîné des frères de Louis XVI, le prince que les royalistes saluaient du nom de Louis XVIII, jouissait tranquillement à Vérone des bienfaits de l'hospitalité. Lorsque l'armée française, déjà maîtresse de Bergame, de Brescia et de Créma, eut occupé Peschiera, le provéditeur Foscarelli, vieil oligarque vénitien, protesta, au nom de son gouvernement, contre cette nouvelle atteinte portée à l'indépendance d'une nation neutre. Bonaparte accueillit avec orgueil et dureté les plaintes du provéditeur, et ne lui répondit qu'en exigeant que Vérone ouvrît ses portes à l'armée française ; et comme Foscarelli suppliait qu'on n'abusât pas à ce point de la force, Bonaparte lui fit connaître qu'avant toute chose, le gouvernement vénitien devait se hâter d'enjoindre au frère de Louis XVI de s'éloigner de Vérone et des États vénitiens ; il ajouta qu'en cas de refus, il n'hésiterait pas à livrer aux flammes *une ville assez audacieuse pour se croire la capitale de l'empire français*. La terreur répandue par les exécutions militaires de Binasco, de Milan et de Pavie, était encore si grande, que Foscarelli s'inclina, et pria son gouvernement de céder à l'orage. Le pusillanime sénat de Venise prescrivit au chef de la race des Bourbons de

fuir loin de son asile ; et le prince , indigné de cet outrage , répondit : « Je partirai ; mais j'exige deux « conditions : la première, qu'on me présente le livre « d'or où ma famille est inscrite , afin que j'en raye « le nom de ma main ; la seconde, qu'on me rende « l'armure dont mon aïeul Henri IV a fait présent à « la noblesse vénitienne. » L'envoyé du sénat fit connaître que son gouvernement ne se résignerait pas à subir la loi de l'illustre exilé : Venise , parvenue à son déclin , n'était désormais forte que contre les faibles. Louis-Stanislas-Xavier , conservant toute la dignité du malheur , se rendit au quartier général du prince de Condé , dans les rangs de sa vieille et fidèle noblesse : « Ce n'est pas le roi qui vient commander « son armée , dit-il en se trouvant au milieu de ces « généreux courtisans ; c'est le premier gentilhomme « du royaume qui vient servir sous les ordres de l'héritier du grand Condé. » En même temps il adressa à l'émigration , cantonnée au delà du Rhin , la proclamation suivante : « Des circonstances impérieuses « nous retenaient depuis trop longtemps éloigné de « vous , lorsqu'une insulte , aussi imprévue que favorable à nos vœux , ne nous a plus laissé d'asile : « nous venons nous rallier au drapeau blanc , près « du héros qui vous commande , et que nous chérissons tous. Nous nous livrons avec confiance à l'espoir que notre arrivée sera pour vous un nouveau « titre aux généreux secours que nous avons reçus de « leurs majestés Impériale et Britannique. Notre présence contribuera sans doute , autant que votre va- « leur , à hâter la fin des malheurs de la France , en

 Mai 1796.

Le sénat
vénitien
ordonne
à Louis XVIII
de s'éloigner
de
Vérone.

Mai 1796. « montrant à nos sujets égarés, encore armés contre
 « nous, la différence de leur sort sous les tyrans qui
 « les oppriment, avec celui dont jouissent des enfants
 « qui entourent un bon père. » Cette espérance ne
 devait pas se réaliser.

Négociations.
 L'armée
 française
 occupe
 Vérone.

Pendant le cours des négociations qui eurent pour
 résultat l'occupation de Vérone par les troupes fran-
 çaises, de nouveaux magistrats vénitiens, les sénat-
 teurs Erizzo et Battaglia, furent chargés de s'entendre
 avec le général en chef, et de stipuler, s'il était pos-
 sible, en faveur des droits de leur pays. Bonaparte
 promit que son armée ne séjournerait sur le terri-
 toire de Venise qu'aussi longtemps que l'exigerait le
 soin de la guerre; il s'engagea même à la faire reti-
 rer incontinent, si Venise voulait se charger de fer-
 mer à l'armée autrichienne les routes de l'Italie et la
 vallée de l'Adige. Venise se garda bien d'accepter
 cette mission difficile; et les commissaires vénitiens
 mandèrent au sénat, à l'issue de leurs conférences :
 « La finesse des observations du général Bonaparte,
 l'étendue de ses vues, la manière dont il les déve-
 loppe, ses aperçus sur les intérêts de sa nation et
 des autres, tout cela nous autorise à penser, non-
 seulement que cet homme est doué de beaucoup de
 talent pour les affaires politiques, *mais qu'il doit*
avoir un jour une grande influence dans son pays. »

Bonaparte, comme on l'a vu plus haut, avait jugé
 par lui-même, et par l'étude des anciennes guerres
 dont l'Italie a été le théâtre, que le Pô, quelque large
 et profond que soit ce fleuve, forme une ligne dé-
 fensive mauvaise, parce qu'elle est trop étendue,

et qu'elle exige, d'une armée d'invasion, une trop grande dissémination de cantonnements et de forces.

Mai 1796.

La ligne de l'Adige lui parut offrir des avantages plus sûrs : ce fleuve, tant qu'il coule à travers les Alpes tyroliennes, est protégé d'un côté par le lac de Garda, de l'autre par des montagnes; au-dessus de Vérone, il fait un coude assez brusque, et dès lors il se dirige, presque parallèlement au Pô, jusque dans la mer Adriatique; sur une portion considérable de ce parcours, il traverse des marais qu'une armée peut difficilement franchir. C'était donc là une ligne défensive bien choisie; mais pour s'en rendre maître, et pour assurer la complète expulsion des Autrichiens, il fallait d'abord prendre Mantoue. Ici l'armée française se trouvait en face de graves difficultés.

Bonaparte
s'appuie
sur l'Adige,
et menace
Mantoue.

En se repliant vers la haute Adige, le général Beaulieu avait jeté dans l'enceinte de Mantoue une garnison, ou, pour mieux dire, une armée de quinze mille hommes : c'était plus qu'il n'en fallait pour conserver à l'Autriche le principal boulevard de l'Italie, et, au besoin, pour placer l'armée de Bonaparte entre deux feux. Mantoue est une ville forte, située au milieu de vastes marécages, environnée du nord-est au sud-est par un lac que forme le Mincio, et qui est divisé en lac supérieur, lac du milieu, et lac inférieur; elle est défendue par deux citadelles, et partagée en deux quartiers par un canal : depuis la guerre de sept ans, cette place n'avait cessé d'appartenir à l'Autriche. Malgré les sérieux obstacles qu'une pareille conquête présageait aux Français, Bonaparte avait résolu de l'entreprendre, et, s'il était possible, d'enlever

Mantoue.

Juin 1796.

Premières
opérations
du siège.

Mantoue par un coup de main, avant l'arrivée des forces impériales qui marchaient déjà au secours de cette ville : les Français manquaient d'ailleurs d'artillerie de siège, et, depuis la bataille de Lodi, les Autrichiens n'avaient rien épargné pour mettre la place à l'abri des attaques de leur ennemi. Quoi qu'il en soit, Bonaparte ne se laissa point rebuter : tandis que, par ses ordres, Masséna poursuivait, du côté de Peschiera et des montagnes, les restes épars de l'armée autrichienne, la division Augereau, et après elle la division Serrurier, commencèrent l'investissement de Mantoue. Le 16 prairial, le faubourg Ceriolo et le faubourg Saint-George furent emportés de vive force : maîtres des principales têtes de chaussées qui conduisaient à la place, les grenadiers républicains voulaient commencer l'assaut ; déjà ils se formaient en colonne, et quand on leur montrait les formidables batteries de la ville prêtes à les foudroyer, ils répondaient qu'à Lodi il y en avait encore davantage. Mais on ne prend pas une ville de guerre comme un pont, au pas de charge et à la baïonnette. Le général en chef donna ordre à ses compagnons d'armes de se replier au delà de la portée du feu. Il reconnut que le siège devait être commencé et continué dans les règles ; et comme le château de Milan tenait encore, il prescrivit de le contraindre à une prompte reddition, parce qu'il espérait trouver dans les arsenaux de cette citadelle le matériel d'artillerie dont il avait besoin pour venir à bout de la résistance de Mantoue. En attendant, il décida que le siège de cette dernière place serait changé en blocus, et il confia

ce soin à la division Serrurier. Mais déjà la sûreté de son armée semblait compromise, ses conquêtes étaient menacées.

Juin 1796.

Tandis qu'à travers les routes du Tyrol de nouvelles armées autrichiennes venaient, en toute hâte, reprendre l'offensive et venger les défaites de Beaulieu, sur tous les points de l'Italie les gouvernements et les peuples tenaient en échec les Français; les uns agissaient à guerre ouverte, les autres sourdement. Si l'on en excepte les petits États voisins de la ligne du Pô, qui tout récemment, et à si haut prix, avaient acheté la paix; à part encore la faction révolutionnaire qui, de gaieté de cœur, livrait l'Italie aux idées françaises, tout le reste de la Péninsule hésitait entre la crainte et la vengeance; de telle sorte qu'un revers sérieux, subi sur l'Adige, aurait suffi pour perdre Bonaparte. Mais il est pour les peuples des circonstances malheureuses, résultat d'une longue indolence, qui paralysent l'instinct national et font taire les plus justes ressentiments. Aucun royaume, plus que celui de Naples, n'avait détesté la révolution française et ne s'était engagé à la combattre. Pendant que le roi Ferdinand IV, préoccupé des plaisirs de la pêche, goûtait, dans sa belle capitale, les douceurs d'une popularité sans dignité, la reine Marie-Caroline et l'Anglais Acton, complice de son amour et de ses haines, avaient épuisé et dépensé, sans beaucoup de gloire, toutes les ressources du royaume des Deux-Siciles, dans le seul but de venir en aide à la coalition, et d'ajouter quelques ennemis de plus aux ennemis de la France. Durant les

État des
esprits en
Italie.

Naples.

trois dernières années qui s'étaient écoulées, ils avaient envoyé d'assez faibles contingents aux armées offensives de l'Autriche et de l'Angleterre, et consacré de grands trésors à créer le matériel d'une flotte sans matelots et sans officiers. L'infanterie napolitaine ne s'était jamais trouvée en état de franchir la frontière; mais la cavalerie avait pris une part assez obscure aux opérations de Beaulieu. Malgré ces médiocres résultats obtenus à l'aide d'efforts persévérants, Naples n'était point pour Bonaparte un ennemi à dédaigner entièrement. En cas de malheur, c'était un obstacle dangereux, qui accroîtrait par sa présence les difficultés de la situation et les impossibilités d'une retraite. Bonaparte prit la résolution subite de profiter de l'inertie à laquelle il venait de réduire Beaulieu, pour menacer le gouvernement de Naples d'une invasion, et pour le contraindre à solliciter la paix. Le succès couronna très-facilement cette politique. Le ministre Acton, homme de beaucoup d'intrigue et de peu de cœur, fut le premier à s'épouvanter de la possibilité d'une attaque. Il persuada à la reine que le royaume de Naples ne pouvait tenir tête aux armées victorieuses de Lodi et de Milan, il conseilla la paix; et l'altière Marie-Caroline, faisant taire son orgueil, se vit réduite, comme son cousin le roi d'Espagne, à demander grâce à la république française, encore teinte du sang de Marie-Antoinette et de Louis XVI. Le prince Pignatelli-Belmonte, envoyé extraordinaire du roi de Naples, vint trouver Bonaparte à son quartier général de Brescia, et proposa timidement une suspension d'armes, que devait suivre

Armistice
entre la
France et le
royaume
de Naples.

un traité de paix. C'était aller au-devant des désirs secrets du général républicain. Bonaparte, qui ne s'était déterminé qu'à regret à entreprendre une expédition contre Naples, s'en vit fort heureusement dispensé par la pusillanimité de ses adversaires. L'armistice sollicité le 17 prairial, et promptement ratifié par les deux gouvernements, imposait au roi de Naples la condition de demeurer désormais dans une stricte neutralité à l'égard de la France, et de n'ouvrir ses ports à aucun des vaisseaux armés appartenant aux ennemis de la république. La cour de Naples prenait en outre l'engagement de payer à la France la somme de huit millions, dont une partie pouvait être fournie en munitions navales. Ainsi Bonaparte s'assurait de la neutralité d'un des États les plus considérables de l'Italie, et se dispensait de tenter, du côté du midi, une expédition aventureuse, fort préjudiciable au succès de ses armes dans le nord. La terreur qu'inspirait son nom lui avait fort à propos tenu lieu de victoires.

Bonaparte espérait moins de Rome; mais il ne renonçait pas à employer, à l'égard du souverain pontife, la politique d'intimidation et de ruse dont il venait de recueillir les fruits. Aux yeux de la république française, le vénérable Pie VI n'était point un ennemi ordinaire : il représentait moins une puissance belligérante qu'un principe; et ce principe, l'indépendance spirituelle de l'Église, était souverainement détesté par les révolutionnaires de l'école philosophique, parce qu'il leur avait suscité les plus sérieux et les plus opiniâtres embarras qu'ils eussent eu à

Bonaparte
menace
les États
pontificaux.

Juin 1796.

combattre. Élevé depuis plus de vingt ans sur le trône de Saint-Pierre, pontife pieux, souverain éclairé et magnifique, Pie VI n'avait pu abandonner l'Église de France aux usurpations de l'assemblée constituante : il avait généreusement repoussé, comme attentatoires aux droits du saint-siège, les innovations schismatiques décrétées contre le clergé. La philosophie et le jansénisme, installés au pouvoir par la puissance des révolutions, s'étaient indignés de cette barrière élevée contre leurs œuvres. De là, des luttes, des persécutions, des crimes qui duraient depuis sept ans, parce qu'un abîme appelle un abîme, et qu'il n'est pas permis de s'écarter de la justice et du droit sans se laisser entraîner par la nécessité, et la logique de l'iniquité, jusqu'aux violences les plus extrêmes. Aux yeux des hommes impies qui gouvernaient la France, Pie VI représentait, à juste titre, le clergé orthodoxe, l'élément catholique : avec lui on ne voulait ni paix ni trêve; contre lui tout semblait permis, parce que de tout temps il y a eu guerre, sans transaction possible, entre le bien et le mal, entre le mensonge et la vérité. Le directoire se montrait ardemment animé de ces passions mauvaises à l'égard du chef de l'Église catholique; et le ridicule sectaire Larevellière-Lépeaux applaudissait surtout aux victoires de l'armée d'Italie, parce qu'à ses yeux elles devaient avoir pour résultat d'effacer le pape du nombre des souverains, l'Église du nombre des institutions. Aussi Bonaparte recevait-il fréquemment l'ordre de déposer le souverain pontife. On lui représentait que Pie VI était l'âme de la résistance catholique de la

Vendée; on lui rappelait qu'il avait joint ses drapeaux à ceux de la coalition; on lui parlait sans cesse de Basseville, l'envoyé de la république française, assassiné lâchement par la populace transtévérine, et dont, depuis bientôt quatre ans, le sang criait contre le gouvernement romain : on oubliait de dire que, le premier entre tous, Pie VI avait déploré le crime commis par ses sujets contre le droit des gens, et l'on affectait de l'en croire complice, afin d'avoir un prétexte de plus pour conquérir le Capitole, et ressusciter l'impossible et décevant fantôme de la république romaine.

Corse de naissance, Bonaparte gardait, au milieu de l'exaltation républicaine, quelques restes des pieuses leçons de sa mère, quelque empreinte de la foi vive qui anime les montagnards de son pays. Dans sa famille on conservait respectueusement le souvenir d'un Bonaparte qui jadis avait été béatifié; lui-même se rappelait, parfois avec remords, les doux souvenirs de sa première communion et de la vieille chapelle de Brienne; quoique jacobin de forme et de langage, dans le fond de l'âme il respectait le pape, et reconnaissait en lui le chef véritable de l'univers catholique : aussi ne se montrait-il guère disposé à se faire, jusqu'au bout, l'instrument des fureurs du directoire. Il distinguait toutefois entre le vicaire de Jésus-Christ considéré comme pontife, et le pape souverain temporel. Ce dernier faisait la guerre à la république; Bonaparte ne se faisait pas scrupule de le combattre et de le dépouiller de son territoire. Il n'examinait pas si Pie VI avait eu de justes griefs à

Jun 1796.
Le directoire
exhorte
Bonaparte
à détruire la
puissance
temporelle et
spirituelle
des
papes.

Bonaparte
hésite.

Juin 1796.

faire valoir ; si la confiscation d'Avignon et les menaces de la propagande ne l'avaient pas autorisé à repousser la guerre par la guerre : c'étaient là pour Bonaparte des questions de diplomatie qui devaient être réservées aux gouvernements , et non aux hommes d'épée. Quoi qu'il en soit, si peu résolu qu'il fût à faire la guerre à l'Église comme puissance spirituelle , il tenait à se mettre à couvert des entreprises du souverain temporel de Rome. Le pape avait promis de fournir à la coalition un contingent de près de trente mille hommes ; sur ce nombre , la moitié à peine étaient encore équipés et armés , et , quoique soldats inexperts à la guerre , c'étaient encore là des ennemis menaçants pour la sécurité de l'armée française. Aussi Bonaparte donna-t-il au général Augereau l'ordre de passer le Pô , et d'entrer à main armée sur le territoire du saint-siège. Un autre corps , composé de divers détachements et de la soixante-quinzième demi-brigade , se rassembla à Plaisance , sous la conduite du général Vaubois. Le 30 prairial (18 juin) , Augereau entra dans Bologne ; la garnison pontificale , chargée de défendre cette ville , mit bas les armes et se rendit à discrétion. Le même jour , un autre lieutenant de Bonaparte s'empara , sans coup férir , de la forteresse et de la garnison d'Urbino ; on y trouva cinquante pièces de canon , des munitions de guerre , et des vivres en abondance. La citadelle de Ferrare avait été mise en état de défense ; elle renfermait cent quatorze canons : mais , à l'approche d'Augereau , elle capitula , et l'artillerie dont les Français devinrent maîtres permit à Bonaparte de former un

Le territoire
du
saint-siège
est envahi.

Prise
de Bologne ,
d'Urbino
et de
Ferrare.

équipage de siège pour tenter la prise de Mantoue. Ces succès rapides, obtenus par le seul ascendant du nom français, répandirent une vive épouvante dans les États de l'Église ; et le pape crut voir se renouveler ces jours de deuil, où le connétable de Bourbon dressait ses échelles contre les murs de Rome. Il se hâta donc d'envoyer au quartier général de Bonaparte monsignor Antonio Guidi, et de réclamer l'intervention officieuse du chevalier d'Azara, alors ministre d'Espagne près de Sa Sainteté. Cet émissaire de Manuel Godoï, digne de son maître, livra à Bonaparte le pape et le saint-siège, et il se hâta de conclure un armistice des plus onéreux pour le souverain pontife. En vertu de ces stipulations, les légations de Bologne et de Ferrare durent continuer d'être occupées par des garnisons françaises ; le pape eut en outre à payer vingt et un millions ; à céder, jusqu'à la paix, à l'armée républicaine, les côtes de l'Adriatique depuis le Pô jusqu'à Ancône, les arsenaux et les magasins de cette ville, et enfin cent objets d'art et cinq cents manuscrits de la bibliothèque du Vatican, au choix des commissaires français. Bonaparte stipula expressément que, parmi ces monuments précieux, on ferait figurer les bustes antiques des deux Brutus. Aux jours de la république romaine, que ces images rappelaient, la rançon payée aux Gaulois avait été moins lourde et moins brutalement exigée ; et cependant une heure devait venir où Bonaparte ne se contenterait pas de si peu.

Juin 1796.

Le pape se hâte de conclure un armistice.

Quelques troubles s'étaient élevés dans les fiefs impériaux voisins de la république de Gènes ; le peuple,

Troubles dans les fiefs impériaux.

Juin 1796.Compression
violente.

humilié par les Français et toujours prêt à venger la querelle de ses églises, se laissait aller à des actes d'hostilité ou de résistance, d'autant plus dangereux pour l'armée française, qu'un soulèvement général accompli du côté du Piémont et de l'Apennin aurait pu isoler Bonaparte dans un vaste cercle d'ennemis. Des bandes armées assassinaient nos courriers et attaquaient nos convois; un détachement français était cerné par le peuple italien dans le bourg d'Arquata, à quelques lieues de Tortone. Il importait d'agir avec vigueur, et de maintenir les communications de l'armée avec la France. Bonaparte confia à Lannes, récemment nommé général de brigade, le commandement d'une colonne mobile forte de douze cents hommes : à la tête de cette troupe, Lannes entra dans les fiefs impériaux, prit de vive force le village d'Arquata, fit fusiller les chefs des rebelles, et livra leurs maisons aux flammes. Pour rendre ce traitement rigoureux plus efficace, Bonaparte soumit les fiefs au régime de terreur qui déjà pesait sur le territoire de Milan et de Pavie; il fit raser le château du marquis de Spinola, sénateur génois, signalé comme le principal moteur de l'insurrection; il annonça que tous les villages où l'on sonnerait le tocsin seraient réputés rebelles, et détruits par le pillage et par l'incendie; que tout individu pris les armes à la main serait fusillé; que tous les seigneurs feudataires de l'Empire seraient tenus de prêter serment de soumission à la France, sous peine d'être traités en séditeux et de voir confisquer leurs biens. Ces mesures répandirent au loin l'épouvante, et le

peuple se résigna à subir un joug que garantissaient le fer et le feu. Juillet 1796.

Cependant, sur un point éloigné du théâtre des exécutions militaires de Lannes, un généreux patriotisme arma contre les Français une partie des populations de la Romagne; la place d'armes des insurgés fut établie à Lugo, petite ville enclavée dans la province de Ferrare, mais qui continuait d'appartenir au pape. Des proclamations appelaient le peuple de cette contrée à se lever en masse, et à combattre pour la cause de *ses saints protecteurs, du souverain pontife et de la patrie*. Ce mouvement national prit en quelques heures un développement rapide, et la situation des Français fut sérieusement compromise dans la Romagne. Quelques dragons de la division Augereau périrent dans une embuscade; le peuple lugoïse coupa leurs têtes, et les promena en triomphe dans la campagne. Augereau voulut en vain essayer les voies de la modération : les insurgés prirent sa patience pour de la faiblesse, et refusèrent de poser les armes. Alors Augereau fit marcher contre Lugo un corps de troupe; cette division rencontra en chemin les colonnes qui s'intitulaient *armée catholique et papale*; un combat meurtrier fut livré; les insurgés catholiques luttèrent pendant trois heures avec un ardent courage; à la fin ils furent taillés en pièces, et abandonnèrent deux mille morts sur le champ de bataille. Les Français les poursuivirent, entrèrent sur leurs pas dans Lugo, et livrèrent cette malheureuse ville à tous les excès de la fureur et de la vengeance; tous les individus rencontrés dans les rues ou dans leurs

Soulèvement
des
Romagnols.

Combat de
Lugo.

Représailles
militaires.

Juillet 1796. maisons furent massacrés ; pas un homme ne trouva grâce. Après cette lamentable boucherie, Augereau prit un arrêté aux termes duquel toute ville dans laquelle un Français aurait été assassiné devait être immédiatement livrée aux flammes ; tout habitant convaincu d'avoir tiré un coup de fusil sur un Français devait être fusillé, et sa maison brûlée ; tout village qui s'armerait serait incendié. Ces rigueurs atroces, quoi qu'on ait pu dire, excèdent ce que le droit des gens et les lois de la guerre autorisent, même contre des ennemis armés. La république française les approuvait, elle les trouvait justes : et cependant que n'avait-elle pas dit lorsque le prince de Brunswick avait publié, au début de la guerre, ce trop célèbre manifeste dans lequel il menaçait de punir de mort tout individu isolé qui oserait combattre l'armée d'invasion ! La civilisation s'était à bon droit révoltée contre cette prétention d'un ennemi qui se croit fort : il n'y a pas de loi humaine qui puisse interdire à un peuple envahi le droit de se défendre. La révolte de Lugo n'en fut pas moins étouffée dans le sang ; et le clergé italien, pour épargner aux malheureux habitants les tristes conséquences de l'insurrection, les engagea lui-même à se soumettre et à obéir : « Rendez à César ce qui est à César. Jésus-Christ ordonne d'obéir à celui qui a la force. » C'était là ce que prêchait à son troupeau le pieux et modeste cardinal Chiaramonti, alors évêque d'Imola : plus tard, à son tour, ce prélat, parvenu au trône pontifical sous le nom de Pie VII, devait donner au monde l'exemple de la résistance chrétienne.

La Toscane était neutre et résignée ; elle avait, la première, sollicité l'amitié de la convention nationale : pouvait-on lui demander davantage ? Il est vrai que Livourne , le plus considérable de ses ports , et le grand entrepôt du commerce de l'Italie , était en ce moment encombré de marchandises anglaises et de vaisseaux anglais. Bonaparte s'était plaint fort souvent de ce que le pavillon français avait été insulté à Livourne par les Anglais, sans que les troupes du grand-duc eussent eu la force de le faire respecter. Il déclara que, pour ne point tolérer davantage un pareil état de choses, il ferait lui-même la police du port; et Murat, qui précédemment s'était mis en marche contre Rome, reçut ordre de tourner brusquement sur sa droite, et de s'emparer de Livourne. Prévenus à temps par leurs espions, les Anglais se hâtèrent de mettre à la voile et de se réfugier en Corse. On sait que depuis bientôt deux ans ils avaient fait la conquête de cette île, et qu'ils y avaient établi le gouvernement du roi George. Quand Murat arriva à Livourne, les vaisseaux anglais avaient déjà cinglé vers la haute mer, et les Français ne purent saisir que des magasins et des marchandises. Le commissaire Salicetti se consola en renouvelant, contre le commerce de Livourne, les anciennes mesures de spoliation dont le comité de salut public avait plusieurs fois prescrit l'usage : on mit le séquestre sur toutes les caisses, on imposa révolutionnairement les banquiers, on confisqua les entreprises de commerce. Toutes ces exactions produisirent à la république française une proie de vingt-cinq millions de francs, qui entrèrent

 Juillet 1796.

 Les Français
s'emparent
de
Livourne.

Juillet 1796.

Bonaparte
à
Florence.

dans le trésor de l'armée. Le grand-duc de Toscane, trop faible pour punir cet outrage, préféra le subir et fermer les yeux. Il invita Bonaparte à s'arrêter à Florence lorsqu'il se rendrait à Livourne; et, au jour marqué, il fit au jeune général républicain les honneurs de sa belle capitale. Bonaparte, entouré de flatteries et de prévenances, jouit avec un orgueil mal comprimé de cette humiliation imposée au frère de l'empereur d'Allemagne. Il affecta une contenance polie, mais froide. L'archiduc le conduisit dans sa célèbre galerie, et lui fit voir toutes les richesses artistiques qui en faisaient la gloire. Bonaparte causa en juge éclairé; du moins il émit son sentiment, et nul n'osa le contredire. Ce fut dans le cours de cette réception que lui parvint une nouvelle bien importante : la forteresse de Milan, assiégée depuis six semaines, venait de capituler (11 messidor, 29 juin). « Eh bien ! s'écria Bonaparte en faisant « part au grand-duc de cet événement, l'empereur ne « possède plus une seule place en Lombardie. » Et le souverain de la Toscane, profondément affligé des désastres de sa maison, se vit contraint de prendre une attitude calme et souriante. Il fit plus; et, sans s'arrêter au triste souvenir de Marie-Antoinette, il invita à dîner le régicide Salicetti. Soit exaltation de jacobin, soit sentiment des convenances, Salicetti épargna au prince un affront de plus, et refusa son offre.

Depuis la fin de prairial et durant le mois de messidor, les divisions de l'armée d'Italie, cantonnées sur l'Adige, sur le Mincio et autour de Mantoue, étaient demeurées dans une sorte d'inaction. De son côté, le

général Beaulieu s'était retranché à Roveredo, sur le haut Adige, près de l'extrémité supérieure du lac Garda, et à quelques lieues au sud de Trente. La cavalerie autrichienne occupait cette dernière ville; d'autres corps étaient stationnés à Caliano, près du village d'Ala, et sur les montagnes qui, de ce côté, dominant les vallées du Tyrol. Ces positions étaient fortes; Beaulieu, avec quinze mille hommes, pouvait encore les défendre jusqu'à l'arrivée des nouvelles troupes dont il sollicitait l'envoi. Il devait d'autant moins redouter d'être attaqué ou vaincu, que l'armée française, en partie occupée au blocus de Mantoue et à la surveillance de la Lombardie, ne pouvait agir contre lui avec ensemble et vigueur; mais ce vieillard, honteux d'avoir vu ses talents et sa longue expérience déjoués par un jeune homme jusqu'alors obscur et inconnu, avait en quelque sorte perdu l'énergie et le sang-froid nécessaires au chef d'une armée : il ne songeait plus à résister, mais à battre en retraite. Il supplia qu'on lui envoyât promptement soixante mille hommes, ou qu'on acceptât sa démission. « Je fuirai, écrivait-il, demain, après-demain, tous les jours, jusqu'en Sibérie, *s'il prend envie à ces diables de m'y poursuivre*. Mon âge me donne le droit de tout vous dire : dépêchez-vous de faire la paix, à quelque prix que ce soit. » Le conseil aulique ne voulut pas céder aux conseils d'un vieillard démoralisé par ses défaites; il préféra retirer à Beaulieu le commandement de l'armée, et faire marcher sur l'Adige de nouvelles troupes détachées des armées d'Allemagne, et placées sous les ordres du général

Juillet 1796.

Événements
militaires
du
côté de
l'Adige et du
Tyrol.

Juillet 1796.

Une nouvelle
armée
autrichienne,
aux ordres
de

Wurmser,
entre
en Italie.

Wurmser. En même temps des préparatifs extraordinaires de défense se faisaient dans toute l'étendue des États autrichiens : l'Empire semblait transformé en un vaste arsenal, la ville de Vienne en un camp de guerre. Bientôt, en vertu des ordres du gouvernement, vivement secondé par l'enthousiasme de la noblesse, on travailla à organiser une troisième armée, destinée à son tour à servir de réserve aux troupes de Beaulieu et de Wurmser, et à couvrir les frontières de la patrie, menacées du côté du Tyrol.

Siège
de
Mantoue.

Il était temps que l'Autriche se hâtât de venir au secours de la garnison de Mantoue : la reddition de la citadelle de Milan, et la prise de quelques places fortes de la Romagne, avaient mis à la disposition de Bonaparte toute la grosse artillerie dont il avait besoin pour changer le blocus en siège. Dans les premiers jours de messidor, la division Serrurier, chargée de réduire la place, avait été occupée à élever dans la campagne divers ouvrages de guerre destinés à tenir la garnison en respect. A son retour de Toscane, Bonaparte vint lui-même présider aux opérations des assiégeants, et communiquer à l'armée une nouvelle ardeur.

Mantoue, ville ancienne et poétique, berceau de Virgile, s'élève dans une île couverte, au nord, par l'espèce de lac que forme le Mincio. De ce côté, la place communique avec la rive gauche et la campagne par deux ponts longs et étroits, dont les têtes sont défendues par le fort Saint-George et la citadelle de Porto. Sur la rive droite, le lit du Mincio est beaucoup moins large; mais il est protégé par des espaces

marécageux. De ce côté, trois ponts et trois routes conduisent à la ville; et Mantoue y est encore couverte par une double enceinte, par deux îles, et des retranchements dont l'abord est très-difficile. Il est vrai que le peu de profondeur du lac et le voisinage des marais exposent la ville, pendant les chaleurs de l'été, à des exhalaisons putrides et pestilentielles, et lui font supporter péniblement les misères inséparables d'un blocus ou d'un siège. Cet inconvénient se produisait surtout dans les mois de messidor et de thermidor. Ajoutons que, depuis l'année 1734, la ville n'avait point été assiégée, et que l'habitude d'une longue sécurité avait beaucoup affaibli, particulièrement du côté du sud, les moyens ordinaires de défense. Cependant la ville était protégée par une forte artillerie et par une puissante garnison. Enfin, on se rappelle que, vers le milieu de prairial, le fort Saint-George, l'une des têtes de pont qui couvrent le lac, était tombé au pouvoir de l'armée française.

Le 27 messidor, les grenadiers français essayèrent de s'emparer de la porte Catena, du côté du lac; mais les eaux étaient trop peu profondes, et, sur ce point, il ne fut pas possible de conduire des barques. Le lendemain, les Autrichiens furent chassés d'un petit camp retranché qu'ils avaient conservé à Migliaretto. Le 29, le chef de brigade Chasseloup commença l'ouverture de la tranchée; le même jour, les batteries françaises établies à Saint-George, à Pradella et à la Favorite, ouvrirent simultanément leur feu, et firent pleuvoir sur la ville des boulets rouges et des bombes. Ces décharges, fréquemment répétées, exercèrent

Juillet 1796.

Juillet 1796.

dans la place de si nombreux ravages, que Bonaparte crut pouvoir faire sommer la garnison de mettre bas les armes. Le brave Canto d'Irlès, d'origine espagnole, était gouverneur de Mantoue; il répondit : « Les lois « de l'honneur et du devoir m'imposent de défendre « jusqu'à la dernière extrémité la ville qui m'est con- « fiée. » Les jours suivants, Bonaparte pressa active- ment les travaux du siège, et fit élever de nouvelles batteries. Ces efforts multipliés réservaient aux Fran- çais la réalisation prochaine de leurs espérances, lors- qu'ils apprirent que Wurmser, à la tête d'une puis- sante armée autrichienne, débouchait enfin du côté du Tyrol et par la vallée de l'Adige (4 thermidor- 20 juillet).

Forces
respectives
des
armées
autrichiennes
et
françaises
dans la
haute Italie.

L'armée de Bonaparte, en y comprenant les divi- sions occupées au siège de Mantoue et celles qui, du lac de Garda à Valeggio et de Vérone à Legnago, couvraient le Mincio et le cours de l'Adige, pouvait alors s'élever à quarante-quatre mille combattants; le surplus occupait des positions éloignées, Livourne, la Romagne, Milan, les places fortes du Piémont et de la Lombardie. Le chiffre de l'armée de Wurmser s'élevait à près de soixante mille soldats, sans com- prendre un détachement laissé en arrière, dans l'é- vêché d'Inspruck. D'après les instructions données à Wurmser par le conseil aulique, ces troupes étaient partagées en trois colonnes principales : deux de ces colonnes longeaient les deux rives du lac Garda, pour tourner par Brescia l'armée française, et s'interpo- ser entre elle et Milan; la troisième, forte de vingt- neuf bataillons et de quatorze escadrons, sous les

ordres de Wurmser, s'avancait par Montebaldo, entre l'Adige et le lac de Garda, vers le Mincio, et se disposait à attaquer de front l'armée de Bonaparte. Ainsi Wurmser, comme Beaulieu, avait commis la faute de morceler ses troupes; mais il comptait sur leur supériorité numérique, et il espérait pouvoir envelopper l'armée française dans un vaste réseau, et la contraindre à poser les armes sans combattre.

Les débuts de l'armée autrichienne parurent d'un présage favorable. La colonne de droite, forte de vingt mille hommes, et commandée par le général Quasdanowich, enleva aux Français deux postes importants, Salo et Brescia; elle fit deux mille prisonniers, et déboucha à la fois par les routes de Mantoue et de Vérone. Ce mouvement, exécuté avec vigueur, favorisait l'attaque que Wurmser devait diriger sur le centre, et coupait aux Français toute retraite du côté de Milan (11 thermidor). L'aile gauche, sous les ordres du général Davidowich, descendit la rive gauche de l'Adige, par Ala et Dolce; tandis que le général Mezaros, avec un corps de troupes, se portait sur Vérone. L'avant-garde de la division Masséna, commandée par Joubert, occupait alors des positions retranchées entre l'Adige et la montagne de Corona; elle y fut attaquée par un corps d'armée considérable, aux ordres du général Sebottendorf, et se vit contrainte de se replier sur Rivoli, après avoir essuyé des pertes. La division de Masséna, ne pouvant elle-même tenir tête à des forces disproportionnées, se rejeta à son tour sur Piavesano, entre Rivoli et Castel-Novo, gagnant de vitesse sur l'armée de Wurmser.

Premiers
combats vers
le
haut Adige.
—
Échecs
des
Français.

Juill. 1796.

Pendant ces opérations, funestes à l'armée française, et qui firent perdre aux républicains une partie de leur ligne au-dessous des Alpes tyroliennes et sur les deux rives du Mincio, on remarqua la brillante conduite du général Guyeux et d'un bataillon de la quinzième légère. Cette troupe d'élite, coupée par l'ennemi, se retrancha dans un château, et s'y défendit vaillamment, pendant deux jours, contre les attaques d'un ennemi victorieux et supérieur en nombre (12 thermidor).

Bonaparte
assemble
son conseil,
et
se détermine
à garder
l'offensive.

Pendant que, sur la droite du Mincio, Quasdanovich poussait devant lui les bataillons français découragés, et que, de Roveredo à Peschiera et de Rivoli à Vérone, nos avant-postes étaient menacés par les grandes colonnes autrichiennes aux ordres de Wurmser et de Mélas, une sorte de panique régnait dans l'armée républicaine : on se demandait avec inquiétude, au quartier général de Bonaparte, comment il serait possible, à l'aide de troupes surprises ou inférieures en nombre, de faire face aux armées qui descendaient du Tyrol, et de continuer en même temps le siège de Mantoue. On dit que Bonaparte se laissa un moment troubler; qu'il eut l'idée de quitter le Mantouan et de se réfugier derrière l'Adda, abandonnant ainsi à Wurmser la double ligne de l'Adige et du Mincio : mais ce qu'on raconte des hésitations du général en chef mérite peu de foi; la hardiesse et l'énergie de son caractère n'autorisent pas à admettre, sans preuves certaines, qu'un seul moment il ait faibli. Il se borna à assembler son conseil, à recueillir les avis de ses lieutenants : la plupart insistèrent pour

la retraite. Augereau, jacobin grossier, mais soldat intrépide, protesta contre tout mouvement rétrograde, qui, à coup sûr, compromettrait la campagne et affaiblirait le moral de l'armée. Tel était l'avis secret de Bonaparte ; aussi, après avoir levé le conseil, le général en chef ne tarda-t-il pas à tout disposer pour garder l'offensive et arrêter les progrès de l'ennemi.

Bonaparte avait le coup d'œil trop sûr pour ne pas reconnaître qu'il était hors de son pouvoir de tenir tête, à la fois et sur tous les points, aux puissantes colonnes de l'armée autrichienne ; mais, formé de longue main à l'étude de la guerre, il ne désespéra pas de les attaquer et de les détruire séparément. C'est le secret des grands capitaines, lorsqu'ils commandent à des troupes inférieures en nombre, de savoir habilement compenser ce désavantage en isolant les divers corps de l'ennemi, et en les détruisant l'un après l'autre, avant qu'ils aient eu le temps de s'entre-secourir. Le terrain facilitait ici l'emploi de cette manœuvre. De Mantoue à Riva, ville située à l'extrémité supérieure du lac de Garda, sur une ligne de vingt-cinq lieues, un lac profond et large, et ensuite le Mincio, formaient une barrière naturelle entre le corps de Quasdanowich et les divisions de l'aile gauche et du centre de l'armée ennemie. L'armée française était toujours maîtresse de la ligne du Mincio : il s'agissait donc pour elle de garder les passages peu nombreux de cette rivière, d'écraser du côté de Solo et de Brescia les troupes de Quasdanowich, qui s'y étaient aventurées ; de repasser ensuite, avec la rapi-

Les
Français
lèvent le
siège
de Mantoue.

Juill. 1796.

dité de l'éclair, sur la rive gauche du Mincio, et de battre successivement le centre, l'aile droite et les autres divisions impériales. Mais, pour tenter avec sécurité un semblable mouvement, il était nécessaire de réunir à l'armée d'expédition la division que Bonaparte avait détachée contre Mantoue : on ne pouvait y parvenir qu'en abandonnant le siège et en découvrant la place, mesure extrême, qui rendait inutiles les efforts tentés à grands frais depuis deux mois. Bonaparte n'hésita point : il ordonna aux troupes assiégeantes de replier leurs tentes, et d'abandonner sur le terrain la nombreuse artillerie qu'elles y avaient concentrée : cent cinquante pièces de canon, provenant des arsenaux ennemis, furent donc laissées devant la place et enclouées. Ce sacrifice était nécessaire ; il ne pouvait d'ailleurs entrer en comparaison avec les avantages que Bonaparte se promettait en faisant face, avec toutes ses forces, au corps de Quasdanowich.

Combats de
Salo
et de
Lonato.

On venait d'apprendre au quartier général l'entrée des Autrichiens à Salo, à Brescia et à San-Marco. Augereau se trouvait campé à Roverbella, sur la gauche du Mincio, entre Mantoue et Peschiera. La division Serrurier, qui levait le siège de Mantoue, s'était portée à Bozzolo, d'où elle couvrait les routes qui de Mantoue conduisent vers le Pô et l'Adda. Dans la nuit du 12 au 13 thermidor, l'armée française continua son mouvement, et passa sur la rive droite du Mincio. Dans cet intervalle, on sut qu'une division autrichienne avait occupé Lonato, et que, dans un château voisin de Salo, le général Guyeux, avec un

bataillon , luttait depuis deux jours contre des forces considérables. Le 13 thermidor, le général Sauret se porta sur Salo, et dégagea cette poignée de braves. Le même jour, le général Dallemagne, à la tête de la trente-deuxième brigade, reprit Lonato aux Autrichiens, après un combat opiniâtre et meurtrier : *J'étais tranquille*, écrivait Bonaparte en rendant compte de cette brillante affaire, *la trente-deuxième brigade était là*. Cette simple parole fut pour ce corps un titre de gloire dont il fit longtemps un sujet d'orgueil. Sur ces entrefaites, les Autrichiens abandonnant Lonato, la division Masséna se porta sur Ponte-San-Marco, et l'enleva à l'ennemi. Le 14 thermidor (1^{er} août), Augereau se dirigea à marches forcées sur Brescia ; mais, à son approche, les Autrichiens, intimidés, abandonnèrent la place, et la cavalerie française eut à peine le temps de charger leur arrière-garde. Ainsi la troupe de Quasdanowich se trouvait déjà battue en détail et rejetée dans les montagnes, sur l'une des rives du lac.

Wurmser avait été plus heureux : le 13 thermidor, il était entré dans Mantoue, aux acclamations de la garnison et de la ville. Le lendemain, il avait donné ordre à une partie de ses troupes de se porter sur Peschiera ; à une autre, de suivre dans ses mouvements la division Serrurier. Or, pendant qu'il adressait au conseil aulique de pompeux bulletins, et qu'il jouissait de sa facile conquête, le temps se passait, et Quasdanowich, vaincu à Salo et à Lonato, fuyait en désordre vers les montagnes. En apprenant les échecs de son lieutenant, Wurmser se décida à se porter à

Août 1796.

Mouvement
de
Wurmser.Préludes
d'une
bataille gé-
né-
rale.

Août 1796.

son secours. Se jetant alors sur la rive droite du Mincio, dans la journée du 15 thermidor, il poussa ses avant-gardes du côté de Castiglione. Dans ce mouvement, les troupes françaises que Masséna et Augereau avaient laissées en arrière, pour protéger les passages du Mincio, se trouvèrent trop faibles pour tenir tête à l'ennemi, et elles se replièrent précipitamment du côté de Lonato et de Brescia. Dix-huit cents hommes avaient été chargés de défendre contre l'ennemi les hauteurs de Castiglione. Le général Valette, qui les commandait, se conduisit avec une timidité peu honorable; il abandonna Castiglione, et se rejeta, avec une partie de sa troupe, sur Monte-Chiaro, où se trouvait la division Augereau. Le reste du corps abandonné à Castiglione fit bonne contenance, et se replia ensuite sur Ponte-San-Marco, où campait la division Masséna. Lorsque Bonaparte apprit que Wurmser occupait la position de Castiglione, et que sur d'autres points l'ennemi avait forcé la ligne du Mincio, il crut le succès de ses mouvements compromis, et il manifesta l'intention de se retirer derrière la ligne du Pô. Cette résolution fut énergiquement combattue par Augereau; et le général en chef, avant de rétrograder, voulut voir s'il pouvait compter, pour un effort désespéré, sur la confiance et le dévouement du petit nombre d'hommes qui campaient à Monte-Chiaro. Il les passa en revue, leur représenta qu'ils avaient en face d'eux vingt-cinq mille Autrichiens, vieilles troupes, avantageusement postées, et il leur demanda s'ils auraient le courage de les combattre. La division Augereau, enflammée

d'un généreux enthousiasme, fit entendre les cris de *Vive la république ! à l'ennemi ! point de retraite !* et le général en chef, se tournant vers Augereau, lui dit d'une voix émue : « Oui, avec des braves comme « ceux-là, on ne peut pas être vaincu. » Il prit ensuite toutes les dispositions nécessaires pour l'attaque.

Le 16 thermidor, le général Sauret, qui occupait Salo, fut chassé de ce poste par un retour offensif de l'armée de Quasdanowich. Le général Guyeux reçut ordre de se mettre en marche avec l'aile gauche, et d'aller reprendre Salo. En prescrivant ce mouvement, le but de Bonaparte fut de contenir les troupes de Quasdanowich du côté du lac, et d'empêcher qu'elles ne vinssent au secours de Wurmser durant la bataille qui allait s'engager à Lonato et à Castiglione. Le centre de l'armée, commandé par Masséna, se porta sur Lonato; la droite, formée de la division Augereau, se mit en marche pour attaquer les hauteurs de Castiglione.

Du côté de Lonato, l'avant-garde de Masséna, commandée par le général Pigeon, rencontra la division autrichienne du général Ocskai. Mal à propos engagés, les Français se virent repoussés et mis en déroute. Masséna revint à la charge avec la dix-huitième et la trente-deuxième brigade, qu'il fit soutenir par un régiment de dragons. Les ennemis, supérieurs en nombre, étendirent démesurément leur ligne. Bonaparte, profitant de cette faute, les fit attaquer par leur centre; et, après une lutte vive et meurtrière, la colonne ennemie, vaincue en détail, fut dispersée, et rejetée sur le lac de Garda et sur Dezenzano. Dans

Août 1796.

cette dernière position, elle pouvait inquiéter sérieusement Peschiera. Par ordre de Bonaparte, Junot, l'intrépide aide de camp du général en chef, contint l'ennemi, et lui fit éprouver des pertes. Les Autrichiens, chassés de Dezenzano, se rejetèrent sur Salo, qui venait d'être occupé par la colonne du général Gueux : ils se virent alors pris entre deux feux, et obligés de se retirer en désordre dans les montagnes.

Bataille
de
Castiglione.

Cependant Augereau marchait, avec sa résolution accoutumée, contre les masses de Wurmser, établies en avant de Castiglione et sur les hauteurs qui dominent cette importante position. Il fit attaquer à la fois le château de Castiglione par les grenadiers, et les hauteurs par le général Beyrand; en même temps il inquiéta l'ennemi sur le flanc droit et sur le flanc gauche. Pour lui, à la tête de quelques troupes, il se tint dans la plaine, prêt à appuyer, partout où le besoin se ferait sentir, l'attaque confiée à ses lieutenants. Un corps d'armée, destiné à former la réserve, était placé sous les ordres du général Kilmaine.

Le village de Castiglione, défendu par des forces nombreuses, fut abordé de front et emporté par Augereau, à la suite d'un combat sanglant : quelques moments après, la bataille devint générale. Les Autrichiens, soutenus par des renforts, cherchèrent à défendre le pont de Castiglione; ils furent encore battus sur ce point par les Français, qui avaient juré de vaincre : les hauteurs furent enlevées. Pendant cette triple bataille, engagée à la fois à Lonato, à Dezenzano et à Castiglione, Bonaparte était sans cesse en mouvement, donnant des instructions, stimulant

les généraux et les soldats, se portant au galop d'un point à un autre, présent partout et partout nécessaire. On raconte que, le 17 thermidor, ayant eu cinq chevaux morts sous lui par l'excès de la fatigue, il se trouva à Lonato, où l'on s'était battu la veille, et que gardait alors un détachement de mille soldats. En ce moment, un corps de quatre mille Autrichiens, séparé de l'armée de Quasdanowich, et incertain de la route qu'il devait suivre, arriva à Lonato, et se mit en devoir de s'en emparer. Le général ennemi, voyant que ce poste était occupé par les Français, les fit sommer de se rendre. C'était un terrible contretemps. Cerné par une division tout entière, Bonaparte ne pouvait espérer de la repousser; il pouvait être vaincu et pris, et la campagne semblait dès lors perdue. Sa présence d'esprit fut grande; il paya d'audace. Quand le parlementaire ennemi fut conduit devant lui, il ordonna qu'on détachât le bandeau qui couvrait les yeux de cet officier; puis il lui dit d'une voix sévère : « Vous venez de tomber entre les mains
« du général Bonaparte et de son armée; allez dire
« à votre général que je consens à lui donner huit
« minutes pour poser les armes. » Lorsque ce message fut porté au général autrichien, il y ajouta foi; et, au lieu de combattre, il n'hésita point à se rendre. Ainsi Bonaparte changea en sujet de triomphe le danger auquel son imprudence venait de l'exposer, et avec lui toute son armée. En repassant par le souvenir des événements aussi étranges, on croit lire le récit des guerres antiques; on assiste en quelque sorte aux scènes de l'Arioste.

Août 1796.

Le 17 thermidor, la bataille recommença autour de Castiglione, et les forces actives des deux armées s'y trouvèrent concentrées. Vingt-deux mille Français avaient à combattre trente mille Impériaux : la division Serrurier était donc entrée à son tour en ligne, pour appuyer Augereau et Masséna. Impatiente de prendre part à la gloire de ses compagnons d'armes, elle accourait à l'appel de Bonaparte, et débouchait vers Cauriana, sur les derrières de Wurmser; elle était alors commandée par le général Fiorella. Le 18, à la pointe du jour, les troupes placées sous les ordres des généraux Augereau, Masséna et Kilmaine, se déployèrent dans la plaine et sur les hauteurs en avant de Castiglione; de son côté, l'armée ennemie se forma en bataille sur deux lignes; elle s'appuyait, par sa gauche, sur le mamelon fortifié de Madolano; à sa droite, au delà du village de Solferino : de ce côté elle ne tarda pas à se développer, à s'étendre, afin de déborder la gauche des Français et de se mettre en communication avec le corps de Quasdanowich, dont elle ignorait les récents désastres. Les Français ne s'opposèrent pas à un mouvement qui avait pour résultat de donner une étendue exagérée au front de l'ennemi. L'intention de Bonaparte était de porter ses principaux efforts sur la redoute de Medolano et sur la gauche de l'armée autrichienne; aussi ne tarda-t-il pas à diriger sur elle vingt pièces d'artillerie et les grenadiers. Cette attaque réussit, et l'armée ennemie se vit découverte sur la gauche. Wurmser, qui comprit le danger, envoya sur ce point des renforts;

mais il ne put le faire qu'en affaiblissant beaucoup le centre de sa ligne. Alors Bonaparte, qui avait prévu ces divers mouvements, ordonna aux divisions d'Augereau et de Masséna d'attaquer vigoureusement le centre de l'armée impériale, et la bataille fut gagnée. Livrée sur plusieurs points, et pour ainsi dire simultanément, elle avait duré six jours. Dans la journée du 18 thermidor, l'armée de Wurmser, mise en pleine déroute, fuyait précipitamment sur le Mincio; mais, vivement harcelée et poursuivie, elle se voyait contrainte d'abandonner cette ligne, de franchir à la hâte la rivière, et de chercher à son tour un refuge vers ces vallées du Tyrol, entre l'Adige et le lac de Garda, vers ces montagnes qui, deux mois auparavant, avaient vu fuir les troupes de Beaulieu. En six jours elle avait perdu vingt mille hommes, dont sept à huit mille tués ou blessés, les autres faits prisonniers. Transportés d'admiration pour le génie de leur chef, les soldats de l'armée républicaine lui décernèrent un singulier honneur : au début de la campagne, mécontents d'être placés sous la conduite d'un jeune homme assez obscur, ils l'avaient dédaigneusement qualifié *de recrue*, lui imposant, par une raillerie significative, la nécessité de gagner ses grades sur le champ de bataille : après les brillantes affaires de Montenotte et de Lodi, ils lui avaient octroyé le grade de caporal; la journée de Castiglione valut à Bonaparte, de la part de ses vieux grenadiers, les galons de sergent : toutefois, l'armée en resta là, elle ne poussa pas plus loin la plaisanterie; et, grâce à sa taille peu

Août 1796.

Août 1796. élevée, le général en chef garda, au bivouac et sous la tente, le surnom historique de *Petit Caporal*.

Résultats
de la
bataille
de
Castiglione.

La victoire de Castiglione était principalement due à l'audace d'Augereau ; elle fut la gloire de ce soldat intrépide. Le gouvernement de Pie VI, la république de Venise et le roi de Naples, avaient vu avec joie les dangers récents de Bonaparte, tant qu'ils jugèrent l'armée républicaine destinée à une ruine prochaine, et ils n'avaient point dissimulé leurs espérances ; mais quand le génie de Bonaparte prévalut, ils furent saisis de crainte, et cherchèrent à faire oublier leur triomphe prématuré. Bonaparte temporisa adroitement avec les uns, et fit entendre aux autres de dures menaces. Il somma le roi de Sardaigne de sévir contre les Barbets, espèces de guérillas qui infestaient les montagnes liguriennes. Enfin, il n'épargna rien pour ressaisir ou pour étendre son ascendant sur les gouvernements et les peuples de l'Italie. Cependant Wurmser, quoique repoussé vers le Tyrol, pouvait encore faire un retour offensif : on apprenait que des renforts lui arrivaient d'Allemagne, qu'il ralliait les débris épars de son armée, et qu'avec des forces supérieures il se disposait à reparaitre sur l'Adige, à descendre dans le Vicentin et dans le Padouan par la vallée de la Brenta. De son côté, l'armée française, considérablement épuisée par ses combats et décimée par ses propres victoires, perdait du temps à reformer ses cadres, à se mettre en état de continuer la lutte : indépendamment du sang versé sur le champ de bataille, elle était encore affaiblie par des mala-

Situation.

dies gagnées dans les marais de Mantoue. Elle reprit le siège de cette ville; mais la contagion causée par les exhalaisons malsaines, aussi bien que le manque de grosse artillerie, détermina promptement les républicains à convertir le siège en blocus : vers le même temps, notre armée occupa de nouveau Vérone et les autres positions voisines de l'Adige.

Août 1796.

Elle ne tarda pas à reprendre l'offensive. Le directoire prescrivait à Bonaparte de manœuvrer du côté des montagnes, d'envahir le Tyrol, et de combiner ses mouvements, du côté de la Bavière, avec les opérations des deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin. Vers le milieu de fructidor, les divisions disponibles de l'armée d'Italie, comprenant dans leur ensemble un effectif de vingt-huit mille hommes, se dirigèrent par trois routes sur le Tyrol : elles laissaient une division sous les murs de Mantoue, une garnison à Vérone, et des corps de troupes disséminés dans les positions les plus importantes. Comme elles se mettaient en marche par les vallées voisines du haut Adige, Wurmser de son côté, à la tête de troupes considérables, descendait la vallée de la Brenta et se portait sur Bassano : le but avoué du feld-maréchal autrichien était d'opérer une diversion sur la droite des Français, et de délivrer une seconde fois la garnison et la ville de Mantoue.

L'armée française se porte sur le Tyrol.

L'entrée du Tyrol présentait aux Français de grandes difficultés : la population de ces montagnes, dévouée à la maison d'Autriche, s'était levée en masse à la voix de ses seigneurs; sur tous les points on établissait des retranchements, on coupait les routes.

Combats livrés vers l'Adige.

Sept. 1796.

Pour appuyer ce mouvement national, une armée de vingt-cinq mille hommes, aux ordres du général Davidowich, était campée à Roveredo, et gardait la principale porte du Tyrol.

Combat
de
Roveredo.

L'armée française suivait une vallée étroite et profonde, resserrée entre l'Adige et une chaîne de montagnes escarpées; mais, commandée par Bonaparte, elle se montrait pleine de confiance et de courage. Le 18 fructidor (4 septembre), elle força les défilés de San-Marco et le camp retranché de Mori; ce jour-là, le général Victor se fit remarquer par son audace; à la tête de la dix-huitième demi-brigade, il emporta le défilé, et entra au pas de charge dans la ville de Roveredo, pendant que le brave Rampon, qui commandait la trente-deuxième, occupait le pays qui sépare cette ville du cours de l'Adige. Le château de la Pietra, qui protégeait le défilé, fut attaqué et pris de vive force après une série de combats de montagnes, dans lesquels l'armée eut à surmonter les obstacles multipliés du terrain et de l'ennemi. Le lendemain, la ville de Trente, capitale du Tyrol italien, tomba au pouvoir de Bonaparte. Lorsque Wurmser apprit que son lieutenant Davidowich et les vingt-cinq mille Impériaux placés sous ses ordres venaient d'être vaincus et mis en fuite à Roveredo; lorsque lui parvint la nouvelle de l'occupation de Trente par les divisions républicaines, le vieux feld-maréchal continuait à descendre la vallée de la Brenta, dans la direction de Bassano. Il n'eut garde de revenir en arrière: il entrevit, au contraire, l'espoir de faire tourner contre les Français ces rapides triomphes et ces glorieux

Prise
de Trente.

travaux qui en peu de jours, et malgré les difficultés réputées invincibles de la nature et du terrain, venaient de soumettre à la république une portion importante du Tyrol. Il se dit que si l'on parvenait à faire lever encore le siège de Mantoue et à reprendre la ligne de l'Adige, Bonaparte se trouverait bloqué dans les montagnes, coupé sur ses flancs et ses derrières, et réduit à déplorer sa marche aventureuse et ses conquêtes illusoires. Dans cette pensée, il envoya une division autrichienne, aux ordres de Mezaros, tenter la fortune du côté de Mantoue : quant à lui, il s'empara de Bassano, et y prit position avec le gros de son armée. Ce plan n'était pas dénué de hardiesse : en l'accomplissant, Wurmser enlevait à ses troupes le caractère d'une armée vaincue, il les maintenait dans les sentiments d'une juste confiance. Ne semblait-il pas d'ailleurs évident que Bonaparte ne pouvait plus continuer son mouvement à travers un pays âpre ou accidenté, dès qu'il se verrait suivi de près par une armée autrichienne supérieure en nombre, et dont la tâche consisterait à l'isoler de l'Italie méridionale, et à lui enlever, l'une après l'autre, toutes ses conquêtes ? Mais que Wurmser connaissait peu le génie de son jeune rival ! Les Français étaient entrés le 19 fructidor dans la capitale du Tyrol, et, le 20, leur chef se trouvait déjà en mesure de faire face, en avant et en arrière, à tous les dangers. Sans hésiter, Bonaparte prescrivit au général Vaubois de se porter, au nord de Trente, dans la vallée du Lavis, et de chasser de cette position l'arrière-garde de Davidowich, qui la défendait encore : pour lui, avec le reste de son ar-

Sept. 1796.

Mouvements
stratégiques
de
Wurmser.Bonaparte
se
met partout
en
mesure de
faire
face à
l'ennemi.

sept. 1796.

Marche
victorieuse
des
Français
dans
la vallée
de
la Brenta.

Combat
et
prise
de Bassano.
—
Échecs
et
pertes de
Wurmser.

mée, qu'on pouvait évaluer à vingt mille hommes, il se jeta précipitamment sur la route de Trente à Pergine, et il entra à son tour dans la vallée de la Brenta. Le 21 fructidor, il arriva devant Primolano, où s'était retranchée une division de l'armée autrichienne, chargée de couvrir les gorges qui dominent le cours de la Brenta. Le défilé fut emporté; l'ennemi laissa trois mille prisonniers au pouvoir de Bonaparte : le soir même, les républicains arrivaient à Cismone, manquant de tout, épuisés de fatigue, sans pain, et n'ayant que leur propre courage et l'audace de leur général. On était à vingt-deux lieues de Trente, et force fut de s'arrêter pour prendre du repos. Le dénombrement de la troupe était si grand, que Bonaparte, pour toute nourriture, fut obligé de se contenter de la moitié d'un pain de munition, que lui céda un grenadier. Le lendemain 22 fructidor, l'armée se remit en marche; le soir, à six heures, l'avant-garde républicaine attaqua et mit en déroute six bataillons de Wurmser, qui étaient en position dans les gorges, en avant de Bassano : quelques moments après, cette ville, attaquée à la fois des deux côtés par Augereau et Masséna, fut emportée à la baïonnette; et Wurmser vaincu, quoique non découragé, se vit forcé de fuir, en laissant sur le champ de bataille un grand nombre de prisonniers et de morts. Pendant plusieurs jours le vieux feld-maréchal manœuvra au hasard, au milieu des colonnes françaises; enfin, pour leur échapper, il se jeta sur les routes de l'Adige, passa ce fleuve à Legnago, à la suite d'un combat vigoureusement engagé, et employa les troupes qui lui restaient en-

core à ravitailler Mantoue. En dix jours, du 18 au 27 fructidor, il avait eu seize mille hommes tués, blessés ou pris. Sur ces entrefaites, son lieutenant Mezaros, qui avait essayé d'enlever aux Français leurs positions de Vérone, ne s'était pas vu plus heureux : énergiquement repoussé par les troupes de Kilmaine, il s'était replié vers Mantoue, et avait joint sa division aux débris de l'armée impériale. Quels que fussent les événements de cette campagne, si désastreuse pour l'Autriche, on se consola à Vienne en apprenant que Mantoue tenait encore pour l'Empire : on plaignit Wurmser, et on n'osa point le blâmer, tant était grande l'audace dont il avait fait preuve, en dépit des glaces de l'âge et malgré ses défaites.

Le 29 fructidor, Bonaparte et ses divisions prirent position autour de Mantoue, et manœuvrèrent pour engager le vieux maréchal à accepter la bataille. Wurmser ne les fit point attendre : il commandait encore à vingt-cinq mille hommes, en y comprenant la garnison de la place : qu'avait-il à craindre, même d'un revers, puisque Mantoue devait servir de retraite aux Impériaux ? Il déploya donc son armée entre la citadelle de Mantoue et le faubourg de Saint-George ; mais il fut encore une fois vaincu, et rejeté dans la ville. (3^e complémentaire de l'an IV, 19 septembre.)

Combat
de
Saint-George
devant
Mantoue.

Mais tandis que l'armée d'Italie et son chef achevaient d'une manière si glorieuse la quatrième année de l'ère républicaine, nos soldats des braves armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle n'avaient point vu le succès répondre à la persévérance de leur dévouement et de leurs efforts.

Événements
militaires
du côté
du
Rhin et de
la
Moselle.

Avril 1796.

On se rappelle que vers la fin de brumaire, à l'époque même des revers de Pichegru et de Jourdan, l'Autriche avait suspendu la marche de ses armées victorieuses, et que, par un inconcevable oubli de sa force, elle avait demandé un armistice aux généraux français. Des deux côtés les troupes belligérantes avaient pris leurs cantonnements d'hiver ; l'armée de Sambre-et-Meuse, aux ordres de Jourdan, était restée dans le Hunsrück, qu'elle venait de défendre avec tant de courage ; l'autre avait pris position derrière la Queich, aux environs de Landau. Quant à l'armée de Clairfayt, elle s'était retirée derrière la Nahe, rivière qui passe à Kreutzach, et se jette dans le Rhin à Bingen, non loin de Mayence. Le directoire voulait mettre à profit l'hiver pour envoyer aux armées cantonnées près du Rhin des renforts et des vivres, dont le besoin se faisait impérieusement sentir. Pendant qu'il négligeait l'armée d'Italie, sur les prodiges de laquelle personne ne comptait (c'était encore l'époque où commandait Schérer), le gouvernement comprenait la nécessité de placer au plus tôt sur un bon pied de guerre les troupes destinées à reprendre l'offensive du côté de l'Allemagne ; mais, par malheur, la France était ruinée par la disette et les assignats ; on ne se prêtait qu'avec répugnance aux levées d'hommes et aux sacrifices de la réquisition ; les munitions et les équipements militaires manquaient, et la situation des officiers et des soldats était aussi déplorable qu'avant l'armistice. Témoin de leurs maux, Jourdan mandait au directoire : « Ces braves, qui, dans toutes les occasions, donnent l'exemple du cou-

rage et du dévouement, sont dans la situation la plus déplorable. Chaque officier, quel que soit son grade, ne touche que huit francs par mois en numéraire ; le reste de sa solde lui est payé en assignats, dont il ne peut faire aucun usage. Réduits à l'impossibilité de se procurer les objets de première nécessité, on voit les officiers de tout grade solliciter les généraux de leur faire délivrer, des magasins de la république, des souliers, des chemises, et même des habits destinés aux soldats. Manquant de tout, ils sont obligés de faire ordinaire avec les soldats, et de partager avec ces derniers les fruits de leur maraude : s'ils veulent faire ensuite à leurs subordonnés des remontrances sur le pillage, ceux-ci leur rappellent les obligations qu'ils leur doivent. » Mais le gouvernement, quoique péniblement affecté de cette situation, ne pouvait y remédier, faute d'argent ; il laissait donc les armées exposées aux ravages de la misère et de l'indiscipline ; et les généraux, impuissants à réparer tant de mal, se voyaient forcés de fermer les yeux, et de tolérer les excès et la violence du soldat. Plus de vingt mille chevaux de trait manquaient aux deux armées, et la sûreté des attelages était à chaque instant compromise par la mauvaise organisation d'un service confié à des paysans ou à des mercenaires (1) ; les chevaux de l'artillerie n'étaient ni ferrés ni équipés : pour comble de maux, les agents secrets de l'Autriche et les complices de Pichegru colportaient

(1) On ne connaissait point alors l'utile organisation des bataillons du train.

Mai 1796.

sans relâche, dans les deux camps, des pamphlets qui poussaient le soldat à la désobéissance et à la révolte. Telle était la condition de nos armées campées vers le Rhin, lorsque le bruit des éclatantes victoires de l'armée d'Italie parvint jusqu'à elles, et les porta à maudire le repos. Sur ces entrefaites, le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, précédemment enlevé à Pichegru, fut confié à Moreau. Enfin, il est juste de reconnaître que les efforts du directoire pour mettre les armées sur un pied de guerre respectable, quelque contrariés qu'ils fussent par la pénurie du trésor, ne demeurèrent pas entièrement infructueux. Si les vivres, les vêtements et la solde manquaient, la république avait du moins des hommes, et les cadres furent complétés aussi bien que les arsenaux. Au mois de prairial, l'effectif numérique de l'armée de Moreau fut porté à soixante-dix-huit mille combattants; l'armée de Jourdan en comptait soixante-seize mille. Parmi les généraux qui commandaient sous Moreau, on remarquait, en première ligne, Ferino, Desaix et Saint-Cyr; Jourdan avait sous ses ordres Marceau, Kléber et Championnet.

Dans les premiers jours de prairial, une puissante armée autrichienne, commandée par le feld-maréchal Wurmser (le même qui, peu de temps après, fut envoyé en Italie), était chargée de tenir en échec l'armée de Rhin-et-Moselle. En y comprenant le corps d'émigrés français aux ordres du prince de Condé, cette armée était forte de quatre-vingt mille hommes.

L'armée autrichienne opposée à celle de Jourdan avait cessé d'être commandée par Clairfayt. Le feld-

maréchal (ce titre lui avait été récemment conféré) s'était trouvé en désaccord avec le conseil aulique. N'ayant pu faire approuver ses vues, il venait de résigner son commandement. On le remplaça par le prince Charles, frère de l'empereur d'Autriche, âme forte dans un corps débile; jeune homme qui, dans les grandes batailles de Nerwinde et de Fleurus, s'était montré digne des premières fonctions de la guerre. Le général de Bellegarde, tacticien célèbre, et membre influent du conseil aulique, fut adjoint à l'archiduc pour l'aider dans ses opérations. L'armée du prince Charles, partagée en deux corps, campés, l'un sur la Nahe, l'autre sur la Lahn, était forte de quatre-vingt-douze mille hommes, dont plus de vingt mille de cavalerie. L'une de ses divisions couvrait Mayence. Ainsi, au moment où l'ennemi dénonça l'armistice (2 prairial — 21 mai), trois cent trente mille hommes, Français et Impériaux, couvraient les rives du Rhin, et se tenaient prêts à combattre. Avant que le premier coup de canon eût été tiré, un changement fort important s'opéra dans les dispositions des armées autrichiennes. On apprit les revers de Beaulieu, la perte du Milanais, la bataille de Lodi, le passage du Mincio, et toutes les victoires de Bonaparte en Italie. Le conseil aulique prescrivit à Wurmser de prendre avec lui un corps d'élite de trente mille hommes, pour couvrir le Tyrol et sauver Mantoue. Le général Latour, l'un des chefs les plus distingués de l'armée impériale, fut désigné pour remplacer Wurmser; mais, afin de donner aux opérations plus d'ensemble et d'unité, on le subordonna au prince Charles.

Mai 1796.

L'archiduc
Charles
commande
l'armée
autrichienne.

Mai 1796.

Le directoire aurait pu suivre l'exemple du conseil aulique, et réunir les deux armées françaises, cantonnées vers le Rhin, sous le commandement d'un chef unique. Par une vieille habitude que consacraient les souvenirs du comité de salut public, il préféra maintenir deux chefs indépendants et deux armées destinées à agir séparément, d'après les plans de campagne adoptés par Carnot, à deux cents lieues du théâtre de la guerre. Ce fut une faute qui contribua beaucoup aux revers de la campagne.

L'armée
de
Sambre-et-
Meuse
passe le
Rhin.
—
Premiers
combats.

L'armistice expirait le 11 prairial. L'archiduc s'était proposé de prendre l'initiative d'une attaque générale, afin de préserver l'Allemagne, et de maintenir le champ de bataille sur la rive gauche du Rhin : l'armée de Sambre-et-Meuse ne lui en laissa pas le temps. Jourdan enjoignit à Kléber, qui commandait l'aile gauche à Dusseldorf, de passer le Rhin avec vingt-cinq mille hommes, et de remonter ce fleuve, par sa rive droite, jusqu'aux bords de la Lahn, à deux lieues au-dessus de Coblenz : le corps de Kléber devait ensuite laisser le Rhin sur sa gauche, et se porter sur le Mein. A la faveur de ce mouvement, qui tendait à chasser l'ennemi de ses positions sur la droite du Rhin, Jourdan comptait passer ce fleuve à Neuwied, et joindre le centre de son armée à l'aile gauche. L'aile droite, commandée par Marceau, devait couvrir Mayence, et tenir en échec, sur ce point, les principales forces de l'archiduc Charles. Cette opération, habilement combinée, réussit. Le corps de Kléber ne trouva, pour lui barrer le passage, que vingt mille hommes commandés par le prince de

Wurtemberg, et chargés de défendre la Sieg et la Lahn. Fort de la supériorité du nombre, Kléber battit l'ennemi à Uckerath et à Altenkirchen; et le prince de Wurtemberg se retira derrière la Lahn, laissant à découvert la forteresse d'Ehrenbreitstein, située sur le Rhin, en face de Coblentz. On était au 15 prairial. En moins de cinq jours les Impériaux avaient perdu trois mille hommes tués, blessés ou pris, quatre drapeaux, douze pièces de canon, les équipages du corps wurtembergeois, et un matériel d'artillerie considérable. Du côté des Français, la perte montait à peine à quelques centaines d'hommes. Parmi les vainqueurs signalés pour leur brillante conduite, on voyait figurer Lefebvre, Soult, Ney, Richepanse et d'Hautpoult, dont les noms, déjà connus, se retrouveront désormais bien souvent dans les pages de cette histoire. Ce premier échec sur le bas Rhin fit craindre à l'archiduc qu'après avoir forcé le passage de la Lahn, le général en chef Jourdan ne se dirigeât sur le Mein, et ne parvînt à tourner l'aile droite de l'armée impériale : c'était le moment où le départ de trente mille hommes, détachés pour aller guerroyer dans le Tyrol, affaiblissait les Impériaux et déconcertait les espérances de leur général. L'archiduc renonça donc sur-le-champ à envahir le Palatinat et le Hunsrück; il se replia des bords de la Nahe sur Mayence, passa le Rhin sous le canon de cette place, et se porta précipitamment à la rencontre des Français, du côté de la Lahn et sur la rive droite du fleuve. Le 26 prairial (14 juin), il campait à Wetzlar, sur la Lahn, entre Coblentz et Cassel; et, de cette position, il pro-

Juin 1796. tégeait à la fois le Rhin, le Mein et la route de Francfort.

Les Français sont rejetés sur la rive gauche du Rhin. Jourdan, longtemps préoccupé de la nécessité de se garantir d'une attaque du côté de la Nahe, avait perdu un temps précieux, qu'il aurait mieux employé à passer le Rhin, et à opérer sans retard sa jonction avec le corps de Kléber. Trop de circonspection lui fit perdre les moyens de battre l'ennemi; quand il arriva, il était trop tard : Kléber avait été vaincu à Wetzlar et rejeté sur Dusseldorf. Témoin de ce revers, Jourdan recula devant des forces supérieures, et repassa le Rhin à Neuwied.

L'armée de Rhin-et-Moselle franchit à son tour ce fleuve. L'archiduc venait de repousser les Français sur le bas Rhin; mais la ligne défensive des Impériaux, établie sur le haut Rhin, se trouvait dégarnie et sans force depuis le départ de Wurmser. Le général Latour, qui remplaçait le vieux feld-maréchal, ne se trouvait point en mesure de contenir les mouvements de l'armée de Rhin-et-Moselle. Moreau profita de cette conjoncture favorable pour tenter le passage du fleuve et envahir la Souabe. Il manœuvra habilement, et tenta de fausses attaques pour donner le change à l'ennemi; puis, après avoir fait reconnaître les principaux passages du fleuve, et réuni à Strasbourg tous les moyens de débarquement nécessaires, il franchit le Rhin à Kehl. Sur la rive droite, les Impériaux, trompés par des démonstrations habilement calculées, se laissèrent surprendre par les Français. L'armée de Moreau débarqua sans tirer un coup de fusil, et enleva les avant-postes des Autrichiens au pas de course et à la baïonnette. Sur quelques points

la résistance de l'ennemi fut vive et meurtrière, mais partout la victoire resta aux républicains. Cette glorieuse affaire, qui eut lieu le 8 messidor (26 juin), ajouta à la renommée de Moreau et de son lieutenant, le jeune Desaix. Fier de ses avantages, Moreau écrivit au directoire : « J'espère que nous serons bientôt en mesure de donner la main droite à l'armée d'Italie, et la main gauche à l'armée de Sambre-et-Meuse. » C'était résumer en quelques mots le plan de Carnot; mais l'événement devait bientôt tromper ces espérances. Des trois grandes armées républicaines destinées à envahir les possessions d'Autriche par trois points différents, et à converger ensuite sur la capitale de l'Empire, une seule, la plus faible, celle de Bonaparte, devait répondre aux ordres du directoire et à l'attente du pays.

Placé entre l'armée de Sambre-et-Meuse et l'armée de Rhin-et-Moselle, l'archiduc avait son système de guerre tracé d'avance par la nécessité de sa situation : il lui fallait empêcher jusqu'au bout ses deux adversaires de combiner leurs mouvements, et les battre l'un après l'autre, en leur opposant coup sur coup, mais séparément, des forces supérieures. C'était le plan que Bonaparte avait suivi en Italie pour son propre compte, et que tant de victoires heureuses venaient de justifier. Le prince Charles était un capitaine trop habile pour hésiter. A peine avait-il rejeté Jourdan sur la rive gauche du Rhin, qu'il apprit le passage de ce fleuve par Moreau. Sur-le-champ il renforça les garnisons d'Ehrenbreiten et de Mayence; il chargea un vaste corps d'armée de couvrir le bas

Opérations
définitives
de
l'archiduc.

Juin 1796. Rhin, et de maintenir Jourdan et Kléber; puis, après avoir ainsi assuré ses derrières et son flanc gauche, il se porta en personne vers la Souabe avec le reste de ses forces, pour faire face à Moreau et à l'armée de Rhin-et-Moselle.

L'armée
de
Sambre-et-
Meuse
reprend
l'offensive
et
repasse le
Rhin.

Tandis qu'il opérait ce mouvement, l'armée de Sambre-et-Meuse, ne voyant plus en face d'elle que la moitié de ses ennemis, reprit énergiquement l'offensive; il s'agissait pour elle d'écraser l'aile gauche des Impériaux, puissante par le nombre de ses divisions d'infanterie et de cavalerie, et commandée par le vieux général Wartensleben : « C'était, a dit de lui le prince Charles, un militaire blanchi sous le harnais; ses longs services et sa valeur personnelle lui avaient concilié l'estime générale; il était fier de cet avantage, et ne l'était pas moins de sa capacité, partageant ce préjugé, ordinaire chez les hommes qui ont passé par tous les grades, de prétendre connaître à fond la science de la guerre. Il était parvenu aux plus hauts grades de l'armée autrichienne à une époque où la guerre se bornait ordinairement au gain ou à la perte d'un coin de terre : alors on attachait la plus grande importance à couvrir un bout de frontière, à sauver un magasin. Ce vieil officier n'avait pas étudié au delà. » L'expérience le fit bien voir. Dès le 10 messidor, Kléber, avec les divisions des généraux Lefebvre et Collaud, quitta Dusseldorf et s'avança sur la Wipper. Le 12, la division Lefebvre, qui s'était portée en avant, marcha du côté de Siegen, tandis que Kléber avec le reste de son corps d'armée se dirigeait sur la Sieg, et forçait le passage de cette

rivière. Le 14, il prit position à Uckerad, où déjà, douze jours auparavant, il avait livré à l'ennemi un combat sanglant. Sur ces entrefaites, Jourdan passait à son tour le Rhin à Neuwied, et repoussait les Autrichiens, qui cherchaient à défendre la rive droite du fleuve. Bien secondé par les généraux Championnet et Bernadotte, il chassait les ennemis, et contraignait, par la seule approche de ses troupes, le général Wartensleben à abandonner ses positions de Neukirchen et à se replier sur le Mein. Cependant les Impériaux faisaient une retraite savante et justement admirée ; ils se repliaient, et ne se laissaient point entamer. Wartensleben allait prendre position derrière la Nidda, lorsqu'une dépêche de l'archiduc lui prescrivit de ne plus rétrograder avant d'avoir tenté le sort des armes. A Nossau et à Limbourg, les Français avaient franchi la Lahn ; ils avaient combattu à Wildendorf, et obtenu un succès plus glorieux qu'utile. Le 21 messidor, la division Championnet avait vaincu le général Werneck près du village de Camberg. Le même jour, un combat opiniâtre et sans résultat avait été livré à Butzbach. Le 22 enfin, Wartensleben rangea ses troupes en bataille sur la Wartha, derrière Fridberg. Le lendemain, un engagement général eut lieu, et de part et d'autre on combattit avec ardeur ; mais, vers le soir, les Autrichiens furent forcés de battre en retraite et de se replier sur Bergen, aux environs de Francfort : leurs avant-postes furent établis sur la Nidda. L'affaire de Fridberg avait coûté aux Impériaux dix-sept cents hommes tués, blessés ou pris : la perte des républicains ne s'était pas élevée au

Opérations
militaires et
combats
sur la
rive droite
du Rhin.

Juill. 1796.

Juill. 1796. quart de celle de l'ennemi. Toutefois, faute de munitions et de vivres, ils ne purent se porter à la poursuite de Wartensleben; et ce général profita fort à propos de ce retard pour couvrir la route de Wurtzbourg et ravitailler Mayence : il jeta ensuite deux mille quatre cents hommes dans la place de Francfort; grâce à cette précaution, les Impériaux conservaient encore une tête de pont sur le Mein. Une autre division fut placée à Aschaffenburg, et le gros de l'armée prit position à Offenbach, au-dessus de Francfort : c'était là une ligne défensive bien choisie, quoique trop étendue. Des renforts vinrent promptement l'appuyer, et leur arrivée porta le chiffre de l'armée de Wartensleben à quarante-cinq mille hommes, dont quinze mille de cavalerie. L'armée de Jourdan, qui manœuvrait sur le Rhin et sur la rive droite du Mein, était forte de cinquante mille fantassins et de neuf mille chevaux; mais une partie considérable de ces troupes avait été détachée pour contenir la garnison de Mayence, tandis que d'autres divisions se trouvaient déjà occupées à investir Ehrenbreiten et Koenigstein. Cependant, le 24 messidor, Kléber, ayant franchi la Nidda, dont l'ennemi avait rompu les ponts, parut en vue de Francfort, et dirigea sur la place le feu de plusieurs batteries. Après une canonnade de deux heures, il somma les magistrats d'ouvrir les portes de la ville avant le coucher du soleil, sous peine de voir Francfort réduit en cendre. On entra en pourpalers, et le bombardement recommença pendant la nuit. Le lendemain, nouvelle suspension d'armes, nouveau bombardement. Les habitants voulaient se rendre, mais la

garnison autrichienne tenait bon. Le 26, les projectiles commençant à manquer aux Français, ils consentirent à accorder à la ville un répit de quarante-huit heures. A la faveur de ce délai, que les gens de guerre ont blâmé, Wartensleben gagna Wurtzbourg : il y concentra ses forces dans une position qui parut avantageuse, puisqu'elle couvrait à la fois les routes de la Bohême, et celles qui conduisent au Danube par Ulm et Ratisbonne. Le 28 messidor, la ville de Francfort ayant été livrée aux Français, ils y entrèrent pendant que les troupes autrichiennes en sortaient par la porte de Saxenhausen. Le général Jourdan imposa à la population de Francfort, en punition de la conduite qu'elle avait tenue lors de la retraite de Custine, une contribution de huit millions de livres, dont six en argent et deux en munitions de bouche.

Prise
de Francfort.

Cependant l'armée de Rhin-et-Moselle, non moins heureuse dans ses opérations que l'armée de Sambre-et-Meuse, s'avancait, dans la direction de l'Allemagne et sur la rive droite du Rhin, dans une contrée que pouvaient mal lui disputer des ennemis disséminés, et encore sous le coup de la surprise. Elle battit les Impériaux sur le Renchen. La chaîne des montagnes Noires sépare la vallée du Rhin de celle du Neckar ; l'ennemi en gardait les nombreux passages ; il importait de les franchir, afin d'arriver dans la vallée de Neckar avant que l'archiduc Charles eût eu le temps d'opérer un retour offensif, et de se porter au secours de l'armée du général Latour : mais Moreau craignait de s'engager dans une contrée montagneuse avant d'avoir assuré ses ailes ; il cher-

Opérations
de
l'armée de
Rhin-et-
Moselle en
Souabe.

Juill. 1796.

chait à conserver ses communications avec Jourdan, en même temps qu'il se rapprocherait de la Suisse, pour être en mesure d'appuyer l'armée d'Italie. De son côté, le prince Charles accourait à marches forcées; il ne put arriver assez promptement pour empêcher Moreau de se rendre maître de la Murg et de pénétrer à Kuppenheim, vers le centre des positions occupées par le général Latour. Cependant, le 17 mesidor, l'archiduc présenta la bataille à Moreau près de Rastadt, et fut vaincu, après une lutte vive et honorable. Cette affaire, peu décisive, n'empêcha pas les Impériaux de revenir à la charge, et de menacer de nouveau l'armée républicaine : Moreau les contint avec énergie. Le 21, il les attaqua près d'Ettlingen : après des efforts multipliés et courageux, il les chassa de leurs formidables retranchements établis sur les hauteurs du Rothensohl, et cette montagne demeura jonchée de cadavres français et autrichiens. Le village de Malsch fut plusieurs fois pris et repris, et, à la nuit tombante, il demeura au pouvoir de l'armée impériale. Sur d'autres points de ce vaste champ de bataille, les Français furent écrasés et rejetés sur Rastadt; mais, de leur côté, ils culbutèrent les divisions saxonnes, et pendant la nuit, qui suspendit le combat, chaque armée put s'attribuer l'honneur d'une victoire encore douteuse et incertaine : toutefois, la position principale, le Rothensohl, étant tombé au pouvoir des Français, l'archiduc ne se crut pas en mesure de recommencer la lutte, et, à la faveur de l'obscurité du soir, il opéra sa retraite. Cette bataille d'Ettlingen donna aux Français la vallée

Bataille
d'Ettlingen.

du Rhin, et l'archiduc borna ses espérances à se Juill. 1796.
maintenir dans la vallée du Necker.

La retraite de ce prince a été blâmée; les gens de guerre ont pensé qu'avec plus de résolution l'archiduc aurait pu tenir tête à l'armée de Rhin-et-Moselle, et, en concentrant ses forces, écraser l'aile gauche de cette armée : mais, par une coïncidence qui n'est point indigne d'intérêt, les trois généraux en chef, alors occupés à guerroyer sur le Rhin, manquèrent à la fois de décision et d'énergie; ils compromirent leurs propres succès à force de timidité ou de manœuvres inopportunes, et comme ce fut la faute de tous, il arriva que les généraux opposés l'un à l'autre ne surent que bien rarement profiter des erreurs de leurs ennemis. Bonaparte, dans les champs de bataille de la Lombardie et du Piémont, leur avait en vain donné d'autres exemples. Au lieu de suivre à marches précipitées le prince Charles, et de le forcer à accepter une seconde bataille, nécessairement désastreuse pour les Impériaux, Moreau perdit du temps à Ettlingen, et ne chercha ensuite qu'à se rapprocher de Jourdan : le prince Charles, se voyant à peine inquiété, s'arrêta à Pforzheim, et prit position sur des hauteurs faciles à défendre; ce fut là qu'il arrêta un plan d'opération assez habile, et qui consistait à disputer le terrain pied à pied, sans accepter de bataille; à profiter de la première occasion pour réunir ses troupes éparses, et à se jeter, tantôt avec des forces supérieures, tantôt avec des troupes en nombre égal, sur l'une ou l'autre des deux armées françaises.

Juill. 1796.

L'archiduc pressentait que Moreau et Jourdan se dirigeaient sur le Danube par un mouvement concentrique : il lui parut nécessaire de gagner lui-même ce fleuve, et de le prendre pour base naturelle de ses prochaines opérations. En même temps il tenait à rallier à sa propre fortune l'armée autrichienne de Wartensleben, et de se tenir prêt, en se rapprochant d'elle, à opérer sa jonction avec les forces de son lieutenant. En cas d'échec sur la rive gauche du Danube, le prince Charles comptait se rejeter sur la rive droite, couvrir encore les États héréditaires, et conserver ses communications avec le Tyrol et l'Italie. En agissant avec énergie et activité, les généraux français pouvaient encore paralyser ces espérances et détruire leur ennemi ; mais, indépendants l'un de l'autre, et recevant du directoire des instructions trop souvent inexplicables ou tardives, ils ne réussirent point à se concerter et à combiner leurs mouvements.

Retraite
de
l'archiduc.

Le 24 messidor, l'archiduc commença sa retraite ; le 28, son armée était à Schweiberlingen ; le 29, à Louisbourg ; le 1^{er} thermidor (29 juillet), il fit passer le Neckar à ses troupes sur deux points, à Mulhausen et à Aidingen : en arrière de lui, il laissa deux corps chargés de garder Stuttgart et Heilbronn. Sur ces entrefaites, Moreau appelait à lui la moitié de la garnison de Landau, qu'il laissait en corps d'observation près de Manheim et de Philipsbourg ; il conservait d'ailleurs sa position sur l'Enz : au bout de six jours, il se détermina à la quitter. Alors il prescrivit à son aile droite, commandée par le général Ferino, de

remonter le Rhin, de traverser la chaîne des montagnes Noires par les vallées de la Kintzig et de Saint-Pierre, et de gagner la rive droite du Danube en appuyant son flanc droit sur le lac de Constance : lui-même, avec le gros de l'armée, se proposait d'arriver sur le Danube par la rive gauche, en suivant la route de Bergstrasse. La ville d'Ulm, en Bavière, était indiquée comme le point central où les deux corps, destinés d'abord à agir séparément, devaient ensuite opérer leur jonction.

Le 28 messidor, l'aile gauche et le centre de l'armée de Rhin-et-Moselle continuèrent leur mouvement offensif. Le centre, aux ordres du général Saint-Cyr, se porta sur Stuttgart; l'aile gauche, commandée par Desaix, s'avança vers Waihingén; la droite et le général Ferino avaient depuis plusieurs jours débouché par la vallée de la Kintzig, et engagé contre les Impériaux de nombreux combats de montagnes. Le Brisgaw et le Margraviat étaient tombés au pouvoir de cette aile droite, et la plupart des villes forestières, occupées par les Français, leur avaient été abandonnées, en même temps que des munitions et des arsenaux. Dans l'une de ces rencontres, au fond des gorges qui s'étendent entre Eltenmunster et Schweighausen, la division du général Abatucci en était venue aux mains avec le corps des émigrés du prince de Condé : l'affaire avait été chaude et meurtrière, mais la victoire était demeurée au pouvoir des républicains.

La ville de Stuttgart, après deux combats livrés en avant de ses murs, tomba au pouvoir du général

L'armée
de
Moreau
continue
son
mouvement
offensif
dans le
Brisgaw et
le
Margraviat.

Juill. 1796. Saint-Cyr. En avant et en arrière de cette ville, les Autrichiens occupaient à Constadt et à Esslingen des positions redoutables, dont quelques-unes couvraient la route d'Ulm; les Français, par ordre de Moreau, les attaquèrent simultanément le 2 thermidor; ces attaques furent peu décisives, mais l'armée du prince Charles venait d'être considérablement affaiblie par le départ des contingents de l'Empire : le duc de Wurtemberg, le margrave de Bade et plusieurs princes souverains des cercles de Souabe et de Saxe, ayant conclu des armistices ou commencé des négociations, avaient prescrit à leurs troupes de se retirer de la lutte. L'archiduc continua donc son mouvement de retraite; le 4 thermidor, au moment où il abandonnait ses positions sur le Neckar, son armée ne comptait plus que vingt-quatre mille fantassins et onze mille chevaux. C'était peu pour faire face aux forces bien supérieures de l'armée de Rhin-et-Moselle; mais le prince Charles ne désespéra point de sa fortune.

Opérations
de
Jourdan
du côté de
Wurzburg
et
la Naab.

Moreau le suivit de près; il s'enfonça dans les défilés de l'Alb, chaîne de montagnes qui sépare le Neckar du Danube; et, vers le 15 thermidor, il déboucha dans la vallée de ce fleuve. Pendant qu'il opérerait ce mouvement, Jourdan, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, laissait Francfort sur la droite, marchait sur Wurtzbourg et en chassait les Impériaux (7 thermidor); peu de jours après, il débouchait au delà des montagnes de Souabe, sur les bords de la Naab, l'un des affluents du Danube. Wartensleben alors se repliait devant lui, non sans honneur et sans

gloire ; car dans ce vaste espace, coupé de montagnes, de forêts et de rivières, les passages et les positions susceptibles de défense étaient successivement le théâtre de lutttes acharnées et meurtrières. Le 17 thermidor, à la suite d'un engagement fort vif, l'armée de Sambre-et-Meuse occupa Bamberg. Par un changement de front en arrière, Wartensleben prit de nouvelles positions : ayant sa droite appuyée à la Rednitz et son front couvert par la Wisent, il porta sa gauche sous l'abri du canon de Forchheim, petite place de guerre située entre Bamberg et Nuremberg ; d'autre part, il chercha à maintenir ses communications entre son quartier général et l'armée de l'archiduc, qui se rapprochait alors de Nordlingen. Le prince Charles manda à son lieutenant de venir le joindre ; mais Wartensleben, se croyant en sûreté, tarda à se mettre en route. Le 20 thermidor, pendant que son aile droite était attaquée par Championnet, Grenier et Bernadotte, il eut lui-même sur le centre à soutenir l'effort du général Ney et de la division Collaud. Le combat resta indécis jusqu'au soir ; mais, à cette heure, la droite des Autrichiens ayant été battue sur la Rednitz, le centre se replia à son tour, et la place de Forchheim, quoique suffisamment approvisionnée en hommes et en munitions de guerre, ouvrit ses portes au général Ney. Wartensleben se rejeta sur la route d'Amberg, laissant à sa gauche et derrière lui la ville de Nuremberg assez mal gardée. Jourdan pouvait s'emparer de cette place, en se rapprochant de l'armée de Rhin-et-Moselle : ce mouvement de concentration eût été utile, il eût fait la force des deux armées ;

août 1796. mais les instructions de Carnot ne permettaient pas de suivre cette route, elles prescrivait aux généraux de s'attacher sans relâche à poursuivre l'ennemi et à l'écraser. Bonaparte, à la place de Moreau et de Jourdan, eût dédaigné des ordres fâcheux; il eût pris conseil de son génie et des circonstances : mais ses émules de gloire n'avaient ni son orgueil ni son énergie; ils se contentaient d'obéir. Jourdan suivit la trace de Wartensleben; il s'engagea dans une contrée difficile, accidentée, coupée de bois, de montagnes et de ravins, et qui ne présentait qu'une seule route praticable pour l'artillerie. Le 30 thermidor, on se battit sur trois points, à Sulzbach, à Hopperg, à Heinfeld; le même jour, la division Championnet chassa les Autrichiens du bois et du village d'Augsberg : ces diverses actions, assez peu décisives, coûtèrent dix-huit cents hommes à l'ennemi; la perte de l'armée de Sambre-et-Meuse fut moindre de moitié. Cependant, pour obéir aux ordres de l'archiduc, Wartensleben se détermina à se replier derrière la Naab, rivière dont les bords escarpés offraient à une armée en retraite des positions utiles : Jourdan le fit suivre, mais par des routes mal choisies; et le 3 fructidor (20 août), après plusieurs combats d'arrière-garde, l'ennemi parvint à se réfugier derrière l'abri que le prince Charles lui avait lui-même indiqué.

Ainsi, pendant que sur le Pô, le Mincio et l'Adige, l'armée d'Italie étonnait l'Europe par ses victoires et menaçait de prendre l'Empire à revers, les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle avaient pénétré, par delà les montagnes de la Souabe et de la Fran-

conie, jusqu'au cœur de l'Allemagne : la première in- Sept. 1796.
 quiétait la Bohême, l'autre débouchait sur le Danube.

Le prince Charles suspendit soudain son mouvement de retraite. Le 24 messidor, il fit face à Moreau, et lui livra bataille près de Neresheim. Le combat dura dix-sept heures. Les Autrichiens enlevèrent les avant-postes de l'armée française, et débordèrent ses ailes; la droite fut chassée de ses positions, et repoussée vers Heydenheim. En ce moment l'aile gauche, aux ordres de Desaix, faisait bonne contenance, et rendait inutiles les efforts de l'ennemi. Moreau jugea que l'occasion était propice : à l'aide de la réserve et du centre, il répara l'échec de l'aile droite, et contint, quoique péniblement, l'attaque autrichienne. La victoire était restée indécise; Moreau lui-même prenait des dispositions pour assurer éventuellement sa retraite, lorsque, dans la nuit, le prince Charles abandonna le champ de bataille, et laissa aux Français l'honneur de la journée.

Victoire
de
Moreau à
Neresheim.

Au moment où la bataille de Neresheim ouvrait à Moreau les routes de la Bavière, l'archiduc apprit les revers de Wartenslebens et la retraite de ce général vers la Bohême : sur-le-champ il résolut de se porter à son secours. Laissant donc, pour tenir tête à Moreau, le général Latour et quelques divisions, il se fit suivre du gros de l'armée, et se porta, à marches forcées, dans la direction d'Amberg, où il espérait rencontrer Wartensleben; mais déjà ce dernier était retranché derrière la Naab. La jonction des deux armées autrichiennes s'effectua le 5 fructidor, sur les bords de l'Altmuhl; et Jourdan, se voyant menacé par des forces supérieures, se replia sur Amberg. Le 7,

Retour
offensif de
l'archiduc
du côté de
l'armée
de
Sambre-et-
Meuse.

Sept. 1796.

Cette
armée est
rejetée
sur
le Rhin.

il fut attaqué et enfoncé sur plusieurs points de sa ligne. Vaincu, il se rejeta sur Salzbach, puis sur Wurtzbourg : ce fut là que, le 17 fructidor, s'engagea une bataille générale. Elle parut d'abord devoir se terminer à la gloire des Français, et l'aile gauche des Autrichiens, commandée par le général Starray, fut repoussée avec perte : leur aile droite était placée sous les ordres de Wartensleben. L'archiduc enjoignit à ce général de passer le Mein à gué avec toute sa cavalerie, et de charger vigoureusement la gauche de l'armée française. Wartensleben obéit : avec vingt-quatre escadrons de cuirassiers, il traversa la rivière et déboucha vers Erfelsdorf. Huit bataillons de grenadiers le soutinrent, et l'armée de Sambre-et-Meuse, écrasée par le nombre et vaincue, fut rejetée sur la Sieg et le Rhin. Dans sa retraite, qui s'opéra d'ailleurs avec ordre, elle se vit harcelée par des corps de paysans et de partisans. L'aile droite, toujours commandée par Marceau, et placée en avant de Mayence, reçut de Jourdan l'ordre de quitter ses positions, et de se porter sur les routes de l'Allemagne, pour assurer la retraite du gros de l'armée et tenir en échec le prince Charles. Marceau exécuta cet ordre avec vigueur et intelligence, et, par plusieurs attaques hardies, il arrêta ou retarda la marche de l'ennemi. Pendant que cette diversion habile contribuait à couvrir le mouvement rétrograde de Jourdan, l'armée de Sambre-et-Meuse et la république firent une perte cruelle. L'intrépide Marceau, toujours au poste du danger, toujours prêt à faire à la France le sacrifice de sa vie, périt, le cinquième jour complémentaire

de l'an IV (21 septembre 1796), mortellement frappé par la balle d'un chasseur tyrolien. L'armée de Sambre-et-Meuse, en pleine retraite, ne put enlever du champ de bataille le corps du jeune chef déjà revêtu de tant de gloire ; mais le prince Charles, noble et généreux ennemi, se montra digne de lui rendre les honneurs funèbres. Les deux armées suspendirent donc pour un jour la guerre. Au bruit du canon français et du canon autrichien, ce qui restait de Marceau fut inhumé en grande pompe dans le camp retranché de Coblenz. Plus tard, des mains pieuses élevèrent sur cette tombe un monument modeste que respectèrent les braves de tous les pays, et le poète s'écria : « Salut, humble et sublime pyramide ! tu couvres les « cendres d'un héros... Honneur immortel à sa mémoire ! A peine son corps était-il descendu dans le « sépulcre, les larmes coulaient des yeux du soldat, et « arrosaient la tombe où il allait reposer. Sa vie fut « glorieuse, courte, immortelle. Il se battit pour rendre la liberté à sa patrie ; il fut pur comme la cause « qu'il avait embrassée, noble comme Paul-Émile et « Brutus. Il fut magnanime, et ses ennemis ont pleuré « sur son tombeau (1). » Marceau, né à Chartres, était âgé de vingt-sept ans quand il mourut pour la France.

Sept. 1796.

Mort et
funérailles
de
Marceau.

En vingt-cinq jours, l'armée de Jourdan avait été ramenée de la frontière de Bohême sous les murs de Dusseldorf. Plus heureux ou plus tenace, Wartensleben avait mis deux mois à se retirer de la Sieg à

(1) Lord Byron, *Child-Harold*, ch. 3, strophe 56.

Sept. 1796. la Naab, disputant le terrain, pied à pied, avec des forces inférieures : il est vrai que le peuple allemand était pour lui, et que Jourdan comptait un ennemi dans chaque paysan en état de combattre. Le directoire montra beaucoup d'irritation, il accusa Jourdan ; mais l'opinion publique ne prit pas le change ; elle pardonna les revers au vainqueur de Fleurus : elle ne s'en prit qu'au gouvernement, dont les plans stratégiques, dictés à Paris et impérieusement transmis aux généraux, avaient si gravement compromis la gloire de l'armée et l'avenir de la campagne.

LIVRE DEUXIÈME.

Malgré les revers de Jourdan et de l'armée de Sambre-et-Meuse, la cinquième année de la république s'ouvrait sous de favorables auspices. Moreau, engagé sur les routes de la Bavière, ne trouvait en face de lui qu'un ennemi trop faible pour lui tenir tête. Bonaparte, après avoir successivement dispersé et détruit trois armées, gardait encore les avenues du Tyrol, et bloquait dans les murs de Mantoue le vieux Wurmser et les débris des troupes impériales. La crainte réduisait Rome et Naples à solliciter la paix. Le Piémont, la Toscane, Parme, Modène, Gênes la Superbe, vivaient encore, au jour le jour, d'une existence précaire et bien chèrement achetée. Venise hésitait entre les conseils de la ruse et ceux de la peur. L'Espagne frémissait à voir son roi, débile petit-fils de Louis XIV, serrer dans ses mains celles des meurtriers de Louis XVI : elle avait honte de sa propre faiblesse et de la lâcheté de Godoï. La Hollande faisait cause commune avec la France. La Prusse trouvait son compte à la politique d'isolement qu'elle avait acceptée. Le margrave de Bade, l'électeur de Wurtemberg, les princes souverains de la Souabe et de la Saxe, sollicitaient la paix et né-

Oct. 1796.

Situation
de
l'Europe
au
commence-
ment de
l'an V.

Oct. 1796. gociaient avec la république, trop heureux de pouvoir se retirer de la coalition en cédant à la France ces fiefs et ces possessions d'outre-Rhin, dont la confiscation avait naguère servi de prétexte à la guerre. L'Angleterre et l'Autriche continuaient seules à porter le poids de la lutte. La Russie attendait; les autres nations persistaient à demeurer neutres.

L'Autriche. L'Autriche était bien loin de ce jour où elle exigeait impérieusement de la France le rétablissement du trône et l'abandon des institutions révolutionnaires; plus loin encore de ce temps où ses drapeaux flottaient à Condé, au Quesnoy, à Valenciennes; où ses armées prenaient possession de notre Flandre et de notre Alsace au nom de S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Hongrie : elle en était venue à ne plus combattre que pour réparer des revers ou délivrer

L'Angleterre. son propre territoire. L'Angleterre était plus heureuse. Si ses armées avaient été vaincues en Flandre et dans les Provinces-Unies; si elle avait fait en argent et en hommes les plus pénibles sacrifices, du moins avait-elle conservé son ascendant sur les mers, et, sous ce rapport, la guerre lui avait offert de nombreuses compensations. Ses opérations navales, depuis un an, avaient été presque toutes marquées par des succès. Chassée de Toulon, elle était toujours demeurée en possession de la Corse. Nous avions perdu par la guerre, par la révolte, et par l'application prématurée des principes, la plupart de ces riches colonies jadis la fortune et l'orgueil de la France. La ville du Cap, l'une des métropoles de Saint-Domingue, avait été livrée à l'incendie par les nègres; et ces

esclaves rebelles avaient fait périr, dans les plus horribles massacres, l'élite de la population blanche (1). La Martinique était tombée au pouvoir des Anglais; et une honorable capitulation, accordée à Rochambeau, n'avait point consolé la France de ce désastre (2). Les Anglais s'étaient rendus maîtres de Port-au-Prince le jour même où leur flotte avait vaincu la nôtre sur les côtes de Brest (3). Les noirs de Saint-Domingue avaient massacré les Français au fort Dauphin (4). Les Anglais avaient successivement occupé Ceylan, Malaca, Cochin, Schinschoura, Banda, Amboine, anciennes et puissantes colonies de la Hollande. Dans les Antilles, le général Nichols nous avait repris la Grenade (5). Le général Abercromby avait réduit Sainte-Lucie (6). Nous n'occupions désormais qu'un faible coin de Saint-Domingue. C'étaient là, pour l'Angleterre, des résultats sérieux, dont elle pouvait à bon droit s'applaudir. Cependant, au mois de ventôse an IV (mars 1796), les Anglais remportèrent encore une brillante victoire navale, en détruisant, près du cap de Bonne-Espérance, une flotte hollandaise récemment partie du Texel; mais ces victoires et ces avantages, quelle que fût leur portée, ne contribuaient point à rendre populaire, dans la Cité de

(1) 21 mai 1793.

(2) 2 germinal an II (22 mars 1794).

(3) 13 prairial an II (1^{er} juin 1794).

(4) 28 brumaire an III (18 novembre 1794).

(5) Ventôse an III (mars 1795).

(6) Floréal an III (mai 1795).

oct. 1796. Londres, les sacrifices imposés par la guerre et la politique persévérante de Pitt.

Tentatives
peu
sincères
de
négociations.

A deux reprises, en fructidor et en vendémiaire, ce ministre jugea convenable d'entamer des négociations pacifiques avec le directoire : c'était de sa part un leurre, et non un acte sérieux. Mais le cabinet anglais craignait que l'Autriche, sous l'impression des victoires de Bonaparte et de Moreau, ne se déterminât enfin à conclure la paix avec la France; et dans ce cas, que tout faisait pressentir, la situation de l'Angleterre aurait paru amoindrie et mauvaise. Il valait mieux pour elle, si la paix devenait inévitable, que l'Autriche ne l'obtînt de la France que par l'entremise de l'Angleterre; il paraissait même évident que les deux puissances devaient plus gagner à négocier ensemble, qu'à mettre l'une après l'autre les armes bas et à obtenir isolément des traités de paix. M. Pitt tenait d'ailleurs à annoncer au parlement, s'il avait à réclamer de lui de nouveaux subsides, que le gouvernement de S. M. B. n'avait rien épargné pour mettre un terme aux hostilités, et qu'on ne devait imputer la durée de la guerre qu'à l'opiniâtreté de la France. Le directoire, qui pénétrait sans peine les intentions réelles du cabinet anglais, cherchait à les éluder, et à conclure, le plus promptement possible, une paix séparée avec l'empereur. Vers le milieu de vendémiaire (2 octobre), Bonaparte fut chargé par le gouvernement de la république d'entamer des négociations directes avec l'empereur et le conseil aulique; mais cette tentative ne fut suivie d'aucun résultat utile. Dans cet inter-

valle , le directoire traînait en longueur les négociations dont M. Pitt et lord Grenville avaient pris l'initiative. Le 6 octobre 1796, le roi George ouvrit la session du parlement, et entretint avec complaisance les lords et les communes de ses espérances pacifiques : il est vrai que, prévoyant le cas où elles ne se réaliseraient pas, à son grand regret, il annonçait que le peuple anglais et ses représentants devaient se préparer à l'éventualité de nouveaux sacrifices. L'opposition et son illustre chef, M. Fox, se montrèrent satisfaits, quoique avec réserve, comme il convient à un parti jaloux et défiant ; le parti de la guerre et son principal orateur, lord Fitz-William, manifestèrent quelque indignation de ce qu'on osait parler de traiter avec la France : ils invoquèrent l'intérêt des principes ; ils demandèrent si cette république, à laquelle on offrait la paix, avait ou non désavoué le système désorganisateur d'insurrection et de propagande imaginé par les jacobins et la convention ? Si le gouvernement anglais en était venu à approuver cette politique follement révolutionnaire, après avoir si souvent déclaré que c'était là le seul motif qui l'empêchait de poser les armes ? S'il accepterait des conditions fondées sur ces principes ? S'il tolérerait que les Alpes et le Rhin demeurassent les bornes de la France, que les Pays-Bas fussent incorporés à la république ? La résistance du parti de la guerre plaisait à M. Pitt, et lui promettait de prochaines adhésions ; mais, pour le moment, le ministère anglais se tint dans une réserve officielle, et la majorité se prononça en sa faveur dans les deux chambres.

Oct. 1796.

Ouverture
de la
session du
parlement.

Oct. 1796.Reprise
des
négociations.

Le négociateur anglais, lord Malmesbury (1), vint à Paris dans les premiers jours de brumaire, et eut quelques conférences avec Charles Delacroix, ministre des relations extérieures. Dans le cours de ces négociations, le chargé d'affaires du cabinet britannique déclara formellement que l'Angleterre n'admettrait aucune proposition par laquelle on voudrait séparer ses intérêts de ceux de ses alliés : c'était précisément ce que repoussait le directoire. Au mépris de tous les usages admis par les peuples civilisés, le gouvernement républicain, en même temps qu'il affectait de traiter de la paix, faisait attaquer par les journaux, et par d'autres voies non moins directes, les intentions et le caractère du gouvernement anglais et de son envoyé; il leur imputait un caractère manifeste de fausseté et d'intrigue; il publiait qu'on ne cherchait qu'à gagner du temps et à tendre des pièges. C'étaient peut-être là des vérités; mais en diplomatie chacun garde pour soi de pareils secrets, et il est passé en coutume de respecter l'honneur des gouvernements. On sent bien que des négociations ainsi commencées et poursuivies ne devaient guère amener une solution pacifique.

L'Angleterre était d'ailleurs peu disposée à céder à la république la libre possession des Pays-Bas : ces riches provinces, si longtemps disputées à la France, et que notre patrie persiste à considérer comme autant de dépendances nécessaires ou naturelles, seront toujours, de la part de la Grande-Bretagne, un su-

(1) Autrefois connu sous les noms de *sir James Harris*.

jet d'inquiétude ou de jalousie. Les négociateurs Sept. 1796. cherchaient à s'entendre sur les compensations, et d'avance on pouvait affirmer qu'ils n'y parviendraient pas. L'Angleterre se trouvait de plus en plus enhardie. Aux revers de l'armée de Sambre-et-Meuse étaient venues se joindre, pour la France, de nouvelles causes d'alarmes. Aussi, à chaque difficulté qui se présentait, lord Malmesbury demandait-il à en référer à son gouvernement, et les semaines se passaient en pourparlers stériles.

Sur ces entrefaites, l'attention publique se reportait vers l'Allemagne et l'Italie, double théâtre des opérations et des luttes de nos armées : la situation de Bonaparte, près des marais de Mantoue, ne laissait pas que de paraître difficile; celle que la retraite précipitée de Jourdan avait faite à Moreau était encore plus grave et plus critique.

Opérations
des
armées.

—
Situation
difficile de
Moreau
vers le
Danube.

On se rappelle qu'après la bataille de Neresheim, livrée le 24 thermidor, l'archiduc, abandonnant à Moreau les routes de la Bavière, s'était porté, avec le gros de son armée, au secours de Wartensleben et de la Bohême. Ce mouvement, opéré avec vigueur et intelligence, avait eu pour résultat de rejeter l'armée de Sambre-et-Meuse sur le Rhin, et de découvrir sur son flanc gauche l'armée de Rhin-et-Moselle. Il n'en fallut pas davantage pour changer entièrement la face des affaires en Allemagne. Tant que Moreau n'avait eu devant lui que l'armée affaiblie et découragée que lui opposait encore le général Latour, il avait ajouté de nouvelles victoires à celles des jours précédents. L'archiduc s'en mettait peu en

Sept. 1796. peine : « Que Moreau aille à Vienne, avait-il dit ; « peu m'importe, pourvu que je batte Jourdan. » Peu s'en fallut, en effet, que Moreau ne s'avancât jusque sous les murs de la capitale des États héréditaires. Le 6 fructidor, il franchit le Lech, après avoir battu à Friedberg l'armée ennemie, qui avait osé lui disputer le passage : maître d'Ulm, vainqueur dans cinq batailles rangées, il poussa ses avant-postes à trois lieues de Munich ; et déjà c'en était fait de l'électeur de Bavière et de sa puissance, lorsque soudain la nouvelle des défaites de l'armée de Sambre-et-Meuse parvint à l'armée de Rhin-et-Moselle, et suspendit sa marche dans la vallée du Danube. Moreau hésita ; la prudence lui fit une loi de ne point s'aventurer davantage en Allemagne. Il vit que l'armée de Sambre-et-Meuse, exposée sur sa gauche au retour offensif d'un ennemi victorieux, pouvait être coupée dans sa retraite vers la France, et découvrir ainsi nos frontières d'Alsace sur une étendue de cinquante lieues. Dans cette situation, la conquête de la Bavière ne pouvait offrir que des avantages éphémères. Il était évident que cet électorat se laisserait envahir, et se bornerait à attendre les secours de l'Autriche, secours qui lui viendraient à temps et ne tarderaient pas à le relever. Que deviendrait alors l'armée de Rhin-et-Moselle, entourée de forces ennemies numériquement supérieures, coupée du côté de la France, tenue en échec sur son front et sur ses ailes ? Pouvait-elle accepter de telles éventualités à cent lieues du Rhin, dans un pays ennemi, où chaque toit cachait un ennemi, où chaque défilé, à travers les bois et les

Célèbre
retraite de
Moreau.

montagnes, devait être disputé au prix d'un combat? Moreau entrevit d'un coup d'œil tous les dangers de cette situation, et, quoique vainqueur, il se détermina à battre en retraite : toutefois, avant de prendre ce parti, il eut soin de donner le change à l'ennemi, et de le tenir pendant plusieurs jours incertain sur ses projets. On peut dire que Bonaparte, à la place de Moreau, eût fait davantage, et que, persévérant dans sa marche sur le Danube, il serait allé chercher la paix à Vienne. Mais Moreau n'avait point pour coutume de faire la part du génie et de l'imprévu ; il ne donnait rien au hasard ; et s'il ne brilla point comme aventurier, il conquist beaucoup de suffrages par sa prévoyance.

La retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle commença le 25 fructidor (11 septembre) : elle fut longue et glorieuse. Le 30, toute l'armée se trouva concentrée sur la rive droite du Danube, vers Neuburg et Walden ; le 3 vendémiaire, elle arriva sur l'Iller sans rencontrer d'obstacles et sans être inquiétée. Le général Latour, à la tête d'une armée autrichienne, la suivait de près, tandis que d'autres forces ennemies, aux ordres des généraux Nauendorf et Petrasch, manœuvraient pour la déborder ou pour la couper : les unes se portaient rapidement sur la route d'Ulm, les autres, par les vallées de la Kintzig et de la Renchen. L'armée française avait surtout à craindre que le prince Charles, après avoir rejeté Jourdan sur le Rhin, ne se portât vigoureusement sur la route que Moreau devait parcourir : par bonheur pour ce dernier, l'archiduc était loin encore ; les au-

Oct. 1796.

Bataille
de
Biberach.

tres généraux autrichiens s'entendaient mal, et leurs mouvements, inhabilement concertés, laissaient à l'armée de Rhin-et-Moselle l'avantage du nombre. Le 11 vendémiaire (2 octobre), elle livra bataille à ses ennemis entre Biberach et le lac de Feder; l'armée du général Latour était appuyée par le corps auxiliaire du prince de Condé. Le courage des émigrés français sauva les Autrichiens d'une destruction complète. Les dispositions de Moreau avaient été si habilement prises, les généraux Desaix, Saint-Cyr et Ferino les avaient exécutées avec tant de vigueur et d'audace, que l'armée autrichienne, vaincue, coupée sur tous les points et mise en pleine déroute, laissa le champ de bataille couvert de morts; elle perdit, en outre, une grande partie de ses canons et cinq mille hommes faits prisonniers. Le jeune duc d'Enghien, qui combattait sous les ordres de son père, se fit remarquer par sa brillante valeur.

Moreau
continue sa
retraite.
Derniers
combats.

C'est ainsi que Moreau illustre sa marche rétrograde, et qu'il écrasait successivement tous les corps autrichiens chargés de lui barrer les passages du Brigaw et de la forêt Noire. Il aurait pu se maintenir sur le théâtre de ses victoires; mais il savait que l'armée de Sambre-et-Meuse était hors d'état de reprendre l'offensive, et que, sur ses derrières, le prince Charles cherchait à lui couper toute retraite. Ce dernier avait perdu du temps à recevoir des fêtes à Francfort et à Manheim. Enfin, il se mit en marche pour attendre Moreau au débouché des montagnes Noires, du côté de Kehl. A cette nouvelle, et en apprenant que la vallée de la Kintzig était occupée par l'ennemi,

Oct. 1796.

Moreau renonça au dessein qu'il avait formé de se replier sur Strasbourg ; il fit prendre à ses troupes la route qui de la Souabe conduit à Freyburg et à Vieux-Brisach, par des gorges étroites et d'un accès difficile, qui portent le nom si expressif de *Val d'Enfer* ; les détachements ennemis qui lui disputaient ces chemins furent attaqués, battus et dispersés. Moreau respecta la neutralité de la Suisse ; il ne voulut pas violer le territoire de ce pays, et préféra imposer à son armée des marches longues et pénibles, dont l'intrépidité des républicains fit autant de sujets de gloire pour la France. Cependant l'armée de l'archiduc arrivait à pas précipités pour fermer toute retraite à son ennemi ; le 24 vendémiaire, elle opéra sa jonction avec le corps du général Petrasch ; le 25, le général Latour lia sa droite avec le prince Charles, et déboucha dans la plaine du Rhin par la vallée de la Kintzig ; le 27, les émigrés et le corps autrichien, aux ordres du général Trœlich, qui avaient suivi les Français par le Val d'Enfer, arrivèrent à leur tour à Neustadt ; le 28, le prince Charles, ayant concentré ses forces, atteignit enfin Moreau, et lui présenta bataille à Emmindlingen. Toutes les dispositions de l'ennemi étaient faites pour cerner l'armée de Rhin-et-Moselle, et ne lui laisser d'autre ressource que de se jeter dans le fleuve ; mais Moreau prévint lui-même l'archiduc, et commença l'attaque. On se battit de part et d'autre avec acharnement : enfin Wartensleben, qui commandait le centre de l'armée ennemie, repoussa les Français derrière l'Elz. Le lendemain, l'archiduc et ses lieutenants recommencèrent

Bataille
d'Emmindlingen.

Oct. 1796. le combat sur divers points, et, dans ces différentes attaques, l'avantage demeura à l'ennemi. Moreau voulut opérer une diversion; et, renonçant à se maintenir dans le Brisgau, il prescrivit à Desaix de se porter sur Vieux-Brisach avec l'aile gauche, et de franchir le Rhin, tandis que de son côté il chercherait à passer ce fleuve à Huningue. Desaix exécuta avec précision ce mouvement, et, après son passage, fit lever le pont de bateaux dont il s'était servi. Pour Moreau, comme il avait à cœur d'assurer la retraite de ses troupes vers Huningue, il fit occuper à son armée la position de Schliengen, qui couvre la route et la vallée du Rhin sur la rive droite de ce fleuve, entre Freybourg et Bâle (1^{er} brumaire-22 octobre). Ce fut dans ces retranchements naturels que le général français attendit l'armée autrichienne.

Combat
de Schliengen.

Dans la nuit du 2 au 3 brumaire, l'archiduc fit ses dispositions pour une attaque générale : Wartensleben, grièvement blessé au combat livré sur l'Elz, ne put prendre part à cette affaire. La pluie qui tombait par torrents, dans la journée du 3, rendait les chemins impraticables, et ne permettait pas d'engager le combat. La colonne du prince de Condé osa néanmoins attaquer les avant-postes républicains au village de Steinstadt, et elle parvint à les chasser de leurs positions; sur d'autres points des engagements partiels eurent lieu, et l'avantage resta à l'ennemi. La journée du 4 fut plus sérieuse : les Autrichiens, favorisés par le nombre, obtinrent sur toute la ligne des succès peu décisifs, mais chèrement achetés. Un brouillard très-épais, suivi d'un orage violent, mit

fin à cette série de combats; et les Autrichiens passèrent toute la nuit sous les armes, prêts à recommencer l'attaque au lever du jour. Pendant qu'ils bivouaquaient sur le terrain, Moreau abandonna ses positions et continua son mouvement de retraite : enfin, le 6 brumaire, il passa le Rhin à Huningue, avant même que l'armée ennemie eût pu attaquer son arrière-garde.

Oct. 1796.

Telle fut cette retraite de Moreau, qui conserva à la république l'armée de Rhin-et-Moselle, et n'affaiblit ni la gloire ni l'ascendant de la France. Comme mouvement militaire, on a pu en exagérer la portée : déjà, en l'an V, Bonaparte avait des ennemis et des jaloux, fort empressés d'exalter la gloire de Moreau au détriment de celle du vainqueur de l'Italie; et ces juges, prévenus d'avance, élevaient jusqu'aux nues la renommée et les services de l'armée de Rhin-et-Moselle. Plus tard, Moreau ayant subi la persécution, ce sentiment favorable s'accrut, et l'on vanta davantage encore la retraite d'Allemagne, comme pour protester d'autant contre Bonaparte puissant et victorieux. Vint enfin une époque plus malheureuse pour Moreau, celle qui le vit combattre la France au profit des rois; et l'esprit de parti s'attacha au souvenir de sa fameuse campagne de l'an V, tantôt pour en nier le mérite, tantôt pour l'exagérer outre mesure. Aujourd'hui que les passions sont refroidies, il est permis, il est facile d'être juste. La retraite de Moreau fut savante et difficile, mais les fautes et l'impuissance de l'ennemi la favorisèrent autant peut-être que la science du général français : si le prince

Jugement
porté sur la
retraite
de Moreau.

oct. 1796.

Charles eût montré alors l'énergie et l'activité dont il fit preuve dès le début de la campagne, l'armée de Rhin-et-Moselle, cernée de toutes parts, passait peut-être sous les fourches de ses ennemis. Enfin, s'il est équitable d'admirer une opération stratégique habilement conduite, et heureusement menée à terme, on peut, sans céder à l'esprit d'envie, préférer à la sagesse de Moreau la hardiesse et la témérité d'un général qui, victorieux à Munich, au lieu de rétrograder sur le Rhin, serait allé planter ses drapeaux sur les murs de Vienne.

Négociations
et
actes diplo-
matiques
du
gouverne-
ment
directorial.

Dans les derniers jours de l'an IV, le directoire avait essayé de reconstituer une sorte de pacte de famille entre la France, l'Espagne, la république de Venise et la Porte Ottomane : chacune de ces puissances avait à disputer à l'Angleterre l'empire de la Méditerranée, et c'est en vue de cet intérêt que le gouvernement français s'était cru un moment à la veille de mettre la république à la tête d'une nouvelle ligue offensive ou défensive. L'Espagne seule prêta la main à ces arrangements. Par un traité de paix qui porte la date du 12 fructidor, et dont les ratifications furent échangées à Saint-Ildefonse, le roi Charles IV et le directoire convinrent ensemble de se prêter un mutuel appui contre l'ennemi commun. Ce traité, où l'on imposait une si étrange politique à un roi issu de Louis XIV, ne fut pas pour la France une lettre morte : moins de deux mois après le jour où il devint définitif, l'Espagne déclara la guerre au gouvernement britannique, et réunit ses escadres et son contingent de troupes aux flottes et aux armées de la

L'Espagne.

république française. Le 19 vendémiaire (10 octobre), un traité de paix fut signé à Paris entre le directoire et Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles : il était basé sur les dispositions de l'armistice précédemment accordé par Bonaparte au gouvernement de Naples ; mais la reine Marie-Caroline , toujours animée d'une haine ardente contre la France , avait fait beaucoup d'efforts pour retarder cette conclusion pacifique. Enfin elle se consola , lorsqu'elle put bien entrevoir , ainsi que l'Anglais Acton , son conseiller de sinistre mémoire , que cette prétendue paix n'était qu'une suspension d'armes , sinon un piège.

Oct. 1796.

Naples.

La Porte Ottomane ne répondit aux avances du gouvernement républicain qu'en éludant d'y donner suite. Cette puissance était trop affaiblie , depuis un demi-siècle , pour oser prendre parti dans une lutte entre la France et l'Angleterre , alors surtout que la Russie épiait l'occasion de hâter sa ruine , et de la dépouiller de toutes ses possessions transdanubiennes. Quant à la république de Venise , bien que Bonaparte victorieux campât sur ses frontières ou sur le bord de ses fleuves , elle s'obstina à se résigner au système d'une neutralité armée ; et encore cette neutralité apparente cachait-elle des projets hostiles à la France. Également menacée par l'ambition de l'Autriche et par les idées françaises , la vieille oligarchie vénitienne craignit bien plus pour ses principes que pour son territoire. Elle s'offensait , elle s'indignait à bon droit de ce que Bonaparte se jouât de sa neutralité et violât l'indépendance de ses villes ; et l'Autriche lui paraissait une alliée moins

La Porte.

Venise.

Oct. 1796. dangereuse et moins insolente. Sans se prononcer, elle continua des armements sur le but desquels Bonaparte ne pouvait guère se tromper, et qui hâtèrent sa ruine.

Menées
révolution-
naires
de
Bonaparte
en
Italie.

Bonaparte occupait les loisirs que lui laissait le siège de Mantoue à propager adroitement en Italie les principes de la révolution française : il s'attachait à fomenter secrètement en Lombardie l'esprit d'insurrection et de révolte, dont il cherchait à se faire une arme contre l'Autriche. Le sentiment de l'amour de la patrie n'était point encore éteint dans le Milanais ; sous les vestiges de la domination française, espagnole, allemande, on retrouvait encore, dans les classes moyennes, les étincelles d'une nationalité lombarde, qui pouvaient allumer un vaste incendie ; mais le peuple des campagnes, sur lequel ne pesait que bien faiblement le joug de l'Autriche, et à qui rien ne rappelait les chimères de l'indépendance, s'accommodait sans murmure du joug étranger. Docile aux enseignements du clergé, il se soumettait, silencieusement et sans haine ; il ne réservait sa répugnance et sa colère qu'aux Français, qu'à ces aventuriers impies et licencieux qui, après avoir dans leur pays détruit les autels et dévasté les cloîtres, venaient prêcher à l'Italie une liberté sacrilège et sauvage. Bonaparte connaissait trop bien le caractère des peuples de la haute Italie pour ne point apprécier l'étendue des obstacles qui viendraient du sentiment religieux des masses. Autant que l'indiscipline et l'impiété de ses compagnons le lui permirent, il chercha à rassurer la population, à mettre

Oct. 1796.

un frein à tous les actes effrénés de scandale et de pillage : il voulut qu'on respectât la personne des moines et des prêtres, qu'on s'abstînt de gêner les cérémonies du culte; il se borna à faire abolir les dîmes, et certains droits du clergé. Quelques autres mesures furent prises pour rassurer les classes nobles et les entourer de garanties. Cette politique porta ses fruits. Les habitants du duché de Modène s'insurgèrent contre leur souverain, et le drapeau tricolore fut arboré à Reggio. Vainement le conseil de régence qui administrait le pays voulut-il comprimer la révolte; le général français seconda ouvertement les rebelles, et prêta la main à la formation d'une sorte de gouvernement provisoire. Les provinces de Ferrare et de Bologne, dont l'abandon avait été imposé au pape, suivirent le mouvement commencé à Reggio et à Modène; et ces diverses contrées, associant leurs tentatives révolutionnaires sous la protection du drapeau français, s'organisèrent en un seul État, qui reçut de Bonaparte la dénomination de *république cispadane*. Le gouvernement improvisé dans ce pays signala l'inauguration de son pouvoir par des mesures de persécution contre les prêtres.

Établissement
de la
république
cispadane.

A la nouvelle de cette révolution qui s'opérait sur la rive droite du Pô, les républicains de Milan et de la Lombardie ne demeurèrent point inactifs : ils constituèrent leur pays en un État indépendant, organisé à l'image de la France, et qui prit le nom de *république transpadane*. Bonaparte donna aux deux nouvelles républiques des règlements, une police et des lois, sauf à ces pays à modifier plus tard ces éta-

Formation de
la
république
transpadane.

Oct. 1796. blissements en faisant usage de la souveraineté du peuple. Le directoire et Bonaparte ne voyaient d'ailleurs, dans la création de ces bizarres républiques, que des faits essentiellement provisoires : ils s'attendaient à conclure, à une époque plus ou moins éloignée, un traité de paix avec l'Autriche ; et, dans leur pensée, il était possible qu'on se vît forcé de disposer des nouveaux États italiens en faveur d'une puissance étrangère, ne fût-ce que pour acheter et faire accepter par l'Europe la possession des Pays-Bas et la limite du Rhin.

La Corse
est
rendue à la
France.

Vers la fin de vendémiaire, un événement d'une haute importance s'accomplit dans la Méditerranée : la contrée qui, depuis plus de deux ans, formait le quatrième royaume du roi George, l'île de Corse, fut enfin délivrée de la domination anglaise. Paoli, qui, en haine de la France, avait livré sa patrie aux armées britanniques, n'avait point tardé à se repentir de sa défection. Au lieu de recevoir de l'étranger, pour récompense, le gouvernement de la Corse, il s'était vu forcé de subir lui-même, avec tous ses concitoyens, les lois de l'Angleterre et le proconsulat de lord Elliot, nommé vice-roi de l'île. Il ne fallut pas longtemps aux Corses pour apprécier toute la différence qui existe entre l'administration française et celle du peuple anglais. Cette contrée s'indigna d'être réservée au sort de l'Irlande. Le parti national, impuissant à ressaisir et à garder la liberté de la Corse, tourna du moins ses regrets vers la France : les habitants de l'île commencèrent par refuser les impôts, puis ils organisèrent des soulèvements partiels ; enfin, dans toute

l'étendue du pays, la domination anglaise fut mécon- Oct. 1796.
nue, et il ne resta plus au gouvernement britannique
qu'une portion du littoral, et un petit nombre de
places gardées par de faibles garnisons.

Bonaparte, né Corse, et impatient de délivrer l'île
natale, suivait avec une vive sollicitude les progrès
de cette situation : enfin, quand il jugea l'occasion
favorable, il fit préparer, dans le plus grand secret, à
Livourne, une expédition dont firent partie beaucoup
de réfugiés corses, et que commandaient Gentilli et
Casalta, tous deux nés dans l'île, et impatients d'af-
franchir leur pays. Le 28 vendémiaire, les troupes
libératrices abordèrent en Corse, après avoir lutté
contre les éléments et échappé aux croisières an-
glaises; le 30, elles s'emparèrent de Bastia, que
l'ennemi abandonna en toute hâte, laissant en leur
pouvoir sept à huit cents prisonniers et des maga-
sins; le même jour, Casalta et sa troupe forcèrent les
gorges de San-Germano, malgré le feu de deux vais-
seaux anglais embossés près de la côte, et qui ti-
raient à mitraille; le soir, les insurgés rétablissaient
l'autorité des lois françaises à Saint-Florent. Sur ces
entrefaites, d'autres détachements occupaient Bonifa-
cio, et faisaient prisonnière la garnison de cette place;
peu de jours après, le drapeau de la république était
arboré à Ajaccio : la patrie de Bonaparte redevenait
terre de France, et Pascal Paoli prenait le chemin de
l'exil.

L'armée d'Italie avait reçu quelques renforts déta- Situation
de
l'armée d'Ita-
lie.
chés de l'armée de Hoche, mais elle n'était point
encore en mesure de compléter ses cadres et de ré-

Oct. 1796. parer le sang qui avait payé ses victoires ; elle était d'ailleurs décimée par la fatigue et les maladies : aussi, pendant qu'une partie des divisions de Bonaparte continuaient à bloquer Mantoue, les autres ne pouvaient entreprendre d'envahir les vallées du Tyrol, encore gardées par les montagnards et par les débris des armées de Quasdanowich, de Davidowich et de Wurmser. C'était le moment où l'armée du prince Charles venait de rejeter Moreau et Jourdan sur le Rhin : l'Autriche, qu'exaltait cette fortune inespérée, résolut de tenter un grand effort pour reconquérir l'Italie. Le conseil aulique organisa donc une troisième armée, plus puissante que celles de Beaulieu et de Wurmser, et il en confia le commandement au feld-maréchal Alvinzi, brave officier, d'origine hongroise. La présence du prince Charles était encore nécessaire du côté du Rhin ; on regretta de ne pouvoir opposer à Bonaparte ce rival digne de lui.

L'Autriche
envoie en
Italie une
quatrième ar-
mée.

Cependant l'arrivée d'Alvinzi allait placer les Français dans une situation difficile : d'une part, quarante-cinq mille Autrichiens pleins d'enthousiasme, et activement secondés par la population des montagnes, allaient descendre par le Tyrol, et se porter sur les derrières de la ligne de défense des républicains ; de l'autre, la garnison de Mantoue, qui valait une armée, pouvait reprendre l'offensive et attaquer de front les soldats de Bonaparte ; enfin, sur leur gauche, ces soldats pouvaient d'un moment à l'autre être cernés ou débordés par les troupes vénitiennes, dont la neutralité douteuse dépendait d'une victoire ou d'une défaite.

Le plan d'opérations d'Alvinzi était à peu près semblable à celui qu'avait d'abord suivi Wurmser à son arrivée dans le Tyrol. Il consistait à marcher sur Vérone par la vallée de la Brenta, tandis que Davidowich, à la tête de ses divisions, manœuvrerait sur la droite, pour chasser les Français de Trente, de Roveredo, de Rivoli et de la vallée de l'Adige; les deux armées devaient ensuite opérer leur jonction sur le bas Adige, dans le Frioul, et faire lever le siège de Mantoue. Le corps du Frioul, commandé par Alvinzi, commença le premier son mouvement. Le 8 brumaire (29 octobre), il franchit le Tagliamento; le 12, il passa la Piave, puis ses troupes, divisées en plusieurs colonnes, s'avancèrent par des routes différentes vers la rive gauche de la Brenta. Les divisions françaises d'Augereau et de Masséna opérèrent leur jonction en arrière de cette rivière, et s'établirent à Montebello, sur la route qui de Vicence conduit à Vérone. Tandis que la plus grande partie de l'armée se cantonnait sur ce point, et achevait un mouvement de concentration qui, sous quelques rapports, ressemblait à une retraite, la division du général Vaubois recevait de Bonaparte l'ordre de s'opposer à la marche de Davidowich, et d'attaquer les avant-postes autrichiens en avant de Trente. Le général Vaubois prit de fausses mesures, et essuya un échec assez grave. De son côté, le général en chef jugea nécessaire de se porter au-devant d'Alvinzi, et de lui disputer la vallée de la Brenta : il ordonna à la division Masséna de marcher sur Citadella, et, le même jour 16 brumaire, il s'avança avec la divi-

Nov. 1796.

Plan
d'opérations
de
l'ennemi.—
Premières
marches
de
l'armée autri-
chienne.Combats
dans
la vallée de
la Brenta
et dans le
Tyrol.

Nov. 1796. sion Augereau dans la direction de Bassano. Ce corps d'armée rencontra près de Nove une colonne autrichienne commandée par Quasdanowich; le village de Nove fut plusieurs fois pris et repris, et l'on se battit toute la journée sans amener de résultat décisif; on peut croire même que les Autrichiens virent la victoire pencher de leur côté. En revanche, du côté de la Brenta, Masséna battit les divisions du général ennemi Provera, et les rejeta sur la rive gauche de la rivière. Le lendemain, Bonaparte, renonçant à s'emparer de Bassano, fit rétrograder ses troupes sur Vérone. Pendant qu'Alvinzi se félicitait d'avoir contraint Bonaparte à reculer, Davidowich, non moins heureux, s'emparait de Trente, chassait les Français de Roveredo, et rejetait Vaubois sur la Corona et Rivoli. Quand la nouvelle de ces succès parvint à Alvinzi, il venait de s'emparer de Vicence et de Montebello : le moment lui parut favorable pour opérer sa jonction avec l'armée de Davidowich, et, dans ce but, il fit quelques démonstrations destinées à donner le change à Bonaparte sur ses intentions véritables.

Allocution
de
Bonaparte
à la
division
Vaubois.

Bonaparte, laissant une partie de son armée à Vérone, se porta en toute hâte à Rivoli et à Corona, afin d'arrêter à tout prix, sur ce point, la marche de Davidowich, et de maintenir l'isolement des deux armées autrichiennes. Quand il parut au milieu des troupes de la division Vaubois, qui s'étaient laissés vaincre, il les harangua d'une voix sévère : « Soldats, leur dit-il, je ne suis pas content de vous ; vous n'avez montré ni discipline, ni constance, ni

« bravoure; vous vous êtes abandonnés à une ter-
 « reur panique; vous vous êtes laissé chasser de po-
 « sitions où une poignée de braves devait arrêter une
 « armée. Soldats de la trente-huitième et de la quatre-
 « vingt-cinquième, vous n'êtes pas des soldats fran-
 « çais. Général chef d'état-major, faites écrire sur
 « les drapeaux : *Ils ne sont plus de l'armée d'Ita-*
 « *lie.* » A ces mots, on vit se renouveler ce beau
 mouvement des légions romaines, dont Tacite nous
 a transmis le souvenir, alors qu'elles ne purent sup-
 porter les reproches et le mépris de Germanicus. Les
 deux brigades françaises, soulevées par la honte ou
 le désespoir, demandèrent qu'on les menât à l'enne-
 mi, et qu'on leur fournit l'occasion de se justifier ou
 de mourir : c'était là tout ce que Bonaparte attendait
 de ses soldats. Prenant en considération leur repentir,
 il consentit à leur épargner le châtimement dont il les
 avait menacés, et depuis ce jour il ne s'étonna pas
 de les voir au premier rang de l'armée par le dévoue-
 ment et le courage.

Tandis que Bonaparte concentrait des forces sur
 les bords de l'Adige et prenait ses dispositions pour
 arrêter Davidowich, il apprit qu'Alvinzi se portait
 sur Vérone, et occupait déjà Villa-Nova. Sur-le-champ
 il prescrivit aux divisions Augereau et Masséna de
 marcher sur l'armée autrichienne, et de la rejeter en
 arrière. Les Français se mirent en mouvement le 22
 brumaire, à la pointe du jour; mais déjà l'ennemi
 avait occupé les hauteurs de Caldiero, à quatre lieues
 de Vérone. La pluie, mêlée de grésil, tombait par
 torrents, et le vent la chassait sur le visage des Fran-

Combats sur
 les
 routes de
 Vérone.

Nov. 1796. çais, épuisés et fatigués par une marche d'hiver. La division Masséna, ayant affaire aux difficultés du terrain, aux éléments, enfin à un ennemi bien retranché et supérieur en nombre, se vit forcée de se replier. Bonaparte la fit appuyer par la soixante-quinzième demi-brigade, jusqu'alors tenue en réserve : la bonne contenance de cette troupe arrêta la marche offensive des Autrichiens. Vers le soir, les Français se retirèrent sous les murs de Vérone.

Suite des
opérations.

La destinée de l'armée d'Italie était gravement compromise : jamais l'intervention du génie de Bonaparte n'avait paru plus nécessaire pour compenser, s'il était encore possible, les obstacles sans nombre que présentaient les difficultés naturelles du sol et l'inégalité des forces. Sur vingt-sept mille hommes que le général français commandait alors, un tiers au moins était occupé au siège de Mantoue ; le reste devait remplir la tâche énorme de contenir deux armées considérables, de les maintenir séparées, et de les battre l'une après l'autre.

Les fautes de son ennemi devaient le servir. Froid et méthodique, Alvinzi perdit à délibérer un temps précieux qu'il aurait dû employer à combattre : il tint conseil, et mit quarante-huit heures à prendre un parti. Enfin, il se détermina à envoyer une division tenter l'attaque de Vérone, et une autre à Zevio, sur la rive droite de l'Adige, d'où elle aurait ensuite à se porter sur Mantoue. Le reste de l'armée autrichienne demeura campé sur les hauteurs de Caldiero, d'où les Français n'avaient pu chasser l'ennemi. Bo-

naparte conçut le projet hardi de tourner les Autrichiens dans ces positions inexpugnables. Nov. 1796.

Il commença par détacher de la division placée devant Mantoue trois mille hommes, auxquels fut confié le soin de garder Vérone; puis il se mit en mesure de tomber, par Villanova ou San-Bonifacio, sur les derrières d'Alvinzi, et de lui enlever ses parcs, ses magasins et ses principales communications. Disputer à l'armée autrichienne la possession de Vérone, sur un autre point lui interdire le passage de l'Adige, c'était à la fois rendre impossible la jonction d'Alvinzi et de Davidowich, et la délivrance de Mantoue. La difficulté consistait à exécuter ce double mouvement avec des troupes inférieures de plus de moitié à celles d'un ennemi qui, retranché en partie sur des hauteurs, était encore protégé sur son front par une vaste étendue de marais. Bonaparte ne recula pas devant les dangers de cette entreprise.

Plan
de Bonaparte.
—
Préludes
de la
bataille d'Arcole.

Dans la nuit du 24 au 25 brumaire, le gros de l'armée française sortit de Vérone par la route qui conduit à Castel-Novo et à Peschiera. Le soldat se croyait en pleine retraite vers le lac de Garda et les positions occupées par la division Vaubois. Il ne restait plus dans Vérone qu'une poignée d'hommes, aux ordres de Kilmaine. Soudain, à quelques marches de la ville, Bonaparte fit tourner à gauche les têtes de colonnes; et l'armée, après ce brusque mouvement, se mit à suivre le cours de l'Adige sur la rive droite, jusqu'au village de Ronco, où elle arriva avant le jour. Là, un pont avait été jeté depuis quelques heures; et une partie de l'armée, ayant en tête la

Nov. 1796.

division Augereau , se porta sur la rive gauche du fleuve ; l'autre , placée en réserve , demeura sur la droite. Le point de Ronco était peut-être mal choisi. A une lieue plus bas se trouvait Albaredo , village situé au delà des marais. Tout semble indiquer que , de ce côté , l'armée eût rencontré moins d'obstacles ; mais Bonaparte jugea sans doute qu'avec des forces inégales il valait mieux déboucher à travers la plaine marécageuse , par deux chaussées étroites qui la sillonnent. Sur ce terrain , en effet , l'ennemi ne pouvait ni se déployer , ni tirer parti de sa supériorité numérique. Toutefois , il est également vrai de dire que Bonaparte ne connaissait pas bien exactement la configuration des lieux qui allaient lui servir de champ de bataille. Au-dessus d'Albaredo , l'Alpon se jette dans l'Adige ; c'est un torrent profond et large dans la saison d'hiver. D'abord rapide , il ralentit son cours à mesure qu'il approche du confluent. Vers cet endroit , le terrain s'abaisse ; deux rivières l'inondent parfois , beaucoup de ruisseaux et de canaux le traversent , et dans presque toute son étendue il est impraticable , même l'été. Sur la rive gauche de l'Alpon , à deux lieues au delà de Ronco , est situé le village d'Arcole. On y communique par les deux chaussées dont nous avons parlé , et dont l'une part de Zerpa (en face de Ronco) et suit la rive droite de l'Alpon ; tandis que l'autre , qui passe par Albaredo , se prolonge au delà d'Arcole sur la gauche du torrent , et va joindre , vers le nord , la route de Vérone à Vicence. Une troisième chaussée est établie sur la rive gauche de l'Adige , et se dirige , du côté de Vérone , par les villages

de Bionde et de Porcile. Le village d'Arcole était gardé par quelques régiments de Croates détachés de l'armée d'Alvinzi, et chargés d'éclairer sur ce point les avant-postes autrichiens. Ce fut par là que les Français commencèrent l'attaque.

Nov. 1796.

Tandis que les Croates étaient rangés en bataille sur la chaussée de la rive gauche, Augereau et sa division se portèrent, au pas de charge, sur la chaussée qui, par la rive droite de l'Alpon, aboutit au village d'Arcole. Les ennemis firent une résistance opiniâtre et vigoureuse. Il importait aux Français de franchir le pont qui termine la chaussée, avant l'arrivée des renforts qu'Alvinzi ne pouvait manquer d'envoyer à ses troupes. Le succès de la journée dépendait peut-être d'un élan d'enthousiasme. Les généraux donnèrent l'exemple aux soldats, ils se portèrent avec intrépidité à la tête de la colonne d'attaque ; mais leur dévouement ne put rien contre des batteries qui faisaient pleuvoir la mitraille en avant de la chaussée et sur les flancs. Lannes, déjà blessé, fut atteint de deux autres coups de feu. Les généraux Verdier, Bon et Verne furent mis hors de combat. Augereau saisit un drapeau, et se porta jusqu'au milieu du pont ; mais les Français, foudroyés par l'artillerie, ne pouvaient que mourir : il leur était impossible de franchir l'obstacle. A la fin, Bonaparte parut lui-même, entouré de son état-major : « N'êtes-vous plus les guerriers « de Lodi ? s'écriait-il en parlant à ses compagnons « d'armes. Qu'est devenu votre courage ? » Mais les soldats hésitèrent, et ne purent avancer.

Bataille
d'Arcole.

En ce moment la réserve, qu'on avait laissée à

Nov. 1796.

Ronco, sur la rive droite de l'Adige, opérait, quoique tardivement, une diversion du côté d'Arcole. Cette brigade, commandée par le général Guyeux, avait passé l'Adige près d'Albaredo, et, de là, elle avait remonté l'Alpon par la chaussée située sur la gauche du torrent. Bonaparte ordonna alors une nouvelle tentative sur le pont d'Arcole. Lui-même il mit pied à terre; il prit un drapeau, et marcha à la tête des grenadiers républicains. Le général Lannes, trois fois blessé, le couvrait encore de son corps, et reçut une quatrième blessure. L'ennemi tirait toujours à mitraille, Bonaparte allait périr; mais son aide de camp, le brave Muiron, se jeta au-devant de lui, et tomba frappé d'un coup mortel. Belliard et d'autres officiers ne se laissèrent point intimider, et continuèrent de faire au général en chef un rempart de leurs corps. Enfin, les grenadiers reculèrent. On amena un cheval à Bonaparte; mais ce secours, loin de lui être utile, faillit le perdre. Effrayé par le tumulte et le canon, le cheval se jeta du haut du pont dans le marais, et entraîna avec lui son cavalier. Pendant que le général en chef était à demi englouti, les Autrichiens s'élancèrent eux-mêmes sur le pont, refoulant devant eux la colonne française mise en déroute. Alors les grenadiers républicains firent volte-face. A la vue du danger qui menaçait Bonaparte, ils cessèrent de craindre: au cri mille fois répété de *Sauvons notre général!* ils continrent l'ennemi, et donnèrent à Bonaparte le temps de regagner la rive.

Plus heureux sur la gauche de l'Alpon, le général Guyeux emporta le village d'Arcole, et rejeta

les Croates sur San-Bonifacio. De son côté, Masséna, à la tête de sa division, avait suivi la chaussée qui est établie sur la gauche de l'Adige, et il avait battu, à Bionde et à Porcile, quelques troupes ennemies commandées par le général Provera. A la nuit tombante, les Français étaient maîtres d'Arcole; mais Bonaparte ne jugea pas à propos de s'y maintenir : il venait d'apprendre que plusieurs divisions de l'armée autrichienne se mettaient en marche pour le chasser du village, et il eut la sagesse de ne point exposer son armée à un combat inégal et à une défaite désastreuse : vaincue en effet, elle aurait été culbutée dans les marais, ayant à dos l'Alpon et l'Adige, et toute retraite lui serait devenue impossible. L'armée se replia donc, par la chaussée du Ronco, sur la rive droite de l'Adige; et les Autrichiens, n'étant point arrêtés dans leur retour offensif, reprirent leurs positions de Porcile et d'Arcole.

Le lendemain 26 brumaire, à la pointe du jour, Bonaparte ordonna à son armée de se porter de nouveau sur la rive gauche de l'Adige. S'il n'était pas téméraire d'émettre un jugement sur le plan de bataille adopté par ce grand capitaine, on serait tenté de le blâmer d'avoir encore choisi le pont du Ronco pour lieu de passage, tandis que le succès obtenu la veille par le général Gueux semblait désigner le pont d'Albaredo comme l'endroit le plus sûr et le plus convenable pour un pareil mouvement. Il est vrai de dire qu'Alvinzi venait à son tour de diriger des troupes vers Albaredo, et que de ce côté aussi les difficultés étaient grandes.

Nov. 1796.

Pendant ce rude combat d'Arcole, qui avait coûté aux Français un sang précieux, inutilement versé, un autre échec, bien autrement grave, avait frappé leur armée. Le général Davidowich, qui commandait l'armée autrichienne vers le haut Adige, avait attaqué la division Vaubois dans ses positions de la Corona et de Rivoli, et, après un combat meurtrier, l'avait rejetée en arrière du côté de Bussolengo. Cependant Vaubois, comprenant que de sa résistance dépendait le salut de l'armée entière, se maintint avec une opiniâtre énergie dans ses nouveaux retranchements, et empêcha la jonction des deux armées autrichiennes.

La journée du 26 brumaire fut signalée par une double attaque dirigée sur Porcile et sur Arcole. Masséna obtint encore, du côté de Porcile, un brillant avantage; mais la tentative d'Augereau contre Arcole échoua comme celle de la veille, et le pont ne put être emporté : sept généraux français furent tués ou blessés dans cette infructueuse attaque; et, le soir, Bonaparte rappela de nouveau son armée sur la rive droite de l'Adige. Le 27, encouragé par l'inaction de Davidowich, qui n'osait entreprendre de forcer dans ses positions la division Vaubois, Bonaparte prit la résolution d'en finir avec l'ennemi du côté d'Arcole. Si, dans les journées précédentes, sa petite armée avait été considérablement affaiblie, les pertes de l'armée autrichienne avaient été bien plus fortes, et on pouvait évaluer à plus de vingt mille le nombre des Impériaux mis hors de combat. Les Français franchirent donc l'Adige pour la troisième fois, depuis trois jours; Masséna se porta encore sur Por

cile, et le général Robert fut chargé d'attaquer Arcole. Nov. 1796.
Les dispositions qu'avait prises Bonaparte pour le combat étaient différentes de celles de la veille. A la faveur de la nuit, il avait fait établir un pont de chevalets sur l'Alpon, près de l'embouchure de ce torrent. L'ennemi, placé sur la rive opposée, avait inquiété les travailleurs, et leur avait tué beaucoup de monde, sans retarder leur entreprise : l'effort principal de l'armée allait se faire par la droite, au confluent de l'Alpon et de l'Adige.

Du côté d'Arcole, la brigade du général Robert fut repoussée et mise en déroute; et les Autrichiens, se croyant vainqueurs, se portèrent presque en masse à sa poursuite, du côté de Ronco. C'était là ce qu'avait prévu Bonaparte, en faisant passer le gros de son armée dans la plaine, sur la gauche de l'Alpon, au delà d'Arcole. Pendant que la division Augereau, grossie de quelques renforts, se déployait sur ce point sans rencontrer beaucoup d'obstacles, la division Masséna, d'abord dirigée sur Porcile, revenait en arrière, et prenait en queue les colonnes autrichiennes qui s'étaient mises à la poursuite de la brigade Robert. Ce mouvement, exécuté avec une intrépide énergie, eut un plein succès : l'ennemi, culbuté dans le marais et pressé sur trois points à la fois, essuya de grandes pertes, et laissa, indépendamment des blessés et des morts, trois mille prisonniers sur le champ de bataille. Le résultat de cette brillante affaire fut d'assurer la gauche et le centre de l'armée française. La droite, engagée au delà de l'Alpon, avait à combattre des troupes bien supérieures en nombre. Bonaparte

Nov. 1796.

eut recours à un singulier stratagème de guerre, qui rappelait les combats du moyen âge. Par ses ordres, le lieutenant Hercule, de la compagnie des guides à cheval, descendit l'Adige avec vingt-cinq cavaliers et douze trompettes, tourna sans être aperçu, et se porta ensuite sur les derrières de l'armée ennemie, en faisant sonner la charge par ses clairons. Ce bruit imprévu fit croire aux Impériaux qu'ils allaient être attaqués par un autre point; leur infanterie hésita, et Augereau profita de cet instant favorable pour enfoncer la ligne ennemie et la mettre en fuite. Vers le soir, les Autrichiens, battus du côté de Porcile et en même temps sur la gauche et sur la droite d'Arcole, opérèrent leur retraite du côté de San-Bonifacio; le lendemain, ils se rejetèrent sur la route de Montebello et de Vicence, pour aller reprendre leurs positions dans la vallée de la Brenta. En apprenant que l'armée d'Alvinzi se retirait vaincue et découragée, Davidowich crut nécessaire de suivre le même mouvement, et il se replia à son tour dans les montagnes. Telle fut cette bataille d'Arcole, qui dura trois jours, et durant laquelle treize mille Français, commandés par Bonaparte, soutinrent l'effort de quarante mille Autrichiens, et les contraignirent de battre en retraite. De part et d'autre on essuya des pertes énormes : l'armée d'Italie eut sept mille hommes tués, blessés ou pris; tous les généraux qui se trouvaient dans ses rangs payèrent de leur personne; la plupart périrent, ou reçurent des blessures honorables. Mais rien ne pouvait égaler la stupeur de l'ennemi, qui

Résultats
de
la victoire.

avait vu si promptement ses espérances changées en Nov. 1796.
désastres.

La nouvelle de la victoire d'Arcole fut apportée à Paris par le chef de bataillon Lemarrois, aide de camp de Bonaparte : cet officier était chargé de présenter au directoire quatre drapeaux enlevés à la colonne autrichienne si complètement écrasée sur la chaussée de Ronco. Le gouvernement et la république accueillirent ces trophées avec enthousiasme, et, sur la proposition du directoire, le corps législatif décréta que « les drapeaux républicains portés à la bataille d'Arcole contre les bataillons ennemis par les généraux Bonaparte et Augereau, leur seraient donnés par la nation à titre de récompense. » Les législateurs de la France avaient le droit d'imiter le sénat de Rome, et de décerner comme lui des palmes civiques. Heureuse la patrie, si ses fils avaient borné leur ambition à ces modestes hommages !

Pendant que les deux armées prenaient leurs quartiers d'hiver dans le Milanais, dans le pays de Trente et sur le territoire du Frioul, le directoire, que nos revers sur le Rhin avaient rempli d'inquiétude, voulait mettre à profit les victoires de l'armée d'Italie, pour déterminer l'Autriche à consentir à un armistice : c'était l'acte d'une politique faible et timide, aussi Bonaparte désapprouva-t-il vivement cette idée. Un armistice n'était guère utile pour sauver l'Alsace, que deux armées puissantes défendaient encore ; il ne pouvait que nous enlever le fruit des triomphes obtenus au delà des Alpes et sur l'Adige. L'Autriche, contre toute attente, se montra fort peu disposée à

Le directoire
fait
proposer
un
armistice à
l'Autriche.

—
L'Autriche
refuse.

—
Mission
de
Clarke.

Nov. 1796. suspendre les opérations de la guerre; elle comptait sur les négociations commencées à Paris par l'agent du gouvernement anglais, ce même lord Malmesbury dont la mission durait encore, et qui, sans titre connu et avoué, prétendait stipuler pour les alliés de la Grande-Bretagne aussi bien que pour le roi George. Le gouvernement impérial refusa donc de recevoir à Vienne le général Clarke, chargé par le gouvernement français de négocier l'armistice; il se borna à lui permettre d'aller à Vicence, et de stipuler avec Alvinzi les conditions d'une suspension d'armes, qui n'aurait d'effet qu'en Italie. Ces propositions ne méritaient pas même d'être discutées. Clarke se rendit à Turin, d'où il pouvait surveiller à la fois la maison de Savoie et la conduite de Bonaparte, dont le directoire continuait à se défier. Le général en chef devina le but de cette mission, et, au lieu de s'en plaindre, il trouva plus habile de s'entendre avec Clarke lui-même, et de le mettre dans ses intérêts. Cela lui réussit, et, de l'homme chargé d'observer ses démarches, il se fit un affidé et un partisan.

Mort de
Catherine
de
Russie.

—
Avènement
de
l'empereur
Paul 1^{er}.

Sur ces entrefaites, on apprit que l'impératrice Catherine II était morte subitement dans la soixante-septième année de son âge, et qu'elle était allée rendre compte à Dieu de son long pouvoir, inauguré et terminé par tant de crimes. Jusqu'à la fin de son règne elle avait suivi cette politique fourbe et égoïste qui, de sa part, consistait à laisser l'Europe occidentale s'épuiser contre la France, tandis que la Russie se bornait à de stériles menaces envers les régicides, et à des témoignages d'amitié, non moins

stériles, en faveur des émigrés et des royalistes. Cependant, au moment de sa mort, la czarine laissait sur sa table un traité de subsides négocié par lord Withworth, au nom de l'Angleterre; traité qu'elle devait signer le lendemain, et en vertu duquel elle s'engageait à faire marcher soixante mille Russes sous les drapeaux de la triple alliance formée contre la république française. Paul 1^{er}, son fils et son successeur, était âgé de quarante-deux ans. Sa mère l'avait systématiquement abreuvé de dégoûts et fatigué par l'espionnage : aussi se montra-t-il dès le premier jour fort peu disposé à hériter de sa politique; et, pour le moment, le traité conclu en haine de la France ne fut point ratifié. On fit alors courir le bruit que le czar allait reconnaître officiellement la république française; mais l'événement ne tarda pas à démentir cette fausse espérance.

Vers le même temps, le 29 frimaire (19 décembre), la mission de lord Malmesbury échoua complètement à Paris : dans le cours de la négociation confiée à ce diplomate, le gouvernement britannique avait voulu vendre la paix à la France; mais ses propositions avaient dû être repoussées, comme indignes de la république. L'Angleterre exigeait, pour condition première, que la France abandonnât les Pays-Bas, les provinces du Rhin, et ses conquêtes d'Italie : en échange, elle consentait à restituer la Martinique, Sainte-Lucie, Tabago, et à nous laisser rentrer dans nos anciennes possessions de Saint-Domingue. De bonne foi, pouvait-on exiger de la France, forte et victorieuse, ce qu'à peine on aurait

Nov. 1796.

Fin de la
mission de
lord
Malmesbury.

Nov. 1796.

osé attendre d'elle, vaincue? Le directoire fit connaître que les négociations ne pouvaient être continuées sur ce pied, et lord Malinesbury retourna à Londres.

Tentative
d'expédition
contre
l'Irlande.

A cette époque eut lieu, de la part de la France, une tentative d'expédition contre l'Irlande. Depuis la mort de Stofflet et de Charette, l'armée républicaine des côtes de l'Océan avait rencontré peu d'obstacles dans la Vendée : quelques actes de chouannerie en Bretagne, des résistances isolées dans le Marais et le Bocage, c'était là tout ce qui restait de ce vaste mouvement populaire devant lequel avait tremblé la convention. D'accord avec l'amiral Truguet, ministre de la marine, le général Hoche méditait de frapper un grand coup, et de porter la guerre sur le sol anglais : les vaisseaux étaient presque rassemblés à Brest, et les troupes, disséminées dans l'ouest, semblaient prêtes pour cette croisade hardie. Le fâcheux état des finances ne permit pas au directoire de prendre l'initiative de l'entreprise : pour le moment donc on se décida à n'attaquer l'Angleterre que dans la portion la plus vulnérable du royaume-uni.

L'Irlande.

L'Irlande, la verte Érin des bardes, est une île vaincue et vassale; sous le joug de plomb de ses conquérants, elle se souvient avec orgueil des temps historiques où elle fut, elle aussi, une nation et une patrie. Jadis elle avait échappé à la domination romaine, et jusqu'aux Plantagenets, qui entreprirent les premiers de la subjuguier, elle s'était gouvernée elle-même et par ses princes. Pendant six siècles, de Henri II à Cromwell, elle avait été le théâtre de patriotiques

rébellions et de pieuses guerres. Obligée de subir l'empire de la force et de reconnaître des rois étrangers, du moins elle était demeurée fidèle à sa religion et à ses autels : elle s'était maintenue pauvre, mais pure ; chassés de leur domicile, frustrés de leur patrimoine, ruinés par les lois, tyrannisés par des maîtres, ses généreux enfants n'avaient cessé d'attendre de Dieu leurs consolations et leur avenir, et ils avaient donné aux autres peuples, qui ne savent pas se dévouer et vivre d'angoisses, l'exemple d'une nationalité tenace, et d'une foi persévérante jusqu'au sang : c'est d'eux que leur poëte avait dit : *Ceux qui souffrent courageusement sauvent l'espèce humaine.*

Dans cette île, la plus vaste de l'Europe, sur cette terre fertile, cultivée par les *esclaves frémissants* dont parle Alfieri ; autour de ces pâturages, de ces marais et de ces lacs, vivait, sur la fin du dernier siècle, une population de six millions d'hommes qui depuis s'est beaucoup accrue, et dont la misère s'est encore augmentée. L'Angleterre, durement avertie par l'émancipation des colonies américaines, avait craint de voir se détacher de la couronne du roi George cette perle précieuse qu'elle appelle Irlande ; aussi lui avait-elle fait des concessions, et avait-elle consenti à lui accorder un fantôme de représentation nationale. A cette époque, on comptait dans l'île trois partis bien distincts : celui des Anglais, celui des orangistes et celui des Irlandais indépendants. Le premier ne se composait guère que des agents et des proconsuls anglais ; l'autre s'était formé de familles qui, après la bataille de la Boyne, avaient

Situation
politique de
ce
royaume.

Nov. 1796.

occupé victorieusement une partie du sol, et qui, attachées à la cause protestante et à celle de la maison d'Orange, voulaient retenir dans leurs mains l'influence principale et le gouvernement du pays. En dehors de ces factions, qui ne comprenaient qu'une poignée d'hommes, mais d'hommes puissants et forts, le troisième parti, celui de l'union irlandaise, constituait presque à lui seul la nation entière. C'est dans son sein que fermentait l'idée de l'indépendance; c'est lui qui, opprimé pour la foi, attendait ou préparait la lutte. L'Irlande catholique était à peu près ce qu'elle devint plus tard, moins le grand homme qu'elle pleure, moins l'espérance : les catholiques s'y trouvaient réduits à l'état de parias et d'ilotes; ils vivaient misérablement dans des huttes, sous des toits à demi détruits, pêle-mêle avec leurs troupeaux, en face de leurs dominateurs triomphants, et ils étaient en réalité tout le peuple. Dans leur sein s'était formée la société secrète des *Irlandais-Unis*, et ceux qui la composaient, quoique pénétrés d'horreur en apprenant les crimes de la révolution française, n'avaient pas laissé que de tendre les bras du côté de notre patrie, et de réclamer d'elle appui et liberté. Leurs principaux chefs étaient lord Edward-Fitzgerald, Arthur O'Connor, Simon Butler, l'avocat Théobald Wolfe-tone, Napper-Tandi, membre de la corporation de la cité de Dublin, sir Edward Crosbie, Olivier Bond, Lewius, tous deux négociants, et quelques autres citoyens éminents. Un directoire secret de cinq membres leur communiquait l'impulsion, et s'était mis en rapport avec le général Hoche. Enfin, pour armée,

le parti comptait quarante mille volontaires irlandais secrètement enrôlés, et liés par des serments à la conjuration nationale : les fusils et les piques ne leur manquaient pas. Nov. 1796.

Le but de Hoche était de prêter la main à ce mouvement, et de l'appuyer à l'aide d'une armée républicaine : une semblable opération, si le succès l'eût couronnée, eût frappé l'Angleterre au cœur. Le général mit beaucoup de circonspection et de prudence dans ses préparatifs ; il n'épargna rien pour donner le change aux inquiétudes du gouvernement britannique. Deux tentatives criminelles dirigées contre sa personne échouèrent à cette époque ; et l'opinion, toujours avide de faire remonter très-haut de pareils actes, imputa au cabinet anglais et à l'émigration les tentatives de quelques fanatiques isolés ou désavoués.

L'Angleterre en fut quitte pour beaucoup de peur : par l'effet de combinaisons mauvaises ou de dispositions mal concertées, la tentative méditée contre elle n'aboutit qu'à de médiocres résultats. Le plan de Truguet était trop vaste. Ce ministre voulait qu'après avoir débarqué sur les côtes d'Irlande une partie de l'armée expéditionnaire, les escadres françaises missent à la voile et cinglassent vers les Indes orientales : là, par les soins de l'amiral Villaret, chargé du commandement de ces forces navales, elles seraient venues au secours du sultan Tippoo-Saeb, qui défendait son pays contre la domination anglaise ; et elles auraient ensuite détruit les établissements et les comptoirs anglais sur les côtes de Malabar et de Co-

L'entreprise
échoue.

Déc. 1796.

romandel. Dans cette gigantesque conception, qui dépassait les ressources navales affectées à la double entreprise, le général Hoche ne voyait que l'expédition d'Irlande, l'amiral Villaret ne se préoccupait que de l'Inde : le premier insistait donc pour que, profitant de la mer et des circonstances politiques, on se hâtât de quitter Brest et de se diriger vers l'Irlande; l'autre réclamait sans cesse de nouveaux vaisseaux et de nouvelles troupes, qu'on ne pouvait guère lui fournir. Un temps précieux se perdait à discuter et à attendre. L'influence de Hoche prévalut enfin : Villaret fut privé du commandement, et remplacé par Morard de Galles et Bruix ; mais quand on eut réuni sous ses ordres quinze mille soldats, Hoche en demanda davantage, et ce fut une autre cause de retards : l'expédition ne mit à la voile que le 26 frimaire (16 décembre). Le point principal fixé pour le débarquement était la baie de Bantry; au besoin, on en avait indiqué un autre, à l'entrée de la rivière de Shannon. La flotte française se composait de quinze vaisseaux de haut bord, de vingt frégates, de six gabares et de cinquante bâtiments de transport.

Dieu, qui sans doute ne voulait pas terminer encore les épreuves de l'Irlande, rendit inutiles les efforts tentés pour sa délivrance. La liberté de l'Église catholique, sans le secours de l'étranger, affranchira tôt ou tard, nous osons le croire, le peuple irlandais, réservé à un long martyre. La tempête dispersa la flotte républicaine dès la première nuit : au point du jour, le 27 frimaire, nos vaisseaux étaient épars sur les côtes; plusieurs avaient beaucoup souffert, d'au-

tres ne se montraient plus. Le contre-amiral Bouvet ^{janv. 1797.} rallia une partie de l'expédition, et, échappant avec beaucoup de peine aux escadres anglaises, fit voile vers le cap Clear; un certain nombre de vaisseaux et de frégates le joignirent en route, mais la frégate à bord de laquelle s'étaient embarqués Hoche et Morard de Galles ne paraissait pas : il était impossible d'agir sans recevoir d'eux les ordres nécessaires. On les attendit pendant plusieurs jours en vue des côtes d'Irlande; mais la mer était grosse, le vent très-fort, et on avait beaucoup à craindre de l'arrivée imprévue de l'ennemi. On tint conseil : le général Grouchy, qui commandait l'expédition en second, fut requis de prescrire le débarquement; mais cet officier hésita, et ne voulut pas prendre sur lui, en l'absence d'instructions hiérarchiques, la responsabilité d'une opération semblable. Ce ne fut pas, dans la carrière de Grouchy, le seul retard involontaire et timide qui nuisit à la fortune de la France. Le lendemain, le général consentit cependant à une descente; mais les éléments, la tempête, la nuit, y mirent obstacle. Dans les premiers jours de nivôse, le mauvais temps sévit avec une violence plus grande encore : les vivres commençaient à manquer; les vents, qui chassaient l'escadre loin de l'Irlande, la repoussaient vers la France : le contre-amiral Bouvet leur obéit, et rentra le 11 (1^{er} janvier) dans la rade de Brest. Lorsque enfin Hoche et Morard de Galles arrivèrent à leur tour dans la baie de Bantry, ils apprirent que la flotte était retournée en France. Ils se virent réduits à faire voile comme elle du côté de Brest, et ils ne parvinrent qu'au

Combat naval.

Janv. 1797. prix de mille dangers à jeter l'ancre sur les rivages de Bretagne. L'un des vaisseaux de leur escadre, *les Droits de l'Homme*, s'étant écarté de la route, fut attaqué par deux navires anglais : il était commandé par le chef de division Lacrosse, marin intrépide, qui, forcé d'accepter une lutte inégale, communiqua sa résolution et son courage à ses braves matelots. Le 24 nivôse (13 janvier), l'équipage des *Droits de l'Homme* et son chef engagèrent contre les vaisseaux ennemis un combat désespéré, et qui rappelait l'héroïque défense du *Vengeur* : jusques à une heure très-avancée de la nuit, on se canonna de part et d'autre avec fureur, et le cri de *Vive la république !* dominait parfois celui de l'artillerie. Lacrosse manœuvra pour présenter l'abordage à ses ennemis ; mais ils parvinrent à l'éviter. Bientôt le vaisseau français, criblé de boulets, fut démâté et privé de voiles ; bientôt les boulets lui manquèrent, et l'équipage se vit forcé de charger les canons avec des obus ; de nouveaux hommes remplaçaient sans relâche les blessés et les morts. Le commandant ayant été atteint d'un boulet au genou gauche, se fit emporter au poste ; mais il annonça, en passant devant les batteries, que jamais on n'amènerait le pavillon, et le cri unanime de *Vaincre ou mourir !* répondit à sa voix. Le feu dura jusqu'à six heures du matin, mais alors on commença à distinguer la terre : en ce moment, l'un des vaisseaux anglais, *l'Indefatigable*, avait renoncé à la lutte ; l'autre, *l'Amazone*, fut obligé de se rendre. Mais ces glorieuses fatigues n'étaient point les dernières réservées aux *Droits de l'Homme* : quand ce vaisseau

eut surmonté ses ennemis, il se vit exposé pendant plusieurs jours à une tempête furieuse, et un grand nombre de ses braves marins périrent dans les flots. Cette admirable conduite d'un équipage ne suffit pas pour faire oublier à la France que l'expédition d'Irlande avait complètement échoué.

Sur d'autres parages le pavillon français flottait avec honneur, bien qu'il eût à subir des fortunes trop souvent contraires. Quelques forces navales avaient été envoyées dans les mers du Levant, sous le commandement du chef de division Ganteaume. Sorties de Toulon dans les premiers jours de l'an IV, elles doublèrent le cap Corse, et arrivèrent à leur point de croisière, après avoir échappé aux poursuites de deux escadres ennemies bien supérieures. En vue de la Grèce et de l'Asie Mineure, la division française captura un grand nombre de bâtiments de commerce appartenant à la Russie, à l'Angleterre, aux Deux-Siciles ; mais elle eut à subir beaucoup d'avaries. Sur les côtes de France et près du Havre, nos marins prirent le lougre-corsaire *le Vengeur*, à bord duquel était monté le commodore anglais sir Sidney-Smith, qui fut conduit à Paris et enfermé dans la tour du Temple. Non loin de Brest, la frégate *la Virginie*, ayant à bord le capitaine Bergeret et Duperré, officier de manœuvre, rencontra une escadre anglaise, et ne recula pas devant les nécessités d'une lutte formidable. Quand elle eut perdu sa mâture, quand sa cale eut reçu quatre pieds d'eau et que son équipage fut presque entièrement hors de combat, *la Virginie* amena son pavillon. Dans l'o-

1797.

Autres
combats dans
les
mers du
Levant, sur
l'Océan
et
dans les
mers
des Indes.

1797.

céan Indien, le capitaine Surcouf, alors âgé de vingt-deux ans, s'illustra par des exploits hardis, et dont le souvenir subsiste encore même chez les Anglais; c'était, d'ailleurs, un corsaire qui combattait sans lettres de marque. Sur les parages de l'Inde, une petite escadre française, aux ordres du contre-amiral Sercey, ne fut pas toujours heureuse, mais du moins elle ne fit jamais défaut à la gloire de la république. Dans la Méditerranée, un des premiers résultats de l'alliance offensive conclue entre la France et l'Espagne avait été de chasser le pavillon anglais de cette mer; mais le gouvernement républicain, qui aurait voulu tirer parti de cette situation, ne put en profiter à son gré, par suite de l'épuisement du trésor public : il se consola en apprenant que, sur les côtes de Terre-Neuve et du Labrador, deux de nos divisions navales avaient ruiné de vastes établissements anglais, et, de plus, pris, brûlé ou coulé bas une centaine de navires. L'île de France et l'île de la Réunion appartenaient encore à la république; mais les habitants y avaient institué une sorte de gouvernement confié à une assemblée coloniale, et qui relevait à peine de la métropole. La première condition de ce gouvernement insulaire était le maintien de l'esclavage des noirs, et le refus d'admettre toutes les lois contraires émanées de la mère patrie. Des agents envoyés par le directoire, à bord de l'escadre du contre-amiral Sercey, essayèrent d'établir dans ces îles l'autorité des principes révolutionnaires et de la Déclaration des droits de l'homme; mais ils furent expulsés par les colons, et revinrent en Europe.

Pendant que la république apparaissait impuissante ou malheureuse dans ses guerres navales, on se battait encore sur le Rhin, et là, du moins, même dans ses défaites, la France gagnait au jeu de la guerre.

Après la retraite des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle ; l'intérêt de l'Empire conseillait au prince Charles de passer les Alpes tyroliennes avec une armée, et d'aller appuyer Alvinzi et Wurmsers, si rudement tenus en échec par Bonaparte. Pour le moment, l'Allemagne n'avait rien à craindre du côté de la Souabe et du Brisgau ; l'hiver et des obstacles de toute nature retenaient pour longtemps encore les Français en Alsace. Au printemps, on se serait vu, de part et d'autre, disposé à rentrer en ligne ; mais si, dans l'intervalle, les Impériaux avaient pu délivrer l'Italie et sauver Mantoue, il n'eût pas été au pouvoir de la république de reconquérir ses positions perdues, et de reprendre son ascendant de l'autre côté du Rhin. Le prince Charles, et sans doute aussi le conseil aulique, ne comprirent point cette situation. La forteresse de Kehl, tête de pont de Strasbourg, tenait encore pour la France. L'archiduc entreprit de s'emparer de cette position peu importante, du moins pour le moment, et qui était loin d'être la clef de l'Allemagne. La garnison française retranchée à Kehl résista bravement aux efforts de l'armée autrichienne ; pendant soixante-et-dix jours, elle tint dans des ouvrages construits à la hâte et non revêtus, et son feu bien nourri occasionna à l'ennemi une perte de huit à dix mille hommes. Quarante-trois batteries avaient lancé sur Kehl

Combats
livrés vers la
frontière
du Rhin.

Glorieux
siège
de Kehl.

Janv. 1797.

cent mille boulets et vingt-cinq mille bombes ; les attaques avaient été continuées nuit et jour ; on s'était battu jusque sur le parapet des remparts, souvent à la lueur des flambeaux et de l'incendie. Mais Desaix et Gouvion Saint-Cyr étaient dans la forteresse, et encourageaient de leur exemple ses intrépides défenseurs. A la fin, et le quarante-huitième jour après la tranchée ouverte, Kehl ouvrit ses portes à l'armée impériale : quand les ennemis y entrèrent, ils ne trouvèrent, pour toute conquête, que des murailles détruites et un vaste amas de décombres (20 nivôse — 9 janvier). La tête de pont d'Huningue, également assiégée, soutint pendant trois mois les efforts de l'armée impériale, qui s'épuisait à la prendre ; enfin elle fut enlevée le 17 pluviôse (5 février) : mais ce fut encore là un trophée de peu de valeur, en le comparant surtout aux nouveaux avantages que remportait l'armée d'Italie.

Marche
de
la guerre et
des
événements
politiques
en Italie.

L'hiver avait ralenti ses opérations, mais il ne les avait point entièrement suspendues. Le siège de Mantoue durait encore ; Wurmser et sa garnison de vingt-quatre mille hommes, considérablement affaiblie par les maladies et la disette, résistaient toujours derrière les remparts de cette place. La division Serrurier les bloquait étroitement, trop faible pour tenter des attaques décisives. Quant au reste de l'armée française, grâce à des renforts récemment venus de France, il comprenait un effectif d'environ trente ou trente-cinq mille hommes. Alvinzi, qui avait à réparer les échecs d'Arcole et les pertes subies par Davidowich, employait le repos de l'hiver à compléter ses cadres et

à rallier à lui de nouvelles troupes. Sa cavalerie était vigoureuse et pleine d'énergie; les carabiniers et les volontaires du Tyrol lui servaient comme d'éclaireurs et d'avant-garde; les autres avaient à cœur de relever l'honneur du drapeau impérial. Pendant qu'ils s'apprêtaient à de prochains combats, la diplomatie autrichienne n'épargnait rien pour faire sortir Venise de sa neutralité : employant tour à tour les exhortations et la menace, le baron de Thugut invitait la vieille république à tirer l'épée; en dehors de la guerre, et d'une guerre généreusement soutenue, il ne lui montrait aucun espoir de salut. Mais le lion de Saint-Marc, affaibli et mourant, ne comprenait plus ce langage : vaincu par la peur, il faisait céder la haine, et léchait les pieds de Bonaparte. Venise ne se berçait point d'ailleurs d'espérances chimériques : son gouvernement comprenait que l'imprévu pouvait seul empêcher sa ruine. Envahi par les Français, menacé par les Impériaux, il sentait bien que la paix était aussi à craindre pour lui que la guerre. Si Bonaparte traitait avec l'empereur, pouvait-il le faire autrement qu'en abandonnant Venise à l'Autriche, en échange de Mantoue et du Milanais? et, de son côté, l'Autriche n'était-elle pas fort disposée à accepter de semblables compensations? En attendant, le général en chef attisait le feu révolutionnaire dans toutes les villes de la terre ferme; et le gouvernement vénitien, voyant son pouvoir et ses principes tomber pièce à pièce, réunissait, à tout événement, quinze à vingt mille Esclavons, sans savoir contre qui les diriger. Bonaparte vit avec déplaisir un pareil

Perplexités
de Venise.

Janv. 1797.

Janv. 1797.

Politique
de
Bonaparte.

armement, mais il différa toute explication à ce sujet jusqu'après la reddition de Mantoue : il se borna à faire occuper par les Français le château de Bergame, forteresse vénitienne. Politique habile, il s'attacha à maintenir des rapports amis entre la France et les gouvernements de Piémont et de Parme. Le grand-duc de Toscane voyait avec un vif déplaisir l'occupation de Livourne par les républicains : Bonaparte transigea avec ce prince, et lui rendit ce beau port moyennant deux millions, qui furent très-utiles pour la subsistance de l'armée ; la garnison de Livourne vint renforcer les détachements qui , au prix de beaucoup de fatigues, gardaient Modène, Ferrare, Bologne, et leur territoire : de plus, le général adjoignit à cette troupe un corps de trois mille hommes destiné à envahir la Romagne et la Marche d'Ancône, provinces de l'Église. Enfin, comme l'armistice conclu avec le souverain pontife n'avait point été ratifié par le directoire, Bonaparte méditait une entreprise sur Rome : dans sa pensée, cette grande capitale du monde chrétien serait devenue la proie de la France, et on l'aurait ensuite concédée à titre d'apanage au duc de Parme, prince de la maison des Bourbons d'Espagne. Le gouvernement de Pie VI s'effrayait peu de ces projets et de ces menaces : il espérait qu'une poignée de Français ne tiendrait pas toujours, entre l'Adige et le Pô, contre les puissantes armées de l'Autriche ; il se disait qu'en abandonnant Venise et la Lombardie pour marcher sur Rome, Bonaparte affaiblirait encore sa position, et laisserait sur ses derrières des contrées, des populations et des forces

militaires disposées à lui couper toute retraite : c'était là que le souverain pontife semblait attendre son audacieux agresseur. Cependant, au milieu de ces diverses conceptions et des soins multipliés de la guerre, Bonaparte commençait à se sentir trahi par ses forces ; il était fatigué par la maladie autant que par le travail : une affection quelquefois dangereuse, et dont le traitement est toujours incommode, la gale, puisqu'il faut la nommer, le minait sourdement (1), et contribuait à accroître son effrayante maigreur. Mais une grave nouvelle qui lui parvint le força d'oublier le double épuisement de la maladie et des veilles.

Dans les premiers jours du mois de nivôse, l'armée ennemie, forte de quatre-vingt mille combattants, avait étendu ses cantonnements sur une ligne demi-circulaire, depuis le lac de Garda jusqu'à Moncelèze, derrière la Piave ; elle avait occupé Arco, Alla, Bassano, et poussé ses avant-postes jusqu'à Vicence et Padoue : le quartier général d'Alvinzi ne tarda pas à être établi à Bassano, dans la vallée de la Brenta. Le vieux tacticien avait mis à profit les deux mois qui s'étaient écoulés depuis la bataille d'Arcole, pour faire arriver dans le Frioul des renforts tirés des rives du Danube et du Rhin : il avait été puissamment se-

Situation
réciproque
des
armées.

—
L'ennemi
manœuvre
pour
délivrer
Mantoue.

(1) Tout le monde sait qu'au siège de Toulon, un artilleur français ayant été tué au moment où il servait une pièce, Bonaparte saisit lui-même le refouloir, et remplaça un instant le soldat mort. Cet homme était atteint d'une gale maligne, et ce fut la cause honorable d'une maladie que personne n'avoue volontiers.

Janv. 1797. condé par l'esprit national des peuples d'Autriche. Les grandes villes avaient offert des bataillons de volontaires ; le Tyrol avait accru le nombre de ses adroits tirailleurs ; la jeunesse de Vienne était accourue dans le camp d'Alvinzi, précédée de quatre drapeaux que, de ses propres mains, avait brodés l'impératrice. Le pape, de son côté, venait d'envoyer aux Impériaux un renfort de cinq à six mille hommes. Le mot d'ordre de toutes ces troupes était la délivrance de l'Italie ; leur plan d'opérations allait encore avoir pour principale base la levée du siège de Mantoue.

En face des forces impériales, l'armée de Bonaparte tenait la ligne qui, par la vallée de l'Adige, s'étend du lac de Garda à Vérone et à Legnago ; une division était postée à Montebello, entre Vérone et Vicence.

Toute l'Europe avait les yeux fixés sur Mantoue ; mais la résistance du brave Wurmser ne pouvait se prolonger longtemps encore : les vivres manquaient, la population souffrait horriblement de la disette, la nombreuse garnison était presque réduite à des demi-rations de chair de cheval. Il importait qu'Alvinzi pressât l'attaque.

Reprise
des
hostilités
dans
le pays de
Trente et
vers
l'Adige.

Le 18 nivôse, le général autrichien Provera, l'un des lieutenants d'Alvinzi, se mit en marche, sur le bas Adige, à la tête d'une forte division de l'armée impériale : de son côté, le généralissime autrichien porta son quartier général de Bassano à Roveredo. Ainsi les forces ennemies se partageaient encore : le gros de l'armée allait de nouveau choisir pour champ de bataille le pays de Trente et la vallée du haut Adige ;

les autres divisions opéraient une diversion sur Mantoue. Le 19 nivôse, Provera attaqua les avant-postes de l'armée française du côté de Legnago, et la division Augereau fut forcée de se replier. Bonaparte apprit cet échec à Bologne; il reçut en même temps avis du mouvement d'Alvinzi dans les montagnes, et il comprit sans peine toute la portée de ce double événement. Repassant alors le Pô en toute hâte, il se dirigea à marches forcées sur Vérone : quand il y arriva, le 23 nivôse, la division Masséna venait d'avoir affaire à une colonne autrichienne près du village de Saint-Michel, à deux lieues de Vérone, et le combat, chaudement soutenu de part et d'autre, ne s'était terminé à l'avantage d'aucun parti.

En engageant la lutte sur la droite et sur le centre de l'armée française, le corps de Provera n'avait eu en vue que de détourner sur ce point l'attention de Bonaparte, et de favoriser la marche d'Alvinzi dans la vallée supérieure de l'Adige. Le vieux général autrichien se porta donc rapidement de Roveredo sur les hauteurs de Monte-Baldo, entre le lac de Garda et l'Adige; le 23 nivôse, il délogea de ses positions l'aile gauche de l'armée française, alors commandée par Joubert; mais il ne put enlever les retranchements établis sur la Corona que le lendemain 24 (13 janvier). Forcé sur ce point, Joubert se replia sur Rivoli, et fit connaître à Bonaparte que sa faible division en était réduite à tenir tête à une armée de quarante mille hommes.

Bonaparte, dont le coup d'œil rapide embrassait toutes les nécessités de cette situation, comprit aisé-

Bataille
de
Rivoli.

Janv. 1797. ment le plan de l'ennemi, et de quelle importance il était de disputer à Alvinzi la vallée de l'Adige : laissant à la division Augereau le soin de défendre le cours de cette rivière contre l'armée de Provera, il la fit renforcer, au besoin, par quelques troupes détachées de la division Serrurier, placée devant Mantoue; il ordonna ensuite à ce dernier de diriger sa réserve sur Villa-Franca, à la gauche du Mincio, entre Borghetto et Vérone. Après avoir achevé de prendre ces dispositions, il prescrivit à la division Masséna et au reste de l'armée de se porter précipitamment sur Rivoli, et de venir en aide à Joubert : un détachement resta dans Vérone, pour mettre cette place à l'abri d'un coup de main.

La chaîne de Monte-Baldo sépare le lac de Garda et l'Adige : en arrivant vers le sud, les hauteurs s'abaissent et se terminent à la rive droite du fleuve, au plateau de Rivoli; des deux côtés de l'Adige serpentent deux routes qui aboutissent également à Vérone, et dont l'une, celle de droite, communique, au-dessous du lac, avec le chemin de Peschiera et de Brescia. Le plateau de Rivoli commande ces deux voies, et domine sur ce point la vallée de l'Adige : pour arriver à cette forte position, on doit gravir en quelque sorte la route de la rive droite, à l'endroit où, abandonnant les bords du fleuve, elle s'élève en escalier sur les flancs de la montagne : toutefois, de nombreux sentiers, impraticables à l'artillerie et à la cavalerie, mais dans lesquels une bonne infanterie peut s'engager, permettent d'aborder le plateau en avant et en arrière. C'était sur ces hauteurs faciles à

défendre que s'était repliée la division Joubert, repoussée la veille de ses retranchements de la Corona. Cette division était à peine forte de dix mille hommes. Le général Alvinzi croyait n'avoir affaire qu'à cette petite troupe; et, pour en finir avec elle, il avait résolu de l'écraser sous une masse d'assaillants. En vertu des dispositions qu'il avait prises, le centre de l'armée autrichienne, aux ordres de Quasdanowich, devait suivre au pas de charge la grande route qui monte en escalier sur le plateau, pendant que trois autres corps d'armée, commandés par les généraux Ocskay, Liptai et Kohlos, seconderaient cette attaque, en se portant, de leur côté, par les sentiers qui descendent du Monte-Baldo et aboutissent aux positions occupées par Joubert; un quatrième corps, sous les ordres du général Lusignan, devait tourner l'armée française, et la couper du côté de Vérone; enfin, une dernière division autrichienne, commandée par Wukassowich, allait suivre la route établie sur la rive gauche du fleuve, et diriger sur le plateau le feu de son artillerie.

Dans la nuit qui précéda le 25 nivôse (14 janvier), les avant-postes autrichiens étaient placés à San-Marco, position importante qui s'élève en face de Rivoli, et dont la division Joubert avait été repoussée. Vers quatre heures du matin, pendant qu'Alvinzi se concertait avec ses lieutenants pour la prochaine attaque, qui devait avoir lieu à dix heures, on entendit une vive fusillade près de San-Marco. C'était Bonaparte qui, arrivé depuis quelques instants de Vérone, abordait de front les retranchements

Janv. 1797. ennemis, et tombait inopinément sur l'armée de son rival. San-Marco et Rivoli, comme positions stratégiques, sont les clefs de la vallée de l'Adige. Rivoli était au pouvoir des Français; Bonaparte chassa les Autrichiens de San-Marco; et Alvinzi comprit que pour lui, dès ce moment, il ne s'agissait plus d'écraser une division française, mais bien de combattre l'armée d'Italie et son jeune chef : fort de l'avantage du nombre, rassuré en voyant ses soldats deux contre un, il résolut d'agir vigoureusement, et de ne point changer son plan de bataille.

Les Autrichiens chargèrent à la fois, par plusieurs colonnes et de tous côtés, les divisions républicaines; plusieurs attaques vives et meurtrières, entreprises coup sur coup, eurent un plein succès, et contraignirent les avant-postes français à se replier. Survint la division Masséna, et le combat se rétablit à l'aile gauche. Cependant les Autrichiens continuaient à l'emporter vers le centre et sur la droite : bientôt ils se virent en mesure de déboucher sur le plateau de Rivoli. Bonaparte avait concentré sur ce point sa formidable artillerie et la majeure partie de ses troupes; mais quand l'armée autrichienne gravit la hauteur par la route escarpée ouverte le long de la côte, la colonne du général Lusignan, chargée de tourner l'armée française, apparut tout à coup sur le côté opposé : en ce moment, la division de Wukassowich, postée sur la rive gauche de l'Adige, faisait pleuvoir des boulets sur Rivoli; et seize mille Français, chargés de défendre cette position, se trouvaient exposés de

toutes parts aux attaques de quarante mille combattants ennemis. Janv. 1797.

Le génie de Bonaparte et l'audace des soldats de la république suppléèrent aux désavantages du nombre. Affectant une confiance qu'il n'avait pas, Bonaparte montra à ses troupes la colonne autrichienne de Lusignan qui achevait de tourner leurs positions, et il leur dit : « Ils sont à nous ! » L'armée, pleine de foi dans la parole de son chef, répéta le même cri, et, loin de s'ébranler, elle crut que ses ennemis tombaient dans un piège. Cependant Bonaparte fit couvrir sa gauche par la quatorzième et la trente-deuxième demi-brigade, et cette élite de braves se dévoua pour arrêter l'ennemi. Au moyen d'une ruse de guerre dont Alvinzi ne sut pas se défier, et que l'antique et loyale chevalerie eût sans doute désavouée, Bonaparte réussit encore à retarder, sur la droite, le mouvement offensif de l'armée ennemie ; puis, quand il eut mis à profit ce court intervalle pour prendre les mesures que réclamait l'imminence du danger, il fit charger énergiquement les Autrichiens par les généraux Leclerc, Berthier, Joubert et Masséna. Ce fut comme une bataille d'Homère, et plusieurs fois les chefs payèrent de leur personne : les bataillons impériaux qui avaient débouché sur le plateau furent rompus, culbutés, et rejetés pêle-mêle dans le défilé étroit et difficile qu'ils avaient suivi en escaladant le plateau, et le long duquel l'armée d'Alvinzi presque entière se trouvait engagée. Tout changea de face. L'infanterie ennemie, brusquement chassée par un retour de droite à gauche, fut rejetée dans les mon-

Janv. 1795. tagnes et poursuivie la baïonnette dans les reins ; bientôt un mouvement rapide, une charge intrépidement exécutée par la dix-huitième et la soixante-quinzième demi-brigade, suffirent pour rompre la colonne du général Lusignan, et ce corps se replia dans le plus grand désordre sur la route de Vérone. En ce moment arrivait, au pas accéléré, la réserve de l'armée républicaine, aux ordres de Rey : elle surprit la colonne autrichienne au milieu de sa fuite et de son épouvante, et, la plaçant entre deux feux, la contraignit de mettre bas les armes et de se rendre à discrétion. Il était cinq heures. L'armée française triomphait sur tous les points. En arrière d'elle, la division Lusignan était prisonnière ; sur sa gauche, l'infanterie fuyait éperdue à travers les rochers et les montagnes ; le centre de l'armée impériale, culbuté et foudroyé, se trouvait resserré et vaincu entre le plateau et l'Adige ; le corps autrichien, placé sur la rive gauche du fleuve, demeurait spectateur impuissant de la déroute, et il ne restait au malheureux Alvinzi d'autre moyen de salut que d'opérer sa retraite sur la Corona, en ralliant à lui les débris de ses divisions vaincues et enfoncées. La bataille de Rivoli ajoutait un nom de plus aux fastes de la république.

Les efforts
de
Bonaparte
se
concentrent
vers
Mantoue.

Elle était à peine terminée, et déjà Bonaparte songeait à d'autres victoires : ce n'était point assez pour lui d'avoir détruit l'armée d'Alvinzi, tant que celle de Provera, alors en marche sur le bas Adige, manœuvrerait pour ravitailler Mantoue et menacerait le centre de la ligne française. Sur-le-champ il prend un parti décisif. La division Joubert se battait depuis

trois jours, Bonaparte lui confie le soin de compléter le triomphe de Rivoli, et de barrer la vallée supérieure de l'Adige aux débris de l'armée impériale : quant à la division Masséna, qui avait encore enduré de plus grandes fatigues, Bonaparte ne lui permit aucun repos : il lui ordonna de le suivre, de se porter en toute hâte dans la direction de Mantoue, et d'aller appuyer Augereau, qui disputait à Provera les passages du bas Adige. Les soldats entonnèrent la *Marseillaise* et le *Chant du départ*, et ils oublièrent leurs travaux pour courir à d'autres victoires. Pendant toute la nuit du 25 au 26 nivôse ils marchèrent, et le lendemain ils continuèrent gaiement cette route glorieuse. Ce même jour (26), Provera, après avoir été vaincu dans un combat d'avant-garde, était arrivé en vue de Mantoue, et s'était mis en devoir d'attaquer l'armée assiégeante du côté du faubourg Saint-George. Soudain Bonaparte et Augereau opérèrent leur jonction sur les derrières de ce corps d'armée, et Provera fut sommé de mettre bas les armes. Vainement la garnison de Mantoue, commandée par l'intrépide Wurmser, fit-elle une sortie vigoureuse pour le dégager, et favoriser le ravitaillement de la place; elle fut contenue et repoussée par le général Victor et la cinquante-septième demi-brigade, qui, dans cette brillante affaire, conquist le surnom de *la Terrible*. Le 27 nivôse, Provera se rendit prisonnier avec les six mille hommes qui lui restaient encore; et l'armée française rangea parmi ses trophées les drapeaux ennemis brodés par l'impératrice. Le même soir, sur un champ de bataille éloigné de quatorze

Jauv. 1797.

Janv. 1797. lieues, Joubert enlevait à Alvinzi sept mille prisonniers, et complétait le désastre de l'ennemi.

Prise de
de
Mantoue.

La bataille de Rivoli enlevait à Wurmser sa dernière espérance : le vieux maréchal se vit contraint à son tour d'ouvrir Mantoue à l'armée française ; mais Bonaparte, rendant hommage à sa vieillesse et à sa bravoure, consentit à lui accorder une capitulation honorable. On rapporte que l'aide de camp de Wurmser chargé d'entamer les premières négociations se rendit au quartier général de Serrurier, et que là il se mit à traiter de la reddition de la place. Un officier français, enveloppé dans son manteau, était présent à cette conférence : comme la discussion traînait en longueur, cet officier prit une plume, traça rapidement quelques lignes, remit le papier à l'Autrichien, et lui dit : « Voici nos conditions ; elles « sont bonnes pour votre général. Si Wurmser avait « seulement pour dix-huit ou vingt jours de vivres « et qu'il parlât de capituler, il ne mériterait aucune « concession honorable : puisqu'il vous envoie, c'est « qu'il est privé de tout. Je respecte l'âge, la bravoure « et les malheurs du maréchal. Qu'il ouvre ses portes « demain. S'il tarde quinze jours, un mois, deux mois, « ces conditions seront les mêmes. Demain je passe le « Pô, et je marche sur Rome. » A ces mots, l'officier autrichien reconnut Bonaparte, et rendit compte de sa mission à Wurmser : le vieux maréchal n'eut garde de refuser ; et le lendemain, quand il sortit de la place, Bonaparte était déjà loin. On loua la réserve du jeune chef ; on lui sut gré de n'avoir point humilié Wurmser plus encore que de l'avoir vaincu.

Ainsi, en quelques jours d'impérissable souvenir, l'Autriche avait perdu quarante-cinq mille hommes morts ou faits prisonniers ; la dernière place forte qui lui restait en Italie venait de se rendre, et les Français y avaient trouvé six cents pièces à feu ; sur tous les points, les débris de l'armée impériale fuyaient devant Bonaparte ; les conquêtes de la France étaient agrandies, moins encore, il est vrai, que la renommée et la gloire de ses soldats : l'Europe, partagée en deux vastes camps, était saisie d'admiration ou d'épouvante.

Janv. 1797.
Résultats
de la
campagne.

La fureur du directoire se tourna contre Rome : la république française croyait venus ces jours de colère où les Gaulois doivent prendre leur revanche contre les héritiers de Camille et de César ; elle tournait en raillerie ces mains vénérées de tout le monde chrétien, qui ne sont ouvertes que pour bénir la *ville et le monde* (1), et qui maintenant lui apparaissaient vaincues et impuissantes. Bonaparte songea à tirer parti contre le souverain pontife de la victoire de Rivoli, et de la terreur qu'il inspirait à l'Italie entière. Le gouvernement de Pie VI avait, il est vrai, pris part aux derniers événements, et son contingent armé figurait parmi les vaincus : mais la république pouvait-elle faire un crime au pieux pontife d'une alliance offensive et défensive formée contre la France, et à laquelle Pie VI s'était vu réduit par l'insolence et l'injustice des prétentions du gouvernement français ? Le directoire, héritier des haines de la phi-

Bonaparte
tourne
ses efforts
contre Rome.

(1) *Urbi et orbi*.

Janv. 1797.

Le directoire
blâme la
modération
de
Bonaparte.

losophie et docile instrument de l'impiété, avait moins attaqué, dans l'auguste vieillard, un prince étranger que le chef de l'Église, que Jésus-Christ lui-même, en la personne de son vicaire. Si impatient que parût Bonaparte de révolutionner l'Italie, le directoire lui reprochait des ménagements envers la religion et le clergé ; aussi lui mandait-il impérieusement d'en finir avec ces redoutables adversaires : « Vous êtes trop habitué à réfléchir, citoyen général, » écrivait le directoire, pour n'avoir pas senti aussi « bien que nous que la religion romaine sera toujours l'ennemie irréconciliable de la république... » Le directoire exécutif vous invite donc à faire tout « ce qui vous sera possible pour détruire l'autorité du » pape, et rendre méprisable et odieux le gouvernement des prêtres. Agissez de manière que le pape et « le sacré collège ne puissent concevoir l'espoir de » jamais siéger à Rome, et aillent chercher un asile « dans quelque lieu que ce soit ; ou au moins qu'il » n'y ait plus de puissance temporelle. » Bonaparte se gardait bien d'accepter la complicité de ces colères imbéciles (1) : il conservait, dans sa correspondance avec la cour de Rome, des formes respectueuses et certains égards, alors même qu'il se croyait obligé par son gouvernement de transmettre des instructions dures et menaçantes, et d'imposer, par exemple, au

(1) Il mandait au citoyen Cacault, chargé d'affaires de la république : « J'attache bien plus d'importance au titre de » conservateur du saint-siège qu'à celui de son destructeur. » Vous savez bien vous-même combien mes sentiments ont « toujours été conformes aux vôtres à ce sujet. »

successeur de saint Pierre, l'approbation et la sanction du schisme constitutionnel introduit par l'assemblée constituante. Le vénérable cardinal Mattei, chargé par le souverain pontife de protester contre cette tyrannie philosophique, savait conserver dans son langage la dignité du droit et l'onction de la charité; il mandait à Bonaparte : « J'ai mis aux pieds de Sa Sainteté la lettre que vous avez pris la peine de m'écrite. Le souverain pontife, dépositaire sur la terre des maximes dont Jésus-Christ a donné l'exemple à ses fidèles disciples et au monde entier, a toujours cherché les moyens d'entretenir la paix et l'harmonie dans la chrétienté, et il s'est porté de lui-même à tous les sacrifices que la modération la plus entière a pu lui permettre. Lorsque la France, bouleversée par les malheureux événements qui l'affligent depuis sept ans, a contristé son âme et son cœur, il s'est souvenu qu'il était par état le père des chrétiens; et lorsqu'il a vu que des enfants de l'Église se plongeaient dans les plus affreux égarements, il a pensé que les voies de douceur étaient les seules qu'il dût employer, espérant qu'il plairait à Dieu de les guérir de leur aveuglement, et de les ramener à des maximes justes et raisonnables. C'est par suite de ces principes que Sa Sainteté, faisant abdication de tout ce qui est mondain, s'était prêtée à des sacrifices bien considérables pour ménager la paix de l'État de l'Église avec la France. Les succès de votre armée d'Italie ont aveuglé votre gouvernement, qui, par un abus intolérable de prospérité, non content d'avoir tondu la brebis jusqu'au vif, a ensuite voulu

 Janv. 1797.

 Lettre
du cardinal
Mattei.

Janv. 1797.

« la dévorer ; et il exigerait encore que le pape fit le sacrifice de son âme et de celle des peuples dont l'administration est confiée à ses soins, en réclamant de lui le renversement et la destruction totale des bases qui constituent les principes de la religion chrétienne, de l'Évangile, de la morale, et de la discipline de l'Église ! »

« Sa Sainteté, consternée de ces prétentions intolérables, s'est recueillie dans le sein de Dieu pour demander au Seigneur qu'il lui plût de l'éclairer sur ce qu'elle devait faire dans une si fâcheuse conjoncture. C'est sans doute l'Esprit-Saint qui l'a inspirée, en la faisant souvenir de l'exemple des martyrs ; et, après avoir sollicité vainement que le directoire se prêtât à des conditions raisonnables, la cour de Rome a dû se préparer à la guerre : c'est à l'Europe entière à décider qui l'a provoquée. Général, la mort, dont vous voudriez nous effrayer, commence la vie éternelle des gens de bien : elle est aussi le terme des prospérités apparentes des méchants et le commencement de leur supplice, si les remords ne l'ont commencé. Votre armée est formidable, mais vous savez par vous-même qu'elle n'est pas invincible : nous lui opposerons nos moyens, notre constance, la confiance que donne la bonne cause, et, par-dessus tout, l'aide de Dieu, que nous espérons obtenir. Nous savons bien que les incrédules et les philosophes modernes tournent en ridicule les armes spirituelles ; mais s'il plaisait au Seigneur que l'on fût dans le cas de les déployer, vos phalanges feraient sans doute une funeste expérience de leur efficacité. Je

« conviens avec vous que la guerre que vous feriez
 « au pape serait peu glorieuse pour vous. Quant au pé-
 « ril que vous ne croiriez pas y rencontrer, notre con-
 « fiance en Dieu ne nous permet pas de croire qu'il y
 « en eût d'autres pour vous et pour les vôtres... »

Fév. 1797.

Bonaparte, le cœur enflé par ses récentes victoires, écrivit au cardinal : « ... Les paroles de paix que je
 « vous avais chargé de porter au saint-père ont été
 « étouffées par ces hommes pour qui la gloire de
 « Rome n'est rien, mais qui sont entièrement vendus
 « aux cours qui les emploient. Nous touchons au dé-
 « nouement de cette ridicule comédie : vous êtes té-
 « moin du prix que j'attachais à la paix, et du désir
 « que j'avais de vous épargner la guerre... Quelque
 « chose qui puisse arriver, je vous prie, monsieur le
 « cardinal, d'assurer Sa Sainteté qu'elle peut rester
 « à Rome sans aucune inquiétude. Premier ministre de
 « la religion, le pape trouvera, à ce titre, protection
 « pour lui et pour l'Église. Assurez également tous
 « les habitants de Rome qu'ils trouveront dans l'ar-
 « mée française des amis, qui ne se féliciteront de la
 « victoire qu'autant qu'elle pourra améliorer le sort
 « du peuple, et affranchir l'Italie de la domination
 « des étrangers. Mon soin particulier sera de ne pas
 « souffrir qu'on apporte aucun changement à la re-
 « ligion de nos pères... »

Réponse
de
Bonaparte.

Bonaparte ne tarda pas à réaliser ses menaces. Déjà maître des provinces de Ferrare et de Bologne, il envahit les contrées voisines, à la tête de la division Victor et des troupes italiennes levées dans les nouvelles républiques instituées sur les deux rives du

L'armée
française
envahit les
États
pontificaux.

Fév. 1797.

Pô : la Romagne, le duché d'Urbin, la Marche d'Ancone, les principales places de l'Adriatique, furent occupées presque sans coup férir; et les Français ajoutèrent à l'injustice de ces conquêtes des actes odieux de pillage, des profanations sacrilèges, et cette longue série d'excès qui rappelait à la malheureuse Italie les dévastations subies au moyen âge. Les troupes pontificales étaient commandées par le général Colli; mais que pouvaient quelques milliers d'hommes découragés, quelques braves paysans étrangers à la guerre et à la discipline? Un engagement eut lieu le 16 pluviôse (4 février); les soldats romains furent dispersés, les Français firent quelques centaines de prisonniers. Ces malheureux s'attendaient à être mis à mort : Bonaparte les harangua en langue italienne, et leur fit rendre la liberté, après leur avoir annoncé qu'il ne faisait la guerre ni à la religion ni au saint-siège. Cependant quand les Français arrivèrent à Notre-Dame de Lorette, non loin des murs d'Ancone, ils contristèrent le monde catholique en arrachant de ce saint lieu l'image de la mère du Christ, image que tant de pieuses légendes rehaussent d'un éclat miraculeux, et que, depuis plusieurs siècles, n'ont cessé de vénérer des générations de pèlerins et d'affligés. Le trésor et le reliquaire de Notre-Dame de Lorette furent indignement pillés; l'image sainte fut envoyée à Paris, comme un objet vulgaire de curiosité : vous eussiez dit une nouvelle invasion des païens du Nord, et l'Italie fût profondément émue.

Les troupes
françaises
pillent et
profanent le
trésor de
Notre-Dame
de Lorette.

Le vénérable Pie VI essaya pour la dernière fois de détourner l'orage qui allait fondre sur Rome. Par les

conseils du cardinal Mattei , il écrivit à Bonaparte une lettre pleine de dignité et de charité , réclamant de nouveau la paix , et ne la demandant qu'à des conditions possibles. Dans cette lettre , il appelait Bonaparte du nom de fils , et lui donnait sa bénédiction paternelle et apostolique. Ce fut à Tolentino que le général républicain rencontra les envoyés du saint-père et prit connaissance de ses propositions ; et dès le lendemain , 1^{er} ventôse (19 février) , la paix fut conclue de part et d'autre. Par ce traité , Pie VI , cédant à la force , renonçait à ses prétentions sur Avignon et le comtat Venaissin ; il cédait Bologne , Ferrare , la Romagne , s'engageait à payer trente et un millions en numéraire , cinq autres en diamants ou objets précieux. Les Français restaient en possession de la citadelle d'Ancône jusqu'à la paix continentale , et des provinces de Macerata , du Pérugin et de Camerino jusqu'à ce que les trente-six millions promis par le pape fussent acquittés. Le pape révoquait tout traité d'alliance contre la France , et reconnaissait la république ; il s'engageait à fournir à ses armées huit cents chevaux de cavalerie , huit cents chevaux de trait , des buffles , et des approvisionnements de diverse nature ; il consentait à faire payer trois cent mille francs aux héritiers de Basseville. Enfin , les articles de l'armistice conclu au mois de juin précédent étaient de nouveau confirmés , quant au don des statues , tableaux et manuscrits réclamés pour les musées de la république. Par une précaution qui fit honneur à Bonaparte , le général en chef stipula que les prêtres français , volontairement exilés ou pros-

Fév. 1797.

La paix
est
conclue à
Tolentino
entre
la France et
Rome.

Fév. 1797.

Bonaparte
protège
les prêtres
émigrés.

crits à la suite de la révolution, seraient recueillis, nourris et secourus dans les couvents du saint-siège : les lois de la république ordonnaient de poursuivre et de chasser ces infortunés. Bonaparte eut recours à un singulier argument pour se faire pardonner sa compassion ; il écrivit au directoire : « Il vaut mieux que « ces prêtres soient en Italie qu'en France ; ils nous y « seront utiles. Ils sont moins fanatiques que les prêtres italiens ; ils éclaireront le peuple, qu'on excite « contre nous. D'ailleurs, ils pleurent en nous voyant : « comment n'avoir pas pitié de leur infortune ? » Le directoire n'osa pas désavouer le général que l'Europe admirait ; et la lettre de Bonaparte, publiée dans les journaux, produisit une grande sensation dans toute la France : les uns commencèrent à éprouver des remords, les autres se prirent à espérer.

Résultats
de la
campagne
d'Italie.

Onze mois ne s'étaient point encore écoulés depuis le jour où Bonaparte avait pris le commandement de l'armée d'Italie, et déjà l'on pouvait à peine mesurer l'étendue des événements qui s'étaient accomplis : quatre armées ennemies successivement battues et détruites ; le Piémont contraint de subir la paix ; la maison de Savoie humiliée et désarmée ; Gènes contenue ou subjuguée ; la Lombardie conquise et changée en fief de la France ; Modène, Reggio, Ferrare, tous les pays voisins des bouches du Pô, organisés en républiques ; le grand-duc de Toscane réduit à racheter ses propres villes ; la Corse rendue à la France ; Mantoue occupée par nos troupes ; le pape dépouillé d'un tiers de ses États ; les provinces vénitiennes à moitié envahies ; Beaulieu, Wurmser, Alvinzi, vieux

d'expérience et de renommée, vaincus l'un après l'autre par un soldat de fortune âgé de vingt-sept ans : c'étaient là des résultats sans exemple dans notre histoire, et qui faisaient à la fois l'étonnement et l'orgueil de la république.

 Mars 1797.

L'Autriche ne renonçait point encore à combattre. Les succès obtenus dans la précédente campagne par le prince Charles, contre Jourdan et Moreau, désignaient maintenant au conseil aulique le rival qu'il fallait opposer à Bonaparte. Le jeune archiduc partit des bords du Rhin, et se rendit en toute hâte dans le Tyrol autrichien : en quelques jours il arriva à Inspruck, puis à Goritz, où il prit toutes les mesures nécessaires à la prompt réorganisation des régiments et à la formation des nouveaux cadres. Il fut secondé dans ce travail par le général Mack, ce tacticien beaucoup trop vanté qui déjà, en l'an II, avait vu échouer ses plans de campagne contre la France. Trente bataillons autrichiens furent dirigés sur l'Italie, et l'on se mit en devoir de faire entrer en ligne une cinquième armée impériale. En faisant part de ces armements au corps germanique, l'Autriche réclama le concours de l'Empire; elle s'efforça d'obtenir une coopération efficace des États ecclésiastiques, dont la France méditait la prochaine sécularisation. Mais que pouvaient désormais ces faibles auxiliaires, alors surtout que dans les conseils de l'empereur il n'y avait ni ensemble ni unité? A Vienne même, à côté du parti qui persistait à continuer la guerre, il s'en formait un autre encore faible, il est vrai, mais qui poussait à la paix, et parvenait du moins à neutraliser

Nouveaux efforts de l'Autriche pour enlever l'Italie aux Français.

Une cinquième armée autrichienne, aux ordres du prince Charles, est envoyée en Italie.

Mars 1797.

les dispositions prises pour la guerre. Inquiet de ces retards, désireux d'y mettre un terme, le prince Charles vint à Vienne, et concerta avec le conseil aulique les opérations de la sixième campagne que l'Autriche allait tenter contre la France. Un décret de l'empereur son frère décerna à l'archiduc le titre de généralissime de toutes les armées autrichiennes; mais le conseil aulique, soumis à l'influence du baron de Thugut, n'en conserva pas moins la principale influence. La malheureuse issue de la dernière campagne semblait faire un devoir de choisir désormais le Tyrol pour théâtre des nouvelles opérations : le Tyrol est rapproché du Rhin, d'où le généralissime pouvait tirer des renforts en très-peu de jours; la population y était fidèle et dévouée; en agissant dans le Tyrol, on pouvait gagner trois semaines, qu'on allait nécessairement perdre en mesures de détail, si l'on réunissait l'armée dans le Frioul. Ce fut néanmoins à ce dernier système que s'arrêta le conseil aulique : avant même que l'armée du prince Charles eût été complètement réorganisée, il lui prescrivit de prendre position derrière le Tagliamento. C'était seconder les projets de Bonaparte, même en cherchant à les faire échouer. Le général français, en effet, annonçait hautement son intention de pénétrer en Autriche, et de marcher sur Vienne par la voie la plus courte : en concentrant des forces imposantes dans le Tyrol, on ne lui permettait pas de négliger son flanc gauche et ses derrières; on le forçait de guerroyer encore dans les vallées où l'Adige prend sa source, et on le contraignait de rétrograder. A voir le conseil aulique

Plan
de guerre du
conseil au-
lique.

porter la guerre du côté de Trieste et de la Styrie, on eût dit que, las de la guerre, il voulait en finir, et faire de la capitale de l'Autriche l'enjeu d'une bataille gagnée ou perdue. Sur ces entrefaites, la Prusse envoya au quartier général de Bonaparte le marquis de Luchesini, qui, fort adroitement, offrit la médiation du cabinet de Berlin entre le directoire et la cour de Vienne : cette démarche fut sans résultat. Cependant Bonaparte se gardait bien de s'endormir dans une fausse sécurité ; il avait obtenu du gouvernement de nombreux renforts, et particulièrement la division Bernadotte, détachée de l'armée du Rhin : cette troupe, formée aux combats et aux souffrances, n'était point indigne de venir partager la gloire de l'armée d'Italie. On était en ventôse (mars), et tout faisait pressentir des événements décisifs pour la monarchie autrichienne.

Les chaînes de montagnes qui séparent l'Italie de l'Autriche se rattachent, à l'ouest, aux glaciers éternels de la Suisse, et se terminent, par leurs extrémités opposées, d'un côté vers le Balkan, de l'autre, le long des côtes d'Illyrie. Dans l'étendue de cette ligne vaste et profonde, ces montagnes reçoivent des noms différents : ce sont d'abord les Alpes tyroliennes ou le Voralberg, puis les Alpes noriques, et successivement les Alpes carniques, les Alpes juliennes et les Alpes dinariques. Entre le lac de Garda et l'extrémité supérieure du golfe de Venise, deux routes principales sont ouvertes à travers ces frontières escarpées : l'une est celle qui, depuis six mois, servait de champ de bataille aux Impériaux ; c'est la route

Mars 1797.

Théâtre
des
opérations
militaires.

Mars 1797.

qui longe le haut Adige, et pénètre dans le Tyrol et jusques au cœur de l'Autriche par Trente, Inspruck, Salzbourg et Lintz; l'autre, tracée au milieu des Alpes juliennes, conduit à Vienne par Trieste, Goritz et Laybach, par l'Illyrie et la Styrie. En suivant la première de ces voies, une armée d'invasion, débouchant du Tyrol, pouvait garder ses communications avec la France et le Rhin; mais elle se trouvait obligée de gravir des pentes rudes, de franchir des vallées étroites, et de combattre pied à pied une population guerrière et fidèle : l'autre chemin était moins dangereux, son accès paraissait plus facile; mais il éloignait l'armée de la France, la privait de ses communications à l'arrière-garde et sur la gauche, et se fermait derrière elle en cas de défaite. Moreau eût donné la préférence à la première de ces routes; l'aventureux Bonaparte croyait plus digne de sa fortune et de son génie de choisir la seconde.

Measures
prises à
l'égard de
Venise.

Cependant il ne voyait pas sans inquiétude les dispositions du peuple italien et l'attitude de la république de Venise. Dans la Lombardie, à Gênes, sur les deux rives du Pô, quelques garnisons pouvaient suffire; mais il était difficile de contenir l'oligarchie vénitienne, et de la réduire à s'éteindre misérablement entre deux ennemis ou deux alliés également dangereux pour elle. Bonaparte ne pouvait oublier que, si faible et si déchue qu'on la supposât, Venise, la Tyr du moyen âge, pouvait encore armer cinquante mille hommes, et fermer toute retraite à ses compagnons : il sentait bien qu'on ne viendrait pas à bout de cette république sans de graves efforts, qui com-

promettraient le résultat de la campagne projetée. Négociateur autant que soldat, il eut recours à la ruse : il offrit de contracter avec Venise une alliance offensive et défensive. Le gouvernement oligarchique refusa, et persista à se déclarer pour une neutralité devenue impossible. Bonaparte ayant échoué dans cette tentative, se vit réduit à prendre des mesures de précaution que réclamait le salut de son armée : il détacha de celle-ci un corps de dix mille hommes, qu'il laissa en observation sur l'Adige ; puis il adressa aux magistrats de Venise cette menace dure et prophétique : « Puisque votre république veut rester neutre, « j'y consens : mais qu'elle cesse ses armements. Je « laisse en Italie des forces suffisantes pour y être le « maître ; je marche sur Vienne. Ce que j'eusse par-
« donné à Venise, si j'étais demeuré en Italie, serait
« un crime irrémissible dès que je serai en Allema-
« gne. Si mes soldats étaient assassinés, mes convois
« inquiétés, mes communications interrompues sur le
« territoire vénitien, votre république cesserait d'exis-
« ter ; elle aurait prononcé elle-même sa sentence. » C'était là, au surplus, la logique de la force et de la violence, plutôt que le langage de la raison. Si Venise, depuis l'ouverture des hostilités, avait fait preuve d'hésitation ou de faiblesse ; si de ses deux ennemis naturels, l'Autriche et la France, son gouvernement n'avait su lequel préférer, il n'en était pas moins vrai que la France avait usé à son égard de brutalité et d'injustice, tantôt en violant sa neutralité, tantôt en mettant garnison dans ses villes, presque toujours en poussant ses peuples à des sou-

Mars 1797. lèvements et à des révolutions. Mais qu'importait à Bonaparte, et qu'avait-il à se mettre en peine de la justice et du droit, lorsqu'il s'agissait d'une nationalité presque éteinte, et à coup sûr condamnée?

Plan
de guerre
adopté
par les deux
généraux.

Vers le milieu de ventôse, au moment où la campagne allait s'ouvrir, l'archiduc n'avait encore pu rallier, pour fermer les issues de l'Allemagne à l'armée française, que quarante mille hommes divisés en trois corps, et qui communiquaient entre eux par une chaîne de postes. Il attendait aussi les fortes divisions détachées de l'armée du Rhin, et déjà quelques bataillons venaient d'entrer dans l'évêché de Salzbourg; d'autres renforts arrivaient du Tyrol et de la Hongrie. Le quartier général du prince Charles était à Udine. A peu de distance de cette ligne, s'étendaient les avant-postes de l'armée républicaine. Celle-ci était forte de cinquante mille hommes, grâce à l'arrivée de la division Bernadotte. « *Soldats de l'armée du Rhin*, avait dit ce général à ses troupes, « *souvenez-vous que l'armée d'Italie vous regarde;* » et, des deux côtés, le soldat était digne de comprendre cette éloquente exhortation. La ligne de l'armée française commençait aux montagnes des Grisons, et se prolongeait de gauche à droite, en tournant vers le sud, jusqu'à la mer Adriatique et à l'embouchure de la Piave. Bonaparte avait résolu de donner très-promptement le signal de marcher en avant; il lui importait de ne point attendre la fonte des neiges, qui aurait rendu impraticables les débouchés des Alpes. A force égale, le plus sûr pour lui était d'attaquer. Il prit donc la résolution de

frapper les premiers coups sur la Piave supérieure, afin de couper les communications entre l'armée de l'archiduc et les divisions autrichiennes postées dans le Tyrol. Le prince Charles, en présence de ce danger, conçut un plan tout différent, et qui, s'il eût été convenablement secondé par le conseil aulique, aurait peut-être changé l'issue de la guerre. Ne se trouvant pas assez fort pour livrer une bataille rangée, et risquer en une journée la fortune de l'Autriche, il se proposa de gagner du temps, et de rester sur la défensive derrière le Tagliamento. Que si Bonaparte parvenait à franchir cette ligne malgré tous les obstacles, l'archiduc, tout en lui disputant le terrain, ne considérerait pas comme une situation fâcheuse la nécessité d'avoir à battre en retraite. Si c'était là un pis-aller, les Impériaux pouvaient l'accepter sans découragement ou sans crainte. En effet, en se repliant devant Bonaparte, le prince Charles trouvait l'avantage de rallier à sa brave armée du Rhin, et d'opposer presque subitement aux Français, quatre-vingt mille hommes échelonnés sur la route de Vienne; en même temps, sur les derrières de l'armée républicaine, fatiguée par la marche, épuisée par ses victoires apparentes, les autres corps de l'armée impériale étaient destinés à enlever l'Italie aux garnisons françaises, et à seconder une insurrection nationale dans la Péninsule. Bonaparte ne se faisait point illusion sur la portée de ce système stratégique; son génie avait su le comprendre: aussi, déjà inquiet de voir qu'il n'épouvantait pas assez l'Autriche pour faire tomber les armes de ses mains, commençait-il,

Mars 1797. tout en poursuivant sa marche , à parler de paix et à demander que des négociations fussent ouvertes. Le prince Charles éludait adroitement ces ouvertures, et se bornait à dire qu'il en allait référer à Vienne.

Proclamation
de
Bonaparte
à son
armée.

Le 19 ventôse (9 mars), le quartier général de l'armée française étant à Bassano, Bonaparte adressa à ses troupes une de ces proclamations dont l'effet était encore plus grand sur l'esprit de l'Europe que sur celui de la troupe ; il y était dit : « Soldats ! la
« prise de Mantoue vient de finir une campagne qui
« vous a donné des titres éternels à la reconnaissance
« de la patrie. Vous avez été victorieux dans qua-
« torze batailles rangées et dans soixante et dix com-
« bats ; vous avez fait cent mille prisonniers, pris
« cinq cents pièces de canon de campagne, deux mille
« de gros calibre , quatre équipages de pont. Les con-
« tributions mises sur le pays conquis ont nourri ,
« entretenu , soldé l'armée ; vous avez consacré trente
« millions au soulagement du trésor public. Vous avez
« enrichi le muséum de Paris de trois cents chefs-d'œu-
« vre de l'ancienne et de la nouvelle Italie, monu-
« ments qu'il a fallu trente siècles pour produire. Vous
« avez conquis à la république les plus belles con-
« trées de l'Europe. Les républiques transpadane
« et cispadane vous doivent leur liberté. Les cou-
« leurs françaises flottent pour la première fois sur
« les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre
« heures de la patrie d'Alexandre. Les rois de Sar-
« daigne , de Naples, le pape, le duc de Parme, se
« sont détachés de la coalition de vos ennemis, et
« ont brigué votre amitié. Vous avez chassé les An-

« glais de Livourne, de Gênes, de la Corse; mais Mars 1797.
 « vous n'avez pas encore tout achevé : une grande
 « destinée vous est réservée... » Ces paroles s'adres-
 saient au courage et à l'enthousiasme; mais Bona-
 parte ajouta peu à la considération qu'il s'était ac-
 quise, en faisant suivre ce langage d'injures triviales
 formulées contre l'empereur : le général français au-
 rait dû sentir que ce n'était pas faciliter des arrange-
 ments pacifiques, que d'accuser le chef du saint em-
 pire romain de s'être dégradé lui-même, et de s'être
 mis à la solde des marchands de Londres. Il est vrai
 que le but de Bonaparte était aussi d'isoler la cause de
 l'empereur de celle de ses peuples, et de pousser
 ceux-ci à une révolution. Voici dans quels termes il
 parlait aux habitants des provinces autrichiennes,
 qu'il allait envahir : « Peuples de la Carinthie, Proclamation
 « de la Carniole et de l'Istrie, l'armée française ne adressée
 « vient pas dans votre pays pour le conquérir, ni aux peuples
 « pour porter aucun changement à votre religion, à des
 « vos mœurs et à vos coutumes; elle est l'amie de provinces
 « toutes les nations, et particulièrement des braves autrichiennes.
 « Germains... Habitants de la Carinthie, vous détes-
 « tez autant que nous et les Anglais, qui seuls ga-
 « gnent à la guerre actuelle, et votre ministère, qui
 « leur est vendu. Si nous sommes en guerre depuis
 « six ans, c'est contre le vœu des braves Hongrois,
 « des citoyens éclairés de Vienne, et des simples et
 « bons habitants de la Carinthie, de la Carniole et de
 « l'Istrie. Eh bien! malgré l'Angleterre et les minis-
 « tres de la cour de Vienne, soyons amis! La répu-
 « blique française a sur vous les droits de conquête :

Mars 1797.

« qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous lie
 « réciproquement ! Vous ne vous mêlerez pas d'une
 « guerre qui n'a pas votre aveu ; vous fournirez aux
 « besoins de mon armée : de mon côté, je protège-
 « rai vos propriétés ; je ne tirerai de vous aucune
 « contribution. La guerre n'est-elle pas elle-même as-
 « sez horrible ? Ne souffrez-vous pas déjà trop, vous,
 « innocentes victimes des passions des autres ? Tou-
 « tes les impositions que vous avez coutume de payer
 « à l'empereur serviront à indemniser des dégâts in-
 « séparables de la marche d'une armée, et à payer ce
 « que vous m'aurez fourni. »

Premières
opérations.

Une faible division autrichienne, aux ordres du général Lusignan, avait pris position sur la Piave, rivière considérable qui descend des Alpes, passe à Bellune, à Feltre, à Maserada, et va se jeter dans les lagunes de la mer Adriatique, à dix lieues au nord de Venise : le 21 ventôse, Bonaparte franchit la Piave, rejetant devant lui la division de Lusignan, et lui enlevant cinq cents hommes faits prisonniers.

Il s'agissait de neutraliser le plan stratégique de l'archiduc, et de contraindre ce général à se replier précipitamment, alors qu'il aurait voulu disputer le terrain pied à pied. La division Masséna eut ordre de franchir la Piave et le Tagliamento, au-dessus de la ligne de défense des Autrichiens. Parti de Bassano au premier coup de canon, Masséna s'empara de Feltre, de Bellune, de Cadore, pendant que, de son côté, Serrurier occupait Conegliano. Guerrier infatigable et capitaine aventureux, Masséna, de tous les lieutenants de Bonaparte, était le plus propre à mener

à bonne fin une guerre de montagnes ; il avait fait ses Mars 1797.
 preuves dans les Alpes piémontaises et liguriennes :
 cette fois, il devait dépasser toutes les espérances du
 général en chef, et devenir un des principaux ins-
 truments de sa gloire. Après avoir détruit les troupes
 dirigées contre lui, il força tous les passages, s'em-
 para des gorges de la Ponteba, ferma les routes de
 la Carinthie à l'archiduc, et marcha victorieusement
 sur Tarvis, d'où il pouvait fermer au prince Charles
 la route de Vienne.

Sur ces entrefaites, aucun obstacle sérieux n'avait Passage
du
Tagliamento.
 pu arrêter dans le Frioul la marche de l'armée de Bo-
 naparte, jusqu'au moment où ses éclaireurs purent
 reconnaître de loin l'armée du prince Charles, rangée
 en bataille derrière le Tagliamento. Après une attaque
 de peu de durée, l'armée française reçut ordre de se
 replier, hors de la portée du canon ennemi. Ce mou-
 vement de retraite, adroitement simulé, trompa les
 Impériaux, qui se crurent en sécurité. Deux heures ne
 s'étaient pas écoulées, que les républicains revenaient
 impétueusement à la charge, surprenaient les Autri-
 chiens, franchissaient le fleuve, protégés par la ca-
 valerie, et prenaient position sur la rive gauche. L'ar-
 chiduc essaya alors de tourner leur flanc ; mais il en
 fut empêché par la réserve et la cavalerie, et il se
 vit bientôt contraint de se retirer lui-même, en aban-
 donnant des prisonniers et des canons. Le soir, Bo-
 naparte mandait au directoire : « L'ennemi est en
 « pleine déroute ; le prince Charles n'a eu que le
 « temps de se sauver. » C'était là exagérer les avan-
 tages de la journée : mais Bonaparte se piquait peu

Mars 1797. de scrupule alors qu'il s'agissait d'éblouir la France et l'Europe.

Combat
de
Tarvis.

Pendant que le prince Charles se repliait devant Bonaparte, il apprenait que ses communications étaient coupées sur la route de Vienne, près de Tarvis, par la division Masséna. Justement inquiet des obstacles qu'il allait rencontrer sur ce point, l'archiduc résolut de déloger cette troupe hardie des positions qu'elle venait d'occuper. Dans ce dessein, il ramena une forte colonne de grenadiers du Rhin, qui venait d'arriver à Klagenfurth; et, la réunissant à d'autres troupes, il attaqua Masséna avec fureur. Ce jour-là, l'archiduc se montra tour à tour général et soldat, donnant à la fois ses ordres et payant de sa personne : mais tant de courage et de talent, dépensés en efforts inutiles, ne firent que rehausser la gloire de Masséna, et accroître la renommée naissante du général Brune, qui combattait sous ses ordres. A la suite de cette affaire, qui nous livra Tarvis et plusieurs débouchés importants, l'armée de l'archiduc se trouva tournée sur son flanc droit, tandis que, sur le centre, elle venait d'être enfoncée par Bonaparte (26 ventôse).

Suites de la
guerre.

—
Rapides
victoires
des
Français.

Vers d'autres points du théâtre de la lutte, les autres divisions de l'armée française n'étaient pas demeurées oisives. Déjà les troupes autrichiennes avaient été chassées de Palma-Nova, place forte appartenant à Venise : la division Serrurier passa l'Isonzo; Bernadotte, maître de Gradisca, marcha sur Laybach; Dugua s'empara de Trieste. Les Autrichiens tenaient à Chiusa; pris entre deux feux par Masséna et Guyeux, ils furent

délogés de cette position, et perdirent, dans cette glorieuse rencontre, cinq mille prisonniers, trente-deux pièces de canon, quatre cents voitures d'artillerie, et quatre de leurs généraux. L'honneur de cette journée revint surtout à la quatrième demi-brigade, que Bonaparte avait nommée *l'Impétueuse*. Mars 1797.

Le Frioul était au pouvoir des Français : ils pénétrèrent, presque sans résistance, dans la Carinthie et la Styrie. A Trieste, ils confisquèrent les marchandises anglaises ; à Hydria, ils prirent possession des mines de mercure. La Save, la Drave, les Alpes juliennes étant passées, Bonaparte porta son quartier général à Klagenfurth, d'où il chassa deux divisions autrichiennes récemment arrivées de l'armée du Rhin. Le prince Charles n'avait plus sous ses ordres que des troupes découragées, et il évitait avec beaucoup de soin d'engager des combats perdus d'avance : il comptait, et non sans motifs, sur les événements dont les montagnes du Tyrol et le nord de l'Italie pouvaient, d'un jour à l'autre, devenir le théâtre.

Depuis plusieurs mois, Brescia et Bergame, deux villes vénitiennes, avaient été le foyer d'une propagande révolutionnaire très-active ; et leurs populations, travaillées par les meneurs français, s'étaient prononcées, contre l'oligarchie de Venise, en faveur d'une organisation purement démocratique. Les autres villes de la terre ferme n'avaient point participé à ce mouvement, né de l'invasion étrangère. Vérone, entre toutes, s'était montrée animée de sentiments hostiles aux idées françaises. Pendant que ces conflits divers entretenaient dans le pays l'émotion la plus vive,

Armements
et
insurrections
dans
les États
de Venise.

Mars 1797. le gouvernement de Venise continuait ses armements, et se bornait à répondre, aux observations menaçantes de Bonaparte et du directoire, qu'il ne s'agissait que de réduire les populations rebelles et de maintenir le bon ordre. Pour changer ces mesures de précaution, au moins équivoques, en déclaration formelle de guerre contre les Français, il ne fallait qu'une occasion, qu'un prétexte; et Venise se crut un moment assez bien secondée par les chances de la guerre pour pouvoir sortir de sa neutralité cauteleuse.

Événements
militaires
dans
le Tyrol.

Tandis que, au delà du Tagliamento et de la Save, Bonaparte et Masséna achevaient de rejeter les Impériaux dans les États héréditaires, l'aile gauche des Français, chargée de contenir l'ennemi du côté du Tyrol, commençait à subir des défaites; et ces échecs inattendus paraissaient destinés à compromettre sérieusement la sécurité de notre armée en Italie. Le Tyrol autrichien était défendu par les divisions des généraux ennemis Landon et Kerpen; derrière eux, les habitants se levaient en masse pour les seconder, et pour protéger les abords d'Innsbruck. Joubert, dont la division occupait la vallée du haut Adige, reçut l'ordre d'attaquer le général Kerpen, alors posté au nord de Trente, à Cambra, derrière le Lavis. Le 20 ventôse, Joubert commença son mouvement: ce même jour, il franchit le Lavis à Segonzano; et l'ennemi, culbuté de toutes ses positions, s'enfuit après avoir perdu cinq mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Joubert battit ensuite et dispersa, près de Neumarkt, le corps de Landon.

Kerpen s'étant remis en ligne à Clausen , derrière une division qui arrivait de l'armée du Rhin , Joubert marcha de nouveau contre lui et le mit en fuite ; peu de jours après , il le combattit une troisième fois près de Mittewald , et le rejeta vaincu sur le Brenner. Ces avantages étaient dus à l'ardeur et au dévouement incroyables des Français , qui luttèrent au milieu des neiges , et dans un pays où tout combattait contre nous , les rochers , les torrents , les hommes. Cependant l'archiduc ne perdait pas de vue que la clef de l'Autriche était dans le Tyrol , et il envoyait sur ce point des renforts. Bientôt la fortune des armes parut changer : Landon , secondé par les volontaires tyroliens , revint à la charge ; la division française subit quelques échecs , et les Autrichiens reprirent sur elle des positions importantes , qu'elle avait payées de son sang. Au loin , on se plut à exagérer l'étendue de ces revers partiels ; et les espérances du parti italien ne tardèrent pas à prendre une consistance sérieuse , lorsqu'on sut à Venise et dans le Frioul que les Français avaient été obligés d'évacuer Trieste et Fiume.

Cependant Joubert , voyant sa position gravement compromise au milieu du Tyrol insurgé , se garda bien de rétrograder et de redescendre l'Adige : il prit la résolution de suivre , du côté de l'est , la vallée de la Drave , et de se replier vers le quartier général de Bonaparte. Il effectua cette manœuvre difficile en coupant les ponts derrière lui , et en arrêtant de cette manière les progrès de l'ennemi ; mais s'il préserva sa division d'une destruction inévitable , il encoura-

Mars 1797. gea, par sa retraite, le mouvement national du Tyrol, et l'explosion prématurée de Venise.

Progrès
de
l'insurrection
vénitienne.

Les conjonctures semblaient favorables : le gouvernement de Venise se voyait entraîné par l'enthousiasme des citoyens de la terre ferme ; et cependant il hésitait encore à partager l'élan national et religieux du peuple. Mais s'il avait peur de faire sonner par toutes les cloches de nouvelles Vêpres siciliennes, du moins il conservait assez de présence d'esprit pour machiner de sourdes trahisons. Il essayait donc d'endormir Bonaparte en multipliant les assurances de paix, les explications équivoques, et secrètement il ouvrait des négociations avec l'Autriche. Quelques jours encore, et, au premier désastre qui frapperait l'armée française dans le Tyrol ou la Carinthie, les troupes esclavones, unies aux paysans et aux milices urbaines, se porteraient aussitôt sur l'arrière-garde des républicains, et Bonaparte, pris entre deux feux, périrait, ou poserait les armes. En attendant, les agents de l'Autriche et ceux de Venise n'épargnaient rien pour fomenter en secret le soulèvement des villes italiennes. Déjà les Français étaient insultés ou menacés ; plusieurs de nos soldats avaient été massacrés par les paysans : on répandait de toutes parts des rumeurs mensongères ; on publiait que nos armées étaient détruites sur le Rhin ; que Joubert avait péri, avec ses troupes, dans les gorges des Alpes noriques : enfin une conspiration formidable, qui embrassait toutes les villes de la terre ferme, était organisée contre les Français, et d'un moment à l'autre on attendait l'explosion.

Engagé alors au cœur de la monarchie autrichienne, à soixante lieues de Vienne, et malgré l'ascendant de sa renommée et de ses victoires, Bonaparte ne se faisait pas illusion sur les dangers dont il était de toutes parts environné. Sur sa gauche, le Tyrol, soulevé et disposé à de patriotiques luttes; sur ses derrières, la colère du peuple vénitien et la perfidie du gouvernement oligarchique; du côté de l'Adriatique, les Hongrois et les Croates, qui reprenaient l'offensive; en face de lui, l'armée découragée et vaincue, il est vrai, que commandait le jeune archiduc. Bonaparte, dans cette situation difficile, donnait beaucoup à la fortune, mais il appelait de tous ses vœux le concours des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin; il incriminait l'inertie de Moreau, la lenteur inexplicable du directoire. Il se disait que, le printemps étant venu, Hoche et Moreau pouvaient entrer en Souabe, et se porter à marches forcées sur la vallée du Danube : opérée en ce moment, cette diversion puissante allait dégager son armée, et terminer, avant deux mois, les destinées de l'Empire; retardée ou ajournée, l'invasion des soldats du Rhin en Allemagne compromettrait non-seulement toutes les conquêtes, mais encore l'existence de l'armée d'Italie.

S'il éprouvait ces craintes, il se gardait bien d'en laisser pénétrer le mystère; il se bornait à diriger contre le directoire des paroles amères ou des critiques passionnées : et d'ailleurs, les hommes de sa trempe n'ont pas coutume de se plaindre, ils agissent. Son parti était pris d'avance. Offrir la paix à l'Autriche; dissimuler la conscience qu'il avait de ses

Avril 1797.
Situation
critique de
Bonaparte
au milieu de
ses
ennemis.

Avril 1797. propres dangers , et imposer au conseil aulique des conditions humiliantes ou onéreuses ; que si ses avances étaient encore repoussées, il ne lui restait plus qu'à marcher plus avant et à frapper un coup de foudre , sans regarder en arrière, et sans faire entrer dans ses calculs la pensée d'une retraite.

Le 11 germinal (31 mars), il fit directement au prince Charles des ouvertures de paix : « N'y a-t-il
« donc, écrivait-il, aucun espoir de nous entendre?
« et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une na-
« tion étrangère aux maux de la guerre, que nous
« continuions de nous entr'égorger?... Quant à moi,
« ajoutait-il avec une affectation de philanthropie assez
« remarquable, je m'estimerai plus fier de la cou-
« ronne civique que je me trouverais avoir méritée
« si je pouvais sauver la vie à un seul homme, que
« de la triste gloire qui peut revenir des succès mi-
« litaires. »

Nouveaux
combats.

L'archiduc répondit que, n'ayant reçu aucun pouvoir de l'empereur pour traiter, il allait en référer à Vienne. Toutefois, ce prince demanda un armistice de six jours, que Bonaparte eut la sagesse de refuser ; ensuite, l'armée française eut ordre de chasser devant elle l'ennemi. Le 12 germinal (1^{er} avril), l'arrière-garde autrichienne fut battue à Saint-Weith et à Freisach ; le même jour, Masséna attaqua le gros de l'armée autrichienne, et, après un combat furieux, força le défilé de Neumarkt ; le 14, Bonaparte et son intrépide lieutenant remportèrent un avantage signalé à Hundsmark, et, quatre jours après, l'avant-garde de l'armée républicaine entra sans résistance à

Léoben. On était au 18 germinal (7 avril), et nos dra- Avril 1797.
peaux flottaient à vingt-cinq lieues des remparts de
Vienne : le sort de l'Autriche ne tenait plus qu'à une
bataille.

Enfin, la maison de Lorraine fléchit devant la ré-
publique victorieuse : deux généraux , munis des
pleins pouvoirs du cabinet de Vienne, se présentè-
rent au quartier général de Bonaparte, et sollicitè-
rent un armistice de dix jours. Bonaparte, dont les
troupes avaient besoin de repos, et qui voulait don-
ner aux divisions Bernadotte et Joubert le temps de
se joindre, consentit à accorder une suspension d'ar-
mes de cinq jours. Il venait d'apprendre que ses con-
vois étaient interceptés du côté des montagnes : cha-
que courrier apportait au quartier général cette
nouvelle, que le feu de l'insurrection se développait
rapidement dans la terre ferme, et que d'un jour à l'au-
tre l'Italie allait être arrachée aux mains des Fran-
çais. Rassuré du côté de Vienne, Bonaparte regarda
derrière lui : il crut que le moment était venu de se
retourner contre Venise, et de faire entendre à ce pays
le langage de la force et de la menace. Le 20 germi-
nal, il ordonna à Junot, l'un de ses aides de camp,
de partir en toute hâte pour Venise, et de lire en
plein conseil la lettre suivante qu'il adressait au doge :

Suspension
d'armes.

Bonaparte
tourne ses
efforts
contre Ve-
nise.

—
Mission
de
Junot.

« Toute la terre ferme de la sérénissime république
« de Venise est en armes : de tous côtés le cri de rallie-
« ment des paysans que vous avez armés est : *Mort*
« *aux Français !* Plusieurs centaines de soldats de
« l'armée d'Italie en ont déjà été victimes. Vous dé-
« savouez vainement des rassemblements que vous

Avril 1797. « avez organisés : croiriez-vous que, dans un moment
« où je suis au cœur de l'Allemagne , je sois impuis-
« sant pour faire respecter le premier peuple de l'uni-
« vers? Croyez-vous que les légions d'Italie souffri-
« ront le massacre que vous excitez? Le sang de mes
« frères d'armes sera vengé; et il n'est aucun des ba-
« taillons français qui , chargé d'un si noble ministère,
« ne sente doubler son courage et tripler ses moyens.
« Le sénat de Venise a répondu par la perfidie la plus
« noire aux procédés généreux que nous avons tou-
« jours eus avec lui. Je vous envoie mon premier aide
« de camp, pour être porteur de la présente lettre.
« La guerre, ou la paix ! Si vous ne prenez pas sur-
« le-champ les moyens de dissiper les rassemble-
« ments ; si vous ne faites pas arrêter et livrer en mes
« mains les auteurs des assassinats qui viennent de
« se commettre , la guerre est déclarée. Le Turc n'est
« pas sur vos frontières , aucun ennemi ne vous me-
« nace ; vous avez fait à dessein naître des prétextes
« pour avoir l'air de justifier un rassemblement dirigé
« contre l'armée : il sera dissous dans vingt-quatre
« heures. Nous ne sommes plus au temps de Char-
« les VIII. Si, contre le vœu bien manifesté du gou-
« vernement français , vous me réduisez au parti de
« faire la guerre , ne pensez pas cependant qu'à
« l'exemple des soldats que vous avez armés, les sol-
« dats français ravagent les campagnes du peuple in-
« nocent et infortuné de la terre ferme : je le pro-
« tégerai , et il bénira un jour jusqu'aux crimes qui
« auront obligé l'armée française à le soustraire à vo-
« tre gouvernement tyrannique. »

Avril 1797.

Junot remplit sa mission avec la rudesse d'un soldat victorieux et irrité. Le sénat de Venise, frappé de terreur, ne songea plus qu'à apaiser la colère de Bonaparte en s'humiliant sous ses volontés. Désabusé de la fausse joie dont il s'était bercé, le gouvernement de Venise se montrait d'autant plus prodigue de protestations et de prières, qu'au fond de l'âme il avait la mémoire de sa récente hypocrisie. Mais Bonaparte ne parlait que « de rayer le nom des Vénitiens de la surface du globe, » et l'effet ne devait guère tarder à suivre la menace. Un événement sinistre vint hâter la crise que le sénat et le doge cherchaient en vain à retarder. Le peuple, une fois armé du poignard et de la torche, ne savait plus, comme son gouvernement, se plier aux ménagements et aux calculs de la politique : peu lui importait que Bonaparte fît un pacte avec l'Autriche, pourvu qu'il fût loin et hors d'état d'intervenir. Quarante mille paysans de la terre ferme, armés de fusils ou de fourches, cernèrent Vérone, et eurent pour alliés les habitants de cette ville. Le chef principal du soulèvement était le comte Émili, provéditeur, qui consacrait son immense fortune et sa vie à l'affranchissement de sa patrie. Pendant l'attaque, un capucin, debout sur une estrade, ne cessait de haranguer la foule, et ses improvisations, empreintes d'une éloquence presque sauvage, poussaient les combattants à ne craindre ni la mitraille ni le sabre des Français. Ainsi débordée de toutes parts, la garnison républicaine, réduite à un petit nombre d'hommes, se replia dans ses retranchements; là, elle opposa à la multitude de ses

Insurrection
de
Vérone
et des
campagnes
voisines.
—
Combats
et
massacres.

Avril 1797. ennemis le courage du désespoir et toutes les ressources de la guerre : les bombes , la mitraille, les boulets rouges, tombant sur les insurgés, ne firent que redoubler leur fureur. Malheureusement on versa le sang ailleurs que dans la bataille; tous les Français qui furent pris périrent dans d'atroces supplices; cinq ou six cents malades, déposés dans les hôpitaux (les blessés d'Arcole et de Rivoli), furent impitoyablement égorgés. Ces scènes de deuil avaient lieu à la seconde fête de Pâques , et les républicains se rappelaient avec horreur les Pâques de Palerme, au ^{xiii}^e siècle. Enfin, des détachements accourus du dehors mirent en fuite les insurgés et délivrèrent la garnison. Cette lutte, plusieurs fois suspendue et plusieurs fois recommencée , avait duré du 28 germinal au 5 floréal : elle se termina par quelques exécutions militaires. Mais Venise et son gouvernement connaissaient trop bien Bonaparte, pour ne pas se croire réservés à un plus terrible châtement.

Cependant, le 29 germinal, alors même qu'on se battait à Vérone, le général en chef de l'armée républicaine, ignorant encore ces massacres, signait à Léoben les préliminaires de la paix avec l'Autriche.

Preliminaires de la paix signés à Léoben. Les arrangements qui intervinrent, et qui furent d'abord tenus secrets, portaient pour conditions principales : 1^o renonciation de la part de l'Autriche à tous droits sur les provinces belgiques réunies à la France, et reconnaissance des frontières de la république, fixées par les lois constitutionnelles; 2^o réunion d'un congrès pour traiter de la paix avec l'empire d'Allemagne, en prenant son intégralité pour

base; 3° renonciation de l'Autriche à ses possessions en deçà de l'Oglio, et cession en échange de la partie des États vénitiens située entre cette rivière, le Pô et la mer Adriatique, et de plus la Dalmatie vénitienne et l'Istrie; 4° cession aussi à l'Autriche, *après la ratification du traité définitif*, des forteresses de Palmanova, de Mantoue, de Peschiera; 5° la Romagne, Bologne et Ferrare, destinées à indemniser la république de Venise; 6° reconnaissance par l'Autriche de la république cisalpine, formée des provinces qui lui auraient été enlevées. Ainsi, dans ce traité provisoire, on démembrait l'État de Venise, avec lequel aucune des deux parties contractantes n'était en guerre. On déclarait vouloir prendre pour base des négociations prochaines l'intégrité de l'empire d'Allemagne; et, par la cession de la rive gauche du Rhin, l'Autriche la première portait atteinte à cette intégrité de l'Empire. Mais ce qui était le plus contraire au droit des gens et à la bonne foi que les peuples se doivent entre eux, c'est que tandis que les négociateurs se réservaient, par des articles tenus secrets, de détruire l'indépendance de Venise et d'adjointre cette contrée à l'Autriche, des deux côtés on prenait l'engagement d'accorder à Venise des indemnités de territoire, et, conséquemment, la sanction de sa durée. Bonaparte se montra plus digne de sa renommée lorsque, le plénipotentiaire de l'Autriche ayant offert au nom de son gouvernement de reconnaître la république française, il répondit avec fierté : « La république française n'a pas besoin d'être reconnue; elle est

Avril 1797. « comme le soleil, qui éclaire ceux-là même qui veulent nier son existence. »

Surprise
et jalousie
du
directoire.

La signature de Bonaparte, mise, au nom de la France, au bas des préliminaires de Léoben, fut un événement qui consterna le directoire. Le gouvernement de la république n'était point accoutumé à laisser à ses généraux le droit de traiter de puissance à puissance avec les ennemis de la patrie : on s'indigna, dans les bureaux du Luxembourg et dans l'antichambre de Barras, de ce que Bonaparte eût ainsi engagé son pays et mené à fin des négociations importantes, sans attendre et pour ainsi dire sans réclamer l'autorisation régulière. Mais, convaincu de sa force, et peu en peine d'obéir aux règles d'une minutieuse hiérarchie, Bonaparte, dans sa correspondance avec le directoire, mit en regard ses actes comme général en chef et les instructions qu'il avait reçues du gouvernement : dès lors il ne lui fut pas difficile d'établir, non sans confusion pour le directoire, que s'il avait suivi les ordres du gouvernement, la république et l'armée n'auraient recueilli de ses scrupules que ruine et défaites. Le 30 germinal, il écrivait ce qui suit : « Si je me fusse, au commencement de la campagne, obstiné à aller à Turin, je n'aurais pas passé le Pô ; si je m'étais obstiné à aller à Vienne, peut-être aurais-je perdu la république. Dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'empereur, sont devenus *une opération militaire*. Cela sera un monument de la gloire de la république française, et un présage infailible *qu'elle peut, en deux campagnes, soumettre le continent de l'Europe*. » Puis,

après cette réflexion, qui regardait l'avenir, il ajoutait, avec une abnégation simulée : « Quant à moi, je vous demande du repos. J'ai justifié la confiance dont vous m'avez investi; je ne me suis jamais considéré pour rien dans toutes mes opérations; et je me suis lancé aujourd'hui sur Vienne, ayant derrière moi les superbes plaines de l'Italie, comme j'avais fait au commencement de la campagne dernière, *en cherchant du pain pour l'armée, que la république ne pouvait nourrir.* » Le directoire garda pour lui le secret de sa mauvaise humeur et de ses craintes; au dehors, il affecta de partager l'enthousiasme de la république, et, jaloux de la gloire de Bonaparte, il se garda bien de la désavouer.

Les préliminaires de Léoben, signés le 29 germinal, eurent pour premier effet de suspendre subitement la guerre qui venait de recommencer du côté du Rhin. Sur ce point donc, la campagne ne dura que cinq jours; mais ce fut assez pour l'honneur de nos drapeaux. On a vu qu'après la prise de Kehl et de la tête de pont d'Huningue, les armées de France et d'Autriche, retenues chacune dans ses quartiers d'hiver, étaient demeurées en observation, et séparées par le Rhin. Moreau avait toujours sous ses ordres l'armée de Rhin-et-Moselle; Jourdan avait cédé à Hoche le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. Le jour même où Bonaparte, à l'autre extrémité de l'Empire, achevait de poser les bases de la paix, Hoche, qui ignorait ce qui se passait si loin de son quartier général, franchit le Rhin à Neuwied, et attaqua, sur la rive droite du fleuve, le général

Événements
militaires
sur la
rive droite
du
Rhin.

Mai 1797.

Kray, qui commandait l'armée autrichienne. Les Français étaient d'ailleurs supérieurs en nombre et en forces. En cinq jours, ils firent trente-cinq lieues sur le territoire ennemi, et furent vainqueurs dans trois batailles et dans cinq combats. De son côté, Desaix, à la tête des braves de Rhin-et-Moselle, franchit le Rhin en plein jour et de vive force, en face des Autrichiens rangés en bataille sur la rive opposée : il enleva ensuite à l'ennemi le fort de Kehl et quatre mille prisonniers. Le 3 prairial, au moment où l'armée de Rhin-et-Moselle pénétrait de nouveau en Souabe, et où celle de Sambre-et-Meuse allait occuper Francfort, la nouvelle des stipulations pacifiques de Léoben parvint à Moreau et à Hoche, et les opérations de la guerre furent suspendues.

Bonaparte
met fin
à
l'existence
de
l'ancienne
république
de
Venise.

Il était temps de terminer l'humiliante agonie de Venise. La mort de quelques insurgés fusillés à Vérone, et le pillage du mont de piété de cette ville, n'étaient pas, aux yeux des Français, des événements qui dussent paraître expiatoires de l'insurrection de la terre ferme et de la conduite astucieuse du gouvernement vénitien. Sur ces entrefaites, un vaisseau français, chassé par des frégates autrichiennes, s'était présenté devant le port de Venise, et avait sollicité un abri ; pour toute réponse, on l'avait canonné du haut des forts : c'était là encore une insulte que Bonaparte ne devait point ranger au nombre de ces malentendus qu'on efface avec des excuses. Le gouvernement de Venise sentit que son heure approchait ; cependant il essaya encore de la retarder, et, alors que Bonaparte revenait de Léoben, il députa auprès

de lui des envoyés chargés de lui présenter des paroles suppliantes. Ils le trouvèrent à Gratz le 6 floréal (25 avril), et, comme ils le mandèrent au sénat, ils n'abordèrent point sans être émus « cet homme « vraiment extraordinaire par la vivacité de son imagination, la promptitude de son esprit, et la force « invincible de ses sentiments. »

Mais Bonaparte, après leur avoir reproché avec courroux la conduite du peuple, et la perfidie d'un gouvernement qui n'avait que la faiblesse pour excuse, leur adressa ces mots foudroyants : « J'ai fait « la paix ; j'ai quatre-vingt mille hommes ; j'irai briser « vos plombs ; je serai un second Attila pour Venise. « Je ne veux plus ni inquisition ni livre d'or ; ce sont « des institutions des siècles de barbarie. Votre gouvernement est trop vieux ; il faut qu'il s'écroule. « Vous m'attendiez à mon retour pour me couper la « retraite : eh bien ! me voici. Je ne veux plus traiter, « je veux faire la loi. Si vous n'avez pas autre chose « à me dire, je vous déclare que vous pouvez vous « retirer. » Quelques jours après, les envoyés vénitiens sollicitèrent une nouvelle entrevue. Dans cet intervalle, Bonaparte avait appris les nouvelles de Vérone ; alors il leur fit dire : « Je ne puis vous « recevoir tout couverts du sang français. » Cependant il se rendit à leurs prières, et consentit à les admettre en sa présence. Ils en profitèrent pour lui offrir des trésors : « Non, non ! s'écria Bonaparte. « Quand vous couvririez d'or tout ce rivage, toutes « vos richesses ne suffiraient pas pour payer le sang « d'un de mes soldats. »

Mai 1797.

Bonaparte savait bien que Barras, son protecteur, et l'un des chefs de la république, ne repousserait pas avec tant d'énergie les présents clandestins de Venise. Barras aimait à se laisser corrompre; aussi le général en chef s'empressa-t-il de rendre inutiles toutes les intrigues que le gouvernement de Venise tentait pour mettre le vénal directeur dans les intérêts de cette puissance : et, bien qu'un général n'ait jamais le droit de déclarer la guerre à un pays étranger, Bonaparte lança, de Palma-Nova, un manifeste contre Venise. Là, énumérant d'abord les crimes qu'il imputait au gouvernement vénitien, il ordonnait à nos agents diplomatiques de sortir sans délai du territoire de cette puissance, et aux généraux français de traiter en ennemies les troupes de Venise, et de faire abattre dans toutes les villes le lion de Saint-Marc. En quelques jours, la terre ferme fut occupée par l'armée française, et partout, sur le passage des soldats de Bonaparte, les signes et les emblèmes du gouvernement vénitien étaient remplacés par les faisceaux du directoire et par l'arbre de la liberté (13 floréal — 2 mai).

Révolution
à
Venise.

Pour retarder sa chute, ou pour tomber avec gloire, la sérénissime république de Venise avait encore la ressource de ce *beau désespoir* dont parle le poète. Sur la terre ferme, son peuple pouvait organiser une de ces guerres nationales qui déconcertent les tacticiens et désespèrent les conquérants. Dans ses lagunes, garnies de redoutes et d'artillerie; séparée du continent par la mer; ayant des provisions d'eau douce et de vivres, une garnison de quinze mille

soldats tant esclavons qu'italiens, neuf mille matelots, trente-sept galères, cent soixante-huit barques armées de canon; maîtresse de la haute mer, et protégée de toutes parts, Venise pouvait accepter la lutte, soutenir un siège, voir se briser contre elle les efforts d'une armée, réveiller l'Autriche, qui n'avait point encore signé de paix définitive, et causer un ébranlement national dans la haute Italie. Si elle eût succombé, du moins serait-elle morte avec honneur, et peut-être aurait-elle réussi à obtenir des conditions assez douces. Mais les événements ne se passèrent point ainsi : le gouvernement de Venise fut le premier à fléchir sous le poids de ses devoirs. Dans sa détresse, il résigna son autorité au profit d'une administration provisoire de trente membres, à laquelle il donna pouvoir de traiter avec la France, mais que Bonaparte refusa de reconnaître. Bientôt la consternation fut au comble dans la ville : on apprit que l'armée française se préparait à investir Venise, et à tenter contre elle un effort vigoureux. Le grand conseil se réunit dans la nuit, sous la présidence du doge, vieillard affaibli par l'âge. A la majorité de cinq cent quatre-vingt-dix-huit voix contre dix-neuf, il prit la détermination de modifier la constitution politique de la vieille république, et de céder aux exigences de Bonaparte : c'était, pour faire vivre Venise, consentir à la régénérer dans le sens des idées françaises, à la placer sous la suzeraineté du directoire. Bonaparte accorda une suspension d'armes de six jours; et, sans quitter le ton de la menace, il profita de ces délais pour dicter aux Vénitiens les conditions les

Mai 1797.

plus dures. Pendant ces pourparlers et ces hésitations, le temps s'écoulait, et les symptômes d'une grande crise révolutionnaire se manifestaient à Venise. Sans armée, sans police, sans influence, le gouvernement oligarchique ne savait comment se défendre et comment subsister.

D'un autre côté, l'esprit de révolte se propageait tellement parmi les troupes esclavones, que la vie des citoyens n'était plus en sécurité : ainsi Venise périssait entre les dangers du dedans et ceux du dehors. Désespérant de maintenir le régime aristocratique, la plupart des patriciens songeaient encore à louvoyer, à tromper le peuple ou Bonaparte au moyen de concessions équivoques ; mais leur puissance s'éteignait peu à peu, sans franchise, sans courage, sans dignité. Enfin, le 23 floréal, le grand conseil fut convoqué par le doge pour prendre une résolution décisive, et qu'il n'était plus permis de retarder. Dans la ville, d'où l'on avait déjà fait partir les Esclavons, le peuple, suscité par la noblesse, et très-dévoué à ceux dont le luxe le faisait vivre, se prononçait pour le maintien de la constitution, et menaçait les affidés de la France ; la bourgeoisie, au contraire, impatiente de briser le joug féodal, et animée d'une haine ardente contre les nobles, appelait à grands cris une révolution sociale. Le doge prit la parole, et, versant des larmes, proposa au grand conseil d'abdiquer la souveraineté. Comme on allait discuter, des coups de fusil se firent entendre, et la noblesse, saisie de terreur, vota elle-même sa déchéance. Cinq cent douze

voix contre douze déclarèrent l'ancien gouvernement aboli : il y eut cinq suffrages nuls. Mai 1797.

En vertu de cette révolution , le peuple de Venise fut proclamé souverain , et la nation fut mise sous le protectorat de l'armée française. La bourgeoisie fit éclater sa joie et arbora le drapeau tricolore, tandis que le peuple, préférant le joug des nobles à la honte du joug étranger, prit les armes, et se livra à des actes d'agression ou de pillage. L'ordre matériel n'ayant pas tardé à être rétabli, les portes de Venise furent ouvertes aux Français, qui y entrèrent au nombre de quatre mille hommes (27 floréal). Ce jour-là, l'administration du pays fut confiée à une municipalité provisoire ; la flotte et l'arsenal furent livrés aux Français ; on consentit à payer à la France, à titre d'indemnité, une somme de six millions, et à lui remettre un nombre considérable de tableaux célèbres, d'objets d'art et de manuscrits. Enfin, pour couronner l'œuvre, et comme pour insulter à Venise déchue et vassale, on déclara pompeusement qu'à dater de ce même jour, *il y aurait paix et amitié entre la république française et la république de Venise*. Celle-ci, en tant que nation libre et souveraine, avait cessé d'exister.

Ainsi s'écroula, par la lâcheté et la perfidie de ses chefs, autant que par les intrigues et les exigences déloyales de l'ennemi du dehors, le plus ancien et jadis l'un des plus illustres gouvernements de l'Europe. Il avait subsisté plus de treize siècles, et, depuis six cents ans, aucun changement n'avait été introduit dans sa constitution politique. Aux jours de sa gloire,

Mal 1797.

son empire s'était étendu sur la haute Italie, sur les deux rives de l'Adriatique, sur la Morée, sur Candie, sur Chypre, et sur les îles de l'Archipel : il avait tenu tête aux Césars d'Allemagne ; l'un de ses doges avait planté le lion de Saint-Marc et le drapeau des croisés sur les tours de Constantinople. Durant le moyen âge, il avait été l'entrepôt et le centre du commerce du monde ; à une époque plus récente, il avait fait échouer les desseins de la ligue de Cambrai. L'histoire offre peu d'exemples d'une ruine si imprévue et si peu glorieuse. La chute de Venise, accomplie en quelques jours et sans combat, occupa à peine pendant quelques heures la curiosité publique. Le directoire, qui ne l'avait point prescrite, fut réduit à s'en réjouir.

Révolution
à
Gênes.

L'antique rivale de Venise, celle qui, la première, lui avait disputé le sceptre de la Méditerranée et le monopole du commerce européen, la république de Gênes enfin, était réservée à subir jusqu'au bout une destinée pareille. Ici, néanmoins, la main de la France se cacha davantage, et c'était justice. Depuis le commencement des guerres de la révolution, Gênes avait conservé, à l'égard de la république française, l'attitude d'une neutralité amie ; elle avait vu, sans se plaindre, son territoire occupé par les divisions de l'armée d'Italie ; elle avait consenti à payer de lourds subsides, à fermer ses ports aux vaisseaux anglais ; et si sa noblesse avait horreur des idées françaises, ses antipathies ne s'étaient jamais manifestées sous une forme agressive ou menaçance. Mais tant d'abnégation ne lui fit pas trouver grâce. Gênes

touchait à notre département des Alpes-Maritimes; et la politique du directoire, habile en cela, et conforme à toutes les traditions des peuples forts, commandait de ne rien épargner pour entourer la France de pays révolutionnés à son exemple, et dotés d'institutions analogues. C'était reculer d'autant nos frontières, et c'est pourquoi l'aristocratie génoise ne devait pas être épargnée. Depuis un an, les agents du gouvernement français ne négligeaient rien pour propager à Gênes et dans le territoire ligurien les principes de 1792 : des clubs s'étaient formés, au grand déplaisir du sénat, qui n'avait point osé user de rigueur. Enfin tout était prêt, et l'on n'attendait qu'un signal pour changer la forme de ce gouvernement vieilli et sans force.

Préparé dans la nuit même, le mouvement révolutionnaire éclata le 3 prairial (22 mai) : un rassemblement populaire, composé de Génois, de Français et de Milanais, prit soudainement les armes, se déclara en insurrection, et s'empara du port, de l'arsenal, et des postes principaux de la ville. En dehors de cette multitude, qui proclamait la souveraineté du peuple, et qui rejetait avec mépris les propositions du sénat, d'autres rassemblements se formèrent, comptant dans leur sein des artisans, des ouvriers, des bourgeois, tous partisans du sénat, amis de la religion, et ennemis des idées françaises. Ceux-là combattirent au cri de *Viva Maria ed el principe!* et une lutte acharnée et meurtrière s'engagea dans les rues et sur le port. Au milieu de cette déplorable guerre civile, des hommes de chaque parti invitèrent

Juin 1797.

le ministre de France à se poser comme médiateur : il accepta cette mission difficile ; mais, dans l'effervescence de la lutte, il fut menacé et insulté par quelques-uns des hommes du peuple qui combattaient pour la cause du sénat. Ces insultes lui étaient agréables ; elles lui fournissaient un prétexte pour se plaindre du gouvernement, et pour se ranger du côté des jacobins génois. Plusieurs Français ayant été tués, et la populace ayant investi le palais de la légation française, véritable foyer d'intrigues révolutionnaires, le ministre de la république expédia un courrier à Bonaparte, et réclama son concours et sa protection. C'était là l'instant propice qu'attendait l'ambitieux général. Le 10 prairial, son aide de camp Lavalette se fit introduire dans Gênes, et somma le doge de faire immédiatement désarmer la portion du peuple génois qui, en haine de la révolution, s'était insurgée en faveur du gouvernement, et contre la France. Les injonctions de Bonaparte se résumaient dans cette menace : « Les têtes des sénateurs me répondront de la sûreté de tous les Français qui sont à Gênes, comme les États entiers de la république me répondront de leurs propriétés. »

Le sénat, dans l'excès de sa faiblesse, consentit à rendre à la liberté les Français faits prisonniers pendant le combat ; il s'attacha également à désarmer le peuple, et à rechercher parmi ses amis ceux qu'il était possible, sans trop de honte, de livrer à la justice française. Mais Bonaparte exigeait davantage : il voulait qu'on réformât la constitution du pays, et que la république génoise fût réorganisée sur la base de la

souveraineté du peuple. L'aristocratie génoise ne se résigna pas volontiers à subir les humiliations imposées au sénat de Venise : plusieurs patriciens rappellèrent avec un juste orgueil la courageuse conduite de leur patrie, alors qu'en 1749 elle avait chassé de son territoire une armée de soixante-dix mille Autrichiens; et ils se déclarèrent prêts à faire subir le même sort aux agents de la France. Quelques voix plus hardies encore ne craignirent pas de dire : *Nous nous battons!* et il ne resta plus au ministre de France qu'à demander ses passeports.

Jun 1797.

Le lendemain, l'heure de la réflexion et du découragement était venue : le sénat comprit qu'ayant lui-même désarmé ses troupes, il se trouvait hors d'état de résister et d'entreprendre des efforts utiles. Parmi les nobles, il s'était formé un parti de novateurs et de propagandistes qui, soit calcul, soit conviction, s'apprêtaient à recueillir l'héritage du gouvernement menacé. Cette faction se concerta avec le ministre de France et Bonaparte, et, le 25 prairial (13 juin), la révolution génoise fut consommée : ce jour-là, les soi-disant patriotes, unis aux Français, prirent en main le gouvernement de la ville; le livre d'or fut brûlé, et le peuple de Gènes renversa et mit en pièces la statue du célèbre Doria, l'un des hommes à qui remontaient en partie la grandeur et la gloire de ce pays. L'œuvre du directoire était accomplie.

Le nouvel État, organisé sous la protection de la France, prit le nom de *république ligurienne*.

De pareils changements menaçaient déjà le royaume de Piémont et le duché de Parme. Quant au Milanais,

Formation
des
républiques
ligurienne
et
cisalpin e.

Juin 1797.

et aux provinces à la possession desquelles l'Autriche avait renoncé à Léoben, cette portion de l'Italie reprit sa vieille dénomination de *république cisalpine*. C'était ajouter à la Hollande, à la Ligurie, aux républiques cispadane et transpadane, un nouveau satellite destiné à suivre la république française dans ses mouvements divers.

Le traité préliminaire de Léoben fut reçu en Allemagne et en France avec des transports de joie. Les deux conseils de la république, informés de cet événement par un message du directoire, se laissèrent aller au plus vif enthousiasme; et le peuple, dans les lieux publics, aux théâtres, jusque sous l'abri du domicile privé, s'associa à l'orgueil et aux espérances de ses magistrats. Le directoire, inquiet des projets et de la popularité de Bonaparte, ne se prêtait point volontiers à partager l'ivresse générale. Il craignait la puissante épée qui venait de frapper de si grands coups au delà des Alpes; il sentait, avec amertume, que le vain fantôme d'autorité dont disposait le gouvernement était désormais à la merci d'un coup de politique.

Situation
intérieure de
la
France.
—
Embarras
du
directoire.

L'hiver de l'an V ne s'était point écoulé sans difficultés sérieuses : les partis, vaincus dans la Vendée ou sur la place publique, s'étaient retranchés dans le journalisme, et la liberté de la presse leur fournissait des armes plus redoutables que les fusils et les piques. Les gouvernements ne se maintiennent que par la confiance qu'ils inspirent. Le directoire voulait très-sincèrement maintenir l'ordre matériel, faire respecter les lois, protéger les intérêts, et rendre la répu-

blique puissante et victorieuse : mais si les armées s'acquittaient dignement de l'œuvre qui leur était confiée, le reste de la tâche dépassait la capacité et l'intelligence des chefs de l'État. Ceux-ci, d'ailleurs, engageaient une lutte inégale. La loi leur donnait la force brutale; elle permettait à leurs ennemis de les déposséder de toute considération, de toute influence : il était permis chaque matin de calomnier leurs actes, de leur imputer la trahison, de crier à l'immoralité et à l'ineptie, de retirer l'une après l'autre toutes les consciences dans le camp de l'opposition. Évidemment c'était là une situation fausse, et dont, sans être prophète, on pouvait facilement entrevoir l'issue. Les hommes qui se nourrissent de théories, et ne tiennent point compte des faits, consolaient le directoire en lui rappelant les principes toujours invoqués en pareille matière. Ils allaient disant que les gouvernements n'ont rien à craindre du mensonge; que la liberté de la presse guérit les blessures qu'elle fait; que l'erreur passe, et que la vérité finit toujours par prévaloir. Ces axiomes ne rassuraient qu'à demi le directoire : il savait que le peuple français, entre tous, aime la satire et trouve l'apologie assez froide; qu'il aime à surprendre les pouvoirs en faute, et qu'il se prête peu à accueillir leur justification; qu'il a perpétuellement peur d'être trahi et vendu; que s'il est heureux, il ne craint pas les révolutions, car elles ont l'attrait d'un spectacle neuf; que s'il souffre, il est toujours prêt à croire que son gouvernement en est cause. Il s'indignait de voir chaque matin ses intentions les plus sincères dénaturées ou décriées; il fré-

1797.

missait en considérant qu'une liberté indiscreète livrait à l'étranger le secret de nos discordes ou celui de nos armements. Il avait peur des larmes des victimes, et plus encore de ce qui pouvait les consoler. Il craignait ses ennemis, et jusqu'à ses amis eux-mêmes. En proie à ces perplexités, il demanda aux conseils des lois contre les abus de la presse ; mais elles lui furent refusées, et on lui imputa de vouloir gêner la liberté des élections en étouffant les journaux. Cependant le directoire manquait de deniers nécessaires aux dépenses publiques ; les impôts ne rentraient pas ; les assignats, entièrement discrédités, n'offraient plus qu'une ressource illusoire ; les mandats territoriaux avaient à peine cours ; enfin, on refusait de soumissionner ou de payer les biens nationaux, seul et dernier gage qui restât au trésor : c'étaient là des motifs d'impuissance et de détresse qui trop souvent avaient paralysé le mouvement des armées, empêché l'équipement des flottes, et enlevé à la république la possibilité de mener à fin de grandes entreprises nationales, telles que les projets de Hoche contre l'Angleterre et l'Irlande. Le directoire subissait avec douleur cette condition pénible d'un gouvernement responsable, et réduit à agir sans autorité et sans argent. Dans l'un de ses moments de détresse, il ne craignit pas d'exposer au pays lui-même sa situation fâcheuse, et de le prendre pour arbitre entre lui et les conseils. Le 25 frimaire an V, il adressa aux cinq cents un message conçu en ces termes : « Toutes les parties du service sont en souffrance. La solde des troupes est « arriérée ; les défenseurs de la patrie sont livrés aux

« horreurs de la nudité ; leur courage est énérvé par Janv. 1797.
 « le sentiment douloureux de leurs besoins ; le dé-
 « goût, qui en est la suite, entraîne la désertion. Les
 « hôpitaux manquent de fournitures , de feu, de mé-
 « dicaments. Les établissements de bienfaisance, en
 « proie au même dénùment, repoussent l'indigent et
 « l'infirmes, dont ils étaient la seule ressource. Les créan-
 « ciers de l'État, les entrepreneurs, qui chaque jour
 « contribuent à fournir aux besoins des armées, n'ar-
 « rachent que de faibles parcelles des sommes qui
 « leur sont dues : leur détresse écarte des hommes qui
 « pourraient faire les mêmes services avec plus d'exac-
 « titude, ou à de moindres bénéfices. Les routes sont
 « bouleversées, les communications interrompues. Les
 « fonctionnaires publics sont sans salaires ; d'un bout
 « à l'autre de la république, on voit les juges, les ad-
 « ministrateurs réduits à l'horrible alternative ou de
 « traîner dans la misère leur existence et celle de
 « leur famille, ou de se déshonorer en se vendant à
 « l'intrigue. Partout la malveillance s'agite ; dans bien
 « des lieux l'assassinat s'organise, et la police, sans
 « activité, sans force, parce qu'elle est dénuée de
 « tous moyens pécuniaires, ne peut arrêter ce désor-
 « dre. » Ce tableau de la république, dans les mau-
 vais jours de l'an V, était sans doute affligeant et
 sombre ; mais il était vrai. L'histoire ne saurait le
 présenter sous des couleurs plus énergiques.

Les conseils s'indignèrent de ce qu'on osait révéler
 au monde les plaies de la France, mais ils s'attachèrent
 à y porter remède. En réalité, le gouvernement souf-
 frait plus que les familles. Le numéraire abondait par-

Janv. 1797.

tout, tandis que le trésor public ne pouvait solder ses dépenses, ses agents et ses armées, qu'à l'aide d'un vil papier-monnaie. La France étant respectée au dehors, le commerce commençant à renaître au dedans, on pouvait, dans une situation pareille, trouver assez d'éléments pour recomposer la fortune nationale. Les conseils rendirent une loi qui eut pour but de rétablir l'ordre dans les finances, l'équilibre entre les dépenses et les recettes : pour première condition, cette loi ordonna que désormais l'impôt ne serait payé qu'en numéraire ; et dès lors les assignats furent abolis. On prit d'autres arrangements de détail qui complétèrent avec assez de bonheur l'effet de cette disposition générale, et facilitèrent un moment de transition difficile. Le directoire, assuré d'un budget, se vit en mesure de gouverner.

Abolition
des
assignats.

Conspiration
royaliste.

Pour y parvenir avec bonheur, il avait à se défendre de ses ennemis et de lui-même : il était battu en brèche par la liberté ; on conspirait sa ruine ; des divisions, tantôt sourdes, tantôt apparentes, se manifestaient jusques en son propre sein. Le 12 pluviôse (31 janvier), par un message auquel était annexé un rapport du ministre de la police générale (Cochon), le gouvernement donna avis aux conseils de la découverte d'une nouvelle conspiration royaliste ; cet incident ne laissa pas de causer une certaine émotion. Il s'agissait d'une tentative assez maladroitement concertée entre quelques personnages obscurs, l'abbé Brotier, MM. Duverne de Presle et Berthelot de la Villehurnois. Ces conjurés s'étaient adjoints deux officiers supérieurs, Malo et Ramel, ce dernier

commandant de la garde du corps législatif. Mais, en choisissant de pareils auxiliaires, ils avaient fort mal placé leur confiance : tandis que Ramel faisait part au ministre de la police du plan des royalistes, Malo, jouant un rôle honteux, attirait dans sa maison les conjurés, et les livrait aux agents de l'autorité. Le plan de la conspiration fut trouvé dans les vêtements de la Villeheurnois : c'était une insurrection vaste, et dérisoire à force d'être impossible. Le directoire, qui n'avait point oublié les traditions du comité de salut public, cherchait les moyens de faire de la force et de la tyrannie au petit pied : il fit grand bruit de sa découverte ; il enjoignit à la commission militaire, devant laquelle furent traduits les accusés, de juger sans désespérer et de faire immédiatement exécuter les coupables. Le tribunal de cassation, auquel les conspirateurs appelèrent de cette justice violente, improuva vivement la marche que le directoire avait osé suivre ; mais les conseils passèrent à l'ordre du jour. Le conseil de guerre se montra moins dur et moins inexorable. En dépit des efforts que tenta le gouvernement pour obtenir une sentence capitale, il se borna à prononcer, contre l'abbé Brotier et ses complices, la peine de la réclusion à temps. Le directoire, indigné d'être si mal servi, osa casser le jugement, et renvoyer, de sa propre autorité, les accusés devant le tribunal criminel de la Seine. Cette fois encore, l'opinion publique triompha de la violence brutale, et les accusés furent soustraits à l'échafaud par leurs juges. Pour se venger de ce double échec, les directeurs s'en prirent au ministre Cochon,

Mars 1797.

et lui ôtèrent le portefeuille de la police. Ce qu'il y eut de bien prouvé dans ce complot, c'est que Brotier et les autres condamnés agissaient comme agents de Louis XVIII, et qu'ils avaient en France de nombreux affidés, demeurés inconnus. Pendant les débats, les noms de plusieurs membres du corps législatif, ceux de MM. Portalis, Siméon et Barbé-Marbois, entre autres, furent assez compromis ; mais il fut prouvé que les conspirateurs n'avaient inscrit ces noms sur la liste de leurs amis que par induction, et qu'ils s'en étaient rapportés à la polémique des journaux de l'époque. Le nom de Pichegru ne figura d'ailleurs ni dans les interrogatoires ni dans la correspondance.

Tentative
d'assassinat
dirigée
contre
Sieyes.

Vers le même temps, un ancien moine, nommé Chrysostome Poulle, exalté jusqu'à la démence par la misère, tira un coup de pistolet sur Sieyes. On voulut donner beaucoup d'importance à cet incident ; et peu s'en fallût qu'on ne renouvelât, au moins en partie, les anciennes pompes décernées au régicide Le-pelletier Saint-Fargeau. Mais Sieyes n'était que blessé. L'affaire fut assez promptement oubliée ; et l'auteur du crime, traduit devant les tribunaux, se vit condamner à vingt ans de fer.

Procès
de
Babœuf
et
de ses
complices.

Un autre drame judiciaire eut alors beaucoup de retentissement. On se rappelle que Gr. Babœuf et ses complices avaient été traduits devant la haute cour de Vendôme : les accusés présents aux débats étaient au nombre de quarante-sept ; dix-huit autres étaient jugés par contumace. Parmi ceux qui comparaissaient assis à côté de Babœuf, on remarquait Amar, Vadier, Ricord, Darthé, Buonarotti, Duplay, Rossignol, Fé-

lix Lepelletier fils, les adjudants généraux Jarry et ^{Mars 1797.} Massard. Huit avocats, parmi lesquels on distinguait Réal, étaient chargés de la défense. Le procès, commencé le 22 ventôse (30 mars), dura jusqu'au 7 prairial (25 mai), près de deux mois. Les accusés mirent le temps à profit pour élever des questions de compétence, et surtout pour débiter en face de leurs juges de longs discours, dont quelques-uns occupaient à eux seuls l'espace de plusieurs séances : ils s'attachaient moins à justifier leurs personnes que leurs doctrines, désireux, avant tout, de laisser des héritiers politiques, des continuateurs de la haine qu'ils avaient vouée à l'ordre social. Babœuf se montra ce qu'il était, un enthousiaste médiocre et vaniteux, mais sincère ; Buonarotti inspira beaucoup d'intérêt par sa jeunesse, par son talent d'orateur, surtout par la sincérité ardente de ses convictions ; Amar et Vadier cherchèrent à disculper en leur personne ce qui restait de jacobins et de montagnards ; la plupart des autres accusés demeurèrent au-dessous de leur situation et de l'audace de leur entreprise. Quand on les reconduisait en prison, ils chantaient d'une voix retentissante l'hymne funèbre de Goujon, l'un des conspirateurs du 1^{er} prairial :

Dieu protecteur de la justice,
C'est nous qui sommes dans les fers ! etc.

Après la clôture des débats, l'arrêt qui intervint condamna Babœuf et Darthé à la peine de mort ; Buonarotti, Germain, Moroy, Cazin, Blondeau, Bonin et Ménessier, à la déportation. Amar et Cochet furent

Mai 1797.

renvoyés devant le tribunal criminel de la Seine; Mugnier, Céline, Gauthier, Feux, devant celui de l'Ain. Les autres furent absous, faute de charges suffisantes. A peine le président eut-il prononcé la sentence, que Babœuf et Darthé se frappèrent d'un poignard que le fils de Babœuf, âgé de onze ans, avait remis secrètement à son père. Les deux condamnés, quoique blessés, respiraient encore : on les porta sur l'échafaud, où se termina leur vie; et tel fut le dénoûment de ce lugubre drame. Ceux des accusés dont la justice républicaine épargna les jours accomplirent leur peine, et plusieurs d'entre eux s'en firent un moyen de plus pour perpétuer leur secte.

Élections.

Victoire
du
parti
royaliste.

Pendant la durée de ce long procès, on avait obéi aux dispositions de la loi, qui prescrivait de renouveler chaque année, par tiers, l'un et l'autre conseil législatif. Ces élections, destinées à introduire sur la scène politique des hommes nouveaux, furent très-chaudement disputées : le parti royaliste saisit avec ardeur une circonstance qui lui permettait de prendre une revanche de la défaite du 13 vendémiaire. Il se promit d'écarter de sa liste les acquéreurs de biens nationaux, et les hommes qui avaient donné des gages de dévouement à la révolution. Les nombreux journaux que ce parti protégeait déversaient chaque jour l'outrage sur les républicains et les institutions de la république : avec les ressources puissantes que la langue française offre à l'écrivain pour énoncer sa pensée, sans qu'il soit possible aux tribunaux d'y saisir les traces matérielles d'un délit, les journalistes de l'école monarchique ne négligeaient

rien de ce qui pouvait réhabiliter la royauté et ses partisans; et le directoire se voyait réduit à ne leur opposer d'autres armes que la loi révolutionnaire, non révoquée, qui punissait de mort les individus coupables d'avoir demandé un roi : or, les mœurs étaient devenues assez douces pour qu'aucun juge n'osât appliquer cette loi de sang, et les royalistes écrivaient et parlaient en toute impunité. A Paris, le célèbre club de Clichy (1), presque entièrement formé de feuillants et de royalistes modérés, donnait l'impulsion à ses amis, et dirigeait ouvertement la lutte. Bien souvent aussi des républicains fanatiques, poussés à des résolutions extrêmes par leur répugnance pour le directoire et par l'ardeur de leurs sentiments jacobins, votaient pour les candidats royalistes, afin d'accroître la force de l'opposition et de créer des embarras au gouvernement. A l'aide de ces passions et de ces dévouements contraires, il se forma dans presque toutes les assemblées électorales une majorité hostile au directoire; et parmi les nouveaux élus on vit figurer des conspirateurs royalistes notoirement connus, tels que Chemblé, Imbert-Colomès, le général Willot et de Vauvillers. Le département du Jura leur associa Pichegru, qui, depuis sa trahison, correspondait activement avec le cabinet de Londres. Comme par compensation, le département des Hautes-Pyrénées nomma le régicide Barrère, placé encore sous le coup de la peine de la déportation, et dont le

(1) Ainsi nommé parce qu'on se réunissait dans l'établissement de Tivoli, qui avait l'une de ses entrées dans la rue de Clichy.

Mai 1797.

nom réveillait de si tristes et de si lugubres souvenirs. A Lyon, les électeurs choisirent pour député Camille Jordan, jeune homme doué d'une exaltation vive et d'une âme généreuse. Sur d'autres points de la France, d'autres noms plus significatifs encore sortirent du scrutin, et l'on remarqua ceux de Royer-Collard et de Marmontel. De leur côté, les républicains se félicitèrent, comme d'un triomphe, d'avoir pu faire élire le général Jourdan.

Ouverture
de la
session de
l'an V.

Les deux conseils, dont la majorité venait d'être si gravement modifiée, ouvrirent leur nouvelle session le 1^{er} prairial an V. Ce jour-là, ils montrèrent par leurs votes dans quelles voies ils allaient marcher. Les anciens déferèrent la présidence à Barbé-Marbois, l'un des chefs influents de l'opinion royaliste constitutionnelle : le choix des cinq-cents, bien autrement hostile, se porta sur le général Pichegru.

Barthélemy
est
appelé au
directoire.

Une autre élection, très-importante, avait eu lieu dans les mêmes circonstances. La loi ordonnait que le directoire serait renouvelé chaque année par cinquième. On feignit de tirer au sort pour connaître le membre qui allait se retirer; mais, par une manœuvre déloyale, on s'arrangea de telle façon que le sort parut désigner Letourneur, homme obscur et magistrat médiocre, et, de plus, l'affidé de Carnot. Son départ affaiblissait dans le directoire la nuance qui demeurait fidèle aux traditions du comité de salut public. Mais là devait s'arrêter l'intrigue : le choix du nouveau directeur appartenait aux conseils. Sur une liste de dix noms dressée par le conseil des cinq-cents, le con-

seil des anciens choisit Barthélemy (1), ambassadeur de France en Suisse : c'était un homme de mœurs douces, un diplomate habile et conciliant, qui avait trouvé le moyen de servir utilement la république, et de se faire aimer des émigrés et des royalistes. La nomination de ce nouveau directeur fut considérée, par ses collègues, comme un symptôme de l'impopularité qui menaçait leurs opinions ou leur pouvoir.

La réaction contre-révolutionnaire qui se manifestait dans les deux conseils, et particulièrement dans celui des cinq-cents, ne permit pas de se faire longtemps illusion sur les progrès de la politique royaliste. Par un vote presque unanime, l'élection de Bertrand Barrère fut annulée. Plusieurs députés qui, l'année précédente, avaient été exclus comme conspirateurs royalistes, se virent rappelés sur leurs bancs par la nouvelle majorité. Une loi interdisait aux anciens conventionnels, non revêtus de fonctions publiques, le droit de résider à Paris : cette loi fut abolie, parce qu'on voulait rassurer les républicains et faire preuve d'une impartialité apparente. Des commissions spéciales furent chargées d'examiner les décrets rendus contre les prêtres, les émigrés, l'instruction publique, le culte et les colonies : c'était révéler d'avance l'intention de reviser et d'abolir en partie cette législation des mauvais jours. Le public ne s'y trompait guère, et, à l'exception des vieux ligueurs de la secte d'Hébert et de Vadier, il applaudissait à

Progrès de
la
réaction
royaliste.

(1) Neveu de l'abbé Barthélemy, l'auteur du *Voyage d'Anacharsis*.

juin 1797. ces dispositions réparatrices. Cependant une minorité républicaine existait encore dans les deux conseils : elle protestait avec énergie, souvent même avec l'emportement du désespoir, contre les actes du parti royaliste. Insensiblement, un troisième parti se forma dans l'une et l'autre de ces deux assemblées : aussi éloigné des jacobins que des élichyens, il rallia à lui tous les partisans de la constitution de l'an III. Cette fraction était peu nombreuse au conseil des cinq-cents ; mais, selon qu'elle s'unissait aux vieux jacobins ou aux royalistes, elle déterminait la majorité en leur faveur. Dans le conseil des anciens, le parti constitutionnel était assez fort pour tenir en échec les deux autres. Les royalistes voyaient donc leur influence diminuée ou compromise : ils auraient dû agir désormais avec circonspection et réserve ; mais les partis ne se prêtent pas volontiers aux ménagements et aux lenteurs de la tactique.

On discute
une loi
sur la
police du
culte.

Rapport
de
Camille
Jordan.

Les cinq-cents mirent à l'ordre du jour la discussion d'une loi nouvelle sur la police du culte : de nombreuses pétitions adressées au conseil réclamaient l'abolition des mesures de proscription et de tyrannie votées par les précédentes assemblées. Dans la séance du 29 prairial, Camille Jordan, député du Rhône, fit au conseil un rapport sur cette grave affaire ; et, pour la première fois depuis la promulgation du schisme constitutionnel, la tribune française retentit de l'éloge de la religion et de ses ministres ; l'orateur disait : « Représentants du peuple, j'ouvre la « constitution de la république : la première déclara-
« tion qui s'offre à moi, comme le fondement de la

« législation sur les cultes, c'est qu'ils jouiront d'une
« entière liberté; c'est que *nul ne peut être empê-*
« *ché, en se conformant aux lois, de professer le*
« *culte qu'il a choisi.* Ici, qu'il me soit permis de
« m'arrêter quelques instants sur ce principe tutélaire.
« Si longtemps il fut invoqué par ceux qui le vio-
« laient avec plus d'audace; si longtemps il ne fut
« parmi nous qu'une amère dérision, jointe à une
« cruelle tyrannie; aujourd'hui même plusieurs de
« nos lois en contrarient tellement le véritable esprit,
« qu'il est juste de le proclamer d'une voix haute et
« solennelle : car, j'oserai le dire, parmi les droits
« que la constitution assure au peuple, il n'en est pas
« dont l'exercice lui soit plus cher, il n'en est pas
« dont le maintien soit plus sacré pour vous. La vo-
« lonté publique a pu changer sur d'autres points;
« ici, elle est unanime, éclatante... Je vous en prends
« vous-mêmes à témoin, vous qui naguère, répan-
« dus dans les départements, avez recueilli la libre
« expression des vœux du peuple : qu'avez-vous en-
« tendu dans le sein des familles et des assemblées
« électorales? Quelles recommandations se mêlaient
« aux touchantes acclamations dont vous fûtes envi-
« ronnés? Partout les citoyens réclamaient le libre
« exercice des cultes; partout, en ce moment, ces
« hommes simples et bons qui couvrent nos campa-
« gnes, et les fécondent par leurs travaux, tendent
« leurs mains suppliantes vers les pères du peuple;
« partout ils demandent qu'il leur soit enfin permis
« de suivre la religion de leur cœur, et de se reposer
« au sein de leurs plus douces habitudes, de tous les

Juin 1797.

« maux qu'ils ont soufferts ! Et ne vous étonnez pas
« de l'intérêt singulier qu'attachent aux idées reli-
« gieuses tous ces hommes habitués à s'en nourrir :
« ce sont elles qui leur assurent des jouissances in-
« dépendantes du pouvoir des hommes et des coups du
« sort ; ce sont elles qui tempèrent à leurs yeux cette
« inégalité des conditions, nécessaire à l'existence
« des sociétés humaines. Leur besoin est surtout senti
« par les peuples en révolution : alors il faut aux
« malheureux l'espérance ; et la religion en fait
« luire les rayons jusque dans l'asile de la douleur ;
« la religion éclaire la nuit même du tombeau ; elle
« ouvre, devant l'homme mortel et fini, d'immenses
« et magnifiques perspectives. Législateurs, que sont
« vos autres bienfaits auprès de ce grand bien ? Vous
« plaignez l'indigent, la religion le console ; vous
« réclamez ses droits, elle assure ses jouissances. Ah !
« nous avons parlé souvent de notre amour pour le
« peuple, de notre respect pour ses volontés : si ce
« langage ne fut pas vain dans nos bouches, res-
« pectons, avant tout, des institutions qui lui sont si
« chères... Depuis quelques années, nous avons créé
« des milliers de lois, nous avons réformé tous les
« codes, et jamais plus de crimes ne ravagèrent ce
« bel empire. Pourquoi ? C'est qu'on a fait disparaître
« du cœur des Français cette grande loi... qui seule
« enseignait le juste et l'injuste, qui seule donnait la
« sanction à toutes les autres. Faites-la revivre, cette
« loi puissante ! donnez aux cultes la faculté de la re-
« créer dans tous les cœurs : nous n'aurons plus be-
« soin de tout cet appareil d'ordonnances et de pei-

« nes ; le législateur aura peu de chose à faire, parce
 « que les hommes seront bons. *Les lois ne sont que*
 « *le supplément de la moralité des peuples.* »

Camille Jordan mêlait à ces hautes vérités des concessions de langage et peut-être de principes qu'au fond de l'âme, sans doute, il désavouait ; mais ces précautions, que lui paraissait exiger un auditoire passionné et impie, ne suffirent pas pour désarmer les haines et la tyrannie de l'athéisme. Peu de jours après, la discussion s'ouvrit sur les questions que soulevait le rapport du député du Rhône ; et l'un de ses collègues, au nom d'une autre commission, proposa au conseil des cinq-cents de rapporter les lois qui prononçaient la réclusion ou la déportation contre les prêtres insermentés ou réfractaires. Les orateurs qui exprimèrent leurs vœux sur ces questions ardentes témoignèrent assez, par leurs récriminations ou par leurs craintes, combien le jour de la réparation était encore éloigné. Le vainqueur de Fleurus (l'histoire le rappelle à regret) parla avec une âpre violence contre les idées religieuses : « Je crains, dit Jourdan, que
 « les religions ne détruisent votre ouvrage. Mes re-
 « gards se portent sur les ministres des cultes : je les
 « vois se rendre les interprètes de la Divinité, et dic-
 « ter en son nom des ordres suprêmes à tous les ci-
 « toyens de l'État... Je sais qu'ils peuvent élever des
 « autels à Louis XVI comme martyr, et profaner la
 « mémoire des héros morts pour la défense de la ré-
 « publique. Je suis alors convaincu que ces ministres
 « peuvent abuser de l'influence que leur donne leur
 « caractère, et détruire ou créer les gouvernements!...

Opinion
 du
 général
 Jourdan.

Juill. 1797. « **Rappelez-vous** que les champs de la Vendée sont
 « encore teints du sang des Français. Que ne puis-je
 « faire paraître ici les mânes de ces braves défenseurs
 « de la patrie, immolés à la royauté par le fanatisme !
 « Elles vous diraient que ceux qui lancèrent contre
 « les républicains le fer et le plomb étaient dirigés
 « par des prêtres... Elles vous diraient de quoi sont
 « capables les prêtres égarés par le fanatisme... »

Discours
 de
 Le Merer.

Ces préventions furent énergiquement combattues par le député Le Merer : « Je demanderai, s'écria-t-il, « ce qu'est devenue la *souveraineté du peuple*, dont « on parle à cette tribune en phrases si magnifiques ? « L'antique religion de nos pères est encore le patri- « moine de leurs enfants malheureux ou coupables, « et, pour le plus grand nombre, hélas ! le seul bien « peut-être qui leur reste. J'en atteste les réclama- « tions qui nous parviennent de tous les points de la « république, et rendent un son plus religieux encore « que ces cloches d'airain que vous avez fait taire ; « j'en atteste les temples qui se rouvrent de toutes « parts, les autels qui se relèvent, et le concours des « fidèles aux solennités trop longtemps interrom- « pues !... Et qui de nous persistera donc à substi- « tuer sa volonté personnelle à la volonté de tous?... »

« Citoyens, reportez un moment vos regards vers « l'origine et les progrès du christianisme. Son ori- « gine appartient à l'une des plus grandes époques « de l'esprit humain. Rome gouvernait l'univers ; le « christianisme vint prendre sa place dans un ordre « de choses où toutes les places étaient assignées. Il « n'emprunta ni la force du glaive ni la pourpre des

« Césars : persécuté dès sa naissance, il marcha dans
« les voies tracées par le sang de ses fils. Au milieu
« de la grande catastrophe qui, lors de la chute de
« l'empire romain, changea la face du monde, l'Évan-
« gile demeura seul ; dans sa puissance, il tempéra
« les vainqueurs, il sauva les vaincus de la mort ou
« de la servitude : sans la lumière qu'il conserva, et
« qui le perpétua chez ses ministres, l'esprit humain
« était condamné à une éternelle enfance. Quand la
« puissance romaine eut été détruite, le christianisme
« s'associa aux gouvernements formés des débris de
« l'empire. Dans notre patrie, l'existence politique
« du clergé, si souvent calomniée, ne fut en réalité
« que le principal écueil contre lequel se brisait le
« despotisme des rois ; et si nos pères firent aux évé-
« ques et aux établissements religieux de nombreuses
« donations territoriales, ils se conformèrent en cela
« aux exemples des républiques anciennes, qui consa-
« craient une partie des domaines à l'entretien et à
« l'indépendance de leurs prêtres... »

L'orateur, se livrant ensuite à des considérations diverses, en vint à examiner les rapports du christianisme avec les gouvernements temporels. Camille Jordan avait dit que la religion chrétienne était capable de se prêter à toutes les formes de gouvernement : Le Merer alla plus loin, et déclara que le christianisme ne s'associait bien qu'aux institutions sages et libres. Il rappela que ses maximes fondamentales étaient la base de la seule égalité qui fût possible dans les sociétés humaines ; que si cette religion sainte se refusait à souscrire aux lois civiles qui blessaient ses

Joill. 1797. dogmes, ce n'était là, après tout, qu'une preuve de plus de son incompatibilité avec le despotisme et la tyrannie. Il ajouta, d'une voix éloquente : « Qui osera
« nier les bienfaits du culte chrétien ? C'est lui, c'est
« l'Évangile qui a introduit parmi les peuples un droit
« des gens équitable et humain. S'il n'a pas achevé
« d'abolir l'esclavage, du moins l'a-t-il adouci, et
« travaille-t-il à l'extirper du monde. Il a réagi sur
« les gouvernements pour les rendre modérés, sur les
« peuples pour les consoler et les instruire. Il a porté
« dans les âmes le sentiment sublime de la charité,
« que les esprits forts et les orgueilleux philosophes
« ont rejeté loin d'eux, en prétendant, les insensés !
« qu'il dégradait l'homme. La religion rend moins
« terrible la catastrophe qui termine la vie. Le père
« de famille, au lit de mort, entouré de ses enfants,
« entend une voix vénérable lui porter la consolation
« et l'espoir, et lui donner la force de bénir la main
« qui le frappe. Le christianisme suit encore l'homme
« au delà du temps de sa vie, et, par ses imposantes
« cérémonies, imprime le respect même à ce qui reste
« de l'homme. Vains raisonneurs que nous sommes,
« c'était à nous qu'il appartenait de donner le triste
« spectacle du mépris pour nos parents et nos amis
« descendant au tombeau !... Citoyens, ne l'oubliez
« pas ! le christianisme avait porté chez nous l'orga-
« nisation de l'instruction publique à son plus haut
« degré de prospérité ; et, malgré tout le faste de nos
« institutions nouvelles, cette institution ne se relève
« point des coups qu'elle a reçus dans la personne des
« ministres de la religion. Je vote pour la liberté des

« cultes, et pour l'abolition du serment constitutionnel
« imposé aux prêtres. »

Juill. 1797.

Ce discours produisit sur les esprits une sensation très-vive : les hommes religieux, encore incertains ou timides, se sentaient profondément émus et encouragés ; leurs adversaires s'étonnaient à la fois et s'irritaient de ce que tant d'audace fût possible, quand l'autel de la *Raison* était encore échafaudé dans le sanctuaire de Notre-Dame. Boulay de la Meurthe prit la parole pour combattre l'effet du discours de Le Merer. On retrouva, dans son argumentation, les théories qu'une certaine école, soi-disant nationale, expose volontiers contre l'Église catholique. L'orateur loua la morale de la religion ; il ne s'inquiéta pas de ses dogmes, mais il s'indigna de ce qu'elle osait vouloir relever de Dieu, et non de la loi civile ; il lui reprocha de reconnaître un *chef étranger*, de tendre à former un *État dans l'État*. En l'an V de la république, ces arguments paraissaient encore assez neufs, quoique ramassés dans les vieux dossiers des parlements. Boulay de la Meurthe insista donc pour qu'on maintînt l'œuvre déplorable de l'assemblée constituante, et que le serment schismatique demeurât imposé aux ministres du culte. Ces conclusions, appuyées par Eschassériaux, et combattues par le député Pavie (de l'Eure), trouvèrent un éloquent contradicteur en Boissy-d'Anglas. Ce dernier était protestant, mais il détestait toute tyrannie en matière de conscience. « Les persécutions contre les prêtres, » dit-il, ont tenu pendant longtemps à des systèmes « enfantés par l'extravagance et le délire. On avait

Impression
produite par
ce
discours.

—
Discussion.

Opinion
de
Boissy-d'An-
glas.

Juill. 1797.

« imaginé qu'on parviendrait à détruire une religion
« en persécutant ses ministres, en renversant les tem-
« ples, en dénaturant les objets de la vénération des
« siècles. Sous prétexte de détruire le fanatisme, qui
« n'est que la frénésie du zèle, on a fait précisément
« tout ce qu'il fallait faire pour l'exciter. En persécu-
« tant le malheur, on a créé même un nouveau fana-
« tisme; car le malheur est aussi une religion qui a
« ses disciples, ses héros et ses martyrs. En sommes-
« nous devenus meilleurs, depuis qu'on a cherché à
« effacer du cœur de l'homme les principes religieux?
« J'en appelle à une expérience de six années.

« Mais, dit-on sans cesse, la religion catholique se
« ligue avec les rois pour opprimer les peuples. Cette
« objection est détruite par les principes mêmes de
« cette religion, par l'histoire des républiques... Je
« vote pour le projet de la commission. »

Lamarque attaqua avec beaucoup d'aigreur un article du projet proposé par Camille Jordan, et aux termes duquel on devait rendre au culte l'usage des cloches. Il insista pour le maintien du serment, et se fit le digne écho de toutes les haines du dix-huitième siècle. Royer-Collard, qui lui succéda à la tribune, vengea la religion de ces attaques impies : « Le catho-
« licisme, dit-il, est indestructible en France; il a
« survécu à la monarchie, dont il avait précédé la
« naissance, et il a triomphé de toutes les attaques
« qui lui ont été livrées par la tyrannie révolution-
« naire. Un gouvernement qui s'obstinerait à le pros-
« crire verrait retomber sur lui-même les coups in-
« discrets qu'il lui aurait portés. » Un moment après,

Opinion
de
Royer-
Collard.

le jeune orateur fit appel à la pitié de l'assemblée en faveur des prêtres catholiques, errants dans les solitudes de l'exil, déportés, emprisonnés, ou, sur le sol du territoire, réclamant un peu de pain à l'indigent qu'autrefois ils avaient nourri. Il invoqua pour eux les bienfaits de la liberté, le droit commun, la constitution elle-même; puis il ajouta : « Une seule
« crainte agite encore quelques esprits : aigris, dit-on,
« par le souvenir de leurs injures, les prêtres bannis
« fomentent les mécontentements; ils inspireront la
« haine de la révolution, et troubleront la paix de la
« république, qui les aura admis dans son sein.

« Il n'est pas besoin que j'en appelle de cette crainte
« à la surveillance des lois, à la force d'un gouvernement vainqueur de toutes les résistances, affermi
« par tant de victoires au dehors, défendu par tant
« d'intérêts au dedans. Il me suffit de demander si
« c'est la justice qui place le titre de la proscription
« dans la proscription même; et si ce raisonnement
« est bon, qui, poussé jusqu'à ses dernières conséquences, ne s'arrêterait qu'au principe fondamental
« de la législation révolutionnaire : *Il n'y a que les*
« *morts qui ne reviennent pas* ? Ah ! s'il était vrai
« que ce dût être l'effet politique d'une grande oppression, de déshériter ceux qui l'ont subie de la
« confiance du législateur et de la protection sociale,
« qui donc, parmi nous, aurait droit de l'obtenir, si
« ce n'est les assassins et les bourreaux ? Oui, sans
« doute, après de longues et sanglantes discordes, il
« est d'implacables souvenirs, il est des haines immortelles; mais l'expérience vous enseigne, et vos

Juill. 1797.

« propres cœurs vous attestent, représentants du peuple, que ces souvenirs, que ces haines, sont celles des oppresseurs, qui, repoussant le pardon public parce qu'ils ne peuvent obtenir celui de leur conscience, condamnés au crime par le crime, seront toujours les véritables, les seuls ennemis de la nation sur laquelle ils ont pesé. L'opprimé, au contraire, après surtout qu'il s'est reposé dans le sentiment de la résignation, envisage comme un bienfait la simple cessation de ses maux; et ce bienfait, il le paye de toute sa reconnaissance : que dis-je? il attache presque l'idée de la justice à la modération dans l'injustice; en un mot, sa tendance est vers le repos; et cette loi de la nature, qui met un terme aux agitations politiques, est aujourd'hui le plus sûr garant de la tranquillité de la France... Je demande le rappel des prêtres bannis. »

Pastoret obtint ensuite la parole, et parla dans le même sens; mais son discours, embarrassé de précautions oratoires, fut encore affaibli par des concessions de langage peu courageuses. La discussion durait depuis plus de huit jours, et l'opinion, diversement agitée, se partageait entre les deux camps. A la fin, le conseil des cinq-cents décida que les questions seraient mises aux voix; et une majorité nombreuse vota les dispositions suivantes :

Résolution
du
conseil
des
cinq-cents.

« Art. 1^{er}. Les lois qui prononcent la peine de la déportation ou celle de la réclusion contre les ecclésiastiques qui étaient assujettis à des serments ou à des déclarations, ou qui avaient été dénoncés sous le nom de réfractaires ou pour cause d'incivisme, et

contre ceux qui avaient donné retraite à des prêtres Juill. 1797.
insérés, sont et demeurent abrogées.

« Art. 2. Les lois qui assimilent les prêtres déportés aux émigrés sont également abolies.

« Art. 3. Les individus atteints par ces lois rentrent dans tous les droits de citoyens français. »

Restait encore à décider si les prêtres, de nouveau admis en France, y seraient soumis au serment constitutionnel, ou à toute autre déclaration analogue exigée par les anciens décrets révolutionnaires : là, surtout, était la question controversée, celle que les opinions se hâtaient de résoudre en sens contraire. Au milieu d'une agitation et d'un tumulte qui rappelaient les séances les plus orageuses de la convention, le président mit aux voix l'article; et, sur quatre cent quatorze votants, une majorité de deux cent dix membres contre deux cent quatre se prononça pour maintenir les dispositions schismatiques de la loi. Ce fut à ce résultat incomplet qu'aboutirent de nobles et courageux efforts; mais s'ils ne parvinrent pas à abolir la tyrannie, du moins lui portèrent-ils de rudes coups, et laissèrent-ils entrevoir l'heure déjà prochaine où l'Église de France relèverait sa bannière. La résolution du conseil des cinq-cents, prise le 28 messidor (1), fut convertie en loi par le conseil des anciens dans la séance du 3 fructidor (2).

Autres lois.
—
Le directoire
se montre
hostile à la
réaction
religieuse.

Le directoire considéra ce résultat comme la moitié d'une victoire, et il n'avait rien épargné pour l'obte-

(1) 16 juillet.

(2) 20 août.

Juill. 1797.

nir : dans des articles de journaux rédigés par des écrivains à sa solde, il avait eu soin de déverser le ridicule et le mépris sur la réaction religieuse et sur ses partisans; les pamphlétaires de Barras et de Larevellière-Lépeaux s'étaient longtemps moqués de celui qu'ils appelaient *Jordan-Carillon* et *Camille-les-Cloches*. Il n'y avait pas, comme on peut le croire, une distance bien grande des principes de Voltaire aux actes d'Hébert; et, en attendant qu'on pût en toute sécurité restaurer la doctrine de l'athéisme, on y façonnait les esprits par l'exhumation des vieilles plaisanteries philosophiques. Les circonstances donnaient encore au directoire une grande autorité lorsqu'il entreprenait de persécuter les prêtres; mais sur le terrain politique il était moins fort, et la majorité dans les conseils était loin de lui être favorable. Sur chaque question il fallait en quelque sorte livrer un combat parlementaire, et la lutte se terminait presque toujours au profit de l'opposition. Ordinairement les tacticiens du parti royaliste concertaient leurs attaques dans les conciliabules du club de Clichy; et c'était là sans doute qu'ils s'étaient engagés, comme par un mot d'ordre, à prendre le directoire par la faim. Plus le gouvernement multipliait les messages pour réclamer de promptes lois de finances, plus aussi on travaillait à discuter ses plans, à discréditer ses mesures, à contester ses chiffres. Les partisans du directoire s'indignaient de ces querelles de détails : ils reprochaient à l'opposition de vouloir neutraliser l'action du gouvernement, sauf à lui porter plus tard des coups plus décisifs. Ils ne se trompaient

Lutte
contre le
directoire
et la
majorité
du
conseil
des
cinq cents.

guère, mais les royalistes se gardaient bien d'en convenir : il importait aux meneurs de dissimuler leur pensée véritable, afin de ne point écarter d'eux un certain nombre de républicains sincères qui votaient avec l'opposition ; les temps n'étaient point venus où il eût paru possible de haïr ouvertement la république, et de conspirer sa perte. Le directoire trouva quelque appui dans le conseil des anciens, et il s'en servit pour faire échouer plusieurs résolutions violentes dont le conseil des cinq-cents avait pris l'initiative. Cette dernière assemblée agissait d'ailleurs bien souvent sous les inspirations de la colère, et de là des discussions et des résolutions maladroites, dont le directoire tirait parti. C'est ainsi que parfois les cinq-cents déversaient le blâme sur l'administration financière des armées, sur quelques mesures d'urgence prises par Bonaparte ; parfois encore ils écoutaient sans défaveur des réclamations ou des protestations qui, reproduites par les journaux, retentissaient dans les camps comme des outrages ou des menaces ; et le soldat s'indignait contre les faiseurs de harangues. Les observateurs à têtes froides s'étonnaient eux-mêmes des pas qu'on avait faits dans la voie d'une contre-révolution monarchique. Déjà les conseils avaient aboli la loi célèbre par laquelle la convention nationale avait frappé d'incapacité politique les nobles, les prêtres, les parents d'émigrés, les individus compromis dans les insurrections royalistes. Plus tard, on proposa aux cinq-cents d'autoriser les proscrits de Toulon à rentrer dans la patrie : il s'agissait de cette masse considérable de citoyens qui, au moment où

 Juill. 1797.

Lois
réparatrices
votées par
les
conseils.

Juill. 1797. les armées républicaines reprirent Toulon sur les Anglais, avait fui, pour se soustraire aux fureurs des proconsuls. La majorité se montra favorablement disposée en faveur de cette population malheureuse, et Tronçon-Ducoudray s'écria avec énergie : « Est-il
« un seul homme de bonne foi qui ose assurer que Tou-
« lon eût trahi, s'il n'eût vu à ses portes les tigres qui
« venaient de répandre le sang par torrents dans la ville
« de Marseille?... On reproche aux Toulonnais d'a-
« voir ouvert leurs portes et livré leurs vaisseaux aux
« ennemis : mais, du moins, les ennemis étaient des
« hommes, et les pourvoyeurs d'échafaud étaient des
« monstres ! » Dans sa séance du 23 thermidor, le conseil des cinq-cents amnistia les fugitifs de Toulon, et leur permit de rentrer sur le territoire de la république : cette détermination fut, pour le parti montagnard, un grand scandale. Une mesure réparatrice du même genre fut prise à l'égard de trente mille fugitifs d'Alsace.

Cruelles
représailles
dans
le Midi.
—
Rapprochement
entre le
directoire
et les
constitutionnels.

Cependant les représailles contre-révolutionnaires, qui avaient ensanglanté les derniers jours de la convention, recommençaient dans les villes du Midi et de l'intérieur ; ceux qui se disaient *patriotes*, d'anciens cordeliers trop souvent souillés de crimes, et beaucoup d'acquéreurs de biens nationaux, étaient poursuivis, maltraités ou massacrés ; et ces symptômes d'une réaction ardente, qui se produisaient en face de lois sans force et sans autorité morale, ajoutaient à la violence des partis et à l'emportement des passions. Ce fut durant cet intervalle qu'une sorte de rapprochement s'opéra entre les constitutionnels de

1794 et les partisans du directoire. Les uns et les autres ne doutèrent pas que la révolution ne fût sérieusement menacée. En attendant que des mesures fussent prises pour frapper un coup décisif, ils firent quelques efforts, parfois heureux, pour protester en faveur de leurs doctrines. C'est ainsi qu'ils réclamèrent et qu'ils obtinrent une loi qui instituait une fête nationale à chaque anniversaire du 14 juillet 1789 et du 9 thermidor an II. Cette loi ne passa point sans conteste; et si nul royaliste n'osa la combattre ouvertement, du moins plusieurs orateurs essayèrent-ils, par des paroles à double sens, de condamner au moins le principe de l'insurrection populaire.

Un événement qui préoccupa l'opinion publique fut alors comme un symptôme de plus de la réaction déjà opérée dans les cœurs : on apprit que, dans le cours des négociations poursuivies entre la France et l'Autriche, le général Bonaparte avait exigé du gouvernement de l'empereur la mise en liberté du général la Fayette, emprisonné depuis cinq ans. On applaudit à cette nouvelle; et presque tous les partis s'accordèrent à honorer l'homme qui, au moment de la chute du trône, placé entre la révolte et l'échafaud, s'était résigné à fuir, et n'avait pas même trouvé, au delà du Rhin, un coin de terre où on voulût lui accorder l'eau et le sel. Vers la même époque, un homme dont la destinée fut bien différente, et qui se développa dans l'immobilité des convictions, alors que l'autre s'obstinait à garder une fidélité posthume, Charles-Maurice de Talleyrand, l'ancien évêque d'Autun, obtint d'être rayé de la liste des émigrés, et

Juill. 1797.

La Fayette
est
rendu
à la
liberté.

M. de
Talleyrand
rentre
en France.

Juill. 1797. rentra en France, où l'appelait la faveur du directoire.

Progrès de
la lutte
engagée
entre les
partis.

On marchait vite, et les partis se hâtaient d'agir. Les constitutionnels et les républicains de toutes nuances, inquiets de l'influence du club de Clichy, se mirent à créer d'autres clubs, à organiser sur tous les points des centres d'agitation ou de résistance. Le directoire avait autrefois fait fermer le club du Panthéon, dernier asile des jacobins : il se forma d'autres réunions moins anarchiques sans doute, mais remplies d'hommes ardents et de révolutionnaires des faubourgs. Le directoire ne s'en inquiétait pas ; il voyait au contraire avec plaisir un mouvement qui tendait à paralyser ou à combattre l'action des clichyens. Dans le même but, une société puissante, qui, sous plus d'un rapport, rappelait l'ancienne association des feuillants, s'était formée à l'hôtel de Salm ; on la désignait sous le nom de *cercle constitutionnel*, et c'était là que les affidés du directoire, unis à d'anciens amis de la Fayette et aux débris du parti conventionnel, travaillaient en commun, s'exaltaient à la pensée de la révolution en péril, et cherchaient à dominer l'opinion par la presse et par la tribune. Mais ces gens-là ne s'entendaient que fort médiocrement : unis pour quelques jours par la crainte d'une réaction monarchique, ils se trouvaient hors d'état de profiter ensemble de la victoire. Les conventionnels s'indignaient du *modérantisme* de leurs nouveaux alliés ; les constitutionnels redoutaient quelquefois autant la victoire des républicains que la conjuration des royalistes. Les uns et les autres pres-

sentaient d'ailleurs qu'il fallait à tout prix on finir Juill. 1797.
avec une situation aussi fausse.

Au début de cette lutte engagée entre lui et le parti royaliste, le directoire rencontrait son plus ferme appui dans les dispositions de l'armée. Depuis cinq ans les soldats combattaient et souffraient pour la république, et ils l'aimaient comme une mère. Ils s'inquiétaient peu de la lettre des lois; toute leur politique se bornait à voir des ennemis naturels dans les rois, une sauvegarde et l'honneur dans la liberté. Les journaux monarchiques s'étaient complu à rabaisser leurs triomphes, à dénigrer leur gloire; surtout, à force de haïr en Bonaparte l'homme du 13 vendémiaire, les écrivains de la réaction s'étaient montrés injustes envers ce général, l'orgueil du parti républicain. Les généraux en chef et les généraux divisionnaires avaient gagné leurs grades à la pointe du sabre sous le règne de Robespierre, et ils se targuaient, pour la plupart, d'un *sans-culottisme* effréné. Dans le directoire, ils ne voyaient que le gouvernement républicain; dans l'opposition, que des avocats occupés à marchander aux braves le prix du sang et de la gloire. Le directoire pouvait donc compter sur leur dévouement, et, au besoin, il recevait d'eux les assurances les plus formelles de fidélité et de sympathie. Tantôt Bonaparte, dans les lettres confidentielles, pressait le gouvernement de mettre à la raison les *discoureurs royalistes*; tantôt, pour être mieux compris de la France entière, il adressait à son armée la proclamation suivante :
« Soldats ! vous êtes profondément affligés des mal-

Dispositions
de
l'armée
et
des généraux.

Juill. 1797.

« heurs qui menacent la patrie; mais la patrie ne peut
 « courir des dangers réels. Les mêmes hommes qui
 « l'ont fait triompher de l'Europe coalisée sont là. Des
 « montagnes vous séparent de la France; vous les
 « franchiriez avec la rapidité de l'aigle pour mainte-
 « nir la constitution, défendre la liberté, protéger le
 « gouvernement et les républicains. Soldats ! le gou-
 « vernement veille sur le dépôt des lois qui lui est
 « confié : les royalistes, dès qu'ils se montreront, au-
 « ront vécu. Soyez sans inquiétude, et jurons, par les
 « mânes des héros qui sont morts à côté de nous
 « pour la liberté, jurons, sur nos drapeaux, *guerre*
 « *implacable aux ennemis de la république et de la*
 « *constitution de l'an III !* » Quelque rassurant que
 parût ce langage, le directoire se confiait plutôt dans
 le dévouement de Hoche : c'était à ce général qu'il
 demandait clandestinement des ressources, et, au be-
 soin, l'appui de ses armes. Le zèle impétueux de Bo-
 naparte effrayait Barras; le directoire n'osait laisser
 sauver la république par un homme qui, peut-être,
 ne voulait la défendre que pour la gouverner. Mais
 on avait fait à Hoche une réputation un peu hasardée
 peut-être de modestie et d'abnégation républicaine, et
 le directoire s'y était laissé tromper, aussi bien que
 le pays. Quant à Moreau, il était froid, ne prodi-
 guait ni flatteries ni témoignages d'adhésion, et on le
 disait sincèrement attaché à la cause de la répu-
 blique.

Divisions
 intestines qui
 travaillent
 le
 directoire.

Mais le directoire se trouvait hors d'état d'agir avec
 ensemble; depuis longtemps il était sourdement miné
 par des divisions intestines, auxquelles l'adjonction

de Barthélemy avait donné une activité nouvelle. Juill. 1797.

Barras appartenait à l'école de Danton. Des habitudes de la cour de Louis XV et de l'Œil de bœuf, cet ancien gentilhomme provençal n'avait gardé qu'une corruption et des mœurs abjectes. Il aimait la république, parce que, sous l'empire de ses institutions à peine ébauchées, la vénalité et le désordre ne rencontraient pas de frein : en matière de droit, il ne connaissait que la force ; en révolution, il réputait tout succès juste, tout vaincu coupable ; il étalait le cynisme de son immoralité politique autant que celui de sa vie privée ; il aimait la patrie par instinct et par besoin, autant que l'égoïsme et la recherche de honteuses voluptés lui permettaient encore de s'attacher à quelque chose. Il était courageux, mais sans autre énergie que celle de la brutalité ou de la colère ; il méprisait la mort par insouciance, et non par dévouement à une foi ; il aimait à conspirer, à intriguer, à gouverner, pourvu que tout cela n'imposât point trop d'études et trop de fatigues à son âme blasée et à son corps paresseux. Tel était l'homme entre les mains duquel l'administration publique était presque entièrement remise, et qui devait tenir tête à la vaste réaction royaliste provoquée de toutes parts. Réduit à lui-même, il eût sans doute manqué de décision et de conseil ; mais son collègue Rewbell lui venait en aide, et suppléait à son impuissance. L'exercice du pouvoir avait donné plus de consistance au caractère orgueilleux et dur de Rewbell : celui-ci, du moins, était un travailleur opiniâtre, un homme d'État sans étendue intellectuelle, mais non sans capacité et sans

Barras.

Rewbell.

Juill. 1797. vigueur. Autrefois confondu dans le parti de la *Plaine*, il haïssait, dans son collègue Carnot, l'ancien complice de Robespierre; il méprisait, dans Barras, le sybarite et le voluptueux; cependant il s'accommodait du gentilhomme corrompu, parce qu'après tout on pouvait en faire un point d'appui ou un instrument.

Larevellière-Lépeaux. Quant à Larevellière-Lépeaux, régicide douxereux, tout occupé de ses plates-bandes et de son pontificat théophilanthropique, Barras et Rewbell le rattachaient à leur parti et à leur ambition, soit en lui faisant peur d'une réaction catholique, soit en le piquant d'honneur à compléter, philosophiquement ou par les lois, la destruction de la religion chrétienne et des prêtres. Tous trois réunis formaient la majorité du directoire, et il leur était facile d'avoir bon marché de leurs deux collègues. L'un de ces derniers, l'ancien

Barthélemy. ambassadeur Barthélemy, hésitait entre le souvenir du dévouement qu'il avait montré à la république, et la reconnaissance qu'il devait au parti clichyen, dont les suffrages venaient de le pousser au pouvoir. Quant

Carnot. à Carnot, quoique sincèrement attaché à la cause républicaine, il commençait à vouloir faire oublier les sanglants souvenirs de son passage au comité de salut public; à prouver à l'Europe que, s'il avait participé aux victoires de la France, il ne s'était jamais associé à la politique de Collot-d'Herbois et de Fouquier: mais comme les faits accomplis se prêtaient mal à ce désaveu, Carnot, entraîné par les tendances naturelles d'un cœur vaniteux et ulcéré, se séparait ouvertement du parti de Barras, et travaillait à donner aux constitutionnels des gages de sa modération inatten-

due. Carnot était dans le gouvernement un homme trop fort et trop considérable pour que de pareilles avances, venant de lui, fussent dédaignées ou méprisées. Les constitutionnels se ralliaient donc à lui comme à leur chef; et les clichyens, bien convaincus qu'entre Carnot et la royauté tout était dit depuis le funèbre vote du 21 janvier, se contentaient d'épier le directeur, de mettre à profit son orgueil, ses jalousies et ses répugnances; et ils consentaient volontiers à ne pas lui demander davantage. Tout naturellement Carnot se trouva placé à la tête d'une opinion conciliatrice, de ce parti du milieu, qui rêvait une transaction entre les hommes de Clichy et les terroristes, et qui, tout en condamnant avec éclat la marche et les fautes du directoire, voulait sincèrement maintenir la constitution de l'an III, et se bornait à réclamer un changement dans le personnel du ministère.

Barras, Rewbell et Larevellière-Lépeaux se concertèrent en secret, et tinrent soigneusement Barthélemy et Carnot en dehors de leurs conciliabules. Comme ils formaient à eux trois la majorité du directoire, il ne leur fut pas difficile d'introduire des modifications dans le cabinet; Carnot n'eut guère lieu d'en être satisfait. La majorité dans les deux conseils était favorable aux ministres de la guerre, de l'intérieur et de la police; elle se montrait très-hostile à Merlin de Douai, ministre de la justice, à Lacroix, ministre des relations extérieures, et à Ramel, chargé du portefeuille des finances. Barras et ses affidés maintinrent ces trois derniers agents,

Juill. 1797.

Intrigues.

Juill. 1797. et destituèrent ceux que les conseils entouraient de leurs sympathies. Cette manière d'agir était si fort opposée à tous les précédents parlementaires, que l'opinion publique y vit avec raison, de la part de Barras, de Larevellière et de Rewbell, l'intention mal déguisée de se passer des suffrages de la majorité, et de recourir prochainement à un coup d'État révolutionnaire. Carnot s'indigna contre ses collègues, mais sa colère demeura impuissante : cependant le ministre des affaires étrangères ne tarda pas à être révoqué. Barras et Rewbell cherchaient à se fortifier en appelant à eux un homme plus habile, et qui tint dans ses mains le ressort des grandes intrigues : leur choix, qui étonna l'opinion publique, se porta sur M. de Talleyrand. Par cela seul que celui-ci acceptait, les gens à vue perspicace devinaient que le parti de Barras était le plus fort, et déjà ils se rangeaient à sa suite.

On prépare
un
coup d'État.

Quand un gouvernement se trouve à la veille d'une résolution violente, peu de personnes se font illusion, et l'espérance ou la crainte d'un coup d'État préoccupe tous les esprits. Barras et Rewbell, hommes politiques à la façon de Danton, et Larevellière, leur collègue, dont la sacrilège imbécillité osait déclarer la guerre à Dieu, ces trois directeurs, disons-nous, et leurs affidés secrets, ne se laissaient point arrêter par des scrupules à l'encontre de la constitution de l'an III. L'observation exacte des lois donnant aux royalistes la liberté de miner la république, Barras et ses deux collègues réputaient la légalité une sorte de trahison, et ils commençaient à ne point dissimuler leur inten-

tion de s'en affranchir. Carnot, dont la surveillance Juill. 1797.
 les gênait beaucoup, leur était devenu odieux, et ils
 voulaient avant tout se débarrasser de ce collègue :
 mais Carnot leur rendait mépris pour mépris. En
 attendant, on le tenait à l'écart, et on ne l'admettait
 à aucun conciliabule. Dans les deux conseils, la ma-
 jorité paraissait à la fois hostile et inquiète. Si elle
 poussait à une contre-révolution, elle désirait, aussi
 longtemps que possible, se maintenir sous l'abri du
 texte de la constitution de l'an III ; elle se gardait
 bien de changer son drapeau ou sa cocarde. Si cette
 marche était peu franche, du moins elle était plus
 sûre. Quand cette majorité apprit les nouveaux choix
 ministériels qu'avait osé faire le directoire, elle s'in-
 digna, mais elle eut peur, et elle ne se trouva point
 assez forte pour engager le combat ; elle tenait à
 prolonger une situation et des incertitudes qui nui-
 saient à l'autorité morale du gouvernement, et per-
 mettait aux royalistes de s'entendre ; surtout elle vou-
 lait attendre quelques mois encore : elle savait que
 les prochaines élections feraient disparaître de ses
 rangs tout ce qui restait des anciens fauteurs de la
 république, et elle ajournait à ce moment ses plans
 de contre-révolution ainsi que ses espérances. Pour
 résumer en quelques mots, les deux partis se mesu-
 raient des yeux, et la victoire allait être le prix du
 plus pressé ou du plus fort.

Sur ces entrefaites, le comte d'Entraigues, l'un
 des hommes les plus influents de l'émigration, fut
 arrêté en Italie par la police de Bonaparte. On trouva
 dans ses papiers la preuve écrite de ses menées ; et,

Incidents.

Août 1797.

comme les lois de la république n'avaient rien perdu de leur sévérité, la vie de d'Entraigues allait dépendre de la sentence d'une commission militaire. Bonaparte, qui n'aimait pas à verser le sang judiciairement, trouva plus habile de circonvenir d'Entraigues, d'obtenir de lui des renseignements, des aveux, et de se mettre très-exactement au courant de tous les plans du parti royaliste au dedans et au dehors. Parmi les secrets qui lui furent livrés, ou dont les papiers saisis lui donnèrent connaissance, les négociations de Pichegru avec le prince de Condé et avec Louis XVIII attirèrent surtout l'attention du général. Vers le même temps, Moreau, qui, de son côté, avait opéré dans les bagages de l'ennemi des perquisitions analogues, acquit la preuve positive de la trahison de Pichegru, et des manœuvres qui en avaient été la conséquence inévitable. Beaucoup de noms connus se trouvaient compromis dans ces découvertes. Moreau, qui aimait Pichegru, ne se détermina que tardivement à instruire le directoire ; mais Bonaparte n'hésita point, et le gouvernement fut par lui tenu informé des actes clandestins de ses ennemis. Ces preuves nouvelles venaient d'ailleurs à l'appui de celles qu'avait fourni au directoire le procès intenté précédemment contre l'abbé Brotier et d'autres conspirateurs royalistes ; elles étaient confirmées par les lâches révélations d'un de ces derniers, Duverne de Presle, duquel, au moyen de promesses ou de menaces, on avait obtenu des aveux complets et déshonorants. Tous ces incidents furent autant de traits de lumière pour Barras, Rewbell et Larevellière ; ils surent à

quoi s'en tenir sur Pichegru ; ils eurent le secret des résolutions prises par les conspirateurs de Clichy , et ils virent, à n'en point douter, qu'un nombre assez considérable de députés participaient de près ou de loin à ces tentatives de contre-révolution royaliste. Cependant les directeurs gardèrent pour eux ces notions de police ; ils se défièrent des tribunaux ; ils n'osèrent traduire les conspirateurs devant des juges, et ils se bornèrent à préparer contre eux des représailles toutes politiques.

La constitution de l'an III laissait peu de ressources au gouvernement : elle ne lui permettait point d'employer les ressources financières à des opérations non approuvées par la loi, et par là elle lui ôtait des moyens utiles pour une lutte ; d'un autre côté, elle déclarait formellement qu'aucune troupe militaire, à l'exception des forces de police et de la garde des conseils, ne pouvait, sans l'approbation expresse du corps législatif, être appelée à Paris, et en deçà d'un rayon de six myriamètres à partir des barrières de cette ville. Au mépris de ces dispositions, le triumvirat, qui se composait de Barras, de Larevellière et de Rewbell, se fit envoyer de l'argent par le général Hoche. Il fit plus, il prescrivit à ce dernier de diriger sur Paris une division de l'armée de Sambre-et-Meuse, avec des canons et des munitions de guerre. Hoche obéit, et l'on ne tarda pas à apprendre que des troupes, aux ordres du général Richemont, avaient dépassé la limite constitutionnelle interdite à la force armée. Ce n'était point encore assez pour les triumvirs du Luxembourg : il leur fallait à tout prix exalter, en

Les trois directeurs, qui méditent un coup d'état, appellent l'armée à les seconder.

Août 1797.

leur faveur, les dispositions républicaines des généraux et des soldats. Pendant que, d'une part, ils faisaient armer les jacobins du faubourg Saint-Antoine et du faubourg Saint-Marceau, de l'autre ils prodiguaient aux officiers supérieurs et aux troupes les éloges exagérés et les flatteries qui devaient accroître leur dévouement. L'armée ne demandait qu'à répondre à cette confiance ; elle semblait désireuse de servir d'instrument contre les clichyens et la majorité dans les deux conseils. Augereau venait d'apporter au gouvernement les adresses de ses compagnons de guerre : « Tremblez, royalistes ! disaient les soldats ; « de l'Adige à la Seine, il n'y a qu'un pas. Tremblez ! « vos iniquités sont comptées, et le prix en est au « bout de nos baïonnettes. » Les assurances des officiers et des généraux n'étaient pas moins significatives : « C'est avec indignation, mandaient les états-majors, que nous avons vu les intrigues du « royalisme vouloir menacer la liberté. Nous avons « juré, par les mânes des héros morts pour la patrie, « guerre implacable à la royauté et aux royalistes. « Tels sont nos sentiments, tels sont les vôtres, tels « sont ceux des patriotes. Qu'ils se montrent, les royalistes ! ils auront vécu ! » D'autres adresses, rédigées dans le style des mauvais jours de la terreur, contenaient des attaques grossières et brutales dirigées contre les nobles et les prêtres : par honneur pour des armées dont les victoires faisaient l'admiration du monde, nous nous abstiendrons de les mentionner. On sait d'ailleurs que ces sortes d'adresses, ordinairement écrites par un fanatique audacieux,

par quelque ambitieux subalterne , sont signées ou adoptées de confiance, et sans discussion. Les armées, dont ces obscurs sans-culottes compromettaient le nom , demeuraient ordinairement fort étrangères aux adresses républicaines ; mais le gouvernement faisait grand bruit de ces manifestations , et il leur donnait dans ses journaux une publicité menaçante. Cependant Hoche était loin , et Bonaparte ne paraissait pas disposé à servir d'instrument aveugle. Le directoire, qui avait secrètement peur de la popularité de ces deux généraux , ne les appela pas à son secours ; il préféra employer un homme non moins brave sans doute devant l'ennemi , mais plus docile , et plus disposé à se compromettre. Augereau avait été récemment renvoyé à Paris pour présenter au directoire les trophées de l'armée d'Italie : les triomvirs n'épargnèrent rien pour exalter à leur profit ce jacobin de caserne. Ils lui confièrent le commandement militaire de Paris ; puis , par une recherche de patriotisme dont les sans-culottes furent facilement dupes, ils offrirent, au nom des autorités de Paris et de la république , une sorte de banquet au père d'Augereau, vieillard sans éducation, qui exerçait la profession de fruitier dans une échoppe de la rue Mouffetard. Pendant qu'ils travaillaient ainsi à capter l'esprit de l'armée et à se concilier les sympathies des faubourgs , le général Richepanse, qui venait d'arriver à Paris, suivi de près par une division de l'armée de Sambre-et-Meuse, cantonnait ses troupes à Versailles, à Meudon , à Vincennes.

Août 1797.

Augereau est
nommé
commandant
de Paris.

En présence de ces dispositions, qui annonçaient un

Août 1797.
Hésitation
des
partis.

prochain appel aux baïonnettes, le parti constitutionnel se trouva en proie aux hésitations les plus pénibles. Il était évident que les royalistes et les affidés de Barras méditaient séparément une tentative contre les lois, et les modérés ne savaient à quelle extrémité se résoudre ; ils allaient de gauche à droite, s'éparpillant, selon les sentiments secrets de chacun. Madame de Staël était alors le personnage le plus influent de ce parti : généreuse, active, liée avec les chefs de toutes les opinions, elle s'épouvantait du résultat probable d'une lutte à main armée ; elle n'épargnait ni soins ni sollicitudes pour opérer une conciliation, et pour hâter des rapprochements devenus impossibles. Quant à Carnot, chef de l'opposition constitutionnelle, et en même temps membre du gouvernement, sa situation ne cessait d'être fausse, et son intervention devenait de jour en jour plus impuissante.

Les royalistes ne se dissimulaient pas que si le directoire sortait de la loi et faisait appel à la troupe, le danger deviendrait grand pour eux-mêmes. Comme ils étaient loin d'être prêts ; comme la plupart, au lieu de conspirer, se bornaient à des discours hostiles, à des articles malveillants composés pour les journaux, ils n'avaient garde d'accepter sans résistance la situation qui leur était faite. Par malheur, dans les assemblées de Clichy, on s'épuisait en vaines protestations, en harangues inutiles. Les choses en étant venues à ce point, qu'il fallait à tout prix aviser à des mesures de conservation et de salut, ils résolurent de recourir aux dispositions tutélaires de la loi, et de

mettre de leur côté l'opinion publique, en signalant, par la presse et la tribune, la violation du pacte constitutionnel et les démarches équivoques du gouvernement. Pichegru, qui avait le mot d'ordre des cli-chyens, prit la parole dans la séance du 2 thermidor; au nom de ses amis, au nom de tous ceux qui voulaient rendre impossible un coup d'État tenté par le directoire, il demanda que la garde nationale de Paris fût réorganisée. La garde nationale était l'armée du parti modéré; elle s'était insurgée contre la convention dans la journée du 13 vendémiaire, et l'on pouvait compter sur elle lorsqu'il s'agirait de neutraliser une manœuvre contraire aux lois. D'autres députés sommèrent le gouvernement de s'expliquer sur la présence inconstitutionnelle des forces militaires campées autour de Paris. L'un des orateurs du parti modéré, l'ancien conventionnel Thibaudeau, invoqua contre le directoire l'action vengeresse des lois. Boissy-d'Anglas, qui lui succéda à la tribune, fit part à l'assemblée de ses préoccupations et de ses craintes pour la liberté publique; il s'étonna de ce qu'on avait vu reparaître Léonard Bourdon, Fournier l'Américain, et d'autres hommes sinistres; il insista pour que la garde nationale fut réorganisée sur-le-champ: ce fut aussi l'opinion de Marmontel, qui prit la parole dans la séance du conseil des anciens. Le 6 thermidor, Tallien reparut à la tribune: c'était un homme odieux aux royalistes par les souvenirs de Quiberon, et non moins détesté des montagnards, parce que le premier il avait dressé l'échafaud de Robespierre. Comme il essayait de se faire pardonner ces griefs si

Août 1779.

différents, il fit un vain appel à la concorde, il étala le tableau des dangers de la république. « Quant à moi, s'écria-t-il, armé du poignard qui menaça Robespierre, je jure de dénoncer au peuple français, « seul souverain que je connaisse, le premier usurpateur qui osera porter atteinte à la constitution « de l'an III. » Cette vaine parole n'effraya ni le directoire ni ses amis; elle ne calma aucune des inquiétudes du parti constitutionnel. D'autres orateurs tonnèrent contre les clubs qui rouvraient de toutes parts, et qui entretenaient dans le pays une exaltation passionnée; mais ces dénonciations, émanées des chefs de la réunion de Clichy, étaient d'avance frappées d'impuissance : « Et qui pourra, dit le poète, « supporter les Gracques tonnant contre les séditieux (1)? » La discussion fut close le 8 thermidor, par l'adoption d'une loi qui interdisait aux armées de se rapprocher de Paris à une distance moindre de six myriamètres, et qui prononçait la peine de mort contre les généraux ou agents de l'autorité coupables d'avoir méconnu cette disposition. Les jours suivants, le conseil adopta la proposition de Pichegru touchant la réorganisation de la garde nationale. Quelques séances furent ensuite consacrées à des lois de finances et d'organisation militaire. Des motions d'ordre et des propositions furent faites pour réprimer la licence de la presse. En face des événements qui se préparaient, une résolution hardie pouvait seule paraître à la hau-

Lois
défensives
rendues par
les
conseils.

(1) *Quis tulcrit Gracchos de seditione querentes?*

Juv.

teur des dangers publics : au lieu de perdre un temps précieux à voter des lois impuissantes, et que le directoire se réservait d'éluder, il fallait demander la mise en accusation de Barras et de ses collègues; il importait de ne point oublier qu'en révolution la victoire est presque toujours la récompense de celui des deux adversaires qui marche plus vite que l'autre.

Le général Willot était, avec Pichegru, l'un des chefs les plus ardents du parti royaliste dans le conseil des cinq-cents : c'était un homme de résolution et d'audace. Quand il vit s'approcher le péril qui le menaçait, lui, ses collègues, et la constitution elle-même, il proposa de prendre les devants et de frapper un coup décisif. Son projet était de se mettre à la tête de deux cents hommes d'élite, de marcher sur le Luxembourg, de s'emparer des triumvirs, et de les amener à la barre du corps législatif, pour y être jugés et condamnés séance tenante : il demandait que cette détermination vigoureuse fût exécutée sans retard, et il indiquait lui-même la nuit du 16 au 17 fructidor. Pichegru était aussi d'avis d'une attaque à main armée; mais il croyait le danger encore éloigné, et il voulait ajourner au 19 fructidor le mouvement médité par son collègue. Les législateurs royalistes, convoqués dans la réunion de Clichy, donnèrent raison à Pichegru. Pour la plupart, hommes de tribune et non hommes d'action, ils voulaient retarder la lutte : deux jours de plus leur permettaient de se ménager des moyens de fuite, ou d'accroître le nombre de leurs affidés. Le parti constitutionnel, étranger à ces résolutions désespérées, ne travaillait qu'à s'a-

Août 1797.

Résolutions
prises
grâce
à l'influence
des
conspirateurs
royalistes.

Sept. 1797. briter derrière la loi : à la veille d'un combat inévitable, il demandait encore qu'on se bornât à changer le ministère. « Laissons, disait-il, laissons au di-
« rectoire tout l'odieux d'une violation des lois. »
Le gouvernement était fort disposé à se charger de cet opprobre. Carnot et Barthélemy, toujours placés en dehors des secrets du directoire, dont ils étaient membres, entrevoyaient vaguement les dangers qui les entouraient eux-mêmes : ils se croyaient haïs, mais non menacés. Aussi, quand le 17 fructidor ils siégèrent pour la dernière fois avec leurs trois collègues, ignorants du sort qui leur était réservé, ils n'en furent avertis que par l'indiscrète joie de Larevellière. « Je me rappellerai toute ma vie, écrivit Carnot, le sourire de cet homme au moment où il leva la séance du directoire. Il savait que c'était la dernière où j'assisterais ; que, dans quelques heures, il ne resterait plus de moi qu'un cadavre. Quel spectacle hideux ! Un poignard *semblait s'élancer de chacun des angles de sa figure* ; sa tête était penchée sur son épaule ; ses yeux, devenus presque opaques, regardaient obliquement ; le haut de ses joues était agité d'un mouvement convulsif, et ses lèvres s'entr'ouvraient et se portaient en avant, comme à l'approche d'une coupe remplie du sang de sa victime. » A travers ces images, empreintes de tous les stigmates d'une rancune passionnée, on peut entrevoir la vérité, et se faire une idée exacte des haines et des colères de cette époque.

Au moment d'être attaqués ou d'engager eux-mêmes le combat, les chefs influents du corps législatif

Le
directoire se
détermine
à
frapper un
coup
décisif.

passèrent en revue leurs ressources militaires : elles se composaient presque exclusivement d'un corps de douze cents grenadiers , désigné sous le titre de garde des conseils , et qui recevait des ordres d'une sorte de questure appelée *commission des inspecteurs de la salle*. Ces inspecteurs étaient donc les chefs naturels de la troupe constitutionnelle ; et comme ils étaient élus , le conseil des cinq-cents avait choisi pour ces fonctions importantes Pichegru , Vaublanc , Delarue , Thibaudeau et Émery. Cependant les avis ne leur manquaient pas. Depuis deux jours , on se disait de toutes parts que le directoire allait frapper un grand coup ; et déjà plusieurs députés royalistes , se voyant sérieusement compromis , s'étaient mis en sûreté par une prompte fuite. Il eût été plus généreux et sans doute plus habile de serrer les rangs : les deux conseils pouvaient encore se déclarer en permanence ; ils pouvaient rendre des lois et faire appel à la population de Paris , et peut-être aurait-on vu une pâle imitation du 9 thermidor. Au lieu de prendre cette attitude hardie , les conseils se dispersèrent ; ils attendirent , en proie aux incertitudes et aux angoisses , et ils s'en remirent sur des chefs que l'isolement frappait d'impuissance. Sur ces entrefaites , les troupes campées dans les environs de Paris reçurent de Schérer , le nouveau ministre de la guerre , l'ordre d'entrer dans la ville , et de se tenir à la disposition du directoire. En l'absence de Carnot et de Barthélemy , les triumvirs délibéraient en conciliabule ; ils prenaient conseil de Talleyrand et de Merlin de Douai. Au dehors , des individus apostés par le mi-

Sept. 1797.

Mesures
sans portée
prises
par le
conseil
des
cinq cents.

Préliminaires
du
coup d'État.

Sept. 1797. nistre de l'intérieur placardaient sur tous les murs un récit imprimé qui contenait, avec les pièces justificatives, la révélation de la trahison de Pichegru; d'autres agents s'abouchaient avec les grenadiers de la garde des conseils, et les excitaient à n'opposer aucune résistance. Il était minuit; le général Augereau n'attendait plus que l'ordre d'agir.

Journée
du
18 fructidor.

Le 18 fructidor (4 septembre), à deux heures du matin, Augereau prescrivit à Ramel, qui commandait la garde des conseils, de diriger cette troupe devant l'hôtel de l'état-major de la place, et de laisser ainsi sans défense le pont tournant, le jardin et le palais des Tuileries. Ce dernier répondit par un refus, et demanda aux inspecteurs de la salle l'autorisation de repousser la force par la force. Ceux-ci n'osèrent engager à ce point leur responsabilité, et ils défendirent à Ramel de soutenir une lutte inégale. Vers trois heures, un coup de canon tiré à poudre donna le signal : les colonnes d'Augereau débouchèrent du côté des Tuileries, et se présentèrent, l'arme au bras, en face des postes occupés par les grenadiers de Ramel. Quelques hommes de la garde voulaient résister; le plus grand nombre, séduits par les agents du directoire, fraternisèrent avec les assaillants, en criant à haute voix : *Vive Augereau ! vive le directoire !* A la suite d'Augereau marchaient Santerre, Rossignol, Tunck, et d'autres chefs jacobins à fâcheuse renommée. Augereau ne craignit pas de se dégrader en portant lui-même la main sur son collègue Pichegru, et en le faisant prisonnier; il terrassa ensuite Aubry et Willot. Un détachement de chasseurs ar-

rêta ou dispersa les autres royalistes, qui se trouvaient réunis en comité au pavillon Marsan ; Ramel fut maltraité et conduit au Temple, où l'on renferma également Willot et Pichegru. Pendant que les janissaires jacobins opprimaient ainsi les deux conseils législatifs, un détachement de police recevait l'ordre de s'assurer de la personne de Carnot et de celle de Barthélemy. Le premier, prévenu à temps, s'évada par l'une des issues du Luxembourg ; l'autre, malade, fut arrêté dans son lit. Il était huit heures du matin, et de tous côtés on amenait de nouveaux prisonniers à la tour du Temple. Alors, sans se laisser intimider par le danger, Lafond-Ladebat, qui présidait les anciens, et Siméon, qui présidait les cinquante, se rendirent à leur poste, et osèrent ouvrir la séance. Des militaires leur notifièrent brutalement l'ordre de se retirer : ils cédèrent à la force ; mais, en se retirant, ils déclarèrent que la représentation nationale était dissoute. Vers midi, les membres des deux conseils qui avaient pu se concerter et se réunir se rendirent en cortège au lieu ordinaire de leurs séances. L'entrée de leurs salles respectives leur fut disputée par la troupe ; et comme ils insistaient, on les repoussa en croisant sur eux la baïonnette. Quelques heures après, plusieurs membres du conseil des anciens, MM. Lafond - Ladebat, Barbé-Marbois, Tronçon-Ducoudray et Goupil de Préfelin, furent arrêtés : on se saisit également de la personne de Bourdon de l'Oise. Sur le passage des députés qu'on traînait en prison, des groupes de jacobins parcouraient tumultueusement les rues, aux cris de

Sept. 1797. *Vive la république! vive Barras!* En dehors de ces hommes peu nombreux, la population gardait le silence; elle semblait habituée à de pareilles émotions, sinon indifférente à la cause des vainqueurs comme à celle des vaincus. Sur quelques points cependant, la révélation du complot de Pichegru, et la pensée d'une grande conspiration découverte, déterminaient l'opinion à se prononcer pour le directoire. Le gouvernement, livré à Barras, ne rencontrait désormais aucun obstacle : la cavalerie le sabre au poing, les troupes d'artillerie traînant leurs canons mèche allumée, des brigades d'infanterie et des gens armés de piques, occupaient les rues, les ponts, les places publiques; les députés et les journalistes de l'opposition, séparément arrêtés par des patrouilles de police, étaient conduits en lieu sûr; une soldatesque furieuse se portait aux imprimeries et brisait les presses royalistes. La révolution du 18 fructidor était consommée.

Dans les deux conseils législatifs le directoire comptait des partisans et des complices : chacun de ces députés favorables à Barras reçut une lettre de convocation qui le pressait de se rendre en un lieu indiqué. Les cinq-cents allaient à l'Odéon; le rendez-vous assigné aux anciens était le local de l'École de médecine. Il importait toutefois, pour sauver les formes légales, de rassembler la majorité plus un de chaque conseil : afin d'atteindre ce chiffre, on fit appel à beaucoup de députés du parti constitutionnel, et l'on espéra avec raison que plusieurs d'entre eux, entraînés par l'ascendant de la force, se rangeraient, bon gré mal gré, du côté du gouvernement. Quand

la représentation nationale, ainsi avilie ou mutilée, se fut constituée en deux conseils, le directoire lui soumit, et lui fit accepter presque sans discussion, des lois exceptionnelles qui avaient pour but de sanctionner ou de régulariser les attentats de la journée. Les législateurs complaisants s'empressèrent de voter des actions de grâces au directoire, et de le remercier d'avoir sauvé la constitution et la patrie : ils prirent ensuite connaissance des pièces officielles qui attestaient la trahison de Pichegru, des révélations de Duverne de Presle, qui impliquaient dans un vaste complot royaliste les députés Imbert-Colomès, Marsan et Le Merer. Ils entendirent la lecture d'un message par lequel le gouvernement les adjurait de *purger la France* des conspirateurs royalistes, et de ne point se laisser arrêter par de vains scrupules constitutionnels, alors qu'il s'agissait d'assurer le salut du peuple et celui de la république. Une commission de cinq membres fut chargée, par le prétendu conseil des cinq-cents, de présenter, séance tenante, un rapport à cette assemblée : Sieyes et Boulay de la Meurthe firent partie de ce comité ; et le dernier, dont la tâche avait été singulièrement facilitée par la communication de projets rédigés d'avance, soumit au conseil une série de dispositions qui, faiblement amendées et rapidement discutées, furent aussitôt converties en lois. Aux termes de ces décrets révolutionnaires, Carnot, Barthélemy, et soixante-cinq députés, étaient condamnés à la déportation. La proposition présentée au conseil comprenait quatre-vingt-trois noms, sur lesquels on en raya dix-

Sept. 1797.

huit : Thibaudeau, Dupont de Nemours et Pontécoulant furent du nombre de ceux qu'on épargna. Grégoire parla en faveur de Siméon, sans pouvoir le sauver. On inscrivit sur la liste fatale les députés dont les noms suivent : dans le conseil des cinq-cents : Aubry, Job Aimé, Bayard, Blain, Boissy-d'Anglas, Borne, Bourdon de l'Oise, Cadroi, Conchery, Delahaye, Delarue, Doumère, Dumolard, Duplantier, Duprat, Gilbert-Desmolières, Henri Larivière, Imbert-Colomès, Camille Jordan, Jourdan (des Bouches-du-Rhône), Gau, Lacarière, Lemarchant-Gomicourt, Le Merer, Mersan, Madier, Maillard, de Noailles, André, Mac-Curtain, Pavée, de Pastoret, Pichegru, Polissart, Praire-Montaud, Quatremère de Quincy, Saladin, Siméon, de Vauvillers, de Vaublanc, Villaret-Joyeuse, Willot ; dans le conseil des anciens : Barbé-Marbois, Dumas, Ferrant-Vaillant, Lafond-Ladebat, Laumont, Muraire, Murinais, Paradis, Portalis, Rovére, Tronçon-Ducoudray. On leur adjoignit en outre l'ex-ministre de la police Cochon, l'adjudant général Ramel, et les trois conspirateurs royalistes Brotier, Laville-Heurnois, Duverne de Presle. Là ne s'arrêta point encore cette mesure de proscription : le directoire fut autorisé à faire déporter les rédacteurs, imprimeurs et directeurs de quarante-deux journaux, parmi lesquels figuraient les *Annales catholiques*, le *Courrier républicain*, le *Petit Gautier*, le *Miroir* et la *Quotidienne*. Bien que leurs noms fussent portés sur les listes, MM. de la Harpe et de Fontanes, l'abbé Sicard et l'abbé de Vauxcelles, eurent le bonheur d'être épargnés par les conseils. De leur

côté MM. Richer de Sérizy, Fiévée, Michaud, Bertin frères, également proscrits, réussirent à prendre la fuite ; M. de Lacretelle en fut quitte pour une détention qui se prolongea deux ans. Quant aux journaux ainsi frappés dans la personne des écrivains, ils furent supprimés ; ceux qu'on épargna furent déclarés assujettis au contrôle de la police : la loi accorda au gouvernement le droit d'interdire à volonté, et pendant un an, la publication des feuilles périodiques qu'il jugerait dangereuses. Dans une autre sphère, on rendit à la révolution le terrain qu'elle avait perdu depuis bientôt deux ans. Les opérations des assemblées primaires, communales, électorales de cinquante-trois départements, au nombre desquels figuraient ceux de la Seine, du Rhône, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, furent déclarées illégitimes et nulles ; les lois récentes rendues en faveur des parents des émigrés furent abolies ; un délai de vingt-quatre heures fut accordé aux émigrés secrètement rentrés en France, pour qu'ils eussent à quitter Paris ; on leur donnait quinze jours pour sortir de France : passé ce temps de répit, ceux d'entre eux qui seraient trouvés sur le territoire de la république devaient être jugés révolutionnairement et sans appel. Les émigrés détenus au 18 fructidor seraient déportés ; ceux qui rentreraient, punis de mort. Les ci-devant nobles ou ennoblis étaient privés pendant sept ans encore de l'exercice des droits de citoyen. La loi rendue en faveur des proscrits de Toulon fut déclarée nulle et non avenue. D'autres lois, qui avaient

Sept. 1797. autorisé des princes de l'ancienne famille royale à rentrer en France, furent également abrogées. On déclara nulle la loi récente qui prescrivait de réorganiser la garde nationale; on attribua au directoire le droit de mettre les communes en état de siège. Le serment de haine à la royauté fut prescrit à tout fonctionnaire public, à quiconque voulait exercer des droits civiques; toute société populaire, dans laquelle on professerait des doctrines inconstitutionnelles, dut être immédiatement dissoute. Enfin, pour mettre le comble à cette vaste réaction, les lois qui adoucissaient le sort des prêtres, soit en abolissant à leur égard la peine permanente de la déportation, soit en leur rendant le titre de citoyens français, furent révolutionnairement abrogées, et le directoire se vit investi du droit de déporter les prêtres qui lui paraîtraient devoir troubler la tranquillité publique; les cultes furent déclarés libres, mais aucun prêtre ne pouvait exercer son ministère qu'après avoir prêté serment de haine à la royauté, et d'obéissance aux lois qui violentaient la conscience et organisaient le gouvernement de l'athéisme.

Situation
du directoire
à la suite
du
18 fructidor.

Tel fut ce trop fameux coup d'État du 18 fructidor, qui remplaça la révolution sur le terrain où Danton l'avait laissée, avec la convention de moins et la corruption de plus. Au point où en étaient venues les choses, ce fut moins une conspiration qu'une bataille. La guerre était évidemment engagée d'une manière trop sérieuse entre la royauté et la république, entre Pichegru et Barras, pour qu'il fût possible à l'un ou à l'autre des deux partis belligérants de respecter la

constitution de l'an III. Sous l'abri de la liberté que Sept. 1797.
cette loi laissait aux opinions politiques, il était évident que peu à peu, et au bout de quelques mois, les partisans du trône allaient saper les bases de la république, et restaurer on ne sait quelle organisation bâtarde qui ressemblerait à la constitution de 1791. Il ne leur fallait plus, pour cela, que de nouvelles élections et quelques votes. Le directoire, qui ne se faisait point illusion sur la crise dont la révolution était menacée, trouva dans ses haines, dans les traditions du comité de salut public, dans l'appui des baïonnettes, la force et les ressources dont il avait besoin pour se garantir et pour vaincre. Abandonné de l'opinion, il rencontra un appui dans les armées, et il prévalut brutalement. Les vaincus pouvaient bien gémir de leur défaite; mais à qui devaient-ils l'attribuer, sinon à eux-mêmes? et qui d'entre eux, si l'on en excepte Carnot et madame de Staël, avait le droit d'invoquer la constitution de l'an III, ce pacte qu'ils avaient travaillé à détruire? Par malheur pour le directoire, comme il n'avait de son côté ni la moralité, ni la gloire, ni la vertu, rien ne légitima son triomphe: en vain invoquait-il la nécessité, le droit que chaque force sociale a de se défendre et de ne pas mourir, la corruption et l'injustice ne peuvent revendiquer ce droit aux yeux de l'histoire: leur durée, à elle seule, est une infraction et souvent un attentat; et c'est pourquoi le directoire vainqueur ne tarda pas à se retrouver en présence des dangers et des haines qu'il avait osé combattre. Et comme la violation de la loi et l'emploi de la force matérielle

Sept. 1797. l'avaient maintenu , ce fut par les mêmes armes que plus tard , et à l'heure marquée, il fut détruit à son tour.

Proscriptions. Au milieu de la stupeur des uns et de l'insouciance
Déportations. des autres, le gouvernement fit exécuter les lois qu'il avait arrachées à la représentation nationale déchue ou décimée. La plupart des bannis furent transportés, au delà des mers, dans les solitudes de Cayenne et dans les déserts pestilentiels de Sinnamary ; ils y trouvèrent Billaud-Varennés, et ce ne fut pas le moindre de leur supplice que d'avoir à subir le contact de ce monstre : l'infâme Collot-d'Herbois était mort depuis un an. Cependant un certain nombre de déportés obtinrent de demeurer à l'île d'Oléron, et on les y oublia ; plusieurs autres, qui avaient fui, allèrent vivre en pays étranger. Les deux places que l'expulsion de Carnot et de Barthélemy avait rendues vacantes dans le directoire furent bientôt remplies par Merlin de Douai et François de Neufchâteau. Augereau avait espéré que les suffrages se porteraient sur lui, mais son ambition fut déçue. La nouvelle du 18 fructidor, lorsqu'elle parvint aux armées, y causa une sensation profonde. Le général Hoche, gravement compromis par sa complicité avec le directoire, vit dans le succès du coup d'État une source d'espérances et du moins une cause de sécurité. Bonaparte s'était borné à observer ; il avait spéculé sur la victoire des royalistes, parce qu'elle devait lui fournir un prétexte d'accourir, de renverser le gouvernement des conspirateurs, et de se placer à la tête de la république, après l'avoir sauvée : ses cal-

Le directoire
se complète
par
l'adjonction
de deux
nouveaux
membres.

Effet produit
sur
les armées
par le
18 fructidor.

culs furent trompés, et le directoire lui sut mauvais gré de son attitude douteuse. Quant à Moreau, il se hâta de faire connaître au gouvernement tout ce qu'il savait de la conspiration de Pichegru, et l'opinion publique jugea sévèrement ce général. On trouva que Moreau, après avoir si longtemps gardé pour lui seul un secret de cette importance, l'avait révélé ou trop tôt ou trop tard.

Pichegru, dont cette dénonciation inattendue aggravait le sort, n'en fut pas moins envoyé à Cayenne; on ne lui laissa passer qu'un jour dans la prison du Temple. Plusieurs de ses compagnons d'infortune, arrivés à Rochefort, y trouvèrent les consolations de l'amitié, et on ne leur disputa point le triste bonheur d'embrasser leurs familles. La traversée fut des plus rudes, par suite de l'encombrement des pontons et des vexations de tout genre qu'il leur fallut subir. A Cayenne, de pieuses sœurs de charité leur prodiguèrent des secours. Dans les campagnes désolées de Sinnamary, les bannis furent lentement décimés par le climat, la fatigue et la tristesse; et quand sur la tombe de l'un d'entre eux, M. de Murinais, qui succomba le premier, ils vinrent jeter un peu de terre, leurs larmes coulèrent avec abondance : c'est que Tronçon-Ducoudray, qui prononça la courte oraison funèbre, avait pris pour texte ces paroles touchantes du Psalmiste : « Au bord des fleuves de Babylone nous nous sommes assis et nous avons pleuré, en nous rappelant Sion. » A son tour, Tronçon-Ducoudray périt, consumé par le chagrin et par la fièvre. La Ville-Heurnois et l'abbé Brotier le suivirent de près,

Sept. 1797.
Sort
des déportés.

Sept. 1797. et ce fut ensuite le tour de Rovère et de Bourdon de l'Oise, tous deux régicides. Rovère s'était épuré par le remords, mais l'autre n'avait subi que les angoisses du désespoir; et quand on lui parlait de vivre, quand on lui montrait un avenir plus doux, le misérable se détournait avec amertume, et répondait : « Vous pouvez vivre, vous pouvez être heureux !... »
« vous ne vous appelez pas Bourdon de l'Oise ! »
Cependant Pichegru et plusieurs de ses compagnons réussirent à fréter une embarcation, et à se réfugier, après mille souffrances, sur la côte hospitalière des États-Unis. MM. Barbé-Marbois et Lafond-Ladebat résistèrent presque seuls à l'action dévorante du ciel de la Guyane; un grand nombre de prêtres associés à leur exil, et cantonnés dans le plus insalubre des villages de la colonie, s'éteignirent peu à peu, en bénissant Dieu et en pardonnant aux hommes. Tandis qu'ils enduraient cette lente et douloureuse agonie, les auteurs du 18 fructidor s'applaudissaient de ce triomphe, ils allaient vantant partout leur humanité; et l'un d'eux, Boulay de la Meurthe, s'écriait avec orgueil : « Le sang n'a pas coulé; aucune tache de sang n'a souillé cette journée ! »

LIVRE TROISIÈME.

La société achevait de se décomposer ; sur ses débris il s'en formait une autre déjà étrangère au passé, et violemment placée en dehors des conditions ordinaires de la morale et de la justice : celle-là était ce que peut être une société sans chasteté, sans frein, sans Dieu. Dans ses régions les plus élevées, on se distribuait les dépouilles de la royauté, celles de la noblesse et des anciennes classes riches ; mais les aventuriers et les agioteurs entraient pour beaucoup dans ce partage inégal, et le reste de la nation n'en retirait que la misère ou la honte. La révolution avait bouleversé toutes les fortunes, toutes les existences. Des fournisseurs enrichis étalaient un luxe odieux et insolent ; des valets, devenus à leur tour propriétaires et maîtres, se pavanaient dans les vastes hôtels qu'ils avaient acquis à force de dénonciations ou d'assignats discrédités ; d'anciennes femmes de chambre, des courtisanes, des favorites de Barras, du haut de leurs somptueux équipages, éclaboussaient le pauvre ; et le pauvre ne valait guère mieux que ces riches, tant il leur portait d'envie ou de haine. Pendant que les uns regorgeaient d'or et donnaient une large satisfaction à leurs vices, le plus grand

Sept. 1797.

État
de la société
française
après le 18
fructidor,
sous
le directoire.

Sept. 1797. nombre des autres vivaient au jour le jour, et n'osaient compter sur le lendemain. Quand tout ce qui est honnête souffre et languit; quand tout ce qui se fait une arme de la fraude et du vol parvient au pouvoir, à l'influence, aux honneurs; quand la religion est absente du cœur des peuples, alors il se fait un scandaleux renversement dans les idées; et l'habitude de voir triompher la corruption et le vice fait disparaître de la société, au moins en partie, cette sainte réprobation qui est le premier châtiment des vicieux et des corrompus. Le monde alors semble livré au plus fort; le bonheur apparaît comme le prix légitime du plus habile. Aussi le directoire jouissait-il avec orgueil de son triomphe, tandis que les deux conseils, ses complices, prenaient leur part de la tyrannie, et se réfugiaient derrière le prétexte commode du salut de la patrie. Tous ensemble ne rougissaient pas d'annoncer au peuple, dans leurs proclamations, « qu'on allait voir reparaitre en France « toutes les vertus qui distinguent le républicain. » On eût dit que cette impertinente ironie, émanant d'hommes satisfaits et repus, avait pour objet d'ériger en vertus républicaines la misère et la faim, et de les proposer au pays pour être l'objet d'un culte. Le Luxembourg regorgeait de courtisans : on se pressait autour de Barras, et l'on exaltait son génie; on élevait jusqu'au ciel l'obscur capacité de Rewbell, la rigide âpreté de Merlin; on parlait des vers de François de Neufchâteau avec tout le respect qu'imposait autrefois pour sa poésie l'imbécile tyran de Syracuse. Enfin, comme pour mettre le comble à la

fortune de ce honteux pouvoir, personne n'osait, en présence de témoins, rire des théophilanthropes et de leur chef. Ajoutons que ce qu'il y avait d'intolérable dans cette situation ne pouvait avoir et n'eut qu'une fort courte durée : quand l'exercice de la tyrannie est confié à des mains déshonorées, il est impossible qu'un pays tout entier consente à subir le joug ; les instruments font défaut, les complices rassasiés sont les premiers à manquer de persévérance et de courage. D'ailleurs, sous le directoire comme sous la convention, c'était toujours le petit nombre qui prétendait faire la loi au pays : la république était d'autant plus impopulaire qu'elle n'avait tenu aucune de ses promesses, et l'oppression de la majorité par une minorité audacieuse ou violente ne pouvait indéfiniment se prolonger.

Au dehors, il s'en fallait de beaucoup que l'Europe appréciât sainement cette situation. En 1792, l'Europe s'était grandement trompée, alors que dans les partisans du régime nouveau elle n'avait voulu voir qu'une poignée de factieux jacobins ou orléanistes ; elle se trompait autant peut-être quand elle supposait la république vivace et forte, en ne la jugeant que par les victoires de ses armées : ce qui était fort, c'était la nation française occupée à la défense du territoire ; mais, ce devoir rempli, la constitution républicaine subsistait avec ses imperfections et ses vices, le directoire avec son impuissance et son discrédit. Comme il importait à cet égard de ne point dissiper les illusions de l'Europe, le gouvernement français mettait un soin extrême à entretenir de bons

Sept. 1797.

L'Europe
et le
directoire.

—
Rapports
diplomatiques.

—
Relations
officielles.

Sept. 1797, rapports avec les puissances étrangères. Ce n'était plus la diplomatie cauteleuse de Brissot, l'insolence rude du comité de salut public; on se gardait bien de revenir à de pareils errements, et l'on s'attachait à faire entrer la république dans la famille des peuples policés. Le directoire avait rétabli les présentations officielles d'ambassadeurs et de ministres plénipotentiaires. Ces cérémonies se faisaient en grande pompe : Barras et ses collègues, chamarrés de velours et de broderies, la tête ornée de panaches tricolores, recevaient les envoyés des rois étrangers, et leur adressaient, en réponse aux compliments d'usage, des discours étudiés avec soin et empreints de quelque dignité. Le directoire aimait ces démonstrations d'autorité, également agréables au peuple. Ce fut donc pour lui un bonheur que de pouvoir accueillir avec une majesté empruntée l'ambassadeur ottoman, le jour où, pour la première fois, il vint proposer à la république française de renouer les vieilles relations de la France et de la Sublime Porte. Bien que les formes de l'éloquence orientale soient connues, il ne sera pas sans intérêt pour l'histoire de conserver le discours d'Aly-Effendi; il était conçu en ces termes : « Le sultan qui règne aujourd'hui si glorieusement dans les États ottomans, « souverain de deux continents et de deux mers, le « très-majestueux, très-redoutable, très-magnanime « et très-puissant empereur, dont la pompe égale « celle de Darius, et la domination celle d'Alexandre, mon très-bienfaisant seigneur et maître, m'a « chargé de présenter à sa sincère amie, la très-

« honorable et très-magnifique république française, Sept. 1797.
« cette gracieuse lettre impériale, remplie des senti-
« ments de l'amitié la plus parfaite et de l'affection la
« plus pure. Il m'a envoyé en ambassade près d'elle,
« pour augmenter, avec l'aide du Très-Haut, l'amitié
« et l'harmonie qui subsistent si solidement et depuis
« si longtemps entre la Sublime Porte et la France.
« S'il plaît à Dieu, pendant ma résidence, je n'aurai
« rien de plus à cœur que de chercher les moyens de
« resserrer l'amitié pure et sincère qui unit ces deux
« grandes puissances. » Le directeur Rewbell répon-
dit en quelques mots, afin que rien ne manquât à cette
cérémonie de théâtre. Quand il eut parlé, on pré-
senta au directoire le ministre plénipotentiaire de
Rome, qui venait, au nom du gouvernement pontifical,
faire des excuses pour le meurtre de Basseville, et
subir l'hypocrite amitié de Larevellière. Ainsi, en
audience publique, l'ambassadeur du Grand Turc
avait l'honneur de passer avant l'envoyé de Pie VI,
et le directoire s'enorgueillissait de ce qui lui semblait
le triomphe des idées philosophiques. On entendit en-
suite le citoyen Boccardi, qui parlait au nom de la
nouvelle république de Gènes; et l'audience ne tarda
pas à être terminée au bruit de l'hymne connu sous
le nom de *Chant du départ*. On pense bien que des
réceptions analogues avaient été successivement mé-
nagées aux envoyés de toutes les puissances du con-
tinent auxquelles la république imposait la soumis-
sion et la paix. L'Espagne, Naples, la Suède, le
Danemark, la république Batave, la république Ci-
salpine, Venise, la Suisse, la Toscane, les républiques

sept. 1797. Cispadane et Transpadane, les États de Parme, et bientôt après l'Autriche elle-même, ne dédaignèrent pas de fraterniser avec la république régicide, et d'accepter l'étrange cérémonial adopté par le directoire, et sans doute conseillé par M. de Talleyrand. Le roi de Piémont, Victor-Amédée, étant mort, son successeur Charles-Emmanuel, beau-frère de Louis XVIII, se hâta de notifier au directoire la nouvelle de son avènement : « Grands et chers amis, écrivit-il, nous
« avons à vous faire part de la perte douloureuse que
« nous venons de faire du roi, mon seigneur et père,
« qu'il a plu à Dieu d'appeler à sa gloire ce matin.
« Nous nous empressons de remplir auprès de vous ce
« triste office, tant dans l'espoir que vous voudrez
« bien nous donner quelque témoignage de la sensi-
« bilité avec laquelle vous apprendrez un événement
« qui nous cause une si juste affliction, que pour
« vous marquer notre vif désir d'entretenir et de ci-
« menter la bonne harmonie heureusement rétablie
« entre les deux États. » Le directoire répondit, par l'organe de Larevellière : « Grand et cher ami de la
« république française, le directoire exécutif partage
« sincèrement la juste affliction que cause à Votre Ma-
« jesté la perte du roi son père. Il a vu, d'une autre
« part, avec beaucoup de satisfaction, l'assurance
« que vous lui donnez du désir d'entretenir et de
« cimenter la bonne harmonie qui se trouve heu-
« reusement rétablie entre les deux États. Le gouver-
« nement français, de son côté, attachera beaucoup
« d'intérêt à la maintenir, et à vous prouver, dans
« toute occasion, la sincérité de ses sentiments af-

« fectueux. » On remarquera , comme trait significatif de cette époque , que le directoire écartait avec soin , de ses discours et de ses lettres , tout ce qui pouvait rappeler le nom et l'idée de Dieu. Sept. 1797.

La constitution de l'an III, en rendant électives la plupart des fonctions, avait enlevé au directoire un puissant moyen d'influence; de plus, elle avait introduit dans tous les services publics un principe d'instabilité et de désordre qui portait ses fruits. La centralisation existait en théorie et sur le papier, la confusion et l'indiscipline se manifestaient à tous les degrés de la hiérarchie administrative. La France était alors divisée en cent départements, en y comprenant ceux des Pays-Bas et ceux du Golo et du Liamone (la Corse); chaque département avait son directoire particulier, qui se trouvait chargé du soin de diriger les services civils, d'instruire et de mener à fin les affaires départementales et communales. Il y avait en outre des autorités de district et des administrations municipales, toujours électives, et d'ordinaire fort peu disposées à accepter le joug de l'autorité supérieure. La constitution donnait au directoire le droit de nommer un commissaire auprès de chaque administration départementale et municipale; la loi attribuait au gouvernement le privilège de pouvoir annuler les actes de ces administrations subalternes : mais c'étaient là de faibles garanties, puisqu'on ne pouvait y avoir recours qu'en engageant de haute main des luttes contre l'opinion et le vœu des localités. Quant aux juges, comme ils étaient nommés par les citoyens convoqués en assemblées primaires, et que leurs

Organisation
administrative et
judiciaire.

Sept. 1797. pouvoirs ne s'étendaient pas au delà de cinq ans, sauf réélection, leurs places étaient fréquemment convoitées par la bassesse et obtenues par l'intrigue. Du vaste ensemble de tribunaux de divers degrés qui étaient institués sur le territoire, il ne pouvait surgir aucune magistrature fixe, ayant des traditions, jalouse de soutenir l'honneur de la corporation, habile à former une jurisprudence constante et rationnelle. Quant aux finances de la république, comme elles n'avaient pour base et pour principaux éléments que des mandats discrédités; comme le gouvernement, réduit à vivre au jour le jour, recourait aux expédients les plus ruineux, et se livrait à la merci des traitants et des fournisseurs, il n'avait point encore été possible, malgré la loi, d'établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, d'assurer la solde des troupes, le salaire des employés, l'amortissement de la dette. Pour sortir de ce chaos et diminuer l'écrasante charge qui pesait sur le gouvernement, on eut recours, peu de temps après le coup d'État du 18 fructidor, à une ressource à la fois odieuse, immorale et spoliatrice. Une loi, rendue dans les premiers jours de vendémiaire an VI, autorisa le gouvernement à faire banqueroute des deux tiers de la dette aux créanciers de l'État; et le surplus, dont on voulut bien encore reconnaître le trésor débiteur, fut, par une audacieuse ironie, désigné sous la dénomination de *tiers consolidé*: la même réduction eut lieu pour toutes les pensions payées par l'État. On était au commencement de l'an VI; la révolution datait à peine de huit ans, et cette révolution, provoquée par un faible déficit

État
des finances.

—
Une loi
autorise la
banqueroute,
en créant
le tiers
consolidé.

de cinquante-six millions, qu'avec un peu de bonne volonté il eût été facile de couvrir, ne craignait pas de déclarer légitime et nationale une banqueroute dont personne ne pouvait calculer le chiffre. Elle arrivait à ce résultat après avoir dépensé ou dissipé, trop souvent en fausses mesures, l'énorme capital de six milliards. Pour ajouter à ce déplorable manque de foi une mesure non moins immorale peut-être, la loi rétablit la loterie nationale, que, par pudeur, la convention avait abolie.

Sept. 1797.

Une loi rétablit la loterie.

Les transactions commerciales, favorisées par la situation que les victoires de nos armées faisaient à la république, avaient repris une assez grande activité : les besoins de la consommation intérieure, et nos échanges avec les puissances neutres ou amies, favorisaient, au moins sous quelques rapports, notre industrie et nos manufactures ; mais ces progrès étaient encore inaperçus, et ils étaient loin de suffire à la prospérité de la fabrique française. Les grandes cités, Lyon, Bordeaux, Marseille, Rouen, Nantes, le Havre, se trouvaient frappées d'atonie et de dépérissement. Lyon n'avait pu encore déblayer les ruines amoncelées sur ses places publiques par le marteau de Couthon et les arrêtés proconsulaires de Fouché. Marseille était comme assujettie au blocus ; ses négociants, autrefois si riches, n'entretenaient désormais aucune relation avec le Levant et avec les échelles ; la sécurité manquait sur le continent et sur les mers. La perte de nos puissantes colonies et les malheurs de la guerre civile avaient porté à Bordeaux un coup funeste, dont cette grande ville ne se relèvera jamais

Situation industrielle et commerciale.

sept. 1797. entièrement. Dans les autres ports de commerce, les vaisseaux étaient retenus comme captifs, et pourrissaient attachés à l'ancre. Il régnait une certaine activité à Brest et dans les ports militaires; mais de temps à autre le manque de fonds forçait le gouvernement à suspendre les commandes, et alors commençaient pour les classes ouvrières des crises industrielles et des temps d'épreuves dont il est difficile de se faire une idée. Autrefois protégé mais asservi par la corporation, maintenant l'ouvrier était tombé sous la féodalité du maître; menacé, exploité par la libre concurrence, il ne savait point se rendre compte du terrible mystère de sa position, et il se bornait à gémir ou à maudire.

Déchéance
des
grandes
villes.

Les anciennes villes de parlement, Aix, Dijon, Grenoble, Toulouse, et tant d'autres que nous pourrions citer, se sentaient déchues de leur ancienne dignité de métropoles; elles n'étaient plus que chefs-lieux de départements ou de districts; et les institutions de qui elles avaient tiré splendeur, vie et fortune, se trouvant détruites sans être remplacées, elles ne savaient comment se consoler, comment oublier leur importance récente. L'herbe croissait dans les rues de ces villes à demi ruinées. Versailles n'était plus qu'un magnifique cénotaphe, menacé d'un jour à l'autre par ce qu'on appelait la bande noire. Il était question de détruire son palais, en haine des souvenirs de Louis XIV; on parlait de promener la charue dans son immense parc, et de planter la pomme de terre dans les labyrinthes des Trianons. Si le vieux château des rois était ainsi exposé au marteau, que

n'avait-on pas à craindre pour les ruines monumen- Sept. 1797.
tales que l'ancien régime nous avait léguées? Chaque jour, des châteaux, embellis par le ciseau des artistes de la renaissance, étaient dégradés ou démolis; d'ineptes acquéreurs les détruisaient, pour vendre les pierres à la toise cube; et le paysan, qui, de toutes les classes de la société, avait le plus gagné au nouveau régime, pouvait à son aise, et à vil prix, transformer en petite culture chaque parcelle des forêts, des jardins, des terres nobiliaires et ecclésiastiques, que la révolution mettait à la portée de toutes les bourses et de toutes les bêches.

La secte des théophilanthropes était seule à jouir des faveurs officielles : c'était le déisme érigé en culte. Pendant que Larevellière-Lépeaux s'offrait à découvrir aux attaques du ridicule en se faisant le pontife de la nouvelle religion, ses collègues riaient du grand prêtre, et toutefois lui sacrifiaient bien volontiers les souvenirs et les traditions de la foi chrétienne : cependant le mépris populaire faisait bonne justice du culte philosophique et de ses adeptes. C'était, à vrai dire, un étrange spectacle que de voir quelques vieux jacobins, une poignée de régicides désœuvrés, des francs-maçons, des admirateurs de Rousseau, d'anciens affidés de Robespierre et de Catherine Théot, se rassembler autour d'un autel, et là, debout, vêtus d'habits de lin, ceints de rubans, tenant en main des corbeilles de fleurs et de fruits, chanter des hymnes rimés en l'honneur de la Nature, et prêter une oreille respectueuse aux homélies morales de Larevellière. Par bonheur, cette manie dura peu. Les

Situation
de
la France
au
point de vue
religieux.

Sept. 1797. théophilanthropes se dispersèrent sous le feu des sarcasmes de la foule; ils cessèrent de souiller de leur présence le sanctuaire de Notre-Dame et l'église Saint-Sulpice; mais ils ne perdirent rien de leur intolérance, et ils n'en continuèrent pas moins de proscrire la religion et de maudire le pape. L'Église, qui doit subsister à jamais, n'avait rien à craindre de ces ennemis. Elle leur devait néanmoins la durée de beaucoup de souffrances, l'exil ou la misère d'un grand nombre de ses ministres. Chassée de ses tabernacles et de ses chapelles, la religion se réfugiait dans la chaumière du paysan et dans la mansarde du pauvre; et alors l'administration des sacrements, quoique gênée et interrompue par beaucoup d'actes de violence, consolait toujours de nombreux fidèles, dont la foi croissait en présence des tyrans. Que Dieu préserve les générations à venir du triomphe de l'impie! Les vieillards gardent encore en frémissant la mémoire de ces jours de deuil. Ceux d'entre nous qui ont depuis peu atteint l'âge d'homme n'ont point assisté à ces persécutions et à ces opprobres; mais nos mères, le cœur encore ému du scandale, nous l'ont cent fois raconté : elles nous ont redit les cloches silencieuses, le pavé du temple souillé, le prêtre errant et fugitif, les fidèles réunis furtivement dans des caves, les saints mystères célébrés dans les catacombes; et, tout enfants, nous avons souvent joint les mains en remerciant Dieu de ce qu'il nous avait montré un visage plus doux, de ce qu'il avait daigné nous épargner d'aussi cruelles épreuves.

Les contempteurs du culte, poursuivis par le re-

mords ou par le besoin d'ordre public, avaient cherché à remplacer la religion par la philosophie. L'État payait des professeurs de morale, la plupart athées, qui rappelaient aux jeunes citoyens des deux sexes les principes de morale oubliés par leurs pères. On rendait grâces à la Nature dans les réunions du décadi, et l'on parlait jusqu'à satiété de bienfaisance, de désintéressement, de vertu : on n'oubliait rien, sinon d'enseigner l'amour et le respect pour Celui de qui seul découle la morale. Dans les écoles primaires, on commentait les droits de l'homme et du citoyen ; dans les institutions d'un ordre plus élevé, on divinisaient les doctrines de Voltaire ; et partout, dans les livres, dans les salons, dans les journaux, la charité chrétienne était remplacée par une *sensiblerie* maniérée et fausse que J. J. Rousseau avait mise à la mode. On affectait servilement d'imiter Athènes et Rome dans leurs institutions morales. Il n'y avait point encore de censeurs, mais la loi réservait des privilèges à la vieillesse, à la maternité, à la fidélité conjugale. Dans les pompes publiques, on honorait la chasteté en associant au cortège des époux et des enfants tout le chœur des vierges de l'Opéra. Les savants et les sages de la république décernaient, à des jours marqués, des couronnes de roses à la pudeur, et des médailles à la vertu. Ces parades plaisaient au directoire ; la république s'en montrait fière. Aussi, notwithstanding la misère des masses, ne négligeait-on rien de ce qui pouvait donner beaucoup d'éclat aux fêtes publiques, et faire oublier au peuple les graves et touchantes cérémonies de la religion. La loi instituait

Sept. 1797.

Instructions
philosophiques.Morale officielle
et légale.Fêtes
publiques.

Sept. 1797. des fêtes dignes des beaux jours de l'Arcadie. Il y avait la *fête de la Vieillesse*, célébrée le 10 fructidor : ce jour-là, chaque municipalité rassemblait au chef-lieu de l'arrondissement des hommes et des femmes avancés en âge, et que les suffrages du peuple avaient désignés pour cet honneur. Au milieu des acclamations, au bruit des chants de triomphe, ces vieillards étaient couronnés de chêne, puis on les conduisait au théâtre, où douze loges, ornées de guirlandes, étaient disposées pour les recevoir. Alors, disent les écrits de ce temps, « toutes les âmes, fortement émues par la nouveauté et l'intérêt de ce spectacle, étaient préparées à recevoir des impressions profondes. » Pour venir en aide à ces sentiments, les acteurs de l'Opéra présentaient aux regards OEdipe banni par ses fils ingrats, et protégé par la piété de sa fille. Bientôt la scène changeait ; à l'œuvre tragique succédait une pastorale, telle que le *Devin du village*. A la suite de cette pièce, dont on aimait la naïveté prétentieuse, on promenait sur le théâtre deux vieillards ceints de pampres et assis sur une char-rue, et le chœur chantait :

Le temps blanchit leur tête vénérable :
Enfants, couronnez-la de fleurs !

A ce signal, des groupes d'enfants, costumés en Amours, accouraient par toutes les issues, chargeant les vieillards de guirlandes de roses ; puis les spectateurs se retiraient, en comparant ces ridicules émotions de coulisses aux souvenirs classiques du stade d'Olympie et des Panathénées de la ville de

Minerve : nous ignorons d'ailleurs s'ils étaient dupes ou s'ils feignaient de l'être. La *fête de l'Agriculture* présentait un caractère différent. On la célébrait le 10 messidor, au champ de Mars, dans une enceinte aux extrémités de laquelle s'élevaient deux taureaux, de grandeur colossale. Ce jour-là, les magistrats du département et de la ville, les commissaires du directoire et les corps constitués prenaient place sur l'autel de la Patrie. Un char antique, attelé de deux bœufs presque blancs, aux cornes dorées et garnies de bandelettes, de feuillage et de fleurs, portait une charrue d'or. La Liberté venait ensuite, ou du moins son image. Assise sur un autre char plus grand, plus élevé, attelé de huit bœufs marchant quatre de front, elle était entourée des attributs de l'agriculture, instruments, fleurs et gerbes, et elle avait à ses pieds deux jeunes vierges occupées à brûler des parfums. Les deux chars faisaient le tour de la plaine; à leur suite, on dirigeait une charrue, et l'on traçait un sillon devant l'autel. Cette solennité était, en outre, rehaussée par des chants, des discours, des hymnes de circonstance; et la foule se retirait dédaigneuse, indifférente, et à peine surprise de ces exhumations des symboles de Triptolème et de Cérès. On se fatiguerait sans nécessité à décrire ces vaines pompes, dont les philosophes se raillaient les premiers, parce que le statuaire dont la main a ciselé Jupiter est le dernier de tous à prendre son marbre pour un dieu. Le peuple, à l'exception de la secte des cordeliers et des hébertistes, s'indignait des efforts misérables à l'aide desquels on cherchait à lui plaire :

Sept. 1797.

Fête de
l'Agriculture

Sept. 1797. il demeurait froid devant ces démonstrations païennes, et il regrettait silencieusement les beaux repasoirs, l'ancienne procession du saint sacrement, l'image de Marie autrefois portée par des mains pures, et toutes les cérémonies qui ne sont majestueuses qu'en vertu de la foi, et non à cause des costumes. Cependant la république ne s'en tenait pas à honorer l'enfance, la vieillesse, l'agriculture, l'industrie : elle avait ses fêtes politiques, ses commémorations anniversaires du 14 juillet, du 10 août, du 9 thermidor, du 1^{er} vendémiaire. Dans ces occasions solennelles, les ordonnateurs de la joie officielle cherchaient toujours à imiter les jeux d'Homère, les fêtes décrites par Virgile : le programme mentionnait la course à pied, la course à cheval, la course des chars ; et les vainqueurs recevaient des disques, des armes, des coupes ciselées, qui rappelaient involontairement le tombeau de Patrocle ou la dernière victoire du vieil Antelle. Parfois aussi des cérémonies moins bruyantes paraient bien autrement au cœur : c'était lorsqu'il s'agissait de réhabiliter, par une pompe expiatoire, le nom de quelque illustre victime de la Terreur, la mémoire de Bailly et de Lavoisier, celle des proscrits de la Gironde. Mais ces témoignages de la douleur ou du remords étaient bien rares ; et chaque année encore, à la grande stupeur de l'Europe, l'odieuse fête du 21 janvier venait consacrer et glorifier la doctrine du régicide.

Littérature.

Institut national.

Dans un ordre d'idées assez différent, la littérature, les arts, les sciences, appelleraient de la part de l'histoire un moment d'examen. La révolution

pouvait être caractérisée par ses livres autant que par ses batailles ; sur toutes choses elle avait mis son empreinte. On sait qu'avant d'abdiquer, la convention avait créé l'Institut. Sous le directoire, cette grande corporation était divisée en trois classes, ainsi désignées parce que le nom d'académies aurait éveillé trop de souvenirs de l'ancien régime. La première classe correspondait à celle qui porte aujourd'hui le nom d'académie des sciences ; elle comprenait soixante membres, répartis en dix sections. La seconde classe était l'académie des sciences morales et politiques ; elle se composait de cinquante-six membres. La troisième classe, qui ne renfermait que quarante-huit personnages, artistes, poètes, érudits ou littérateurs, comprenait dans ses éléments l'académie française, l'académie des beaux-arts, et l'académie des inscriptions et belles-lettres ; elle avait dans ses attributions l'étude scientifique de la grammaire et des langues anciennes, et tout ce qui se rattachait à la poésie, aux antiquités, aux monuments historiques, à la peinture, à la sculpture, à l'architecture, à la musique, à la déclamation. Si les habitudes de l'esprit humain, depuis quelques années, avaient été jetées en dehors des préoccupations littéraires, la science proprement dite, favorisée par de nouvelles méthodes et cultivée par des intelligences patientes et laborieuses, avait fait des progrès rapides. Il était déjà permis de les constater ; et on peut dire, à voir les noms illustres alors inscrits sur les cadres de l'Institut, que la république ne portait pas encore la peine du vandalisme jacobin ; qu'elle n'était point assez châtiée

Progrès de
la
science.

Sept. 1797. d'avoir livré au bourreau Lavoisier et Bailly. Élève
Lacépède. de Buffon, Lacépède avait continué la tâche de ce
grand naturaliste, et plus d'une fois (c'est là son plus
bel éloge) il s'était rapproché du maître. La science
Chaptal. de la chimie avait dû à Chaptal plusieurs conquêtes ;
et ce jeune savant, en utilisant ses connaissances
pour étendre sur des proportions inouïes la fabrication
du salpêtre, avait, aussi bien que Carnot et Jourdan,
contribué à défendre le sol national. La minéralogie
et la physique devaient à l'infatigable labeur
Haüy. d'Haüy d'avoir vu étendre leurs domaines. Haüy
était prêtre : détenu à Saint-Firmin, il avait échappé
aux massacres de septembre, et depuis lors, comme
Archimède, il avait servi la science sous le glaive.
Conservateur des collections minéralogiques de l'École
des mines, professeur à l'École normale, membre
de la commission des poids et mesures, au mérite
de savoir, cet homme illustre joignait celui d'enseigner,
et il mérita qu'on dît de lui : « Comme il n'y aura plus
un autre Newton, parce qu'il n'y a pas un autre système
du monde, de même il n'y aura pas un autre Haüy,
parce qu'il n'y a pas une deuxième structure des minéraux. »
Celui qui lui rendait ce magnifique témoignage
Cuvier. était George Cuvier, son émule, dont la gloire
Fourcroy. commençait alors, et qu'il suffira d'avoir nommé.
Fourcroy était digne de siéger auprès d'eux sur les
bancs de l'Institut ; l'École polytechnique lui devait son
organisation ; il avait provoqué l'établissement de l'École
normale et des trois grandes écoles de médecine.
On lui reprochait de n'avoir pas sauvé Lavoisier, mais
c'était là une accusation inique. A la hauteur de Four-

croy l'opinion des savants élevait déjà le jeune Vauquelin. Habile physicien et mathématicien pratique, Prony, par ses travaux, contribuait puissamment au progrès des arts mécaniques et à ceux de l'hydraulique. Lamarck et Delambre associaient dignement leurs noms à ceux de Berthollet, de Daubenton, de Jussieu et de Monge. Celui de Cabanis ne rappelle que trop la pensée d'une science rétrécie et dégradée par l'athéisme. Son collègue, l'astronome Lalande, avait l'orgueil de lire dans les astres ; et il était assez aveugle pour ne point y voir écrits, en caractères incommensurables, le nom et la toute-puissance du Dieu créateur. Laplace et Lagrange, tous deux admirés de l'Europe savante, auraient suffi à eux seuls pour fonder la gloire de l'Institut républicain. Les travaux de M. de Tracy et ceux de Laromiguière contribuèrent encore à l'affermir ; mais le premier de ces deux philosophes n'appelait que trop souvent au service du matérialisme sa logique aride, et les ressources d'une idéologie dénuée de bases.

Parmi les littérateurs on voyait figurer d'anciens académiciens émérites, tels que la Harpe, Marmontel, l'abbé Morellet, tous trois disciples de Voltaire. Les deux premiers ne dissimulaient point leurs désenchantements ou leurs remords ; la Harpe surtout les étalait en public, afin de réparer ses erreurs et ses scandales : quant à Morellet, esprit superficiel mais brillant, il avait beaucoup souffert de la révolution, et se bornait à la combattre par des pamphlets et des sarcasmes. Pour subvenir à ses propres be-

Sept. 1797.
Vauquelin.

Prony.
Lamarck.
Delambre.
Berthollet.
Daubenton.
Jussieu.
Monge.

Lalande.

Laplace.
Lagrange.

De Tracy.
Laromiguière.

Littérature.

La Harpe.
Marmontel.
Morellet.

Sept. 1797. soins, il traduisait des romans, et fournissait des articles aux petits journaux royalistes. Florian était mort, de la peur que lui avait causée le régime de Robespierre ; Andrieux rimait des contes auxquels on trouvait un caractère de bonhomie plus ou moins affecté, mais qui n'avaient point grande valeur en tant qu'œuvres de poésie ; Ducis continuait à suivre Shakspeare d'un pied boiteux et inégal ; Fontanes composait des élégies pleines de goût, mais par trop froides et didactiques ; François de Neufchâteau, terroriste odieux et fade poète, se reposait de l'exercice de la tyrannie politique en publiant de doucereuses églogues ; Legouvê, auteur de tragédies assez remarquables, faisait imprimer, dans ses heures de loisir, de petits poèmes bien versifiés, mais pauvres de génie et d'invention ; Boufflers vivait sur les débris de sa réputation peu durable ; Parny ébauchait ses compositions impies ; Arnault, l'auteur de *Marius*, ne parvenait point à se surpasser lui-même ; Delille, retiré en Suisse, venait de faire paraître son touchant poème de *la Pitié* ; c'était l'œuvre d'un homme de talent et d'un honnête homme, et l'admiration du public l'en récompensait dignement. Michaud, l'un des écrivains de la presse royaliste, avait mis au jour, depuis deux ans, le *Printemps d'un proscrit* ; et ces vers, composés dans les retraites du Jura, au milieu des angoisses de la Terreur, plaisaient à l'âme par le charme de la diction et l'imprévu des contrastes. M. J. Chénier, l'auteur de *Tibère* et de *Charles IX*, mettait sa muse au service du directoire. Républicain par tradi-

tion classique, mais naguère complice timide et si-
lencieux de la tyrannie des comités, il venait de faire
représenter son drame de *Timoléon*; et ce spectacle
d'un frère immolant son frère à une idée politique
ne rappelait que trop, aux ennemis de Chénier, l'i-
mage d'André son frère, décapité le 7 thermidor,
et qu'on lui reprochait injustement d'avoir laissé pé-
rir. C'était le moment où Dupuis venait de faire pa-
raître la première partie de son ouvrage sur l'origine
des cultes, conception menteuse, impiété en plusieurs
tomes, qui invoquait l'appui de la science, et dont,
peu d'années après, la science a démontré le néant.
A cette même époque, Volney occupait une chaire du
haut de laquelle il faisait descendre sur la jeunesse
ses doctrines desséchantes; Ginguéné, littérateur de
l'école de Voltaire, publiait alors la *Décade philoso-*
phique, espèce de revue rédigée en haine des idées
religieuses; la fille de Necker, madame de Staël,
femme de cœur et de génie, s'était fait connaître par
quelques écrits, mais ce n'était là encore qu'une ré-
vélation incomplète de son talent; Daunou, Dupont
de Nemours, Grégoire, Lacretelle aîné, étaient absor-
bés par les préoccupations législatives; Charles Lacre-
telle, doué d'un talent facile et quelquefois chaleu-
reux, s'était enrôlé dans la phalange des journalistes
de Clichy, et depuis le 18 fructidor il en portait la
peine.

En dehors de ces écrivains, qui du moins conser-
vaient encore le culte de la forme et de l'art, une
littérature sans nom étalait au coin des bornes et sur
les trottoirs ses œuvres impies ou deshonnêtes : celle-

Sept. 1797.

Dupuis.

Volney.

Ginguéné.

Daunou.

Les frères
Lacretelle.

Scandales.

Sept. 1797. là est au-dessous de l'histoire, et nous dédaignons de la mentionner : nous nous bornerons à dire qu'accessible à toutes les intelligences et auxiliaires de tous les vices, elle entraînait pour beaucoup dans la démoralisation du peuple. A chaque pas la mère de famille était obligée de détourner les yeux, et le père frémissait des dangers qui attendaient son fils. Tout ce que la plume et le crayon ont pu inventer de révoltant et d'immonde s'offrait aux yeux, et aucune police, aucune loi ne mettait un frein à ce débordement. Les mœurs publiques en souffraient d'une manière déplorable. On en était venu à ce point que peu de liens étaient encore respectés. Les lois avaient détruit la sainte autorité paternelle ; le divorce par consentement mutuel changeait le mariage en une communauté de courte durée, que le moindre caprice pouvait rompre ; et, par un singulier oubli de la pudeur, l'odieux bénéfice de cette loi était surtout réclamé par les femmes.

Modes
de l'époque.

Plus que jamais les réminiscences d'Athènes et de Rome occupaient les esprits : les hommes d'État prenaient pour costume le pallium et la toge ; les femmes se drapaient comme Aspasia ou Faustine ; leur toilette révoltait la décence, et, pour premier châtiement, l'âpreté et l'humidité de nos climats infligeaient à ces statues de chair des maladies aiguës ou mortelles. Pour les hommes, il était de *suprême bon ton* de porter des habits à grandes basques, d'immenses cravates blanches, de petits carricks chamois et à vingt collets, de petites bottes à revers, des bas de soie chinés, des cheveux à *repentir* longs ou re-

levés en tresse sur les côtés et derrière la tête : un ^{Sept. 1797.} lorgnon ridicule, et une canne grosse et noueuse, complétaient cet étrange attirail. Les femmes portaient des robes à queue, qu'elles agrafaient d'un côté presque à la hauteur de la jambe : conformément aux traditions numismatiques, ces robes avaient la taille courte, et laissaient à découvert les bras et les épaules. La coiffure des élégantes républicaines n'était empruntée ni aux Grecs ni aux Barbares ; elle consistait en un petit chapeau qui figurait bien moins un casque qu'un colimaçon. Les *merveilleux* des deux sexes se pavanaient sous les ombrages du jardin National. Ils faisaient sonner leurs breloques, reluire leurs bagues ou leurs chaînes d'or ; et ils parlaient un langage affecté, un de ces idiomes de convention qui ne doivent appartenir qu'à des individus efféminés et lâches (1). Le soir, cette société déchuë ou dégradée se portait à Tivoli et à Frascati ; elle allait danser aux bals de *Suresnes*, de l'*hôtel Richelieu*, de *Wentzel*, de *Travers*, de la *rue de Paradis*. Les femmes se rendaient là sans bas et sans souliers ; elles n'étaient chaussées que du cothurne grec, ou d'une simple sandale attachée par des rubans ; elles portaient des anneaux aux jambes, des bagues aux orteils, et affichaient des mœurs dignes de leur costume. Enfin, pour compléter le tableau, les maisons de jeu demeuraient ouvertes jour et nuit.

En face d'une société qui supportait tant d'oppression et de souillure, les vainqueurs du 18 fructidor

Le
directoire
cherche
à consolider
la
tyrannie.

(1) Il était de mode de supprimer les D et les R : on se disait : *ma chère maame*, — *mon petit cœur*, — *penez couage*.

sept. 1797. croyaient pouvoir tout oser avec impunité : leurs premières tentatives ne furent pas cependant couronnées de succès, parce qu'on recula devant la réprobation du pays. Vainement donc il fut proposé d'investir le directoire d'une dictature temporaire ; vainement on demanda que les pouvoirs actuels des membres du corps législatif fussent prorogés jusqu'à sept ans, et ceux des directeurs jusqu'à dix : les deux conseils repoussèrent toutes les ouvertures qui leur furent faites pour consolider ainsi la tyrannie. Cependant le directoire, usant des pouvoirs que les conseils lui avaient donnés, renouvela les administrations dans les cinquante-trois départements atteints par le coup d'État, et que, pour cette raison, on appelait *fructidorisés* : la langue révolutionnaire avait recours à de nouveaux mots pour peindre des situations nouvelles. Une loi autorisa le directoire à ordonner des visites domiciliaires, et l'on aurait pu se croire tombé une fois encore sous la domination de Chaumette et d'Hébert. Les tribunaux révolutionnaires furent rétablis sous le titre de *commissions militaires*. Ces conseils de guerre, composés de soldats exaltés et avides de vengeance, condamnèrent à la mort un certain nombre d'accusés soupçonnés d'aristocratie ou de royalisme, et les victimes furent impitoyablement fusillées. Ces exécutions eurent lieu pour la plupart dans le midi de la France, malheureux pays désolé par des brigandages politiques, dont la responsabilité doit être imputée à tous les partis. L'opinion publique fut indignée de ce qu'on versât le sang ; mais ses réclamations étaient pour longtemps encore étouffées.

Commissions
militaires.]

Les affidés du directoire ne reculèrent pas devant une tentative de réaction digne des plus mauvais jours : ils proposèrent aux cinq-cents de bannir à perpétuité du territoire de la république, sans forme de procès, tous les nobles; tous ceux qui, dans les actes publics, avaient pris les titres de ducs, comtes, vicomtes, barons ou marquis; toute l'ancienne noblesse de robe; les personnes qui avaient autrefois fait partie de la maison des rois ou de celle des princes; les femmes des émigrés nobles ou anoblis, alors même qu'elles auraient divorcé. En présentant aux conseils cette loi odieuse, le rapporteur de la commission, Boulay de la Meurthe, la faisait suivre de ces paroles, destinées à légitimer toutes les mesures réclamées contre les proscrits : « N'est-il pas évident qu'il faut se « délivrer de la présence de ces hommes? Or com-
« ment s'en défaire? Il n'y a que deux moyens : les
« exterminer ou les expulser. Faut-il les exterminer?
« Non; nous ne voulons que les expulser! » Et le rapporteur ajoutait, comme pour manifester l'inauguration d'une politique miséricordieuse : « Les expul-
« ser! ce moyen est suffisant, il est plus humain, c'est
« le seul qui nous convienne; la déportation doit être
« désormais le grand moyen de salut pour la répu-
« blique... Cette mesure est commandée par la poli-
« tique, elle est autorisée par la justice, avouée par
« l'humanité... C'est par là que nous viendrons à bout
« de nous débarrasser des émigrés et des prêtres, qui
« ne veulent pas du régime de la liberté. » Étrange liberté que celle dont on invoquait le nom, pour absoudre le despotisme jusque dans ses orgies! L'ora-

Oct. 1797.

Proposition
d'un
projet de loi
de
proscription.

Oct. 1797.

Ce projet
échoue.

teur ajoutait : « Il ne peut être question ici de justice distributive : cette sorte de justice n'a lieu qu'entre des individus soumis au même pacte social, aux mêmes magistrats ; mais ici c'est une classe d'hommes qui nous opprimait en masse, et que nous avons vaincue en masse : c'est en la repoussant en masse, en prenant contre elle des mesures générales, que nous devons consolider notre établissement. » Quand le directoire et ses amis vinrent dérouler, devant les conseils, cet appareil de propositions tyranniques, les passions avaient commencé à se refroidir, et quelques notions de justice se reveillaient dans les cœurs. L'accueil fait au projet de loi parut si défavorable, que les réacteurs n'osèrent point insister ; on leur rappela que Barras et Bonaparte étaient nobles, et que leur inepte colère allait les atteindre. On substitua donc aux articles proposés par Boulay de la Meurthe une loi qui assimilait les nobles aux étrangers, et leur permettait d'exercer les droits de citoyen, pourvu que, préalablement, ils se soumissent aux dispositions de la constitution de l'an III concernant les étrangers qui voulaient devenir Français. Enfin, on adopta une exception à l'égard des nobles qui avaient contribué à fonder la république, ou qui lui auraient notoirement rendu des services. Cette nouvelle loi porta la date du 9 frimaire an VI. Dans l'intervalle qui s'était écoulé depuis le 18 fructidor, les conseils législatifs avaient voulu s'associer autrement que par leurs votes à ce coup d'État révolutionnaire. Dans l'enceinte où siégeaient les cinq-cents un monument fut élevé, sur

lequel on lisait ces mots, tracés en gros caractères : *Ici des conjurés s'étaient introduits au nom du roi ; le 18 fructidor de l'an V, ils furent ignominieusement chassés. Malheur à ceux qui les imiteront !* A quelque distance on avait figuré, avec des attributs de la royauté et de la religion, une sorte de trophée sur lequel le Génie de la liberté dirigeait la foudre ; au bas était écrit : *Malheur à qui voudrait relever ces ruines !* De l'autre côté, on avait érigé un piédestal sur lequel était placée l'image de la Justice désarmée par la Clémence ; et cette double effigie portait pour inscription les deux vers suivants :

Ils conspiraient contre la France ,
Ils ne vivront plus dans son sein.

Cependant une autre pompe, moins indigne d'attirer les regards, ne tarda pas à réunir le directoire, les deux conseils, les principaux corps constitués, et le peuple. On venait d'apprendre la mort de Hoche. Cet intrépide général, le seul rival que le directoire pût opposer à la gloire de Bonaparte, avait succombé, peu de jours après le 18 fructidor, à une maladie d'épuisement. La république perdait en lui, dans ce moment, un séide, et pour l'avenir un maître. Mesurée à son ambition comme à celle de Bonaparte, la France eût été plus tard une proie trop petite ; et il fallait que l'un des deux disparût. Né pauvre et obscur, Lazare Hoche, dès l'âge de quatorze ans, avait servi dans les écuries royales ; longtemps il n'avait eu d'autre appui que la générosité d'une tante, fruitière

Nov. 1797.
Fête
législative
en
mémoire
du 18
fructidor.

Mort
de Hoche.
—
Son
caractère.
—
Une pompe
funèbre
lui est décer-
née.

NOV. 1797.

à Versailles, et il s'était vu réduit à s'enrôler comme simple soldat dans le régiment des gardes françaises. Son génie était assez grand pour que ces humbles débuts ajoutassent à sa gloire, en lui rendant plus difficile l'honneur de la conquérir. Soldat durant le jour, pendant les veilles de la nuit Hoche se transformait en un étudiant laborieux et infatigable. Il acceptait pour de l'argent les plus rudes corvées, et il employait cet argent à acheter des livres. Quand de tels hommes trouvent en chemin une révolution, leur fortune est sûre, et la première place leur appartient. Moins de deux ans après le début de la guerre, Hoche était déjà général en chef, et commandait l'armée de la Moselle. Bien qu'il eût délivré par ses victoires nos frontières des Vosges et du Rhin, il avait eu besoin du 9 thermidor pour échapper à l'échafaud et à la colère de Saint-Just. C'était lui que la république avait chargé de détruire l'insurrection vendéenne; il y avait réussi : mais, quelle que fût sa gloire, elle restera tristement entachée des sanglantes représailles de Quiberon, qu'il aurait pu empêcher, et qu'il se résigna à subir. Bonaparte se fût montré plus digne de sa renommée. Malheureux dans sa tentative contre l'Irlande, Hoche avait pris sa revanche sur la rive droite du Rhin. On le disait républicain par instinct et par conviction; mais il n'aimait de la république que la grandeur militaire dont elle l'avait revêtu. Le directoire comptait sur lui, et cherchait à en faire le contre-poids de Bonaparte : c'était en effet avoir deviné son véritable rôle. Quand il mourut, déjà fatigué de déceptions ou de mécomptes, on

Nov. 1797.

parla de poison, et les partis se renvoyèrent, avec l'iniquité de leurs préventions, le crime imaginaire d'avoir terminé l'avenir de Hoche. Le temps a fait justice de ces calomnies; mais le jeune général, en mourant, parut y ajouter foi, et on l'entendit s'écrier, au milieu des douleurs qui déchiraient ses entrailles : « Suis-je donc revêtu de la robe empoisonnée de « Nessus? » Sa mort fut un deuil pour la patrie. Ses obsèques furent célébrées de l'autre côté du Rhin, et l'armée lui éleva une tombe près de celle où reposait Marceau. Le directoire, pour échapper aux soupçons, eut l'idée d'honorer la mémoire de Hoche par l'une de ces solennités classiques dont nous avons déjà plusieurs fois esquissé les détails. En ces tristes jours, la croix ne consolait plus les regards du chrétien, et la présence du prêtre ne venait point en aide aux guerriers mourants. On décerna aux cendres de Hoche une pompe toute païenne. L'éloge du général fut prononcé dans le temple des théophilanthropes; un cénotaphe fut dressé au champ de Mars; le père de Hoche conduisit lui-même le deuil; et les hymnes républicains, répétés par cent mille voix, au bruit des salves d'artillerie, terminèrent cette journée funèbre.

Une cérémonie bien différente ne tarda pas à faire diversion aux préoccupations publiques. Le 16 vendémiaire an VI (17 octobre 1797), Bonaparte avait signé, à Campo-Formio, un traité de paix qui, intervenant entre la France et l'Autriche, ratifiait, au moins en partie, les stipulations provisoires de Léoben. Ce traité était loin de répondre aux espé-

Paix
de Campo-
Formio.

Nov. 1797.

rances de la république, et l'on remarquait avec peine que la possession des Pays-Bas, acquise à la France, était tristement achetée par l'injuste cession de Venise au gouvernement autrichien ; mais, après tant de sang versé, ce mot de paix était magique, et l'on ne songeait qu'à se réjouir. Au mois de frimaire, Bonaparte se rendit au congrès de Rastadt, et il signa, avec le comte de Cobenzel, représentant de l'empereur, une convention militaire qui réglait l'évacuation respective des territoires occupés par les deux armées. Quand cette convention eut été remplie, l'ancien général de l'armée d'Italie prit la route de Paris.

Retour
de
Bonaparte
en France.

Enthousiasme
populaire.

—
Dispositions
des partis.

A mesure qu'on annonçait son approche, l'enthousiasme populaire éclatait de toutes parts, et le directeur sentait se renouveler la jalousie et les inquiétudes dont la gloire du général le tourmentait depuis deux ans. Quelles que fussent les dispositions des partis, elles s'accordaient toutes à être favorables à Bonaparte. Bien qu'il eût mitraillé les royalistes devant le portail de Saint-Roch, et quoique ses proclamations eussent encouragé le gouvernement à tenter le 18 fructidor, cependant les amis de la royauté et de l'ordre espéraient en lui. Un de ces instincts qui ne trompent guère les avertissait que c'était là un homme de conservation sociale, et que s'il était réservé au rôle de tyran, du moins saurait-il glorieusement le remplir. En Italie, on l'avait vu témoigner des égards au clergé et au pape ; on lui savait gré de quelques mesures de clémence adoptées envers des émigrés faits prisonniers ; on ne voyait pas sans in-

différence l'admiration profonde que l'Europe lui portait, et qui rejaillissait sur la France. Quant aux jacobins, il leur plaisait par des titres différents. Les hommes de ce parti aimaient en Bonaparte l'ancien protégé de Robespierre, l'officier d'artillerie qui avait repris Toulon; ils citaient avec orgueil les républiques italiennes que Bonaparte avait fondées, les gouvernements aristocratiques qu'il avait détruits, son langage toujours si favorable au règne de la liberté et de l'égalité. Le peuple s'étonnait, et il espérait. Le directoire se gardait donc bien de laisser pénétrer le mystère de ses appréhensions. Il méditait contre Bonaparte un glorieux ostracisme, tel que le commandement d'une armée sur des parages lointains. En attendant, il le nommait général en chef de l'armée des côtes de l'Océan, rassemblée contre l'Angleterre; et il se préparait à lui décerner une fête triomphale sans exemple dans l'histoire, depuis les honneurs que rendaient jadis aux consuls victorieux le sénat de Rome et le peuple-roi.

Déc. 1797.

Le directoire nomme Bonaparte général en chef de l'armée des côtes de l'Océan.

Ce jour-là, 20 frimaire (10 décembre), la cour du palais du directoire (1) avait été disposée en une salle d'audience, aux proportions gigantesques. Au fond et sur une estrade, siégeaient les chefs du gouvernement, revêtus de leur costume théâtral; à leurs côtés étaient assis les ambassadeurs d'Espagne, de Naples, de Sardaigne, de Prusse, de Danemark et de Turquie; les ministres des républiques batave, cisalpine, helvétique, ligurienne; les envoyés des princes

Grande fête décernée à Bonaparte et à l'armée d'Italie.

(1) Le palais du Luxembourg.

Déc. 1797.

d'Allemagne et du grand-duc de Toscane. L'élite de la population de Paris, les corps constitués, les magistrats, et une foule brillante d'officiers généraux de terre et de mer, avaient pris place des deux côtés du vaste amphithéâtre. Les généraux Andréossy et Joubert portaient un drapeau que les deux conseils législatifs avaient offert à l'armée d'Italie, et sur lequel étaient inscrits, en lettres d'or, les noms de dix-huit batailles rangées et de soixante-sept combats, gloire de la campagne. Au milieu de la cour s'élevait l'autel de la Patrie, surmonté des statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix. On avait formé un trophée de drapeaux conquis; et avec d'autres drapeaux, que l'armée d'Italie s'enorgueillissait d'avoir enlevés à ses ennemis, on avait disposé une avenue, ou, pour mieux dire, une longue voûte, sous laquelle Bonaparte devait marcher pour arriver devant le directoire. Quand le général parut dans l'enceinte, vêtu de son modeste uniforme, tous les yeux se dirigèrent sur lui, et une grande acclamation retentit. On admirait ce jeune homme aux formes grêles, à la taille petite, au visage maigre et pâle, à demi caché par de longs cheveux noirs, mais dont le regard calme et fier révélait le génie. Le citoyen Charles-Maurice de Talleyrand, ministre des affaires étrangères, prit le premier la parole, et présenta Bonaparte aux directeurs. Le discours de Talleyrand, empreint de l'exaltation républicaine la plus ardente, renfermait à chaque phrase l'éloge du héros de la fête : « Tout, en lui, disait l'orateur, est « l'ouvrage de cet amour insatiable de la patrie et de « l'humanité... Il déteste le luxe et l'éclat, misérable

Discours
de
Talleyrand.

« ambition des âmes communes ; il aime les chants
« d'Ossian, surtout parce qu'ils détachent de la terre...
« Ah ! loin de redouter ce qu'on voudrait appeler son
« ambition , je sens qu'il nous faudra un jour, peut-
« être, le solliciter pour l'arracher aux douceurs de sa
« retraite studieuse. La France entière sera libre ; lui,
« peut-être, ne le sera jamais. Telle est sa destinée... »
A ces paroles hypocrites, qui cachaient la crainte
sous la confiance, et une leçon sous des flatteries ,
Bonaparte aurait pu se sentir deviné. Quand ce fut
son tour de parler, il s'avança, remit au directoire le
traité de Campo-Formio, et prononça, d'une voix
brève et saccadée, le discours suivant :

« Citoyens directeurs ,

Discours
de
Bonaparte.

« Le peuple français, pour être libre, avait les rois
« à combattre.

« Pour obtenir une constitution fondée sur la rai-
« son, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre.

« La constitution de l'an III et vous, avez triomphé
« de tous ces obstacles.

« La féodalité et le royalisme ont successivement,
« depuis vingt siècles, gouverné l'Europe ; mais de
« la paix que vous venez de conclure date l'ère des
« gouvernements représentatifs.

« Vous êtes parvenus à organiser la grande nation
« dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce
« que la nature elle-même en a posé les limites.

« Vous avez fait plus.

« Les deux plus belles parties de l'Europe, jadis si
« célèbres par les sciences, les arts, et les grands

Déc. 1797. « hommes dont elles furent le berceau , voient ,
 « avec les plus grandes espérances , le génie de la
 « liberté sortir des tombeaux de leurs ancêtres.

« Ce sont deux piédestaux sur lesquels les desti-
 « nées vont placer deux puissantes nations.

« J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à
 « Campo-Formio , et ratifié par Sa Majesté l'empereur.

« La paix assure la liberté , la prospérité et la
 « gloire de la république.

« Lorsque le bonheur du peuple français *sera assis*
 « *sur les meilleures lois organiques* , l'Europe en-
 « tière deviendra libre. »

Effet
 produit
 par cette
 cérémonie.

Cette dernière phrase semblait répondre à de vagues espérances ; elle paraissait mêler quelques réserves à la louange exagérée du présent : l'opinion, du moins, voulut l'interpréter ainsi. Le directeur Barras , ayant pris la parole , associa à l'éloge du général celui de la journée du 18 fructidor ; puis il s'étendit hyperboliquement sur les mérites de Bonaparte : « La nature ,
 « dit-il , a épuisé toutes ses richesses pour le créer.
 « Bonaparte a médité ses conquêtes avec la pensée de
 « Socrate ; il a réconcilié l'homme avec la guerre. »
 Ces phrases de rhéteur se perdirent au milieu de l'inattention de la foule : cependant l'on prêta une oreille plus curieuse lorsque Barras , annonçant avec emphase que le gouvernement confiait à Bonaparte le soin de châtier l'Angleterre , adjura le vainqueur d'Arcole et de Rivoli d'aller planter le drapeau tricolore sur la Tour de Londres. Cette solennité se termina par plusieurs autres discours , et par des can-

Déc. 1797.

tates de Chénier et de Lebrun. Elle eut pour résultat de grandir la popularité de Bonaparte, et d'accroître son influence; et pourtant le général de l'armée d'Italie s'indigna de ce qu'en face de lui le directoire avait voulu conserver les allures de la puissance et de la majesté. Son mécontentement perça même à travers son silence. Peu de jours après, le corps législatif donna une fête au jeune Corse; et le ministre des affaires étrangères, Talleyrand, suivit cet exemple. Tandis qu'il était l'objet de ces démonstrations empressées, Bonaparte trouvait habile d'affecter l'obscurité et la modestie. Il vivait retiré dans son logement de la rue Chantereine, et il trouvait bon que le corps municipal de Paris changeât ce dernier nom en celui de *rue de la Victoire*. Une place était demeurée vide à la première classe de l'Institut; c'était celle de Carnot. Les suffrages des savants appelèrent Bonaparte à remplacer le proscrit comme membre de la section des arts mécaniques. Bonaparte, que tous les genres de gloire flattaient, parut très-sérieusement honoré de son nouveau titre; et il feignit plus d'une fois d'oublier les lauriers du général pour ne se parer que des humbles palmes de l'académicien. La multitude était dupe de cette humilité habile. Plus Bonaparte se cachait, plus sa gloire éclipsait toutes les autres. Bientôt le général, dissimulant ses projets, parcourut les côtes de l'Océan, sous le prétexte de passer en revue les corps d'armée destinés à envahir l'Angleterre. Le directoire avait beau l'inviter à retourner à Rastadt, et à y reprendre, dans le congrès, les fonctions

Bonaparte
à Paris.—
Ses
espérances.—
Ses
habitudes.

Déc. 1797, de négociateur, Bonaparte se gardait bien de se résigner à l'ostracisme, et il persistait à demeurer en France. Le jour anniversaire de la mort de Louis XVI, l'horrible fête que la loi instituait fut de nouveau célébrée dans le temple de la Victoire (l'église Saint-Sulpice). Bonaparte fut convié à cette saturnale; mais, en dépit des vives instances de Talleyrand, il ne se décida qu'avec peine à y paraître. Pendant la cérémonie, à laquelle présida le directoire, le jeune général laissa voir, à ceux qui l'observaient, sa répugnance et son dégoût : peut-on douter que, pressentant son avenir, il ne fût déjà choqué de tout ce qui contribuait à glorifier le régicide?

Question
extérieure.

L'attention publique se reportait parfois sur les événements du dehors. A la demande de l'Angleterre, de nouvelles ouvertures pacifiques ayant été faites à Lille par lord Malmesbury aux agents du directoire, de part et d'autre on n'avait pu s'entendre, et les négociations venaient d'être rompues avec éclat. Le gouvernement français faisait parade des plans d'invasion dont il menaçait la Grande-Bretagne; mais Bonaparte, réservé à cette mission, méditait en silence un plan d'une portée plus sûre : les instincts de son génie lui faisaient pressentir que ce n'était point à Londres, mais bien sur les côtes de l'Inde, que résidait le secret de la puissance de l'Angleterre. D'accord avec plusieurs hommes d'État d'une haute portée, il jugeait que le théâtre de la guerre devait être reculé jusque vers la mer d'Orient et la mer Rouge; mais il n'avait garde de laisser pénétrer le public dans

le mystère de cette combinaison. L'Angleterre la première s'y trompait, et le directoire n'étendait pas encore si loin ses convoitises.

Déc. 1797.

Le directoire se bornait, pour le moment, à développer, avec une persévérance opiniâtre, un système de propagande européenne destiné à changer toutes les bases du droit public. On pense bien qu'il n'était plus question de l'équilibre international introduit par le traité de Westphalie. Depuis l'invasion des Barbares, trois sortes de faits différents se sont produits dans les relations de peuple à peuple. Au moyen âge, la politique prépondérante était celle de l'Église; et le pape alors, comme suzerain spirituel du monde, comme vicaire du Tout-Puissant, exerçait sur les princes temporels et sur les nations l'autorité de chef, la puissance de juge et d'arbitre. Après la guerre de trente ans, terminée par une transaction, la religion a été renfermée, parquée dans ses temples; et les peuples, dépouillés de cette protectrice naturelle, sont devenus la proie du plus fort : à dater de cette seconde période, les alliances de familles princières, la haine ou l'amitié des rois, sont devenus les bases exclusives des vicissitudes subies par les troupeaux d'hommes; les nationalités ont été subordonnées aux convenances des maisons royales, à leurs pactes de famille, à leurs traditions. La révolution française a réussi à son tour à inaugurer un droit nouveau; elle a beaucoup rétréci l'initiative des rois et agrandi l'influence des idées; elle a forcé les cours de tenir compte du vœu et des besoins des peuples, sous peine de combattre sans armées et d'agir sans instrument. Il

Nouveau
droit
des gens
introduit
par l'école
révolution-
naire.

Déc. 1797. était bon que cette politique nouvelle prît place dans le monde : l'autre, commencée à Munster par le mépris de la vérité religieuse, s'était terminée à Varsovie, à Praga, disons-le encore, à Pilnitz et à Coblenz, par le mépris de la liberté et de l'indépendance des nations : elle avait fait son temps. L'histoire nous dira si la politique des intérêts, qui succède aujourd'hui à la politique des idées et à tous les autres droits publics, sera plus durable et plus légitime que ses devancières. Espérons le contraire, par honneur pour l'humanité ; et croyons qu'un jour viendra où chacune de ces politiques détrônées rentrera dans le monde pour y occuper une part nécessaire, juste et non exclusive, et que de leur harmonie naîtra la politique de l'humanité et de la vérité.

Politique
du directoire.

Sous Barras, le gouvernement de la république tendait à isoler dans leur action les grands ennemis dont il devait respecter l'existence ; il avait hâte d'absorber les autres. Ainsi il ne demandait pas mieux que de conclure des paix séparées avec la Prusse, l'Espagne, l'Autriche et l'Angleterre, afin qu'en faisant à chacune de ces puissances des conditions diverses et inégales, il pût rendre leur adhésion et leur coalition difficiles, pour ne pas dire impossibles. Quant aux puissances de second et de troisième ordre, il cherchait à les rattacher à la France par la communauté naturelle des doctrines et des institutions : ainsi il avait substitué à la Hollande, vassale de l'Angleterre, une république batave, humble et docile satellite de la France ; ainsi, en Italie, les lois de Venise avaient été changées, et l'Europe avait vu s'établir, coup sur

coup, des républiques cispadane, transpadane, cisalpine et ligurienne. Pendant la durée des négociations suivies à Rastadt avec l'Autriche, des intrigues audacieuses avaient eu lieu pour transformer la Souabe et le Brisgaw en une république transrhénane, destinée à s'agrandir de toutes les portions que le jacobinisme parviendrait à détacher du corps germanique. Cette tentative prématurée, énergiquement secondée par Augereau, fut promptement déjouée; et, pour quelques années, la nationalité française accepta la limite du Rhin. Contrainte de se borner sur ce point, la politique du directoire chercha une ample revanche du côté de la Suisse et en Italie.

Déc. 1797.

La Suisse, après avoir vécu durant quelques siècles sur les souvenirs de Guillaume Tell et de la défaite de Charles le Téméraire, se trouvait, comme Venise, affaiblie par des institutions surannées et par les vices de son organisation intérieure. Cependant tous les gouvernements s'accordaient à respecter encore sa neutralité et à reconnaître son droit public; ils n'avaient rien à craindre de cette nation, sinon qu'elle ouvrit ses défilés et ses routes à une armée étrangère; et, d'un consentement tacite, basé sur la justice et la prévoyance, aucune puissance, ayant des rapports de voisinage avec la Suisse, ne se souciait de l'inimitié d'un peuple qui tenait dans ses mains plusieurs clefs de l'Europe. Isolée et libre, la Suisse fournissait autrefois, moyennant une forte solde, des corps auxiliaires à divers grands États de l'Europe; aux jours de sa force, elle avait plus d'une fois protégé l'indépendance de la haute Italie; mais

La Suisse.

Déc. 1797.

depuis assez longtemps son influence diplomatique dépérissait, et son système fédératif menaçait ruine. Cette confédération se composait de régences aristocratiques et démocratiques. La population y parlait trois langues, indices de trois nationalités rivales; elle professait deux religions, et c'était là pour elle une cause constante de difficultés intérieures qu'on ne savait toujours résoudre par la liberté. Il y avait des cantons catholiques, pauvres, mais peuplés de montagnards énergiques, peu disposés à se soumettre au joug féodal, et à accepter des lois qui consacraient l'inégalité; dans les cantons protestants, au contraire, l'aristocratie d'un petit nombre de familles patriciennes, aristocratie appuyée d'ailleurs sur des souvenirs glorieux et sur des services héréditaires, pesait d'une manière assez lourde sur les classes non privilégiées et sur les campagnes. Comme aux jours du moyen âge, il y avait entre les divers peuples suisses des liens hiérarchiques, des droits réciproques de suzeraineté ou de vassalité; et si la source de ces droits était respectable parce qu'elle se rattachait à des faits historiques, il n'en était pas moins vrai que les générations nouvelles les supportaient avec impatience, et demandaient qu'on revisât les titres des *magnifiques seigneurs* qui les gouvernaient. Ainsi le bas Valais dépendait du haut Valais; ainsi le canton de Saint-Gall reconnaissait la domination, d'ailleurs paternelle et patriotique, d'un ancien couvent. Argovie était subordonné à Berne, et il en était de même du pays de Vaud, l'une des contrées les plus riches de la Suisse, et qui, à cette époque, ne for-

mait point encore un canton. A Berne, à Bâle, à Zurich, à Genève, l'autorité exercée par une bourgeoisie érigée en patriciat se montrait parfois dure et tyrannique; les campagnes supportaient des monopoles odieux, et l'industrie, sur beaucoup de points, subissait le joug des corps de métiers et des corporations. Aussi, lorsque avait éclaté la révolution française, cette grande commotion politique avait-elle été diversement accueillie en Suisse. Dans les cantons catholiques, généralement favorisés d'institutions libres, on avait vu avec horreur les attentats du parti révolutionnaire, et l'on s'était indigné des excès d'une faction impie; mais dans les pays protestants, dans ceux où subsistait encore l'inégalité du régime féodal, les classes suzeraines s'étaient mises en demeure de se prémunir contre l'invasion des idées françaises, tandis que les populations opprimées ou vassales s'étaient senties profondément remuées par des sympathies. La catastrophe du 10 août, où tant de sang helvétique avait coulé, fut pour la Suisse une calamité nationale que toutes les opinions déplorèrent; mais les radicaux suisses ne tardèrent pas à pardonner à la France par confraternité de sentiments, et ceux qu'on désignait sous le nom de bourgeois et d'aristocrates évitèrent, par prudence, de se venger.

L'indignation fut plus vive dans les cantons de Fribourg et de Soleure, où les victimes du 10 août comptaient de nombreux parents : ceux-ci prirent le deuil, et demandèrent justice contre les meurtriers. La diète suisse, dominée par des conseils timides, im-

Déc. 1797. posa silence à ce cri national, et les treize cantons continuèrent à demeurer neutres. Pour conserver cette attitude, leurs magistrats eurent besoin de mettre en œuvre une persévérance habile. Au milieu des grands chocs dont l'Europe était le théâtre, la France et l'Autriche n'épargnaient rien pour appeler, chacune sous son drapeau, les forces militaires de la Suisse ; mais ce peuple, calme et intrépide jusque dans ses heures de faiblesse, était déterminé à ne recourir à la guerre qu'envers un agresseur étranger. En attendant, il s'enrichissait en ouvrant des marchés pacifiques à ses voisins ; et quand la France se montrait par trop exigeante, il usait de patience et accordait des concessions.

Propagande
révolution-
naire
en Suisse.
—
Ochs.

Les idées françaises avaient pour coutume de servir d'avant-garde à nos armées. Un tribun révolutionnaire, Pierre Ochs, natif de Bâle, et chancelier de cet État, exerçait sur l'opinion publique une remarquable influence : historien, légiste, diplomate, il avait mis sa force et son intelligence au service d'une réforme radicale, et la France n'avait pas, dans les treize cantons, un auxiliaire plus adroit. Agent fidèle du directoire, il n'épargnait rien pour pousser les esprits au mécontentement et à la révolte ; ce singulier patriote, qui faisait si bien les affaires de l'étranger, croyait n'agir que pour assurer à la Suisse les bienfaits d'une régénération largement démocratique. Dans l'accomplissement de cette mission, il avait pour aide et pour appui le colonel Frédéric-César de la Harpe, parent de l'intrépide général qui, après le passage du Pô, avait été tué dans les

La Harpe.

rangs de l'armée d'Italie, en combattant pour la France. Le colonel de la Harpe, natif de Rolle, dans le pays de Vaud, avait commencé sa carrière par l'exercice de la profession d'avocat; et ces fonctions, qui le retenaient à Berne, n'avaient servi qu'à exalter davantage son patriotisme vaudois, en le rendant de plus près témoin de l'injustice et des abus. Comme s'il eût éprouvé le besoin de détester davantage le despotisme, il s'était rendu en Russie, où l'impératrice lui avait confié l'éducation des czarewitschs Alexandre et Constantin; et plus tard on retrouva, dans le caractère du premier de ces princes, l'empreinte des soins de son gouverneur. De retour en Suisse, il allait quelquefois s'asseoir sur la borne qui séparait alors le canton de Genève de celui de Berne, et il rêvait pour le pays de Vaud les bienfaits de la liberté. Comme il ne s'arrêtait point à des rêves, les autorités de Berne le proscrivirent au nom de leurs lois, et il se réfugia en France.

Le directoire était las de se contenter de la neutralité helvétique; il épiait toutes les occasions favorables d'intervenir dans les affaires de la Suisse, et de changer les institutions de ce pays. En l'associant au mouvement démocratique de la France, il espérait, à juste titre, changer la Suisse indépendante et neutre en un satellite obligé de la république française. Aussi, pour atteindre ce but, dont il ne laissait entrevoir qu'une face, le côté révolutionnaire et propagandiste, se servait-il adroitement du patriotisme aventureux et aveugle de Pierre Ochs et de César de la Harpe.

Le directoire
travaille
à assujettir
la Suisse.

Janv. 1798.

Le directoire, agissant avec la dureté inflexible du fort aux prises avec le faible, n'avait épargné à la Suisse aucune injonction menaçante, aucun outrage : et d'abord, sans se laisser arrêter par les traditions hospitalières de ce pays, il avait exigé, au nom de la sûreté de la France, l'expulsion des émigrés qui avaient cherché un asile dans les treize cantons. Le sénat de Berne avait un moment obtempéré à cet ordre; les autres gouvernements helvétiques ne s'y étaient point soumis. Vers la fin de vendémiaire, le directoire avait élevé de nouvelles prétentions. Sans égard pour l'indépendance de la Suisse, il avait enjoint à son gouvernement d'expulser de son territoire M. Wickham, ministre résidant de la Grande-Bretagne, qu'on soupçonnait, non sans apparence de raison, d'avoir pris une part active aux tentatives et à la politique des émigrés français réfugiés en Suisse. En recevant cette sommation, les treize cantons, frappés de stupeur, n'avaient su à quel parti se résoudre; mais M. Wickham, pour tirer la Suisse d'embarras, s'était éloigné de lui-même, et avait ainsi ôté au directoire un prétexte d'invasion. Ce n'était pas le seul affront que la république helvétique se fût résignée à subir à l'époque du traité de Campo-Formio : elle avait souffert que Bonaparte détachât de la confédération suisse la Valteline et les pays de Chiavenna et de Bormio, pour les réunir à la république cisalpine. Quand un peuple endure coup sur coup de pareilles atteintes, on peut croire que son jour approche. Bientôt, par les soins du grand tribun Pierre Ochs et de quelques autres propagandistes,

au nombre desquels figurait le sénateur Legrand, le Janv. 1798.
canton de Bâle se vit en proie aux agitations les plus
vives; et là, sous prétexte de liberté à conquérir, on
ne tarda pas à réclamer l'appui de l'étranger et l'in-
tervention des baïonnettes françaises.

Sur ces entrefaites, eurent lieu des événements plus graves encore. Les libertés et les franchises du pays de Vaud avaient été formellement réservées dans le traité de Lausanne, conclu, le 30 octobre 1564, entre la république de Berne et le duc de Savoie; et la France, substituée aux droits de ce dernier prince, avait pris le traité sous sa garantie. L'exécution de la garantie fut réclamée par une pétition à laquelle souscrivirent seulement vingt-deux patriotes vaudois et fribourgeois, et qui fut remise au gouvernement français par le colonel de la Harpe : sur-le-champ le directoire prit un arrêté, en date du 6 nivôse, qui plaçait solennellement le peuple vaudois sous la protection immédiate de la France. Cette décision ne fut pas une lettre morte. Le général Ménard, à la tête de l'ancienne division Masséna, vint prendre position à Carouge, près du lac de Genève. Pendant que ces troupes se préparaient à occuper le pays de Vaud, un autre corps français, détaché de l'armée d'Allemagne, s'établit dans l'Erquel, aux environs de Bâle. Il n'en fallait pas tant pour déterminer l'insurrection des patriotes vaudois. Le gouvernement de Berne, abandonné par ses propres défenseurs, se vit hors d'état de comprimer les rebelles; ceux-ci s'emparèrent, presque sans brûler une amorce, du château de Chillon, gardé par quatorze invalides; et ils se com-

Des
insurrections
révolution-
naires
éclatent
en Suisse.

Fév. 1798.

parèrent volontiers aux vainqueurs de la Bastille. En quelques jours le pays de Vaud, entièrement soustrait à la souveraineté de Berne, avait réussi à constituer un nouvel État sous le nom de *république lémanique*. Sur ces entrefaites, et par les efforts de Ochs, une autre révolution achevait de s'accomplir dans le canton de Bâle, et le peuple de ce pays recevait des mains de son tribun une constitution modelée sur le code de l'an III. Au bruit de ces événements les campagnes de Zurich se révoltaient, et les diverses contrées de la Suisse étaient agitées en sens contraire.

Attitude
de
la diète.

La diète générale se réunit à Arau; le lieu était bien choisi. Arau est le cœur de la Suisse; là tous les glorieux souvenirs de la patrie sont vivants, et il n'est pas une montagne, pas un torrent, pas un lac bordé de rochers couverts de glace, qui ne réveille dans les âmes le sentiment de l'indépendance nationale et la haine du joug étranger. Le ministre français, Mengaud, fut sommé de donner des explications à la Suisse sur les projets de la France; et les treize cantons comprirent sans peine, au langage astucieux ou menaçant de cet envoyé, que le directoire en voulait à leur liberté. Alors les députés de la diète renouvelèrent, au nom du peuple qui les avait élus, le serment de maintenir les institutions helvétiques; et quand ils s'embrassèrent après ce serment, l'air retentit de cette acclamation mille fois répétée : « Dieu sauve la liberté de la Suisse ! » Par malheur pour la Suisse, cet enthousiasme n'avait point passé dans les conseils du gouvernement. Le sénat de Berne, re-

doutant l'approche des troupes françaises, fit succéder la prudence au patriotisme. Vainement un vieil ami de la Suisse, l'avoyer Steiger, parlait-il de combattre, et de ressusciter les prodiges de Morat et de Granson : on admirait sa persévérance, et l'on ouvrait en secret des négociations avec le général Brune, chargé, par le directoire, de conduire à fin cette honteuse invasion. Brune accorda un armistice aux magistrats de Berne; mais il fomenta des révoltes dans les cantons d'Argovie et de Schaffouse. Quelques jours encore, et la Suisse s'éteignait comme Venise. Mais les montagnards de l'Oberland descendirent de leurs forêts et de leurs villages : une armée de vingt mille patriotes, vraiment dignes de ce nom, s'organisa pour la défense du pays et des autels; dans les rangs de ces vaillantes cohortes on comptait beaucoup de femmes, et, aussi courageuses que les soldats, elles se disposaient à donner ou à recevoir la mort. Après quelques pourparlers sans résultat, le général Brune prit l'offensive. Le 12 ventôse (2 mars), il s'empara de Fribourg; par ses ordres, le général Schauenbourg occupa Soleure, et se rendit maître de la vallée de l'Aar. Les magistrats capitulaient. Leur lâcheté indigna les volontaires suisses, paysans simples autant que hardis; et ceux-ci se crurent indignement trahis par leurs gouvernements et leurs généraux. Dans leur fureur, ils massacrèrent de braves officiers qui ne demandaient pas mieux qu'à verser tout leur sang pour la Suisse. Le 17 ventôse, la bataille s'engagea en même temps à Fraübunnen et à Neueneck, position importante qui couvrait Berne. A Neue-

Mars 1798.

Défection
de Berne.—
Soulèvements
patriotiques
dans
les cantons.Brune,
à la tête
d'une armée
française,
envahit
la Suisse.Batailles
de Neueneck
et de
Fraübunnen.

Fév. 1798.

neck, huit mille Suisses avaient à combattre quinze mille Français; écrasés par le nombre et plusieurs fois repoussés, ils revinrent à la charge : un renfort de milices de l'Oberland décida la victoire pour les Bernois, et les Français perdirent deux mille hommes et dix-huit pièces de canon. A Fraübunnen, six mille Suisses, engagés contre dix-huit mille Français, opposèrent à leurs ennemis toutes les ressources du désespoir; les femmes, d'elles-mêmes placées à l'avant-garde, donnèrent l'exemple du dévouement. La bataille ne fut qu'une lutte acharnée, terminée par une sorte de massacre. Parmi les patriotes suisses morts en combattant, on compta les corps de deux cents femmes. Les Suisses, vaincus et mis en fuite, souillèrent leurs sacrifices par de nouveaux actes de fureur : ils massacrèrent leur général, le brave Derlach, faussement accusé de trahison. Comme ils allaient tourner leurs armes contre l'avoyer Steiger, qui avait partagé leur courage et leurs revers, ils se sentirent émus de remords, et ils demandèrent pardon à ce magistrat fidèle. Le soir même, Berne avait ouvert ses portes, et le trésor du gouvernement tomba au pouvoir de l'armée française. C'était une riche proie; mais, si considérable qu'elle fût (on l'évalua à huit millions), elle ne répondit pas aux espérances cupides du directoire. Au nombre des trophées que Brune envoya à Paris, figuraient les célèbres Ours de Berne. Nous voudrions pouvoir taire une profanation indigne d'un peuple brave. Comme un bataillon français, recruté dans la Côte-d'Or, traversait la plaine de Morat, il se rappela que le grand ossuaire, l'orgueil de la

Prise
de Berne
par
les Français.

Suisse, avait été formé des ossements d'une armée de Bourguignons; et il détruisit ce monument national. Les hommes de proie qui suivent les armées s'abattirent soudainement sur le canton de Berne, et leur présence fut le signal d'une série de dilapidations honteuses et flétrissantes. Les insensés patriotes de la Suisse, qui en avaient appelé à l'étranger, portèrent la peine de leur coupable confiance : ils se virent même à la veille d'avoir à combattre leurs prétendus libérateurs. Tandis qu'ils poussaient la confédération helvétique vers l'unité, le général Brune, instrument docile du directoire, méditait de partager la Suisse en trois républiques indépendantes, auxquelles il aurait donné les noms de Rhodanie, Helvétie et Telgurie : le tribun Ochs et le colonel de la Harpe obtinrent, à force d'instances, que le gouvernement français ne consommât point ainsi l'humiliation de leur patrie. Peu de temps après, vers le milieu de germinal, Brune fut remplacé dans le commandement de l'armée française en Suisse par le général Schauembourg, et dans l'autorité civile par le citoyen Lecarlier, qui reçut le titre de commissaire et plénipotentiaire du gouvernement français près de la nation helvétique. Sous l'impulsion que ces deux agents du directoire imprimèrent aux intrigues françaises, on continua d'envahir la Suisse à main armée, et de la ruiner par des exactions. Le quartier général de l'armée d'invasion fut établi à Zurich; et, en échange des calamités qu'on lui imposait, on offrit à la malheureuse Helvétie une constitution unitaire, ré-

Avril 1794.

Une nouvelle
constitution
est imposée
à la Suisse.

Déc. 1797. digée, par Ochs et de la Harpe, sur le modèle du code français.

Événements
et
intrigues
politiques
à Rome.

La politique du directoire venait de remporter, du côté de Rome, un triomphe impie et sans gloire. Depuis que le pape avait si durement acheté la paix, ou, pour mieux dire, la trêve de Tolentino, la désolation et l'anarchie avaient fait de rapides progrès dans les provinces qui étaient restées sous l'obéissance du saint-siège. Pour payer la rançon exigée par la France, les revenus publics, les sacrifices volontaires du pape et des riches citoyens de Rome, avaient été insuffisants; et on s'était vu obligé d'avoir recours à la ressource aléatoire d'un papier-monnaie, expédient qui, en portant atteinte au crédit, n'avait fait qu'aggraver la misère. On espérait quelque appui de l'Autriche; mais, en signant le traité de Campo-Formio, cette puissance ne stipula que pour elle, et n'exigea point de la France qu'on respectât l'intégrité du domaine de Saint-Pierre. L'Autriche allait au plus pressé. Elle espérait d'ailleurs qu'en compensation de la perte de Milan, elle obtiendrait Ancône, Bologne ou Ferrare; et c'était pour elle un motif de plus de ne réclamer aucune garantie sérieuse en faveur de l'indépendance des États pontificaux. Le directoire s'applaudissait de ce silence égoïste; il y trouvait un motif de plus de poursuivre ses projets contre Rome, et d'accomplir l'œuvre impossible de supprimer, par la ruse ou par la force, l'Église catholique et la papauté. Le directoire avait vu avec déplaisir qu'au lieu d'en finir d'un seul coup avec la puissance pontificale, Bonaparte se

fût contenté d'exiger quelques tableaux et quelques provinces : cependant, soit crainte, soit déférence, il avait ratifié la conduite du général. Informé que le pape, vieillard octogénaire, était dangereusement malade, le directoire mandait confidentiellement à Bonaparte de tout mettre en œuvre pour que Pie VI n'eût pas de successeur ; il l'engageait à tendre aux Romains les honteuses embûches dans lesquelles il avait fait tomber Venise, et il lui enjoignait « de faire tous ses efforts pour établir à Rome la démocratie, sans secousses, sans convulsions. » Le moyen qui souriait davantage à Larevellière-Lépeaux consistait à s'assurer de la personne des cardinaux, et à rendre un conclave impossible. En attendant, le vénérable Pie VI tardait à mourir ; et le directoire chargea Joseph Bonaparte, frère aîné du général, de se rendre à Rome et d'y représenter la république française. Investi, en apparence, d'un mandat de paix, Joseph Bonaparte avait reçu des instructions secrètes d'une tout autre nature : « Loin de retenir, lui avait écrit Talleyrand, loin de retenir les bonnes dispositions de ceux qui pensent qu'il est temps que le règne des papes finisse, encouragez l'élan que le peuple de Rome semble prendre vers la liberté. » Le président du directoire ajoutait : « Il faut profiter des circonstances pour délivrer l'Europe de la suprématie papale. » Il est juste de dire que Joseph Bonaparte, quoique voluptueux et dissipateur, ne se sentait guère disposé à remplir ce rôle odieux. Il prenait d'ailleurs plutôt conseil de son frère que du gouvernement ; et le général Bonaparte, soit instinct catholique, soit

Mission
de Joseph
Bonaparte
à Rome.

Déc. 1797. remords , voulait qu'au point de vue de l'autorité spirituelle , on respectât la hiérarchie et la majesté de l'Église. Quant au pouvoir temporel du pape , il en faisait bon marché.

Installé à Rome dès le mois de vendémiaire, Joseph Bonaparte adressa au gouvernement pontifical des instructions dures, des reproches blessants. D'une part, il faisait rechercher avec sévérité les assassins de Basseville ; de l'autre , il se plaignait de ce que le pape avait cru pouvoir placer à la tête des troupes romaines le général autrichien Provera. D'accord avec son frère , il exigeait l'expulsion immédiate de cet officier , et la cour de Rome se résignait à obéir. D'autres questions importantes, telles que la reconnaissance de la république cisalpine par le saint-siège et l'évacuation d'Ancône par la garnison française , étaient successivement mises en discussion ; et, en attendant une prompt solution , des symptômes de révolte , encouragés par la France , éclataient dans les provinces pontificales. Autour de Joseph Bonaparte s'était formée comme une *camarilla* révolutionnaire, qui se composait de propagandistes français et de quelques officiers fort exaltés , parmi lesquels on remarquait les généraux Duphot, Arrighi et Sherlock. Irréligieux, et enthousiastes de démocratie, ces jeunes hommes réunissaient au palais Corsini, résidence de l'ambassadeur, des individus assez mal famés, et qui étaient notoirement signalés pour leur hostilité contre le pape. Dans ces conciliabules, dont le secret mal gardé transpirait au dehors, on ne se gênait pas pour conspirer, et pour rassembler tous les fils d'un vaste

Mencés
révolution-
naires.

complot propagandiste : les conjurés italiens avaient pour auxiliaires les artistes de l'école française. Déc. 1797.

Le 6 nivôse (26 décembre), les révolutionnaires se crurent au moment d'asseoir leur triomphe en frappant un coup décisif : ils se rendirent au palais Corsini en petit nombre, mais armés de pistolets, d'épées et de dards. Joseph Bonaparte, inquiet, et désireux de tenir sa responsabilité à couvert, essaya de les dissuader de la révolte ; mais ils insistèrent. Alors l'ambassadeur les abandonna à leurs inspirations, en leur adressant, en style d'augure, ces mots à double sens : « Qui peut prévoir la destinée des États ? Comme celle des individus, elle change avec la mobilité des siècles. » Les démocrates donnèrent le signal d'agir, et ils se groupèrent sous la conduite du marquis Visconti. Le gouvernement pontifical avait des troupes : il fit disperser les rebelles, bien que ceux-ci eussent arboré la cocarde française. Joseph Bonaparte désavoua ce complot. Mais pendant que les révolutionnaires échouaient ainsi du côté de la villa Médicis, d'autres, non moins hardis, tentaient un pareil mouvement à la porte Septimienne. Dispersés à leur tour par la garde du pape, ils se réfugièrent dans les édifices qui avoisinaient l'ambassade française, et qui dépendaient de sa juridiction. Le général Duphot en uniforme, et Joseph Bonaparte, sortirent alors, sous prétexte d'enjoindre aux troupes pontificales de respecter les privilèges de la France et le droit des gens ; mais à leur suite marchaient, tout armés, les rebelles italiens qui venaient de se rallier. Le sergent qui commandait la patrouille la plus avancée se crut en droit

Une émeute
éclate
à Rome.

Mort
de Duphot.

Janv. 1798. de se défendre, et il ordonna à ses soldats de faire feu. Le général Duphot, qui avait mis le sabre à la main, tomba mort près de la porte Septimienne, qui n'était pas dans la juridiction de l'ambassade : cet événement malheureux termina la lutte. Des deux côtés on prit la fuite; et l'ambassadeur français, après avoir protesté contre ce qu'il appelait un outrage fait à la république, se décida à quitter Rome. Par malheur pour elle, Rome était réduite à subir la loi du plus fort. Le pape étant malade, le cardinal Joseph Doria, qui gouvernait en son nom, au lieu de se plaindre de l'agression calculée des Français, courut lui-même présenter ses excuses à l'ambassadeur; mais Joseph Bonaparte ne voulut rien entendre, et se retira en Toscane. Là, les supplications du cardinal secrétaire d'État vinrent encore le poursuivre; et ces démarches pusillanimes, au lieu d'apaiser les ennemis du gouvernement pontifical, ne firent qu'étaler davantage le secret de sa faiblesse. Le directoire ne se montra pas plus disposé au pardon que son ambassadeur. Le ministre des relations extérieures écrivit à Joseph Bonaparte pour approuver sa conduite; et le général Berthier, qui commandait les troupes françaises stationnées à Milan, reçut l'ordre de marcher sur Rome et de détrôner le pape. Berthier reçut cette mission avec répugnance; mais il obéit. Pour justifier sa conduite aux yeux de l'Europe, le directoire fit rédiger par l'oratorien Daunou, ancien conventionnel, et l'un des adeptes de l'école philosophique, un long manifeste dont chaque phrase renfermait une calomnie contre l'Église, ou une atteinte à la vérité; il y était

Le directoire
ordonne
à Berthier
de marcher
sur Rome.

« dit qu'il n'y avait pas un crime où ne se trouvât mêlé « un pape. » C'était là que les novateurs du ^{xviii}^e siècle avaient conduit la science diplomatique, et sans doute ils s'en glorifiaient. Quoi qu'il en soit, le 22 pluviôse (10 février 1798), une division de l'armée d'Italie, sous le commandement de Berthier, parut sous les murs de Rome. Fév. 1798.

L'Europe, retranchée dans son égoïsme, se taisait; et le gouvernement pontifical, réduit à subir une lutte inégale, faisait vainement appel à la protection des cours de Naples et de Vienne. La désolation régnait dans la ville éternelle; un jubilé avait été ordonné, on venait de faire fermer les théâtres, les fidèles se pressaient au pied des autels. Dieu, que tant de supplications imploraient, parut sourd à la voix de ce peuple : il permettait que son Église fût éprouvée par l'adversité, se réservant de la consoler au jour marqué. Au milieu de ces événements, le pape, toujours épuisé par la maladie, était étendu sur son lit de souffrance. Pendant longtemps personne n'avait osé l'avertir de ce qui se passait : à la fin on s'était déterminé à l'instruire de ses dangers, et bientôt le drapeau tricolore, arboré sur les murs du château Saint-Ange, avait révélé aux Romains la présence de l'ennemi. Le lendemain, 23 pluviôse, l'armée française entra dans Rome.

L'armée
française
s'empare
de Rome.

Le directoire avait compté sur un mouvement révolutionnaire; mais son attente faillit être trompée. Le peuple demeurait morne et silencieux. Voici dans quels termes Berthier annonçait à Bonaparte sa triste victoire : « Je suis à Rome, et je n'ai trouvé dans ce

Attitude
du peuple.

—
On rétablit
la république
romaine.

Fév. 1798.

« pays que la plus profonde consternation, et pas une
« lueur de liberté. Un seul *patriote* est venu se pré-
« senter à moi, et m'a offert de mettre en liberté
« deux mille galériens. Vous jugez comment j'ai ac-
« cueilli sa proposition... » Trois jours après, cepen-
dant, quelques propagandistes étrangers réussirent à
organiser une insurrection factice; et le 27 pluviôse
fut désigné pour être la date du renversement de l'au-
torité pontificale, l'ère nouvelle de la résurrection
de cet immense fantôme historique qu'on désignait
sous le nom de *république romaine*. Ce jour-là (15
février) était précisément l'anniversaire de l'exalta-
tion de Pie VI; et tous les ans, à la même époque,
une fête solennelle rappelait à la *ville* et à l'*univers*
ce mémorable événement. Quoique le pape fût ma-
lade et entouré d'ennemis, les cardinaux célébrèrent
la fête commémorative de son intronisation, sous les
voûtes de la chapelle Sixtine. Pendant que leur
pieuse fidélité adressait au chef de l'Église de conso-
lants hommages, on entendit retentir, sur le Campo
Vaccino (l'ancien *Forum*), les cris redoublés de *Vive*
la république! à bas le pape! La république était
proclamée au dehors par une poignée de révolution-
naires italiens, encouragés par les Français; et le vé-
néable pontife, prosterné au pied des autels, invo-
quait la miséricorde divine. Tandis qu'il priait, le
général Cervoni pénétra jusqu'à lui, et lui signifi-
a brusquement, au nom du peuple souverain, qu'il
avait cessé de régner. Puis il le somma de se sou-
mettre, et d'abdiquer son autorité temporelle. « Je la
« tiens de Dieu, dit le pontife, et de la libre volonté

« des hommes : je ne puis ni ne veux y renoncer. J'ai
 « quatre-vingts ans ; vous pouvez me faire beaucoup
 « de mal , mais vous ne pouvez m'en faire bien long-
 « temps encore. Je suis préparé à toutes les disgrâces.
 « Chef visible de l'Église , je veux , autant qu'il dé-
 « pendra de moi , mourir dans l'exercice de mes
 « pouvoirs. Employez la force, elle est en vos mains ;
 « mais apprenez que si vous êtes maîtres de mon
 « corps , vous ne l'êtes point de mon âme. Libre, elle
 « ne craint rien des événements d'ici-bas. Je touche
 « au seuil d'une autre vie ; là , je serai à l'abri de la
 « violence et de l'impiété. » Cependant le désordre
 augmentait, l'émeute devenait menaçante ; et Pie VI
 crut devoir à sa sûreté personnelle de réclamer, contre
 les agitateurs, la protection matérielle des Français.
 Obéissant jusqu'au bout à des ordres odieux , Ber-
 thier se borna à répondre « qu'il n'était pas juge
 « entre le peuple romain et le pape. » Toutefois, il
 donna à l'illustre vieillard une garde destinée autant
 à le retenir prisonnier qu'à protéger sa vie.

Le lendemain, les spoliations commencèrent : Rome,
 si souvent la proie des Barbares, se vit pillée par les
 spéculateurs et les agents du fisc directorial. On dé-
 grada ses monuments, on entassa dans des fourgons
 ses trésors et beaucoup de ses reliques. Le Vatican
 fut dévasté ; on brûla les habits sacerdotaux des cha-
 pelles pontificales, pour en extraire les broderies d'or
 et d'argent. On enleva toutes les richesses des palais
 de Monte-Cavallo, de Terracine, de Castel-Gandolfa ;
 on leva des tributs onéreux , on emprisonna plusieurs
 princes et plusieurs cardinaux , à titre d'otages ; et,

Fév. 1798.

Géncreuse
conduite
de Pie VI.Spoliations
et sacrilèges.—
Le pape
est envoyé
en exil.

Fév. 1798.

pour ajouter le ridicule à la tyrannie, on attachait avec fierté la cocarde tricolore à la tête du cheval de Marc-Aurèle. Quant au souverain pontife, si l'on épargna ses jours, il se vit abreuvé d'humiliations et d'outrages : on le dépouilla impitoyablement de ses meubles, de ses ornements, de sa riche bibliothèque. Toutes ses propriétés, jusqu'à sa cassette privée, jusqu'au diamant qu'il portait à son doigt, ses médailles, ses pierres précieuses, ses manuscrits, ses collections de tout genre, furent saisis ou vendus. Pour dernier outrage, on prescrivit à l'infortuné vieillard de prendre la cocarde tricolore, et on lui promit, s'il se montrait docile, de lui accorder une pension. Pie VI répondit : « Je ne connais point d'autre uniforme que celui dont « l'Église m'a décoré : mon corps est au pouvoir des « hommes, mon âme appartient à Dieu. Je reconnais « la main qui frappe le pasteur et le troupeau ; je l'a- « dore, et je me résigne. Je n'ai pas besoin de pen- « sion : un sac pour me couvrir et une pierre pour « reposer ma tête, voilà tout ce qu'il me faut ; c'est « assez pour un vieillard qui veut finir ses jours dans « la pénitence. » Quelques jours après, les agents du directoire notifièrent à Pie VI les ordres qui leur prescrivaient d'éloigner le pape de Rome : « Je suis à « peine convalescent, dit-il ; je ne puis abandonner « mon peuple ni mes devoirs : je veux mourir ici. — « On meurt partout, lui répondit l'homme impitoyable « qui représentait la France. Si les voies de la dou- « ceur ne vous persuadent pas de partir, on emploiera « d'autres moyens pour vous y contraindre. » Deux jours après, le 2 ventôse (20 février), le vénérable

Pie VI se vit réduit à quitter Rome, qu'il ne devait plus revoir. Arraché de son palais au milieu de la nuit, pendant qu'un orage accroissait encore l'horreur des ténèbres, il fut placé dans une voiture, et conduit à Viterbe par un détachement de dragons. Le 7 ventôse, on lui permit de s'arrêter à Sienne, et de fixer sa résidence au couvent de Saint-Augustin. Le grand-duc de Toscane, en accordant l'hospitalité au chef de l'Église, ne savait comment concilier cette marque de pitié avec son désir de ne point mécontenter la république française : telle était la terreur que la révolution répandait au dehors. Cependant Pie VI ne jouit pas longtemps du repos qu'on lui promettait. Un jour, tandis qu'il faisait sa prière dans le jardin du couvent, un tremblement de terre renversa les murs de cet édifice ; et le pontife se vit forcé d'aller habiter la chartreuse de Florence. Dans cet asile, il fut l'objet des égards du grand-duc de Toscane ; mais le directoire se tint pour offensé de ces respects prodigués au malheur : il enjoignit au prince de faire partir Pie VI pour la Sardaigne, et ses ordres ne furent point exécutés. Cette généreuse résistance provoqua la colère du gouvernement républicain : le grand-duc, à son tour, ne tarda pas à se voir chassé de ses possessions, et rejeté dans l'exil. En attendant, la prétendue république romaine révélait son existence par les saturnales de la liberté. Une poignée d'aventuriers étrangers ou de révolutionnaires sans aveu, administrait le pays sous la protection des baïonnettes françaises : le pillage et la concussion étaient les actes ordinaires de ces pouvoirs ; et le peuple, comprimé par

Fév. 1798.

Situation
de la
république
romaine.

Fév. 1798.

Le
commande-
ment
de Rome
est donné
à Masséna.

l'ennemi, gémissait ou priait. Déjà, par ordre du directoire, le commandement de Rome avait été enlevé à Berthier, et remis à Masséna ; mais l'arrivée de ce général n'avait eu d'autre résultat que de donner une impulsion plus vive aux déprédations et aux actes de pillage. La confiscation des biens appartenant aux monastères suivit de près la spoliation du mobilier des églises. Cependant des dissensions très-vives éclatèrent dans les rangs de l'armée française ; une partie des états-majors refusa d'obéir à Masséna ; et ce général, voyant son autorité méconnue, s'éloigna de Rome.

Le peuple
romain
s'insurge.
Il est
comprimé.

Les mécontents romains, témoins de ces divisions et de ces actes d'indiscipline, jugèrent que le moment était favorable pour secouer le joug français : la populace transtévérine se souleva ; elle attaqua les Français, et en mit à mort un petit nombre. Le général Dallemagne, qui commandait la garnison en l'absence de Masséna, rallia ses troupes, et dispersa les insurgés. Vers la même époque, des mouvements semblables éclataient dans les provinces pontificales ; et sur plusieurs points, à Castel-Gondolfo, à Albano, à Bocca-di-Papa, à Velletri, les Français étaient assaillis par la population armée. Ces soulèvements partiels furent cruellement réprimés ; et il en coûta la liberté ou la vie à un grand nombre de Romains, prêtres, cardinaux, paysans ou nobles. Masséna revint à Rome ; mais les officiers et les soldats refusèrent encore de lui obéir. Les uns et les autres étaient indignés des dilapidations de ce général, soit qu'il les eût commises par lui-même, soit qu'il eût consenti à

les tolérer. Le gouvernement français, informé de cette situation violente, crut devoir s'abstenir d'user de rigueur envers la garnison de Rome : Masséna fut appelé à un autre commandement, et on le remplaça par le général Gouvion Saint-Cyr. Celui-ci était un homme probe et sévère, qui s'attacha à mettre un terme aux scandaleuses déprédations dont souffrait le peuple romain. Le 30 ventôse (20 mars), la nouvelle république célébra en grande pompe la fête de la *Souveraineté du peuple* : ce jour-là, Rome fut à son tour dotée d'une constitution élaborée par les législateurs de l'école de Sieyès. A l'image de la France, elle eut ses deux conseils et ses directeurs; mais, pour obéir aux traditions historiques, on désigna ces faiseurs de lois et d'ordonnances sous les titres classiques de consuls, de sénateurs et de tribuns du peuple; les ministres et leurs principaux agents s'affublèrent des noms de préteurs et de censeurs, et les bustes de Cassius et de Brutus furent triomphalement installés au Capitole.

Une
constitution
est imposée
aux Romains.

L'Autriche, témoin de ces événements, crut devoir les laisser tranquillement s'accomplir : elle ne se trouvait point encore en mesure de rompre la paix récemment signée à Campo-Formio, et elle comptait, avec raison, sur la réaction énergique que soulèverait en Italie la domination militaire de la France. Pour ne donner au directoire aucun sujet de déplaisir, elle ordonna à la noblesse française émigrée de s'éloigner du territoire autrichien, et les exilés obéirent : ils se retirèrent donc au delà du Bug, rivière qui sépare la monarchie autrichienne et la Russie, et

Attitude
de
l'Autriche.

Les émigrés
se retirent
en Russie.

Mars 1798.

ils se rangèrent sous les drapeaux de l'autocrate Paul Petrowitz. Après trois mois de marches consécutives, les émigrés arrivèrent dans la province de Volhynie ; et là, d'après le travail concerté entre le czar et le prince de Condé, ils formèrent cinq régiments, savoir : le régiment noble à pied de Condé, le régiment noble à cheval de Berry, les grenadiers de Bourbon, les dragons d'Enghien et les fusiliers de Hohenlohe. Le quartier général du prince de Condé fut établi à Dubno ; l'état-major du duc de Berry, à Lotkatzé ; celui du duc d'Enghien, à Lutzko ; celui du prince de Hohenlohe, à Kowel. Le duc de Bourbon se trouvait alors en Angleterre. Il y eut trois adjudants généraux : le marquis de Bouthillier pour l'infanterie, le comte d'Ecquevilly pour la cavalerie, et le baron de la Rochefoucauld, adjudant général des logis de l'armée. L'artillerie, le génie, la prévôté, les compagnies française et suisse, particulièrement destinées à la garde du prince et au service du quartier général, ne subirent aucun changement. L'empereur de Russie remit lui-même au prince de Condé les drapeaux et étendards destinés à chaque régiment. Cette cérémonie se fit avec un grand éclat à Saint-Pétersbourg ; et le prince de Condé assista à la distribution qui eut lieu, avec la même solennité, dans chacun des cantonnements (1). Le jeune duc de Berry ne tarda pas à rejoindre le quartier général de l'émigration, et, bientôt après, le frère aîné de Louis XVI vint à son tour chercher un refuge sur la terre de Russie : le lieu

(1) Histoire des émigrés français, tom. II, page 209.

choisi par ce prince fut la ville de Mittau, en Cour-
 lande. Par ordre de l'empereur Paul, il y fut reçu
 avec tous les honneurs dus à la royauté, et il eut
 pour résidence le château des anciens ducs de Cour-
 lande. Ce fut de cette retraite qu'ayant appris les
 persécutions dirigées contre le pape au nom de la
 France, le chef de la famille des Bourbons adressa
 à Pie VI la lettre suivante : « Très-saint père, per-
 « mettez qu'au milieu de l'affliction à laquelle le cœur
 « de Votre Sainteté est en proie, la voix d'un fils tendre
 « et respectueux s'élève vers elle, pour lui exprimer
 « celle qu'il ressent lui-même. Ma tristesse pourrait
 « être moins profonde, si les attentats commis contre
 « Votre Béatitudo l'avaient été par d'autres que par des
 « Français. Mais, très-saint père, ce sont des enfants
 « égarés ; ils méconnaissent leur propre père : ils ont
 « pu méconnaître aussi le père commun des fidèles.
 « Daignez ne pas vous en prendre à eux, bien moins
 « encore à la France. Elle est, elle sera toujours le
 « royaume très-chrétien, comme Votre Sainteté sera
 « toujours le successeur de saint Pierre. Les seuls cou-
 « pables sont les tyrans qui abusent ou plutôt qui op-
 « priment mon peuple. Votre Sainteté ne confondra pas
 « leurs victimes avec eux ; et ses prières n'en seront
 « que plus spécialement dirigées en faveur de cette
 « nation, qu'intéressent d'une manière si terrible les
 « effets de la colère céleste. Quant à moi, très-saint
 « père, je renouvelle à Votre Sainteté les assurances
 « de mon attachement inviolable au saint-siège, et
 « de ma vénération pour votre personne sacrée. »
 Ainsi le malheur rendait hommage au malheur.

Lettre
 de
 Louis XVIII
 au pape.

Avril 1798.

L'ambassade
française
est insultée
à Vienne.

Un incident faillit compromettre la paix intervenue entre la république et l'empereur. L'ambassadeur français près la cour impériale, le général Bernadotte, imagina de célébrer une fête en commémoration de nos victoires, et d'opposer cette manifestation à la fête instituée par le peuple de Vienne, en souvenir de l'armement de ses volontaires au printemps de 1796. Le 24 germinal (13 avril), Bernadotte fit arborer le drapeau tricolore au-dessus de la porte de son palais. Cet acte provoqua une émeute; les portes de l'hôtel furent forcées, le drapeau brûlé, les appartements envahis, les meubles brisés. Les ministres impériaux firent, au nom de leur gouvernement, des excuses officielles; mais Bernadotte n'en crut pas moins devoir quitter Vienne et se retirer à Rastadt, où il attendit les ordres du directoire. Pour le moment, le directoire dissimula ses ressentiments, et la guerre ne fut point déclarée.

Deux
nouveaux
départements
sont réunis
à
la France.

Comme pour prendre sa revanche de cet affront, le directoire fit peser son pouvoir sur la Suisse. Par un traité en date du 28 floréal (17 mai), la ville et le canton de Genève furent réunis à la France, sous le nom de département du Léman. Sur un autre point de la frontière, quelques cantons enlevés à l'évêché de Bâle venaient d'être incorporés à la république, et avaient accru le territoire d'un département conquis, connu alors sous le nom de département du Mont-Terrible.

Le gouvernement français était à la veille d'entreprendre l'une de ces guerres qui ont porté, sur les plages les plus lointaines, la gloire de nos armées et

la fortune de la révolution. Chargé par le directoire de tout préparer pour l'expédition d'Angleterre, Bonaparte avait conçu un projet plus vaste, et plus digne de son génie aventureux. Dominé par les préoccupations historiques, il s'était dit que *les grands noms ne se faisaient qu'en Orient*, et il avait rêvé une croisade républicaine digne des temps de Richard Cœur de Lion et de Salah-Ehdim. En parcourant les archives du gouvernement déchu, il avait trouvé des plans soumis au ministère Choiseul, et qui indiquaient l'Égypte comme le point par où la puissance anglaise était surtout vulnérable. L'Égypte, en effet, est la clef naturelle de l'Inde ; assise sur la Méditerranée et sur la mer Rouge, elle ouvre aux Français les portes de l'Asie, elle peut affranchir le commerce et la marine de guerre de la nécessité d'avoir à doubler le cap de Bonne-Espérance : c'est le nœud qui rattache l'Afrique à l'Asie, les intérêts de l'Occident à ceux de l'Orient. Que la balance hésite entre l'Angleterre et la France, l'Égypte, mise dans un des plateaux, l'entraîne par son propre poids. Londres est bien près de nous, l'Égypte est loin ; et cependant c'est par l'Égypte qu'il faut commencer le siège de Londres. L'Égypte touche d'ailleurs à la Syrie, et cette dernière contrée, quoique soumise à la domination musulmane, n'a point cessé d'appartenir par quelques liens à la civilisation chrétienne : sa population, gouvernée par des agents turcs, n'en est pas moins, par grandes masses, cophte ou catholique. Les souvenirs de quinze siècles de miracles ne sont point entièrement effacés de cette terre. Les pieds du

Avril 1798.

Le
directoire
et
Bonaparte
méditent
une
expédition
en Orient.

Importance
commerciale
et
politique
de
l'Égypte
et
de la Syrie.

Avril 1798. Christ y ont laissé une empreinte immortelle. Or, la France avait toujours exercé sur la Syrie une influence considérable ; ses consuls, ses commerçants, ses prêtres, avaient moralement administré le pays ; et le drapeau français, en apparaissant sur cette côte, devait sans doute y rencontrer les plus vives sympathies. Bonaparte le pressentait, et il ne négligeait rien pour faire accepter ses plans par le directoire.

La tâche était facile. Bien que le directoire entrevît assez facilement la portée de l'expédition que méditait le jeune général, il eût sans contredit reculé devant les difficultés de cette guerre, s'il n'avait pas calculé que la campagne d'Égypte et de Syrie enchaînerait pour plusieurs années, au delà des mers, le génie inquiet et l'ambition dangereuse de Bonaparte. Le directoire consentit donc à accorder ce glorieux ostracisme : dépassant même la pensée du général, il lui recommandait de profiter de sa future conquête de Syrie pour donner la main à Tippoo-Saëb, fils d'Hayder-Ali-Khan, et sultan de Mysore, le plus opiniâtre ennemi de la puissance anglaise dans l'Indoustan. En attendant, le secret de l'expédition fut soigneusement gardé entre Bonaparte et les cinq directeurs. Les ministres eux-mêmes demeurèrent étrangers aux préparatifs ; comme le public, ils crurent qu'il ne s'agissait que de tenter une invasion en Angleterre. Bonaparte parcourait avec apparat les côtes de l'Océan, et, jusques au cœur même de la Grande-Bretagne, l'inquiétude pénétrait les esprits. Cependant le général dressait de sa propre main l'ordre des marches : il prescrivait aux divisions de l'armée d'Italie

Préparatifs.

de se rapprocher de Toulon et de Nice. Barras copiait Mai 1798. lui-même la correspondance officielle, pour ne point admettre le secrétaire du directoire dans la confiance du mouvement. Quelquefois Bonaparte avait à subir des contradictions et des déboires; il s'en indignait. Un jour même, il alla jusqu'à offrir sa démission; et Rewbell ne lui répondit qu'en lui offrant une plume pour la signer. Barras intervint pour mettre fin à cette scène; mais de part et d'autre on sentait qu'il était temps de prendre un parti. Sur ces entrefaites, le ministre Pitt présenta au parlement un bill pour la défense du territoire; et, cette fois du moins, l'opposition fit cause commune avec le gouvernement. En vertu de la loi, votée dans un moment d'alarmes, on ordonna qu'il serait fait, en Angleterre, un recensement de tous les hommes de quinze à soixante ans; la milice fut autorisée à s'incorporer dans la troupe de ligne : des dons patriotiques fournirent au gouvernement d'immenses ressources; la loi martiale fut promulguée en Irlande. Pour comble d'espoir, la marine militaire de l'Angleterre écrasa, dans une grande bataille, les flottes d'Espagne et de Hollande, dont le concours était promis à l'expédition française.

Le 19 floréal (8 mai), Bonaparte arriva à Toulon, où déjà l'attendaient ses troupes revenues d'Italie. La proclamation suivante annonça sa présence, et ne révéla qu'à demi ses projets :

Proclamation
de
Bonaparte
à l'armée
d'Orient.

« Soldats, vous êtes une des ailes de l'armée d'An-
« glerre. Vous avez fait la guerre de montagnes, de

Mai 1798.

« plaines, de sièges : il vous reste à faire la guerre
« maritime.

« Les légions romaines, que vous avez quelquefois
« imitées, mais pas encore égalées, combattaient Car-
« thage tour à tour sur cette mer et aux plaines de
« Zama. La victoire ne les abandonna jamais, parce
« que constamment elles furent braves, patientes à
« supporter la fatigue, disciplinées, et unies entre
« elles.

« Soldats, l'Europe a les yeux sur vous ! Vous avez
« de grandes destinées à remplir, des batailles à li-
« vrer, des dangers, des fatigues à vaincre : vous fe-
« rez plus que vous n'avez fait pour la prospérité de
« la patrie, le bonheur des hommes et votre propre
« gloire.

« Soldats, matelots, fantassins, canonniers, cava-
« liers, soyez unis ; souvenez-vous que, le jour d'une
« bataille, vous aurez besoin les uns des autres !

« Soldats, matelots, vous avez été jusqu'ici négli-
« gés ; aujourd'hui la plus grande sollicitude de la ré-
« publique est pour vous : vous serez dignes de l'ar-
« mée dont vous faites partie.

« Le génie de la liberté, qui a rendu dès sa nais-
« sance la république l'arbitre de l'Europe, veut qu'elle
« le soit des mers et des nations les plus lointaines. »

Ce langage électrisait tous les courages, et le zèle achevait les préparatifs. Outre les bâtiments de transport réunis à Toulon et à Marseille, trois autres convois avaient été organisés à Civita-Vecchia, à Gênes et en Corse. Le total de l'expédition s'élevait à trente-

six mille hommes. Le général Berthier était chef de l'état-major général; Caffarelli-Dufalga commandait l'arme du génie; l'artillerie était sous les ordres de Dommartin; les généraux de division et de brigade les plus célèbres, parmi ceux qui allaient combattre sous Bonaparte, étaient Kléber, Desaix, Regnier, Bon, Vaubois, Dumas (1), Lannes, Lanusse, Verdier, Murat, Davoust, Leclerc et Rampon. Un corps d'élite, désigné sous le nom modeste de guides, et qui fut l'origine de la vieille garde, obéissait au général Bessières. L'armée navale, composée de treize vaisseaux de ligne, de quatorze frégates, de deux bricks, et d'un certain nombre de petits bâtiments de guerre, en tout soixante-douze voiles, avait été placée sous le commandement du vice-amiral Brueys. Les bâtiments de transport étaient au nombre de quatre cents, et l'on évaluait à dix mille hommes l'effectif des gens de mer. Brueys montait *l'Orient*, vaisseau de cent vingt canons; il avait sous ses ordres les contre-amiraux Villeneuve, Blanquet-Duchayla et Decrès, et le chef de division Ganteaume. En arrivant à Toulon, Bonaparte avait dit : « Je promets à chaque soldat qu'au retour de cette expédition, il aura à sa disposition de quoi acheter six arpents de terre. » Mais les troupes de la république étaient moins exaltées par ces promesses prétoriennes que par l'amour de la gloire.

Le 30 floréal (19 mai), par un soleil de Provence qui reluisait sur les canons et sur les poupes, La flotte
met
à la voile.

(1) Le général Dumas, mulâtre, et père de M. Alexandre Dumas.

Juin 1798.

Malte.

la grande flotte cingla vers l'Égypte. Pendant les premiers jours, elle côtoya le golfe de Gênes, la Corse et la Sardaigne ; le 19 prairial (7 juin), elle parut en vue de la Sicile ; le 20, un brick anglais, capturé par l'un des bâtiments légers de l'expédition, annonça que la flotte anglaise, aux ordres de l'amiral Nelson, croisait dans les parages voisins ; mais c'était là une fausse alarme. Trois jours après, la flotte française appareilla dans les eaux de l'île de Malte, située entre la Sicile et l'Afrique, à deux cent soixante lieues de Toulon. L'île de Malte était une position intermédiaire dont il importait de s'assurer, à moins de compromettre le succès de l'expédition tentée contre l'Égypte. Jadis peuplée par les Carthaginois, cette île avait ensuite subi le joug des Romains, des Ostrogoths et des Maures. Depuis le xvi^e siècle, et en vertu de la donation de Charles-Quint, Malte appartenait aux chevaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. En 1565, elle avait soutenu contre les Turcs un siège long et mémorable ; mais plus tard, la gloire de l'ordre s'étant affaiblie, Malte était demeurée, entre l'Orient et l'Occident, ce qu'était Venise au déclin du xviii^e siècle, un vestige d'une grandeur éteinte, plutôt qu'une puissance sérieuse. L'admirable position de cette île ne la rendait pas moins l'objet des convoitises de l'Europe : chaque nation enviait la possession de son port si sûr et si bien abrité, de son territoire artificiel, tout couvert d'orangers et de citronniers. L'Angleterre voulait s'y établir, pour compléter sa position de Gibraltar ; l'Autriche cherchait à en faire comme une étape maritime entre Raguse et

Cadix ; la république française , qui depuis un an , et Juin 1798.
grâce aux victoires de l'armée d'Italie , s'était em-
parée de Corfou , de Céphalonie et de Zante , tenait
à faire entrer Malte dans le même système d'occu-
pation méditerranéenne. Le grand maître de l'ordre ,
le comte Ferdinand de Homspech , était , dit-on ,
assez disposé à favoriser les vues de l'Autriche ;
mais son administration , dépourvue d'intelligence et
d'énergie , permettait aux intrigues de l'étranger de
s'exercer sans contre-poids. Bonaparte avait com-
pris toutes les facilités qu'offrait aux projets de la
France un semblable état de choses ; le directoire et
M. de Talleyrand l'invitaient en outre à ne rien né-
gliger pour se rendre maître de l'île. Beaucoup de
chevaliers de l'ordre , nés Français , en étaient à
pressentir l'extinction prochaine de leur indépen-
dance , et , dans la prévision de cet événement , ils
voulaient au moins que la France héritât du grand
maître. Le gouvernement de la république avait mis
à profit leurs dispositions pour se créer des intelli-
gences à Malte , et de longue main il avait confié la
direction de ces négociations clandestines au citoyen
Poussielgue , agent adroit et circonspect. Quand la
flotte française parut en vue de l'île , tout était prêt
pour la trahison.

Bonaparte fit demander au grand maître l'entrée
du port pour notre armée navale : le grand maître s'y
refusa , en alléguant les statuts et les lois de l'ordre.
Bonaparte répondit qu'on s'était montré plus tolérant
à l'égard des Anglais , et qu'il prenait le refus du
grand maître pour une déclaration de guerre. Sans

L'armée
s'empare
de Malte.

Juin 1798. perdre de temps, il enjoignit à l'amiral Brueys de se préparer à l'attaque des forts; et le débarquement des troupes se fit sur sept points différents, dans les îles de Malte, de Gozzo et de Cumino. Les garnisons maltaises, ainsi surprises, se trouvaient en partie dépourvues de vivres, d'armes et de munitions de guerre; elles n'opposèrent aucune résistance. Le soir, la cité Lavalette, qui commande l'île de Malte, fut investie de toutes parts. Cette place, l'une des plus fortes de l'Europe, aurait pu opposer aux Français une résistance opiniâtre et honorable; mais la mésintelligence se mit parmi ses défenseurs, et, après un simulacre de combat, les chevaliers et le grand maître consentirent à capituler. On eût cru voir alors se renouveler pour les chrétiens les jours d'opprobre de Mahomet II. Les républicains se jetèrent sur Malte comme sur une proie; ils exercèrent dans les églises et dans les musées des spoliations ineptes ou impies. L'ordre de Malte fut aboli, deux cent soixante-huit ans après la donation de l'île par Charles-Quint; on promit des pensions aux chevaliers, et une principauté au grand maître. Le drapeau tricolore remplaça les bannières de l'ordre; l'administration de l'île fut confiée au citoyen Regnault de Saint-Jean d'Angély. La féodalité fut abolie; on décréta l'égalité des droits; tous les prisonniers et esclaves mahométans qui étaient retenus dans l'île furent affranchis, et renvoyés dans leur patrie. On organisa à Malte deux municipalités et une garde nationale. Les couvents, les fondations particulières ayant un but pieux, les vœux religieux eux-mêmes, furent prohibés ou interdits; l'évêque

Bonaparte
abolit l'ordre
de Malte,
et donne une
constitution
républicaine
à l'île.

de Malte eut ordre de ne plus reconnaître la suprématie du pape. Enfin, pour comble de réformes, les cultes furent déclarés égaux et libres, et les Juifs reçurent l'autorisation de fonder une synagogue. Huit jours après ces étranges changements, la flotte française quitta les parages de Malte, et continua sa route vers les bouches du Nil (1^{er} messidor-19 juin). Quant aux trophées indignement enlevés à Malte, le vaisseau français qui était chargé de les rapporter à Toulon fut capturé par une escadre anglaise. Ce fut comme un présage du sort réservé à la nouvelle conquête de la France.

A Londres, on avait pris au sérieux la menace d'un débarquement sur les côtes de la Grande-Bretagne; et la flotte destinée à protéger le pavillon anglais dans la Méditerranée s'était rassemblée du côté de Gibraltar et de Cadix, pour disputer à l'expédition française le passage du détroit. Cependant lord Saint-Vincent, qui commandait les vaisseaux stationnés dans les eaux de Cadix, ne tarda pas à apprendre la destination réelle de la flotte française : sans hésiter, il prescrivit au contre-amiral Nelson, l'un des officiers les plus célèbres de la marine anglaise, de se diriger à toutes voiles du côté de l'Orient, et de disputer l'Égypte ou la Syrie aux armées de la république.

Le 3 messidor, deux jours après le départ des Français de Malte, Nelson fut informé, par un bâtiment ragusain, de la direction qu'avait suivie notre flotte : à cette nouvelle, il longea les côtes de Barbarie, et arriva, le 10, en vue d'Alexandrie. Les

Juin. 1798.

La flotte anglaise s'engage vers l'Égypte.

Juin 1798. Turcs qui commandaient cette place avaient déjà reçu avis du départ de l'expédition française, et de la nécessité de lui disputer les côtes d'Égypte. Quand ils virent venir à eux la flotte anglaise, qui leur apportait des secours, ils firent preuve envers Nelson d'une défiance aveugle, et, sans vouloir écouter ses propositions, ils lui enjoignirent de gagner le large. Nelson était loin de connaître la route exacte que devait suivre la flotte française : sans s'obstiner à croiser vers le Delta, il se retira du côté de la Syrie.

La flotte française arrive en vue des côtes d'Égypte.

Cependant les Français parurent, le 12 messidor, en vue du cap Durazzo ; le 13, à la pointe du jour, ils aperçurent de loin la côte d'Afrique, et, quelques heures après, ils virent reluire les minarets d'Alexandrie. C'était le quarante-troisième jour après leur départ de Toulon. Avant de donner le signal du débarquement, Bonaparte adressa à l'armée une proclamation qui dut paraître à Barras et à Larevellière un chef-d'œuvre de politique : « Soldats, disait-il, vous allez « entreprendre une conquête dont les effets sur la « civilisation et le commerce du monde sont incalculables ; vous porterez à l'Angleterre le coup le « plus sûr et le plus sensible, en attendant que vous « puissiez lui donner le coup de la mort. Nous ferons « quelques marches fatigantes, nous livrerons plusieurs combats, nous réussirons dans toutes nos « entreprises : *les destins sont pour nous...* Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans ; leur premier article de foi est celui-ci : « Il « n'y a pas d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est « son prophète. » Ne les contredites pas ; agissez

Proclamation de Bonaparte à ses soldats.

« avec eux comme vous avez agi avec les Juifs, avec
 « les Italiens; ayez des égards pour leurs muphtis et
 « leurs imans, comme vous en avez eu pour les rab-
 « bins et les évêques; ayez pour les cérémonies que
 « prescrit le Coran, pour les mosquées, la même to-
 « lérance que vous avez eue pour les couvents, pour
 « les synagogues, pour la religion de Moïse et de
 « Jésus-Christ.

Juill. 1798.

« Les légions romaines protégeaient toutes les re-
 « ligions. Vous trouverez ici des usages différents
 « de ceux de l'Europe : il faut vous y accoutumer... »

Une autre proclamation était adressée au peuple d'Égypte; elle renfermait plusieurs passages qui appartiennent à l'histoire : « Depuis trop longtemps, di-
 « sait Bonaparte, les beys qui gouvernent l'Égypte
 « insultent à la nation française : l'heure de leur châti-
 « ment est arrivée. Depuis trop longtemps ce ramassis
 « d'esclaves, achetés dans le Caucase et la Géorgie,
 « tyrannise la plus belle partie du monde; mais Dieu,
 « de qui dépend tout, a ordonné que leur empire finit.
 « Peuples de l'Égypte, on vous dira que je viens
 « pour détruire votre religion; ne le croyez pas : ré-
 « pondiez que je viens vous restituer vos droits, punir
 « les usurpateurs, et que je respecte, plus que les
 « mameluks, Dieu, son prophète, et le Coran. Dites-
 « leur que tous les hommes sont égaux devant Dieu...
 « Et cependant y a-t-il une belle terre? elle appar-
 « tient aux mameluks. Y a-t-il une belle esclave, un
 « beau cheval, une belle maison? tout cela appartient
 « aux mameluks. Si l'Égypte est leur ferme, qu'ils
 « montrent le bail que Dieu leur a fait. Mais Dieu est

Proclamation
 au peuple
 d'Égypte.

Juill. 1798. « juste et miséricordieux pour les peuples... *Nous sommes aussi de bons musulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux musulmans? N'est-ce pas nous qui avons détruit les chevaliers de Malte?...* « Trois fois heureux ceux qui seront avec nous ! ils prospéreront dans leur fortune et leur rang. Heu-
« reux ceux qui seront neutres ! ils auront le temps de nous connaître, et ils se rangeront avec nous. Mais
« malheur, trois fois malheur à ceux qui s'armeront
« pour les mameluks, et combattront contre nous ! il n'y aura pas d'espérance pour eux ; ils périront. »

L'armée
française
débarque.

Cependant les instants étaient chers ; d'une heure à l'autre la flotte anglaise pouvait reparaitre en vue du Delta, et déconcerter tous les projets de la France. Bonaparte ordonna que le débarquement commencerait sur-le-champ ; et il indiqua la tour du Marabout, poste abandonné le long des sables, comme le lieu de ralliement de la flotte et des divisions. Lui-même se jeta dans une barque, et aborda l'un des premiers. La mer était houleuse, et contrariait beaucoup le mouvement. Mais lorsque quatre mille hommes eurent touché terre, Bonaparte se mit à leur tête et se porta vers Alexandrie. En chemin, on échangea des coups de fusil avec les Arabes, et l'on apprit que la garnison et la populace de la ville étaient déterminées à une résistance opiniâtre (14 messidor — 2 juillet).

Attaque
et prise
d'Alexandrie.

Le corps expéditionnaire était partagé en trois colonnes. Dès que Bonaparte eut atteint le lieu où s'élève le monument de Pompée, il fit sommer la place de

se rendre. Les Barbares ne répondirent que par des cris et des hurlements; ensuite ils dirigèrent contre nos soldats le feu d'une artillerie qui, dans leurs mains ignorantes, ne pouvait faire beaucoup de mal. Les Français n'avaient point amené de canons sous les murs de la ville; Bonaparte prescrivit de dresser des échelles et de monter à l'assaut. Les ennemis se défendirent à coups de fusil et à coups de pierre; et Kléber, qui commandait la colonne du centre, tomba atteint d'une grave blessure. Il était temps d'en finir : les Français escaladèrent les murs, et pénétrèrent dans les rues étroites de la vieille ville. Cette attaque leur coûta quelques braves, mais les habitants d'Alexandrie cédèrent peu à peu tout le terrain. Ils consentirent enfin à écouter des propositions pacifiques, et, feignant de croire que les Français ne venaient pas pour conquérir l'Égypte, mais pour la sauver, ils mirent partout bas les armes et capitulèrent. Bonaparte ordonna que les officiers et les soldats qui avaient trouvé la mort dans le combat seraient ensevelis au pied de la colonne de Pompée, et que leurs noms seraient gravés sur le fût. Pendant que l'avant-garde occupait ainsi Alexandrie, l'une des clefs de l'Égypte, le reste de l'armée effectuait son débarquement : quand cette opération fut terminée, Bonaparte prescrivit à l'amiral Brueys d'aller mouiller dans la rade d'Aboukir (Esbekier), d'où elle pouvait communiquer à la fois avec Alexandrie et Rosette. Une flottille, destinée à agir sur le Nil, fut mise sous les ordres du chef de division Perrée. Quand ces dispositions furent prises, le commandement de la garnison fran-

Juill. 1798.

Juill. 1798. caise d'Alexandrie fut donné à Kléber , afin que ces fonctions tranquilles lui permissent de se guérir; les milices turques furent laissées au schérif Coraïm; et Bonaparte se prépara à pénétrer plus avant sur le territoire africain.

Description
de
l'Égypte.

L'Égypte est une vallée longue de deux cent quarante lieues, qui s'étend irrégulièrement et sans profondeur sur les deux rives du Nil. Du sud au nord, elle offre un sol aride, couvert de sables brûlants; de chaque côté du fleuve, et parallèlement à son lit, se déroule une longue bande de terre végétale, admirablement fertile et soigneusement cultivée. A environ cinquante lieues au-dessus de son embouchure, le Nil se partage en deux larges branches, et le territoire que ces deux bras enveloppent porte le nom de Delta ou basse Égypte; la contrée située à l'extrémité opposée, celle qui touche à la Nubie, a reçu autrefois le nom de Thébaïde ou de haute Égypte; les provinces situées entre le Delta et la Thébaïde sont appelées moyenne Égypte. La superficie du sol égyptien est de trois cent soixante-sept mille carrés; deux chaînes de montagnes, médiocrement élevées, incultes et nues, encaissent toute la vallée du Nil, à l'exception du Delta; et la largeur de cette vallée augmente à mesure qu'on se rapproche de la mer. La pluie ne tombe presque jamais dans cette région desséchée; la neige y est inconnue. Mais durant trois mois d'été, dans la région des tropiques, d'épais nuages, longtemps amoncelés sur les montagnes d'Abbyssinie, se fondent en eau : alors commence pour l'Égypte le phénomène si connu de la crue du Nil.

A l'époque de l'équinoxe, le fleuve déborde, couvre la vallée, et tout le pays offre l'aspect d'une immense nappe d'eau rougeâtre, du sein de laquelle sortent des palmiers, des villages, et des digues étroites qui servent de communication. Vers la fin de l'automne, les eaux se retirent, et l'on n'aperçoit plus que le sol couvert d'un épais limon : cette fange, la richesse de l'Égypte, reçoit la semence des moissons et des plantes ; et, pendant l'hiver, le sol se revêt d'une magnificence et d'une végétation sans égales. Le climat de l'Égypte est sain ; mais après la retraite des eaux, la peste s'y montre souvent. De mauvais vents règnent particulièrement dans la saison des fortes chaleurs ; alors on voit quelquefois s'élever le désastreux vent du midi, qu'on appelle khamsyn dans ce pays, et sémour dans le désert. Sous son influence, l'atmosphère se colore d'une teinte rouge, une chaleur brûlante et lourde étreint les hommes et les animaux ; et malheur alors au voyageur qui erre dans ces espaces de sables, où périt tout entière l'armée de Cambyse ! Autrefois, le Nil se jetait dans la mer par sept embouchures ; de nos jours, il ne se partage plus qu'en deux branches principales : à l'extrémité de l'une est la ville de Rosette ; à l'extrémité de l'autre, et à plus de soixante lieues de distance en côtoyant la mer, on trouve Damiette, qui rappelle les guerres saintes. Le Delta, entrecoupé par un grand nombre de canaux naturels ou artificiels, renferme de grands lacs et des lagunes ; des deux côtés du fleuve, des régions fertiles que les sables environnent, et qui sont comme de grandes îles dans le désert, portent le nom poétique d'oasis :

Juill. 1798. ce sont comme les stations ordinaires des caravanes ; elles ont retenu les souvenirs d'Alexandre le Grand et de Jupiter Ammon. La haute Égypte est riche en vieux monuments, en ruines sublimes. D'Éléphantine à Alexandrie, chaque pas réveille une tradition antique : c'est tour à tour Philoë, Louqsor, Thèbes aux cent portes, dont les débris (j'allais dire les ossements) sont répandus, le long du Nil, sur un espace de quatre-vingts stades ; ce sont les sphinx gigantesques, accroupis dans les sables ; c'est la statue de Memnon, qui a cessé de saluer l'Aurore ; ce sont les obélisques de Sésostris, et les temples de granit rose qui remontent à la dix-huitième dynastie ; c'est l'ancienne Tentyris (Denderah), dont un zodiaque a prolongé la célébrité ; c'est le labyrinthe, c'est le lac Mœris, c'est Arsinoë ; ce sont les villes de Vénus et d'Antonin, les ruines de Memphis, et les grandes pyramides ; c'est Héliopolis, la ville du Soleil ; c'est le Caire, la capitale de l'Égypte moderne ; ce sont, à chaque étape, et sous un ciel conservateur, les souvenirs vivants encore de toutes les époques historiques destinées à remuer l'âme ; les vestiges des Pharaons et des Perses, mêlés à ceux des Romains et des Grecs ; les traditions des croisades, celles de saint Louis et de Salah-Heddin, auxquelles venaient désormais s'associer les noms impérissables de Bonaparte et de la France nouvelle.

Population
et
gouvernement
de
l'Égypte.

Près de trois millions d'hommes, de races diverses, habitent ce pays. Parmi eux on distingue d'abord les Cophtes, population rare, qui se vante sans raison de descendre des anciens Aborigènes ; puis les Kennous, originaires de la Nubie, et dont les vieilles peintures

monumentales de l'Égypte reproduisent si souvent les traits ; les Arabes , divisés en Fellahs ou cultivateurs, et en Bédouins ou tribus nomades, forment le noyau principal du peuple. On y rencontre beaucoup de Turcs , quelques Arméniens , des Grecs et des Juifs : la masse des Égyptiens professe l'islamisme. Au commencement du siècle , et de temps immémorial , l'Égypte était courbée sous la tyrannie des mameluks : depuis lors , et à l'aide d'un vaste massacre accompli par les ordres du vice-roi Mehemet-Ali , l'Égypte s'est vue délivrée de cette terrible milice. Les mameluks commençaient par être esclaves ; enfants , on les achetait dans les villages de la Géorgie et de la Circassie , et on les envoyait dans les sérails. Flétris par des débauches infâmes , ils grandissaient , et , à leur tour , de serfs et de complaisants , ils devenaient oppresseurs et soldats ; et le peuple égyptien gémissait sous leur sabre. Leur impure féodalité , inaugurée par la dégradation des mœurs , se terminait par la spoliation et le meurtre , ressources et moyens ordinaires de leur gouvernement. Tributaires de la Porte Ottomane , les mameluks se faisaient craindre de leurs suzerains , et marchandait l'obéissance. Par bonheur , ils se haïssaient , et leurs discordes intestines , fréquemment vidées par la guerre , donnaient un peu de repos à l'Égypte. Étrangers aux règles de la tactique , ils n'en étaient pas moins ennemis redoutables et intrépides combattants : toujours à cheval , couverts d'armes éclatantes , habiles à se servir du pistolet et du cimeterre , ils avaient l'orgueil de ne reconnaître chez les autres peuples ni égaux ni vain-

Juill. 1798.

Juill. 1798.

queurs. Au moment de l'expédition française, leur milice, forte de douze mille cavaliers, obéissait à huit beys ou souverains de l'Égypte, et les plus renommés d'entre ces derniers étaient Mourad et Ibrahim. Indépendamment de cette formidable cavalerie, l'armée égyptienne comptait dans ses rangs une nombreuse infanterie, composée d'Arabes et d'Arnauts ; mais c'était là une troupe sans discipline et sans instruction.

L'armée
se met
en marche,
et
suit la route
du Caire.

On était au mois de juillet ; le Nil ne devait pas tarder à inonder la campagne, et il importait d'arriver au Caire et d'y établir l'armée, avant le moment où la crue des eaux rendrait toute opération militaire impossible. Bonaparte prescrivit à Desaix de se porter en avant, et d'explorer le désert et les routes qui conduisent d'Alexandrie au Caire. Desaix obéit ; mais, dès le début de la marche, il reconnut facilement à quelles épreuves difficiles l'armée se trouvait réservée. Harcelé par l'ennemi, entouré de sables, sans abri contre les ardeurs du jour et la fraîcheur de la nuit, il mandait à Bonaparte : « Si l'armée ne passe pas le désert avec la rapidité de l'aigle, elle périra. »

Les divisions Bon, Regnier et Menou, et quelques troupes aux ordres du général Marmont, suivirent le mouvement de la division Desaix. Le 10 messidor (20 juillet), ces divers corps se trouvèrent réunis à Damanhour, lorsque Bonaparte y arriva. L'armée venait à peine de faire cette traversée de quatorze lieues dans une contrée déserte, que déjà l'inquiétude et le regret avaient succédé à l'enthousiasme et à l'espé-

rance. Ce n'était plus l'Italie couverte de moissons et de fleurs odorantes : enfant de nos riches provinces , le soldat considérait en frémissant ces vastes plaines entièrement dépourvues d'eau et de verdure , et à travers lesquelles l'œil distinguait, de loin en loin , des mamelons de sable mouvant et quelques buissons rabougris. La joie et la gaieté s'étaient éteintes dans les cœurs. L'armée, dévorée par une soif ardente, était brûlée par le soleil, par le vent et le sable. Parfois elle rencontrait de misérables bourgades, qui ne lui offraient ni une source ni un abri. Quand les guides signalaient l'existence d'un de ces puits si rares au désert, les soldats se pressaient autour de ce réservoir d'eau saumâtre, et cette faible ressource servait à peine à étancher la soif de quelques hommes. Les autres, en proie à un sombre désespoir, pleuraient au souvenir de la patrie, ou maudissaient à haute voix le directoire. Beaucoup de savants illustres étaient mêlés aux soldats; Bonaparte les avait recrutés dans le sein de l'Institut, pour leur confier la mission d'explorer l'Égypte, et de rechercher les vieilles sources de l'histoire. Quand ces hommes d'étude, vêtus de leur uniforme vert, traversaient les rangs, ils se voyaient en butte aux imprécations de la troupe, chaque soldat leur imputant d'avoir conseillé la désastreuse expédition. Les officiers prenaient part à ce concert de plaintes; les généraux eux-mêmes n'étaient point épargnés; et comme l'un d'entre eux, le brave Caffarelli-Dufalga, était amputé d'une jambe, ceux de l'armée qui pouvaient encore avoir recours à la raillerie disaient, en montrant le vieux

 Juill. 1798.

Fatigues
et
privations
endurées
dans
le désert.

général : « Pour lui, il est heureux ; il a toujours un pied en France. » Cependant la faim unissait ses angoisses à celles que faisait endurer la soif. L'armée avait reçu, en partant, du biscuit pour quatre jours ; mais beaucoup de soldats, pour alléger leur charge, avaient jeté ces provisions précieuses. Ils espéraient, dans leur ignorance, que ce serait comme en Italie, où l'on rencontrait à chaque pas des hôtelleries et des villages, et où la maraude suppléait aux vides du magasin. L'expérience n'avait pas tardé à les dé tromper cruellement. Plusieurs moururent d'épuisement ou de soif. Quand un pauvre fellah apportait de loin une cruche d'eau tiède et bourbeuse, on la payait au poids de l'or ; et ceux qui ne pouvaient participer à cette triste ressource se voyaient réduits à attendre ou à périr. Soudain parurent aux yeux, dans le lointain horizon, de frais ruisseaux, des lacs tranquilles, et des forêts ombreuses. A cette vue, l'armée oublia ses peines ; elle poussa des cris de joie, elle hâta sa route vers ces belles contrées, où elle allait se désaltérer et obtenir le terme de ses privations : mais quand elle fut arrivée au soir, poursuivant toujours cette terre délicieuse étalée à ses regards, voilà que ces collines, ces forêts et ces lacs, parurent se détacher du sol et se dissiper dans les airs. C'était le *mirage* ; et ce phénomène, assez ordinaire dans les plaines brûlantes de l'Afrique, ne fit que redoubler les déceptions et le désespoir du soldat. Enfin on atteignit les rives du Nil. La longue épreuve imposée à l'armée se termina, après avoir duré trois jours. Les soldats, exténués, trempés de sueur, se jetèrent tout habillés

Juill. 1798.

Le mirage.

dans le fleuve , sans s'épouvanter du coassement des crocodiles ; et bientôt une distribution abondante de pain frais acheva de relever la force et la confiance de la troupe.

Juill. 1798.

Le lendemain, 22 messidor, l'armée se mit en marche vers Rahmanié, où elle arriva le même jour. Jusque-là, elle avait été faiblement harcelée par les mameluks ; mais enfin cinq ou six cents hommes de cette milice tombèrent sur l'avant-garde, et cherchèrent à l'envelopper. Quelques coups de canon dissipèrent l'ennemi ; mais cet engagement coûta aux Français un officier et plusieurs soldats. Les mameluks, en chargeant nos troupes, passèrent près de Bonaparte au moment où, isolé de l'armée, il marchait à une assez grande distance, n'ayant avec lui qu'une faible escorte. Un pli de terrain, qui le déroba à l'ennemi, assura le salut du général en chef. Les grands hommes de guerre du moyen âge et du ^{xviii}^e siècle eussent rendu grâce à Dieu : Bonaparte remercia son étoile, et s'enorgueillit d'être *l'homme du Destin*.

Combat
d'avant-
garde.

Trois jours après, l'avant-garde eut à combattre une division de mameluks, rangés en bataille en avant du village de Chébréiss. Une flottille française avait remonté le Nil, et suivi de près tous les mouvements de l'armée. Elle se trouva bientôt en présence d'une flottille ennemie, et le combat s'engagea à la fois sur le fleuve et dans la plaine. Après deux heures d'une lutte opiniâtre, l'ennemi prit la fuite dans la direction du Caire, abandonnant six cents morts. La flottille française continua de remonter le Nil, et

Combat
de Chébréiss.

Juill. 1798. l'armée se mit de nouveau en marche vers le sud. Quand la nouvelle de la bataille de Chébréïss parvint à Mourad-Bey, ce prince égyptien, le véritable chef des mameluks et du pays, se trouvait campé au village de Giseh, près des Pyramides. Loin de se déconcerter, il réunit toutes les forces militaires dont il pouvait disposer, et il se tint prêt à disputer aux Français la route du Caire. Par ses ordres, les beys, les kachefs et les mameluks se rassemblèrent sur la rive gauche du Nil; les Barbares appuyaient leur droite vers le village d'Embabeh, leur gauche était adossée à Giseh. A l'exception des troupes qui composaient la garnison d'Embabeh, ou qui se trouvaient à bord de la flottille égyptienne, toute l'armée ennemie consistait en cavalerie. Entre Embabeh et Giseh, et sous l'ombre d'un épais sycomore, avait été dressée la tente de Mourad.

Bataille
des
Pyramides.

Au lever du jour, le 3 thermidor, l'armée française parut en vue de l'ennemi, rangé en bataille. A l'horizon, le soleil éclairait les Pyramides, l'orgueil de la vieille Égypte. Dès que les soldats les aperçurent, ils se sentirent émus d'étonnement et de respect, et ils s'arrêtèrent en battant des mains : *Soldats ! leur dit alors le général Bonaparte, songez que, du haut de ces monuments, quarante siècles vous contemplent !*

La cavalerie française était peu nombreuse : l'armée républicaine, épuisée par la fatigue, allait combattre sur un terrain sablonneux, uni, dépourvu d'abri; d'un moment à l'autre, elle pouvait être enveloppée par les masses de mameluks qui tourbil-

lonnaient sur ses ailes. Bonaparte imagina un ordre de bataille approprié aux circonstances. Il prescrivit à ses divisions de se former en carré, et d'opposer sur chaque face, aux charges de l'ennemi, un front hérissé d'une triple ligne de fusils et de baïonnettes. A chaque angle de ces grands carrés, on disposait des batteries, qu'on s'apprêtait à démasquer. La division Desaix tenait la droite, vers Giseh; après elle était la division Regnier, et successivement la division Kléber (commandée par Dugua), la division Menou, aux ordres de Vial; et enfin la division Bon : celle-ci s'appuyait sur le Nil, et se trouvait la plus rapprochée des retranchements informes du village d'Embahéh. Les dispositions venaient à peine d'être prises, que les masses ennemies s'ébranlèrent, et se précipitèrent, avec la rapidité de la foudre, sur les divisions Regnier et Desaix. Les troupes firent bonne contenance, et la fureur des mameluks vint mourir impuissante devant ces carrés tout hérissés de fer, et dont chaque rang dirigeait sur les Barbares un feu de file bien nourri. L'ennemi, étonné de cet obstacle, revint à la charge avec plus d'audace et de fanatisme; mais il se vit de nouveau écrasé par l'artillerie et la mousqueterie. Un moment après, quelques troupes détachées des divisions Bon et Menou se formèrent en colonne sous les ordres du général Rampon, et enlevèrent le village d'Embahéh à la baïonnette. La cavalerie ennemie, qui chercha à s'opposer à ce mouvement, essuya de nombreuses pertes, et l'infanterie égyptienne fut sabrée ou culbutée dans le Nil.

Juill. 1798.

Vers le soir, l'ennemi, enveloppé de toutes parts, borna ses efforts à s'ouvrir un passage du côté de la haute Égypte, et la bataille des Pyramides ajouta un fleuron de plus à la gloire de la France. Dans cette sanglante journée, les mameluks perdirent trois mille cavaliers tués dans le combat, quarante pièces de canon, quatre cents chameaux chargés de bagages, autant de pavillons ou de tentes, et plusieurs beys, qui n'avaient pas voulu survivre à la honte d'une défaite. Cette lutte acharnée avait duré dix-neuf heures. Le moindre des trophées que recueillit l'armée de Bonaparte fut un immense butin, formé en partie des richesses amassées par les mameluks, de leurs chevaux, de leurs armes, de leurs rapines. La joie du soldat égala l'orgueil du général en chef; et dès le même soir l'avant-garde de l'armée française, ayant à sa tête le brave Dupuy, se présenta sous les murs de la capitale de l'Égypte. Cette colonne fut éclairée sur sa route par l'incendie qui dévorait soixante navires égyptiens, livrés aux flammes par ordre de Mourad-Bey. Sur ces entrefaites, les divisions Desaix, Regnier et Dugua, après avoir poursuivi l'ennemi, étaient à Giseh, et y avaient établi leurs bivouacs. Leurs cris de triomphe et leurs fanfares répondaient de loin aux acclamations joyeuses des divisions Bon et Menou, campées à Embabeh, sur le champ de bataille, et au milieu des dépouilles de l'armée vaincue. Le quartier général de Bonaparte avait été provisoirement installé près du Nil, dans la maison de plaisance de Mourad-Bey; et c'est là que le général

Prise
du Caire.

reçut une députation des cheicks et des notables habitants du Caire, réduits au triste rôle de suppliants. Juill. 1798.

Le Caire, que les Arabes nomment Misr-el-Kahira, Le Caire. est situé sur la rive droite du Nil, à quelque distance du fleuve. Cette ville est ceinte de vieilles murailles; l'une de ses faces est bordée d'arbres verts, de canaux et de jardins; du côté de l'autre, le désert commence. Ses rues, non pavées, tortueuses, et pour la plupart fermées à chaque extrémité par une porte, sont si étroites, que les toits des maisons semblent se toucher, et forment comme une voûte destinée à garantir les habitants des ardeurs du soleil. On rencontre, de loin en loin, quelques places spacieuses, que la crue du Nil transforme périodiquement en autant de lacs, et qui, après la retraite des eaux, se changent pour quelques mois en délicieux jardins. Les maisons, de hauteur très-inégale et de forme diverse, se ressemblent en ceci, qu'elles sont toutes surmontées d'une terrasse, et qu'elles n'ont aucune fenêtre ouverte sur la rue. A chaque pas on rencontre des bazars, des bains publics, des caravansérais, de riches mosquées surmontées de minarets et de coupoles. Là, s'abrite ou pullule, exposée à la peste et tourmentée par le fléau des ophthalmies, une population de deux à trois cent mille âmes, formée de toutes les races qui cultivent l'Égypte ou la dépouillent. Le Caire, par sa position sur le Nil et sa proximité de la mer Rouge, est l'entrepôt du commerce du vieux continent; c'est le rendez-vous des pèlerins qui vont de l'Afrique à la Mecque. Ancienne résidence des califes, son origine

Juill. 1798. ne remonte pas au delà du huitième siècle de l'ère chrétienne ; et son nom d'El-Kahira (la Victorieuse) lui vient de ce que sa fondation fut entreprise sous l'horoscope de la planète de Mars.

Quand les Français entrèrent pour la première fois dans cette étrange capitale, ils y trouvèrent les rues désertes, et la ville habitée par un silence sinistre. Le bruit des tambours, retentissant au milieu de nombreux échos, ne faisait qu'effrayer les familles égyptiennes. Personne n'osait sortir des maisons, et la hideuse populace turque restait enfouie dans ses caves et sous ses huttes. Il fallut enfoncer les portes d'une espèce de palais : cette maison, vide d'habitants, appartenait à un chef de mameluks. Elle servit de première caserne à la brigade de Dupuy ; et l'avant-garde française, toute surprise, et comme menacée par la stupeur qui l'environnait, attendit patiemment le lever du jour. Le 5 thermidor (25 juillet), le surlendemain de la bataille des Pyramides, Bonaparte fit son entrée au Caire ; mais, cette fois, une partie de la population, attirée par la curiosité, commença à paraître sur son passage. Aucun soldat ennemi n'osait se montrer. Mourad-Bey s'était retiré dans la haute Égypte ; Ibrahim-Bey, son émule et son compétiteur, s'était jeté, avec une division de mameluks, sur les routes qui, du Caire, conduisent à la Syrie. Par ordre de Bonaparte, Desaix se mit à la poursuite de Mourad ; et un corps d'observation, envoyé vers El-Kanka, eut pour mission de surveiller et de contenir Ibrahim. Ce dernier bey s'étant porté sur Salahieh, quelques troupes françaises le chassèrent de cette po-

sition, et le repoussèrent, vaincu, du côté de l'Asie. Juill. 1798.
 Ainsi délivré, du moins pour quelques semaines, de ses plus redoutables ennemis, Bonaparte se mit en devoir d'organiser, pour l'Égypte, une administration provisoire. Il institua un divan de sept personnes, parmi lesquelles les unes devaient se concerter avec l'état-major français, les autres veiller à la tranquillité publique et à la police. Les propriétés appartenant aux mameluks furent confisquées ; la perception des impôts fut continuée au profit de l'armée française ; on prescrivit aux officiers généraux chargés d'occuper le pays, de s'entourer des cheicks et de capter la confiance des Cophtes, afin de ressusciter, s'il était possible, la nationalité du peuple égyptien. Quant à l'armée, des mesures de détail eurent pour objet de pourvoir largement à ses besoins, à sa subsistance, à ses plaisirs. Les Arabes, surpris ou intimidés, suivaient le penchant ordinaire de leur imagination orientale. Ils se demandaient comment les Français et leurs chefs, ces hommes si petits de taille et si mesquinement habillés, avaient pu, en quelques jours, opérer tant de merveilles et commander un si profond respect. Passant alors de la crainte à l'admiration, ils exaltaient Bonaparte, *l'envoyé d'Allah* et le *bey de l'Occident*.

Bonaparte
organise
une
administra-
tion
en Égypte.

Soudain l'armée conquérante fut troublée dans sa joie par une calamité d'autant moins prévue que les soldats de Bonaparte n'étaient pas habitués à admettre la possibilité d'un revers. La flotte française, l'espoir et la ressource nécessaire de l'armée, venait

La flotte
française
est détruite
au combat
naval
d'Aboukir.

Juill. 1798. d'être inopinément détruite, et le retour dans la patrie semblait fermé.

Lorsque le débarquement avait été opéré en vue d'Alexandrie, Brueys, qui commandait la flotte, s'était proposé de ramener les vaisseaux sous l'abri de Malte ou dans la rade de Toulon. La plage d'Égypte n'offrait point à la flotte des mouillages sûrs ; elle ne pouvait la mettre à couvert d'un retour offensif de la flotte anglaise. Les moments étaient précieux ; mais, par l'effet d'une préoccupation trop exclusivement vouée aux intérêts de l'armée de terre, Bonaparte avait enjoint à l'amiral de différer son départ, et de demeurer dans la rade d'Aboukir jusqu'à la saison des tempêtes. Brueys avait docilement obéi ; puis, joignant son imprévoyance à celle du général en chef, il ne s'était point mis en devoir d'observer les mouvements de Nelson, et de se préparer aux éventualités d'une attaque. Cependant, les communications entre Alexandrie et le Caire étant coupées par les Arabes, Bonaparte demeura longtemps sans nouvelles de la flotte. A la fin, il fit parvenir à Brueys l'ordre de faire voile vers Corfou. Sur ces entrefaites, le contre-amiral Nelson, qui s'était d'abord dirigé vers la Syrie, avait eu beaucoup à souffrir de la mer. Dans le but de réparer ses avaries, cet officier crut devoir faire une assez longue relâche dans les ports de Sicile. Une passion insensée qu'avait inspirée à Nelson la trop célèbre lady Hamilton, favorite de la reine de Naples, contribuait beaucoup à retenir cet ennemi de la France sur les côtes d'Italie.

Le 6 thermidor, il mit à la voile, toujours incertain

de la direction qu'avait suivie la flotte républicaine ; Août 1798.
le 9, étant dans le golfe de Coron, il apprit que les Français s'étaient dirigés vers l'Égypte : enfin, le 14 (1^{er} août), il eut connaissance que les vaisseaux de Brueys étaient mouillés dans la rade d'Aboukir, et il disposa tout pour l'attaque. L'amiral français s'attendait si peu à voir paraître les pavillons ennemis, que tout était préparé, à bord de sa flotte, pour une fête offerte ce jour-là à l'armée de terre par l'armée de mer.

Dès que les bâtiments anglais eurent été signalés par les matelots de quart, l'amiral français convoqua les officiers, et tint conseil. Devait-on attendre l'ennemi, ou se porter à sa rencontre et lui présenter bataille ? Comme la flotte n'avait en ce moment que la moitié de ses équipages, on se détermina pour un combat à l'embossage. C'était le parti le plus prudent. Par malheur pour les Français, l'amiral ne sut point assez profiter de sa position, voisine de la côte, et qui lui permettait de faire appuyer sa flotte par les batteries de l'armée de terre. S'exposant à être doublé, il laissa, entre le rivage et l'extrême droite de sa ligne, un espace étroit sans doute, et rendu très-difficile par des bas-fonds, mais à travers lequel une partie de l'escadre ennemie pouvait encore s'aventurer, et placer les Français entre deux feux. La baie d'Aboukir est d'ailleurs très-basse ; elle n'offre assez de fond pour des vaisseaux de ligne qu'à environ une lieue de terre ; la largeur de son ouverture fait qu'elle ne présente guère d'abri, si ce n'est du côté du nord-ouest, où elle est protégée par un flot peu considérable :

Août 1798.

cet îlot est entouré d'un écueil, et ne se rattache à la terre ferme que par une chaîne de bancs de sable et de roches. Cette position est peu militaire; mais Brueys se trouvait forcé de l'accepter. Bien que ses vaisseaux fussent mouillés en pleine côte et à trois lieues au large, il ne s'inquiétait nullement de la possibilité d'être doublé par l'ennemi : et comment croire que les Anglais oseraient s'engager derrière lui dans une baie semée d'écueils, et que les marins provençaux eux-mêmes connaissent à peine? A tout événement, il fit établir à l'extrémité de l'îlot une batterie de deux canons de douze et de deux mortiers, et le passage lui parut gardé.

La flotte française, alors en ligne devant Aboukir, se composait de treize vaisseaux de ligne et de quatre frégates. Brueys montait *l'Orient*, vaisseau amiral de cent vingt canons; le contre-amiral Blanquet-Duchayla, à bord du *Franklin*, commandait l'avant-garde, et le contre-amiral Villeneuve, embarqué sur *le Guillaume Tell*, avait l'arrière-garde sous ses ordres : les autres vaisseaux, *le Guerrier*, *le Conquérant*, *le Spartiate*, *l'Aiglon*, *le Peuple Souverain*, *le Tonnant*, *le Victorieux*, *l'Heureux*, *le Mercure*, *le Généreux* et *le Timoléon*, les frégates *la Diane*, *la Justice*, *l'Artémise* et *la Sérieuse*, plusieurs bombardes et quelques bricks, formaient une vaste ligne, du nord-ouest au sud-est, et se trouvaient séparés les uns des autres par un espace d'environ quatre-vingts brasses. Parmi les officiers qui commandaient sous Brueys, on remarquait Dalbarade, Émeriau et Dupetit-Thouars, trois noms chers

à la marine française. L'escadre légère, composée des quatre frégates, était aux ordres du contre-amiral Decrès. L'amiral Nelson, commandant la flotte ennemie, était monté à bord du *Vanguard*, vaisseau de soixante-quatorze. Il était deux heures quand le vaisseau *l'Heureux* signala l'approche des Anglais ; à trois heures, l'amiral Brueys donna le signal de branle-bas. Cependant le combat ne commença point sur-le-champ. Quelques mouvements de détail eurent lieu de part et d'autre, chacun cherchant à tromper ou à observer son adversaire. A cinq heures, l'escadre anglaise se forma en ligne de bataille, amures à tribord, et se dirigea dans cet ordre vers la tête de la ligne française. Par une manœuvre hardie, Nelson se disposa à nous attaquer de front avec une moitié de ses forces, tandis que l'autre, conduite par d'habiles pilotes, avait ordre de doubler la flotte républicaine, et de jeter l'ancre dans l'espace étroit et périlleux qui nous séparait de la terre.

Le Culloden, chef de file ennemi, s'échoua sur l'extrémité des bas-fonds, près de l'îlot d'Aboukir : des acclamations se firent entendre à bord des vaisseaux français ; mais Nelson, sans se rebuter, ordonna de continuer la manœuvre. Deux autres bâtiments anglais s'engagèrent avec plus de bonheur dans le défilé, mais ils eurent beaucoup à souffrir ; l'un d'eux, *le Goliath*, dépassa la tête de notre ligne, et, poussé par le vent, ne put s'arrêter qu'à la hauteur du troisième vaisseau. Bientôt les vaisseaux de S. M. B., *le Zealous*, *l'Orion*, *l'Audacious*, *le Theseus*, réussirent à se placer entre notre ligne et le rivage. Dans

Août 1798.

ce moment, le vaisseau français *le Guerrier* fut beaucoup maltraité; et une frégate de la république, *la Sérieuse*, fut coulée bas. *Le Vanguard*, monté par Nelson, ne suivit pas la route que *le Culloden* avait ouverte, et que *le Goliath* avait si heureusement suivie; il vint se placer sur le front de la ligne française, à portée de pistolet du *Spartiate*: ce vaisseau républicain, se voyant pris entre *le Theseus* et *le Vanguard*, leur opposa une résistance désespérée. Cependant le reste de l'escadre anglaise, suivant en bon ordre le mouvement du *Vanguard*, s'établit du côté de la haute mer, et chaque vaisseau eut à combattre un vaisseau ennemi; *le Minotaur* se trouva exposé au feu de *l'Aquilon*, *la Défense* attaqua *le Peuple Souverain*, *le Swiftsure* eut affaire au *Franklin*, *le Bellérophon* se rangea sous la volée de *l'Orient*, *le Majestic* sous celle du *Tonnant*, et, d'une extrémité de la ligne à l'autre, s'engagea une lutte terrible, acharnée, sanglante, que la nuit ne put pas interrompre.

Dans cette grande bataille, où de part et d'autre on combattait avec un dévouement égal, l'avantage devait demeurer au génie et à la science. L'amiral français recueillait le prix de son imprévoyance ou de ses fautes; nos vaisseaux, dont plusieurs étaient pris entre deux feux, subissaient tous les désavantages de leur position, et, pour comble de malheur, l'arrière-garde, ne recevant aucun ordre, demeurait dans la plus fatale inaction. A sept heures, *le Guerrier* et *le Conquérant* étaient démâtés et mis hors de combat; *le Spartiate* et *le Franklin*, quoique écrasés par une

pluie de fer et de feu, firent éprouver de grandes avaries au *Vanguard*, et le *Majestic* eut beaucoup à souffrir de la résistance du *Tonnant*. De son côté, le *Bellérophon* fut criblé de boulets, et démâté par les formidables batteries de l'*Orient*; près d'être coulé bas, il réussit à se laisser dériver jusque vers l'embouchure du Nil, et à se soustraire à une destruction totale. Jusque-là, la fortune semblait hésiter entre les deux marines; mais l'amiral français, déjà blessé, fut bientôt frappé d'une manière effroyable : un boulet ramé le coupa en deux. Il vivait encore; mais on s'empressa vainement autour de lui. Alors, recueillant ses forces, il se fit mettre dans un tonneau de son destiné à étancher son sang, et il s'écria, d'une voix sublime : *Un amiral français doit mourir sur son banc de quart !* Quand il ne fut plus, on ne put, à cause des ténèbres, faire connaître au contre-amiral Duchayla que le commandement de la flotte passait en ses mains, et l'on continua de se canonner avec force, mais au hasard. Nelson fut blessé à bord du *Vanguard*, et ce fut au milieu de l'opération du pansement qu'il reçut l'épée du commandant du *Spartiate*. Ce vaisseau venait de se rendre.

Il était neuf heures, et déjà la flotte française ralentissait ses coups : tout à coup le feu éclata sur la dunette et dans la chambre de conseil de l'*Orient*, et l'incendie fit en quelques minutes des progrès rapides. Les vaisseaux anglais s'éloignèrent du colosse en proie aux flammes, et dont l'explosion inévitable recélait une menace effrayante. S'étant mis à l'écart, ils dirigèrent un feu assez vif contre le *Tonnant*, à

Août 1798.

bord duquel était l'intrépide Dupetit-Thouars. Cependant en quelques minutes la flamme avait enveloppé *l'Orient* ; des basses batteries au faîte des mâts, elle se déroulait comme un serpent, elle mugissait comme une immense fournaise : à la lueur de cet incendie, les marins, épouvantés, pouvaient reconnaître la situation réciproque des deux escadres, et la couleur de leurs pavillons. Dignes émules des républicains du *Vengeur*, dignes compagnons du cadavre de Brueys, les marins de *l'Orient* combattaient au milieu des flammes, et si l'incendie les chassait d'un poste, ils se portaient aussitôt à un autre. Quand le dernier moment approcha, ils se jetèrent à la mer, cherchant à se sauver à la nage, ou à s'aider de quelques débris. On dit que le capitaine Casabianca et son fils, encore enfant, demeurèrent à bord du fatal vaisseau, le père étant blessé, le fils ne voulant point se séparer de son père. Bientôt il se fit sur toute la ligne de bataille comme un silence de terreur, et, à dix heures trois quarts, la flamme ayant atteint le magasin des poudres, une incommensurable gerbe de feu se forma dans les airs, et le bruit de l'explosion retentit plus terrible que celui du tonnerre : à ce bruit affreux succéda un silence plus sinistre encore, mais qui fut bientôt rompu par le fracas des mâts, des canons, des affûts, des débris, des corps sanglants, qui, lancés à une hauteur prodigieuse, retombèrent les uns après les autres dans la mer, ou sur le pont des vaisseaux anglais et français. Cependant la commune stupeur eut un terme, et le combat recommença avec une furie sans égale.

Quatre fois incendié, *le Franklin* fut quatre fois sauvé des flammes ; mais il était démâté, et la plupart de ses batteries étaient démontées. Duchayla, atteint d'une blessure qui le privait de la vue et de l'ouïe, ne cessait d'exhorter son équipage, et de crier : « Tirez toujours ! » Bientôt le vaisseau, ne pouvant plus être défendu, tomba au pouvoir de l'ennemi. A bord du *Tonnant*, le brave Dupetit-Thouars achevait de combattre et de mourir pour la gloire du pavillon républicain : criblé de blessures, ayant les deux bras et une jambe emportés, ce tronçon, qui n'avait de vivant que la bouche et le cœur, faisait jurer à ses compagnons de ne point se rendre, et de jeter sa dépouille à la mer, de peur qu'elle ne servît de trophée à l'Angleterre. Ainsi la bataille se continuait avec héroïsme, mais sans précision, sans commandement. Parmi les capitaines, les uns incendiaient leurs propres bâtiments, pour ne pas les rendre à l'ennemi ; les autres cherchaient à se faire sauter, afin d'entraîner les Anglais dans leur ruine. Cette terrible lutte ne pouvait longtemps durer : *l'Heureux* et *le Mercure* étaient échoués sur des rochers ; *le Guerrier*, *le Conquérant*, *le Spartiate*, *l'Aiglon*, *le Peuple Souverain*, entièrement démâtés, tombèrent aux mains de l'ennemi, et de ce grand désastre il ne s'échappa que deux vaisseaux et deux frégates, que l'amiral Villeneuve parvint à sauver en leur faisant prendre le large. Mais si telle avait été la perte des vaincus, celle des vainqueurs semblait à peine moindre, tant la flotte anglaise avait eu à souffrir du courage et du désespoir de nos marins ! La ba-

Août 1798. taille d'Aboukir valut à Nelson une gloire impérissable, et, moins que cela, des décorations, des honneurs, des titres. A partir de ce jour funeste, la puissance maritime de la France descendit d'un degré, et la république se demanda, au milieu de la consternation la plus vive, ce qu'allait désormais devenir l'armée d'Égypte, abandonnée dans la vallée du Nil, et privée de tout espoir de retour. Pour Bonaparte, quand il apprit ce revers, il dissimula son émotion sous le masque d'une confiance empruntée, et il dit à ses lieutenants de l'armée de terre : « Nous n'avons « plus de flotte? eh bien ! il faudra rester ici, ou en « sortir grands comme les anciens. »

Cérémonies
officielles
en Égypte.

[Fête du Nil.

Bonaparte, pour frapper vivement les imaginations orientales, présida à plusieurs solennités publiques, auxquelles la présence de l'armée donnait un grand appareil. L'une de ces fêtes eut lieu en l'honneur du débordement du Nil : ce fut une cérémonie presque païenne, et le général en chef saisit cette occasion nouvelle de se concilier l'esprit des Ottomans. La fête commença, selon l'usage, par une offrande au fleuve ; une statue, parée de riches ornements, et qu'on appelle la fiancée du Nil, fut précipitée dans les flots au bruit du canon ; et le peuple égyptien, accouru en foule à ce spectacle, associa dans ses cantiques le nom de Bonaparte à celui de Mahomet : « Oui, « disait les chœurs arabes, oui, vous êtes venu nous « délivrer par l'ordre de Dieu miséricordieux ! Vous « avez pour vous la victoire, et le plus beau Nil dont « nous ayons joui depuis cent ans. Gloire à vous qui « nous obtenez ces bienfaits de Dieu ! » Cependant Bo-

naparte s'abstint de réciter lui-même au peuple les prières prescrites par le Coran : l'armée eût vu avec déplaisir son chef jouer le rôle de comédien ; mais elle trouvait dans les solennités musulmanes des nouveautés curieuses. Bonaparte assista également à la fête célébrée en l'honneur de Mahomet ; les réjouissances se prolongèrent durant quatre jours. Du reste, le général en chef n'oubliait point seulement dans la compagnie des infidèles qu'il était marqué au front du glorieux signe de chrétien ; voici dans quels termes il écrivait à Kléber : « Les *chrétiens* seront toujours nos amis ; il faut les empêcher d'être trop insolents (envers les Turcs), afin que les Turcs n'aient pas contre nous le même fanatisme que contre les *chrétiens*, ce qui nous les rendrait inconciliables. » Dans une autre circonstance, il mandait au général Menou : « Je vous remercie des soins que vous avez rendus à notre prophète. » Et Menou, comme s'il eût voulu mériter encore mieux ces tristes éloges, ne tarda pas à se faire musulman, et à prendre le nom d'Abd-Allah.

Fête
de
Mahomet.

Le 1^{er} vendémiaire de l'an VII, l'armée française fêta, au Caire et à Alexandrie, la fondation de la république. Les noms d'un certain nombre de braves morts au début de l'expédition furent gravés sur la colonne de Pompée. Le jour de la fête, vers le soir, plus de cent cinquante convives, choisis parmi les Français et les Turcs, assistèrent à un magnifique festin. Le drapeau musulman flottait à côté du drapeau de la république ; le croissant figurait près du bonnet de la liberté ; le Coran faisait le pendant de la Décla-

L'armée
célèbre
la fondation
de
la république.
(Fête du 1^{er}
vendémiaire.)

Sept. 1798. ration des droits de l'homme, seul évangile que reconnût le gouvernement d'alors; et encore ne craignait-il pas d'en fouler aux pieds les plus importants préceptes. Les Turcs furent assez insensibles à toutes ces choses; mais ce qui les frappa et fit sur eux une profonde et salutaire impression, ce furent les manœuvres des troupes françaises, les évolutions de l'artillerie, l'ordre et la tenue qui régnaient dans tous les corps. Bientôt, au bruit des fanfares et du canon, un immense drapeau tricolore fut arboré sur la plus haute des pyramides, et Bonaparte adressa à ses compagnons d'armes le discours suivant :

« Soldats, nous célébrons le premier jour de l'an VII
« de la république.

« Il y a cinq ans, l'indépendance du peuple français
« était menacée : mais vous prîtes Toulon ; ce fut le
« présage de la ruine de nos ennemis.

« Un an après, vous battiez les Autrichiens à
« Dego.

« L'année suivante, vous étiez sur le sommet des
« Alpes.

« Vous luttiez contre Mantoue il y a deux ans, et
« vous remportiez la célèbre victoire de Saint-George.

« L'an passé, vous étiez aux sources de la Drave
« et de l'Isonzo, de retour de l'Allemagne.

« Qui eût dit alors que vous seriez aujourd'hui
« sur les bords du Nil, au centre de l'ancien continent?

« Depuis l'Anglais, célèbre dans les arts et le commerce, jusqu'au hideux et féroce Bédouin, vous
« fixez les regards du monde.

« Soldats , votre destinée est belle , parce que vous
 « êtes digne de ce que vous avez fait , et de l'opinion
 « que l'on a de vous. Vous mourrez avec honneur
 « comme les braves dont les noms sont inscrits sur
 « cette pyramide , ou vous retournerez dans votre pa-
 « trie , couverts de lauriers et de l'admiration de tous
 « les peuples !... »

Bonaparte , à son départ de France , avait compris tout ce que la gloire des sciences ajouterait de lustre à celle des armes. Sur cette terre d'Égypte , où chaque pied qui foulait le sol remuait un souvenir historique , il avait rassemblé un cortège considérable de savants ; il les réunit en une corporation qui prit le nom d'Institut d'Égypte. Cet institut eut pour mission de s'occuper du progrès et de la diffusion des lumières sur le sol égyptien , comme aussi de rechercher , d'étudier , de coordonner tous les documents qui seraient intéressants pour l'histoire et l'industrie. Il fut divisé en quatre classes (1) , sous la présidence de Monge ; Bonaparte fut nommé vice-président.

Bonaparte
 crée
 l'Institut
 d'Égypte.

(1) Nous donnons ici la liste des membres de l'Institut d'Égypte :

Classe de mathématiques.

Les CC. Andréossy , Bonaparte , Costaz , Fourier , Girard , Lepère , Leroi , Malus , Monge , Nouet , Quesnot , Say , Lancret.

Classe de physique et d'histoire naturelle.

Les CC. Berthollet , Champy , Jomard , Conté , Delille , Descotils , Desgenettes , Dolomieu , Dubois , Larrey , Geoffroy , Savigny.

Classe d'économie politique.

Les CC. Caffarelli , Gloutier , Poussielgue , Sulkowsky , Sucy , Bourienne , Tallien.

Sept. 1798.

Révolte
du Caire.

Deux mois s'étaient écoulés, durant lesquels Bonaparte organisait la portion de l'Égypte qu'occupaient ses troupes, et envoyait des expéditions dans la haute Égypte, lorsque soudain une formidable révolte éclata au Caire. Ce mouvement insurrectionnel n'avait point été prévu. Bonaparte et ses lieutenants, confiants dans les témoignages extérieurs de la fidélité musulmane, oubliaient qu'entre les dévots de l'islamisme et *l'infidèle*, il ne saurait y avoir ni amitié ni paix. A leur insu, et à l'abri de leur imprévoyance, le fanatisme musulman provoquait le peuple égyptien à prendre les armes, et à briser le joug imposé par les *giaours*. Leurs exhortations étaient d'autant plus écoutées, que le général français, obligé de faire subsister ses troupes, soumettait le pays à des contributions et à des mesures financières très-fâcheuses. L'administrateur général du trésor, le citoyen Pousielgue, avait eu l'idée fort peu heureuse d'établir dans le pays le droit d'enregistrement, et d'y soumettre toutes les mutations de propriété, qui sont très-fréquentes en Égypte. Cette innovation fiscale mécontenta profondément les Orientaux : ils la prirent pour un moyen déguisé de les dépouiller peu à peu de toutes leurs richesses. Dans les mosquées, les chefs de la religion prêchèrent la guerre contre l'impie. A la voix des imans et des ulémas, la population entière se souleva ; et les Français furent attaqués dans leurs

Classe de la littérature et des arts.

Les CC. Denon, Dutertre, Norry, Parseval-Grandmaison, Redouté, Rigel, Venture, dom Raphaël, prêtre grec.

maisons, dans les casernes, dans tous les quartiers de la ville. Quelques-uns d'entre eux périrent massacrés; le palais où l'Institut d'Égypte tenait ses séances fut assiégé par les rebelles; mais les savants se barricadèrent, et, secondés par leurs domestiques, tinrent en respect la vile populace qui les menaçait. Averti de ce qui se passait, le général Dupuy prescrivit des dispositions de sûreté et de police, dont l'ensemble ne répondait pas à l'étendue du danger. Cet aventureux général, voyant que rien n'arrêtait l'insurrection, se mit à la tête de quelques troupes, et se porta du côté de la *Ville des tombeaux*, immense cimetière situé en dehors du Caire, et qui servait de quartier général aux insurgés. Il n'était pas encore à moitié chemin, qu'il eut à combattre le peuple, et périt, atteint d'un coup de lance. Cependant le général en chef, ayant entendu le canon d'alarme, se mit à la tête d'un détachement, et donna les ordres que les circonstances réclamaient. Le général Bon prit le commandement de la place; de nombreux bataillons d'infanterie s'élancèrent le long des rues, et dirigèrent un feu terrible sur les révoltés. Ceux-ci cédèrent peu à peu le terrain; mais, dispersés sur un point, ils se formaient sur un autre, et quinze mille d'entre eux se retranchèrent dans la grande mosquée d'El-Héazar. La nuit se passa sous les armes. Le lendemain, à la pointe du jour, les insurgés ouvrirent les portes de la ville à des masses de combattants arabes qui venaient se joindre à eux. Les Français, encouragés par la présence de Bonaparte, chargèrent avec

Oct. 1798. intrépidité ces multitudes fanatiques. On se battit dans les rues, sur le seuil des maisons, dans les caves, autour des mosquées, derrière les tombes du cimetière; et partout, après une résistance acharnée, les ennemis se virent contraints de céder à la tactique et à l'énergie des troupes françaises. Pour en finir, Bonaparte fit bombarder la ville et la grande mosquée. Une violente tempête, accompagnée de tonnerre, éclata alors; et les superstitieux Ottomans s'imaginèrent que le ciel combattait contre eux. A huit heures du soir, ils implorèrent la clémence de l'armée française, et consentirent à se rendre à discrétion. Le troisième jour, la ville rentra dans l'ordre, et une justice militaire, implacable et rapide, sévit contre les principaux coupables (1^{er} brumaire - 22 octobre). Vers le même temps, une tribu d'Arabes qui avait massacré des Français fut surprise et détruite. Tous les hommes de cette tribu furent décapités; et leurs têtes, coupées, exposées au regard du peuple sur une place du Caire, apprirent à l'Égypte qu'elle devait se résigner et obéir.

« Habitants du Caire, dit Bonaparte dans l'une
« de ses proclamations, des hommes pervers avaient
« égaré une partie d'entre vous; ils ont péri. Dieu
« m'a ordonné d'être clément et miséricordieux pour
« le peuple!... Schérifs, ulémas, orateurs des mos-
« quées, apprenez au peuple que mes ennemis n'au-
« ront de refuge ni dans ce monde ni dans l'autre.
« Y aurait-il un homme assez aveugle pour ne pas
« voir que le Destin lui-même dirige toutes mes opé-

« rations? Y aurait-il quelqu'un assez incrédule pour
 « révoquer en doute que *tout, dans ce vaste univers,*
 « *est soumis à l'empire du Destin?* »

« Faites connaître au peuple que, depuis que le
 « monde est monde, il était écrit qu'après avoir dé-
 « truit les ennemis de l'islamisme, *fait abattre les*
 « *croix*, je viendrais remplir la tâche qui m'a été im-
 « posée. Faites voir au peuple que, dans le saint livre
 « du Coran, ce qui arrive a été prévu... Je pourrais
 « demander à chacun de vous compte de ses plus se-
 « crets sentiments, *car je sais tout* : mais un jour
 « viendra où tout le monde verra avec évidence que
 « je suis conduit par des ordres supérieurs, et que
 « tous les efforts humains ne peuvent rien contre
 « moi... »

C'était là sans doute une jonglerie, et une jon-
 glerie sacrilège : mais qui peut dire si le fataliste gé-
 néral ne croyait pas un peu à cette mission d'en
 haut, dont il se vantait d'être investi?

Bonaparte prit des mesures pour mettre la garnison
 du Caire à l'abri d'une nouvelle révolte ; il fit élever
 quelques forts, il donna ordre d'abattre les construc-
 tions inutiles qui pouvaient servir de refuge aux as-
 saillants. Des ponts de bateaux furent établis sur le
 Nil ; des colonnes mobiles eurent ordre de protéger la
 navigation et les routes de la basse Égypte. Sous la
 direction de Marmont, on éleva à la hâte des retran-
 chements et des ouvrages destinés à protéger Alexan-
 drie contre les attaques de la flotte anglaise. Les mu-
 railles d'enceinte de Rosette et de Damiette furent
 réparées et retranchées ; des forts et des redoutes fu-

Mesures
prises pour
pacifier
l'Égypte
et
pour
compléter
la conquête.

Oct. 1798. rent construits aux embouchures du Nil. De son côté, Desaix continua d'inquiéter ou de battre les mame-luks et Mourad-Bey dans les vallées de la haute Égypte. A la faveur de ces mesures vigoureuses, les membres de l'Institut et de la commission des sciences se livrèrent avec ardeur à leurs études et à leurs recherches. Les uns parcoururent le pays à la suite des détachements, et recueillirent soigneusement les vestiges du passé; d'autres visitèrent la vallée où se trouvent les lacs de natron; plusieurs, doués d'un esprit sagace, recherchèrent les causes de la peste et les moyens les plus sûrs de combattre ce fléau. Bonaparte, qui donnait à tous l'exemple et l'impulsion, étudia avec eux les moyens possibles de joindre par un canal la Méditerranée à la mer Rouge : pour faciliter ces investigations utiles, il envoya une expédition à Suez, puis il se rendit lui-même, au milieu des sables, sur cette côte; il traversa la mer Rouge, et fit une excursion en Arabie, dans le but de reconnaître les fontaines de Moïse. C'est par cette route que passent les caravanes de Tor et du mont Sinaï. Dans ce trajet périlleux, Bonaparte, s'étant écarté du sentier connu, fut sur le point d'être englouti dans les sables, comme l'armée de Pharaon. Des fontaines de Moïse, il envoya aux moines schismatiques grecs qui habitent le Sinaï, un rescrit au moyen duquel ces religieux étaient déclarés exempts de tribut. Le commerce de l'Inde fixa particulièrement l'attention du général, et ce fut alors que, méditant de porter à l'Angleterre, sur le théâtre même de la puissance de ce peuple, le coup le plus habile et le plus sûr, Bona-

Bonaparte
aux fontaines
de Moïse.

parte se mit en rapport avec Tippo-Saëb, et lui fit Oct. 1798.
*connaître qu'il allait passer la mer Rouge avec une
 armée invincible et innombrable, remplie du désir de
 soustraire l'empire indien au joug des Anglais.* Peu
 de temps après, le général en chef revint au Caire;
 il y trouva le peuple soumis et résigné. Les musul-
 mans, qui n'obéissent qu'à la force et n'admirent
 qu'elle, se sentaient saisis de crainte et de respect à
 la vue des prodiges accomplis en si peu de jours par
 l'armée républicaine et par son chef. Dans leur éton-
 nement, ils avaient décerné à Bonaparte le surnom
 oriental de Kébir, *sultan du feu*; Desaix, qui triom-
 phait dans la haute Égypte, et que sa modération
 avait fait aimer même des vaincus, venait de rece-
 voir d'eux le nom mérité de *sultan juste*.

Mais pendant que l'armée d'Afrique étendait ainsi,
 au delà des mers, la gloire et l'orgueil de la France,
 la république, gouvernée par le directoire, ne s'était
 point trouvée à l'intérieur exempte de misères et de
 déchirements. Au dehors, de l'autre côté du Rhin
 et des Alpes, elle avait rencontré des difficultés qui,
 loin de s'aplanir, s'étaient peu à peu agrandies, et
 la paix de l'Europe continentale avait de nouveau été
 troublée.

On a vu par quel acte de compression révolutionnaire
 le directoire avait, au 18 fructidor, cassé les élections
 royalistes de l'an V. En l'an VI, les ennemis de la
 république n'osèrent paraître dans les collèges électo-
 raux, et les jacobins y eurent le champ libre. Il ré-
 sulta de cette circonstance que la nouvelle majorité
 des conseils appartint aux anciens montagnards, et

Situation
intérieure
de
la république.

Nouvelles
luttres
engagées
entre
le directoire
et
les partis.

Mai 1798.

le directoire se vit tout à coup débordé par une démocratie virulente. Vainement la loi du 19 fructidor l'avait-elle investi de droits exceptionnels, tels que ceux de faire fermer les clubs et d'interdire les journaux : l'opposition, qui avait à la fois recouvré la parole et la force, contesta énergiquement l'exercice de ces pouvoirs ; de plus, elle fit essuyer au gouvernement de vives attaques en matière de finances, et une guerre tantôt sourde, tantôt déclarée, ne tarda pas à s'engager entre le directoire et les tribuns montagnards. Dans les rangs de l'opposition siégeait le citoyen Lucien Bonaparte, frère du général ; et ce jeune exalté, doué d'une éloquence abrupte, mais facile, commençait à donner au gouvernement quelques embarras. Quant aux royalistes, ils n'avaient point renoncé à lutter contre le directoire ; ils s'étaient seulement promis de choisir un autre terrain que celui des discussions législatives. Peu de temps après le 18 fructidor, une insurrection éclata dans le département du Gard, sous la conduite de Dominique Allier : celui-ci entreprit de venger les députés victimes du coup d'État directorial, et il parvint à se rendre maître du fort du pont Saint-Esprit. Ce mouvement n'aboutit qu'à la ruine de ceux qui l'avaient tenté. En même temps des soulèvements contre-révolutionnaires eurent lieu à Carpentras et à Tarascon : l'emploi de la force publique fut nécessaire pour les réprimer, et le sang coula. Pareil événement se produisit en Corse, et aboutit à un résultat semblable. Dans une partie du Midi, et principalement le long du Rhône, une sorte de brigandage politique fut organisé. Sous pré-

Insurrections
et troubles
dans
le Midi.

texte de royalisme ou de contre-révolution, on attaquait les diligences, on menaçait les caisses publiques. Dans cette contrée, et aussi dans l'Ouest, des misérables, connus sous le nom de *chauffeurs*, et qui associaient le vol aux vengeances politiques, épouvantèrent les campagnes par des attentats ordinairement impunis. Selon l'usage, le directoire répondit à la violence par la violence; il mit en état de siège un grand nombre de communes, au nombre desquelles figurèrent Lyon, Montpellier, Castres, Sarlat, Bergerac, Périgueux, Béziers, Limoges. Au moindre mot qui gênait sa marche, il supprimait les journaux de toute opinion. Il continua à faire fermer les clubs, qui devenaient autant de foyers d'opposition; et dans le sein de ceux dont il toléra l'existence, il introduisit des agents ou des orateurs chargés de défendre sa cause. Au nombre des hommes qui acceptèrent ce rôle, figura un jeune publiciste issu d'une ancienne famille de réfugiés protestants, et qui, par son talent d'écrivain et sa parole incisive, s'était déjà acquis une influence considérable; nous voulons parler de Benjamin Constant.

Le directoire, au 18 fructidor, avait annulé tous les choix royalistes; au mois de floréal an VI, placé en présence des choix du parti jacobin, il réclama des conseils une loi exceptionnelle, destinée à le garantir de ce nouveau danger. Le mot d'ordre transmis à la police et aux affidés du gouvernement fut de se plaindre des envahissements et des violences de l'anarchie; et bientôt le conseil des cinq-cents, saisi de la question, délibéra sur la proposition d'un

Mai 1798.

Mesures
de
compression
prises par le
gouvernement.

Coup d'État
légal
du
22 floréal.
Les
élections
sont cassées.

Sept. 1798. nouveau coup d'État qu'il s'agissait de légaliser. Vainement quelques orateurs firent-ils entendre quelques protestations; vainement rappelèrent-ils aux législateurs l'exemple du coursier de la fable, qui, pour avoir associé l'homme à sa vengeance, se trouva réduit à l'état de domesticité et de servage : la majorité, entraînée par un discours de Chénier, étouffa les cris de la minorité, et fit au gouvernement la concession énorme qu'il demandait : une loi, rendue le 22 floréal an VI (11 mai 1798), cassa les élections opérées dans la plus grande partie des départements. Ce fut la seconde violation manifeste de la constitution de l'an III. Depuis le 18 fructidor, il ne s'agissait plus de droits, mais de force; et le coup d'État du 22 floréal ne surprit qu'un petit nombre d'hommes candides qui croyaient encore à la liberté : aussi, quand vint l'anniversaire de cette même journée du 18 fructidor, il ne se trouva qu'une poignée d'initiés ou de dupes qui consentirent à prendre part aux réjouissances publiques ordonnées par le gouvernement et autorisées par la loi.

Une loi
institue
la
conscription.

Le lendemain, 19 fructidor, sur le rapport du général Jourdan, député de la Haute-Vienne, une loi institua la conscription militaire : ce nouveau système de recrutement eut pour résultat de doter la France d'une milice vraiment nationale dans ses éléments et dans son origine. La loi soumit chaque citoyen à l'impôt du sang; elle répartit équitablement entre chacun cette dette, la plus lourde de toutes; elle accrut dans une proportion considérable l'influence, la moralité et l'intelligence de nos armées. La conscription était

à peine décrétée en principe, qu'une autre loi appela aux armes deux cent mille jeunes soldats (3 vendémiaire an VII — 24 septembre). La république française, gouvernée par quelques hommes médiocres ou méprisés, avait de nouveau à lutter contre l'Europe, et Bonaparte, le plus grand de ses gens de guerre, subissait le glorieux ostracisme d'Égypte.

Depuis le traité de Campo-Formio, l'Autriche, l'Empire et les puissances secondaires d'Italie, ne s'étaient point volontairement résignés à la paix : en présence des attentats commis par la France contre l'indépendance de la Suisse et des États romains, il était impossible d'attendre de l'Europe continentale une amitié sincère et des sympathies sans défiance. On ne se faisait pas encore la guerre, mais les plénipotentiaires assemblés au congrès de Rastadt prenaient à l'égard de la république une attitude hostile ou malveillante, trop bien justifiée par la perfidie du directoire et l'ambition du gouvernement français. Le point en litige consistait, de part et d'autre, à se disputer la ligne du Rhin. L'Autriche et les princes de l'Empire voulaient contraindre la France à se contenter, dans le Palatinat et du côté de Trèves, de la barrière de la Moselle; mais ces prétentions, ouvertement affichées, n'étaient point sérieuses, et l'Allemagne n'élevait une difficulté de cette nature que pour avoir le droit de se montrer plus exigeante dans la question des compensations. Après beaucoup de pourparlers, on consentit à traiter, en prenant pour basé des arrangements la cession de la rive gauche du Rhin définitivement faite à la France, et l'on

Dispositions
des
puissances
étrangères.
—
Difficultés
au dehors.

Sept. 1798. posa en principe que les princes de l'Empire, déposés de leurs provinces, seraient dédommages par la sécularisation des évêchés et des autres fiefs ecclésiastiques d'Allemagne. La Prusse et l'Autriche consentirent à cet arrangement; mais les princes dépouillés ou ceux qui craignaient de l'être réclamèrent auprès des deux cours, et invoquèrent la protection de la Russie, protection insolite et dangereuse, que le czar Paul I^{er} se trouvait fort disposé à accorder. Cette intervention hostile de la Russie, depuis si longtemps différée, allait à peine être promise à l'Allemagne contre la France, qu'elle donnait une consistance considérable aux mauvais vouloirs de l'Autriche et aux rancunes sourdes de la Prusse, et qu'elle venait merveilleusement en aide à la politique de l'Angleterre.

L'Angleterre. Persévérante dans ses haines comme dans son orgueil, l'Angleterre s'étonnait et s'indignait de ne point recueillir le fruit de tant de sacrifices consentis pour humilier la France. Si la gloire de ses entreprises maritimes lui offrait de vastes compensations, elle n'en concevait que des ressentiments plus vifs lorsqu'elle songeait à la puissance de sa rivale, et à l'ascendant de cette république tant méprisée. Ce qu'on disait des armements de la France, et d'une prochaine descente sur les côtes de la Grande-Bretagne, commençait à ne plus paraître une menace vaine; et déjà, de l'autre côté du détroit, on avisait à prendre toutes les mesures de précaution et de défense que les circonstances semblaient réclamer. Le ministère présenta un bill pour la défense du territoire : cette fois, du

moins, l'opposition oublia ses griefs contre Pitt pour ne songer qu'aux dangers du pays. Le bill passa à une grande majorité, et toutes les forces du pays furent organisées en vue de la guerre. A l'intérieur, le gouvernement obtint ou fit proroger des lois spéciales contre les assemblées et contre la liberté individuelle; l'esprit national lui servit d'auxiliaire; des prêts volontaires et des dons patriotiques mirent à la disposition de Pitt des ressources abondantes: jamais le crédit ne fut plus élevé, et cette circonstance doit être constatée par l'histoire comme l'un des traits les plus honorables du caractère anglais.

Cependant l'Irlande, ce pays vaincu et opprimé, ne consentit pas à faire cause commune avec ses maîtres. L'association des *Irlandais-Unis*, formée en vue de la délivrance de l'île, jugea que les conjonctures étaient favorables, et prit ouvertement les armes. Les délégués de l'Union Irlandaise, Samuel Tow, O'Connor et Fitz-Gérald, sollicitèrent les secours de la France, et commencèrent la guerre civile. Dans cette lutte trop inégale, et qui fut de courte durée, l'Angleterre sévit avec colère et rigueur contre sa vassale; il y eut des villes prises et saccagées; il en coûta la vie à de généreux patriotes, dont tous les cœurs irlandais gardent le nom. Samuel Tow et lord Fitz-Gérald se donnèrent la mort dans leurs cachots; et les forces militaires de l'Angleterre, mises à la disposition de lord Cornwallis, rétablirent dans la malheureuse *Érin* l'autorité du peuple suzerain et implacable dont elle subit le joug. La France ne prit qu'une faible part à ces événements; un corps d'armée de six mille hommes,

Expédition
en Irlande.

Sept. 1798. placé sous les ordres du général Sarrazin, ne put mettre à la voile, et attendit inutilement dans nos ports des vents et des circonstances plus propices. Quinze cents aventuriers, commandés par le général Humbert, débarquèrent cependant à Kilala en Irlande, le 5 fructidor (22 août). Quelques Irlandais se joignirent à cette faible troupe, et, dans les premiers jours de l'expédition, ils remportèrent plusieurs avantages sur les corps armés dirigés contre eux. L'arrivée de lord Cornwallis, à la tête de quinze mille hommes, changea la face des choses. La troupe française, réduite à moins de neuf cents hommes, fut attaquée et enveloppée de toutes parts, à Conanguen, par des masses d'ennemis. Après une résistance héroïque, cette poignée d'aventuriers succomba : ceux qui survécurent mirent bas les armes ; mais, à cause de leur bravoure, on consentit à les échanger honorablement, et ils revinrent en France (22 fructidor — 8 septembre). Vers le même temps, une expédition fut tentée par une division de l'armée anglaise contre le port d'Ostende, appartenant à la république française : l'ennemi échoua, et perdit deux mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers.

La Russie
intervient
dans la lutte.

La Russie, en intervenant dans la lutte, ne devait pas tarder à fournir à l'Angleterre de nouveaux sujets d'espérance, à l'Autriche l'occasion de jeter le masque. Le czar Paul I^{er}, dans les premiers moments de son règne, s'était montré peu disposé à hériter des idées et de la politique de sa mère : insensiblement ces répugnances s'étaient affaiblies, et la cause des Bourbons et de la noblesse française avait trouvé,

dans le successeur de Catherine, l'un de ses défenseurs les plus loyaux et les plus dévoués. Par les ordres de Paul, une flotte russe eut ordre de cingler vers la Baltique, et d'y donner la chasse aux corsaires français; de plus, deux cent cinquante mille soldats furent levés, et placés sous le commandement du vieux Suwarow. Aucun prétexte ne manquait à la Russie pour prendre les armes : n'avait-elle pas à défendre les princes germaniques, dépouillés par les stipulations du congrès de Rastadt, et qui en avaient appelé à elle? Sur ces entrefaites, un événement diplomatique de la plus haute importance favorisait ses vues et ses espérances. La Porte Ottomane, profondément blessée par l'entreprise de la république française contre l'Égypte, l'une des provinces vassales du Grand Seigneur, n'avait point hésité à demander vengeance de cet outrage. Par les soins des agents de l'Angleterre, un rapprochement fut habilement ménagé entre l'empire turc et la Russie : le chargé d'affaires de France fut renfermé aux Sept-Tours, et un traité d'alliance offensive et défensive intervint entre l'Angleterre, la Russie et la Porte.

 Oct. 1798.

Traité
de
la triple
alliance
conclu contre
la France.

La Triple Alliance fit à l'Autriche des ouvertures secrètes qui furent écoutées : elle travailla à détacher la Prusse de la neutralité que cette puissance s'était imposée depuis plusieurs années. La république française, de son côté, chercha à contracter avec la Prusse une alliance offensive contre la Russie et l'Autriche. Placée entre cette double impulsion, la Prusse hésitait : tandis que la noblesse et l'armée appelaient de leurs

Hésitations
de
la Prusse.

Oct. 1798. vœux l'alliance anglo-russe, le parti français, à la tête duquel marchait le comte de Hanguitz, intimidait le roi, et le retenait dans un système de neutralité pacifique. On en était là lorsque l'Autriche, qui commençait à garder fort peu de ménagements, fit occuper le pays des Grisons par ses troupes, en alléguant, avec raison, que la France l'y avait autorisée, du jour où elle s'était emparée de Genève et de Lausanne. Ce fut sous l'empire de ces événements, menaçants pour la France, que s'ouvrit à Londres la nouvelle session du parlement : le ministère Pitt étala devant les lords et les communes les triomphes que l'Angleterre avait remportés sur les deux mers, et les succès plus sérieux encore qu'avaient obtenus ses menées diplomatiques. Malgré l'opposition d'un petit nombre d'orateurs, le parlement s'associa aux joies de la couronne, et vota de larges subsides pour subvenir aux frais de la lutte prochaine.

Ouverture
de
la session
du parlement
anglais.

L'Espagne. Au midi, la situation était grosse de difficultés. La république française ne pouvait guère compter que sur l'Espagne; et l'Espagne, redoutant presque autant les principes français que les vengeances de l'Angleterre et de l'Autriche, négociait néanmoins pour maintenir une paix mal assise, et qui pesait à l'Europe.

En Italie, les nouvelles républiques fondées par Bonaparte, à l'image de la république française, étaient en proie aux embarras de l'impuissance et de l'anarchie; et, de cette liberté qu'on leur avait promise, elles ne retiraient d'autre fruit que la dure nécessité de subir le joug étranger.

Le Piémont. Placé entre la république française et les trois

républiques helvétique, ligurienne et cisalpine, le Nov. 1798.
 royaume de Piémont ne jouissait plus que d'une existence précaire et sans dignité : les troupes françaises qui gardaient ses principales places fortes lui dictaient des lois ; les agents diplomatiques de la France se livraient, même sous les yeux du roi, à une propagande révolutionnaire des plus dangereuses pour le maintien de la maison de Savoie. Exposé aux outrages des républicains piémontais, le roi Charles-Emmanuel se vit réduit à demander qu'une garnison française fût placée à Turin pour protéger son autorité et sa personne. Vers le même temps, le grand-duc de Toscane, las du joug, commençait à prêter La Toscane.
 l'oreille aux propositions qui lui venaient de Vienne et de Naples, et il se disposait secrètement à prendre les armes.

A Naples, l'influence anglaise était toute prépondérante ; et la cour, fortifiée par le sentiment populaire, préparait presque ouvertement une levée de boucliers. Lord Nelson, après la victoire d'Aboukir, s'était vu, dans cette capitale, l'objet d'un enthousiasme sans égal ; et les Anglais avaient été accueillis en libérateurs dans tout le royaume. Le 19 mai 1798, les cours de Naples et de Vienne conclurent un traité secret d'alliance : d'après le plan concerté entre les deux cabinets, Naples devait prendre l'initiative d'un mouvement qui aurait pour but d'affranchir, à force ouverte, la péninsule italienne du joug de la France. Il était convenu que cinquante mille Napolitains, placés sous les ordres du général Mack, devaient, à un signal donné, marcher sur

Le roi
de Naples
rentre
à son tour
dans
la coalition.

Nov. 1798.

Rome, et détruire le fantôme du gouvernement républicain institué dans cette ville : la Toscane s'engageait à seconder ce mouvement; on comptait sur le concours du Piémont. Le 29 novembre, un traité d'alliance intervint entre Naples et la Russie; le 1^{er} décembre, des stipulations également offensives et défensives furent échangées avec l'Angleterre. Il paraissait évident, à tous les esprits sensés, que cinquante mille hommes aux ordres d'un tacticien habile (on le supposait tel), et secondés par plusieurs États d'Italie, ne pouvaient manquer d'avoir promptement raison d'une poignée de Français commandés par Championnet, et cernés de toutes parts. Cette opinion était si bien répandue en France, que le directoire avait prescrit à ce général de ne point attendre l'attaque de l'ennemi, mais de se retirer du côté de la Cisalpine. Championnet, dans son mouvement rétrograde, n'alla pas au delà de Terni, position qui commande à la fois à la Toscane, aux États de l'Église et à Naples : toutefois, à peine eut-il quitté Rome, que les Trans-tévérins s'empressèrent de relever les insignes du gouvernement pontifical, et de détruire, avec un haineux mépris, les vestiges de l'occupation française et de l'éphémère république romaine. Ces événements se passaient au pied du château Saint-Ange, citadelle dont les Français étaient demeurés maîtres. Sur ces entrefaites, le commandement général de toutes les forces républicaines concentrées en Italie fut donné à Joubert.

L'armée
française
sort
de Rome.

Le 9 frimaire (29 novembre), le roi de Naples fit une entrée triomphale à Rome; le 14, l'armée du gé-

néral Mack, forte de quarante mille Napolitains, attaqua, près de Civita-Castellana, une division française aux ordres du général Macdonald, l'un des lieutenants de Championnet. Grâce à la vigoureuse intrépidité des républicains, six mille braves mirent en déroute les masses ennemies : la brigade Kellermann se couvrit de gloire, et contribua puissamment au succès de la journée. Le 19, Macdonald remporta une nouvelle victoire sur les Napolitains, non loin de Calvi ; et le roi de Naples, en apprenant les désastres de ses troupes, prit le parti de s'enfuir de Rome. Le 25 frimaire, cette capitale fut de nouveau occupée par les troupes de Championnet ; et ce général, au lieu de se laisser retarder par les joies du triomphe, prit sur-le-champ la résolution hardie d'envahir le royaume de Naples.

Déc. 1798.

Victoires
des
Français.Le général
Championnet
envahit
le royaume
de Naples.

Pendant qu'il se préparait à opérer ce mouvement, des événements assez graves s'étaient accomplis. La république française, usant du droit de représailles, avait déclaré la guerre, non-seulement au roi de Naples, mais encore au roi de Piémont, dont les dispositions hostiles (n'était-il pas dans son droit ?) s'étaient assez ouvertement manifestées au début de la courte campagne de Mack. Le 19 frimaire (9 décembre), le général Joubert entra dans Turin, et, le même jour, la maison de Savoie abdiqua la souveraineté du Piémont, et se résigna à chercher un refuge en Sardaigne.

La maison
de Savoie
est détrônée.

Dès qu'on apprit à Naples la défaite des troupes de Mack et l'approche de Championnet, une profonde terreur s'empara de la cour cruelle, mais pusillanime,

Événements
de Naples.

Déc. 1798. qui avait compromis le royaume et n'osait plus le défendre. Le roi, la reine, lady Hamilton, le ministre Acton, l'élite des grands et de l'armée, se hâtèrent de chercher un asile à bord de l'escadre anglaise; et lord Nelson les transporta en Sicile. Le peuple n'est point comme les courtisans; il n'émigre pas. Celui de Naples se souleva contre les menaces de l'invasion française. Les lazzaroni, ces Barbares du Midi, à qui suffit un peu de soleil et quelques pavés de marbre pour se croire heureux et libres, en appelèrent au fusil et au couteau, et ils se rendirent maîtres de Naples pour en disputer les murs aux troupes françaises. De son côté, Mack avait rassemblé les débris de l'armée napolitaine derrière le Volturne, fleuve profondément encaissé, et qui formait comme la barrière de Capoue. En ce moment la position des Français devint critique, et Championnet se repentit de l'audace de sa tentative. La cour et les grands avaient fui; la bourgeoisie napolitaine, épouvantée par la crainte de la guerre et du pillage, ne demandait pas mieux qu'à traiter avec les Français; mais les lazzaroni et les montagnards des Abruzzes entendaient défendre le sol, et lutter jusqu'au bout contre l'étranger. Championnet, placé en face de ce grave obstacle, renonça à enlever de vive force Capoue et la ligne du Volturne : il proposa au général Mack et il obtint un armistice aux termes duquel le royaume de Naples devait être racheté moyennant la cession de quelques provinces, et une contribution de huit millions de francs. Dès que ces conditions déshonorantes pour le gouvernement sicilien eurent transpiré dans le pu-

blic, on cria à la trahison, et une insurrection populaire se chargea de mettre obstacle à la ratification de l'armistice. Le général Mack et son état-major, considérés comme traîtres, se virent réduits à chercher un asile sous la tente du général Championnet. Les lazzaroni élurent pour chef et pour *roi* un nommé Michaelo, réputé fou; mais, pendant qu'ils se disposaient à combattre, l'armée française commençait déjà à se déployer en vue de Naples, et bientôt elle campa sur les bords de la mer, depuis Chiaja jusqu'à Portici. Quand elle voulut entrer dans la ville, il fallut prendre d'assaut les maisons, et livrer une bataille dans chaque rue. Après soixante heures de combat, l'archevêque de Naples intervint, et exhorta le peuple à se soumettre : les Français promirent de respecter les églises et d'honorer le sang de saint Janvier, et les lazzaroni mirent bas les armes. On était au 4 pluviôse. Peu de jours après, sur les débris de la puissance royale détruite, Championnet organisait l'État de Naples en république parthénopéenne, et les troupes qui composaient les colonnes d'expédition prenaient le nom d'armée de Naples. A la suite de ces événements imprévus, et qui étonnèrent l'Europe, Championnet devint indépendant de Joubert. De toute l'Italie, deux îles, la Sicile et la Sardaigne, étaient seules demeurées en dehors du joug de la France.

Au dedans, la république était encore travaillée en sens contraire par les factions les plus opposées de sympathies et de but. Tandis que le directoire prolongeait sa misérable existence à l'aide des intrigues,

Janv. 1799.

Prise
de Naples.

—
L'armée
française
établit
la république
parthéno-
péenne.

Situation
des
royalistes
en Bretagne
et
en Vendée.

Fév. 1799.

de la corruption et des coups d'État, la résistance politique de ses ennemis continuait à se traduire en actes de brigandages dans les départements voisins du Rhône, et en coups de main hardis sur les deux rives de la Loire. La Bretagne était toujours le théâtre de cette guerre de haies et de buissons, qu'on appelait chouannerie ; et, bien que concentrée dans quelques cantons éloignés, cette lutte persévérante et opiniâtre n'en était pas moins une menace pour la république. Il n'y avait plus de Vendée, mais les Vendéens n'avaient point entièrement posé les armes ; la foi restait au cœur des paysans et des chefs, et l'organisation du parti royaliste subsistait encore : quelques revers au dehors, une grande bataille perdue sur le Pô ou sur le Rhin, et le drapeau blanc allait reparaître sur les clochers de l'Ouest.

LIVRE QUATRIÈME.

Ainsi la lutte engagée depuis bientôt huit ans entre la France et l'Europe, et momentanément assoupie par plusieurs traités de paix, allait recommencer avec une nouvelle énergie. Les dispositions de l'Autriche ne pouvaient tromper personne : cette puissance, désormais unie avec la Russie et l'Angleterre, avait hâte de venger ses affronts. Pour la première fois la Russie entraît en ligne, et venait faire déborder sur l'Occident le flot de ses armées. Victorieuse aux bouches du Nil et sur les côtes de l'Océan, l'Angleterre puisait à pleines mains dans son épargne, et soldait l'un après l'autre tous les ennemis de la France. L'Espagne, accablée sous le fardeau de son impuissance, et n'osant rompre le lien qui l'unissait au directoire, formait en secret des vœux pour notre ruine. Tous les peuples d'Italie, opprimés ou vaincus, détestaient notre joug et nos idées. La Suisse allemande, partagée en plusieurs factions, ne demandait qu'à ouvrir à nos ennemis les routes qui pouvaient les conduire jusqu'à Paris ; mais pour le moment ces débouchés étaient au pouvoir des troupes françaises. La Suède et le Danemark persistaient à garder la neutralité : la Prusse, hésitant entre la haine et la peur que

Mars 1799.

Dangers
qui menacent
la France
au dehors.

Mars 1799. lui inspirait la France , demeurait spectatrice des événements.

On était au mois de ventôse an VII (mars 1799). Bien que le congrès de Rastadt ne fût pas encore dissous, comme la guerre ne pouvait être ajournée, le directoire prescrivit à ses généraux de prendre l'offensive. C'était là une résolution plus hardie que sage ; et ceux qui ne reculaient pas devant elle oubliaient trop souvent que le seul homme capable de tenir tête à l'Europe était alors sur les bords de la mer Rouge, entièrement livré aux glorieuses difficultés de son exil. La loi qui venait d'instituer la conscription promettait à la république un prochain renfort de deux cent mille recrues ; mais , en attendant que les jeunes soldats fussent choisis, levés, équipés (et plusieurs mois étaient encore nécessaires), toutes les forces militaires de la France ne dépassaient pas le chiffre de cent soixante dix mille hommes. Avec ces faibles ressources, il fallait protéger toutes les côtes depuis le Zuyderzée jusqu'à Bayonne, et la frontière de terre de Mayence jusqu'à l'Adige, ou, pour mieux dire, jusqu'à Naples. Cependant l'Autriche, à elle seule, disposait de deux cent cinquante mille hommes exercés et disciplinés ; le contingent fourni par la Russie était de soixante mille soldats, compagnons de Suwarow, et cette armée était l'une des plus renommées qui fût au monde. Les flottes anglaises et russes, agissant de concert, se préparaient à bloquer nos ports, et à débarquer sur le rivage de la Hollande une armée anglaise de quarante mille soldats. Joignez à ces troupes les forces réunies de l'Empire et des na-

tions italiennes, impatientes de secouer l'autorité de la France. Si l'on en exceptait la république batave, assez favorablement disposée à s'unir à nous pour défendre son indépendance, tous les autres États, occupés par nos troupes, n'étaient peuplés que de nos ennemis. C'était là le résultat inévitable de ce système d'exactions qui pesait sur les nations conquises, et que le directoire exerçait par ses agents et ses traitants : la Suisse était dépouillée, l'Italie en proie aux Verrès, et, la spoliation s'exerçant à tête levée, la plupart des généraux et des officiers ne rougissaient pas d'y prendre part. Le directoire consentait bien à approuver les confiscations et les actes de pillage qui remplissaient les coffres de la république ou subvenaient aux dépenses de Barras ; mais il ne voyait pas avec plaisir que les armées entrassent à leur tour dans cette voie, et pour le profit des rapacités individuelles. Il prit des mesures pour enlever aux généraux la disposition des deniers publics et l'administration financière des pays occupés par nos armes. Joubert, homme probe, vit un affront dans cette défiance, et il se démit du commandement de l'armée d'Italie : on le remplaça par Schérer. A Naples, Championnet, exalté par le souvenir de sa récente conquête, ne craignit pas de désobéir, et de chasser les fondés de pouvoir du gouvernement français : pour prix de son insubordination, il fut destitué, et traduit devant un conseil de guerre ; le commandement de l'armée de Naples fut provisoirement confié à Macdonald. Cependant, du côté de la Suisse et du Rhin ,

Mars 1799.

nos généraux ne savaient comment se conformer aux ordres du directoire, et prendre immédiatement l'offensive. Masséna, qui était à la tête de notre petite armée d'Helvétie, et Jourdan, qui était chargé d'ouvrir la campagne sur le Danube, réclamaient à grands cris des renforts et des ressources de guerre, tandis que le directoire, encore hors d'état de satisfaire à de si justes réclamations, se bornait à insister, et faisait entrer dans ses calculs, comme autant d'éléments de succès, l'influence du nom français et les prodiges du patriotisme. Or, c'était là une de ces témérités ridicules que de médiocres avocats, parvenus au gouvernement de la république, pouvaient seuls prendre pour règle et pour espérance : il est dans la nature des hommes de cette taille, de ne savoir garder aucun milieu entre la folle bravade ou la timidité pusillanime. Puisqu'on était déterminé à faire la guerre, c'était une œuvre délirante que de prendre l'offensive sur tous les points, avant d'avoir réuni des forces suffisantes. Une sage entente de la situation eût conseillé de concentrer tous les efforts de nos armées sur un seul point, tel que la vallée du Danube, tandis que sur tous les autres on se serait borné à la défensive. Vainement l'Autriche eût-elle cherché à nous écraser sur l'Adige ou dans la Valteline, si une puissante armée française, entrée en Bavière, eût poussé ses avant-postes à quelques lieues de Vienne. La Bavière était donc le champ de bataille naturel qu'il importait de choisir ; les autres points ne pouvaient être considérés que comme secondaires. C'est ce que

le directoire ne comprit pas. Il lui tardait de ne pas paraître demeurer en arrière des grandes luttes du comité de salut public.

Le 12 ventôse (2 mars), Jourdan prit le commandement de l'armée du Danube, à peine forte de trente-huit mille combattants, et il ne tarda pas à se trouver en présence de l'archiduc Charles, qui avait sous ses ordres soixante et dix mille soldats de l'Empire. Jourdan pénétra en Souabe ; il comptait sur le concours que lui prêterait Masséna, alors occupé, de son côté, à guerroyer dans les vallées de la Suisse. Le 1^{er} germinal (21 mars), trois divisions françaises soutinrent à Ostrach, contre l'armée autrichienne, un combat opiniâtre et meurtrier ; mais l'ennemi demeura vainqueur : ainsi la campagne s'ouvrait par des revers. Jourdan ne se laissa point décourager ; mais, bien convaincu qu'en persistant à lutter contre des forces aussi supérieures, il n'arriverait qu'à compromettre le salut de son armée, il se détermina à se replier sur le Rhin, et à y attendre les secours dont il avait besoin pour reprendre l'offensive. L'archiduc Charles le poursuivit assez mollement. Le 5 germinal, Jourdan crut reconnaître que l'archiduc occupait une position désavantageuse auprès de Stockach, et il espéra que cette circonstance compenserait heureusement la disproportion de ses forces avec celles de son adversaire. A la pointe du jour, il donna le signal de l'attaque ; et l'armée française, abordant avec intrépidité les positions de l'ennemi, les enleva de haute lutte, et contraignit les Impériaux à se replier. En ce moment, Jourdan crut tenir la victoire. Il affaiblit son centre,

Événements militaires.

—
Ouverture de la campagne sur la rive droite du Rhin.

L'armée du Danube est vaincue à Stockach.

Mars 1799. en jetant sur le flanc de l'ennemi l'une de ses divisions les plus importantes. L'archiduc comprit les avantages qui pouvaient naître pour lui de cette fausse combinaison. S'étant mis à la tête de quelques bataillons, il tira l'épée, chargea vigoureusement le centre de l'armée française, le refoula dans la plaine, et se fit soutenir fort à propos par de nombreuses divisions d'infanterie et de cavalerie. Au bout de quelques heures, Jourdan avait perdu la bataille, et ses troupes fuyaient en désordre dans la direction de Schaffouse et de Tuttlingen. Dans cette malheureuse journée de Stockach, la perte des deux armées, à peu près égale de part et d'autre, s'était élevée à quatre ou cinq mille hommes, tués, blessés ou pris.

Jourdan
se replie
sur la
forêt Noire.

Tout conseillait à Jourdan de se replier vers la Suisse, et de concerter ses opérations avec l'armée de Masséna : il préféra sauvegarder la frontière du Rhin, comme si jamais l'ennemi eût osé s'y engager, en laissant sur ses derrières l'armée du Danube et l'armée d'Helvétie ! Continuant donc son mouvement rétrograde jusqu'à l'entrée des défilés de la forêt Noire, Jourdan fit prendre position à ses troupes, puis il se rendit à Paris pour demander des renforts. De son côté, l'archiduc Charles, obligé de se conformer aux plans tracés par le conseil aulique, attendit, au lieu de poursuivre le cours de ses avantages, que les événements de la guerre eussent enlevé aux Français les montagnes de la Suisse : ce retard contribua à sauver l'armée du Danube des dangers qui la menaçaient.

En Suisse, trois corps d'armée, aux ordres de

Masséna, de Lecourbe et de Dessolle (ces deux derniers subordonnés à Masséna), avaient guerroyé, depuis quelques semaines, parfois avec bonheur, toujours avec gloire. Les Autrichiens avaient été chassés du pays des Grisons; Masséna agissait vers les sources du Rhin, Lecourbe vers celles de l'Isère, Dessolle vers celles de l'Adige. Lorsque Masséna eut appris la perte de la bataille de Stockach et la marche rétrograde de l'armée du Danube, il jugea nécessaire, pour la sécurité de l'armée d'Helvétie, de concentrer ses forces et de se tenir sur la défensive. Sur ces entrefaites, Jourdan n'ayant pu faire prévaloir ses plaintes, donna sa démission, qui fut acceptée; et le directoire confia à Masséna le commandement des armées du Danube et d'Helvétie. Le quartier général fut établi d'abord à Bâle, puis à Zurich. On touchait au mois de floréal; mais, depuis la bataille de Stockach, les événements qui s'étaient succédé en Suisse et sur le Rhin n'avaient eu aucun caractère décisif. C'était le moment où la France et l'Autriche allaient de nouveau concentrer leurs plus grands efforts sur les champs de bataille d'Italie.

Un incident fort grave vint augmenter l'irritation des esprits, et rendre la paix à peu près impossible. L'Autriche, depuis que la guerre avait recommencé, s'était retirée du congrès de Rastadt : cette réunion diplomatique s'était donc trouvée dissoute par le fait, et les envoyés de la France, les citoyens Bonnier, Roberjot et Jean Debry, avaient reçu l'injonction de se retirer dans leur pays. Entre Rastadt et la France, et par le simple effet de la guerre, les routes

Mars 1799.

Opérations
militaires
en Suisse.Démission
de
Jourdan.—
Masséna
est nommé
général
en chef
des armées
du Danube
et
d'Helvétie.Assassinat
des
plénipoten-
taires
français
à Rastadt.

Avril 1799.

étaient peu sûrs; des patrouilles autrichiennes les surveillaient; des corps de partisans se livraient à cette espèce de brigandage que toute lutte armée provoque. Quand les plénipotentiaires français annoncèrent leur intention de quitter Rastadt, il était nuit close; ils demandèrent une escorte, qui leur fut ironiquement refusée. N'écoutant que leur courage, et secrètement désireux de braver les Allemands, les envoyés français n'en persistèrent pas moins à partir. Ils étaient en route depuis une heure, lorsqu'une patrouille de dix hommes, faisant partie du régiment autrichien des hussards de Schezkler, arrêta leur voiture à l'entrée d'un bois, et leur enjoignit de montrer leurs passe-ports. « Nous sommes plénipotentiaires français, » répondirent les agents du directoire; mais les hussards insistèrent pour qu'on leur représentât les titres de voyage. Ainsi menacés ou méconus, les plénipotentiaires se mirent sur la défensive, et en peu de temps, malgré les cris de leurs femmes, ils tombèrent sous le sabre des cavaliers autrichiens. Roberjot et Bonnier furent tués; Jean Debry, abrité par le tronc d'un arbre, ne fut que blessé, et put se réfugier en France. Quant aux papiers diplomatiques dont ces agents étaient porteurs, les hussards s'en emparèrent. Cette dernière circonstance fit croire à un guet-apens prémédité de longue main par l'Autriche, et les apparences ne justifiaient que trop cette interprétation sévère. Toutefois, le gouvernement autrichien protesta contre l'idée d'un crime à la fois odieux et inutile; mais sa déclaration n'a pas suffi pour dissiper les doutes de l'histoire. Cet attentat inouï,

commis contre le droit des gens, exalta jusqu'au délire les ressentiments du peuple français contre l'Autriche (10 floréal-28 avril).

Avril 1799.

L'Italie, si souvent livrée à nos soldats comme une proie, allait nous être arrachée par les armées combinées d'Autriche et de Russie. Dans les premiers jours de germinal, les Autrichiens, encore réduits à leurs propres forces, campaient sur les États de terre ferme de l'ancienne république de Venise; leur armée, forte de plus de soixante mille hommes, couvrait les positions qui dominent le bas Adige. L'armée française, aux ordres de Schérer, ne dépassait guère le chiffre de quarante mille combattants; et encore se trouvaient-ils disséminés sur un vaste territoire, au milieu de peuples frémissant sous le joug, ruinés par des exactions odieuses, et qu'il fallait contenir. Le 3 germinal, les corps avancés des deux armées étaient encore séparés par le lit de l'Adige : l'ennemi avait son quartier général à Vérone, celui de Schérer était à Mantoue. Le plan du général Kray, qui commandait l'armée autrichienne, était d'attendre l'arrivée de l'armée russe, qu'amenait Suwarow à travers l'Allemagne. Schérer, au contraire, voulait se hâter de prendre l'initiative de l'attaque, afin de ne combattre les armées ennemies que l'une après l'autre.

Événements
militaires
en Italie.

Le 6 germinal, l'armée de Schérer ayant été partagée en deux corps, l'un d'eux, dès le point du jour, attaqua le camp retranché et les redoutes de l'armée autrichienne. Après quatre heures d'une lutte meurtrière, les Français emportèrent les positions de l'ennemi, et les vaincus se retirèrent en désordre sur

Avril 1799. Péri. En même temps, la division Serrurier, chargée d'opérer près le lac Garda, entre la Corona et Tivoli, chassa les Autrichiens des postes de la montagne. Tandis que la gauche de l'armée française obtenait ces avantages, l'aile droite luttait avec des chances moins heureuses du côté de Vérone et de Legnago. La campagne s'ouvrait favorablement pour Schérer; mais ce général, informé du fâcheux état de nos affaires du côté de la Valteline, ne jugea pas à propos de continuer son mouvement offensif. Il craignit d'être coupé sur ses derrières, et il concentra de nouveau ses troupes sur la rive droite de l'Adige. Les Autrichiens reprirent leurs positions. Le 16 germinal, l'armée française ayant de nouveau voulu chasser l'ennemi de ses retranchements, une bataille fut livrée à Magnano; mais l'armée républicaine la perdit, et fut rejetée sur le Mincio. Elle se trouva considérablement affaiblie par le nombre d'hommes tués ou blessés qu'elle avait laissés sur le champ de bataille, et par la nécessité où se vit Schérer de mettre une forte garnison dans Mantoue. Sur ces entrefaites, la division du général Gauthier, l'un des lieutenants de Schérer, reçut ordre d'occuper militairement le grand-duché de Toscane; le souverain de ce pays, redoutant d'assumer les malheurs d'une lutte inégale sur la tête de ses fidèles sujets, leur prescrivit de n'opposer aucune résistance aux troupes républicaines. C'était se résigner à la déchéance et à l'exil.

Les Français
envahissent
la Toscane.

Le pape
est conduit
prisonnier
en France.

Le grand-duc et sa famille, au milieu des sympathies et des respects de tous, se réfugièrent à Venise, puis en Autriche; mais le vénérable Pie VI, qui avait

trouvé un pieux asile en Toscane, fut arraché de sa retraite par les agents du directoire, et conduit prisonnier en France, à travers les routes glacées des Alpes. L'auguste père des fidèles, en butte à la vengeance du parti athée, accablé sous le fardeau de l'âge, en proie aux persécutions et aux souffrances, se vit d'abord confiné à Briançon, au milieu des neiges, et en dehors de toute amitié et de tout secours : plus tard, on désigna pour le lieu de sa captivité la ville de Valence, en Dauphiné. Là ne s'arrêta pas la haine implacable du directoire. Un ordre émané de Paris enjoignit au saint pontife de se mettre en route pour Dijon. Comme il allait obéir, il fut atteint d'une maladie grave, causée par les tortures matérielles et morales que ses bourreaux lui infligeaient, et il sentit que sa mort était prochaine. S'étant donc préparé à ce dernier sacrifice, il fit appeler son confesseur, et reçut les derniers sacrements ; puis, en témoignage de ses droits, contre lesquels l'impiété ou l'injustice ne pouvaient prévaloir, il se fit revêtir de ses habits pontificaux. Alors, debout, soutenu par des mains pieuses ; il renouvela sa profession de foi, et il pria ensuite pour l'Église jusqu'au moment de sa dernière agonie et de sa mort (1). Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Si grande qu'avait pu être son infortune, il avait su se montrer plus grand encore.

Mort
de Pie VI.

Dès le 19 germinal, l'armée autrichienne avait attaqué vigoureusement l'armée de Schérer, et lui avait fait perdre la ligne du Mincio. Pendant que

Revers
en Italie.

(1) 12 fructidor (29 août 1799).

Avril 1799. les Français se repliaient du côté de la Lombardie, Suwarow. l'ennemi commença à son tour le siège de Mantoue et celui de Peschiera. Le 25, survinrent enfin les Russes; et Suwarow, qui les commandait, prit le commandement suprême des armées d'Autriche et de Russie, chargées de chasser les Français de l'Italie. Sorti des derniers rangs de la milice, simple et grossier comme un paysan de Livonie, sauvage comme un Tartare, superstitieux autant que féroce, incapable de fléchir sous le malheur ou d'ouvrir son âme à la pitié, le fed-maréchal Suwarow passait alors pour le plus redoutable des hommes de guerre qu'on pût opposer à la France, et sa réputation était méritée. Les Austro-Russes, placés sous ses ordres, formaient un effectif de cent mille combattants; et Schérer pouvait à peine mettre en ligne trente mille hommes.

Suite
des échecs
subis
par l'armée
de
Schérer.

Le 1^{er} floréal (20 avril), l'ennemi prit d'assaut la ville et la forteresse de Brescia; quelques jours après, il poussa avec vigueur le siège de Peschiera et de Pizzighetone. L'armée française, réduite à se retirer presque sans combattre, se répandait en murmures contre l'incapacité ou la trahison de Schérer. Ce général se vit soudainement placé dans une situation qu'aucune puissance humaine ne pouvait conjurer. En face de lui, les armées d'Autriche et de Russie, quatre fois plus fortes que la sienne, enlevaient pièce à pièce aux Français les brillantes conquêtes de Bonaparte: sur son flanc gauche, la Suisse était en armes, et luttait contre la poignée de Français qui s'obstinait à se maintenir dans les Alpes; sur sa droite, la Toscane et les provinces pontificales s'insurgeaient

au nom de l'indépendance italienne; en arrière de lui, les républiques cisalpine et ligurienne, de formation récente, ne pouvaient rien pour son salut. Schérer n'eut pas de peine à comprendre que sa mission était terminée, et il remit le commandement de ses troupes aux mains de Moreau. Dès que ce choix fut connu, l'armée espéra; elle ne douta pas que le génie de Moreau ne réussît à renouveler les patients efforts de la retraite naguère opérée, du Danube au Rhin, à travers les défilés de la forêt Noire; et elle salua son nouveau chef de ses plus vives acclamations.

Moreau
remplace
momentané-
ment
Schérer.

Moreau manœuvra pour se maintenir sur l'Adda, en ayant soin de garder, s'il était possible, ses communications avec l'armée de Naples aux ordres de Macdonald, et avec la division Lecourbe, qui guerroyait dans le pays des Grisons. Cependant, Suwarow approchait, et le 5 floréal, les Français et les Austro-Russes se trouvèrent en présence sur les bords de l'Adda, non loin de Cassano. C'était un champ de bataille illustré, au commencement du siècle, par la victoire que le duc de Vendôme avait remportée sur le prince Eugène de Savoie. Le 6, à la pointe du jour, l'ennemi ayant fait jeter un pont sur l'Adda, un premier engagement eut lieu, mais il fut peu décisif; le 7, une bataille générale fut livrée, et les Français, enveloppés de toutes parts, se virent réduits à battre en retraite devant un ennemi trois fois plus nombreux. Dans cette glorieuse et funeste journée de Cassano, l'armée de Moreau perdit six mille hommes, et elle abandonna aux Austro-Russes cont

Les Français
sont vaincus
à Cassano.

Avril 1799. pièces de canon et plusieurs obusiers. Le lendemain, la division Serrurier, réduite à deux mille cinq cents hommes, fut écrasée par l'ennemi, et forcée de mettre bas les armes. Ainsi, la détermination prise de défendre la ligne de l'Adda coûtait près de neuf mille hommes à l'armée française, et Moreau se voyait rejeté sur le Tesin. Le 9 floréal, le jour même où les plénipotentiaires de Rastadt étaient massacrés, le feld-maréchal Suwarow entra à Milan, et en prit possession au nom de l'empereur.

Suite
de nos revers
dans la
haute Italie.

Maître de Milan et de la Cisalpine, Suwarow développa le plan de campagne qu'il avait conçu, et partagea sa grande armée en quatre corps d'expédition destinés à agir séparément, quoique sous une impulsion commune. L'un de ces corps eut ordre de se jeter dans les montagnes du côté du nord, et de se relier à la gauche de l'armée de l'archiduc Charles ; un autre dut manœuvrer vers le sud, avec mission de contenir l'armée de Macdonald, qui arrivait de Naples au secours de Moreau ; un troisième corps fut chargé d'assiéger Mantoue, Bologne et Ferrare ; le quatrième, et le plus considérable, fut destiné à agir sous les ordres directs du général en chef, et à chasser les Français du Piémont et du territoire de Gènes.

Le 14 floréal, l'ennemi occupa Pavie ; le même jour, une colonne autrichienne s'empara de Plaisance et de Parme ; sur tous les points, l'insurrection italienne faisait des progrès rapides, et, pendant que les Russes étaient salués en libérateurs, les soldats français se trouvaient exposés à tous les dangers d'une résistance populaire et nationale. Insensiblement la posi-

tion de Moreau devint très-difficile. Ce général, se voyant hors d'état, avec vingt mille hommes, de couvrir les débouchés des Alpes, le pays de Gênes et le Piémont, et de maintenir ses communications avec Macdonald, se retira sous le canon de Turin, mais n'y demeura pas longtemps en sécurité. Dès le 20 floréal il abandonna Turin, et porta son quartier général à Alexandrie; le gros de l'armée prit position à Tortone. Sur ces entrefaites, l'ennemi se rendit maître de Peschiera et de Pizzighettone, et Suwarow se prépara à franchir le Pô.

Le 23 floréal, une colonne ennemie passa ce fleuve à Bassignana, près du confluent du Pô et du Tanaro. Les Français l'attaquèrent avec intrépidité, et la mirent en déroute. Les jours suivants furent consacrés, de part et d'autre, à des efforts opiniâtres; mais le nombre prévalut, et les Français se virent de nouveau contraints à battre en retraite du côté de la Ligurie. Quoique vaincus en plaine découverte, ils occupaient encore la plupart des places fortes, telles que Mantoue, Milan, Tortone, Gênes et Turin. L'ennemi, sur d'autres points, se rendit maître de Ferrare et d'Urbin, et, peu de jours après, de Lugo et de Forli. Le 4 prairial (23 mai), Suwarow entra dans Milan; le 6, il s'empara de Turin, après avoir bombardé cette place; vers le 15, des colonnes russes pénétrèrent dans le département du Mont-Blanc, et jusque dans les vallées des hautes Alpes. Leur présence y répandit la terreur, et l'on se dit que le plan de Suwarow était de tourner la Suisse, et d'envahir la France par sa frontière du Dau-

L'armée
de Moreau
est rejetée
au pied
des Alpes.

Maï 1799. phiné. En moins de quatre mois, grâce à l'incurie du directoire, l'Italie avait été enlevée aux armées françaises, et Moreau, écrasé par le nombre, se trouvait acculé au pied des Alpes.

L'armée
de
Macdonald
sort
de Naples,
et se replie
vers
la Toscane.

Pour Macdonald, quoique réduit à commander à une poignée de braves, il ne désespérait ni de la gloire ni de la fortune de la patrie. Ce général, à la nouvelle des désastres survenus dans le nord de l'Italie, avait compris qu'il lui était impossible de se maintenir dans le royaume de Naples, où, entouré de révoltes et d'insurrections, il ne pouvait désormais recevoir de France aucun renfort. Subordonné à Schérer, il avait reçu de lui l'ordre de se replier sur la Lombardie, et il s'était empressé d'obtempérer à la volonté de son chef. La république parthénopéenne (on donnait encore ce nom au royaume de Naples) demeura abandonnée à elle-même, et en quelques jours une insurrection populaire, secondée par les Anglais, fit justice de la domination française.

Arrivé à Florence, Macdonald avait cherché à se mettre en communication avec l'armée de Moreau, qui luttait encore. Les troupes placées sous ses ordres s'élevaient à près de vingt mille combattants, sans y comprendre de faibles garnisons laissées en arrière dans quelques places du royaume de Naples et des États de l'Église. Cependant, par l'effet des événements militaires que nous avons mentionnés, les armées françaises occupées à guerroyer en Italie venaient d'être rejetées au pied des Alpes et de l'Apennin. Moreau et Macdonald, lorsque enfin ils parvinrent à se concerter, résolurent de reprendre l'offensive. Le

20 prairial, Moreau ayant réussi à donner le change à l'ennemi sur ses véritables intentions, se porta sur Gênes, et y entra à la tête de vingt mille hommes; de son côté, Macdonald marcha dans la direction de Modène. Il était convenu que les deux armées tenteraient d'opérer leur jonction entre Parme et Plaisance, et qu'elles manœuvreraient ensuite pour débloquer Mantoue et couper la ligne d'opérations de Suwarow en Italie. Macdonald, quoique vivement contrarié par l'ennemi, se vit au moment de réaliser les espérances qu'il avait conçues. Le 24 prairial, il battit les Austro-Russes à Modène; le 26, il entra à Parme; le 27, il s'empara de Plaisance. Mais, à son arrivée dans cette ville, il ne reçut aucune nouvelle de l'armée de Moreau, et il entrevit avec douleur que, par la faute de ce général, la combinaison hardie dont il avait eu la première pensée allait nécessairement échouer. En effet, bien que les routes lui fussent ouvertes, Moreau s'était arrêté à Gênes, et n'avait point osé s'avancer dans la direction de Plaisance, de peur de compromettre la Ligurie sur les derrières de son armée.

Sur ces entrefaites, Suwarow était accouru à la tête de cinquante mille hommes. Le 29 prairial, il prit position à San-Giovanni, à deux lieues de Plaisance, sur la rive gauche du Tidone, et il adressa un ordre du jour à ses troupes pour les disposer à la prochaine bataille; cette étrange proclamation se terminait ainsi : « On ne fera point de quartier, ce n'est pas mon habitude; mais, au contraire, combattez, attaquez avec le sabre et la baïonnette; taillez en pièces, égorgez

 Juin 1799.

 Les Français
reprennent
l'offensive.

 Bataille
de
la Trebbia.

Juin 1799.

vos ennemis, en poussant les cris accoutumés : *Hourra, hourra!* » Le même soir, le combat s'engagea sur la rive droite de la Trebbia, et cette première lutte demeura indécise : le lendemain, 30 prairial, la bataille recommença de part et d'autre avec un acharnement égal. Le carnage se prolongea jusqu'à la nuit, et les Français se virent contraints à se replier sur la rive gauche de la rivière. Pendant ces deux sanglantes journées, l'armée de Macdonald, à peine forte de trente mille combattants, avait généreusement soutenu les efforts de cinquante mille Austro-Russes. Le troisième jour, 1^{er} messidor (19 juin), Macdonald ordonna à ses troupes de passer de nouveau la Trebbia, et d'aborder de front les positions de l'ennemi. L'infanterie russe ne tarda pas à plier ; mais, vigoureusement soutenue par la cavalerie, elle fit face aux Français, et la mêlée devint horrible. De notre côté, une légion polonaise, commandée par le brave Dombrowski, fit des prodiges de dévouement et de courage, et périt presque tout entière. Enfin, écrasée par le nombre, l'armée de Macdonald abandonna à l'ennemi un champ de bataille couvert de morts. Dans cette malheureuse journée, Victor Perrin, l'un des généraux de division qui, sous les ordres de Macdonald, commandait le centre de la ligne française, s'illustra par ses efforts et par sa résistance opiniâtre. Dans la nuit, Macdonald annonça l'intention de livrer, le lendemain, un quatrième combat, et de se maintenir, vivant ou mort, sur la ligne de la Trebbia ; mais le conseil des généraux le détermina à

battre en retraite, et à se retirer dans la direction de Parme. Août 1799.

Moreau n'était point demeuré dans l'inaction ; il avait même remporté contre les Autrichiens un avantage honorable, et forcé l'ennemi à lever le siège de Tortone. La perte de la bataille de la Trebbia acheva de tout compromettre, et les deux armées de Moreau et de Macdonald se replièrent vers la frontière de France. Peu de jours après, la citadelle de Turin et Alexandrie tombèrent au pouvoir de l'ennemi : ce fut ensuite le tour de l'importante place de Mantoue, qui, le 10 thermidor, se rendit aux Austro-Russes. Cependant Moreau et Macdonald ayant, l'un après l'autre, résigné le commandement, l'armée d'Italie fut placée sous les ordres de Joubert. Ce général venait d'épouser mademoiselle de Montholon : en quittant sa jeune femme, il lui tint ce langage, digne des héros antiques : « Tu me reverras mort ou victorieux. » A peine arrivé sous la tente de l'armée d'Italie, il réorganisa cette vaillante troupe, soit à l'aide des renforts qu'il amenait de France, soit en s'aidant des conseils de Moreau, qui, modeste autant que brave, avait consenti à occuper un poste secondaire sous les ordres de son successeur. En apprenant que le drapeau ennemi flottait à Alexandrie et à Mantoue, Joubert rassembla un conseil de guerre, et, d'un avis unanime, les généraux décidèrent qu'il fallait se retrancher dans les défilés de l'Apennin, et rester sur la défensive.

Suites
de
cette bataille.

Le
commandement
de l'armée
d'Italie
est donné
à Joubert.

L'armée française couronnait les hauteurs de Monte-Rotondo, d'où elle dominait la ville de Novi et la vallée qui s'étend au loin ; mais déjà soixante mille Aus-

Bataille
de Novi.

Août 1799.

Mort
glorieuse
de Joubert.Déroute
des
Français.

tro-Russes, aux ordres de Suwarow, avaient pris position dans cette vallée, et présentaient bataille aux quarante mille soldats de Joubert. Le 28 thermidor (15 août), dès cinq heures du matin, l'ennemi commença l'attaque. La bataille s'était à peine engagée, qu'un mouvement d'hésitation se fit remarquer le long de la ligne française. L'intépide Joubert s'élança au galop sur le premier rang, et, encourageant ses troupes de l'exemple et de la voix, il leur cria : *En avant! mes amis, en avant!* Ce fut alors qu'il tomba, frappé au cœur d'une balle, et qu'il expira en disant : *Camarades, marchez toujours!* Moreau se vit de nouveau investi du commandement de l'armée. La bataille fut longue et meurtrière; les Russes, exaltés par la férocité de Suwarow, massacrèrent à la fois et l'ennemi qui résistait encore, et celui qui posait les armes. La plupart des généraux français furent tués ou blessés, en donnant l'exemple du courage. Pérignon reçut sept coups de sabre, Grouchy six; vingt mille Français furent tués, blessés ou pris; la perte des Austro-Russes fut égale; mais l'Italie, qui était comme l'enjeu de cette lutte, fut de nouveau arrachée à la domination française, et replacée sous la protection des aigles d'Autriche et de Russie. Le cinquième jour complémentaire de l'an 7 (21 septembre 1799), les débris de l'armée de Joubert furent réunis sous le commandement de Championnet.

Événements
militaires
en Suisse.

Pendant que ces désastreux événements s'accomplissaient en Italie, la Suisse était pour nos soldats le théâtre de luttes non moins opiniâtres, mais que cette fois du moins la victoire devait couronner.

Nous avons vu plus haut qu'après la démission de Jourdan, à la suite des revers de l'armée d'Allemagne, les deux armées d'Helvétie et du Rhin avaient été mises, par le directoire, sous les ordres du général Masséna. Ce vaste commandement comprenait toutes les troupes occupées à garder nos frontières, depuis la vallée de l'Isère jusqu'à Dusseldorf; mais de faibles corps d'armée, isolés ou disséminés sur cette ligne immense, n'offraient qu'une garantie inefficace; et tout faisait pressentir qu'un vigoureux effort de l'ennemi pouvait faire tomber aux mains de Suwarow ou du prince Charles la clef du Rhin ou celle des Alpes. A peine investi de son commandement, Masséna se trouvait, avec trente mille hommes, réduit à garder toute la ligne de la Suisse, depuis la vallée de l'Inn jusqu'à Bâle : en face de lui, dans le Tyrol, il avait à combattre trente mille hommes aux ordres du général autrichien Bellegarde, vingt-huit mille sous le général Hotze dans le Vorarlberg, et en outre l'armée de l'archiduc, forte de quarante mille combattants, dont les positions s'étendaient entre le Danube et le lac de Constance. Par bonheur pour Masséna, les trois généraux ennemis s'entendaient mal, et ne savaient point concerter leurs opérations. De son côté, le brave général Lecourbe, à la tête d'une division, combattait dans l'Engadine, et disputait pied à pied le terrain à des forces considérables. Malgré la brillante conduite de cette poignée d'hommes, le territoire des Grisons fut enlevé aux Français, et Masséna choisit la ligne défensive qui lui parut la plus propre à être couverte par des troupes peu nom-

Juin 1799. breuses mais hardies, et habituées à la guerre de montagnes.

Mouvement
de
concentration
ordonné
par
Masséna.

En conséquence Masséna, opérant un mouvement de concentration, abandonna la ligne du lac de Constance et du Rhin, et prit position sur des hauteurs en avant de la Limmat. Aux deux extrémités de cette ligne, les ailes de l'armée française s'appuyaient contre des montagnes ; en face, nos troupes étaient protégées par des redoutes, et pouvaient, au besoin, chercher un abri derrière un lac considérable et des rivières profondément encaissées. En vertu des ordres du général en chef, l'aile gauche se déploya du côté de l'Aar et du Rhin, et fut chargée de couvrir Bâle et l'Alsace ; l'aile droite, adossée aux Alpes, s'étendit en outre derrière la Lint ; le centre prit position derrière le lac de Zurich et la Limmat. On touchait à la fin de germinal (mai), et de part et d'autre des combats peu décisifs furent livrés. Vers le milieu de prairial (premiers jours de juin), l'archiduc Charles fit déboucher son armée, par deux fortes colonnes, aux deux extrémités du lac de Constance, et il manœuvra pour attaquer Masséna le long de la Limmat, entre le lac de Zurich et l'Aar.

Combats
sur
la Limmat.

Le 16 prairial (4 juin), l'archiduc attaqua l'armée française sur toute l'étendue de la Limmat ; la résistance opiniâtre des soldats de Masséna rendit stériles les efforts de l'ennemi. Le lendemain, la bataille recommença ; mais le général français jugea prudent de se replier, et de prendre position derrière le lac et la rivière. Les Autrichiens n'entreprirent point de si tôt de forcer sa nouvelle ligne ; ils semblaient attendre

un renfort de trente mille Russes que leur amenait le général Korsakow. Tout conseillait à Masséna de prévenir l'arrivée de ces nouveaux ennemis, et de livrer bataille à l'archiduc : il n'en fit rien, ce dont les gens de guerre l'ont blâmé. Cependant il donna ordre à Lecourbe de rentrer dans le pays des Grisons, et de s'emparer du Saint-Gothard : cette mission fut dignement remplie. Tandis que Masséna triomphait dans la personne de son lieutenant, les événements militaires dont l'Italie avait été le théâtre allaient lui créer de nouveaux périls, et accroître, par cela même, ses occasions de gloire. La bataille de Novi venait de faire perdre l'Italie aux Français : par ordre du conseil aulique, le prince Charles fut chargé de conduire une armée autrichienne sur le Rhin, et le farouche Suwarow de continuer la guerre en Suisse.

Sept. 1799.

Lecourbe
rentre
dans le pays
des Grisons,
et
s'empare
du
St.-Gothard.

Suwarow ne s'y détermina qu'à regret : le soldat russe est brave jusqu'à l'insouciance ; il donne et reçoit la mort sans émotion ; en rase campagne, son courage lui suffit, et, pour tactique, il marche droit à l'ennemi et au danger. Dans un pays de montagnes, l'avantage appartient aux bons tirailleurs, aux hommes agiles. Le Russe ne maniait que fort mal son fusil, et il avait tout à craindre des Français. Trois grands corps d'armée, agissant séparément, mais recevant les ordres de Suwarow, menacèrent à la fois les positions de l'armée française : le premier, commandé par le général Hotze, devait attaquer au-dessus du lac de Zurich et le long de la Lint ; le second, sous la conduite de Korsakow, déboucha le long

Suwarow
reçoit l'ordre
d'aller faire
la guerre
en Suisse.

Nouvelles
dispositions.

Sept. 1799. de la Limmat; le troisième, dirigé par Suwarow en personne, franchit le Saint-Gothard, pénétra dans la vallée de la Reuss, et se disposa à prendre la ligne française à revers. La réunion de ces trois armées pouvait former un effectif de quatre-vingt mille hommes. L'armée de Masséna, obligée de faire face à l'ennemi sur un champ de bataille de soixante lieues, s'élevait à soixante-quinze mille hommes, tantôt disséminés, tantôt concentrés sur divers points, entre le mont Saint-Gothard et Bâle.

Bataille
de Zurich.

La bataille s'engagea le 3 vendémiaire (25 septembre), et Masséna prit l'offensive de l'attaque. Grâce à ses habiles dispositions, la Limmat fut franchie par les Français, et plusieurs positions importantes furent enlevées à l'ennemi avant que ce dernier eût soupçonné le danger. Le résultat de ces premiers mouvements fut d'isoler le corps autrichien commandé par le général Hotze, et d'empêcher sa jonction avec Suwarow. Hotze se fit tuer bravement, à la tête de ses troupes; mais le corps autrichien n'en fut pas moins battu et dispersé dans les montagnes. Maître sur ce point, Masséna fit attaquer l'armée de Korsakow. Ici encore la résistance des Russes fut terrible, opiniâtre : cependant l'artillerie française fit des prodiges, et toutes les armes rivalisèrent d'audace. Le pont de Bellickon, position formidable, fut emporté; bientôt après, les Français forcèrent Korsakow dans le camp de Wettingen; et les Russes, écrasés par le canon ou décimés à coups de fusil, furent réduits à se réfugier dans Zurich. La nuit suspendit la bataille; mais dès le lendemain, au point du jour, une lutte

sanglante s'engagea entre les républicains et les ennemis, sous les murs de Zurich. Le général Oudinot, l'un des lieutenants de Masséna, se rendit maître de la ville, après un combat meurtrier et glorieux. Pendant cette série d'assauts, au milieu des désordres inséparables d'une bataille de rues, l'illustre Lavater fut tué par une balle française. Le lendemain, par ordre de Suwarow, les débris de l'armée de Korsakow essayèrent de prendre leur revanche; mais le génie de Masséna triompha encore de leur audace. C'était le moment où l'armée de Suwarow débouchait dans la vallée de la Reuss. En présence des désastres que le feld-maréchal n'avait pu empêcher, il devenait impossible aux Russes de continuer la lutte : trop heureux encore s'il leur était permis d'opérer une promptre retraite ! Alors s'ouvrit, s'il est permis d'employer ce mot, une bataille de huit jours, dont le champ fut constamment déplacé, mais qui fut à peine interrompue. La saison était rigoureuse, les chemins impraticables, les provisions rares, et de toutes parts les Français victorieux harcelaient leur ennemi. L'intrépide Suwarow soutint jusqu'au bout cette lutte ; il ne céda le terrain que pied à pied, et en le laissant couvert de cadavres. Un jour, les grenadiers russes qui formaient son avant-garde, épuisés de faim et de fatigue, refusèrent de s'engager dans un étroit défilé que gardaient les colonnes françaises. Suwarow se porta au milieu des mutins, et leur ordonna de marcher en avant : ils s'obstinèrent à désobéir. Alors Suwarow fit creuser une fosse dans la neige, et, s'y couchant devant ses soldats étonnés : « Allez, leur dit-il,

Sept. 1799. « je ne suis plus votre général ; je reste ici : cette fosse « sera mon tombeau. Couvrez-moi de terre, et fuyez. » Émus jusqu'aux larmes , les Russes relevèrent leur vieux général, et se précipitèrent ensuite dans le terrible défilé, qu'ils traversèrent au prix de beaucoup de sang. Malgré ce dévouement et ces sacrifices, les Russes n'en furent pas moins chassés de Suisse et rejetés en Allemagne. La glorieuse bataille de Zurich, et les combats qui l'avaient suivie, leur avaient coûté trente mille hommes et trois armées.

Résultats
de
la victoire
des Français.

La république française était sauvée, et l'Europe, stupéfaite en présence de ce résultat inattendu, voyait se renouveler pour notre patrie les chances de salut qui deux fois dans le même siècle, à Denain et à Valmy, nous avaient préservés de la ruine et de l'invasion. Le prestige de l'invincibilité des Russes fut détruit; les armées ennemies, qui allaient entamer nos frontières de Coblenz à Nice, suspendirent leur marche ou rétrogradèrent. Avilie par le directoire, dégradée par ses hommes d'État, mise au pillage par les agioteurs et les fripons, la France rendit grâces à ses généraux et à ses soldats de ce qu'ils n'avaient pas désespéré de sa gloire et de sa fortune. La victoire de Zurich, due au génie de Masséna, rappela les prodiges de l'armée d'Italie : son souvenir ne s'effacera point, tant que l'amour de la patrie fera battre un cœur.

Événements
militaires
dans
le Nord.

Dans le Nord, des événements d'un ordre moins important avaient un moment causé une vive inquiétude. L'Angleterre et la Russie s'étaient concertées pour soustraire la Hollande à l'influence de la

France, et une expédition contre la république batave Sept. 1799.
avait été préparée par les soins du czar Paul I^{er} et du Campagne
de
Hollande.
cabinet de Londres. L'autocrate fournissait un contingent de dix-sept mille hommes; l'Angleterre avait fait embarquer trente mille soldats à bord de ses bâtimens de transport; et le 10 fructidor (27 août), les Anglo-Russes opérèrent leur débarquement à Groot-Kecten, près du Helder. Brune, chargé de défendre les côtes de Hollande et les bouches du Rhin, n'avait sous ses ordres qu'une poignée d'hommes; mais il se hâta de réunir des renforts, et de faire appel au patriotisme batave. Le 22 fructidor, il attaqua l'armée ennemie, qui occupait de formidables positions dans le Zip, terrain marécageux, coupé de canaux, et facile à défendre. Les Anglo-Russes demeurèrent vainqueurs, et Brune fut réduit à se replier sous les murs d'Amsterdam. L'ennemi profita de cet avantage pour se rendre maître de la flotte hollandaise, qui stationnait dans le Texel. Les équipages, attachés à la cause du stathouder, et à demi gagnés par l'or de l'Angleterre, s'insurgèrent, et livrèrent leurs vaisseaux aux ennemis de la France. Le 30 fructidor, ceux-ci ayant reçu de nombreux renforts, prirent de nouveau l'offensive contre l'armée de Brune. Le troisième jour complémentaire de l'an VII (19 septembre), une bataille s'engagea à Berghen, entre les Franco-Bataves, forts de trente mille hommes, et quarante-quatre mille Anglo-Russes. Les fautes du duc d'York, qui commandait l'armée ennemie, firent perdre à ses troupes l'avantage de la position et du nombre. Les Anglo-Russes essuyèrent une complète défaite; et, le 14 ven-

Oct. 1799. démiare (6 octobre), la victoire de Brune fut dignement complétée par la brillante affaire de Kastrikum. Ce dernier succès amena une capitulation qui fut conclue, le 26, à Alkmaër, entre Brune et le duc d'York; et le fils de George III eut à subir des conditions aussi dures que celles que le fils de George II avait acceptées à Klosterseven en 1757. L'ennemi rendit à la liberté huit mille prisonniers, et mit à la voile pour retourner en Angleterre : toutefois, il ne restitua point la flotte capturée au Texel.

Armée
d'Orient.
—
Campagne
de Syrie.

Sur d'autres mers, et sur des rivages plus poétiques, le drapeau de la France avait été arboré; mais là aussi quelques jours de gloire avaient été promptement expiés. Revenons un peu sur nos pas, et racontons ces événements.

Pendant qu'à travers les villes et les illustres ruines de la haute Égypte Desaix chassait devant lui les débris vaincus mais toujours menaçants de l'armée de Mourad-Bey, Bonaparte, de son côté, achevait de préparer, au Caire, l'expédition méditée depuis plusieurs mois contre la puissance ottomane en Syrie. Ainsi s'étaient passés les premiers mois de l'hiver de l'an VII. Cependant Bonaparte venait d'apprendre que la Porte avait organisé deux armées : toutes deux étaient destinées à chasser les Français de l'Égypte; l'une, réunie à Rhodes, devait s'embarquer prochainement pour Aboukir; l'autre, entrer en Égypte par la Syrie et par la route du désert. A cette nouvelle, le général en chef comprit qu'il importait à la France de prendre l'initiative. En conséquence, il se détermina à agir vigoureusement et sans retard

du côté de la Syrie, et à suivre, sur cette terre consacrée par tant de pieux souvenirs, la route stratégique par laquelle on peut le plus sûrement arriver à Constantinople. Le 21 pluviôse (9 février), son armée se mit en marche, forte de treize mille fantassins, d'une division de cavalerie, et d'un corps auxiliaire dont l'emploi n'avait point encore été tenté par des généraux européens. Ce corps se composait d'hommes montés sur des dromadaires, et destinés à donner la chasse aux Arabes. Trois frégates eurent ordre de sortir d'Alexandrie, et de transporter sur la côte de Syrie des armes et des munitions.

Fév. 1799.

Avant de commettre aucune hostilité, Bonaparte écrivit au pacha de Saint-Jean d'Acre, qui, sous l'autorité de la Porte, commandait en Syrie les forces militaires de la Turquie. C'était un vieillard dur et féroce, que ses cruautés avaient fait surnommer Djezzar (le boucher). Bonaparte lui fit parvenir des assurances d'amitié, puis lui demanda de ne donner aucun asile à Ibrahim-Bey, et de s'abstenir de toute agression contre la domination des Français en Égypte. Djezzar ne voulut pas même recevoir le message, et il se concerta avec les Anglais qui croisaient sur les côtes de la Palestine, afin de soustraire la Syrie aux menaces de l'ennemi commun. En attendant, Bonaparte avait eu soin d'entretenir des intelligences avec les peuplades du Liban, et il comptait particulièrement sur l'appui des Druses, qui voyaient en lui le vengeur de la foi chrétienne.

Démarches
préliminaires.

Soixante lieues de désert furent franchies en sept jours de marche. Le 29 pluviôse, Ibrahim-Bey et ses

Premiers
combats.

Mars 1799.**Attaque
et prise
de Jaffa.**

mameluks furent battus dans un combat d'avant-garde, et le fort d'El-Arisch, la clef du désert, tomba au pouvoir des Français. Cette première conquête ne tarda pas à être suivie de la prise de Gaza, où les républicains trouvèrent des magasins bien fournis, de grandes provisions d'armes et de poudre. En trois marches, l'armée se porta sur Jaffa. L'ennemi, campé devant cette place, prit la fuite, en apercevant de loin les colonnes françaises. Jaffa est l'antique Joppé : quelques fortifications la mettaient à l'abri d'un coup de main ; sa garnison était forte de quatre mille hommes ; une nombreuse artillerie protégeait son mur d'enceinte. Bonaparte fit sommer la place de se rendre : pour toute réponse, l'ennemi massacra l'envoyé français, et les républicains commencèrent l'assaut. La ville fut emportée de vive force le 16 ventôse (6 mars). La population chrétienne se réfugia dans les rangs de l'armée française ; elle portait, comme emblème de fraternité et de paix, l'image du Dieu crucifié. Les républicains accueillirent ces nouveaux frères, mais ils ne firent point de grâce à la garnison musulmane, et le massacre fut horrible. Plusieurs milliers d'Albanais et d'Arnauts demandèrent la vie, et mirent bas les armes. L'armée refusa de ratifier la clémence des chefs : les privations que lui imposait la guerre avaient exalté la férocité du soldat, et ce ne fut qu'un cri, parmi la troupe, pour que les prisonniers fussent mis à mort. Bonaparte assembla le conseil des généraux pour délibérer sur ce qu'il fallait faire. Sauverait-on les prisonniers ? Mais alors comment les nourrir, puisqu'on avait à peine de quoi suf-

**Massacre
des
prisonniers
de Jaffa.**

fire aux besoins de l'armée? Les renverrait-on libres? Mars 1799.
 Mais ces hommes sauvages allaient se jeter dans les montagnes, et, postés dans les défilés, faire expier aux Français leur générosité. Les embarquerait-on pour l'Égypte ou pour la Grèce? Mais on n'avait aucun moyen de transport. Pendant trois jours Bonaparte résista aux cris de la troupe et aux conseils des officiers; enfin, ne pouvant trouver aucun moyen de sauver la vie aux prisonniers, il donna à regret l'ordre, tant de fois réclamé, de les fusiller. Ce déplorable massacre fut exécuté; mais le sang des victimes retomba sur l'armée, et la peste, fléau plus redoutable que la guerre et la faim, fut chargée de faire expier aux Français leur précaution criminelle.

L'armée républicaine se mit en marche dans la direction de Saint-Jean d'Acre. Cette ville, l'ancienne Ptolémaïs, est située au pied du Carmel. Quoique mal fortifiée, elle était défendue par une garnison intrépide, et surtout par le commodore Sydney-Smith, brave officier anglais, récemment évadé de la tour du Temple, où l'avait fait renfermer le directoire. A côté de Sydney-Smith on remarquait, au premier rang, un officier français émigré, l'ingénieur Phelippeaux. Celui-ci était animé d'un sentiment profond de rivalité contre Bonaparte. Tous deux avaient été camarades à l'École militaire, et tous deux, remarquables par un esprit énergique et opiniâtre, s'étaient voué une jalousie qui ressemblait à la haine. Phelippeaux avait presque toujours obtenu plus de succès que son rival. Plus tard, l'un et l'autre suivirent des chemins différents. Bonaparte servit avec ardeur la

L'armée
se dirige
sur
Saint-Jean
d'Acre.

Sydney-
Smith
et
Phelippeaux.

Mars 1799.

convention et les montagnards; Phelippeaux émigra d'abord, puis il revint en France fomenter des guerres royalistes. En l'an IV, ce dernier réussit à faire évader du Temple le commodore Sydney-Smith; et tous deux, devenus inséparables, étaient accourus à la défense de Djezzar-Pacha et de Saint-Jean d'Acre. Pendant que Sydney-Smith consacrait ses efforts à harceler les Français du côté de la mer, Phelippeaux employait son zèle et sa science à mettre les vieux remparts de Ptolémaïs en état de soutenir un siège. Il faisait planter des palissades, creuser des fossés, relever des murs en ruines. L'artillerie que Bonaparte faisait transporter par mer fut enlevée par Sydney-Smith; et les républicains, pour réduire la ville, n'eurent dès lors d'autres ressources que des pièces de campagne : encore manquaient-ils d'obus et de boulets.

Premiers
travaux
du
siège
de Saint-Jean
d'Acre.

Le 30 ventôse (20 mars), la tranchée fut ouverte; mais l'armée se convainquit bientôt que le siège de Saint-Jean d'Acre serait une opération longue et difficile. Par bonheur, les Druses apportaient des vivres dans le camp. Le 6 germinal, les assiégés, conduits par Djezzar, firent une sortie et furent repoussés; le 8, on crut que la brèche était déjà praticable, et le signal de l'assaut fut donné. Cette tentative ne fut pas heureuse : elle coûta la vie à quelques braves, dont les têtes coupées furent promenées en triomphe par les musulmans. Les jours suivants ayant été mis à profit par Phelippeaux pour compléter la défense de la ville, les assiégés élevèrent une nouvelle enceinte fortifiée derrière les anciennes murailles de Saint-Jean-d'Acre; en outre, ils conduisirent entre la ville

et le camp plusieurs sapes destinées à détruire, par des contre-attaques, les ouvrages de l'armée assiégée. L'enthousiasme et le fanatisme exaltaient le courage et la patience des Turcs. Du côté des Français, le soldat et les généraux faisaient preuve de beaucoup de dévouement; mais les moyens matériels manquaient pour triompher des obstacles de la nature et de l'art. Les boulets étaient devenus si rares, qu'on laissait passer des journées entières sans répondre au feu de la place et à celui des vaisseaux anglais; et il fallut bientôt, pour principale ressource, ramasser dans le sable les projectiles lancés par les batteries de l'ennemi. Cependant de jour en jour les difficultés de la situation allaient croissant, et déjà, par les instigations de Djezzar, le peuple des villes et des villages de Syrie s'insurgeait sur les derrières de l'armée française. Celle-ci se vit bientôt dans la nécessité d'envoyer des colonnes rayonner dans tous les sens, pour contenir le pays; et le drapeau tricolore flotta sur les ruines poétiques de Sidon et de Tyr, sur Alep et Damas, dans la plaine d'Iacoub (Jacob), à Nazareth, le long du lac de Tibériade, dans ces villes éparses dont le nom rappelle les merveilles de l'histoire, sur cette contrée où chaque pierre porte l'ineffaçable empreinte d'un prodige.

Mars 1799.

Événements
en Syrie.

Le 19 germinal, le général Junot, parti de Nazareth à la tête d'une faible colonne, fit halte au village de Cana; s'étant remis en marche, il rencontra au débouché de la vallée, et dans la plaine qui s'étend entre Loubi et le mont Thabor, plusieurs milliers de Turcs montés sur leurs chevaux de bataille, et dis-

Combat
de
Nazareth.

Avril 1799. posés à lui barrer le passage. Quelques moments après, deux mille autres cavaliers, mameluks et maugrabins, s'avancèrent en bon ordre derrière lui, et manœuvrèrent pour lui couper la retraite. Junot prit la résolution hardie de résister à ces masses d'adversaires, et, au bout de quelques instants, le champ du combat fut jonché de cadavres musulmans. L'ennemi, un moment étonné de cet accueil, se replia; mais bientôt, fort de la supériorité du nombre, il revint à la charge. Alors s'engagea une de ces batailles que le Tasse a chantées dans ses vers immortels. On lutta corps à corps; les généraux payèrent de leur personne, et la poignée de braves qui rappelait par ses exploits les souvenirs de Tancrède et de Cœur de Lion, réussit à s'ouvrir un passage, et à se retirer en bon ordre sous l'abri des murs de Cana. Ce brillant fait d'armes porte dans notre histoire le nom de combat de Nazareth.

Combat
de Cana.

Le lendemain, le général Kléber, à la tête de sa division, marcha pour dégager Junot et reprendre l'offensive. Le 21 germinal, il arriva à Nazareth; le 22, il rencontra l'ennemi près du village de Loubi, à une lieue et demie de Cana. L'armée turque, forte de cinq mille chevaux et de mille fantassins, descendait des hauteurs, et cherchait à se déployer dans la plaine pour envelopper les Français. Kléber fit commencer l'attaque, et, après un engagement fort vif, rejeta les Ottomans en désordre jusque sur les bords du Jourdain. Le manque de munitions de guerre ne permit pas aux républicains de compléter cette victoire. Le 25 germinal, l'ennemi ayant reçu

des renforts, reprit l'offensive, et vint camper dans la plaine de Fouli (Esdrelon). En peu de jours, les troupes que commandaient les pachas s'accrurent dans une proportion rapide, et Kléber ne tarda pas à se voir menacé par trente mille adversaires, dont vingt mille cavaliers. En apprenant les dangers de son lieutenant, Bonaparte jugea qu'il était à propos de tenter un effort décisif, et de contraindre les Turcs à repasser le Jourdain. Il ordonna au général Murat de marcher à la tête de quelques troupes au secours de Kléber; et lui-même, ne laissant devant Acre que les divisions Lannes et Reynier, partit avec le reste de l'armée, se porta en toute hâte sur les hauteurs de Safariels, et de là sur la plaine d'Esdrelon.

Dès qu'il parut en vue du mont Thabor, le 27 germinal, il aperçut de loin la division Kléber, forte à peine de deux mille hommes, aux prises avec les masses considérables de l'ennemi. Non loin du champ de bataille, au pied des montagnes de Naplous, était campée l'armée des mameluks, comme une réserve.

Bataille
du
mont Thabor.

Par une manœuvre savante, Bonaparte forma ses troupes en deux grands carrés, et les dirigea de manière à présenter, avec la division Kléber, les trois angles d'un triangle équilatéral ayant deux mille toises sur chaque côté. L'ennemi se trouva comme enfermé par une poignée d'hommes dont la tactique européenne décuplait la force. Pleine de confiance, l'armée ottomane fit face sur tous les points, et chargea avec un courageux fanatisme les bataillons français rangés en carrés, et hérissés

Mai 1799.

sés d'un triple mur de baïonnettes. La fusillade et la mitraille foudroyèrent longtemps ces hordes indisciplinées, et la France eut enfin raison des Barbares. Vers le soir, les Turcs fuyaient dans toutes les directions, suivis de près par leurs adversaires, et abandonnant leurs magasins et leurs tentes. La glorieuse bataille du Thabor avait coûté aux Ottomans six mille morts : les Français n'avaient perdu que deux cents hommes. Cinq cents chameaux, des canons, de riches bagages, et des vivres en abondance, complétèrent utilement les trophées de l'armée républicaine.

Suite
des
opérations
devant
Saint-Jean
d'Acre.

Bonaparte devait être moins heureux sous les murs de Saint-Jean d'Acre. Le 5 floréal (24 avril), on mit le feu à une mine destinée à faire sauter la tour carrée, principal boulevard de cette place : un seul côté de la tour s'écroula, et la brèche ne fut pas jugée praticable. Les assiégeants redoublèrent d'efforts, mais les habitants de la ville et la garnison multiplièrent le dévouement et les sacrifices. Le 8 floréal, le brave Caffarelli-Dufalga mourut des suites d'une blessure qu'il avait reçue en visitant la tranchée ; l'armée eut à regretter d'autres officiers non moins braves. Le 12 (1^{er} mai), de nouvelles batteries furent disposées, et commencèrent un feu terrible contre la place : la tour fut presque entièrement démolie. Le même jour, les assiégés firent une sortie, et furent repoussés avec perte. Le 16, les munitions manquèrent de nouveau, et les Français se virent contraints à ralentir leur feu. Le 17, ils donnèrent l'assaut ; mais le feu de la place les força de battre en retraite. Le 18,

les Turcs firent une sortie : cette tentative échoua , mais les assiégés n'en réussirent pas moins à détruire une mine commencée par l'armée française, et sur le jeu de laquelle Bonaparte fondait beaucoup d'espérance. Dans la nuit qui suivit cet événement, les Français essayèrent encore d'emporter la ville de vive force : ils se virent de nouveau repoussés. Soudain apparut en vue de la côte une flotte ennemie de trente voiles : elle apportait aux assiégés des renforts d'hommes et de vivres. Il importait de s'emparer de Saint-Jean d'Acre avant que ces ressources la mis-
 sent en état de prolonger sa résistance. Un assaut terrible fut enfin livré, et cette fois du moins la tour tomba au pouvoir des républicains. Le lendemain, 19 floréal, l'artillerie battit en brèche les vieux remparts de la ville, et, au bout de quelques heures, cette ligne de défense fut emportée par les Français. Ce fut là leur seule victoire, achetée au prix de beaucoup de sang. Alors seulement les assiégeants se virent en face de la nouvelle enceinte que Phelippeaux avait fait construire, et ils ne purent s'en rendre maîtres. Les jours suivants se passèrent en efforts coûteux et stériles. Durant ces combats meurtriers, la France perdit le général Bon, l'adjudant général Foul-
 ler, le chef de bataillon Croisier, et un certain nombre d'officiers de marque. Le nombre des soldats morts ou blessés était considérable. Enfin la peste étendit ses affreux ravages dans le camp, et il devint bientôt évident qu'on ne pouvait prolonger le siège désastreux de Saint-Jean d'Acre, sans sacrifier jusqu'au dernier homme de l'armée d'Égypte. Bonaparte

La peste
 se déclare
 dans l'armée.

—
 Les Français
 lèvent
 le siège
 de
 Saint-Jean
 d'Acre.

Mai 1799.

voyait avec douleur ses projets et son génie échouer au pied d'une ville d'Orient, dont la conquête avait d'abord paru facile. Le 28 floréal, il fit connaître à ses compagnons d'armes que le moment était venu de se replier en Égypte; et le 1^{er} prairial (20 mai), l'armée leva le siège d'Acre, après soixante jours de tranchée ouverte. La retraite s'effectua durant la nuit : la division Lannes marchait en avant, la division Reynier formait l'arrière-garde.

Les
pestiférés
de Kaïffa
et
de Jaffa.

Dans un vieux couvent situé à Kaïffa (1), à quelque distance et au sud de Saint-Jean d'Acre, on avait établi un hôpital destiné aux pestiférés. C'était là que Bonaparte s'était un jour rendu pour donner les ordres que réclamaient les circonstances. Les malheureux qui se trouvaient atteints de la peste étaient parvenus à la dernière période de cette maladie, et le général en chef, quoi qu'on ait pu dire, passa rapidement près de leur lit, et ne s'arrêta pas à toucher les moribonds. Un acte de témérité aussi inutile aurait trop gravement mis en danger une vie nécessaire au salut de l'armée; il convient donc de n'y point ajouter foi, bien qu'il ait été souvent célébré par la peinture et la poésie : l'inflexible histoire ne se nourrit pas de mensonges.

Quand l'armée eut laissé en arrière l'hôpital de Kaïffa, les Turcs y entrèrent, et massacrèrent les malades. Bientôt les Français atteignirent Jaffa. Là aussi un dépôt de pestiférés avait été établi. Pour soustraire

(1) Et non à Jaffa, comme on l'imprime communément, à cause de la ressemblance des deux noms.

ces misérables aux horreurs du sort qui les attendait, Mai 1799.
 on crut pouvoir sans crime abrégér leurs jours par le poison. Cet acte de pitié coupable a été révoqué en doute, mais il est maintenant avéré. Ajoutons qu'on n'agit ainsi qu'à l'égard des pestiférés réputés incurables : les autres, répartis en trois convois, furent évacués sur Damiette, sur Gaza et sur El-Arisch.

La retraite se fit sous ces tristes auspices, et l'armée ne laissa derrière elle que des cadavres ou l'incendie. Quand elle rentra au Caire, elle y annonça son retour par des fanfares, et Bonaparte fit répandre une proclamation destinée à dérober le secret de ses revers : « Il est arrivé au Caire, disait-il, le *Bien* « *gardé*, le chef de l'armée française, le général Bonaparte, qui aime la religion de Mahomet; il est « arrivé bien portant et bien sain, remerciant Dieu « des faveurs dont il le comble. Il est entré au Caire « par la porte de la Victoire. Ce jour est un grand « jour. » L'armée, sous l'abri des maisons du Caire, et au milieu des jouissances de la vie, ne tarda pas à oublier les misères du désert et les souffrances endurées devant Saint-Jean d'Acre. Elle retrouvait d'ailleurs en Égypte les braves de la division Desaix, qui, depuis le départ de Bonaparte, n'avait cessé de contenir, en remontant le Nil, les hordes d'Arabes, de Fellahs et de mameluks que Mourad-Bey commandait encore. Cette portion de l'armée expéditionnaire, dans le cours de ses marches laborieuses, avait atteint l'île de Philé, jadis l'extrême limite de l'empire romain : elle avait campé sur les ruines de Thèbes aux cent portes et dans les grandes oasis,

Retraite.

L'armée
 rentre
 en Égypte.
 —
 Expéditions
 de Desaix.

Juin 1799.

L'ange
El-Mohdhy.

toujours occupée à guerroyer et à soumettre, au prix de beaucoup de fatigue et de sang, les tribus qui habitent entre le Nil et la mer Rouge. Pendant qu'elle servait ainsi la république, le général Lanusse avait eu à combattre, dans l'intérieur du Delta, un fanatique redoutable qui se disait l'ange El-Mohdhy, et dont la venue sur la terre est promise par le Coran. Cet imposteur annonçait que Dieu l'envoyait du ciel pour anéantir les troupes françaises; il feignait de posséder le don des miracles; il se donnait pour un être immatériel, que le plomb et le fer ne pouvaient atteindre : il combattait nu, et, pour éteindre le feu des canons, il se bornait, disait-il, à jeter en l'air un peu de poussière. Des hordes considérables, trompées par ce jongleur, marchaient à sa suite, et exerçaient sur toute leur route d'affreux ravages. A la faveur du nombre, elles obtinrent sur les Français quelques avantages isolés, qui accrurent démesurément leur confiance. Enfin, grâce à l'énergie des lieutenants de Bonaparte, on vint à bout de ces ennemis dangereux, et l'ange El-Mohdhy périt dans un combat. Ses partisans vaincus se dispersèrent, sans pour cela abdiquer leur croyance fanatique et sans renoncer au brigandage. Ils demeurèrent convaincus que l'ange était remonté au ciel, pour veiller sur eux et leur obtenir la victoire.

Campagne
dans
le Delta.

Cependant Bonaparte venait d'apprendre qu'une escadre de cent voiles turques, après avoir essayé d'attaquer Alexandrie, avait réussi à débarquer sur la côte d'Aboukir une puissante armée ottomane, commandée par Mustapha, pacha de Romélie. Im-

Juin 1799.

patient de relever l'éclat de ses armes, il se dirigea à marches forcées sur les bouches du Nil et sur les côtes de la basse Égypte, où l'attendait son ennemi. A peine arrivé à Alexandrie, il y prit les dispositions que la circonstance paraissait réclamer; et comme les Turcs, par la négligence de Marmont, venaient de se rendre maîtres du fort d'Aboukir, il résolut sur-le-champ de les chasser de ce poste, et de leur livrer une bataille décisive. L'armée ottomane se préparait à le recevoir. Forte de vingt-huit mille hommes, défendue par une nombreuse artillerie, elle s'était couverte par une double ligne de redoutes, par des ouvrages d'un accès difficile, hérissés de canons; enfin, du côté de la mer, elle s'appuyait sur le village d'Aboukir, et sur le fort récemment enlevé à l'armée française. L'aile gauche et l'aile droite des Turcs étaient abritées par deux mamelons garnis d'artillerie. Le camp était adossé à la mer. Bonaparte fit attaquer le mamelon de gauche par le général d'Estaing, le mamelon de droite par le général Lannes. Les Turcs qui défendaient ces hauteurs furent en même temps abordés de front par l'infanterie et tournés par la cavalerie. Ils firent bonne contenance; mais enfin ils furent chassés de leur position, rejetés sur le rivage, poussés jusque dans la mer : quatre ou cinq mille d'entre eux périrent, sabrés ou noyés. La redoute d'Aboukir était défendue par dix mille hommes. Bonaparte fit attaquer de front cette position redoutable, et une mêlée horrible s'engagea entre les Français et les Barbares. Après de nombreux efforts qui, de part et d'autre, rendaient le combat

Bataille
d'Aboukir.

Juill. 1799.

douteux, une charge de cavalerie, audacieusement exécutée par Murat, décida de la victoire. Le camp ennemi fut emporté; Mustapha-Pacha fut pris; douze mille Turcs, rejetés dans la mer, y périrent; ceux qui survivaient encore, enfermés dans le fort, mirent bas les armes, et implorèrent la clémence du vainqueur. Au moment où ce glorieux succès s'accomplissait, Kléber, le rival de Bonaparte, céda à un mouvement d'enthousiasme et de justice. A la vue de l'armée, il embrassa le jeune général, et lui dit : « Vous êtes grand comme le monde ! » Ainsi, en dépit de l'Angleterre et de la Turquie, l'Égypte était de nouveau placée sous la main de la France (7 thermidor — 25 juillet). Huit jours après (15 thermidor), Bonaparte entrait triomphant à Aboukir. Là, enfin, pour la première fois depuis plusieurs mois, il recevait quelques nouvelles de la France, et il apprenait, par des journaux trouvés à bord des vaisseaux ennemis, les principaux événements qui s'étaient accomplis dans l'intérieur de la république.

Bonaparte
quitte
l'Égypte,
et revient
en France.

Quand il eut acquis la certitude que le directoire, avili par sa faiblesse, et affaibli par des coups d'État sans justice ou sans dignité, se trouvait désormais incapable de commander à la France et de résister à l'ambition de quiconque se porterait comme son héritier; quand il sut l'Italie perdue, l'Allemagne armée, la Suisse envahie, les intrigues de l'Angleterre victorieuses, il jugea que les temps étaient venus pour lui de se substituer à ce pouvoir méprisable et corrupteur. Profitant donc d'une autorisation que lui avait fait parvenir le directoire, il prit la résolution de

rentrer en France (1). Pendant quinze jours il tint ses intentions secrètes, et il fit des dispositions pour assurer, après son départ, la fortune de l'armée qu'il allait abandonner en Égypte. Puis, le 5 fructidor (22 août), il s'embarqua furtivement, avec cinq cents hommes et quelques officiers généraux, à bord d'une flottille mouillée dans les eaux d'Aboukir. En vertu des ordres écrits qu'il laissait à Alexandrie, le commandement de l'armée d'Égypte fut provisoirement confié à Kléber.

La situation intérieure de la France n'expliquait que trop bien l'audace de Bonaparte : au point où l'on en était venu, la république ne semblait désormais qu'une proie offerte au plus hardi. Le gouvernement directorial survivait encore, mais il paraissait écrasé sous le fardeau des misères et des revers de la patrie. Depuis le 18 fructidor, chaque période de son existence avait été signalée par les actes d'une tyrannie honteuse ou perfide, par des entreprises contre la constitution de l'an III et contre la légitime expression du vœu national. A plusieurs reprises, par intimidation ou par corruption, il avait obtenu de la complaisance des conseils l'annulation de certains choix électoraux ou la sanction de mesures violentes et illégales, et cependant les deux majorités s'étaient lassées d'une complicité pareille : modifiées depuis deux ans par les résultats par-

Situation
intérieure
de
la France.

(1) On a reproché à Bonaparte d'être rentré en France sans l'aveu du gouvernement : cette accusation n'est pas fondée. Il paraît maintenant établi qu'à la suite des revers de Jourdan et du désastre de Novi, le directoire permit à Bonaparte de quitter l'Égypte et de revenir en France.

Août 1799.

tiels du scrutin, elles s'étaient montrées de jour en jour plus disposées à marchander leur concours au gouvernement : déjà le conseil des cinq-cents, où pérerait à l'aise le jeune Lucien Bonaparte, commençait à entrer dans les voies de l'opposition ou de la défiance. Ces dissentiments se manifestaient le plus souvent dans des questions subalternes de prérogative ou de finances, et l'opinion s'en montrait fort peu émue. La nation méprisait le directoire, comme vénal et corrompu ; elle se montrait même injuste sur ce point, en personnifiant dans le gouvernement lui-même des actes et des tendances qui appartenaient surtout à Barras. Mais, en dépit de ces dispositions peu bienveillantes pour les hommes du pouvoir, la France était aussi très-peu favorable aux deux conseils ; elle ne voyait dans ces assemblées que des corps sans raison d'être, sans popularité sérieuse. D'ailleurs, les grandes luttes de la convention étaient présentes à la mémoire de tous, et l'on se mettait peu en peine des chicanes étroites et des rancunes sans portée qui agitaient les nouvelles assemblées législatives. Aucun talent de tribune, digne de provoquer l'admiration publique, ne s'était encore révélé dans les conseils : on se lassait de voir les premiers rôles confiés à des doublures. En cet état des choses, et pendant que le vent de la corruption soufflait de toutes parts, beaucoup négligeaient à dessein des problèmes politiques ou parlementaires, pour s'enrichir à l'aide de l'agiot ou dans les fournitures. L'influence sociale était le prix d'un coup de dé plus ou moins heureux ; et l'on ne se réveillait guère de cette

torpeur pour écouter les froids discours de Génissieux ou les rapports de Boulay de la Meurthe. Seulement le peuple, qui persistait à aimer la France, ressentait parfois des commotions violentes lorsque surgissait du dehors la nouvelle d'un affront ou d'un danger. L'assassinat des plénipotentiaires de Rastadt avait causé dans le pays une grande agitation ; les revers de nos armées d'Allemagne et d'Italie avaient prédisposé l'opinion publique à croire à la trahison ou à l'impéritie du pouvoir ; on s'était exalté en apprenant le glorieux récit de la bataille de Zurich, gage inattendu du salut de la France ; enfin, tous les souvenirs et tous les regards continuaient à se porter vers l'armée d'Orient, et l'on espérait vaguement en Bonaparte.

Le 1^{er} prairial de l'an VII, le nouveau tiers, désigné par les assemblées électorales, vint prendre place dans les conseils. En même temps, par la voie du sort, le directoire perdit un de ses membres, l'avocat Rewbell, qui fut remplacé par Sieyes. Cette fois, l'idéologue accepta ; et comme on le savait hostile à la constitution de l'an III, on conjectura qu'il n'entraîtrait dans le gouvernement que pour travailler plus sûrement à sa ruine.

L'accession du nouveau tiers avait encore considérablement modifié la majorité du corps législatif : les élections, en partie viciées par des actes de violence, avaient été favorables aux radicaux. Le 26 floréal an VI, Treilhard avait été élu membre du directoire. Dans la séance du 28 prairial an VII, la nouvelle majorité fit l'essai de sa force, et rendit une loi qui

Août 1799.

Élections.
—
Sieyes
est appelé
au
directoire.

Junin 1799. cassait comme inconstitutionnelle la nomination de ce directeur. Le gouvernement fut ensuite sommé de rendre compte des mesures qu'il avait prises pour veiller au salut de la république; et, tandis qu'il essayait de se justifier, le conseil des anciens, sur la proposition du conseil des cinq-cents, désigna l'avocat Gohier, républicain sincère, mais homme d'État fort médiocre, pour remplir au Luxembourg la place que l'élimination de Treilhard laissait vide.

Discussions
parlemen-
taires.

—
Lutte
des partis.

—
Coup d'État
du
30 prairial.

Le 30 prairial, la séance du conseil des cinq-cents fut très-orageuse, et la réaction se déploya librement. Boulay de la Meurthe prit la parole, et accusa le directoire de méditer contre les deux conseils un coup d'État pareil à celui de fructidor; il demanda que les assemblées législatives résistassent à un pouvoir qui cherchait à les mutiler. Alors le conseil des cinq-cents, comme réveillé par le sentiment de ses dangers, prêta par acclamation le serment de lutter contre la tyrannie. Boulay de la Meurthe poursuivit: il attribua au directoire l'arrière-pensée de chercher par tous les moyens à avilir la représentation nationale, et il dénonça, comme les auteurs ou les instruments de ce système, les deux directeurs Merlin et Larevellière. Enfin, après avoir signalé ces hommes à la vindicte des conseils, il demanda que, par un vote décisif, tous deux fussent exclus du gouvernement séance tenante. Cette proposition fut renvoyée à l'examen d'une commission de onze membres; et deux heures ne s'étaient pas écoulées, que Merlin et Larevellière, saisis de crainte, avaient envoyé leur démission aux conseils. Dans la soirée, les deux assemblées ayant

procédé de concert, selon les formes établies par la constitution de l'an III, Roger-Ducos et Moulins furent proclamés membres du directoire, en remplacement des deux hommes qui se retiraient. Ainsi, par l'élection de Sieyes, de Gohier, de Roger-Ducos et de Moulins, par la triple expulsion prononcée contre Treilhard, Larevellière et Merlin de Douai, la majorité du directoire était renouvelée, et le gouvernement de la république confié à des mains nouvelles. Barras avait gardé sa place, mais il se sentait désormais neutralisé ou impuissant. Ces changements en amenèrent d'autres dans le personnel du ministère : Cambacérès eut le portefeuille de la justice, Quinette celui de l'intérieur, Bernadotte celui de la guerre; l'odieux Fouché, si connu par les massacres de Lyon, fut nommé ministre de la police; on confia les finances à Robert Lindet, ancien membre du comité de salut public; Reinhard, diplomate prudent et intègre, remplaça Talleyrand de Périgord aux affaires étrangères. Ces choix complétèrent le coup d'État du 30 prairial, entrepris et exécuté par les conseils législatifs, et le seul peut-être qui ne coûta pas une goutte de sang. Les nouveaux directeurs étaient, à l'exception de Sieyes, des hommes ignorés et médiocres, tout à fait hors d'état d'opposer une digue aux envahissements du pouvoir parlementaire. Les conseils ne désiraient pas autre chose.

Le 10 messidor, une loi mit en activité de service les conscrits de toutes les classes, et affecta une somme de cent millions aux frais de l'armement : il devait être pourvu à cette dépense au moyen d'un emprunt,

Juin 1799.
Changements
dans
le personnel
du
gouvernement.

Emprunt
forcé.

Juill. 1799. que la classe aisée des citoyens était seule appelée à remplir; la cotisation déterminée par la loi cessait d'être proportionnelle, pour prendre le caractère d'un impôt progressif. Les domaines nationaux étaient affectés au remboursement. L'exécution de cette loi révolutionnaire, qui pesait violemment sur les classes riches, devait être poursuivie par des moyens coercitifs et rigoureux, tels que la contrainte par corps, sans distinction d'âge ni de sexe, prononcée contre ceux qui, dans le délai de quinze jours après sa signification, n'auraient pas versé les deux sixièmes de la somme fixée.

Recrudescence
du
jacobinisme.
—
Club
du Manège.

Ces mesures étaient motivées par l'inquiétude que causait la fâcheuse situation de nos armées : elles étaient prises alors que chaque jour apportait la nouvelle d'un échec en Italie ou sur les Alpes. Dans toutes les circonstances où le salut public semblait compromis, l'exaltation révolutionnaire prenait le dessus, et le jacobinisme apparaissait comme un défenseur nécessaire : aussi vit-on reparaître les clubs. La société du Manège, recrutée parmi les jacobins, ouvrit ses séances à quelques pas des Tuileries; des motions anarchiques s'y firent entendre. Dans le sein de ce club figuraient plus de cent députés membres du conseil des cinq-cents, et un nombre fort considérable d'anciens membres de la société du Panthéon, la plupart vieux amis ou complices de Babœuf. Contrairement aux lois, le club du Manège se mit en rapports directs avec les autres sociétés populaires de France. Cependant à peine cette réunion, issue des jacobins, commençait-elle à fonctionner, qu'une jeu-

nesse dorée, renouvelée de celle de l'an III, se mit à ^{juill. 1799.} troubler ses séances et à assiéger son enceinte. Les muscadins furent rudement repoussés, et ne revinrent pas à la charge. Ce succès enhardit les hommes du Manège. Se croyant tout permis, ils firent publiquement l'éloge des conspirateurs de prairial et des insurgés de Grenelle; ils élevèrent jusqu'au ciel le souvenir de Romme, de Soubrany, de Goujon et de Babœuf. En un mot, à leurs allures, à leurs journaux, à leurs proclamations virulentes, personne ne put révoquer en doute la résurrection des jacobins. Le conseil des anciens ne tarda pas à s'inquiéter de cette fièvre révolutionnaire. Comme la salle du Manège, où se tenaient les assemblées du club, était placée sous la police de ce conseil, une résolution prise le 8 thermidor interdit à la société du Manège de siéger désormais dans cet édifice. La municipalité du dixième arrondissement mit à la disposition des sociétaires l'ancienne église des Jacobins, située rue du Bac, et qui portait alors le nom de temple de la Paix. Le lendemain, jour anniversaire de la chute de Robespierre, le conseil des cinq-cents s'abstint d'abord de fêter cette date. A cette détermination significative, on commençait à mesurer les progrès de la réaction révolutionnaire. La minorité protesta avec énergie: elle invoqua la loi; et la majorité, n'osant résister davantage, revint sur sa première décision. Le directoire, justement alarmé, dénonça aux conseils, par un message, les entreprises illégales de la société du Manège. Le conseil des anciens jugea qu'il y avait lieu de sévir, mais le conseil des cinq-cents passa à l'or-

Août 1799.

Réaction
de la
chouannerie..

dre du jour. Ce qui surtout donnait à l'opinion démocratique une ardeur et une autorité que depuis longtemps elle paraissait avoir perdues, c'est que, dans les départements, une réaction monarchique se manifestait de plus en plus avec une incroyable énergie. En Bretagne, la chouannerie tenait en échec les forces militaires de la république; en Normandie, en Vendée, on arrêtait les diligences; sur beaucoup de points des bandes armées, arborant la cocarde blanche, se portaient dans les fermes, rançonnaient les républicains ou les égorgeaient. A Amiens, à Bordeaux, on placardait des proclamations royalistes. A Toulouse, le parti monarchique organisait une insurrection des plus sérieuses; et, pendant plusieurs jours, une sorte de guerre civile agita la haute Garonne. En présence de ces attaques ou de ces symptômes, le parti jacobin s'épouvantait des dangers dont la république était menacée, et c'était pour lui autant de motifs ou de prétextes de se réorganiser, de résister.

Le
directoire
prend
des mesures
pour
se défendre
et pour
comprimer
ses ennemis.

Le directoire, bien que composé en majorité de républicains passionnés et ardents, s'indignait d'être dénoncé, calomnié ou traîné à la remorque par les meneurs radicaux du conseil des cinq-cents ou du Manège. Deux de ses membres, Sieyes et Barras, étaient chaque jour livrés aux attaques furibondes du *Journal des hommes libres*, feuille officielle du club. Le 2 fructidor, on proposa au conseil des cinq-cents la mise en accusation du directoire; mais cette motion, que rien ne justifiait, fut écartée par une majorité d'ailleurs faible et douteuse. Les jours suivants furent remplis par des luttes et des conflits sans ré-

sultat, mais qui attestaient la recrudescence des haïnes. Nous avons déjà dit et nous répétons que ces querelles violentes correspondaient aux revers de nos armées et aux désastreuses nouvelles qui surgissaient du dehors : plus le danger public paraissait grave, plus le gouvernement devenait suspect, plus le sentiment populaire prenait de l'exaltation et de l'énergie. C'était là le secret de la résurrection du club jacobin.

Le directoire se crut assez fort pour engager la lutte : il ne voulut voir, dans ces attaques de l'opinion révolutionnaire, qu'une réaction plus factice que sérieuse, dont il pouvait venir à bout en faisant preuve de sévérité et d'énergie. Il fit fermer le club du Manège, ou pour mieux dire celui de la rue du Bac. La presse révolutionnaire était libre, et il était difficile de l'atteindre dans le silence des lois. Le directoire imagina d'invoquer l'article 144 de la constitution, qui donnait au gouvernement le droit de lancer des mandats d'arrêt contre les auteurs ou complices des complots tramés contre la république. De nos jours, cette interprétation des lois pénales a été exhumée à l'égard de journalistes mis en cause. Le directoire, sur la proposition de Fouché, lança des mandats d'arrêt contre les rédacteurs de onze gazettes politiques, et fit mettre le scellé sur leurs presses. Cette mesure hardie étonna, et fit scandale; mais la résistance n'alla pas jusqu'à se traduire par des actes matériels. Un semblable résultat, obtenu par des hommes obscurs ou méprisés, indique assez

sept. 1799. quelle était alors la lassitude des esprits , et combien était factice l'agitation créée par les jacobins.

Développe-
ment
de
la situation.

Pourtant les excitations ne manquaient pas. A défaut des clubs et des journaux, elles émanaient du conseil des cinq-cents et du gouvernement lui-même. Plus que jamais le directoire et la représentation nationale étaient travaillés en sens divers par deux politiques différentes, par des cupidités et des haines; mais l'opinion publique, fatiguée de ces conflits misérables et de ces tempêtes nées de l'ambition, se détournait avec une sorte de dégoût du spectacle que lui offraient la lutte des meneurs et les querelles subalternes dont le pouvoir paraissait être le prix. Les choses en vinrent bientôt à ce point, qu'on cessa de prendre la peine de dissimuler les haines et les perfidies réciproques. Barras, Roger-Ducos et Sieyes, formant à eux trois la majorité du directoire, nourrissaient des projets d'ambition ou de trahison que, de leur côté, Gohier et Moulins, très-sincèrement attachés à la république, cherchaient à neutraliser ou à déjouer. Les trois premiers, grâce à une intrigue, ôtèrent à Bernadotte le portefeuille de la guerre. Bernadotte était un républicain zélé et fougueux. Sa destitution consterna le parti démocratique; et les généraux Jourdan et Augereau, tous deux engagés très-avant dans les projets du jacobinisme, se livrèrent, jusque dans le sein du conseil des cinq-cents, à des récriminations violentes. Quant aux directeurs Gohier et Moulins, ils protestèrent contre la décision de leurs collègues, et ils allèrent publiquement rendre visite à Berna-

dote. Dans la séance du 27 fructidor (13 septembre), Jourdan prononça, à la tribune des cinq-cents, un discours très-passionné, sur la situation fâcheuse de la république. Après avoir tracé le tableau des revers de nos armées, l'orateur s'écria : « Nos places
« sont livrées par la trahison ; nos soldats sont autant
« de victimes immolées aux mânes des tyrans ; les
« barbares du Nord sont à la veille de souiller de leur
« présence le sol de la liberté ; ils menacent d'une
« invasion prochaine nos départements du Midi : c'est
« sur les cadavres sanglants des républicains qu'ils
« veulent proclamer la destruction de la liberté et le
« rétablissement du trône. » Puis, après cette sortie virulente, Jourdan demanda que la patrie fût proclamée en danger. Cette motion inattendue souleva dans le conseil l'agitation la plus vive : il y eut une scène de menaces et de pugilat qui rappelait les mauvais jours de la convention. Lucien Bonaparte prit la parole, et combattit énergiquement la proposition de Jourdan ; Daunou parla dans le même sens : les députés jacobins, de leur côté, étalèrent le tableau des maux de la république, et insistèrent pour que, sans désespérer, on rendit la loi que Jourdan venait de solliciter. Le lendemain, cette discussion recommença, et fut aussi orageuse que la veille. Enfin on alla aux voix, et, sur quatre cent seize votans, deux cent quarante-cinq se prononcèrent contre la motion de Jourdan, qui fut repoussée. Un résultat contraire aurait ressuscité le régime de la Terreur. Le parti montagnard, désormais en minorité, subit sa défaite ; mais la situation du directoire n'en devint ni plus fa-

Oct. 1799. cile ni plus honorable, et, de part et d'autre, on médita des coups d'État et des violences.

Sur ces entrefaites, les nouvelles du dehors vinrent rendre sécurité à la république, confiance au gouvernement. On apprit les glorieux résultats de la campagne de Suisse, et les victoires de Brune en Hollande. D'un jour à l'autre la situation changeait. La France, qui s'était crue à la veille d'une triple invasion, voyait les armées ennemies, vaincues et dispersées, se replier au loin et dégager ses frontières. Dès ce moment, l'influence fut enlevée aux jacobins. Chaque fois que la patrie cessait de craindre, les terroristes et les hommes de la Montagne perdaient du terrain. Une réaction s'opéra dans le sens d'une politique modérée; il y eut en quelque sorte répit dans la lutte, et les conseils déclarèrent, le 18 vendémiaire, que les armées d'Helvétie, de Batavie et d'Orient, avaient bien mérité de la patrie.

Les intrigues n'en continuèrent pas moins de se développer dans les régions qui avoisinaient le pouvoir. Deux partis étaient en présence. La minorité, dans le conseil des cinq-cents, la majorité dans le conseil des anciens, jugeaient qu'il était indispensable de recommencer les violences du 18 fructidor, et de changer les bases de l'acte constitutionnel. Les conspirateurs se disaient que le code de l'an III avait fait son temps; que cette théorie politique, très-favorable aux parleurs subalternes et aux vanités médiocres, avait organisé le pouvoir public dans des conditions permanentes d'atonie et d'impuissance, auxquelles il était urgent de remédier. Barras, Sieyes, Roger-Ducos, par-

tagaient cette opinion, et ne se dissimulaient pas que le temps était venu de dénouer avec l'épée toutes les difficultés de la situation. Barras, méprisé et déconsidéré, paraissait disposé à entrer dans les voies où s'était engagé Pichegru; et tout indiquait qu'il songeait à faire sa paix avec les Bourbons, en leur vendant la république : si on jugeait mal ses intentions, la vénalité de ses habitudes et de ses mœurs permettait de se laisser aller à toutes les suppositions et à toutes les défiances. Quant à Sieyes, dévoré d'orgueil, il croyait que son heure était venue, et qu'à son tour il allait gouverner : tout au plus lui fallait-il un homme de guerre pour servir d'agent et d'instrument à ses espérances. Roger-Ducos n'était que l'humble satellite de Sieyes. Ces trois hommes s'entendaient donc fort bien pour en finir promptement avec la constitution de l'an III; et s'ils hésitaient, c'est que l'homme de guerre, nécessaire pour l'accomplissement de leurs desseins, manquait aux calculs de leur ambition. Masséna, quoique victorieux, n'avait point encore acquis la popularité nécessaire pour le rôle que lui avait offert Barras; Hoche et Joubert étaient morts; Moreau, plus ou moins compromis par l'affaire de Pichegru, avait la réputation d'un tacticien habile et d'un homme d'État indécis ou timide; Augereau n'était qu'un sabreur d'avant-garde; Jourdan, assez malheureux en Allemagne, avait de plus contre lui d'être lié avec les meneurs du jacobinisme. Quant à Bonaparte, on le savait déporté en Orient; et d'ailleurs, eût-il été en France, on aurait hésité à l'associer à une entreprise aussi hardie, de peur qu'il ne

Oct. 1799.

cherchât à exploiter la situation et le coup d'État au profit de sa propre gloire. A vrai dire, néanmoins, Bonaparte semblait être, aux yeux de beaucoup de monde, l'homme devenu nécessaire. Depuis deux ans, ses partisans et ses complices n'étaient point demeurés inactifs. Dans le sein des conseils législatifs, Lucien et Joseph Bonaparte, les deux frères du général, avaient gagné à sa cause un nombre assez considérable de députés de toutes nuances. Dans les rangs de la troupe, les souvenirs d'Arcole et de Lodi créaient à l'illustre capitaine des dévouements fanatiques. Sa mère et ses sœurs n'épargnaient elles-mêmes aucune avance, aucune promesse pour entretenir ces dispositions favorables. Enfin madame Bonaparte, dans ses brillants salons, mettait au service de l'ambition de son mari la puissance de séduction et l'influence gracieuse qu'elle possédait à un degré éminent.

Effet produit sur les esprits par le retour de Bonaparte.

Soudain, dans la journée du 22 vendémiaire (14 octobre), le *Journal de Paris* publia en tête de ses colonnes l'avis suivant : « Citoyens, vive la république ! « Bonaparte est débarqué à Fréjus ! »

La nouvelle était vraie. Parti d'Alexandrie le 5 fructidor, Bonaparte avait eu le bonheur inattendu de trouver la mer libre, et d'échapper aux croisières anglaises. Le 9 vendémiaire, des vents contraires l'avaient obligé de relâcher en Corse, et d'y demeurer sept jours. Ce fut dans cette île qu'il acheva d'apprendre les événements dont l'Europe avait été le théâtre depuis dix-huit mois, et son impatience de reparaître en France n'en devint que plus vive. Le 15,

Oct. 1799.

sa petite flottille remit à la voile ; mais elle venait à peine d'appareiller pour la France, qu'on aperçut en mer dix vaisseaux anglais. Le contre-amiral Gantheaume voulait virer de bord et se réfugier en Corse : Bonaparte insista pour qu'on cinglât vers la France, et sa volonté énergique fut récompensée par le succès. On eût dit que Dieu suscitait lui-même de l'Égypte l'homme dont le bras vigoureux allait enchaîner l'anarchie. Le 16 vendémiaire, à la pointe du jour, Bonaparte mit le pied sur la côte de Provence. Les lois sanitaires lui imposaient l'obligation de subir la quarantaine ; mais comme la peste avait cessé en Égypte avant le départ du général, celui-ci eut la hardiesse d'enfreindre ces lois, et de se mettre immédiatement en route pour Paris. Son voyage fut un triomphe. Les populations se hâtaient d'accourir, et de saluer le libérateur, *l'homme nécessaire*. A Lyon, la ville rendit au général les honneurs souverains ; on improvisa pour lui des fêtes et des représentations théâtrales. Partout la France se donnait à lui comme une fiancée à son époux. A Paris, l'enthousiasme éclata jusqu'au délire. Le député Baudin (des Ardennes), ardent républicain, qui attendait Bonaparte comme le sauveur promis à la liberté, mourut de joie en apprenant le retour de son héros. Quelques jours de plus peut-être, et il serait mort de douleur en voyant ses espérances trompées, et la république courbée sous le sabre.

Bonaparte
à Paris.

Le 24 vendémiaire (16 octobre), Bonaparte entra dans son petit hôtel de la rue Chanteraine. Deux heures après, sans avoir fait annoncer sa visite, il

Oct. 1799. se rendit au directoire, et les chefs du gouvernement furent informés de son arrivée par le bruit inaccoutumé du dehors. La garde du directoire élevait jusqu'au ciel le cri de *Vive Bonaparte* ! Cependant l'heureux général rendit compte de sa mission au gouvernement. Il annonça que toutes les mesures étaient prises pour assurer le salut de son armée ; il raconta les merveilleuses batailles du Thabor et d'Aboukir ; puis, se répandant en protestations hypocrites de fidélité et de dévouement, il annonça que son épée ne sortirait du fourreau que pour défendre la république menacée. On le crut, ou on affecta de le croire.

Le lendemain, Bonaparte feignit de reprendre les habitudes de sa vie studieuse et retirée : il évita de se produire en public ; il ne consentit à aller au théâtre qu'en loge grillée ; il rechercha de préférence les écrivains et les savants, cachant ainsi, avec un art perfide, l'épée du dictateur sous l'humble costume du membre de l'Institut. En France, on ne demande pas mieux que d'être dupe des apparences ; et les républicains les plus clairvoyants se laissèrent tromper. Au lieu de craindre le héros modeste, ils se sentaient presque disposés à l'élever sur un pavois, à faire violence à son génie, ami de l'obscurité. Peu à peu le nombre des partisans et des complices du général s'accrut dans une proportion rapide, et, de tous côtés, on en vint à dire qu'il était indispensable d'asseoir l'édifice républicain sur des bases nouvelles. Un petit nombre d'hommes énergiques persistaient cependant à se tenir à l'écart : Moreau et Bernadotte

Une
conspiration
s'organise
pour élever
Bonaparte
au pouvoir.

étaient de ce nombre. D'un autre côté, le parti jacobin s'inquiétait vaguement. S'il portait au directoire beaucoup de mépris ou de haine, il envisageait avec horreur le rétablissement de la dictature ou de la tyrannie; et Bonaparte lui devenait odieux, comme la personnification de l'unité et du pouvoir.

Oct. 1799.

Gohier et Moulins, les deux membres du directoire qui ne conspiraient pas, s'indignaient des dangers dont leur autorité paraissait menacée. Moulins parlait de faire arrêter Bonaparte, et de le livrer à un conseil de guerre; mais c'était là une décision impossible, qui n'eût rencontré aucun instrument. Gohier présidait le directoire, et les honneurs rendus à sa dignité lui causaient une sorte de joie vaniteuse. Cet homme prenait au sérieux son titre et ses fonctions, et il lui semblait qu'on ne tarderait pas à avoir bon marché du général factieux ou indiscipliné. Barras, au contraire, pressentait que le moment était venu de transiger avec Bonaparte, et de partager avec lui le pouvoir : que si l'on différait ce partage, il pourrait arriver que Bonaparte prît tout pour lui seul. Barras fit donc faire secrètement des ouvertures au général; mais ces propositions ne furent point écoutées. Depuis quelque temps Bonaparte ne se cachait pas pour infliger à Barras et à ses dignes acolytes l'épithète flétrissante de *pourris*. Barras ne se découragea point entièrement devant ces symptômes de réprobation ou de jalousie. Comme il voulait sonder le but réel de l'ambition de Bonaparte, il feignit de redoubler de confiance; puis, dans un moment d'épanchement calculé, il ne craignit pas de lui avouer

Bonaparte
et le
directoire.

Bonaparte
et Barras.

Oct. 1799.

que la république allait périr si on ne prenait pas un parti vigoureux, tel que l'établissement d'une dictature confiée aux mains du général Hédouville. Ce choix ne pouvait avoir rien de sérieux dans la pensée de Barras ; mais plus il devait exciter le refus de Bonaparte, plus il devait être pour l'ambitieux conspirateur l'occasion de laisser échapper une partie de son secret. Bonaparte ne devina qu'à moitié le piège, mais il se borna à répondre à la confiance de Barras par un sourire hautain et dédaigneux. La conversation en resta là. Le soir, Bonaparte fit part de cet incident à Talleyrand, à Fouché, à Rœderer et à Réal, hommes d'antécédents divers, qui pour le moment épiaient le lever du nouveau soleil, et voulaient être des premiers à le saluer. Fouché, en sa qualité de ministre de la police, fit connaître à Barras tout ce que Bonaparte pensait de ses ouvertures et de sa personne, et Barras eut peur. Le lendemain, au point du jour, ce directeur vint trouver Bonaparte, qui était encore au lit ; il chercha à l'apaiser au moyen des protestations les plus affectueuses d'abandon et de dévouement. Comme il se mettait à sa disposition pour sauver la république de concert avec le vainqueur d'Arcole, Bonaparte coupa court à l'entretien, en assurant « que, pour son propre compte, il ne « voulait rien ; qu'il était fatigué, indisposé ; qu'il ne « pouvait s'accoutumer à l'humidité du climat de Paris, « après avoir longtemps séjourné en Égypte. » Barras n'insista pas davantage ; et tous deux se séparèrent après avoir lutté de ruse, sans que l'un des deux eût pu réussir à tromper l'autre.

Barras n'avait d'autre but que de gagner du temps, et de mener à terme une conspiration mal définie, plus mal connue encore, mais qui n'en était pas moins réelle, et dont il voulait devenir le principal instrument. Depuis longtemps cet homme avait cherché à faire sa paix avec les Bourbons ; il avait adressé clandestinement au chef de cette famille, en lui donnant le titre de roi, des assurances très-vives de dévouement et de sympathie. Fouché lui-même, souillé de tant de crimes, entrevoyait, avec beaucoup d'hommes perspicaces, que la république touchait à sa fin ; et il manœuvrait assez adroitement pour stipuler avec la monarchie le gage de son pardon ou le salaire de ses services. Les propositions de cet homme odieux furent écartées par les princes ; mais, à la cour du roi exilé, on accueillit avec faveur le repentir de Barras ; du moins on feignit d'y croire. Ces démarches n'eurent d'ailleurs aucune suite sérieuse ; elles ne firent que témoigner du peu d'avenir qu'on pouvait assigner au gouvernement républicain.

C'était le moment où les départements de l'Ouest étaient le théâtre d'une nouvelle et formidable chouannerie. Les royalistes avaient retrouvé leur drapeau et quelques-uns de leurs anciens chefs. En Normandie, en Bretagne, dans le Maine, on se livrait des combats obscurs ; des villes importantes étaient prises et reprises par les blancs et les bleus ; beaucoup d'actes de violence et de brigandage, transformation ordinaire des guerres civiles qui vont finir, souillaient ces dernières luttes intérieures. A Paris on s'en indignait, et la république, frappée d'épouvante, croyait

Situation.

Nov. 1799. voir apparaître de nouveau le spectre de la Vendée. Or, plus on avait peur, plus on désirait de toutes parts qu'à un gouvernement avili et discrédité se substituât un pouvoir honoré et fort.

Bonaparte
s'adjoind
Sieyes.

Tous les regards se tournaient vers Bonaparte, et déjà l'heureux général était maître de la situation : il ne s'agissait plus que de trouver un prétexte, des moyens, un plan. Bonaparte et Sieyes déjà se comprenaient à demi ; il ne leur fut pas difficile de s'entendre davantage, et de combiner ensemble la ruine de la constitution de l'an III et le renversement du directoire. Avant de s'expliquer avec un complice que secrètement il haïssait, Bonaparte avait essayé de sonder les dispositions de Gohier et de Moulins. Ce dernier, ami de Santerre, se cramponnait au pouvoir, et ne paraissait pas disposé à y laisser faire une brèche ; Gohier, esprit froid et sans portée, acceptait les avances de Bonaparte, mais n'en était pas moins résolu, soit jalousie, soit crainte, à déjouer ses projets. Bonaparte manifesta le désir de faire partie du directoire. La constitution exigeait que pour remplir ces fonctions on eût atteint quarante ans, et Bonaparte n'en avait que trente : « Sotte constitution, dit-il, qui ne permet pas de sauver la patrie ! » Peu de jours après, il se consola en pensant que, s'il lui fallait de plus grands efforts pour parvenir au pouvoir, du moins il n'aurait pas l'ennui de le partager avec des hommes méprisés ou médiocres.

Bonaparte ne voulait se servir de Sieyes que pour se faire ouvrir la porte du gouvernement ; Sieyes ne consentait à s'aider du génie militaire de Bonaparte

que pour comprimer toutes les résistances qui feraient obstacle à ses projets : plus tard, il se proposait d'écarter le général, en lui déférant l'honneur d'un vaste commandement militaire sur les Alpes ou sur le Rhin. En attendant, tous deux dissimulaient leur arrière-pensée, et concouraient à la réalisation d'un même plan. Afin d'en assurer la réussite, ils avaient jugé habile de paraître se haïr. Bonaparte déclamait tout haut et à tout propos contre ce *réveur obscur, ce philosophe intrigant, ce ténébreux abbé qui perdait la république* ; Sieyes, de son côté, se plaignait de la conduite d'un *petit insolent que le directoire aurait dû faire fusiller*. Tout le monde était dupe de cette comédie, jusqu'à ceux qui y remplissaient un rôle. A la faveur de cette haine simulée, Bonaparte et Sieyes pouvaient se concerter à l'aise, l'un pour détruire le gouvernement, l'autre pour le trahir. Bonaparte continuait d'ailleurs de parler à tout le monde de son goût pour l'étude et la retraite, de son besoin de repos. Quant à Sieyes, pour cacher ses intrigues, il affectait de prendre des leçons d'équitation ; et, sous ce ridicule prétexte, il échappait aux observations inquiètes de ses collègues. Les principaux meneurs de la conspiration étaient Joseph et Lucien Bonaparte ; l'ex-ministre Talleyrand ; Rœderer, qui avait joué un rôle équivoque dans la journée du 10 août ; et Regnaud de Saint-Jean d'Angely, ancien membre de l'assemblée constituante et du club des feuillants. Ils s'adjoignirent Boulay de la Meurthe, du conseil des cinq-cents ; l'ex-constituant Regnier ; Courtois, qui avait siégé à la convention ; Lemercier, président du conseil des

Nov. 1799.

Principaux
meneurs
de la
conspiration.

Nov. 1799.

anciens ; Volney, littérateur déjà célèbre ; Réal, ancien substitut du procureur de la commune de Paris, et qui désavouait maintenant les traditions du sans-culottisme ; l'amiral Bruix ; Gaudin, Chazal, Cabanis, M. J. Chénier, membre du conseil des cinq-cents ; Cornudet, Fargues, Daunou, Cornet, du conseil des anciens, et quelques autres, parmi lesquels on remarquait encore Bouteville, Goupil-Préfeln, Lahary, Rousseau et Délecloy. Quant à Fouché, il ne demandait qu'à se ranger sous le drapeau du plus fort ; et, quoique secrètement affidé aux projets de Bonaparte, il continuait l'exercice de ses fonctions de ministre : chef de la police républicaine, il pouvait avec impunité servir les conjurés ou les trahir, sous prétexte de les surveiller de plus près. Bonaparte, assez habile pour rallier à sa fortune des hommes d'opinions si différentes, et parmi lesquels plusieurs, tels que Chénier et Daunou, croyaient de bonne foi travailler pour la république, Bonaparte allait de l'un à l'autre, leur parlant le langage d'un frère et d'un ami, abondant avec adresse dans le sens de chacun, feignant des admirations ou des sympathies, protestant surtout, à chaque phrase, de son désir de rentrer dans la vie obscure, et de ne poursuivre que la renommée pacifique d'un savant. Sans doute il consentait à remplir le rôle de Washington et à se charger du salut de la patrie, mais il avait hâte de renoncer aux émotions de la vie publique ; sa santé lui faisait regretter le soleil de la Corse ; sa place était à l'Institut et dans les camps. Que ne pouvait-il être le premier à donner à tous l'exemple de l'obéissance aux lois et du respect envers les magistrats !

Intrigues
adroites.

Les orateurs, les avocats, les faiseurs de décrets, se réjouissaient de tant de modestie alliée à un génie si puissant. Quant aux chefs de l'armée, Bonaparte, pour les séduire, leur tenait un autre langage. N'était-il pas temps de mettre à la raison un petit nombre de magistrats vaniteux ou médiocres, qui déshonoraient la France en la gouvernant, qui avaient peur de l'armée, qui payaient par l'ingratitude ou les avanies le sang versé sur les champs de bataille, et les victoires remportées au prix d'un courage sans égal? Ces gens-là avaient destitué Championnet; ils avaient méconnu Moreau; ils avaient sacrifié à d'ineptes jalousies les soldats de l'armée d'Égypte et leurs généraux; leur insigne inertie avait mis la république à deux doigts de sa perte : où en serait-on, sans les victoires de Masséna et de Brune? Et puisque l'armée était capable de sauver la France, n'était-il pas temps aussi qu'elle eût sa part légitime dans les affaires du pays? Ces paroles, qu'accompagnaient des flatteries et des promesses, allaient droit à leur but. Berthier, Lannes, Murat, séduisaient l'un après l'autre tous les généraux présents à Paris. L'austère Jourdan, et avec lui Augereau et Bernadotte, le premier par dévouement à la liberté, les deux autres par dépit ou jalousie, s'obstinaient seuls à repousser les avances des conspirateurs : au besoin, ils auraient consenti à se mettre à la disposition du gouvernement, à se saisir de la personne de Bonaparte, et à livrer le général aux vengeances de la loi. Moreau, homme froid et réfléchi, hésitait à se prononcer. Bonaparte caressa adroitement ce rival, et, pour le moment, il

Nov. 1799.

s'en fit un ami. Quelques paroles flatteuses et des témoignages d'estime suffirent pour opérer ce changement.

Fête
décernée
à Bonaparte.

Le 15 brumaire, les conjurés et les partisans de l'ordre établi se trouvèrent réunis en un banquet : c'était une grande fête civique décernée à Bonaparte par les conseils législatifs. Provoquée un mois auparavant dans un moment d'enthousiasme, cette manifestation trouva les cœurs refroidis ; et pendant le repas, qui eut lieu dans le *temple de la Victoire* (l'église Saint-Sulpice), on put à l'aise remarquer la contrainte et la défiance empreintes sur tous les visages. Bonaparte s'abstint de manger : il ne voulut goûter qu'à un fruit, comme s'il eût feint d'appréhender des embûches. Cependant il composa habilement son maintien, et parcourut les nombreuses tables, en adressant quelques mots polis ou significatifs à chacun des convives. Au moment où l'on portait les toasts, l'ambitieux général but à *l'union de tous les Français* : c'était un appel à l'avenir, une menace pour le présent. Ensuite Bonaparte se retira avec Moreau ; et, dès le lendemain, les conjurés s'étant réunis à la Malmaison, propriété qui appartenait à madame Bonaparte, ils se hâtèrent de tout concerter pour l'exécution de leurs plans.

Journée
du
18 brumaire.
—
Préludes
d'un
coup d'État.

D'après l'idée qui fut mise en avant par Regnier, on décida que le conseil des anciens, secrètement influencé par les amis du général, ferait usage, dès le 18 brumaire, d'un droit réservé à cette assemblée par la constitution de l'an III, et qui permettait aux anciens de changer la résidence du corps législatif. Il

fut convenu que les deux conseils seraient transférés à Saint-Cloud, et que, pour motiver cette mesure inattendue, on alléguerait le prétexte d'une vaste et formidable conspiration tramée par les anarchistes. Là ne devait pas s'arrêter la tentative des conjurés. On résolut d'avance de déterminer le conseil des anciens à placer le commandement militaire de la division entre les mains de Bonaparte, et à charger le général de prendre toutes les mesures de précaution et d'ordre réclamées par les circonstances. Ce décret une fois obtenu et mis à exécution, la représentation nationale serait isolée du peuple de Paris, et l'on comptait qu'il serait facile de lui dicter des lois et de subjuguier toute résistance.

Le 18 brumaire, dès le matin, cent cinquante membres du conseil des anciens, convoqués à domicile par les inspecteurs de la salle, et désignés par les conjurés, se réunirent précipitamment au palais des Tuileries, dans le lieu ordinaire de leurs séances. Beaucoup d'entre eux se montraient étonnés de cette réunion extraordinaire ; mais ceux de leurs collègues qui étaient dans le secret allaient au-devant d'eux, et leur parlaient, avec une terreur simulée, des dangers dont la république se trouvait menacée par les jacobins : ils disaient vaguement que la plus redoutable conspiration mettait la France en péril, et qu'on ne pouvait trop se hâter d'y porter remède, en sauvant à tout prix la liberté et les lois. Quand la majorité du conseil se vit réunie, Lemer cier ouvrit la séance, et donna la parole au représentant du peuple Cornet. Celui-ci jouait un rôle dans l'étrange drame

 Nov. 1799.

Le conseil
des anciens
ordonne
que
le corps
législatif
sera
transféré
à
Saint-Cloud.

Nov. 1799.

de la journée. Il prononça à la tribune un discours sinistre, ridiculement écrit, et par lequel il adjurait les députés d'aviser, et de saisir le moment favorable qui restait encore pour prévenir l'exécution du complot jacobin : « Sinon , ajouta-t-il , la république cessera d'exister , et son squelette sera entre les *maines* des vautours, qui s'en disputeront *les membres décharnés*. » L'assemblée garda le silence; elle attendait une proposition formelle. Regnier parut à la tribune. Après avoir recommencé , en l'exagérant encore , le tableau des prétendus périls que le premier orateur avait révélés , il formula en décret, et fit voter séance tenante, les résolutions que les conspirateurs avaient concertées entre eux , touchant la nouvelle résidence du corps législatif, et la nomination de Bonaparte au commandement suprême des troupes de la division militaire. Sur-le-champ ce décret fut notifié à Bonaparte par la commission des inspecteurs, et le général en donna lecture au nombreux état-major dont il était alors entouré. Presque tous les officiers accueillirent cette lecture par le cri de *Vive Bonaparte! vive la république!* Bernadotte seul protesta, et parut hésiter. Après une explication assez vive entre ce général et Bonaparte, Bernadotte consentit enfin à ne point entraver par sa résistance les événements qui allaient s'accomplir. Un moment après, la proclamation suivante, rédigée par le général Bonaparte, était adressée à la troupe et à ses chefs : « Soldats ! le décret extraordinaire du conseil des anciens m'a remis le commandement de la ville et de l'armée. Je l'ai accepté, pour seconder les me-

Proclamation
de
Bonaparte
à l'armée.

« sures qu'il va prendre, et qui sont toutes en faveur
 « du peuple. La république est mal gouvernée depuis
 « deux ans ; vous avez espéré que mon retour met-
 « trait un terme à tant de maux : vous l'avez célébré
 « avec une union qui m'impose des obligations que
 « je remplis. Vous remplirez les vôtres, et vous se-
 « conderez votre général avec l'énergie, la fermeté et
 « la confiance que j'ai toujours vues en vous. La li-
 « berté, la victoire et la paix, replaceront la répu-
 « blique française au rang qu'elle occupait en Europe,
 « et que l'ineptie ou la trahison a pu seule lui faire
 « perdre. Vive la république ! »

La générale battait dans les rues, et appelait les troupes de la garnison aux armes : le décret du conseil des anciens était lu et proclamé dans tous les quartiers. Bonaparte, suivi d'un nombreux état-major et de trois régiments de cavalerie, se rendit au palais des Tuileries, où siégeait le conseil : tandis qu'on l'introduisait dans la salle des séances, les troupes se rangeaient en bataille sur la place du Carrousel, comme pour une revue. Bonaparte parut à la barre, entouré de plusieurs généraux, parmi lesquels on remarquait Berthier, Lefebvre, Moreau, Macdonald, Murat, Moncey, Serrurier, Beurnonville et Marmont. « Citoyens
 « représentants, dit-il, la république périssait ; vous
 « l'avez su, et votre décret vient de la sauver. Malheur
 « à ceux qui voudraient le trouble et le désordre !...
 « Aidé de mes compagnons d'armes, je les arrê-
 « terais.

Bonaparte
 au conseil
 des anciens.

« Qu'on ne cherche pas dans le passé des exemples
 « qui pourraient retarder votre marche ! Rien dans

Nov. 1799.

« l'histoire ne ressemble à la fin du XVIII^e siècle ; rien
« dans la fin du XVIII^e siècle ne ressemble au moment
« actuel !... »

« Nous voulons une république fondée sur la vraie
« liberté, sur la liberté civile, sur la représentation
« nationale : nous l'aurons, je le jure ; je le jure en
« mon nom et en celui de mes compagnons d'armes ! »

Progrès
de la
conspiration.

Les généraux présents à la barre répétèrent ce serment, et le président du conseil reçut ces engagements solennels, au nom de la république. Un député demanda la parole ; elle lui fut refusée, sous prétexte que le transfèrement des conseils à Saint-Cloud étant décrété, toute discussion devenait inconstitutionnelle. Bonaparte prit congé des anciens, et se retira avec son état-major pour donner des ordres, et diriger tous les ressorts de la conspiration. Il assigna un poste à chacun de ses lieutenants, et adressa une proclamation à la garde nationale. Un moment après, il descendit pour inspecter les troupes qui stationnaient sur le Carrousel et dans le jardin National. Le général Lefebvre, qui d'abord avait paru hésiter, se tenait auprès de lui, et protestait de son désir de l'aider à *jeter les avocats à la rivière*. Dans le jardin on remarquait la belle tenue du 9^e de dragons, que commandait le jeune colonel Sébastiani, compatriote et ami de Bonaparte. De tous les rangs partaient des acclamations ; Bonaparte, mêlé aux vieux soldats des armées de Sambre-et-Meuse et d'Italie, parlait de son dévouement pour la liberté et pour la république. Ceux qui l'entouraient recueillirent les phrases suivantes, qu'il prononçait avec énergie :

« Dans quel état j'ai laissé la France , et dans quel état
« l'ai-je retrouvée ! Je vous avais laissé la paix , et je re-
« trouve la guerre ! Je vous avais laissé des conquêtes ,
« et l'ennemi presse vos frontières ! J'ai laissé nos arse-
« naux garnis , et je n'ai pas trouvé une arme ! J'ai
« laissé les millions de l'Italie , et je retrouve partout
« des lois spoliatrices et la misère ! Nos canons ont
« été vendus , les ressources de l'État épuisées ; on a
« livré le soldat sans défense !... Où sont-ils les bra-
« ves , les cent mille camarades que j'ai laissés cou-
« verts de lauriers ! Que sont-ils devenus ?... Cet état
« de choses ne peut durer ; avant trois mois , il nous
« mènerait au despotisme. Nous voulons la république ,
« la république assise sur les bases de l'égalité , de la
« morale , de la liberté... Il est temps que l'on rende
« aux défenseurs de la patrie la confiance à laquelle
« ils ont tant de droits. A entendre quelques factieux ,
« bientôt nous serions tous des ennemis de la répu-
« blique , nous qui l'avons affermie par nos travaux
« et notre courage ! Nous ne voulons pas de gens plus
« patriotes que les braves mutilés au service de la
« France ! » Ce langage allait droit au cœur de l'ar-
mée , il réveillait l'orgueil et les sympathies du soldat.
Cependant les conjurés s'étaient distribué les rôles.
Durant toute la journée , la population , émue et cu-
rieuse , s'attroupait dans les rues , et lisait les décrets
et les ordres du jour , en les accompagnant de com-
mentaires. On avait fait imprimer et placarder des
écrits favorables à la conspiration , et qui tous repré-
sentaient Bonaparte comme le sauveur nécessaire du

Nov. 1799. pays, comme l'homme de la situation, et le plus fervent ami du gouvernement républicain. Le ministre Fouché, cessant de dissimuler sa trahison, mit sa police au service des conjurés, et fit fermer les barrières de la capitale. Bonaparte ne voulut pas de cette précaution excessive : il ordonna qu'on se bornât à des mesures de surveillance. Le conseil des cinq-cents s'étant réuni vers dix heures du matin, Lucien Bonaparte, qui le présidait, se hâta de donner lecture du décret des anciens, et les députés se dispersèrent pour aller siéger à Saint-Cloud. L'administration centrale du département de la Seine, et le ministre de la police générale, firent placarder des proclamations dans lesquelles on s'attachait à représenter la république comme touchant à sa ruine, mais heureusement sauvée par le patriotisme et le génie de Bonaparte. On invitait les citoyens à suivre avec sécurité le cours de leurs affaires et de leurs habitudes domestiques. « Ce jour n'est point un jour d'alarmes, disaient les magistrats : c'est celui qui vous promet au contraire une restauration générale. » Cependant Bonaparte fit notifier aux généraux Jourdan et Augereau la défense de se rendre le lendemain à Saint-Cloud. Jourdan obéit en silence à l'injonction de son chef militaire; mais Augereau, jacobin bavard et vaniteux, se dégoûta subitement d'un rôle qui ne pouvait plus servir sa fortune. Il se rapprocha de Bonaparte, se plaignant du manque de confiance dont il était l'objet : « Hé quoi ! général, lui dit-il, n'osez-vous plus vous fier à votre petit Augereau ? » Sur

ces entrefaites, on disposait tout à Saint-Cloud pour N^oy. 1799. y recevoir les conseils : la galerie de Mars fut réservée au conseil des anciens, l'orangerie aux cinq-cents.

Que faisait le directoire ? Il était en proie aux incertitudes ou à la désertion. Sieyes et Roger-Ducos, levant à peu près le masque, se concertaient ouvertement avec les conspirateurs, et invitaient leurs collègues à venir se joindre à eux. Gohier avait commencé sa journée par une déception. La veille, la citoyenne Gohier avait reçu de la citoyenne Bonaparte un petit billet fort amical, par lequel la femme du général annonçait qu'elle viendrait, le lendemain, demander à déjeuner au président du directoire. Gohier, prenant la chose au sérieux, ne pouvait admettre qu'on songeât à conspirer, lorsqu'on s'invitait à sa table avec cette familiarité de bon goût. Il attendit madame Bonaparte, qui ne vint pas ; et trente ans après, en publiant ses mémoires, cet étrange homme d'État témoignait encore son ressentiment et sa rancune pour un procédé aussi impoli. Quand Gohier vit clairement la tournure que les événements allaient prendre, il se tint au Luxembourg, revêtu de ses insignes, et annonça son intention bien arrêtée de garder jusqu'au bout la magistrature souveraine. Le général Moulins, son collègue, montra les mêmes dispositions. Comme on répandait le bruit que Santerre travaillait à organiser un mouvement jacobin dans le quartier Saint-Antoine, Bonaparte dit à Moulins : « Santerre est votre parent ; faites-lui savoir que s'il remue, je le fais fusiller à l'instant. — Santerre n'est pas mon parent, répondit Moulins ; mais il est mon

Attitude
du
directoire.

Nov. 1799. ami : c'est un bon citoyen , incapable de causer du trouble. » Cependant Bonaparte et ses affidés insistaient vivement auprès de Gohier et de Moulins pour les déterminer à se démettre de leurs fonctions directoriales : les deux magistrats ne répondaient que par un refus ; ils disaient que s'il était vrai , comme on l'assurait , que leurs trois collègues eussent renoncé à leur mandat , il n'y avait d'autre parti à prendre que de se conformer à la constitution , et de pourvoir aux places vacantes. Quelques heures plus tard , leur résolution fléchit. Au milieu de leurs incertitudes , ils reçurent l'injonction de ne point sortir du palais du Luxembourg tant que durerait la crise. Placés sous la garde de Moreau , qui , dans la conspiration , se résignait à jouer un rôle subalterne , ils donnèrent leur démission , et s'évadèrent comme ils purent. Barras opposa encore moins de résistance : il comprenait que sa mission allait finir , et il abdiquait avec la lâcheté d'un homme corrompu et voluptueux. Le ministre de la guerre , Dubois-Grancé , ardent jacobin , voulant réveiller sa torpeur , lui demanda de signer l'ordre d'arrêter Bonaparte. Pour toute réponse , Barras lui dit , en proférant un juron grossier : « Je vais me mettre au bain : ne me tracassez pas davantage. » Vers le soir , par les conseils de Talleyrand , il se détermina à envoyer sa démission ; et Bonaparte le fit escorter par une garde de sûreté jusqu'à la magnifique retraite de Gros-Bois , que le directeur déchu choisissait pour consolation et pour exil.

Barras
abdique.

La nuit entière fut employée par les conspirateurs à conduire à terme leurs projets , par les dévoués amis

de la république à concerter des moyens de résistance. La population ne témoignait d'autre sentiment qu'une curiosité calme, qui laissait un libre champ aux compétiteurs. En général, l'opinion se montrait favorable à Bonaparte, et fort peu effrayée de la dictature. Les députés du conseil des cinq-cents, en majorité partisans de la constitution de l'an III, frémissaient des dangers qui la menaçaient. Le 19 brumaire, ils se rendirent, dès le matin, à Saint-Cloud, et, sur la route, ils s'exhortèrent mutuellement à ne pas céder, et à mourir pour la république. Lorsqu'ils arrivèrent à Saint-Cloud, cette commune était déjà occupée par les troupes. Vers une heure de l'après-midi, Bonaparte, Sieyes et Roger-Ducos s'abouchèrent, et achevèrent de s'entendre sur les dispositions qu'il fallait adopter pour venir à bout de la résistance des conseils. Au dehors, la place publique, les abords du château et les avenues du parc, étaient le rendez-vous d'une multitude considérable d'hommes de toute classe : dans les rangs confus de ce peuple, on distinguait la toge des représentants du peuple et l'uniforme des militaires; tout annonçait une crise décisive. Les conspirateurs affectaient la joie et la confiance; ils saluaient les officiers et les soldats; ils s'encourageaient à mettre fin au règne de l'anarchie. Les républicains, nombreux, mais dispersés et défiants, se demandaient par quelle ressource extrême on pourrait encore sauver la liberté : leur figure était empreinte d'une profonde tristesse; ils maudissaient les souvenirs de Cromwell et de César; surtout ils poursuivaient de leurs

Nov. 1799.

Journée
du
19 brumaire.
—
Les conseils
siègent
à
Saint-Cloud.

Nov. 1799.

mépris les aventuriers politiques, si nombreux en un jour de révolution, qui, las de porter la livrée du patriotisme, se jetaient corps et âme à la suite de Bonaparte, et spéculaient sur le plus ou moins d'impatience de leur dévouement. Il était deux heures de l'après-midi : les deux conseils ouvrirent leur séance.

Séance
du conseil
des anciens.

Au conseil des anciens, la musique fit entendre l'hymne des Marseillais, et l'on commença par donner lecture de la démission de Barras : ensuite les membres de la minorité, revenus de la surprise que leur avaient causée les événements de la veille, demandèrent des explications, et montrèrent des dispositions hostiles. La commission des inspecteurs de la salle fut sévèrement inculpée pour avoir omis de convoquer, la veille, un nombre considérable de députés patriotes, dont sans doute elle avait craint l'opposition, et en dehors desquels on avait rendu le décret extraordinaire. La légalité de la translation des conseils à Saint-Cloud fut contestée ; de violents débats s'élevèrent. Les anciens décrétèrent qu'il serait fait un message au directoire, pour l'avertir que les conseils étaient constitués. La séance fut suspendue. A trois heures et demie elle fut reprise, pour entendre la lecture d'une lettre du secrétaire général du directoire, annonçant « que le message n'avait pu être reçu, attendu que quatre directeurs avaient donné leur démission, que le cinquième avait été mis en surveillance par ordre du général Bonaparte, et qu'ainsi il ne restait plus de directoire exécutif. » Le conseil des anciens ordonna que cette lettre serait immédiatement transmise au conseil des cinq-cents, afin que

ce dernier procédât à la formation d'une liste de candidats au directoire. Ainsi le temps se passait, et les choses ne s'accomplissaient pas au gré des conspirateurs. La minorité républicaine s'agitait bruyamment, et la majorité, quoique favorable à Bonaparte, craignait un retour de la fortune. Il importait d'en finir avec cette difficulté imprévue : Bonaparte, suivi de ses aides de camp, parut à la barre.

« Représentants du peuple, dit-il, vous n'êtes point
« dans des circonstances ordinaires ; vous êtes sur un
« volcan. Permettez-moi de vous parler avec la fran-
« chise d'un soldat, avec celle d'un citoyen zélé pour
« le bien de son pays ; et suspendez, je vous en prie,
« votre jugement jusqu'à ce que vous m'ayez en-
« tendu.

Discours
de
Bonaparte.

« J'étais tranquille à Paris lorsque je reçus le dé-
« cret du conseil des anciens, qui me parla de ses dan-
« gers, de ceux de la république. A l'instant je re-
« trouvai mes frères d'armes, et nous vîmes vous
« donner notre appui ; nous vîmes vous offrir les bras
« de la nation, parce que vous en étiez la tête. Nos
« intentions furent pures, désintéressées ; et, pour
« prix du dévouement que nous avons montré hier,
« aujourd'hui déjà on nous abreuve de calomnies !
« on parle d'un nouveau César, d'un nouveau Crom-
« well ; on répand que je veux établir un gouverne-
« ment militaire... Représentants du peuple, si j'avais
« voulu opprimer la liberté de mon pays, si j'avais
« voulu usurper l'autorité suprême, je ne me serais
« point rendu aux ordres que vous m'avez donnés, je
« n'aurais pas eu besoin de recevoir cette autorité du

Nov. 1799. « sénat. Plus d'une fois, et dans des circonstances
« favorables, j'ai été appelé à la prendre. Après nos
« triomphes en Italie, j'y ai été appelé par le vœu de
« la nation... Je vous le jure, représentants du peu-
« ple, la patrie n'a pas de plus zélé défenseur que
« moi : je me dévoue tout entier pour faire exécuter
« vos ordres ; mais c'est sur vous seuls que repose son
« salut, car il n'y a plus de directoire... Les dangers
« sont pressants, le mal s'accroît ; j'apprends que dans
« la Vendée plusieurs places sont tombées entre les
« mains des chouans. Représentants du peuple, ne
« consultez que votre sagesse et l'imminence du pé-
« ril ; prévenez les déchirements ; sauvons la liberté
« et l'égalité... »

Bonaparte fut alors interrompu par une voix, celle du député Lenglet, qui osa parler de la *constitution*. Un moment troublé par cette apostrophe, il reprit, avec l'accent de la colère :

« La constitution ! Vous sied-il de l'invoquer ? et
« peut-elle être encore une garantie pour le peuple
« français ? Vous l'avez violée au 18 fructidor, vous
« l'avez violée au 22 floréal, vous l'avez violée au 30
« prairial. La constitution ! Elle est invoquée par tou-
« tes les factions, et elle a été violée par toutes ; elle
« ne peut être pour nous un moyen de salut, parce
« qu'elle n'obtient plus le respect de personne. La
« constitution ! N'est-ce pas en son nom que vous
« avez exercé toutes les tyrannies ? Et aujourd'hui
« c'est encore en son nom que l'on conspire. Je con-
« nais tous les dangers qui vous menacent.

« Représentants du peuple, ne voyez pas en moi un

« misérable intrigant qui se couvre d'un masque hy-
 « pocrite ! J'ai fait mes preuves de dévouement à la
 « république, et toute dissimulation m'est inutile...
 « Sauvons l'égalité, la liberté !... Aussitôt que les dan-
 « gers qui m'ont fait confier des pouvoirs extraordi-
 « naires seront passés, j'abdiquerai ces pouvoirs. Je
 « ne veux être, à l'égard de la magistrature que vous
 « aurez nommée, que le bras qui la soutiendra et
 « fera exécuter ses ordres. »

Bonaparte se tut, et le député Cornudet demanda qu'on se formât en comité secret : d'autres s'adressèrent vivement au général, et le sommèrent de fournir la preuve de la conspiration dont il parlait avec tant d'assurance. Alors une discussion courte et vive s'engagea, et Bonaparte, plusieurs fois interpellé, se trouva dans la nécessité de prendre de nouveau la parole.

Une révolution destinée à changer la face de la France et de l'Europe commençait donc à s'accomplir ; mais, chose étrange, elle se faisait sans grandeur, sans dignité, à l'aide de ruses mesquines et de paroles mensongères. C'est que pour cette révolution il manquait un prétexte immédiat, et que Bonaparte, qui conspirait dans le seul intérêt de son ambition, était réduit à chercher de misérables subterfuges. Jamais, peut-être, il ne parut plus au-dessous de sa fortune : on ne demandait qu'à lui donner le pouvoir, et s'il ne l'acceptait pas dans l'attitude d'un coupable, il semblait du moins le dérober avec une sorte de honte. Au lieu de prendre l'attitude franche qui convenait à sa force et à sa gloire ; au lieu de déclarer hautement qu'il avait osé assumer sur lui l'initia-

Attitude
de
Bonaparte
pendant
la
révolution
de
brumaire.

Nov. 1799. tive du salut de la France, grande mission que personne ne voulait revendiquer, il feignait de croire à l'existence d'un complot tramé par des anarchistes, et il ne savait donner, à l'appui de ses paroles, que des explications insuffisantes et dénuées de franchise. Il parlait donc avec la précipitation d'un soldat, sans tenue et sans dignité, prononçant des phrases entrecoupées et ambiguës. Autant cet homme était grand à la tête d'une armée, autant le rôle de conspirateur rapetissait sa taille; et cependant n'était-ce pas avec raison qu'il se croyait suscité pour mettre un terme aux maux de la patrie?

Son discours fut arrangé pendant la nuit, et disposé pour le *Moniteur*; mais, en réalité, ce ne fut qu'une suite de paroles mal coordonnées. Bonaparte n'était point orateur. Peu habitué à la présence d'une nombreuse assemblée, et plusieurs fois interrompu par des interpellations, il hésitait, se livrait à des redites fatigantes, et décourageait ses propres complices. Il accusa les directeurs Barras et Moulin d'avoir voulu le mettre à la tête d'une conspiration contre la liberté; mais cette invention dérisoire ne trompa personne. Pour se soustraire aux reproches qui éclataient de plusieurs côtés de la salle, il eut recours à des phrases d'intimidation; il se vanta d'être *accompagné du dieu de la guerre et du dieu de la fortune*. Le président lui fit observer avec calme qu'il ne voyait rien sur quoi on pouvait délibérer, et il l'invita à se renfermer dans des explications plus précises: alors Bonaparte reproduisit, en balbutiant, ses premières accusations; puis il songea qu'il était temps

de sortir de la salle, et de faire face à des dangers plus pressants, à des adversaires plus redoutables encore : « Je vais, dit-il, je vais me rendre au conseil « des cinq-cents, où se trouvent des hommes qui vou- « draient nous imposer encore la convention, les « échafauds et les comités révolutionnaires... Je vais « m'y rendre; et si quelque orateur payé par l'étran- « ger parlait de me mettre hors la loi, qu'il prenne « garde de porter cet arrêt contre lui-même! S'il par- « lait de me mettre hors la loi, j'en appellerais à « vous, mes braves compagnons d'armes; à vous, « mes braves soldats, que j'ai menés tant de fois à « la victoire; à vous, braves défenseurs de la répu- « blique, avec lesquels j'ai partagé tant de périls « pour affermir la liberté et l'égalité : je m'en remet- « trais, mes amis, à votre courage et à ma fortune! » Après cette harangue il s'éloigna, et se dirigea vers l'orangerie, laissant le conseil des anciens en proie aux doutes et à l'anxiété. Comme le général traversait la cour, les cris mille fois répétés de *Vive Bonaparte!* qui éclatèrent sur son passage et dans les rangs de la troupe, lui rendirent un peu d'énergie.

Les députés du conseil des cinq-cents, en arrivant à Saint-Cloud, avaient trouvé la place désignée pour leurs séances encore pleine d'ouvriers; et pendant quelque temps ils s'étaient vus forcés de rester au dehors, dans une situation qui ne rappelait que trop bien les humiliations du tiers état avant le serment du jeu de paume. Ce souvenir exaltait l'ardeur républicaine des représentants du peuple, et les disposait à une résistance vigoureuse et passionnée. Quand la

Séance
du
conseil
des
cinq-cents.

Nov. 1799.

séance fut ouverte, on s'exhala en plaintes et en accusations contre la trahison du conseil des anciens et l'attentat prémédité de Bonaparte. A une heure et demie, Lucien Bonaparte monta au fauteuil, et le député Émile Gaudin demanda qu'on nommât sur-le-champ une commission de sept membres, chargée de faire un rapport sur les moyens propres au salut public. Cette proposition fut appuyée par beaucoup de membres : « Oui, sans doute, s'écria Delbrel, de
« grands dangers menacent la liberté; mais ceux qui
« veulent la détruire sont ceux-là même qui, sous
« prétexte de la sauver, veulent changer ou détruire
« la forme du gouvernement. Mais en vain ces hypo-
« crites conspirateurs ont cru nous effrayer en dé-
« ployant autour de nous l'appareil formidable de la
« force armée : non, les défenseurs de la patrie ne
« consentiront jamais à tourner leurs armes contre ses
« représentants !... Et si les conspirateurs parvenaient
« à égarer le courage de nos guerriers, nous saurions
« mourir à notre poste, en défendant la liberté pu-
« blique contre les tyrans, contre les dictateurs qui
« veulent l'opprimer. *La constitution, ou la mort !*
« Les baïonnettes ne nous effrayent pas : nous som-
« mes libres ici. Je demande que tous les membres
« du conseil, appelés individuellement, renouvellent
« à l'instant même le serment de maintenir la cons-
« titution de l'an III. » Cette proposition fut accueillie avec le plus vif enthousiasme ; mais Lucien Bonaparte, qui redoutait pour son frère l'explosion du sentiment républicain, suscita des lenteurs, affecta de consulter quelques membres, et refusa de mettre aux voix la

motion de Delbrel. De toutes parts le conseil des cinq-cents éclata en reproches. Le président, jouant jusqu'au bout son rôle, se couvrit, et la séance fut suspendue. Un moment après, elle fut rouverte, et le député Grandmaison renouvela le vœu émis par son collègue. Cette fois, Lucien Bonaparte n'osa point résister à la volonté de l'assemblée entière, et il mit aux voix la prestation du serment. La proposition fut décrétée par vote unanime.

Alors tous les députés, sans excepter les affidés de Bonaparte et Lucien lui-même, se succédèrent à la tribune, et jurèrent de mourir fidèles à cette constitution de l'an III qu'on allait détruire. Le représentant du peuple Bergœing fut le seul qui, pour s'affranchir de l'engagement commun, eut la loyauté de donner sa démission.

Bigonnet prit la parole : il attribua au serment de l'orangerie de Saint-Cloud une puissance et un retentissement que l'histoire ne devait pas lui accorder, et, au bruit des applaudissements du conseil, il évoqua les souvenirs du jeu de paume. Un moment après, l'assemblée ordonna qu'il serait fait une proclamation au peuple, et un message au directoire. Comme on venait de voter, le président du conseil des anciens transmet au président du conseil des cinq-cents la démission de Barras. Une agitation assez vive se produisit dans la salle, et le député Grandmaison monta de nouveau à la tribune. Il y débita une harangue contre les conspirateurs, et il adjura le conseil de déjouer leurs projets criminels. Il parlait encore, lorsqu'un bruit inaccoutumé se fit entendre aux abords

Nov. 1799.

Bonaparte
au
conseil
des
cinq-cents.

de la salle; et soudain Bonaparte, escorté de plusieurs grenadiers, se montra sur le seuil. A sa vue, l'assemblée fut en proie à l'agitation la plus vive. Les députés se levèrent; montés sur leurs sièges ou réunis en groupes, ils tournèrent leurs regards vers le général. Cependant les soldats restaient près de la porte; et Bonaparte, s'approchant de la barre, seul et découvert, se disposait à parler. Les imprécations et les clameurs qui se faisaient entendre de toutes parts couvrirent sa voix. Bigonnet, le premier, s'approcha du général, et, le saisissant par le bras, s'écria : « Que faites-vous, téméraire? vous violez le « sanctuaire des lois! » L'indignation des autres s'exprimait d'une manière plus violente et moins emphatique; on entendait mille cris confus : « Point de « baïonnettes! Hors la loi! A bas le dictateur! Vive « la république! Mourons à notre poste! A bas Crom-
« well! A bas le tyran! » Quelques-uns disaient à Bonaparte : « C'est donc pour cela que tu as vaincu? » D'autres, s'il faut en croire des récits qu'on a ordinairement contestés et qui peut-être sont vrais, d'autres se laissaient aller à des menaces plus dangereuses; et, parmi eux, le Corse Aréna montrait un poignard. A la vue de ce tumulte inexprimable, atterré par ces imprécations et ces fureurs, Bonaparte pâlit, il chancela : c'était le moment décisif. Plus que tous les poignards, un décret de mise *hors la loi* pouvait terminer en un moment sa vie et ses espérances; il avait suffi de cette formule pour perdre Robespierre. Soudain, à la vue du péril, Lefebvre dit aux grenadiers : « Sauvons notre général! » Et les soldats, se faisant

jour à travers les représentants du peuple, entourèrent Bonaparte, et l'entraînèrent au dehors. Augereau, qui se trouvait près de la porte, vêtu en bourgeois et épiant la fortune, crut un moment que la cause du général était perdue : « Eh bien ! lui dit-il avec « ironie, vous vous êtes mis dans une jolie position ! » Bonaparte n'oublia que trop, plus tard, cette réflexion d'un homme toujours prêt à désavouer les vaincus.

Le départ du général ne calma point le conseil des cinq-cents, et l'on vit se succéder l'une après l'autre les propositions les plus furibondes. Vainement Lucien Bonaparte cherchait-il à rétablir l'ordre et à excuser la démarche de son frère ; il était interrompu à chaque instant par de vives clameurs : on voulait l'obliger de mettre aux voix le décret de *hors la loi* réclamé contre le général. Lucien résistait avec énergie, donnant à son frère, par ces courageuses lenteurs, le temps de se remettre et de prendre les dispositions nécessaires. A la fin, ne pouvant prolonger la lutte qu'il soutenait seul contre toute l'assemblée, Lucien déposa la toge et les insignes de la présidence, et sortit de la salle, escorté de quelques soldats. Le silence régna quelques instants dans l'enceinte des séances ; mais bientôt l'agitation redoubla, et les cris *Hors la loi le dictateur !* retentirent de nouveau. Un officier de la garde s'approcha de la barre, et demanda des ordres contre le tyran : on n'osa point lui en donner ; mais plusieurs députés se retirèrent, sous prétexte d'aller adjurer Bonaparte *de mettre fin à une résistance devenue coupable*. Au fond ils ne voulaient que se rallier à lui et se mettre sous la protection des sa-

 Nov. 1799.

 Agitation
violente.

 —
On veut
mettre Bona-
parte
hors la loi.

Nov. 1799.

bres. Au dehors, les troupes rangées en bataille paraissaient hésiter entre l'ambition de leur général et la grandeur de l'attentat qu'on réclamait d'elles. D'une part, elles se rappelaient avec orgueil les victoires de Lodi et d'Arcole; de l'autre aussi, ces cris de *Vive la république! vive la liberté! hors la loi le dictateur!* troublaient leurs esprits et causaient leurs incertitudes. En ce moment, Lucien et son frère montèrent à cheval, et parcoururent les rangs. La présence du général réveillait dans le cœur des soldats l'ivresse de l'enthousiasme; le président du conseil des cinq-cents, en invoquant le caractère légal, semblait, en quelque sorte, justifier l'entreprise des conjurés : « Je « vous déclare, disait Lucien, que l'immense majorité « du conseil est dans ce moment opprimée par quelques députés armés de stylets. » Il ajoutait : « Je « vous déclare que ce petit nombre de furieux se sont « mis eux-mêmes hors la loi par leurs attentats. Au « nom du peuple, qui depuis tant d'années est le « jouet de ces misérables enfants de la terreur, je confie aux guerriers le soin de délivrer la majorité de « leurs représentants... Que la force expulse des brigands qui ne sont plus les représentants du peuple, « mais les *représentants du poignard!* » Les soldats, exaltés par ces paroles et par la voix de leurs officiers, cessèrent d'hésiter. Impatients d'en finir avec les députés, on les entendait dire : « Il est temps de jeter dehors ces orateurs! — Avec leurs bavardages, ils nous laissent depuis six mois sans solde et sans souliers! — Nous n'avons pas besoin de tant de gouvernants. — Ah ! si Bonaparte était le maître, tout

cela irait mieux ! » Et le général Serrurier , de son côté , leur criait : « Ça ira , camarades , ça ira ! »

Enfin l'ordre est donné , et les grenadiers , ayant le général Leclerc à leur tête , se présentent à la porte du conseil . Le tambour bat la charge , et les législateurs crient *Vive la république* ! « Représentants , dit « le chef militaire , retirez-vous : le général nous a « prescrit de faire évacuer la salle !... » Le cri de *Vive la république* ! lui répond seul ; mais les grenadiers s'avancent , la baïonnette au bout du fusil , menaçants , mais conservant encore les dehors du respect . Les députés , refoulés d'un côté , se rejettent de l'autre . Plusieurs interpellent les soldats ; leurs collègues se dépouillent de leurs toges : aucun ne sort . Pour mettre fin à cette scène , Leclerc s'écrie : « Au nom du général Bonaparte , le corps législatif est dissous . Que « les bons citoyens se retirent ! Grenadiers , en avant ! » Le roulement des tambours couvre bientôt toutes les voix ; et les soldats , agissant avec lenteur , gagnent peu à peu du terrain , contraignent par la force , mais sans injure , les députés de sortir , ou portent eux-mêmes dehors les récalcitrants . Ceux-ci , dispersés au hasard dans les cours et les jardins , font encore entendre le cri de *Vive la république* !

Il était cinq heures et demie lorsque la salle fut évacuée et fermée . Pendant quelques heures le tumulte se prolongea , et les conjurés parurent incertains . A la fin , ils se déterminèrent à couvrir les événements de la journée de quelques faux semblants de légalité constitutionnelle . La majorité du conseil des anciens siégeait encore ; on rassembla avec peine

Nov. 1799.

On chasse les députés du conseil des cinq-cents de la salle de leurs séances.

La révolution du 18 brumaire est accomplie.

Nov. 1799.

quarante ou cinquante membres du conseil des cinquents, composés en grande partie de ceux qui, secrètement affidés à Bonaparte, avaient souhaité le triomphe de sa cause, sans oser se déclarer. Ce fut un simulacre de représentation nationale, une machine encore disposée pour fabriquer des décrets. Ils rendirent, pendant la nuit, toutes les lois qu'on réclamait de leur complicité ou de leurs craintes. En vertu de ces résolutions prises à la hâte, les deux conseils ajournèrent leurs travaux législatifs, et durent être remplacés, jusqu'au 1^{er} ventôse, par deux commissions de vingt-cinq membres chacune. On décréta qu'une nouvelle constitution serait prochainement soumise à la sanction des assemblées primaires; la plupart des députés, connus par l'exaltation de leurs sentiments jacobins, furent déclarés déchus du titre de représentants du peuple; enfin, le gouvernement de la république fut provisoirement confié à trois magistrats désignés sous le nom de consuls, et cette commission exécutive fut composée de Roger-Ducos, de Sieyes et de Bonaparte. Les consuls prêtèrent serment, et prirent la route de Paris. La révolution prétorienne était consommée. La république existait encore de nom; mais déjà on pouvait dire d'elle, avec le poète : « Elle marche, mais
« elle est morte ! »

FIN DE L'HISTOIRE DU DIRECTOIRE ET DE L'HISTOIRE
DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.

	Pages.
La révolution entre dans une phase nouvelle. — Constitution de l'an III.	1
État de la société française.	3
On constitue le directoire. — Choix des cinq directeurs.	6
Larevellière-Lépeaux.	7
Rewbell.	<i>ib.</i>
Barras.	8
Letourneur.	<i>ib.</i>
Carnot.	<i>ib.</i>
Ministère.	9
Installation du directoire.	<i>ib.</i>
Les deux conseils législatifs.	10
Palais des conseils. — Costumes.	11
Le directoire commence à gouverner. — Embarras financiers.	<i>ib.</i>
Premiers expédients.	13
Dépréciation énorme du papier-monnaie.	14
On cherche à créer des cédulas hypothécaires.	16
Emprunt forcé de six cents millions.	17
Choix administratifs et judiciaires. — Conflits entre le directoire et l'opposition royaliste.	18
Proposition de M. Barbé-Marbois.	19
Système de bascule.	20
Les clubs se reforment.	<i>ib.</i>
Madame Royale, fille de Louis XVI, sort du Temple.	<i>ib.</i>
Événements militaires sur le Rhin. — Manœuvre de Pichegru.	24
Opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse.	26
Suspension d'armes.	27
Pichegru est révoqué.	<i>ib.</i>
Événements militaires sur la frontière des Alpes. — Bataille de Loano.	<i>ib.</i>
Guerre de la Vendée.	28
Le comte d'Artois débarque à l'Île-Dieu.	29
Le prince s'embarque pour l'Angleterre.	31
Charette continue de soutenir la lutte.	<i>ib.</i>
Habile système de Hoche.	32
Combat des Quatre-Chemins.	33
Arrestation et supplice de Charette.	34
Insurrection royaliste dans le Berri.	35
État des esprits en Angleterre.	37
Troubles à l'occasion de l'ouverture du parlement.	38
Discours de Sheridan.	39
Un amendement de Fox est rejeté.	41

	Pages.
Essai de gouvernement en France.....	42
On institue le ministère de la police générale.....	43
Embarras du gouvernement.....	44
Conspiration de Babeuf.....	46
Les Égaux préparent tout pour un mouvement insurrectionnel....	50
Arrestation des chefs du complot.....	51
Plan et manifeste de Babeuf.....	<i>ib.</i>
Interrogatoire et lettre de Babeuf.....	53
Mesures prises contre les conspirateurs.....	55
Les <i>babouvistes</i> et les jacobins attaquent le camp de Grenelle.....	56
Les auteurs de cette insurrection sont jugés et suppliciés....	<i>ib.</i>
Le troisième anniversaire de la mort de Louis XVI est célébré par une fête.....	58
Système de persécution ouverte contre la religion et le clergé.....	61
Fêtes philosophiques substituées aux fêtes chrétiennes.....	62
Embarras financiers. — Une loi interdit la fabrication des assignats...	63
Nouvelle organisation municipale de Paris.....	64
Campagne de l'an IV. — Situation des armées de la république.....	<i>ib.</i>
Le commandement de l'armée d'Italie est confié à Bonaparte.....	66
L'Autriche et le gouvernement d'Italie réunissent leurs efforts pour dis- puter la Péninsule aux Français.....	<i>ib.</i>
Bonaparte prend le commandement de son armée.....	68
Premières opérations. — Situation respective des armées.....	70
Plan de Bonaparte.....	71
Beaulieu se met en devoir de faire échouer ce plan.....	72
Bataille de Montenotte.....	73
Combats de Dego et de Millesimo.....	75
Mouvements rétrogrades de l'ennemi.....	77
Bataille de Mondovi.....	<i>ib.</i>
Premiers résultats de la campagne.....	78
Armistice et paix avec le Piémont.....	<i>ib.</i>
Proclamation de Bonaparte.....	79
Impression produite par les premières victoires de l'armée d'Italie....	82
Correspondance de Bonaparte.....	83
Situation des armées en Italie après la pacification du Piémont.....	84
L'Italie.....	<i>ib.</i>
Bonaparte manœuvre pour tourner l'armée autrichienne.....	87
Le duc de Parme achète la paix.....	88
Le duc de Modène se soumet à payer une rançon.....	89
Les Français franchissent le Pô.....	<i>ib.</i>
Préliminaires du combat de Lodi.....	<i>ib.</i>
Bataille de Lodi. — Les Français franchissent l'Adda.....	91
Milan et la Lombardie tombent au pouvoir des Français.....	94
Nouvelle proclamation de Bonaparte.....	96
Intrigues et jalousies du directoire à l'égard de Bonaparte.....	97
Réaction religieuse et nationale en Italie.....	98
Insurrection. Révolte de Pavie.....	101
Mouvements et positions des armées.....	103
Incertitudes et terreurs du gouvernement de Venise.....	104
L'armée française passe le Mincio.....	105
Bonaparte menace Venise.....	107
Le sénat vénitien ordonne à Louis XVIII de s'éloigner de Vérone....	109

	Pages.
Négociations. L'armée française occupe Vérone.....	110
Bonaparte s'appuie sur l'Adige et menace Mantoue.....	111
Mantoue.....	<i>ib.</i>
Premières opérations du siège.....	112
État des esprits en Italie.....	113
Naples.....	<i>ib.</i>
Armistice entre la France et le royaume de Naples.....	114
Bonaparte menace les États pontificaux.....	115
Le directoire exhorte Bonaparte à détruire la puissance temporelle et spirituelle des papes.....	117
Bonaparte hésite.....	<i>ib.</i>
Le territoire du saint-siège est envahi.....	118
Prise de Bologne, d'Urbino et de Ferrare.....	<i>ib.</i>
Le pape se hâte de conclure un armistice.....	119
Troubles dans les fiefs impériaux.....	<i>ib.</i>
Compression violente.....	120
Soulèvement des Romagnols.....	121
Combat de Lugo.....	<i>ib.</i>
Représailles militaires.....	<i>ib.</i>
Les Français s'emparent de Livourne.....	123
Bonaparte à Florence.....	124
Événements militaires du côté de l'Adige et du Tyrol.....	125
Une nouvelle armée autrichienne, aux ordres de Wurmser, entre en Italie.....	126
Siège de Mantoue.....	<i>ib.</i>
Forces respectives des armées autrichiennes et françaises dans la haute Italie.....	128
Premiers combats vers le haut Adige. — Échecs des Français.....	129
Bonaparte assemble son conseil, et se détermine à garder l'offensive...	130
Les Français lèvent le siège de Mantoue.....	131
Combats de Salò et de Lonato.....	132
Mouvement de Wurmser. — Prélude d'une bataille générale.....	133
Bataille de Castiglione.....	136
Résultat de la bataille de Castiglione.....	140
Situation.....	<i>ib.</i>
L'armée française se porte sur le Tyrol.....	141
Combats livrés vers l'Adige.....	<i>ib.</i>
Combat de Roveredo.....	142
Prise de Trente.....	<i>ib.</i>
Mouvements stratégiques de Wurmser.....	143
Bonaparte se met partout en mesure de faire face à l'ennemi.....	<i>ib.</i>
Marche victorieuse des Français dans la vallée de la Brenta.....	144
Combat et prise de Bassano. — Échecs et pertes de Wurmser.....	<i>ib.</i>
Combat de Saint-George devant Mantoue.....	145
Événements militaires du côté du Rhin et de la Moselle.....	<i>ib.</i>
L'archiduc Charles commande l'armée autrichienne.....	149
L'armée de Sambre-et-Meuse passe le Rhin. — Premiers combats....	150
Les Français sont rejetés sur la rive gauche du Rhin.....	152
L'armée de Rhin-et-Moselle franchit à son tour ce fleuve.....	<i>ib.</i>
Opérations définitives de l'archiduc.....	153
L'armée de Sambre-et-Meuse reprend l'offensive et repasse le Rhin...	154
Opérations militaires et combats sur la rive droite du Rhin.....	155

	Pages.
Prise de Francfort.	157
Opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle en Souabe.	<i>ib.</i>
Bataille d'Ettingen.	158
Retraite de l'archiduc.	160
L'armée de Moreau continue son mouvement offensif dans le Brisgau et le Margraviat.	161
Opérations de Jourdan du côté de Wurzburg et la Naab.	162
Victoire de Moreau à Neresheim.	165
Retour offensif de l'archiduc du côté de l'armée de Sambre-et-Meuse.	<i>ib.</i>
Cette armée est rejetée sur le Rhin.	166
Mort et funérailles de Marceau.	167

LIVRE DEUXIÈME.

Situation de l'Europe au commencement de l'an V.	169
L'Autriche.	170
L'Angleterre.	<i>ib.</i>
Tentatives peu sincères de négociations.	172
Ouverture de la session du parlement.	173
Reprise des négociations.	174
Opérations des armées. — Situation difficile de Moreau vers le Danube.	175
Célèbre retraite de Moreau.	176
Bataille de Biberach.	178
Moreau continue sa retraite. Derniers combats.	<i>ib.</i>
Bataille d'Emmendingen.	179
Combat de Schliegen.	180
Jugement porté sur la retraite de Moreau.	181
Négociations et actes diplomatiques du gouvernement directorial.	182
L'Espagne.	<i>ib.</i>
Naples.	183
La Porte.	<i>ib.</i>
Venise.	<i>ib.</i>
Menées révolutionnaires de Bonaparte en Italie.	184
Établissement de la république cispadane.	185
Formation de la république transpadane.	<i>ib.</i>
La Corse est rendue à la France.	186
Situation de l'armée d'Italie.	187
L'Autriche envoie en Italie une quatrième armée.	188
Plan d'opérations de l'ennemi. — Premières marches de l'armée autri- chienne.	189
Combats dans la vallée de la Brenta et dans le Tyrol.	<i>ib.</i>
Allocution de Bonaparte à la division Vaubois.	190
Combats sur les routes de Vérone.	191
Suite des opérations.	192
Plan de Bonaparte. — Préludes de la bataille d'Arcole.	193
Bataille d'Arcole.	195
Résultats de la victoire.	200
Le directoire fait proposer un armistice à l'Autriche. — L'Autriche refuse. — Mission de Clarke.	201
Mort de Catherine de Russie. — Avènement de l'empereur Paul 1 ^{er}	202

	Pages.
Fin de la mission de lord Malmesbury.....	203
Tentative d'expédition contre l'Irlande.....	204
L'Irlande.....	<i>ib.</i>
Situation politique de ce royaume.....	205
L'entreprise échoue.....	207
Combat naval.....	209
Autres combats dans les mers du Levant, sur l'Océan et dans les mers des Indes.....	211
Combats livrés vers la frontière du Rhin.....	213
Glorieux siège de Kehl.....	<i>ib.</i>
Marche de la guerre et des événements politiques en Italie.....	214
Perplexités de Venise.....	215
Politique de Bonaparte.....	216
Situation réciproque des armées. — L'ennemi manœuvre pour délivrer Mantoue.....	217
Reprise des hostilités dans le pays de Trente et vers l'Adige.....	218
Bataille de Rivoli.....	219
Les efforts de Bonaparte se concentrent vers Mantoue.....	224
Prise de Mantoue.....	226
Résultats de la campagne.....	227
Bonaparte tourne ses efforts contre Rome.....	<i>ib.</i>
Le directoire blâme la modération de Bonaparte.....	228
Lettre du cardinal Mattei.....	229
Réponse de Bonaparte.....	231
L'armée française envahit les États pontificaux.....	<i>ib.</i>
Les troupes françaises pillent et profanent le trésor de Notre-Dame de Lorette.....	232
La paix est conclue à Tolentino entre la France et Rome.....	233
Bonaparte protège les prêtres émigrés.....	234
Résultats de la campagne d'Italie.....	<i>ib.</i>
Nouveaux efforts de l'Autriche pour enlever l'Italie aux Français.....	235
Une cinquième armée autrichienne, aux ordres du prince Charles, est envoyée en Italie.....	<i>ib.</i>
Plan de guerre du conseil aulique.....	236
Théâtre des opérations militaires.....	237
Mesures prises à l'égard de Venise.....	238
Plan de guerre adopté par les deux généraux.....	240
Proclamation de Bonaparte à son armée.....	242
Proclamation adressée aux peuples des provinces autrichiennes.....	243
Premières opérations.....	244
Passage du Tagliamento.....	245
Combat de Tarvis.....	246
Suites de la guerre. — Rapides victoires des Français.....	<i>ib.</i>
Armements et insurrections dans les États de Venise.....	247
Événements militaires dans le Tyrol.....	248
Progrès de l'insurrection vénitienne.....	250
Situation critique de Bonaparte au milieu de ses ennemis.....	251
Nouveaux combats.....	252
Suspension d'armes.....	253
Bonaparte tourne ses efforts contre Venise. — Mission de Junot.....	<i>ib.</i>
Insurrection de Vérone et des campagnes voisines. — Combats et mas- sacres.....	255

	Pages.
Préliminaires de la paix signés à Léoben.....	256
Surprise et jalousie du directoire.....	258
Événements militaires sur la rive droite du Rhin.....	259
Bonaparte met fin à l'existence de l'ancienne république de Venise....	260
Révolution à Venise.....	262
Révolution à Gènes.....	266
Formation des républiques ligurienne et cisalpine.....	269
Situation intérieure de la France. — Embarras du directoire.....	270
Abolition des assignats.....	274
Conspiration royaliste.....	<i>ib.</i>
Tentative d'assassinat dirigée contre Sieyes.....	276
Procès de Babeuf et de ses complices.....	<i>ib.</i>
Élections. — Victoire du parti royaliste.....	278
Ouverture de la session de l'an V.....	280
Barthélemy est appelé au directoire.....	<i>ib.</i>
Progrès de la réaction royaliste.....	281
Un parti modéré se forme, sous la dénomination de parti constitu- tionnel.....	282
On discute une loi sur la police du culte.....	<i>ib.</i>
Rapport de Camille Jordan.....	<i>ib.</i>
Opinion de Jourdan.....	285
Discours de Le Merer.....	286
Impression produite par ce discours. — Discussion.....	289
Opinion de Boissy-d'Anglas.....	<i>ib.</i>
Opinion de Royer-Collard.....	290
Résolution du conseil des cinq-cents.....	292
Autres lois. — Le directoire se montre hostile à la réaction religieuse..	293
Lutte entre le directoire et la majorité du conseil des cinq-cents.....	294
Lois réparatrices votées par les conseils.....	295
Cruelles représailles dans le Midi. — Rapprochement entre le directoire et les constitutionnels.....	296
La Fayette est rendu à la liberté.....	297
M. de Talleyrand rentre en France.....	<i>ib.</i>
Progrès de la lutte engagée entre les partis.....	298
Dispositions de l'armée et des généraux.....	299
Divisions intestines qui travaillent le directoire.....	300
Barras.....	301
Rewbell.....	<i>ib.</i>
Larevellière-Lépeaux.....	302
Barthélemy.....	<i>ib.</i>
Carnot.....	<i>ib.</i>
Intrigues.....	303
On prépare un coup d'État.....	304
Incidents.....	305
Les trois directeurs qui méditent un coup d'État appellent l'armée à les seconder.....	307
Augereau est nommé commandant de Paris.....	309
Hésitation des partis.....	310
Lois défensives rendues par les conseils.....	312
Résolutions prises grâce à l'influence des conspirateurs royalistes.....	313
Le directoire se détermine à frapper un coup décisif.....	314
Mesures sans portée prises par le conseil des cinq-cents.....	315

	Pages.
Préliminaires du coup d'État.....	315
Journée du 18 fructidor.....	316
Situation du directoire à la suite du 18 fructidor.....	322
Proscriptions. — Déportations.....	324
Le directoire se complète par l'adjonction de deux nouveaux membres.....	<i>ib.</i>
Effet produit sur les armées par le 18 fructidor.....	<i>ib.</i>
Sort des déportés.....	325

LIVRE TROISIÈME.

État de la société française après le 18 fructidor, sous le directoire.....	327
L'Europe et le directoire. — Rapports diplomatiques. — Relations officielles.....	329
Organisation administrative et judiciaire.....	333
État des finances. — Une loi autorise la banqueroute, en créant le tiers consolidé.....	334
Une loi rétablit la loterie.....	335
Situation industrielle et commerciale.....	<i>ib.</i>
Déchéance des grandes villes.....	336
Situation de la France au point de vue religieux.....	337
Instructions philosophiques. — Morale officielle et légale.....	339
Fêtes publiques.....	<i>ib.</i>
Fête de la Vieillesse.....	340
Fête de l'Agriculture.....	341
Littérature. — Institut national.....	342
Progrès de la science.....	343
Lacépède. — Chapal. — Haüy. — Cuvier. — Fourcroy.....	344
Vauquelin. — Prony. — Lamarck. — Delambre. — Berthollet. — Daubenton. — Jussieu. — Monge. — Lalande. — Laplace. Lagrange. — De Tracy. — Laromiguière.....	345
Littérature. — La Harpe. — Marmontel. — Morellet.....	<i>ib.</i>
Andrieux. — Ducis. — Fontanes. — François de Neufchâteau. — Legouvé. — Boufflers. — Parny. — Arnault. — Delille. — Michaud. — M. J. Chénier.....	346
Dupuis. — Volney. — Ginguené. — Daunou. — Les frères Lacretelle.....	347
Scandales.....	<i>ib.</i>
Modes de l'époque.....	348
Le directoire cherche à consolider la tyrannie.....	349
Commissions militaires.....	350
Proposition d'un projet de loi de proscription.....	351
Ce projet échoue.....	352
Fête législative en mémoire du 18 fructidor.....	353
Mort de Hoche. — Son caractère. — Une pompe funèbre lui est décernée.....	<i>ib.</i>
Paix de Campo-Formio.....	355
Retour de Bonaparte en France.....	356
Enthousiasme populaire. — Dispositions des partis.....	<i>ib.</i>
Le directoire nomme Bonaparte général en chef de l'armée des côtes de l'Océan.....	357
Grande fête décernée à Bonaparte et à l'armée d'Italie.....	<i>ib.</i>
Discours de Talleyrand.....	358

	Pages.
Discours de Bonaparte.	359
Effet produit par cette cérémonie.	360
Bonaparte à Paris. — Ses espérances. — Ses habitudes.	361
Question extérieure.	362
Nouveau droit des gens introduit par l'école révolutionnaire.	363
Politique du directoire.	364
La Suisse.	365
Propagande révolutionnaire en Suisse: — Ochs.	368
La Harpe.	<i>ib.</i>
Le directoire travaille à assujettir la Suisse.	369
Des insurrections révolutionnaires éclatent en Suisse.	371
Attitude de la diète.	372
Défection de Berne. — Soulèvements patriotiques dans les cantons. .	373
Brune, à la tête d'une armée française, envahit la Suisse.	<i>ib.</i>
Bataille de Neueneck et de Fraubunnen.	<i>ib.</i>
Prise de Berne par les Français.	374
Une nouvelle constitution est imposée à la Suisse.	375
Événements et intrigues politiques à Rome.	376
Mission de Joseph Bonaparte à Rome.	377
Menées révolutionnaires.	378
Une émeute éclate à Rome.	379
Mort de Duphot.	<i>ib.</i>
Le directoire ordonne à Berthier de marcher sur Rome.	380
L'armée française s'empare de Rome.	381
Attitude du peuple. — On rétablit la république romaine.	<i>ib.</i>
Généreuse conduite de Pie VI.	383
Spoliations et sacrilèges. — Le pape est envoyé en exil.	<i>ib.</i>
Situation de la république romaine.	385
Le commandement de Rome est donné à Masséna.	386
Le peuple romain s'insurge. Il est comprimé.	<i>ib.</i>
Une constitution est imposée aux Romains.	387
Attitude de l'Autriche.	<i>ib.</i>
Les émigrés se retirent en Russie.	<i>ib.</i>
Lettre de Louis XVIII au pape.	389
L'ambassade française est insultée à Vienne.	390
Deux nouveaux départements sont réunis à la France.	<i>ib.</i>
Le directoire et Bonaparte méditent une expédition en Orient.	391
Importance commerciale et politique de l'Égypte et de la Syrie.	<i>ib.</i>
Préparatifs.	392
Proclamation de Bonaparte à l'armée d'Orient.	393
La flotte met à la voile.	395
Malte.	396
L'armée s'empare de Malte.	397
Bonaparte abolit l'ordre de Malte, et donne une constitution républi- caine à l'île.	398
La flotte anglaise cingle vers l'Égypte.	399
La flotte française arrive en vue des côtes d'Égypte.	400
Proclamation de Bonaparte à ses soldats.	<i>ib.</i>
Proclamation au peuple d'Égypte.	401
L'armée française débarque.	402
Attaque et prise d'Alexandrie.	<i>ib.</i>
Description de l'Égypte.	404

	Pages.
Population et gouvernement de l'Égypte.	406
L'armée se met en marche et suit la route du Caire.	408
Fatigues et privations endurées dans le désert.	409
Le mirage.	410
Combat d'avant-garde.	411
Combat de Chébreiss.	<i>ib.</i>
Bataille des Pyramides.	412
Prise du Caire.	414
Le Caire.	415
Bonaparte organise une administration en Égypte.	417
La flotte française est détruite au combat naval d'Aboukir.	<i>ib.</i>
Cérémonies officielles en Égypte. — Fête du Nil.	426
Fête de Mahomet.	427
L'armée célèbre la fondation de la république. (Fête du 1 ^{er} vendémiaire.)	<i>ib.</i>
Bonaparte crée l'Institut d'Égypte.	429
Révolte du Caire.	430
Mesure prise pour pacifier l'Égypte ou pour compléter la conquête.	433
Bonaparte aux fontaines de Moïse.	434
Situation intérieure de la république.	435
Nouvelles luttes engagées entre le directoire et les partis.	<i>ib.</i>
Insurrections et troubles dans le Midi.	436
Mesures de compression prises par le gouvernement.	437
Coup d'État légal du 22 floréal. Les élections sont cassées.	<i>ib.</i>
Une loi institue la conscription.	438
Dispositions des puissances étrangères. — Difficultés au dehors.	439
L'Angleterre.	440
Expédition en Irlande.	441
La Russie intervient dans la lutte.	442
Traité de la triple alliance contre la France.	443
Hésitations de la Prusse.	<i>ib.</i>
L'Espagne.	444
Le Piémont.	<i>ib.</i>
Le roi de Naples rentre à son tour dans la coalition.	445
L'armée française sort de Rome.	446
Victoires des Français. — Le général Championnet envahit le royaume de Naples.	447
La maison de Savoie est détrônée.	<i>ib.</i>
Événements de Naples.	<i>ib.</i>
Prise de Naples. — L'armée française établit la république parthénopéenne.	449
Situation des royalistes en Bretagne et en Vendée.	<i>ib.</i>

LIVRE QUATRIÈME.

Dangers qui menacent la France au dehors.	451
Fausse mesure défensive prise par le directoire.	453
Événements militaires. — Ouverture de la campagne sur la rive droite du Rhin.	455
Jourdan se replie sur la forêt Noire.	456
Opérations militaires en Suisse.	457
Démission de Jourdan.	<i>ib.</i>

	Pages.
Masséna est nommé général en chef des armées du Danube et d'Helvétie.	457
Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt.	<i>ib.</i>
Événements militaires en Italie.	459
Les Français envahissent la Toscane.	460
Le pape est conduit prisonnier en France.	<i>ib.</i>
Mort de Pie VI.	461
Revers en Italie.	<i>ib.</i>
Suwarow.	462
Suite des échecs subis par l'armée de Schérer.	<i>ib.</i>
Moreau remplace momentanément Schérer.	463
L'armée de Moreau est rejetée au pied des Alpes.	465
L'armée de Macdonald sort de Naples, et se replie vers la Toscane.	466
Les Français reprennent l'offensive.	467
Bataille de la Trebbia.	<i>ib.</i>
Suites de cette bataille.	469
Le commandement de l'armée d'Italie est donné à Joubert.	<i>ib.</i>
Bataille de Novi.	<i>ib.</i>
Mort de Joubert.	470
Déroute des Français.	<i>ib.</i>
Événements militaires en Suisse.	<i>ib.</i>
Situation des armées.	471
Mouvement de concentration ordonné par Masséna.	472
Combat sur la Limat.	<i>ib.</i>
Iecourbe rentre dans le pays des Grisons et s'empare du Saint-Gothard.	473
Suwarow reçoit l'ordre d'aller faire la guerre en Suisse.	<i>ib.</i>
Nouvelles dispositions.	<i>ib.</i>
Bataille de Zurich.	474
Résultats de la victoire des Français.	476
Événements militaires dans le Nord.	<i>ib.</i>
Campagne de Hollande.	477
Armée d'Orient. — Campagne de Syrie.	478
Démarches préliminaires.	479
Premiers combats.	<i>ib.</i>
Attaque et prise de Jaffa.	480
Massacre des prisonniers de Jaffa.	<i>ib.</i>
L'armée se dirige sur Saint-Jean d'Acre.	481
Sydney Smith et Phelippeaux.	<i>ib.</i>
Premiers travaux du Siège de Saint-Jean d'Acre.	482
Événements en Syrie.	483
Combat de Nazareth.	<i>ib.</i>
Combat de Cana.	484
Bataille du mont Thabor.	485
Suite des opérations devant Saint-Jean d'Acre.	486
La peste se déclare dans l'armée. — Les Français lèvent le siège de Saint-Jean d'Acre.	487
Les pestiférés de Kaiffa.	488
Retraite.	489
L'armée rentre en Égypte. — Expéditions de Desaix.	<i>ib.</i>
L'ange El-Mohdhy.	490
Campagne dans le Delta.	<i>ib.</i>
Bataille d'Aboukir.	491
Bonaparte quitte l'Égypte et revient en France.	492

TABLE DES MATIÈRES.

549

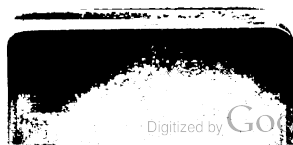
	Pages.
Situation intérieure de la France.	493
Élections. — Sieyes est appelé au directoire.	495
Discussions parlementaires. — Lutte des partis.	496
Coup d'État du 30 prairial. — Changements dans le personnel du gou- vernement.	497
Emprunt forcé.	<i>ib.</i>
Recrudescence du jacobinisme. — Club du Manège.	498
Réaction de la chouannerie.	500
Le directoire prend des mesures pour se défendre et pour comprimer ses ennemis.	<i>ib.</i>
Développement de la situation.	502
Effet produit sur les esprits par le retour de Bonaparte.	506
Bonaparte à Paris.	507
Une conspiration s'organise pour élever Bonaparte au pouvoir.	508
Bonaparte et le directoire.	509
Bonaparte et Barras.	<i>ib.</i>
Situation.	511
Bonaparte s'adjoint Sieyes.	512
Principaux meneurs de la conspiration.	513
Intrigues adroites.	514
Fête décernée à Bonaparte.	516
Journée du 18 brumaire. — Prélude d'un coup d'État.	<i>ib.</i>
Le conseil des anciens ordonne que le corps législatif sera transféré à Saint-Cloud.	517
Proclamation de Bonaparte à l'armée.	518
Bonaparte au conseil des anciens.	519
Progrès de la conspiration.	520
Attitude du directoire.	523
Barras abdique.	524
Journée du 19 brumaire. — Les conseils siègent à Saint-Cloud.	525
Séance du conseil des anciens.	526
Discours de Bonaparte.	527
Attitude de Bonaparte pendant la révolution de brumaire.	529
Séance du conseil des cinq-cents.	531
Bonaparte au conseil des cinq-cents.	534
Agitation violente. — On veut mettre Bonaparte hors la loi.	535
On chasse les députés du conseil des cinq-cents de la salle de leurs séances.	537
La révolution du 18 brumaire est accomplie.	<i>ib.</i>

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



Digitized by Google

Werner.



Digitized by Google

Werner.



Digitized by Google

Werner.

